

(F)

(P)

28 AOUT 1979

Les Temps Modernes

Directeur : JEAN-PAUL SARTRE

Juillet-Août 1979

35^e année n^o 396-397

**ALLEMAGNE
FÉDÉRALE :**

**difficile
démocratie**



REDACTION, ADMINISTRATION, 26, RUE DE CONDE, PARIS 6^e

1-TM

Les Temps Modernes

revue mensuelle

COMITÉ DE DIRECTION

Simone de BEAUVOIR — Jean-Jacques-Laurent BOST
Claire ETCHERELLI — François GEORGE — Pierre GOLDMAN
André GORZ — Claude LANZMANN — Jean POUILLON
Pierre RIGOULOT — Jean-Paul SARTRE — Pierre VICTOR

★

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés
La rédaction reçoit sur rendez-vous

★

REDACTION, ADMINISTRATION

Vente au numéro
26, rue de Condé. Paris 6°. Tel. 326-47-81

★

Diffusion aux Librairies
S.O.D.I.S. 128, avenue du maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
77 - Lagny

★

SERVICE DES ABONNEMENTS

5, rue Sébastien-Bottin, Paris-7°
544-39-19

TARIF D'ABONNEMENT

| | 1 an | 6 mois |
|--|----------|----------|
| France et Etranger | 200,00 F | 110,00 F |
| (supplément port recommandé) | 78,00 F | 39,00 F |

Envoi par avion nous consulter.

ABONNEMENT POUR ETUDIANTS

Pour bénéficier de ce tarif réduit on est prié de
s'adresser directement à l'administration de la
Revue et de justifier de sa qualité d'étudiant. 120,00 F 60,00 F

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire
mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)
— POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE —
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 0,60 F

Les Temps Modernes

PRESENTATION

L'Allemagne fédérale fascine. Coupé de l'autre Allemagne depuis la fin de la guerre, meurtri, si fier de sa nouvelle démocratie, ce pays continue à susciter des sentiments ambigus aussi bien en Europe que dans le reste du monde. Crainte ou envie, la RFA a été, du moins implicitement, au centre du débat tout au long de la campagne électorale de ces derniers mois. Redoutée par les uns pour sa puissance, admirée par les autres pour sa réussite économique, forte de ses soixante et un millions d'habitants et consciente de la place qu'elle occupe dans l'échiquier politique mondial, l'Allemagne fédérale fêtera bientôt le trentième anniversaire de sa naissance.

Au-delà de ces évidences et de ces fantasmes, une question réelle : le difficile accouchement, parce que trop longtemps différé, d'une jeune démocratie au sein d'une Europe occidentale qui, sur ce chemin en tout cas, la précède d'au moins cent ans, décalage entre économie et politique, entre pensée et institutions, qui est depuis des siècles au cœur du problème allemand. Sans doute les hommes d'Etat ne se lassent-ils pas d'admirer la stabilité politique de la RFA ainsi que sa « paix sociale » ; mais ne serait-ce point là, précisément, ce qui fait difficulté (« Nous faisons toujours ce que nos princes nous commandent » disait déjà Heine) ? Et le revers de cette médaille sereine, ne serait-il pas le Berufsverbot (qualificatif que la presse étrangère ne s'est pas donné la peine de traduire, comme si

« ça » n'existait pas ailleurs aussi), devenu symbole de la surveillance et du soupçon, exercés de près ou de loin au nom de l'application autoritaire d'une Constitution née d'une double hantise : celle du passé, celle d'un ennemi « héréditaire » bien trop proche pour pouvoir être négligé, le communisme. Ainsi, hantée par le spectre du passé, tiraillée entre le désir de se donner un Etat fort et celui de faire preuve de maturité et de libéralisme, contestée par sa jeunesse et menacée par des groupes terroristes, la jeune République fédérale continuera longtemps encore de susciter des débats passionnés.

Nous aurions pu choisir d'évoquer la puissance des syndicats, le renouveau culturel particulièrement sensible dans le cinéma ou bien encore l'importance des « mouvements alternatifs » — au premier chef celui des femmes —... Nous avons préféré nous en tenir à trois thèmes majeurs qui ordonnent ce dossier : Difficile démocratie — Le spectre du passé — La Gauche allemande face au terrorisme.

TM

I

DIFFICILE DÉMOCRATIE

KONIGLICHES RESKRIPT AN IMMANUEL KANT, 1794

Von Gottes Gnaden Friedrich Wilhelm. König von Preussen etc. etc.

Unsern gnädigen Gruss zuvor. Würdiger und Hochgelehrter, lieber Getreuer ! Unsere höchste Person hat schon seit geraumer Zeit mit grossem Missfallen ersehen : wie Ihr Eure Philosophie zu Entstellung und Herabwürdigung mancher Haupt-und Grundlehren der heiligen Schrift und des Christentums missbraucht ; wie Ihr dieses namentlich in Eurem Buch : » Religion innerhalb der Grenzen der blossen Vernunft «, desgleichen in anderen kleineren Abhandlungen getan habt. Wir haben Uns zu Euch eines Besseren versehen ; da Ihr selbst einsehen müsset, wie unverantwortlich Ihr dadurch gegen Eure Pflicht, als Lehrer der Jugend, und gegen Unsere, Euch sehr wohl bekannte, landesväterliche Absichten handelt. Wir verlangen des ehsten Eure gewissenhafteste Verantwortung, und gewärtigen Uns von Euch, bei Vermeidung Unserer höchsten Ungnade, dass Ihr Euch künftighin nichts dergleichen werdet zu Schulden kommen lassen, sondern vielmehr, Eurer Pflicht gemäss, Euer Ansehen und Eure Talente dazu anwenden, dass Unsere landesväterliche Intention je mehr und mehr erreicht werde ; widrigenfalls Ihr Euch, bei fortgesetzter Renitenz, unfehlbar unangenehmer Verfügungen zu gewärtigen habt.

Sind Euch mit Gnade gewogen.

RESCRIT ROYAL ADRESSE A EMMANUEL KANT

Frédéric-Guillaume, par la grâce de Dieu roi de Prusse, etc., etc.
Notre gracieux salut avant toute chose. Estimable, très savant et

cher féal ! Notre éminente personne a déjà remarqué depuis un certain temps, avec grand déplaisir, combien vous faites mauvais usage de votre philosophie pour défigurer et dénigrer de nombreux dogmes essentiels et fondamentaux de la Sainte Ecriture et du christianisme, comme vous l'avez fait notamment dans votre livre *La religion dans les limites de la simple raison*, et de la même manière dans d'autres traités moins étendus. Nous nous attendions à une meilleure conduite de votre part. Il doit vous apparaître à vous-même combien inexusable votre action, opposée tant à votre devoir de maître de la jeunesse qu'à nos intentions souveraines que vous connaissiez parfaitement. Nous exigeons immédiatement de vous une justification très consciencieuse et nous attendons de vous, si vous voulez éviter de notre part la disgrâce suprême, que vous ne vous exposiez plus à l'avenir à vous voir imputer de tels manquements, mais que tout au contraire, conformément à votre devoir, vous appliquiez votre réputation et vos talents au succès de plus en plus grand de notre intention souveraine. Faute de quoi, si vous vous montriez récalcitrant, vous devriez vous attendre à ce que nous prenions à coup sûr des mesures désagréables.

Recevez l'expression de ma bienveillance.

Berlin, le 1^{er} octobre 1794.
Par ordre spécial très gracieux
de Sa Majesté Royale
Wöllner.

Peter Brückner

POUR COMPRENDRE ET POUR FAIRE COMPRENDRE
LA REPUBLIQUE FEDERALE *

QU'EST-CE QUE LA PATRIE DE L'ALLEMAND ?

Y a-t-il un besoin de réunification ?

Raisonnement en matière politique comme le faisait un démocrate du genre de G. Heinemann, c'était s'exposer au soupçon d'être le *fellow-traveller* de Moscou. A ce genre de raisonnement on objectait qu'il ne voulait, ou ne pouvait, se situer à l'intérieur de ce qui avait été défini comme *faisable* dans le cadre d'une intégration de la RFA à l'Ouest. Les amis de la Restauration se plaisaient à noter que Dieu, ou la nature, a réparti de manière inégale l'aptitude à pratiquer une politique réaliste, *l'art de ce qui peut se faire* ; cet art était le lot du cabinet Adenauer. Et ce cabinet ne voulait pas entendre parler d'une réunification.

La guerre finie, il a suffi de peu d'années pour voir la population allemande d'abord accepter la division de l'Allemagne, ensuite l'oublier — ou s'en réjouir ; du moins dans sa majeure part. (Pour elle, pour cette majeure part, même depuis que, dans la langue courante, il a bien fallu désigner la RDA sous sa dénomination officielle, *affectivement* elle est restée la « zone de l'Est »). Ceux que leur condition de travailleurs tient en état de dépendance ont vécu comme si on les avait congédiés de l'histoire allemande. Furent-ils les *seuls* ? L'exclusion s'est faite

* Extraits du livre de Peter Brückner *Versuch, uns und anderen die Bundes Republik zu erklären*, Berlin, Wagenbach Verlag, 1978 ; à paraître en novembre aux éditions Maspéro dans une traduction de Marie-Simone Rollin sous le titre : *Essai d'explication de la République fédérale allemande à l'usage des Allemands et des autres*.

souvent assez « haut », jusque parmi les chefs. Seul, justement comptait le « faisable », ce que faisaient quelques faiseurs au nom de tous.

Mais comment cela fut-il possible ? Comment cela fut-il pensable ? N'était-ce point, en effet, la majeure part de la population qui eut à souffrir de la division — et de l'expulsion hors des provinces orientales ? N'est-ce point elle qui avait souffert lorsque des frontières presque infranchissables s'étaient dressées entre parents et amis, *ici* et *là-bas*, entre pères et mères d'un côté, enfants de l'autre, lorsque des régions entières du pays [*Heimat*] devinrent inaccessibles (alors que le mot *Heimat* avait depuis si longtemps éveillé des résonances magiques au fond de l'âme allemande). Était-il possible que de belles contrées, de belles villes, faisant partie intégrante de la patrie, en aient été détachées, que sa grande capitale ait été partagée, que le territoire national ait été amputé de provinces entières — telles que la Saxe, la Thuringe, le Mecklembourg — sans que la population se répandît en plaintes et protestations bien plus massives que celles qui se firent effectivement entendre ?

Voilà qui, en Allemagne de l'Ouest, fut et demeure encore une chose possible ; il faut l'avoir compris si l'on veut accéder à une complète compréhension de notre *aujourd'hui*, de la RFA de 1978.

Disons d'abord que la population comporte une catégorie de personnes qui ont souffert, non de la division de l'Allemagne en deux Etats (partiels), mais d'avoir été chassées de Pologne, de Prusse orientale, d'URSS, des pays baltes : ceux que la RFA appelait officiellement les « expulsés » (tandis qu'en RDA on parlait de *nouveaux colons*). Bien que leur groupement en associations de défense, leur représentation au Parlement des années durant par la LEP [Ligue des Expulsés de leur Pays], leur appareil fonctionnarisé aient tenté de faire survivre l'idée fixe du retour au pays (et aux anciennes situations), l'insertion des réfugiés dans la RFA fit de rapides progrès. Et cela bien qu'ils aient perdu leurs *possessions*, qu'ils aient subi, par conséquent, des dommages matériels, non pas seulement idéels et affectifs, comme d'être coupés de leur « pays » ou d'être séparés de leurs parents, de leurs enfants et d'autres membres de leur famille. Que les réfugiés aient touché certaines indemnités pour leurs pertes matérielles, l'*égalisation des dommages* (système de

compensation entre des dommages de guerre très inégalement répartis à travers la population), qu'ils aient bénéficié, ici et là, de tels avantages sur présentation de leur « carte de réfugié », notamment des logements à loyer modéré, tout cela a moins compté, pour leur insertion dans la population de la République fédérale, que l'immense capacité d'absorption et d'intégration qui caractérisait alors le *marché du travail*. Le capital, dans sa période de reconstruction, avait si grand besoin de force de travail qu'il put assimiler et réclamer le flot des expulsés et réfugiés venant des provinces orientales, des flots de peuplement germanique ou de la RDA ; c'est ce marché qui alimenta et régularisa l'orientation de la société, la conscience de la situation et les perspectives d'avenir ; c'est lui, avec sa très forte demande, qui eut pour charge de désagréger et de dissocier les sous-cultures ethniques (et prolétariennes) qui auraient pu faire obstacle au processus d'intégration.

En même temps l'afflux des expulsés, des réfugiés, des évacués (c'est-à-dire ceux que les attaques aériennes, dans les dernières années de la guerre, avaient chassés de leur domicile), et le retour (tardif) des prisonniers provoquèrent l'une des plus importantes migrations qu'ait connues l'Europe moderne. Vers 1955, qui donc habitait encore là où il était né ? Les réseaux constitués par les relations de voisinage furent démantelés, non seulement parmi les personnes déplacées mais même à l'intérieur des « anciennes » régions. On vit se perdre les habitudes tenant aux lieux et aux traditions privées (familiales). Il ne resta rien de l'ensemble d'influences sociales et psychiques liées (même en milieu urbain) à la structure complexe de paysages familiers. Dans les régions d'accueil on assista, souvent en peu d'années, à un profond bouleversement de la répartition traditionnelle des appartenances religieuses et des stratifications sociales. Il se forma un *nouvel environnement* ; les orientations liées à l'ancien perdirent de leur valeur pratique, malgré l'attachement que leur gardèrent longtemps les populations ainsi affectées. Les efforts des anciens habitants pour s'opposer à cet afflux indésirable de personnes déplacées firent peser un faix supplémentaire sur les victimes de ces migrations de masses. Leur sort fut massivement la désorientation, le dépaysement, le sentiment d'insécurité ; elles durent à tout prix s'insérer, s'adapter, échapper à la peur. Il est probable que nombre

d'entre eux perdirent absolument toute aptitude à prendre racine quelque part, à être les citoyens de leur « quartier ». Un peuple se parcellisa en familles aux dimensions réduites, en individus ou en petits groupes particuliers ; même les anciens habitants n'y échappèrent point : ils virent, eux aussi, se modifier leur environnement social. (Cette « parcellisation » a continué pendant les années 60 et 70 par suite des opérations d'assainissement dans les villes et des créations de « cités-dortoirs » dans leur périphérie.) L'une des conséquences fut, pour la grande majorité de la population, surtout parmi les hommes, une fâcheuse répartition des activités nécessaires à la vie, des intérêts et du choix entre les domaines d'action ; tout se concentra sur le couple, la famille, le métier ; il ne restait presque rien pour la politique, les amis, les voisins (et le *hobby*). Se *détacher* de la réalité sociale, tel était à présent le mode de vie en société ; c'est au niveau et dans le cadre de la « vie privée » que pour l'essentiel s'organisa la vie allemande.

Et cela, par conséquent, dans des populations qui avaient été congédiées et expulsées de l'histoire (de l'histoire vécue par expérience et présente à la conscience subjective) pour autant qu'elles étaient impuissantes à percevoir le lien entre leur destin personnel et l'histoire de leur nation. Elles continuaient à ne pas comprendre l'insuppressible corrélation entre la fâcheuse situation des individus (séparation, expulsion, dépossession, division, désorganisation, peur, compulsion adaptative, parcellisation) et, d'autre part, cette anomalie historique qu'avait été justement, et que *redevenait* l'Allemagne. (Ou bien n'était-ce pas une anomalie que, par exemple, un Etat, la RFA, dût être à la fois, en tant que souverain, un *pays natal* et, à titre provisoire, un *campement de nomades* ?) Ce n'est là pourtant qu'une façon plus compliquée de dire ce qui peut se définir comme le « faible degré de politisation » du peuple ouest-allemand comparé aux *masses* italiennes et françaises, à la classe ouvrière anglaise.

L'intégration dans l'Etat ouest-allemand et les processus d'adaptation, de parcellisation et de réorientation qui se saisissaient d'émigrants pour en faire des « hôtes » apparurent à la majeure partie de la population comme quelque chose de *déjinitif* — du moins au niveau décisif où se constituent les expériences et les habitudes quotidiennes. La politique menée à l'époque d'Adenauer a renforcé la population ouest-allemande dans

l'imperfection de ses rapports sociaux et dans sa dépolitisation, et tous les gouvernements depuis lors ou bien y ont peu changé, ou bien ont refusé d'y rien changer. Là où sont intervenues des modifications au cours des dix dernières années, elles ont été imposées de force au système politique et le plus souvent contre les intentions de ses dirigeants, ce qui a mis en évidence les *lignes de rupture*, jamais totalement colmatées, à l'intérieur de l'intégration telle qu'elle était alors réalisée.

Les deux ou trois premiers hivers de l'après-guerre, affamée et transie, privée de toute perspective d'avenir et pour ainsi dire « hébétée », la population vécut en état d'inconscience politique. Etant donnés les dommages matériels qu'elle avait subis — expérience de classe depuis plusieurs dizaines d'années (inflation, crise économique 1929-1932) — et la destruction, en 1945, de l'identité nationale, il n'est pas surprenant que l'attachement à la petite possession privée, le goût des objets (marchandises) et, en particulier, l'attrait des terres et des immeubles, soient devenus, à mesure que s'accroissaient les ressources, les maîtres exclusifs d'une conscience asservie — attitude qu'avaient préparée les migrations de masse et favorisée l'attrait des biens de production. *Posséder quelque chose, c'est être quelqu'un*, tel fut le slogan publicitaire d'une grande caisse de crédit immobilier. Ce nouveau maître régna en tyran sur tous les signaux qui paraissaient à nouveau menacer une insertion devenue la seule et unique *réalité présente* et soumise au pouvoir des pronoms possessifs — sur tous les signaux qui paraissaient mettre en question la clôture de l'existence dans le *statu quo*. On occulta en grande partie le passé de l'Etat national-socialiste, on rejeta hors des frontières la voix de l'opposition (au système) — « Va donc à l'Est si tu ne te plais pas ici ! » Les dix premières années, la pratique même des gouvernements priva le peuple de toute chance de renouveau politique et moral. En effet, à partir de 1949, la démocratie allemande reposa sur le principe que les « masses », c'est-à-dire les classes laborieuses et dépendantes, devaient être exclues de la discussion et de la direction politiques. Même germanisé en *Teilhabe*, le mot participation, désignant une part prise à la gestion du bien commun, resta un terme étranger. (Les notables de la démocratie bourgeoise, qui avaient grandi à Weimar, virent, après 1945, dans l'enthousiasme avec lequel « le peuple » avait acclamé Hitler un motif supplé-

mentaire pour l'exclure de la politique. Le « peuple » était imprévisible, menacé, voire — à l'occasion — menaçant. Ainsi, ce qu'a imposé aux Allemands une tradition féodale, la conscience éclairée des démocrates le lui reproche et lui en fait un « crime ». De cette façon l'existence fut dépolitisée et même amputée, au point que d'abord on accepta et qu'ensuite l'on oublia la division de l'Allemagne, ce qui signifie qu'on la reçut comme une donnée de la nature, parce que le sentiment national s'était enlisé et que — très vite — la brillante réussite de la République fédérale accapara toutes les ressources affectives et les perspectives d'avenir concernant l'Etat, la quasi-nation et la communauté « populaire ».

Ainsi, non seulement la population fut éliminée de la *politique*, simple peuple d'« électeurs » dont on espérait bien qu'il ne prendrait pas *trop* de part aux élections, mais ce peuple fut également coupé d'un important pouvoir historique, parfois inapparent, qu'on pourrait appeler la *force de la mémoire*, la *force explosive du souvenir*.

Ce résidu d'un sentiment national et « populaire » perdu dans les sables résisterait-il aux crises économiques et, par conséquent, l'*intégration sociale* serait-elle durable ? Dès les années 50 les hommes politiques en ont douté, et dans plus d'un cas cette inquiétude justement a servi de prétexte pour restreindre la liberté dans l'ordre politique.

Pays perdu, innocence retrouvée.

Dans l'Allemagne de jadis, au temps de l'exaltation nationale, on avait longtemps posé et évoqué la question : « Quelle est la patrie de l'Allemand ? » Or, après 1945, on ne se pose plus cette question ; ne fût-ce que parce que l'amputation effective de régions entières est le secret reflet d'une tout autre « amputation » : celle de notre plus récent passé commun, le national-socialisme. Ce passé a été aussi exclu de la conscience de très nombreux Allemands que les territoires de l'Est l'ont été du *cadre de vie RFA* (préfiguré, après 1945, dans les trois « zones occidentales » par les administrations bi et trizonales). La méfiance pathologique à l'égard de *la zone* — bientôt il n'y eut plus besoin de dire « zone de l'Est » —, ensuite à l'égard de l'autre Etat

partiel, la RDA, tirait sa force d'états et de fonctions psychiques qui sont une défense, non seulement contre le communisme et contre *le Russe*, mais contre tout souvenir qui évoquerait la participation à la grande époque de l'Allemagne, avec ses pratiques criminelles et sa guerre de conquête. On brise avec les deux ; mais pour se débarrasser de l'approbation que « nous » avons accordée à Hitler, de notre enthousiasme, disons plus : de nos folles acclamations — faute d'un autre moyen qui efface, chez les individus, toute trace d'un tel passé — l'on refuse et l'on marginalise RDA/communisme/URSS.

D'où une identification absurde, dissimulée et passablement complexe : puisqu'avec la RDA « nous » ne voulons avoir rien de commun (ou, pour mieux dire, puisque nous ne le pouvons même pas, en raison des multiples circonstances objectives qui réduisent les communications, depuis la politique des Etats vainqueurs jusqu'au problème frontalier de la RDA), « nous » n'avons plus rien de commun avec ce que nous étions il y a peu d'années, nationaux-socialistes ou dociles suiveurs du nazisme ; du même coup, en nous défendant contre RDA/communisme/URSS, nous poursuivons inconsciemment la guerre de conquête contre l'Union soviétique. Dans de pareilles identifications intervient aussi le pays séparé, car il est le « corps » de la RDA et à ce titre lui appartient. *Pays perdu, innocence retrouvée*. Et puisque le pays, jusque dans les imageries inconscientes, est le « corps » de l'Etat, appartient à l'Etat et à ses institutions, non pas au peuple qui ne fait qu'y habiter, la perte n'est qu'en un sens limité *notre* perte.

Mais cette identification entre une attitude de défense et une attitude de rejet à l'égard de ce qui est douloureux demeure incomplète tant que n'intervient pas ici un autre élément, que voici : la participation récente à l'opinion publique fasciste, l'acceptation de l'idéologie national-socialiste (antisémitisme, anticommunisme, principe du chef, communauté populaire, etc.) traduisait de façon visible, dans une part assez importante de la population, une structure psychique ou mentalité de laquelle relèvent, moins manifestes, des éléments de passivité — du type de la tendance à l'acceptation, de la suradaptation, de l'identification à l'Etat (laquelle résulte, pour sa part, de déceptions beaucoup plus anciennes et d'une déformation par l'histoire nationale de la conscience temporelle et historique). *Quelqu'un*

faisait-il quelque chose, on marchait avec lui — en revanche le coupable était innocent. C'est un horizon de prescriptions sociales qui enveloppe toute la vie de la population. Entre les possibles c'est lui qui décide *quels* sont ceux qui déterminent l'action réalisable.

Ainsi la passivité avec laquelle la division de l'Allemagne fut acceptée, disons même proprement « subjectivée », individuellement reconnue, sanctionnée dans la vie quotidienne, ne faisait que prolonger une tradition psychique, mentale, datant de la période de l'Etat national-socialiste. Même le caractère de la personne — puisque conditionné en partie par l'horizon des prescriptions sociales — continue à apparaître en Allemagne comme *conditionné par l'Etat*. (C'est l'aspect intérieur du fait que jamais aucune classe, par quelque révolution que ce fût, ne s'est délivrée d'une quelconque forme étatique.)

Certes le national-socialiste n'a pas créé cette mentalité ; il s'est appuyé sur elle comme s'y est appuyé aussi, après 1945, le nouvel Etat ; aussi bien, en *Allemagne*, il est toujours indispensable que ce qui apparaît du point de vue politique comme rupture, comme *changement de perspective*, ait produit une transformation *dans les sujets* ; sinon, à travers le « nouvel état de choses », subsiste une continuité qui absorbe tout.

Je l'ai expliqué plus haut, la technique généralisée d'« exclusion » de la critique traduit une appréhension à l'égard de tout signal annonciateur d'un changement, d'une *modification du statu quo*. Pareils signaux, c'est évident, rendent difficiles les phénomènes de refoulement ; et ils risquent de produire de (nouvelles) *réalités de fait* qui, par leur factualité même, seraient déjà un manque de respect quant à l'état de fait régnant. Vertu allemande, le respect des situations effectives est un élément de cette *auto-défense* sans laquelle il ne saurait y avoir de bonne conscience. Dans les relations avec la RDA, cette défense fondamentalement tournée vers l'intérieur, vers la situation psychique et sociale du sujet, se trouve pour ainsi dire rejetée au dehors, *extériorisée* ; en marginalisant la RDA, en la « coupant », nous offrons aussi, de façon inconsciente, un *sacrifice*, un sacrifice destiné à nous libérer de notre culpabilité, à nous rendre notre innocence. C'est pour cela que l'absence, dans l'Allemagne de l'Ouest, d'un besoin commun de réunification doit être considéré corrélativement à des *phénomènes collectifs de*

refoulement. Un refoulement subsidiaire s'applique aux nombreux facteurs qui pourraient faire naître un tel besoin.

Mais l'effet des refoulements collectifs est aussi l'apparition de taches aveugles dans la perception du réel. Le réel tel qu'il est n'est perçu que de manière lacunaire et déformée — en Allemagne *politique réaliste* ne signifie pas grand-chose de plus qu'adaptation du réel à cette politique même. En outre les refoulements collectifs provoquent des failles, des complexes, des situations d'instabilité au cœur d'un virtuel « sentiment national » ainsi que dans la sociabilité de l'homme, phénomènes qui ensuite, de leur côté, se manifestent — sur un mode « irrationnel » — comme des états d'exaltation (nationale), et aussi comme agressive défense contre le changement ; pour les intéressés ces états d'exaltation ont perdu tout lien avec les corrélations historiques qui pourraient les rendre concevables pour un cerveau politiquement éclairé.

Quant au discours sur la « réunification », il est significatif qu'en raison des préalables qu'on a dits le mot « allemand » soit devenu *heimatlos*, et ainsi ne se dissocie pas aisément du « Troisième Reich », de l'illusion de la grande puissance et du délire de conquête. Tirant à hue et à dia, des concepts privés maintenant de toute localisation se lient tantôt à du passé, tantôt à du futur abstrait, restent encore utilisables dans les discours, mais ne trouvent plus d'attache dans les centres psychiques de la personne qui régissent conduites et attentes.

Quoi qu'il en soit, dans ces toutes dernières années, la RDA tâche de limiter l'emploi du terme « allemand » — cela parce que les négociations avec la RFA en vue de conclure un traité et les réglementations qui permettent sur une plus grande échelle voyages et visites lui font craindre que ce terme retrouve une patrie. Qu'advierait-il alors de l'intériorisation subjective de la division, qu'advierait-il de l'identité nationale ?

En revanche, lorsque le contrôle exercé en RFA, dans un esprit de censure et sur un mode obscurantiste, à l'égard de certaines désignations — concernant son propre pays et son propre Etat — on doit imposer sa discipline à la critique, c'est assurément pour d'autres motifs. Ces formalisations langagières pratiquées par la RFA reflètent avec fidélité les sentiments et les états de conscience dominants dans la population ouest-allemande. De quelque portée que soit le problème de la division

allemande — « Quelle est la patrie de l'Allemand ? » — les foyers de critique, de contestation quant au cours et à l'état des affaires allemandes, sont des plus clairsemés. A l'égard d'un gouvernement qui impose son pouvoir au langage et prétend se soumettre pensées, mots et désignations, les gouvernés ici prennent fort peu de distance.

Bref : en RDA il n'est personne qui ait à craindre un accablant besoin de réunification.

FRONTIÈRE ET DÉLIMITATION — UN DILEMME ALLEMAND [...]

Réflexion incidente sur l' « exclusion ».

Tout comme le faisait la République de Weimar, la RFA, elle aussi, réserve des traitements inégaux aux minorités « de gauche » et aux minorités néo-nazies. Quand reparaissent publiquement des formes nullement maquillées de l'abomination, on sent bien que la réaction reste faible. Prétexte officiel : pareilles manifestations ne sont guère dangereuses. Celui que le néo-national-socialiste frappe de terreur se sent souvent déjà isolé dans la société ; celui que la gauche épouvante est sûr de toujours recevoir bon accueil.

Cette différence de traitement à l'égard des minorités d'opposition s'explique au niveau de la psychologie politique. Les groupes et groupuscules d'*extrême-droite* partagent avec les organes et appareils d'Etat non seulement l'anticommunisme, mais le culte de l'Etat et de tout ce qui vient de l'Etat. Ses stratégies d'exclusion et de limitation, ils les pratiquent, eux aussi, depuis toujours. Nul besoin de leur inculquer le sens de l'Etat autoritaire ; ils l'incarnent eux-mêmes. Le « sens de l'Etat » tel que le pratiquent les appareils d'Etat et les élites réactionnaires, conservatrices, voire semi-technocrates, est par définition abstrait eu égard aux contenus spécifiques de la société — conçue du point de vue de l'Etat. En Allemagne « Etat » signifie *détalement* de l'Etat par rapport aux vouloir et aux besoins des citoyens. C'est ce qui assure *son* indépendance. Cette émanci-

pation de l'Etat par rapport aux besoins sociaux des citoyens, le citoyen l'approuve et l'accepte subjectivement, dans sa « fidélité à l'Etat », dans son loyalisme. (Aussi bien, l'émancipation du citoyen lui-même ne commence qu'avec son détachement par rapport à son loyalisme intérieur.) L'Etat, c'est qui peut objectivement imposer à l'intériorisation la « fidélité à l'Etat ». (Disons plus : c'est à lui qu'appartient aussi le pays, même si celui-ci, du point de vue séculier, peut relever en partie de la grande propriété foncière. En effet, pour l'âme, évidemment immortelle, du citoyen allemand, pour la formation de son identité au sein de la nation, le pays relève de l'Etat en tant qu'il en est le « corps », et l'Etat se trouve donc légitimé à user contre lui de moyens de coercition, en vertu du droit de propriété élargi au peuple.)

C'est pourquoi, déjà au niveau où s'exerce l'action de l'Etat (organismes de sûreté et d'ordre public), les turbulentes minorités *de droite* sont perçues de tout autre manière que la gauche : avec un certain embarras, non sans furtif clin d'œil complice. Comment pourrait-il se dresser de façon effective et totale contre *cet Etat-ci*, l'homme qui est le partisan absolu de l'Etat fort ? Cet embarras, ces clin d'œil se retrouvent dans l'administration, dans les bureaux ministériels (où, en raison des circonstances particulières qui présidèrent à la constitution de la RFA, ils viennent de fonctionnaires qui avant 1945 étaient eux-mêmes nationaux-socialistes) ; ils se retrouvent également dans les institutions judiciaires. Concernant l'application aux membres du PNA [Parti national allemand] de l'épreuve de fidélité à la Constitution prévue par le statut juridique des fonctionnaires, le tribunal administratif du pays de Bade-Wurtemberg a décidé, en mars 1978, qu'à la différence du PCA [Parti communiste allemand] et « autres formations de gauche » on ne pouvait affirmer que le PNA vise, de façon active et combattante, selon un plan délibéré, à léser ou à détruire les fondements de l'ordre libéral et démocratique. Ainsi les néo-nazis peuvent accéder à la fonction publique (y compris les postes d'enseignement et les chaires d'université).

Nous pourrions nous demander ce que sont en réalité ces fondements de l'ordre libéral et démocratique que même la politique de l'extrême-droite ne « lèse » pas « selon un plan délibéré ». De la réponse à cette question, et aussi de la cécité

des organismes publics sur leur droite, nous ne concluons pas nécessairement que le gouvernement actuel de la République fédérale représente les intérêts du grand capital, même lorsque l'Etat, avec quelque hésitation, laisse aux néo-fascistes des possibilités de développement que sa police refuse aux opposants de gauche. Savoir qui peut *objectivement* en bénéficier, c'est une autre question. Sûrement pas la social-démocratie. Pas non plus sans doute le néo-fascisme s'il pouvait appliquer à nouveau son programme délirant ; un jour ou l'autre, en effet, il tomberait en panne. Objectivement le bénéficiaire de l'Etat national-socialiste fut en fin de compte le capital ou, pour mieux dire, une structure économique et, à l'intérieur de cette structure, les possesseurs légaux de la propriété et des instruments de la puissance.

Avec sa méthode propre d'exclusion, la RDA défend-elle les acquis du socialisme contre l'ennemi de classe, le bourgeois de l'intérieur et le bourgeois de l'extérieur ? Quand son gouvernement et les dirigeants de son parti privent de leurs droits civils certains critiques du régime, est-ce parce qu'ils se prennent pour l'organe exécutif de la classe ouvrière au pouvoir ? C'est ce qu'on affirme « là-bas » à propos du chanteur W. Biermann, et ce que répète servilement, en RFA, le PCA. Mais la chose est tout à fait impossible à croire. Bien au contraire, tout ce qui tend à s'émanciper, à nous émanciper tous, de l'Etat — communistes de conseils, défenseurs des droits du citoyen, adversaires de l'autorité, anarchistes, démocrates doués de sens civique, « contre-culture » et régionalisme de gauche —, voilà tout ce qu'exclut, dans les deux quasi-nations, un Etat *autoritaire*. Ici comme là-bas il y a donc front commun tacite et inavoué, entre les couches dirigeantes ou les élites qui pourtant se combattent entre elles (parallèle « extérieur » de la grande coalition secrète entre ces démocrates chrétiens et ces socialistes qui, à l'intérieur de la République fédérale se considèrent d'un regard haineux.)

Non certes, les intérêts économiques et les situations de classe ne suffisaient plus à expliquer que les frontières locales, la délimitation et l'exclusion « intérieures » se soient en Allemagne mutuellement enchevêtrées, que la *claire ligne de démarcation*, ici comme là-bas, ait pris figure de fétiche. A l'égard du voisin comme à l'égard de l'ennemi intérieur, les frontières

marquent les lignes jusqu'auxquelles s'étend le terrain sur lequel l'Etat exerce son pouvoir discrétionnaire.

Ces réflexions sur le thème des frontières seraient incomplètes si nous n'ajoutions que le problème des frontières — de leur enchevêtrement, de leur délimitation, de leur rôle d'exclusion — ne concerne pas seulement les domaines géographique et politique ; par l'un de ses aspects il touche aussi au *temps*.

En République fédérale le thème de la frontière s'est organisé sur le mode temporel, conformément à l'état de ses intérêts, de façon « défensive », comme exclusion du national-socialisme par les voies collectives du *refoulement* et de la *dénégation*. On est surpris de voir à quel point, dans les discussions publiques, des faits historico-temporels se sont « dégageés » de toute attache « sociale » — l'Etat national-socialiste, c'était Hitler, un démon de faubourg, un grand terroriste. Ou bien : le national-socialisme, c'était un cataclysme naturel comme le tremblement de terre de Lisbonne au XVIII^e siècle (en ce cas, après 1945, on ne pouvait devenir que pieux, non jamais politique), ou bien un terrible accident historique —, en sorte que celui qui avait survécu pouvait continuer à vivre comme *avant*. Assurément il y eut, dans les années 50, un programme de formation politique qui se définissait comme « mise au point du passé » (et qui, sur le plan scientifique, en complet contraste avec le niveau de la RDA, n'a produit en général que des résultats insuffisants). Officiellement le but de ce programme était d'éclairer les citoyens ; de toute façon, son *effet* fut traîtreusement tout autre chose : la coupure entre savoir comme savoir factuel et, d'autre part, *conscience* ; c'étaient là des lumières qui n'avaient pas à pénétrer dans les consciences individuelles pour les transformer. (Disons plus : il s'agissait d'organiser l'impénitence.) Nous avons affaire là à un des nombreux facteurs qui, pour tant d'années, ont rendu l'Allemagne de l'Ouest absolument imperméable au passé, désensibilisée, c'est-à-dire anhistorique.

Cette imperméabilité aux aspects historiques se retrouve dans le « socialisme scientifique » de la RDA, avec ses offensives exclusions. Dans son approche matérialiste (écourtée) du passé, elle a pu réduire la complexité des processus historiques à un *trend* qui, quasiment avec la rigueur d'une loi naturelle, ne peut que conduire à la victoire du socialisme — et

donc à la RDA. Professant la thèse d'un héritage progressiste que s'approprierait le mouvement ouvrier, monté sur les épaules des grands ancêtres, elle se réclama de tout ce qui pouvait être grand dans la civilisation du passé national. En revanche, ce qui était barbare, elle l'a exclu du passé — de *son* passé.

D'une politique tournée vers le passé, d'une réflexion de caractère historique, l'*utopie* est exclue — de même que le présent rejette la *négation*. Déplorable réciprocité entre les deux Etats qui se partagent l'Allemagne ! « Si tu veux t'assurer belle vie, n'aie point souci du passé ! » (Goethe). Que les stratégies de délimitation et d'exclusion, tant en RFA qu'en RDA, aillent à l'encontre d'une conscience historique toujours pensable et déjà active — dans des minorités —, encore que chaque fois à sa manière propre, c'est ce qu'a révélé sur le tard une conséquence inattendue : l'existence d'une opposition qui ne laisse plus cartelliser. La coupure entre certains secteurs de la jeunesse et la « contre-culture », d'une part, et, d'autre part, les traditions historico-temporelles, idéologiques et axiologiques, appartenant à la civilisation bourgeoise, voilà qui a perturbé sensiblement, dans l'Allemagne de l'Ouest, les processus d'adaptation, jusqu'alors d'une telle stabilité. Cette *coupure* confirmait bien que l'intégration — et l'identité — reposaient sur un *refoulement* : celui du national-socialisme.

Dans la jeunesse de la RDA on trouve, semble-t-il, des formes voisines de « refus ».

Une fois encore l'Etat de la RDA se contente d'exclure cette opposition, laquelle de son côté n'aurait guère pu naître sans processus spatio-temporels d'exclusion. Puisqu'il a été lui-même impliqué dans la production de la « coupure » et que ses agents existent présentement et localement, il ne suffit plus d'une exclusion plus ou moins « idéelle » et morale. Il y faut police d'Etat et censure. Ainsi, ce que l'Etat défend policièrement implique un compte qui lui sert d'histoire.

Cohésion et connexion en RFA.

Au début de leur développement les deux Etats qui se partagent l'Allemagne ont connu, après 1945, une *crise d'intégration*. Les facteurs de cohésion/connexion qui subsistaient dans

la population allemande étaient devenus *muets*, dans la mesure où l'idéologie et la réalité effective du national-socialisme les avaient saturés (« communauté populaire ») ou imprégnés de leur monochromie (« Patrie ! », « Allemagne ! » — dans l'Etat national-socialiste, ces mots ne se disaient qu'avec des points d'exclamation). Cohésion et connexion furent *privées de conscience*, car — déjà frappées de mutité — elles ne purent ni se concevoir historiquement ni s'exprimer adéquatement dans le milieu correspondant aux relations nouvellement constituées.

La première de ces deux impuissances tenait au refoulement de la période national-socialiste, qui aboutit à une déshistoricisation sur le plan de la conscience de soi (de l'identité) dans le cadre d'un Etat national. Pourquoi ? Parce que l'effondrement du « Troisième Reich » et l'occupation du pays par quatre puissances privaient la population de toute perspective historique quant à la perception qu'elle pouvait avoir d'elle-même. Car où était le Reich un ? L'histoire présente, c'était d'en être exclus. Et la chose advenait à une nation dont l'unification était récente. Vers 1800 Fichte parlait d'un « peuple sans histoire » — ce qui renvoyait à une longue tradition d'existence sous forme de petits Etats. Mais la chance que Fichte voyait et célébrait, celle, pour les Allemands, d'un *nouveau recommencement*, s'évanouit — de son temps avec la Restauration de Metternich, dans la RFA avec une fuite devant son propre passé, cette fois encore dirigée par l'Etat. (A l'époque d'Adenauer, quand s'imposèrent au regard les crimes de l'Allemagne nationale-socialiste, c'est bien d'en haut qu'on organisa l'impénitence, l'absolution mutuelle).

La deuxième impuissance — l'impuissance à s'exprimer de manière adéquate au sein des relations postérieures à 45 — tenait aux réalités nouvelles : à la coupure du « corps » même de l'intégration (et de l'identité), d'abord en quatre zones d'occupation, avec leurs programmes de « rééducation », disons de « déséducation », ensuite en deux *cadres de vie*, RFA et RDA, qui s'excluaient réciproquement. C'est pourquoi le langage utilisés par les représentants officiels dans les déclarations publiques sur la politique des Etats allemands prit très vite un caractère instrumental. Son rôle, en effet, dans des circonstances difficiles, était d'établir, dans chacune des populations, une « unification », c'est-à-dire une cohésion et une connexion éprou-

vées comme telles, ce qui signifiait, *en ce cas*, *dissocier* efficacement (dans la mesure où ils auraient fait obstacle au « partage » de la formation d'identité en deux Etats) certains éléments de l'intégration, certes sans conscience et sans corps, néanmoins encore accessible, d'autre part renforcer, au contraire, et stimuler énergiquement d'autres éléments. Le travail de dissociation exigeait, à côté de la propagande — (selon les principes qu'on a dits : exclusion sociale réciproque et « narcissisme de la moindre différence ») — des mesures très rigoureuses et nullement « idéelles », telles que la réduction à un minimum de tous les échanges entre l'Est et l'Ouest, si largement développés avant 1945, et finalement, en 1961, du côté de la RDA, la construction d'un mur, frontière imposée par la force et qui eut pour effets de favoriser, chez les citoyens de la RDA, le « sens de l'Etat », et de renforcer leur identité (sans contribuer pour autant, comme beaucoup de personnes s'y attendaient, à la naissance d'une opposition intérieure). Auparavant déjà, du côté de la RFA, l'interdiction du PCA, réalisée en 1956 par le régime Adenauer, avait criminalisé les relations par delà les frontières avec la RDA, considérées comme nuisibles au corps de la « conscience de l'Etat » (identité) et de la similarité (homogénéité) socio-culturelle.

Que des fonctionnaires de la RDA aient mis en circulation une formule linguistiquement aussi monstrueuse que « culture socialiste nationale », comme si les trois notions de socialiste, de national et de culturel pouvaient constituer autre chose qu'un mélange explosif ; que ces fonctionnaires, en même temps, se soient réclamés de l'« héritage culturel » (« Beethoven était *des nôtres* »), qu'ils aient soumis écrivains, musiciens et philosophes de l'ancienne Allemagne au diktat du pronom personnel, ce n'est là qu'un aspect des processus de dissociation et de renforcement. Pendant ce temps-là, de notre côté, nous évoquons la « culture en République fédérale » ; la *culture allemande* — qu'est-ce que c'est donc, et à qui appartient-elle ?

Qu'en Allemagne de l'Ouest on ait traité avec tant de pédantisme le problème posé par la désignation de la RDA, cela n'est compréhensible que sur l'arrière fond de cette crise d'intégration. Aussi bien, entendue comme *maladie infantile*, la fonction de contrôle exercée par l'Etat serait moins absurde. Sommes-nous donc toujours et encore le peuple sans histoire dont par-

lait Fichte ? En réalité, s'il est vrai que notre tradition constitue pour certains événements un tissu de *conditions*, elle ne *produit* pas ces événements. C'est nous qui le faisons. Que des erreurs de langage relatives à une désignation puissent causer des préjudices à un citoyen de la RFA, ne fût-ce, occasionnellement, qu'un article diffamatoire dans la presse, voilà qui recèle nécessairement une réalité *actuelle*. Pour qu'il en soit ainsi, il faut qu'au sein de la population cohésion et connexion soient à nouveau menacées. De simples mots, de simples dénominations verbales ne sont érigés en fétiches que lorsqu'un pays subit des crises d'intégration.

Certes. Qu'en est-il donc de la « délimitation », du corps de l'intégration ? Le simple fait qu'on pose un tel problème de désignation pourrait nous suggérer l'hypothèse que la *délimitation par rapport à la RDA* devrait aujourd'hui s'être bien affaiblie. Assez affaiblie pour inquiéter ici, à l'Ouest, même les dirigeants de l'Etat. En fait c'est là le résultat de la politique allemande raisonnable menée depuis 1969 par les socialistes et les libéraux — on a rétabli partiellement les échanges entre l'Est et l'Ouest. Ne pourrait-on penser aussi que la délimitation imposée de force aurait disparu dans la population de l'Ouest, que la marginalisation de la RDA se serait estompée, cette exclusion du socialisme et du communisme qui, nous le savons, contribua à résoudre, ou à nier, certains problèmes intérieurs de la RFA, ainsi que les angoisses ressenties par ses habitants quant à leur identité ? S'il en était ainsi, étant données les relations dynamiques entre *deux* « exclusions » — celle de la RDA (du communisme) et celle du national-socialisme (en tant qu'il fut notre propre passé) —, il serait également possible d'assister à un « retour du refoulé » : règlement de compte avec le fascisme, mention de la division de l'Allemagne, révision de sa propre impuissance à accepter avec courage les signaux annonciateurs du changement.

En est-il ainsi ? Non et oui. *Non*, si nous considérons la majeure partie de la population et la pratique parlementaire des partis. *Oui*, parce que de tels règlements de compte avec le passé, avec la réalité et ses changements, ne sont plus aujourd'hui le fait d'une petite minorité, mais qu'ils ont pris corps, depuis une dizaine d'années, dans des cercles plus larges, trouvant une certaine efficacité (et donc une certaine réalité) dans la *gauche*

ouest-allemande, laquelle — pour parler bref mais d'une façon qui n'est pas fausse — existe (à nouveau) depuis 1966-1967.

Pour l'opinion publique de la RFA, et selon sa représentation intérieure, idéale, la RDA était l'organisation extérieure de l'Etat ennemi et de l'ennemi de classe, et la même chose valait en sens inverse. Cette extériorisation de l'« ennemi » aurait-elle fait, elle aussi, long feu ? Autrement dit, l'ex-territorialisation du socialisme et du communisme (et/ou de leur critique spécifique du capitalisme) s'est-elle donc révélée à la longue impossible dans l'Allemagne de l'Ouest ? Non — et oui, comme ci-dessus (en République démocratique allemande aussi il semble que cette « extériorisation immanente » fasse long feu. La RDA a construit un mur, elle s'est enfermée. Aujourd'hui elle condamne à l'expatriation ceux qui font entendre une voix critique).

Récapitulation.

Pauvres historiquement quant à leur identité, les Allemands ont-ils eu, après le 8 mai 1945, la chance dont parlait Fichte d'un « nouveau recommencement » ? Et, en ce cas, l'ont-ils utilisée ?

Oui, dans la mesure où l'insertion des deux Etats (partiels), RFA et RDA dans les grands blocs de puissance leur a fourni des formes de système politique et de contrôle des processus sociaux qui leur ont permis de supprimer certaines conditions et séductions de l'Etat national-socialiste, et grâce auxquelles du moins a presque disparu des auto-justifications chères au peuple et à l'Etat l'un des « maux héréditaires » de l'Allemagne moderne ; la tendance à se faire des illusions sur sa défaite. C'en était fini de cette chance-là. Les puissances victorieuses occupant le territoire, leurs généraux et leurs experts administrant le pays, à la différence de ce qui s'était passé après la Première Guerre mondiale, il n'y eut plus de gouvernement central ni d'armée capable de revenir en bon ordre ; ainsi personne — ni « ici » ni « là-bas » — ne put saluer une armée défaite en la déclarant *invaincue sur le champ de bataille*, comme l'avait fait en 1918 le social-démocrate Ebert, Président du conseil des ministres.

C'est seulement après la Deuxième Guerre mondiale que les Allemands ont perdu celle de 1914-1918. Les ruines des villes allemandes, la destruction des moyens de transport, la décentration d'un Etat tardivement centralisé, tel fut le cadre dans lequel on prêta l'oreille au programme des puissances victorieuses : démilitarisation de l'Allemagne. Dans cette mesure la République fédérale — même après le réarmement — présente une image inhabituelle et plus sympathique, dans la vie quotidienne et à travers ses représentants officiels, car d'un seul coup avait disparu le *militarisme* — l'arrogance de l'état-major, l'irresponsabilité politique de l'officier, l'exaltation nationaliste du bourgeois jouant au traîneur de sabre dans les tables d'hôte.

Mais la division de l'Allemagne — voulue par Adenauer, réalisée par son ministère et d'abord acceptée, puis ratifiée et finalement saluée par la population — fut une mauvaise chance pour le « nouveau recommencement ». Homme de gauche, qui n'attache pas grande signification au mot *Patrie*, par ailleurs saisi d'un profond effroi devant sa propre nation, il m'a fallu plus de vingt ans pour discerner réellement cette mauvaise chance. Mauvaise chance d'abord parce qu'avec cette division — sans appui sur des frontières intérieures « naturelles » (c'est-à-dire nées de l'histoire), avec tant de liens de voisinage et une langue — commune —, le thème particulier et inévitable de la *frontière*, de la *limitation* et de l'*exclusion*, a entraîné en RFA une déformation de la connexion/cohésion de la population et de la réalité étatique ; et une mauvaise chance parce que la présence limitrophe de la République fédérale permettait à la RDA de justifier plus aisément que son socialisme fût si peu *libérateur*. Hors d'Allemagne n'était-il pas tout à fait impossible de se représenter ce que signifie nécessairement, pour une société et son système politique, le fait que des tendances essentielles de l'opposition radicale, celle des communistes (faiblement) présentes dans son propre pays, soient en même temps organisées, non point (à l'intérieur) en tant qu'alternative, mais bien (à l'extérieur) en tant qu'*Etat* — en tant qu'*Etat* partiel qui devient *Etat* ennemi ? Peut-on se représenter ce que cela signifie quant à l'« alternative historique » dans son propre pays alors que l'existence de cet *Etat* rival rend suspects de haute trahison les projets et les théories de cette alternative ? La méfiance qui s'accumule dans tous les Etats bourgeois à l'égard

des communistes, soupçonnés d'être les *agents de Moscou*, n'est qu'un faible reflet de cette situation. Et inversement, qu'a bien pu signifier, pour les chances d'une discussion interne dans l'alternative extériorisée, c'est-à-dire dans le communisme en RDA, le fait que cette discussion ait pu être réduite de force par le délire paranoïaque de l'Etat, par son fétichisme de la limitation, et l'apparence d'une légitimation supplémentaire dans la mesure où les opposants pouvaient être accusés de trahir leur pays — et leur classe.

Si profondément implanté que fût le stalinisme chez les communistes allemands, il a du moins trouvé dans la division de l'Allemagne sa *ratio essendi*, la raison qui imposait à ce communisme d'être stalinien.

Alors que j'étais encore presque un enfant, Jean Masaryk, le grand démocrate tchèque, avait espéré une transformation raisonnable de l'Allemagne. Cet astre ne s'est pas levé sur l'Europe. Comment l'aurait-il pu après 1945 alors que s'enchevêtraient de façon quasiment inextricable la division géographique de l'Allemagne en deux Etats et une « division dans le temps », la perte d'un *pays* et celle d'un *passé* ? Coupure et détachement n'étaient point les préludes d'une *transformation raisonnable* ; ils affaiblissaient et déformaient l'alternative historique offerte à l'Etat bourgeois ; ils affectaient durement la formation d'identité des « nouveaux » Allemands, de la nation, du « peuple » ; pour que la nation se levât comme un astre raisonnable, il lui aurait fallu ce qui lui restait interdit : se représenter son passé et le considérer en toute liberté. La *honte* alors serait peut-être devenue pour elle une force politique.

Au lieu d'un conscient règlement de compte — politique et social — avec le national-socialisme, la République fédérale a surtout connu un mélange de refoulement collectif, de sacrifice inconscient, d'antifascisme moralisateur et impuissant, et de partielle renazification — mélange de surcroît empoisonné par la marginalisation de la RDA (et du communisme), autre élément du syndrome. Par voie de conséquence, on vit s'affaiblir de plus en plus, et se bloquer, dans les couches dirigeantes de l'Allemagne, la possibilité d'acquérir une expérience, de s'instruire, d'innover. (Que des dirigeants du PSA [Parti socialiste allemand] aient appliqué à l'« Etat autoritaire » les souples techniques modernes pour maîtriser les crises, c'est là un fait

qui confirme ce qu'on vient de dire plutôt qu'il ne permet de s'illusionner à cet égard). Egalemeut touchée par la division, la RDA s'est efforcée de résoudre le problème par sa référence usurpée à l'histoire (allemande) ; aux anciens notables, si gravement responsables de la catastrophe, généraux, propriétaires fonciers, industriels, elle a substitué les fonctionnaires d'un parti, le PCA de la période weimarienne qui, lui aussi, portait dans la catastrophe sa part de responsabilité. Cette solution non plus ne pouvait se lever comme un « astre raisonnable ».

Si nous envisageons la *chance de recommencement* au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, du moins dans la sympathique perspective des *gens*, des hommes, des citoyens de l'Etat, on peut dire qu'à beaucoup de points de vue la RFA en a bien profité. A la pénurie on vit succéder la prospérité matérielle ; la redistribution du produit national permit de constituer un réseau d'assurances sociales. (Les USA nous ont fourni, il est vrai, l'aide du Plan Marshall, alors que la RDA, avec sa balance moins favorable, devait payer des réparations à l'URSS). Grâce à une forte demande sur le marché du travail, accompagnée de quelques mesures d'assistance sociale, la RFA put maîtriser la migration massive qui suivit de peu la fin de la guerre — mouvements de population de l'Est en direction de l'Ouest, de la campagne en direction des villes reconstruites, évasions de la RDA. Mais là aussi il y eut quelques fausses notes. Etant donnée la destruction des systèmes d'orientation, locaux et régionaux, la destruction aussi des relations de voisinage, corrélative à toute migration de masse, seule la *politisation* des populations concernées pouvait atténuer le danger, pour les anciens habitants comme pour les nouveaux venus, d'une parcellisation les réduisant en familles de dimensions restreintes, en individus isolés et en petits groupes de caractère privé. Mais on ne sut pas discerner la corrélation entre le malheur privé et l'histoire nationale ; on ne vit se lever aucun astre porteur de cette « transformation raisonnable » que souhaitait Masaryk, mais une simple suradaptation au nouvel état de choses, laquelle sans doute avait aussi l'avantage de tranquilliser les Etats vainqueurs. La population trouva des formes de corrélation et de cohésion qui permettaient assez bien de prévoir ses réactions aux exigences de la société industrielle. Sa corrélation et sa cohésion était à présent grevées de nouvelles hypothèques.

Nouveau commencement ? Oui, parce qu'on vit se transformer, après 45, l'horizon d'impératifs sociaux qui servait de cadre à la population — en bref, disons qu'il ne restait pas un beaucoup trop grand nombre de « nazis ». (L'Est pouvait leur conserver cette sinistre signification qu'Hitler avait prêtée à l'Est). 1949 *était* un nouveau commencement parce qu'en Allemagne de l'Ouest — même après qu'eurent cessé, vers 1953-1954, les luttes de classes et les conflits de travail — put subsister dans des minorités une tradition républicaine et que se forma de nouveau une gauche non disposée à se laisser « cartelliser ». Quand eut grandi une génération nouvelle, pour qui beaucoup des bases mentales du pays de ses pères était devenu quelque chose d'étranger, qu'elle était incapable de comprendre, la RFA sut, elle aussi, ce que signifie une *dissidence*.

Quand on réfléchit sur les choses allemandes, il faut toujours user de beaucoup de « mais... ». Parler d'un *nouveau commencement* peut devenir malaisé dès lors que subsistent purement et simplement tant de réalités anciennes. Nombreux sont encore et toujours les Allemands « médiatisés par l'Etat », ceux qui intériorisent l'Etat, le subjectivisent — qui, en cas de conflit entre leur liberté et l'*ordre*, entre la révolte et l'autorité, sont d'entrée de jeu dans le camp du pouvoir. Tel est bien là précisément l'Etat intériorisé, devenu *instinct*. Peut-on, à l'étranger, se représenter ce que signifie un pays où le citoyen et l'homme, pour pouvoir s'émanciper, doivent se libérer d'abord de leur loyauté à l'égard de l'Etat ? Le mouvement ouvrier (européen) a-t-il *intérêt* à cette émancipation ?

Ainsi, pour la vie quotidienne au niveau de l'autorité, des formes de communication et du travail professionnel, c'est à peine si la population constitue des *contre-milieus*. Et ainsi l'abstraction que contient l'idée de « population » — idée abstraite puisqu'elle fait abstraction de la division en classes — reste dans une large mesure, pour la République fédérale, une abstraction du *réel*. La structure de classe y a atteint un moindre niveau que dans les nations industrielles comparables. L'opposition parlementaire liée à l'Etat ne se contente pas d'exprimer cet état de fait, c'est à elle que nous le devons. Jamais nous ne fûmes réellement une « masse » et nous nous imaginons parfois que cela viendrait de notre propension à être des *individus*, des « particuliers ». La raison en est plutôt ce paradoxe en vertu

duquel nous ne réussissons à arriver jusqu'à « nous-mêmes », à devenir des individus, qu'en passant par l'intériorisation de l'ordre et de l'Etat. La crise économique — laquelle, même dans cette puissance hégémonique qu'est la République fédérale, menace le niveau de vie acquis par les classes qui travaillent et vivent en état de dépendance — *ne pouvait*, dans ces conditions, *qu'apparaître* à l'Etat et aux grands partis comme le prélude à une autre crise, sociale et politique. (Là où il y a eu, en effet, « crise sociale » en RFA, il est certain qu'elle avait aussi d'autres causes, indépendantes de la situation économique). A la crise l'Etat répond en faisant intervenir sa police. Ce qu'il voulait être, depuis 1949, sur un mode plutôt honorable, il commence à l'être de façon crue : un Etat *autoritaire*. La chance du « nouveau recommencement » devint le recommencement de l'ancien Etat autoritaire. L'astre qui se lève a les rougeoiements de Mars.

Malgré tout, la République fédérale fait belle figure dans le monde. Même les méthodes féodales de son administration et de sa bureaucratie d'Etat pour tenter d'imposer, dans la crise, la fidélité à l'Etat ne choquent pas des voisins, confrontés eux aussi à des problèmes du même genre.

« Le modèle allemand ? » Et pourtant, qu'on y songe, y eut-il jamais Etat qui, autant que la République fédérale, à la modernité de la puissance économique joigne une telle déficience historique en matière de démocratie, un exécutif devenu si indépendant à un si faible mouvement ouvrier ? Où trouverait-on, ailleurs qu'en RFA, si peu de participation politique dans les couches moyennes et une gauche réduite au ghetto, *en même temps* que des clins d'œil en direction du néo-fascisme ? Où trouverait-on ailleurs une population en grande majorité attachée à l'Etat et, *en même temps*, des gouvernements qui, pour résoudre les problèmes, préfèrent toujours les solutions techniques aux solutions politiques ?

Ainsi, au cas où la question « Que se passe-t-il réellement en RFA ? » devait provoquer du *souci*, à celui qui la poserait, je réponds que... la question est justifiée.

« LES ALLEMANDS SONT DANS UNE TRISTE SITUATION »

(A. HERZEN, 1861.)

Remarque préalable.

L'histoire allemande qui règle ses comptes n'est pas seulement l'histoire d'hier. Pour comprendre la proche Allemagne, il faut remonter loin dans le passé.

A la différence de celui de nos voisins, notre passé n'accepte que malaisément la forme d'une *tradition rendue présente*, par exemple dans des fêtes nationales et dans le savoir historique populaire qu'elles impliquent, sans même parler d'une conscience de soi prenant appui sur une histoire qu'on a faite sienne. Sans doute l'Allemagne a pris sa part à certaines faiblesses communes propres à un Etat national. D'autres Etats que le Reich allemand, pour se défendre contre tels aspects troubles de leur continuité historique, recourent, eux aussi, aux formes évocatrices de ces aspects — le monument qui commémore des batailles, l'association d'anciens combattants sont internationalement des institutions destinées à fermer la bouche des morts pour qu'ils ne donnent point de conseils aux vivants. Encore que la « nouvelle » Allemagne (de l'Ouest), la RFA, ait congédié aussi le militarisme — un des aspects positifs de son évolution (c'est en RDA que le pas de parade prussien réjouit à présent le cœur des citoyens), — le souvenir en reste — provisoirement — vivace « dans le peuple » sous la forme du monument commémoratif, concrètement : comme récit de table d'hôte et à travers nombre de brochures à bon marché (*le Territorial allemand à l'Est, les Sous-marins attaquent*). A mesure que s'éteignent les anciennes générations, tout cela commence à disparaître.

Constatant le nombre croissant des objecteurs de conscience — nouvelle institution démocratique en expansion —, des militaires de haut grade et des présidents d'associations déplorent que « l'armée fédérale perde sa tradition » ; à les en croire il ne faut pas que cette tradition disparaisse avec les générations

combattantes. De quelle tradition s'agit-il ? En général de la fausse. Des hommes comme le pilote de chasse fasciste Rudel, de quelconques grands amiraux et héroïques sous-marinières, sinon des nazis, du moins des experts en boucherie. Le nouveau règlement des objecteurs de conscience est de plus en plus soumis à des critiques, assorti de conditions restrictives. Pour ce qui est des faiblesses communes de tout Etat national, la RFA tâche de se conformer à l'étalon universel. Mais — exception faite des minorités critiques — la République fédérale, pas plus qu'aucune Allemagne depuis 1871, n'a atteint à cette maturité civique qui, dans d'autres pays, peut faire d'un rapport historique purement sentimental une compréhension réfléchie. En partie refoulé ou nié, en partie simplement extérieur à la conscience des classes moyennes, en partie purement sentimental et « représenté » par de faux symboles, le passé dans ce pays ne dépérit pas. Il est actif parce que non réfléchi ; il participe au pouvoir, souvent inaperçu. Nous sommes *inactuels*.

La « situation de gros temps ».

La Constitution de la République fédérale allemande est trentenaire en 1979, mais la *situation politique de gros temps* qui détermine la politique gouvernementale et domine les réactions d'une grande partie de la population s'est installée dès les dix premières années de l'après-guerre. Nous avons tendance maintenant à sous-estimer le temps qu'exigent les changements, et cela parce que notre vie est brève. Trente ans, c'est une seule génération. Quoi qu'il en soit, ce qui s'est brassé dans ces années d'après-guerre laissait encore paraître, on l'a montré, des ombres de l'Etat national-socialiste, des accords secrets avec le « Reich millénaire ». (Il y a d'autres accords, plus manifestes ; on y reviendra plus loin.) Il faudrait rappeler que la technique de *refoulement* et de *négation collectifs* à l'égard du national-socialisme, laquelle implique des sacrifices inconscients d'une certaine portée, se complète historiquement par plusieurs traits de partielle *renazification*. Car pourrait-on qualifier autrement une politique qui a réintégré dans les états-majors des grands partis et dans les cadres supérieurs des ministères les anciens fonctionnaires de l'Etat national-socialiste, une politique qui ne

conçoit pas la mise en place d'organismes de sûreté publique sans la collaboration des excellents experts du « Troisième Reich », une politique qui a accepté de ne soumettre à aucune « épuration » le corps des magistrats, si bien qu'on a pu voir, par exemple, des communistes condamnés par des juges qui déjà, sous l'Etat national-socialiste, avaient condamné des communistes ?

En ce qui concerne les « experts », bien des gens se contentent d'une facile réponse : c'étaient des « fonctionnaires ». En fait la reconstitution en RFA d'un corps professionnel de fonctionnaires — après la désorganisation provoquée par l'Etat national-socialiste — ouvrit largement la porte à une tacite renazification. Mais s'agit-il bien de cela ? *Avant* le 30 janvier 1933, où étaient-ils, ces employés, ces fonctionnaires qualifiés, pour servir d'experts à l'Etat ? Dans une large mesure, autant que le leur permettait leur âge, ils appartenaient déjà à la fonction publique. Assez souvent, c'est sous *tous* les régimes, quelles que fussent les bonnes manières en vigueur, sous l'empire wilhelmien, à Weimar, en République fédérale, que le fonctionnaire de vieille tradition prussienne — irréprochable dans son service — s'est justement acquis cette « irréprochabilité ». En ce qu'on tenait pour « irréprochable », la seule différence était de forme, c'est-à-dire de contenu, car le vrai contenu de l'existence du fonctionnaire, c'est-à-dire sa forme, demeurait intangible. (Certes, dans cette série de régimes, l'Etat national-socialiste constitue une exception, mais les *principes traditionnels du fonctionariat professionnel* se sont révélés dans l'ensemble assez souples pour adapter l'« irréprochable » aux nouvelles circonstances). Depuis toujours les fonctionnaires sont les piliers de l'Etat, du moins lorsque l'Etat sait apprécier leurs traditions. C'est pourquoi la République de Weimar n'a pas toujours été en mesure de maintenir l'irréprochabilité de ses fonctionnaires, car ils étaient trop conservateurs pour ne pas juger ce régime *préjudiciable à l'Etat*. *L'Etat autoritaire* est l'égide véritable du fonctionnaire « comme il faut * ».

Et de surcroît la monarchie. Mais en évoquant l'empire wilhelmien, ne nous éloignons-nous pas trop des « situations de gros temps » telles qu'on les a connues depuis 1945 ? En

* En français dans le texte.

réalité n'est-ce pas une chose significative pour notre réalité présente que l'expérience de plusieurs hommes de grand crédit remonte jusque-là ? Konrad Adenauer, à coup sûr le plus influent des hommes politiques de la RFA, avait subi l'empreinte de l'empire wilhelmien dans son enfance, dans sa jeunesse, dans sa première pratique professionnelle. Un homme politique de l'émigration, qui jouissait d'un grand crédit, l'ex-chancelier Brüning, imaginait encore en 1940 que, pour obtenir une « autre Allemagne », le mieux serait la restauration de la monarchie, quitte à la limiter « plus tard » (!) par une Constitution. (Sur un mode fantomatique, à la fin des années 30, des conseillers et familiers de l'empereur en exil à Doorn disputaient encore pour savoir si c'était *lui-même* ou bien, à titre égal, son successeur légitime, qui devait accueillir favorablement un appel à remonter sur le trône allemand.)

La chose n'a guère d'importance, un peu plus cependant qu'elle ne devrait en avoir. Mais, dira-t-on, le national-socialisme n'a-t-il donc voué au feu que des livres et des juifs, n'a-t-il pas également réduit en cendres certaines traditions ? Après 45 la nouvelle démocratie n'a-t-elle extirpé que le seul *emblème* du national-socialisme ? A dire vrai, sur ce dernier point, il n'est même pas sûr que la volonté des premiers gouvernements ouest-allemands fût sans failles. Un des ministres d'Adenauer, Seehoim, demandait publiquement qu'on respectât tous les symboles sous lesquels avaient combattu et péri des soldats allemands. Il s'agissait de la croix gammée. (C'est en vain que le PSA insista pour que Seehoim fût congédié.)

Et l'existence même d'un Etat national-socialiste aurait-elle été simplement possible sans d'utiles traditions ? Si rien ne se perd, rien non plus ne se crée. En fait il y a eu — et il y a encore — un certain *climat spirituel* qui, dans ses constituants, est bien antérieur à notre provinciale ville de Bonn, au Nuremberg des grands « Jours » hitlériens, au Berlin de la République de Weimar ; ce climat s'est installé de toute évidence avec la fondation de l'*Empire allemand* en 1871, activement favorisée par ce Bismarck qui a été chez nous longtemps, et jusqu'à aujourd'hui, l'objet d'une telle vénération. Si je parle de « climat spirituel », de « situation de gros temps », c'est que, n'étant pas spécialiste de météorologie, ces expressions me semblent particulièrement propres à désigner les facteurs domi-

nants de cohésion dans la continuité historique de mon pays. *Dominants*, eu égard non pas seulement à la succession des systèmes (monarchie, république, dictature, démocratie parlementaire), mais à ce qui est resté commun, depuis 71, dans la multiplicité des expressions et des formes concrètes de la vie. Ce qu'on a souvent défini par la fausse notion abstraite de « caractère national » (allemand) possède à coup sûr un *fundamentum in re* ; on trouve dans la population, y compris la classe dirigeante, certaines mentalités qui survivent au changement de système politique. Elles tiennent à un défaut de « maturité civique », lequel est également responsable de la relation, spécifique en Allemagne, entre *esprit et puissance*, c'est-à-dire entre intellectuels et agents fonctionnels du système politique, ou encore de la situation faite à la critique et à l'opposition dans toutes les Allemagnes. Ce sont là des situations préjudiciables aussi aux intellectuels et à l'opposition, ce qui signifie que ce qui entrave leur développement ne nuit pas au seul « bien commun ».

En finir avec pareilles continuités, autrement dit libérer la société bourgeoise des résidus féodaux, la démocratiser, telle est, en règle générale, la fonction dévolue à un *mouvement ouvrier*. Il faut donc que, contre toute attente, mauvaise soit en Allemagne la situation de ce mouvement, qu'il y ait moins de chance d'innover que dans d'autres Etats bourgeois. Voilà aussi un facteur de continuité conditionnante et conditionnée. Et bien qu'on puisse désigner nommément les bénéficiaires de pareilles traditions, et de quelques autres, bien que les groupes d'intérêts et leurs représentants, s'il advient qu'ait soufflé du vent frais, reconstituent ce *climat spirituel*, celui-là très souvent se présente comme un fait naturel, comme une situation qui « s'installe » — d'où, ici encore, l'emprunt au vocabulaire météorologique. (Au reste la genèse des phénomènes météorologiques est très complexe et si mal connue que les pronostics contiennent un élément d'incertitude). En Allemagne, même l'opposition, qui *sait* que les traditions autoritaires et conservatrices de l'Etat souverain sont tout autre chose que des faits « naturels », se laisse trop souvent influencer par la situation de gros temps — dans la compréhension qu'elle a d'elle-même face à l'Etat et à la stricte légalité.

LE REICH 1933-1945

Remarque préalable.

En fait le PNSOA [Parti national-socialiste des ouvriers allemands] avait donc sensiblement *plus* d'adeptes que ne l'indiquent les statistiques portant sur le nombre de ses électeurs et de ses adhérents. Si les partis bourgeois du centre et du centre droit perdirent, jusqu'en mars 1933, à peu près les trois quarts de leurs électeurs au profit du PNSOA, c'est que sur un assez grand nombre de points ils avaient toujours été d'accord avec lui — beaucoup de ceux qui votaient traditionnellement pour eux et qui leur restèrent fidèles se contentaient, ce faisant, de n'être pas logiques avec eux-mêmes, à moins qu'il n'y eût certains points d'accord qu'ils refusaient à titre individuel. Qu'à Weimar, devant la crise économique, le système parlementaire ait fait faillite, que la crise ait fait voir l'utilité, voire la nécessité d'une direction autoritaire, le PNSOA n'était pas seul à le penser et à le dire. (Entre autres, c'est ce que professait, en 1933, Müller Arnack, formé par l'« Ordo » catholique, plus tard secrétaire d'Etat de la RFA, l'un des pères de l'« économie sociale de marché ».)

On le voit, la base du PNSOA était plus large que ne l'indiquaient les suffrages dont il bénéficiait. Dans le programme et dans la conscience de ses rivaux parlementaires il rencontrait un nombre suffisant de points d'appui. Lui-même réussit à opérer des percées dans les couches prolétariennes (moins profondes pourtant que ne l'avait craint W. Reich). Les *universités* étaient de mainte façon prêtes à capituler. Quant aux Eglises, les deux évêques luthériens Meiser et Wurm déclarèrent en 1938 que la chrétienté évangélique n'avait pas à se mêler du *problème juif* — malheureusement le peuple juif récoltait ce qu'il avait semé en mettant à mort Jésus-Christ. Oui, quand les larrons se font *évêques*, le christianisme fait de sales miracles. Que les deux évêques aient passé quelque temps en prison ne les a pas empêchés d'être *objectifs*, c'est-à-dire compréhensifs pour cette Gestapo qui, en les arrêtant, ne faisait qu'exécuter un jugement historique sur Judas Ischariot.

Les fonctionnaires, dans leur ensemble, furent-ils intégrés,

mis au pas ? En partie seulement, car ce sont gens qu'on politise malaisément ; tout au plus acceptent-ils des déplacements de compétence qui limitent leur pouvoir. Politiquement cela ne changeait pas grand-chose, car les fonctionnaires avaient l'habitude du régime personnel, de l'obéissance, de l'autorité. Pourquoi donc seraient-ils devenus nazis ? Par leur vote en faveur des « pleins pouvoirs » les grands partis sonnaient pour bientôt leur propre glas. Le « Centre » s'adapta en approuvant les évêques allemands qui souhaitaient voir le peuple catholique associé à la « renaissance nationale », — laquelle incluait la mise en place de camps de concentration.

Bref, après les élections de mars 1933, Hitler s'assura le monopole du pouvoir politique. Grâce au PSA [Parti socialiste allemand], grâce aux syndicats qui ne voulurent pas tenter un soulèvement, de peur de fournir à Hitler quelque prétexte pour violer la Constitution, Hitler put la violer sans aucun péril. Y aurait-il eu des chances pour une *résistance* ? Que se serait-il passé si des journalistes et des syndicalistes, sachant manier les cocktails Molotov, avaient effectivement pris les armes ? Qu'est-ce qu'aurait fait alors l'armée ? que serait-il advenu si (comme l'Etat bourgeois se plaît à l'affirmer) le PCA avait été une troupe d'*insurgés* ? Ce sont là de vaines spéculations, les soupirs d'un entendement qui n'a que trop de motifs de se méfier de pareilles supputations. Il est trop rare que l'histoire laisse encore aux nations industrialisées le *choix* entre le fascisme et l'insurrection populaire.

Démocratie et socialisme perdirent pour douze ans tout moyen d'élever publiquement la voix — seul un fou peut rêver que malgré tout elles auraient pu « survivre » en Allemagne. A l'organisation syndicale des ouvriers l'on substitua, de façon sanglante, le *Front allemand du Travail* ; pays, commerce, métiers, écoles, presse, théâtre, tout fut « mis au pas ». Seul un fou peut imaginer que pareilles opérations aient été seulement d'ordre organisationnel, comme s'il n'y avait aucun rapport entre organisation et conscience ! Oui certes, *il y a eu* une résistance, mais elle n'avait pas grand-chose à mettre en place.

C'est le *détenteur du monopole* qui est en mesure de tellement pénétrer et dominer l'esprit de la population et les « rapports » qu'il ou tel de ses adversaires, lui aussi, à coup sûr le troupeau des indifférents, des neutres, des silencieux à travers

le pays soient marqués de *son* empreinte jusqu'aux racines mêmes de leur façon de percevoir, de sentir et de désirer. Surtout là où, comme en Allemagne, il existait assez de traditions anciennes pour offrir de bonne heure et de plein gré au « Führer » leur tacite accueil.

Le monopole n'a duré que douze ans. Mais c'est bien ce tissu de tacite accueil et de pression monopoliste, de tradition et de bouleversement, qui interdit de parler du « royaume des bas démons » (E. Niekisch) comme d'un entracte cauchemardesque. Peut-on prendre pour un « épisode » ce qui fut enseveli en 1945 sous les décombres de la chancellerie impériale ? Comment se fait-il que les armées des puissances victorieuses n'aient pu réellement en finir avec le « Reich » qu'une fois occupée la presque totalité du pays ? L'*unique* raison ne serait-elle l'avantage que représentait pour Hitler le monopole de la puissance ?

Les enfants ont aimé qu'on leur racontât les choses de cette façon. Mais le mot souvent cité de Staline : « Les Hitler viennent et repartent, le peuple allemand demeure » est dangereusement équivoque. Le régime national-socialiste appartient, lui aussi, à la (pré-) histoire de la République fédérale ; il est reparti, le peuple allemand est resté.

La perspective nouvelle.

En dépit de tout ce qu'on objecte, encore aujourd'hui, à cette thèse, il s'est produit après 1933, dans l'Etat national-socialiste, une « fascisation » de l'Allemagne. L'assentiment au national-socialisme fut bien le fait de la *population*. (Preuve que le concept de « population » était, et reste encore, dans une large mesure, une abstraction du *réel* : la structure de *classe* plutôt faible, peu prégnante, n'a pas été durablement empêchée — malgré de fortes tendances en sens inverse — par la République de Weimar, qui a connu maintes luttes de classes ; mais partout où les « tendances en sens inverse » avaient été efficaces, où ainsi notamment le PCA avait réussi à provoquer des lézardes dans l'abstraction et à mettre en lumière des profils de classe, l'Etat national-socialiste a travaillé de toutes ses forces à n'être plus, de nouveau, qu'en présence d'une « population »).

Il n'y avait pas seulement le fait que l'épithète « ... socia-

liste » s'entourait d'un halo évoquant la transformation, le bouleversement, la « révolution » et que, dans la République de Weimar, cet adjectif n'était pas encore assombri, comme il l'est aujourd'hui, par des enseignements de l'histoire qui ont pour effet que le « clair * », c'est-à-dire les multiples espérances portées par le mouvement ouvrier et par la gauche intellectuelle d'Europe, est peu à peu absorbé par l'« obscur * », c'est-à-dire par la lumière faite sur le stalinisme et sur l'Union soviétique. Mais de surcroît le début même de la formule, ce mot « national... » utilisé en composition, touchait la sensibilité émotive de maints Allemands depuis l'empire wilhelmien, et pouvait être utilisé pour une riposte au traité de Versailles. On le sait bien, à Weimar, les termes « honte et ignominie » désignaient moins une guerre mondiale terminée en défaite que bien plutôt un traité d'asservissement imposé en 1918 au gouvernement allemand par les puissances victorieuses. Sous la grinçante bannière du « national... » il était d'autant plus facile de provoquer des exaltations sentimentales que l'unité allemande ne s'était pas faite d'*en bas*, de manière subversive, mais avait été imposée d'*en haut*, par Bismark et son empereur, en tout cas dans un esprit conservateur ; à l'écart de la population qui, sans cela, prenant conscience d'elle-même, aurait pu *participer* au processus d'unification ; c'est ainsi également qu'elle a été « médiatisée par l'Etat ».

« MENTALITÉ »

En guise de récapitulation.

Celui qui s'intéresse, comme citoyen et comme héritier, à l'Empire allemand d'après 1871 et à la République de Weimar pourra observer que la lutte des classes est une chose qui s'apprend, que néanmoins cette période, surtout en Allemagne, « ne l'a enseignée qu'aux possédants » (H. Mann). Mais en étudiant l'Etat national-socialiste il observe, sans oublier pour autant cette première leçon, de quelle manière la décisive confrontation entre

* En français dans le texte.

l'économie de profit, l'Etat et l'alternative historique peut être ajournée au profit des problèmes d'une dictature, au profit du conflit *racial*, du chauvinisme et de la guerre européenne de conquête. Transcription qui n'est pas seulement sanglante écume et faux-semblant, car en elle s'annonce un élément de la vérité de demain : dans les Etats industriels largement développés, l'émancipation en tant que *processus*, la libération ne pourra plus s'entendre exclusivement en terme de « classe », comme « lutte de classes ».

Cependant l'étude de l'Etat national-socialiste nous enseigne davantage encore : comment il faut organiser la société pour que ressortent, de façon aussi pure que grossière, sur le clair-obscur * de la culture et de la civilisation bourgeoise, des éléments *contre*-émancipateurs. La formule rend un son insolite ; en tant que *psychologue politique*, le citoyen héritier peut lui donner la forme d'une leçon ayant valeur universelle : celle que malheureusement lui a transmise cette période de l'histoire allemande.

Comportement et « essence » des individus, soumission sociale à des normes considérées comme contraignantes, tradition sociale, forme de domination économique et « âme », produits de l'éducation en un temps donné et, au même moment, système politique, tout cela ne cesse de se mélanger et, par conséquent, dans les mauvaises périodes, de s'enchevêtrer inextricablement.

Savoir qu'ainsi, *psychologiquement*, il est difficile de prévoir le « caractère » des hommes et que, dans le meilleur des cas, on n'y parvient que dans les périodes calmes, ce qui réduit à une mystification l'« investigation de la personnalité » telle que la pratique le psychologue, voilà qui n'intéresse que le spécialiste. Aux *victimes*, qu'eût-il importé de savoir si ceux qui les pourchassaient et les torturaient étaient des introvertis ou des extravertis ? Il se peut que cette question ait des conséquences quant aux aptitudes spéciales du bourreau. En ce cas l'investigation psychologique de la personnalité ne serait politiquement utile, malgré son caractère mystificateur, que comme science du commandement.

Mais pourquoi d'anciens persécutés sont-ils devenus, après

* En français dans le texte.

1933, des *persécuteurs* ? Voilà qui est intéressant pour tous ceux qui pourraient devenir des victimes. Pourquoi a-t-il donc fallu que dans l'Etat national-socialiste on eût souvent plus à craindre d'un voisin, de la concierge ou d'un maître d'école, que de cette police dont cependant ces gens-là, eux aussi, directement ou indirectement, avaient souffert et souffraient encore ? De ce « pourquoi » le 8 mai 1945 ne nous a pas encore délestés. En République fédérale nous vivons aussi des expériences du même genre : la chasse aux *terroristes* par des touristes allemands qui occupent leurs vacances à l'étranger en jouant aux shérifs adjoints.

La fonctionnalisation du citoyen en auxiliaire de l'ordre public, de la police, de l'autorité, cela peut s'organiser officiellement. Dès lors, que signifie le « caractère », que signifie l'éducation ou l'« essence » de l'individu ? Pour « résoudre » l'ensemble de ses « problèmes », il suffisait à l'Etat national-socialiste, par tous les moyens et en utilisant la force, de favoriser et de renforcer la tendance intérieure de ses sujets à se faire eux-mêmes ses complices. En en même temps d'infliger au contraire de lourdes peines à quiconque aiderait les victimes, se révélant déjà de la sorte comme un — *mauvais Allemand*. Se faire l'auxiliaire de l'Etat, voilà qui fut, qui est encore une participation spécifique au pouvoir gouvernemental, érigée, sans aucun doute, dans la communauté populaire de l'Etat national-socialiste, en principe d'honnête civilité. Cette participation procure le *public happiness* ; la meilleure chance du touriste qui s'est bronzé sur la plage, c'est d'arrêter à tout le moins quelque Suédois cambrioleur de banque.

Pour recruter ses auxiliaires la RFA entretient une institution : « X Y est recherché » (deuxième chaîne de télévision, E. Zimmermann). Mais pareilles analogies avec l'Etat national-socialiste sont-elles *plus* qu'une méchante plaisanterie, une allusion qui dispense celui qui critique la RFA d'appuyer sa critique sur de sérieux arguments ? Au vrai, il existe des analogies purement formelles, extérieures : en les utilisant on bloque les processus d'éducation. Même le fait qu'en Allemagne de l'Ouest on évoque de plus en plus facilement *notre Etat*, sur un ton qui rappelle la manière dont on évoquait, dans l'Etat national-socialiste, la « communauté populaire », ne saurait faire oublier tout ce qui sépare la façon dont s'exerce aujourd'hui le métier

de procureur de celle dont on l'exerçait alors. Mais pour le moment laissons de côté cet aspect des choses.

Considérons plutôt maintenant une interprétation *conservatrice* que même de simples citoyens donnent fréquemment aujourd'hui de cet auxiliariat. L'« auxiliariat » n'aurait rien de déshonorant ; à celui qui le pratique il devrait valoir au contraire la réputation d'homme respectueux des lois, doué de *sens civique*. Etant donné que l'« auxiliaire » est au service du droit et de l'ordre, étant donné qu'il soutient ce qui est leur garant — l'Etat —, il agit de manière *légitime*.

Soit, c'est un argument. Mais dans l'Etat national-socialiste aussi bien des gens agissaient « légitimement » en se faisant les auxiliaires de cet Etat. Et non pas seulement parce que l'Etat national-socialiste en jugeait de la sorte. Aussi longtemps que les Allemands agissent de façon exclusivement affirmative, il existe chez eux, quant au point de vue du droit, une véritable inviolabilité subjective ; ils se savent justifiés chaque fois que leur conduite est en conformité avec le pouvoir.

Le sentiment d'agir de façon « légitime », largement payé en retour par les organismes de l'Etat et, en réalité, à peu près indestructible, constitue, dans la population allemande, un élément de « mentalité » dont le national-socialisme nous a appris pour la première fois à estimer correctement la lourde charge. Pour ce qui est de la disposition à accomplir ce qui est conforme au droit, au-delà de la succession des systèmes politiques, pareille *docilité* reste sujette à caution aussi longtemps que la « conformité au droit » peut être définie par l'autorité, par les détenteurs du pouvoir.

C'est en Allemagne seulement qu'il a été possible, comme phénomène de masse sur une grande échelle, d'associer les sentiments de culpabilité des citoyens ou leur crainte du châtement au fait que — peut-être — ils n'auraient pas accompli leur devoir, et non point, par exemple, au fait qu'ils accepteraient trop malaisément de soumettre à examen critique le contenu même de ce que leur prescrit ce devoir. Par là se manifeste, à l'intérieur d'une tradition nationale, le « déficit d'expérience », le maître Antoine qui ne comprend pas le monde. Alors qu'il ne serait pas difficile de comprendre qu'à certains moments *law and order* doive se traduire en allemand, de façon insolite : ordre qui s'instaure par illégalité — si bien que c'est alors le

« gardien de l'ordre » qui viole les lois. Même dans ces périodes celui qui fait son devoir à titre d'auxiliaire continue à se conduire légitimement. Devrait-il s'élever à cet égard quelque doute, l'*objet* même du doute serait alors sacrifié au sentiment qu'éprouve le sujet d'agir légitimement. Qu'entend-on en Allemagne par « moralité » ? C'est l'Etat national-socialiste qui a introduit dans le Code pénal allemand la notion de « bas motifs » susceptibles d'aggraver la peine encourue. La République fédérale n'a pas répudié cet héritage. L'autre aspect de la chose — l'atténuation de la peine par l'absence de bas motifs — n'aurait-il pas quelque peu assoupli le formalisme qui préside à la détermination des peines ? Je ferai remarquer à cet égard qu'ici l'*intention*, juridiquement impossible à connaître de façon précise, se lie à un *fait* qui se définit exclusivement en termes juridiques. L'intention peut prendre ainsi autant d'importance que le fait, mais rien n'est plus étranger au droit constitutionnel qu'un droit pénal fondé sur l'intention. La voie alors n'est plus loin qui mène à l'excuse absolutoire de la bonne intention justifiant l'injustice de l'action. De la sorte, par surcroît, c'est la justice qui contribue à légitimer le comportement du citoyen alors même que pourrait s'accroître son doute, voire son doute sur lui-même. Cela surtout en des périodes troublées, en des périodes de crise politique, sociale, économique, où il est nécessaire que la droite intention soit toujours celle *de droite*, l'intention basse celle « de gauche ».

Légitimité, moralité, sens du devoir : identifié à l'*ordre*, voilà qui devient explosif : dès lors que le national-socialisme eut investi et imbibé de ses commandements sociaux une population qui présentait, dans sa majorité, une pareille disposition d'esprit, dès lors que, par sa propagande, il eut exclu et rejeté de l'humanité certaines catégories d'humains, le meurtre de millions d'hommes put être vécu et rétribué comme une *œuvre morale qualifiée* ; les témoignages à cet égard ne manquent pas. Le couteau s'ouvre dans ma poche quand je vois qu'aujourd'hui encore, lors de certains procès, le meurtrier peut toujours apparaître comme celui qui a *fait son devoir*. Ce pourquoi justement il aurait été justiciable de la potence — alors, après le 8 mai 1945.

Certes l'écho s'est assourdi des héroïques festivités du national-socialisme, certes le *consommationisme* de la RFA, ses nou-

veaux impératifs sociaux ont émoussé l'héritage de pareilles mentalités — elles pourraient cependant retrouver de l'actualité. Sur quelles forces pouvons-nous prendre appui pour empêcher cette réactualisation ? Il y a toujours eu en Allemagne une opposition engagée, même dans l'Etat national-socialiste. Il n'est donc pas impossible de l'associer à d'autres forces. Reste que le vrai *cœur* des Allemands, le « noyau » de la mentalité allemande a été — et certes continue d'être — une massive résistance, favorisée par l'autorité, face à tout *examen critique des morales*. Pas même le fait que Heinrich Himmler ait été un homme moral, toujours exaspéré de trouver des « images cochonnes » sur le bureau d'un chef SS, s'élevant dans la plupart des cas contre les pillages individuels qui enrichissaient ses auxiliaires en Pologne, en Russie ou dans les camps de concentration, choqué aussi quelquefois par des manifestations de haine personnelle contre les victimes des SS — il était assez bon kantien pour savoir qu'on ne peut faire le bien que par devoir, non par inclination —, pas même, dis-je, le fait que Himmler ait été un homme moral n'a suffi, dans ce pays, à nous faire douter de nos morales. Ce dont on préfère douter, c'est que Himmler ait été un homme moral.

Celui-là est mort depuis longtemps. Plaidé-je ici secrètement pour l'abolition de la morale ? Le petit mot « devoir » n'appartient-il au vocabulaire de l'inhumain que parce qu'il a figuré dans celui du fascisme ? Notre tentative pour nous expliquer et pour expliquer aux autres la situation allemande exige en fait quelques considérations pédagogiques dans la mesure où celui qui pose ces questions serait justifié à le faire. (Comment devrait-on expliquer quelque chose que l'on ne cherche pas à modifier ?)

Si l'Allemagne doit se lever dans le ciel de l'Europe comme un « astre raisonnable », il est absolument indispensable de *désagrèger* certaines mentalités. Ce n'est point par hasard qu'en Allemagne le national-socialisme et l'actuel conservatisme accusent l'opposition de jouer un rôle « désagrégateur ». En abolissant la morale, désagrégeons-nous la moralité ? Détruisons-nous le sens du devoir, en transcrivant le « devoir » en antivaleur, en *non-valeur*, absolument comme la moralité ? Ce dont nous avons besoin — comme « caractère populaire », c'est-à-dire comme tradition intérieure présente dans un très grand nombre

d'individus —, c'est d'être capables de *comprendre affectivement* les autres, ce qui n'a jamais été en Allemagne l'une des vertus officiellement requises. Compréhension affective, « empathie », voilà qui permet une sympathie capable de se concrétiser sans se dissiper complètement en chaleur, compréhension affective de la situation, de l'histoire, des peines d'autrui — attitude qui n'exclut pas moins les automatismes du commandement que la brutalité envers les autres, mais qui, sans froideur, reste assez prudente pour connaître et reconnaître le caractère ambigu des motivations et des fins humaines, qui, par conséquent, ne tombe pas si facilement dans le piège de l'identification à l'autre.

Certes cela suppose que, vis-à-vis de *nous-mêmes* aussi, nous gardions la possibilité d'une compréhension affective s'exerçant de façon *démocratique*, c'est-à-dire critique et tolérante. Par conséquent, ce qu'il faut abolir, c'est toute forme d'appréhension devant l'« examen critique de la morale », c'est l'intériorité de l'Etat en tant que contrainte à n'obéir au droit que sur un mode conformiste — y compris le conformisme imposé par les groupes de pression et par l'« esprit de corps * ». L'« autonomie » que nous rencontrerons plus tard en Allemagne de l'Ouest comme principe d'une opposition révolutionnaire, et aussi comme « protestation républicaine », a précisément un aspect que les Allemands oublient trop souvent : si nous sommes autonomes, c'est grâce à la puissance d'une réflexion qui permette de *ne pas faire comme tout le monde*. C'est justement la crainte de ne pas faire comme tout le monde qui a contribué à la création des camps de concentration.

Ce qui nous empêche — entre autres obstacles — de venir à bout de cette crainte, ce sont les *valeurs*, aussi longtemps encore qu'elles ne définissent pas en même temps ce qu'est une non-valeur, ce qui doit être aussi catégoriquement rejeté et éliminé que doit être vénérée sans restriction la « valeur ». Un autre empêchement est l'*obéissance*, cette forme de relation au commandement si prisée en Allemagne. Finalement il faut bien voir ce que représentent l'autorité et la docilité : un simple formalisme situant l'homme en état de neutralité à l'égard des contenus successifs. Là où l'obéissance est tenue pour une valeur,

* En français dans le texte.

on se contente de souhaiter que les contenus soient interchangeables, que l'homme soit disponible pour les buts de la production et de la domination, c'est là, en effet, la valeur de toutes les « valeurs ».

Il y a toujours de l'inhumain potentiel lorsque des normes, des valeurs, des modes de comportement échappent (et/ou doivent échapper) à toute mise en question. C'est pourquoi il est recommandable d'avoir aussi une attitude hésitante à l'égard de la vérité, de ce qu'on connaît et reconnaît intérieurement comme vérité.

Un préalable officiel à de telles désagrégations de la mentalité allemande n'est évidemment pas quelque chose comme la dictature pédagogique de l'Etat, ni davantage une quelconque « éducation politique » qui serait organisée et financée d'en haut. C'est à *nous autres*, les sujets, qu'il appartient de réussir à devenir un pouvoir public, si bien qu'en ayant part au règlement ou à la détermination de nos affaires nous nous débarrassions de ces héritages que sont le déficit d'expérience : le blocage des processus d'apprentissage, la parcellisation, la suradaptation et la déception irritée, héritages qui nous programment pour nous faire participer à quelque menace impérialiste.

Au demeurant, que nous ne devons point changer répond toujours à un intérêt public (et international). Le capital financier et industriel, les actionnaires organisés par les soins des grandes banques, les institutions de l'Etat dans leur enchevêtrement avec la société industrielle, la bureaucratie, les partis, la justice, et aussi — par moments — l'Eglise et l'armée — tout cela entend bien conserver un *statu quo* grâce auquel la population *les* idéalise, eux qui sont *les maîtres*. *C'est d'en haut que procède tout bien.*

Une classe dominante, une couche dirigeante qui a été capable de ruiner sa nation sans seulement que celle-ci lui en ait su mauvais gré, et qui peut continuer à gouverner cette nation pour ainsi dire en toute tranquillité, cette classe mérite l'« admiration de tous les cyniques » (H.M. Enzensberger) ; elle s'entend à faire en sorte que le peuple continue à idéaliser l'autorité.

Si l'on commençait dès à présent à abolir la morale, pour continuer en abolissant la domination ? Ne serait-ce pas là une belle conclusion pour le chapitre sur la mentalité et sur l'Etat ? Le chroniqueur a cependant encore une « tâche » à remplir.

Hésitant dans son rapport avec la vérité, il tient pour vraie cette belle conclusion. Et il hésite. *Qui* crée la domination et qui l'abolit ? « Nous », une majorité. Qui d'autre que nous ? Pourrions-nous déléguer à quelque représentant le soin d'abolir la domination ? Des représentants ne pourront détruire que telle ou telle *forme* de domination, ce qui, en elle, peut être périssable ; disons plus : ce qui peut-être *doit* périr afin que subsiste la domination. Mais « nous », l'immense majorité, que nous le voulions ou non, jusqu'au fond de nous-mêmes nous sommes revendiquée par la tradition allemande dont on vient de rappeler les grandes lignes. Historiquement, des conduites importantes, notamment de caractère agressif, comme l'art de dire non ou de pénétrer de vive force partout où il *nous* plaît, n'ont eu en Allemagne que peu de possibilités de mûrir dans une confrontation décisive avec la réalité politique et sociale. De plus, où était-il, cet anti-milieu qui nous aurait permis d'ancrer dans la société les projets, esquissés en Allemagne aussi, d'une contre-identité ? C'est pourquoi le rejet de la domination peut assumer des formes dans lesquelles l'intériorité, produit d'une auto-destruction de la culture bourgeoise, explose *de telle manière* que des éléments essentiels de cette culture, maintenant à l'état *brut*, c'est-à-dire privés des maquillages et des tranquillisants, mais également des petites et grandes compensations de la tradition culturelle, conditionnent les « nouveaux » rapports interhumains.

Ainsi il faut avoir la volonté d'abolir la domination, mais avec une attitude hésitante à l'égard de cette vérité ; ainsi il faut oser et vouloir le combat social, mais avec une compréhension affective. Ainsi il nous faut apprendre à être *résolus*, mais avec la tolérante certitude de notre ambivalence ; ce qui rend Hamlet malade, c'est seulement la pensée, la blême pensée.

Il est encore d'autres *abolitions* que l'idée d'émancipation nous invite à introduire. Le respect des Allemands devant les situations de fait aime à se camoufler en « réalisme » (par exemple comme « politique du réel »). C'est une manière comme une autre de bloquer notre aptitude à *voir* la réalité, à la faire passer dans nos projets, dans notre vie. L'exemple du national-socialisme confirme que nos maîtres ont besoin de nous voir « respecter » les situations de fait, car ils entendent bien ne produire et n'assurer que celles qui sont à leur avantage.

Il ne nous reste plus grand-chose d'autre que d'apprendre du national-socialisme ceci : personne ne pourra faire qu'il *n'ait pas existé*. Même si nous voyons vivre devant nous toute une génération de nos aînés comme si, par la seule force de l'imagination, ils avaient réussi à faire que leur passé n'ait pas existé.

Epilogue : le royaume des bas démons.

Non loin de Vienne, sur une ligne venant de Hongrie, le voyageur pouvait voir, en 1943, à proximité d'un vaste complexe industriel, de singuliers couloirs faits de câbles et de fer reliant de petites baraques aux ateliers et ressemblant aux tunnels qu'on installe dans les cirques pour faire passer les tigres de leur cage jusqu'à la piste. Des cages, oui, mais destinées à des ouvriers étrangers et à des travailleurs recrutés de vive force, vivant dans des baraquements une vie analogue à celle des camps de concentration. *Le travail libère*. Je ne sais combien de milliers d'hommes, soldats ou civils, sont passés par là, semaine après semaine. Comment le voyageur aux yeux ouverts savait-il à quoi servaient ces baraquements et ces passages ? de toute façon, on le savait, par une voie ou par une autre. Et l'on imaginait assez les détails qui ne se voyaient pas. Pourtant maints voyageurs ne s'en faisaient aucune idée. Là où l'Etat possède partout des yeux pour observer, il semble que les gens aient perdu la vue.

Dans le compartiment du train de jeunes soldats parfois se faisaient passer des photos ; elles ne représentaient pas leur fiancée ou leurs enfants, mais des Polonais ou des Russes pendus. Avec le soldat lui-même, ricanant, au premier plan ou en arrière, selon les cas. Parmi les voyageurs le dégoût et la crainte étaient aussi rares que les cigarettes. Pour eux se déroulait le moulin à prières du Livre des morts dans sa version autoritaire : « Le Führer sait ce qu'il fait ! », « Si le Führer savait !... » Il savait. Aux *anciens combattants* il déclarait en 1925 : « Croyez m'єn, pour des raisons psychologiques, en particulier dans un peuple comme le peuple allemand, il est absolument indispensable de désigner un ennemi et de marcher contre un ennemi. » Ainsi est stimulée la puissance d'action, ainsi se constitue un fier consensus, ainsi un peuple se fait

complice parce qu'il devient « optimiste ». En 1932, à Düsseldorf, devant le Club de l'industrie, Hitler affirme : « S'il était vrai que la situation désastreuse de l'Allemagne eût pour seule cause ce qu'on appelle la crise mondiale [...], il faudrait désespérer de l'avenir de l'Allemagne. Comment peut-on transformer un état de choses dont personne n'est coupable ? » Sans coupables directs on serait réduit à un « dangereux pessimisme ». Hitler comprenait bien la situation des masses, sans oublier les intellectuels. Des coupables qui, une fois pour toutes, mettent fin à la crise et puissent, par leur mort, même chez le soldat soumis au drill, donner des ailes à l'imagination d'omnipotence. Communistes, juifs, marxistes, cette lie de la période du système, tous conjurés contre l'esprit allemand d'entreprise, ajoute Hitler sur un ton cher au Club. Il ne se contente pas de savoir, il agit. Se recommandant aux industriels, il leur explique qu'il serait absurde de vouloir par des « méthodes législatives » maîtriser « un à un les symptômes de la situation désastreuse ». Ce qu'il faut, c'est bien plutôt « rendre à la nation sa force intérieure ».

A la destruction de cette force intérieure il s'est bien entendu. A Vienne, en 1943, des détenus, et parmi eux des juifs, furent employés, de façon occasionnelle, à des tâches de déblaiement. En général les passants ne les regardaient pas. Vieille expérience germano-autrichienne : à regarder de trop près on s'attire des ennuis. Ceux qui pourtant jetaient un regard éprouvaient du dégoût. Ils ne voyaient qu'*incurie* dans le manque de soins que provoque la misère ; ils ne voyaient que *bassesse* dans les effets de la faim, dans le dos courbé qu'impose l'humiliation. Souvent oubliée déjà comme moyen de propagande, la fable politique du « coupable » s'était changée en perception spontanée. L'idéologie de l'Etat national-socialiste devenue maintenant peut-être dans les cerveaux insignifiante ou rejetée, se manifestait comme sentiment spontané (ou comme absence spontanée de sentiment) — très loin de la conscience.

Sur la fin, alors que déjà, sous la pression des circonstances, la magie du fascisme était à demi démasquée, on vit se relâcher aussi quelque peu l'intériorisation de cet Etat. Sodome aussi eut à nouveau des justes. Mais une majorité continuait à ne pas voir, à ne pas entendre, à ne pas comprendre, à *ne pas savoir*, à faire simplement son devoir.

En 1945, quand on ouvrit les camps de concentration et qu'on sut le nombre des victimes, on ne constata au sein de la population aucun mouvement sensible d'épouvante. Cette absence de réaction s'expliquait par plusieurs motifs : la catastrophe qui avait visiblement détruit l'identité en même temps que les communications, l'aptitude à oublier l'Etat national-socialiste comme on avait oublié en 1933 la République de Weimar ; la chance d'avoir survécu — l'été 1945 fut beau. Ensuite, avec les hivers de disette, commença aussi la semi-inconscience. Il semblait qu'on ne fût plus *capable* d'accueillir les informations qui présentaient l'Allemagne comme une « association de malfaiteurs » ; dès lors, refoulant ce que l'on savait et ce que l'on devinait, on désapprît collectivement. L'histoire de la République fédérale commence avec cette formule : *Nous ne savions rien*. Mais pour qui a des oreilles pour entendre, les enfants juifs crient toujours dans le ghetto de Varsovie, le bras que nous tendons vers eux est en retard maintenant d'une éternité.

L'Etat national-socialiste passa ; mais subsistèrent les structures d'oubli et de perception marquées de son empreinte ; subsista l'idéologie devenue « sentiment » — ou insensibilité ; un fascisme bien sorti de la tête. Alors que pâlassaient rapidement les contenus de remplissage, reparurent, dans le psychisme de bien des gens, d'*anciens* modèles de réaction qui, tels des paravents, glissèrent devant tout un pan de vie perdue — religiosité, intérêts matériels, parcellisation.

J'ai dit « vie perdue ». La République fédérale organisa une population qui avait perdu les chances du *nouveau commencement* dont parlait Fichte ; il lui faut vivre avec ce fait que depuis le « Troisième Reich » une partie de la vie sociale est *morte*. Une portion du sol est devenue à jamais désertique. Ce n'est pas, en fin de compte, la succession des générations qui nous empêche de regarder dans cette direction.

Peter BRÜCKNER.

(Traduit par Maurice de Gandillac.)

Sebastian Cobler

R.F.A. : L' « ETAT NORMAL »

*à Vladimir Dedijer
Helmut Gollwitzer
Martin Niemöller
et aux autres membres du Tribunal Russell
sur la situation des droits de l'homme en
R.F.A.*

En Allemagne, on possède cette singulière faculté de refouler ou de minimiser le sombre passé du pays pour ensuite le ressusciter sans cesse dans la vie politique quotidienne. Un exemple frappant : depuis quelques années, on observe un affinement et un renforcement croissant des méthodes de surveillance policière et juridique des adversaires politiques de l'Etat. Sous couvert de « lutte contre le terrorisme », on constitue, sans bruit comme il se doit, une police secrète d'Etat nouvelle manière, on veut mettre au pas l'opinion, bref, c'est toute une idéologie bureaucratique et policière qui tente de « verrouiller » une société. Si on remarque un peu partout l'émergence d'un potentiel fasciste, cela ne doit pas pour autant conduire à des parallélismes hâtifs : il n'y a pas en Allemagne de situation fasciste ni de régime fasciste comparable à celui des nazis. Les nouvelles théories sur le « friendly fascism » et le « nouveau fascisme », faussent le débat plus qu'ils ne l'éclairent. En effet, il est inadéquat et même irresponsable de comparer, voire d'assi-

miler la situation actuelle à la barbarie nazie, à la Gestapo ou aux SS. Cela revient à minimiser cyniquement la terreur qui régnait à l'époque, à escamoter sans discernement ce qui la distingue des formes actuelles d'exercice et de maintien du pouvoir d'Etat, formes beaucoup plus différenciées et beaucoup plus subtiles parce que technocratiques, et enfin, ce qui est plus grave encore, cela mène à abandonner avant l'heure ce qui reste le principal moyen d'action et d'organisation politique : impulser une « contre-opinion publique », ouvertement et de façon offensive.

La République Fédérale est en voie de devenir un Etat policier omniprésent. En utilisant simultanément la détection policière, l'intimidation et les sanctions pénales, on instaure des règles destinées à une prétendue exception qui par là-même menace de devenir la règle. La violence politique aveugle de quelques *desperados* (au sens premier du terme) de la Fraction Armée Rouge et autres groupuscules a pu favoriser l'instauration plus ou moins aisée des mesures de « sécurité » que nous étudierons plus loin, elle n'en est pas à l'origine. « La conception globale de la sécurité intérieure », a déclaré le ministre de l'Intérieur au Parlement, « n'est pas dictée par l'inquiétude ressentie devant les actes de terrorisme de ces derniers mois, elle résulte d'une longue série de consultations extrêmement approfondies, objectives et dénuées de passion¹ » — du moins dans la mesure où elles ont lieu en coulisse.

L'importance des mesures de protection de l'Etat et surtout les techniques qu'elles mettent en œuvre prouvent le mensonge officiel et confirment que la mobilisation intérieure ne vise pas en premier lieu à combattre une poignée d'individus opérant militairement. Il s'agit bien plus de traquer le non-conformisme déjà au niveau des idées, et surtout d'empêcher que se dessinent des mouvements de « contre-opinion publique » et de contre-pouvoir s'opposant au monopole du pouvoir revendiqué par l'Etat ; ce qu'il faut combattre, c'est donc déjà ce que M. Horst Herold, président du B.K.A. (Office fédéral de la police criminelle) appelle les « symboles de contre-pouvoir². » Il n'est donc pas étonnant que pour la Sûreté le leitmotiv soit : « pré-

1. H.-D. Genscher (FDP), Bundestag, 22-6-1972.

2. H. Herold, in : E. Kogon (Hrsg.), *Terrorismus und Gewaltkriminalität - Herausforderung an den Rechtsstaat*, Frankfurt/M 1975, p. 49.

vention ». En langage administratif, on dit : « protection préventive de l'Etat ».

Etant donné l'aggravation des difficultés politiques et économiques intérieures et le développement plus avancé des antagonismes de classes dans le reste de l'Europe, le Gouvernement allemand, fort soucieux de l'avenir, met au point un arsenal de mesures politiques destinées à assurer la sécurité afin de désamorcer les tensions sociales. Il s'agit de prévenir, d'empêcher, si possible, les situations dans lesquelles se « débattent » les autres gouvernements. L'essentiel est donc d'empêcher la confrontation.

Il faut que les ministres de l'Intérieur * aient très peur de voir compromise à long terme la « paix sociale » tant invoquée. Pour M. Günther Nollau, encore tout récemment chef des services secrets allemands, il faut s'attendre à ce que « le jour vienne où les ouvriers ne s'intéresseront plus uniquement au chiffre inscrit au bas de leur fiche de paie. Le jour viendra où les masses auront atteint un niveau de conscience qui leur permettra de comprendre que leurs conditions de travail, en particulier les conséquences de la division du travail, sont "inhumaines", c'est-à-dire qu'elles sont contraires à leur dignité d'hommes. Qu'un mouvement politique parvienne à transformer ce vague sentiment en une indignation populaire, et la situation deviendra critique. Notre société peut mettre en œuvre des moyens coercitifs contre les actes terroristes des groupuscules. Mais je doute que notre démocratie ait la force de diriger ses mitrailleuses contre les masses travailleuses en révolte. Je ne vois personne prêt à affirmer comme Noske en 1919 : " Il en faut un pour faire le bourreau ! " » On peut se demander dans quelle mesure les réflexions de l'ancien chef des services secrets ne sont pas dictées par une certaine déformation professionnelle ou par une dramatisation exagérée du développement prévisible de la situation — mais l'essentiel est que c'est précisément ce genre d'analyse qui est à l'origine des mesures prises dans le domaine de la « sécurité ». Et si les luttes populaires ne font rage tout au plus que dans les têtes et les publications de quelques gauchistes, il est certain que la crise économique persis-

* Du fait de la structure fédérale du pays, chaque Land a son ministre de l'Intérieur.

tante et profonde qui sévit actuellement en RFA et qui très vraisemblablement ira en s'aggravant provoquera des conflits politiques et sociaux dont il est impossible de prévoir dans les détails l'ampleur et l'orientation. Dans l'esprit du Gouvernement en tout cas, la crise économique s'accompagne d'une crise des valeurs. Les débats sur la « sécurité » insistent de plus en plus sur ce phénomène : « La stabilité intérieure, et par là la sécurité intérieure, est compromise d'une façon intolérable par une instabilité de la vie politique et des esprits. Certains ne sont plus assez conscients des valeurs fondamentales de notre démocratie libérale ⁴. » Ceux qui attendaient patiemment des jours meilleurs en se laissant séduire par les appels à l' « effort collectif », à la « stabilité », aux « garanties sociales » et à la « croissance » prennent de plus en plus conscience du manque de crédibilité du Gouvernement quand ils sont confrontés aux résultats de sa politique. Il se pourrait qu'un jour personne ne soit plus dupe. Les promesses de réforme de la SPD se sont révélés être des chèques sans provision ; certains projets même, pourtant, fixés par décrets, comme dans le domaine des retraites ou de l'indemnisation du chômage, ne pourront être réalisés totalement, vu le recul notable des prestations dans le secteur social. Les conséquences politiques risquent d'être d'autant plus importantes qu'en RFA, à la différence d'autres pays, la « paix sociale » a été achetée grâce à la référence constante à ces mesures d'assistance et de prévoyance qu'on ne peut plus garantir au moment où « cela devient sérieux » : elles ne résistent pas aux situations de crise pour lesquelles elles étaient justement prévues, et cela risque fort de se retourner contre leurs auteurs. « La politique d'équilibre social », déclare le Chancelier, « a fait jusqu'à présent que les travailleurs voyaient dans l'Etat le garant de leurs intérêts. » Il poursuit en lançant un avertissement : « Si la coalition gouvernementale ne parvient pas à sortir des difficultés auxquelles elle est confrontée, nous connaissons en Allemagne des désordres sociaux et nous en subirons les conséquences politiques : celles-là mêmes que nous observons depuis longtemps dans d'autres pays ⁵. »

3. G. Nollau, *Wie sicher ist die Bundesrepublik*, München 1976, p. 189.

4. Vogel (CDU), Bundestag, 12-6-1975.

5. H. Schmidt, « Zehn Thesen zur demokratischen Gemeinsamkeit »

M. Egon Lutz, expert de la SPD pour les questions sociales, est encore plus précis : « Ce serait grave, très grave si le chômage s'installait avec un nombre élevé de chômeurs chroniques, si 600 000 "malchanceux" ou même moins étaient rejetés pour toujours dans la marginalité. Cela ferait sauter notre société beaucoup plus sûrement que n'importe quel anarchiste farouchement résolu ⁶. »

Dans ce contexte, le Gouvernement a l'art de capter et de détourner la peur de la crise : puisque l'expérience prouve que la majorité des Allemands de l'Ouest ne s'intéressent à la politique que dans la mesure où ils sont touchés directement, c'est-à-dire la politique fiscale et la politique sociale, on se sert du vague concept de « sécurité intérieure », on fait passer les mesures prises dans ce domaine pour des réformes intéressant l'ensemble de la société et contribuant à améliorer la qualité de la vie. On suggère ainsi une correspondance entre la sécurité intérieure, menacée abstraitement, et la sécurité de l'existence de chaque individu, qui, elle, est menacée concrètement ; on veut faire croire qu'en renforçant « notre Etat », on supprimera sa propre faiblesse. Bref, on fait de nécessité vertu, et on recouvre la menace qui pèse réellement sur la population par une menace imaginaire, habilement mise en scène. On n'aide pas les gens à se libérer de leur angoisse, on l'utilise — à des fins opposées, cela s'entend. On se sert ensuite des soucis ainsi détournés de leur véritable objet pour justifier les « mesures de sécurité ».

Intensifier les mesures de protection de l'Etat en invoquant des situations de danger et de crise politique est une technique qui a toujours réussi en Allemagne. Max Weber, sociologue allemand, résume la situation en 1918 : « Chez nous, il faut toujours s'attendre à ce que les représentants de l'ordre ancien et du corps des fonctionnaires (qui ne sont soumis à aucun contrôle) exploitent toute manifestation de révolte syndicale, aussi minime soit-elle, pour jouer sur les nerfs malheureusement encore fort fragiles des petits bourgeois ⁸. » Pour illustrer

in : Vorwärts Nr. 45/1977. 10-11-1977 et H. Schmidt, Rede vor der SPD-Bundestagsfraktion - cité d'après FAZ, 26-3-1977.

6. E. Lutz (SPD), cité d'après FR, 23-8-1977.

7. Bundesjustizminister Vogel (SPD), « Innere Sicherheit ist ein elementares Bürgerrecht », in : *Recht und Politik*, Nr. 3/1976, p. 135.

8. M. Weber, « Parlament und Regierung im neugeordneten Deuts-

ce propos, on peut rappeler la « Loi de 1878 contre les entreprises de la Social-démocratie », dite « Loi contre les Socialistes », dont le prétexte était un attentat contre l'Empereur Guillaume ; le projet de loi « pour combattre les actions violentes des anarchistes » de 1898, déposé après un attentat sur la personne de l'Impératrice Elisabeth d'Autriche ; l' « Ordonnance du Reichspräsident pour la sécurité de la République » du 29 août 1921, promulguée trois jours après l'assassinat de Mathias Erzberger et qui sanctionne les « incitations à la désobéissance aux lois » ainsi que la rédaction et la diffusion d'imprimés qui incitent à la « modification ou à la suppression par la violence de la Constitution » ; l'Ordonnance du Reichspräsident du 24 juin 1922, le jour de l'assassinat de Walter Rathenau. Cette ordonnance interdisait notamment le « consentement à la violence », une disposition qu'on n'avait jamais pu, malgré des efforts répétés, inclure dans le droit pénal, et qui a été considérablement renforcée en 1976. Il faut rappeler également l'incendie du Reichstag et ses conséquences juridiques : l' « Ordonnance pour la protection du peuple et de l'Etat » du 28 février 1933 qui élimine toutes les libertés bourgeoises et avec laquelle les nazis ont scellé leur régime de terreur ; sans oublier la guerre de Corée qui a servi à la promulgation précipitée d'un nouveau droit pénal politique destiné à contrer le « danger d'infiltration communiste venant de l'Est ». Qu'on se souvienne enfin des multiples atteintes légales aux libertés et aux droits fondamentaux dues aux dispositions prises ces dernières années à l'occasion des activités attribuées à la Fraction Armée Rouge.

D'ailleurs, l'histoire de la sûreté de l'Etat en RFA confirme que les motifs invoqués pour élargir les droits de la police et de la justice ont toujours été interchangeables selon la situation politique du moment : dans les années 50 et 60, c'était en invoquant la « menace venant de l'Est » que l'Etat justifiait devant les citoyens les mesures prises ; par contre, maintenant, il suffit de faire allusion au « terrorisme », mot dont la définition précise est devenue également un monopole du pouvoir d'Etat. On trouvera dans d'autres ouvrages les détails de cette

chland », in derselbe, *Gesammelte politische Schriften*, Tübingen 1971, p. 405.

évolution⁹. Nous tenterons simplement de décrire les caractéristiques essentielles du système de sûreté de l'Etat en RFA, qui doit correspondre, selon Willy Brandt, à l'« affirmation sereine et résolue de l'Etat normal¹⁰ ».

Les moyens mis en œuvre dans ce but sont multiples et se complètent parfaitement. L'arsenal dont dispose la Sûreté (l'appellation officielle « Office de Protection de la Constitution » est suggestive) va d'une sorte de guerre psychologique aux sanctions pénales, en passant par une panoplie extrêmement raffinée de moyens de surveillance et de réglementation. Ainsi que nous le montrerons, deux considérations sous-tendent l'ensemble de ces mesures : la peur de tout mouvement de solidarité et la détection de toute opposition au niveau des esprits, des opinions, des discussions, au niveau d'une « contre-opinion publique ». Qu'il s'agisse de procès contre des manifestants ou contre des gens ayant occupé le site d'une centrale nucléaire, qu'il s'agisse de procédures pour « diffamation de l'Etat » ou d'interdictions professionnelles, qu'il s'agisse de sauvegarder la paix de l'entreprise ou la « paix de la communauté » — on criminalise l'opposition en l'assimilant au terrorisme, on sanctionne la critique, le travail d'information et la contestation en les rendant synonymes de « volonté de dissolution » de l'Etat ; on réduit l'opinion publique, au besoin par la force, à ce qui est publié officiellement.

On dit que certains compromettent la « sécurité morale »¹¹ de l'Etat, et on parle de la nécessité d'une mobilisation non seulement matérielle, mais aussi « morale ». « La sécurité intérieure, ce n'est pas seulement une question de pouvoir et de son utilisation. La sécurité intérieure a aussi une dimension morale, éthique et politique. Elle a besoin d'un encadrement moral et politique¹². »

Parmi toutes ces mesures, ce sont les interdictions professionnelles qui sont les plus lourdes de conséquences, car elles sont appliquées de façon extrêmement systématique et draco-

9. Cf. mon enquête : *Die Gefahr geht von den Menschen aus - Der vorverlegte Staatsschutz*, Rotbuch-Verlag Berlin (West) 1978.

10. W. Brandt, correspondance reproduite dans « Der lange Marsch » Nr. 19, Dezember 1975, p. 5.

11. Krall (FDP), Bundestag, 7-6-1972.

12. Dregger (CDU), Bundestag, 13-3-1975.

nienne. (A l'origine, elles n'étaient pratiquées que dans la fonction publique)¹³. Pour la Cour Constitutionnelle, l'instance suprême du pays, le mot « interdiction professionnelle » n'est qu'un slogan destiné à « provoquer l'émotion politique »¹⁴ ; pour un tribunal administratif de la Hesse, elles se réduisent à « des difficultés dans une carrière professionnelle »¹⁵. Pour plus de 4 000 citoyens de la RFA, ces interdictions professionnelles tant minimisées signifient une menace sur leur existence même : l'Etat leur interdit d'exercer la profession pour laquelle ils ont été formés, et ceci uniquement à cause de leurs opinions politiques. Leur nombre augmente sans cesse. On les taxe d' « ennemis de la Constitution » en se référant au « décret contre les extrémistes » de 1972, et par là-même on les prive de leurs droits. On se justifie en leur reprochant des opinions « qui font tort à l'Etat » (comme on dit dans le jargon de la police) parce que socialistes ou communistes, on les attaque pour leur appartenance à des organisations de gauche légales, ou tout simplement, on inquiète leurs familles ou leurs amis. Mais ce ne sont plus seulement les opinions et les déclarations d'opposition qui font l'objet de poursuites judiciaires : il suffit maintenant de montrer une attitude indifférente vis-à-vis de l'Etat. Ainsi, un tribunal administratif bavarois a confirmé récemment une interdiction professionnelle contre un enseignant en arguant du fait que si cet homme ne constituait pas un « danger » immédiat pour la sécurité de l'Etat, il représentait un « risque » imprévisible car « il ne se démarquait pas de façon suffisamment claire des doctrines communistes » (citation du jugement)¹⁶. Comme si la nécessité de l'anti-communisme était inscrite dans la Constitution.

Tandis que d'anciens fonctionnaires nazis, à partir de 1949, pouvaient réintégrer leurs fonctions sans problèmes et le plus légalement du monde, et que d'innombrables néo-fascistes sont

13. Vogel (CDU), Bundestag, 14-2-1974.

Sur l'ensemble des problèmes touchant les interdictions professionnelles, voir : *Protokoll des Dritten internationalen Russell Tribunals über die Situation der Menschenrechte in der Bundesrepublik Deutschland*, Rotbuch-Verlag, Berlin (West) 1978.

14. BVerfGE vom 22-5-1975 (2 BvL 13/73), p. 46

15. VG Darmstadt, Urteil vom 8-1-1976 (IV M 622/75), p. 5.

16. VG Ansbach, Urteil vom 10-1-1978, in : *DuR* 1978, 94 sq.

maintenant fonctionnaires sans courir le risque d'être jamais inquiétés, la liste des gens de gauche touchés par les interdictions professionnelles ne cesse de s'allonger : enseignants, juristes, médecins, éducateurs, infirmières, fonctionnaires des postes et des chemins de fer, ouvriers et employés dans la fonction publique jusqu'au gardien de cimetière et au cuisinier de l'armée. Il ne s'agit là ni d'exagérations ni de simples cas isolés, tout au plus ridicules ou bizarres ; nous sommes au contraire en présence d'un système, d'un calcul bien arrêté. Le caractère imprévisible de toute la procédure doit avoir pour effet de renforcer le réflexe d'abstinence politique et d'autocensure. Selon la recommandation d'un tribunal administratif, chacun devrait être averti à temps de la signification et des modalités d'application du « décret contre les extrémistes », car celui-ci a pour tous les jeunes gens « une signification immédiate ; ils devront en tenir compte dans leur comportement déjà pendant leurs études ¹⁷. »

La pratique des interdictions professionnelles a été entérinée et légalisée grâce à une interprétation autoritaire et antidémocratique des droits fondamentaux par les plus hautes instances juridiques fédérales. Parmi ceux qui prennent les décisions, on retrouve, en passant, des juristes qui, sous le III^e Reich, s'étaient déjà illustrés dans leur spécialité. Cela fait aussi partie — comme chacun sait — de la réalité de la justice fédérale ¹⁸. La ligne directrice a été fournie avant tout par la décision de la Cour fédérale constitutionnelle du 22 mai 1975 qui montre à quel degré d' « autonomie » les « gardiens de la Constitution » en sont arrivés en matière de justice politique. En effet, dans la mesure où elle s'appuie, pour justifier les interdictions professionnelles — qu'on évite bien sûr de nommer ainsi — sur un « devoir de fidélité » pré-démocratique de la part des « serviteurs de l'Etat » vis-à-vis de leur « supérieur », la Cour nie complètement tout ce qui peut opposer politiquement et socialement l'époque wilhelminienne à une démocratie moderne. La Loi fondamentale de 1949 garantit expressément à tout Allemand, sans considération de ses convictions politiques, les

17. VG Darmstadt, a.a.O., p. 6.

18. Voir : *Der Spiegel*, N° 32/1975, p. 32 ; *Protokoll des Russell Tribunals*, a.a.O., S. 103 und Cobler a.a.O. (FN 9), p. 122.

mêmes chances d'accès à tous les emplois de la fonction publique, les critères de sélection ne devant se limiter qu'à l'aptitude et à la qualification professionnelle. Cette disposition anti-discriminatoire, ancrée dans la Constitution en souvenir des pratiques nazies est suspendue de fait par la Cour constitutionnelle : c'est ainsi qu'aux critères précédents il faut ajouter maintenant celui d' « aptitude politique », c'est-à-dire de fiabilité politique. La règle communément admise selon laquelle l'exercice de certaines professions suppose la nécessité de fournir la preuve de sa qualification, se retrouve élargie d'un coup par l'exigence supplémenaire d'un certificat de fiabilité politique. Il s'agit, pour le fonctionnaire ou l'employé de l'Etat, de faire preuve d'une allégeance inconditionnelle envers « son Etat », selon la formule employée par la Cour constitutionnelle, « qu'il doit servir », dans lequel il doit « se sentir à l'aise », « présentement et à tout moment ¹⁹. »

Il ne s'agit pas là de phrases ronflantes, vides de sens, mais bien au contraire de l'inversion du principe des droits fondamentaux garantis par la Constitution : ils ne lient plus l'Etat vis-à-vis de citoyens autonomes mais engagent désormais ces derniers vis-à-vis de l'Etat. Sous le manteau, s'opère la transformation d'un système fondé sur la légalité en un système reposant sur le loyalisme ²⁰ qui réduit « d'en haut » les droits fondamentaux à des concessions susceptibles d'être retirées à tout moment et d'être octroyées uniquement à ceux qui en font un usage loyal. La Cour constitutionnelle justifie ainsi ce renversement complet des conceptions classiques de la démocratie : « on attend (des citoyens) qu'ils défendent cet ordre ; les ennemis de cet ordre, même s'ils se situent de manière formelle dans le cadre de la légalité, ne seront pas tolérés ²¹. »

C'est la porte ouverte à l'exorcisme politique : les opposants politiques déclarés « ennemis de l'Etat » se voient privés arbi-

19. BVerfGE a.a.O., Bl. 18, Bl. 1 (Leitsatz 2)

Cf. le compte rendu de FR, 19-7-1977, p. 4, et la brochure « Gedenkmminute für Buback im Bezirksamt Spandau », Berlin 1977, publiée par FHSS-Komitee gegen Berufsverbote und politische Disziplinierung.

20. Cf. U.K. Preuss, « Legalität - Loyalität - Legitimität », in : *Leviathan - Zeitschrift für Sozialwissenschaft*, Nr. 4/1977, p. 450 sq.

21. OVG Lüneburg, Urteil vom 27-9-1972 - in : DVBl 1972, 961 unter Hinweis auf die entsprechende Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts, hier E 28, 48 und E 30, 119 f.

trairement de leurs droits, selon une pratique qui tend à devenir systématique²². Il est déjà significatif de faire la distinction entre « individus dignes » et « individus indignes des droits fondamentaux²³ ».

Cette manière de traiter ceux qui pensent autrement n'est pas nouvelle en Allemagne — on la retrouve dans la République fédérale des années 50 lors de l'interdiction du KPD * décrétée en 1956, et bien sûr à l'époque du nazisme²⁴. Si les interdictions professionnelles atteignent de nouveau aujourd'hui une telle ampleur — plus précisément depuis la publication du « décret contre les extrémistes » en janvier 1972 —, c'est pour des raisons sociales bien précises : le début des années 70 a vu apparaître une génération de fonctionnaires, principalement d'enseignants, dont l'orientation politique était influencée par la révolte antiautoritaire des années 60. Devant le mot d'ordre de « marche à travers les institutions » donné à l'époque, les administrations dressèrent l'oreille et, après une certaine période de flottement, passèrent à l'action ; le Land de Hambourg, gouverné par les sociaux-démocrates, devint le précurseur de la réglementation « contre les extrémistes » prise en 1972 par le Chancelier Brandt et les ministre-présidents des Länder. Elle est maintenant valable pour tout le territoire fédéral. D'après M. Stoltenberg, ministre-président du Schleswig-Holstein, « cette décision n'a eu aucun caractère improvisé ou spontané. Elle repose au contraire sur des travaux préparatoires approfondis, principalement de la part des ministres de l'Intérieur du Bund et des Länder, qui, après de longs débats, ont ébauché pour les chefs de gouvernement un projet commun²⁵. »

Ce que l'Etat craint, ce n'est pas l'accès à la titularisation de quelques centaines de fonctionnaires dont on peut penser qu'ils interrompront, dans leur majorité, leur « marche à travers les institutions » à partir du moment où ils feront carrière dans celles-ci. Ce qu'il craint, c'est qu'avec l'emploi de gens qui adop-

22. Cf. U.K. Preuss, « Strategien staatsbürgerlicher Diskriminierung », in *Russell Tribunal a.a.O.*, p. 78 sq.

23. Cf. « Hessische Polizei Rundschau » Nr. 10/1973, p. 12.

* Parti communiste, proche de Moscou.

24. Cf. « Gesetz zur Wiederherstellung des Berufsbeamtentums » vom 7. April 1933 (RGBl I, p. 175 sq), et E. Brandt (Hrsg), « Die politische Treuepflicht », Karlsruhe/Heidelberg 1976.

25. Stoltenberg (CDU), Bundesrat, 20-2-1976, p. 20.

tent vis-à-vis de lui-même une attitude critique, voire simplement « tiède », ne s'accélère un processus politique qui va de pair avec la transformation de la fonction de l'Etat : dans la mesure où, avec la monopolisation du capital, il élargit son action dans le domaine économique et politique, l'Etat devient lui-même objet de la crise sur laquelle il doit avoir un effet régulateur. Ainsi, l'Etat est de plus en plus pris à partie dans les conflits politiques.

Par les interdictions professionnelles, l'Etat tente donc, du moins à l'intérieur, d'assurer ses arrières. Commentaire de la Cour constitutionnelle sur les interdictions professionnelles : « S'il ne veut pas lui-même se remettre en question, l'Etat doit disposer d'un corps de fonctionnaires attaché à l'ordre constitutionnel en vigueur et prêt à le secourir en cas de crise... Si l'on ne peut se fier aux fonctionnaires, la société et l'Etat sont " perdus " ... Le devoir de fidélité doit se révéler en temps de crise et dans des situations conflictuelles graves²⁶. »

Ces pratiques se sont étendues depuis à des secteurs qui ne relèvent pas formellement de l'Etat, à des organisations et à des institutions telles que les églises, les médias et les syndicats : sans parler des entreprises privées où elles ont toujours eu cours, même de manière dissimulée. De la même façon, depuis le début des années 70, des militants socialistes et communistes se voient exclus de leur syndicat en vertu d'une prétendue décision d'incompatibilité. Vu la situation de monopole de ces organisations en RFA, les personnes concernées sont ainsi privées de leur liberté d'alliance, avec tous les désavantages que leur exclusion entraîne en matière de législation du travail et de garanties salariales. On voit peu à peu se constituer des syndicats d'Etat de type social-démocrate coopérant intensivement, voire même collaborant directement avec la police politique. On copie sur une large échelle les techniques de répression de l'Etat : « Modell Deutschland », mais appliqué cette fois-ci à l'intérieur.

Le droit privé subit également les atteintes de la discrimination politique déclenchée par les interdictions professionnelles : à Berlin, on connaît le cas d'une jeune chercheuse qui avait rédigé un rapport sur des questions de gestion du personnel dans l'entreprise pour le compte de l'Institut fédéral de recher-

26. BVerfGE, a.a.O., Bl. 31, 15 u. 18.

che sur la formation professionnelle. L'Institut en question avait d'abord accepté, puis brusquement rejeté le rapport, après l'avoir jugé « inutilisable ». L'Institut avait « appris » que cette chercheuse avait soutenu le candidat d'une organisation communiste à des élections. Elle s'entendit notifier par le tribunal qu'elle avait saisi qu'en agissant ainsi, elle avait « rendu son ouvrage inutilisable après coup », bien qu'elle se fût « montrée à la hauteur » du travail qu'on attendait d'elle. Selon le contrat, elle n'avait pas seulement à rédiger un texte impeccable, encore fallait-il que ce texte « pût être publié par la République fédérale », ce que l'Institut ne pouvait plus désormais envisager du fait des activités politiques connues de l'auteur²⁷. A quand l'élargissement d'une telle procédure au marché du logement ?

Des comparaisons avec le maccarthysme aux Etats-Unis dans les années 50 s'imposent. En effet, la signification politique d'une telle contrainte de l'opinion ne réside pas essentiellement dans le nombre des personnes touchées directement par les interdictions professionnelles ; il faut surtout la voir dans le nombre considérable de personnes qui, au cours des dernières années, ont été l'objet de vérifications de la part de la police politique et soumis à des inquisitions dégradantes et humiliantes, sans qu'une interdiction professionnelle ait suivi. On a déjà dénombré environ 4 000 cas d'interdiction professionnelle, mais il y a eu entre-temps plus de 1 500 000 vérifications effectuées par les services secrets. On ne peut qu'émettre des suppositions sur l'importance effective des banques de données constituées à cette fin et sur les techniques de surveillance de l'opinion. Mais il est certain que la maîtrise d'informations aussi considérables suppose non seulement la présence d'un appareil policier hautement perfectionné mais également la « coopération » spontanée « de tous les citoyens responsables », manière officielle de désigner l'espionnage et la dénonciation.

C'est ainsi qu'on peut lire dans un arrêté émanant de services académiques : « Le fonctionnaire doit apporter la preuve de son aptitude et de sa qualification professionnelle. Le directeur pourra donc recueillir des informations en provenance de collègues, d'élèves et de parents, en dehors des observations qu'il aura pu lui-même effectuer au cours de conseils, pendant

27. LG Berlin, Urteil vom 26-1-1976, in : NJW 1977, 251 sq.

les heures de cours, dans des réunions scolaires ou extra-scolaires²⁸ ... »

II

Sans le concours de la police politique et des services secrets chargés d'assurer la « protection de la Constitution », les interdictions professionnelles seraient impraticables. D'innombrables institutions policières que l'on peut presque déjà assimiler à une sorte de « police de la pensée » ont été considérablement renforcées au cours des dernières années et dotées de compétences sans cesse élargies. Nous examinerons ici le perfectionnement de la prévention politique, exercée selon la devise : « tout voir sans être vu²⁹. »

Grâce aux nouvelles lois votées en 1972, le BKA et les services secrets ont vu leurs pouvoirs étendus et peuvent désormais collaborer étroitement : tandis que les services secrets, malgré l'interdiction expressément formulée par la loi, remplissent des fonctions de police, la police, elle, adapte de plus en plus ses méthodes aux pratiques incontrôlées et incontrôlables des services secrets. « La police », selon les déclarations d'un expert, « doit agir de la manière la plus imprévisible qui soit³⁰. »

L'échange de « renseignements » (qualificatif pervers adopté pour désigner les résultats de l'espionnage de certains individus) entre les différentes institutions de protection de l'Etat et diverses autorités publiques et privées est depuis longtemps la règle et a même force de loi dans certains Länder. La police et les services secrets bénéficient ainsi, par le biais de l' « Amtshilfe » (aide et coordination entre les offices), du concours des entreprises et des syndicats, des écoles et des universités, des chambres de métiers, de commerce et d'industrie, des perceptions et des agences pour l'emploi, de la médecine du travail et des

28. Schreiben des Senators für Wissenschaft und Kunst des Landes Bremen, Abteilung Schulaufdicht vom 18-6-1975 (40-00-19/12-0).

29. G. Wolf, Polizeivizepräsident von München, in : *Die Polizei* Nr. 6/1978, p. 194.

30. G. Wolf, *ibid.*

bibliothèques publiques — une collaboration qui fonctionne également en sens inverse et dont ne disposait même pas la Gestapo à cette échelle (à l'époque, seule la police était habilitée à fournir ce genre de renseignements à la Gestapo).

La police de plusieurs grandes villes comme Berlin-Ouest et Munich ont recours, quant à elles, à une aide toute particulière : celle des fameux « îlotiers ». En créant une « police proche des citoyens », un nouveau type de « Blockwart » * en uniforme, on tente de redorer le blason quelque peu terni de la police, de susciter un climat de confiance et par là-même d'obtenir des « renseignements » sur les habitants de tout un quartier. Le travail d'un « îlotier » consiste exclusivement à observer et à noter, à faire la conversation et à entretenir des contacts avec les concierges et les locataires, les clients et les vendeurs dans les petites épiceries, avec les retraités et les enfants. Eventuellement, il sera autorisé à enfreindre le règlement en allant faire un brin de conversation devant une bière au bistrot du coin. D'après le chef du BKA, « l'Etat n'est certes pas un organisme, mais il doit se comporter comme un organisme pour pouvoir survivre. En favorisant l'osmose, la police permet de maintenir le contact avec la réalité ³¹. »

Dans certaines villes, on n'hésite pas à aller plus loin encore : alors qu'on réduit les crédits pour les jeunes et qu'on supprime des postes d'éducateurs, on envisage, pour remédier à l'augmentation du chômage des jeunes et de la délinquance juvénile, la création d'une « police des jeunes ». Des agents en civil auraient pour fonction de surveiller les maisons de jeunes et les « boîtes » en se faisant passer pour des « éducateurs » dont la tâche consisterait en fait à poursuivre d'éventuels délinquants. « Pour apprécier correctement une situation donnée, pour intervenir ensuite de manière adéquate, pour surveiller les secteurs qui sont du ressort de la police, pour bien débiter une enquête criminelle, il est essentiel de bien connaître les hommes, leur vie et leurs pensées, de pénétrer dans leur monde intime ³². »

* Membre du parti nazi responsable d'un quartier.

31. H. Herold - in : *Wirtschaftswoche* Nr. 14/1972, 7-4-1972, p. 20.

32. A. Stümper, in : *Die Polizei* Nr. 11/1975, p. 368.

Sur le concept de « Jugendpolizisten » cf. *Hessische Polizei Rundschau* Nr. 2/1977, p. 7 sq.

Pour exercer un contrôle préventif total de la population — et pas seulement de citoyens considérés déjà comme « ennemis de l'Etat » —, on dispose également d'un très large système de communications : on envisage l'utilisation de numéros d'identification qui permettraient de relier entre elles toutes les données disponibles sur un individu, données provenant des perceptions et des agences pour l'emploi, de la Sécurité sociale, des assurances et des centres de formation, du casier judiciaire, de la police et des services secrets. Les autorités pourraient ainsi disposer à la demande d'indications sur la situation de famille, le revenu, sur le mode de vie, les contacts et les relations, sur la santé, la formation et le travail, sur les intérêts et les activités politiques — bref : sur tout ce qui fait un individu.

L'individu concerné ignore toujours qu'il a été saisi par les ordinateurs de l'Etat et n'en connaît pas les raisons ; de même qu'il ignore les combinaisons possibles entre ces données et d'autres ordinateurs privés par exemple. Les ordinateurs de la police, quant à eux, ont déjà enregistré « toute personne qui, à un moment quelconque, est venue en contact avec la police ³³. » Il n'y a plus de secteur qui n'ait été « visité » par la police pour « contrer un danger latent » : comités de citoyens, organisations et rassemblements politiques, manifestations et grèves, écoles et universités.

Grâce à la « trahison » de quelques initiés, on a pu connaître au cours des derniers mois d'autres détails sur l'importance et les techniques de renseignement et de codification. Ces quelques informations laissent augurer d'une réalité fort peu rassurante... D'autant plus que la police opère ici dans la clandestinité, au sens propre du terme, et dans un flou politique et juridique : l'anonymat de la police croît en fonction des pouvoirs sans cesse accrus dont elle est dotée. On voit se constituer une sorte de police secrète de la sécurité qui se soustrait à tout contrôle judiciaire et politique effectif, en invoquant des « impératifs de sécurité » et des « raisons confidentielles » pour le moins obscurs. Grâce à l'action zélée de la justice, le contrôle

33. G. Bertling, Kriminalpolizei Hamburg - cité d'après G.E. Hoffmann, « Bürger hinter Datengittern » - in : *Aus Politik und Zeitgeschichte - Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament* Nr. B 25/1977, p. 6.

juridique de l'exécutif inscrit dans la Constitution devient lettre morte ³⁴.

III

La police est doublement couverte : d'une part, et à quelques exceptions près, vis-à-vis de la justice, d'autre part, et grâce à la justice, vis-à-vis de l'opinion publique. En effet, les lois canalisent et limitent les discussions publiques sur les formes du pouvoir d'Etat et ses conséquences. Si par hasard, ou grâce à des fuites, le voile qui recouvre les activités des sacrosaints « organes de sécurité » est levé, il peut arriver que ce soient les révélations qui soient taxées de scandaleuses et qui fassent l'objet de poursuites judiciaires, tandis que les organes de la Sûreté ainsi dévoilés ne sont pas inquiétés. « Ceux qui ne voient pas dans les serviteurs de l'Etat (les juges, les soldats et la police) les représentants d'un tout enfrennent la sécurité intérieure ³⁵. » La justice réagit rapidement contre ceux qui publient et diffusent des critiques violentes dénonçant les agissements grossiers de la police. La situation est retournée : ainsi que le note un tract berlinois : l'Etat pris en flagrant délit se venge en se mettant dans le rôle de la victime.

Pour cela, il se sert d'une disposition juridique, à première vue plutôt bizarre, contenue dans l'article 90 a du Code pénal : la « diffamation de l'Etat », terme remontant à la période préconstitutionnelle ; à l'époque, on disait encore « crime de lèse-majesté ». A cette personnalisation grotesque de l'autorité correspond l'obligation, en droit administratif, de « fidélité à l'Etat ». En Allemagne, il a toujours été fait référence à cet article et à des dispositions similaires à des périodes où le crédit de l'Etat était bien entamé. C'est ainsi qu'aujourd'hui plus l'action de l'Etat soulève de critiques et plus augmentent

34. Cf. « CILIP - News-letter on civil liberties and police development », Berlin (West), August/September 1978.

35. Bundespräsident W. Scheel, Ansprache bei der Verteidigung von Polizisten, in : *Die Polizei* Nr. 1/1976, p. 33.

le nombre et la gravité des accusations pour « diffamation de l'Etat ».

On incrimine par exemple des publications qui qualifient la RFA d' « Etat capitaliste » ou d' « Etat fondé sur l'injustice » par opposition à « Etat fondé sur le droit », qui traitent la police d' « armée de guerre civile » ou qui donnent des indications sur le passé nazi d'hommes politiques importants. On intente également des procès pour « diffamation de l'Etat » à des gens qui, comme le père de Gudrun Ensslin, se sont permis de manifester leurs doutes quant aux suicides de Stammheim et de poser publiquement des questions sans jamais recevoir de réponses satisfaisantes. Peu importe que les mots employés soient justes ou non ; selon le libellé moralisateur de l'article de loi, la volonté « malveillante de rendre l'Etat méprisable » suffit.

Nombre de jugements sont rédigés dans ce style, indigné et larmoyant. Ainsi, un tribunal de Bonn a fait récemment la morale à trois personnes accusées d'avoir enfreint l'article 90a en affirmant que leur cas était aggravé du fait qu'ils « avaient gravement diffamé la RFA, une des démocraties les plus libérales du monde, à un moment où l'Etat devait faire face à une bande d'assassins terroristes extrêmement bien organisée, qu'ils l'avaient attaquée précisément sur les efforts mis en œuvre pour se défendre dans cette situation et que par là ils avaient indirectement soutenu les terroristes en question³⁶. »

La raison d'Etat — car c'est de cela qu'il s'agit — doit primer la liberté d'opinion. On peut être poursuivi si l'on s'en sert à un « moment inopportun » : la liberté d'opinion et d'information n'est « garantie » totalement que dans certaines circonstances et d' « en haut », et même alors, elle ne doit pas dépasser le cadre prescrit. En tout cas, la critique de l'Etat doit se mouvoir dans les limites d' « une critique saine et autorisée³⁷ ». En effet, « l'Etat assure à ses citoyens des libertés d'une ampleur jamais égalée jusqu'ici. L'oppression n'a pas de base légale dans cet Etat. » En clair : il n'y a pas d'oppression. Affirmer le contraire relève d'une « opinion fausse et hostile à l'Etat³⁸ » et doit être puni en conséquence.

36. AG Bonn, Urteil vom 14-4-1978 (45 Cs 50 Js 419-77), Bl. 16.

37. AG Duisburg, Urteil vom 12-9-1975 (15 Ms 73/74), Bl. 10.

38. OLG Düsseldorf, Urteil vom 15-2-1977 (2 Ss 1374/76), Bl. 8 sq.

La décision kafkaïenne de la Cour suprême de Berlin marque le point culminant jusqu'à présent dans l'application du fameux article 90a. Il s'agit de 48 professeurs d'université qui ont publié un texte rédigé par des étudiants de Göttingen à propos de l'attentat dont a été victime le procureur général Buback. Ce texte, intitulé « oraison funèbre de Buback », a mobilisé l'opinion publique. La police et les tribunaux ont réagi de façon extrêmement dure. Le Parquet de Berlin avait lui aussi porté plainte contre les universitaires pour « diffamation de l'Etat », mais le tribunal compétent avait rejeté la plainte en arguant du fait que les accusés, s'ils avaient publié un texte incontestablement délictueux, n'étaient pas, eux, passibles d'une peine, car dans la préface ils s'étaient très clairement distancé du contenu de l'oraison funèbre. Le Parquet fit appel et obtint gain de cause : pour le tribunal berlinois dernier saisi en date, le procès pour « diffamation de l'Etat » est parfaitement légitime, non pas à cause du texte sur Buback, mais en raison de l'avant-propos qui l'accompagne. En déclarant dans cette préface qu'ils estiment nécessaire une discussion publique sans entrave de ce texte, quelles que soient les réserves qu'ils font sur son contenu, et ce en résistant à toutes les tentatives de censure de la part de l'Etat, les universitaires en question font à l'Etat le reproche inqualifiable de réprimer la liberté d'opinion et, par là-même, le « diffament »³⁹. Ainsi donc, la censure les accuse d'avoir parlé de censure.

On retrouve dans les interdictions professionnelles les mêmes justifications et les mêmes techniques : l'élimination par des moyens juridiques d'adversaires politiques taxés d' « ennemis » et la mise en tutelle de l'information et de la discussion politique. En appliquant le Code pénal aux opinions et à leur expression, on rompt avec cette distinction essentielle dans le droit pénal entre l'intention (fondamentalement non répréhensible) et l'action (éventuellement passible d'une peine). Cette façon de juger les opinions n'est pas nouvelle ; le « mérite » de l'avoir parfaitement mise en place revient au « Willenstrafrecht » (droit pénal de l'intention) des nazis. On en retrouve l'essentiel au point de vue du fond et des auteurs quand, en 1951, il s'est

39. KG Berlin, Beschluss vom 10-5-1978 (2 AR 372/77 - 4 Ws 76/78), Bl, 4, 18 sq.

agi de formuler le nouveau Code pénal politique de la RFA. Roland Freisler précisait dans les années 30 que « le droit pénal doit déplacer le champ de bataille vers l'avant » ; l'Etat « veut placer plus en avant sa ligne de défense », il ne veut pas attendre « que le criminel réalise ses intentions ⁴⁰ ». Quinze ans après, le premier ministre de la Justice de RFA reprend la même idée : « Il faut pouvoir identifier les ennemis de l'Etat et les neutraliser avant qu'ils passent à l'action ⁴¹. »

Dans le domaine de la censure également, les plus hautes instances du pays, c'est-à-dire la Cour de Justice fédérale et la Cour Constitutionnelle, ont fixé des normes. Elles ont forgé le concept d' « opinions dangereuses pour l'Etat », opinions qui, pour la sauvegarde de l' « ensemble », devraient être passibles de poursuites. « La liberté d'opinion fait partie intégrante de l'ordre libéral. S'il fallait ne plus garantir ce droit fondamental, alors seulement pour des raisons relevant des nécessités particulières à cet ordre ⁴². » D'un point de vue purement pratique, il est clair que le Parquet ne va pas se mobiliser sur le premier mot d'ordre politique venu.

Il s'agit bien plus de censurer les paroles et les écrits susceptibles d'avoir des conséquences politiques pratiques, les idées qui ne sont pas seulement exprimées mais aussi éventuellement mises en pratique parce que, dans une situation concrète, elles mettent le doigt sur des problèmes évidents en suggérant une action et les moyens de la réaliser — des idées qui sont donc plus que des slogans. La jurisprudence de la Cour de Justice fédérale montre que pour donner lieu à poursuites, les paroles, illustrations et écrits doivent viser « une large influence ».

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que, précisément ces dernières années, on ait de plus en plus empêché par des moyens juridiques, c'est-à-dire qu'on ait illégalisé, la discussion sur la légitimité de la violence d'Etat et de la violence contre l'Etat. Pour les autorités, la réponse à cette question se trouverait dans

40. R. Freisler, « Das neue Strafrecht als nationalsozialistisches Bekenntnis » - in : F. Gürtner, R. Freisler, *Das neue Strafrecht*, Berlin 1936, p. 136 und G. Dahm, « Verrat und Verbrechen » - in : *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft* 1935, p. 302.

41. Th. Dehler (FDP), Bundestag, 12-9-1950, p. 3108 ; so auch BGHSt 9, 291.

42. BVerfGE vom 14-1-1969, in : BVerfGE 25, 56f.

la Constitution. L'Etat réagit de façon extrêmement sensible partout où, à l'occasion des actions de quelques groupes armés qui se baptisent eux-mêmes guérilla urbaine, ou en relation avec la campagne anti-nucléaire se repose de façon aiguë le problème de la nécessité et de la légitimité de la violence dans les conflits politiques. Que le tabou soit brisé, crime manifestement impardonnable, et la réaction de l'Etat est hystérique, ce qui montre bien son désarroi : confiscation et interdiction de livres et de matériel, il y a peu de temps encore, d'une imprimerie toute entière. Il fait l'amalgame entre violence et terreur et qualifie de « violente » toute discussion sur ce sujet. C'est contre la littérature que l'on procède le plus sévèrement alors qu'ils serait nécessaire de l'étudier et d'en discuter librement et en public afin d'analyser les causes de l'escalade de la violence d'Etat et de la violence contre l'Etat. Mais il suffit maintenant de revendiquer une analyse différenciée pour être suspecté et diffamé, avec les sanctions à la clé bien sûr. On utilise le mot de « sympathisant » pour baillonner et criminaliser ceux qui, sans idées préconçues, veulent participer à la discussion sur les causes politiques et sociales de ce phénomène globalisé sous le terme de « terrorisme », ou ceux (et ce n'est pas évident dans ce pays), qui se battent pour que l'Etat respecte les droits fondamentaux de ceux-là mêmes qui les foulent au pied.

En agissant ainsi, l'Etat veut obtenir l'autocensure des citoyens, la distanciation irréfléchie devant toute forme de violence et une abnégation imbécile dont on a pu constater le plein épanouissement l'automne dernier (l' « automne allemand », comme on dit en RFA) au moment de l'enlèvement de H.M. Schleyer. Je ne pense pas qu'on puisse se faire à l'étranger (en Occident) une idée de l'autocensure et du suivisme politique qui règnent en ce moment en Allemagne. Il faut certainement vivre ici et en faire soi-même l'expérience pour se rendre compte du climat de conformisme et d'ignorance qui s'installe en RFA : la radio et la télévision suppriment des émissions traitant sans préjugés des problèmes de la violence ; les théâtres retirent de l'affiche des représentations du même genre, et même, ce qui semble à peine croyable, l' « Enlèvement au Sérail » de Mozart au moment du kidnapping de Schleyer ; les maisons d'édition annulent leurs contrats avec des auteurs politiquement peu sûrs et suppriment des collections entières ; les bibliothèques font

le tri ; on va même jusqu'à réglementer le langage : les mots « interdiction professionnelle » et « isolation totale » par exemple sont devenus tabou et ne doivent pas être utilisés à la radio et dans la presse. Et tout cela n'est pas ordonné explicitement d'en haut, non, on agit volontairement, on devance complaisamment l'Etat.

L'Etat tente de réglementer les controverses politiquement explosives par de nombreux procès criminels au cours desquels, à côté de la « diffamation de l'Etat déjà citée, le soutien à une organisation criminelle » (au niveau des idées) et « l'approbation et la revendication de la violence » jouent un grand rôle. Ainsi sera donc puni quiconque approuve la violence dans le but de nuire à la Constitution — quel que soit le sens de cette expression — en « exposant, affichant, faisant paraître ou rendant accessible de quelque façon que ce soit, produisant, commandant, fournissant, conservant, proposant, annonçant, recommandant, tentant d'importer ou d'exporter » des publications, des images, des films et des paroles qui « approuvent la violence » dans le but d' « encourager la disposition de tierces personnes » à « s'engager dans des tentatives contre l'intégrité ou la sécurité de la République Fédérale ou contre ses principes constitutionnels ». Ce qui précède est une citation de l'article 88a du Code pénal, une collection magnifique de formules vides qui devrait se révéler absolument sans failles.

Ces dispositions, introduites seulement en 1976, démontrent le mensonge officiel qui sous-tend le renforcement de la protection de l'Etat. Devant l'opinion publique, on justifie l'article 88a en disant qu'il est nécessaire pour interdire l'incitation au meurtre et à l'assassinat — ce qui est depuis longtemps passible de peine —, mais dans le secret de la Chancellerie, le Gouvernement avoue son but réel : son représentant à la commission juridique du Parlement, nommé depuis juge au Sénat de la Sûreté à la Cour de Justice fédérale et ainsi juge en dernière instance de l'interprétation de l'article 88a, a feuilleté en commission un catalogue très instructif des formes de « consentement à la violence » passibles de peines. Ce catalogue mérite d'être lu et relu, surtout par ceux qui croient toujours, et à tort, que cette loi est une « loi contre le terrorisme ». « Premièrement », déclara le représentant du Gouvernement, il y a consentement à la violence « quand il y a incitation indirecte,

deuxièmement quand il y a distanciation apparente, troisièmement quand il y a description d'actes répréhensibles susceptibles d'être imités, quatrièmement quand il y a approbation d'un événement historique dans le dessein de le poser comme un exemple digne d'imitation, cinquièmement quand il y a annonce ou prévision d'actes de violence susceptibles de provoquer l'imitation, et sixièmement quand il y a reproduction d'opinions appartenant à autrui et quand l'auteur s'approprie l'opinion d'autrui afin d'obtenir un effet précis ⁴⁴. »

L'approbation de la violence est passible de poursuites judiciaires quand la violence est présentée comme « souhaitable ou même seulement nécessaire ou inévitable ⁴⁵ », car une « diffusion de déclarations de ce type est susceptible d'inciter tout spécialement les jeunes à considérer l'usage de la violence comme un moyen politique acceptable ⁴⁶. » Or ceci est « socialement nuisible et dangereux pour la communauté ⁴⁷. »

Cette loi, dans la mesure où elle renforce les possibilités d'intervention du Parquet, a pour but de contribuer à sauvegarder le monopole de la violence d'Etat en criminalisant au départ les discussions sur l'utilisation de la violence « par en bas », et en étouffant dans l'œuf toute entreprise nécessitant une discussion publique et de larges campagnes de solidarité. Les attentats à la bombe, dont on a beaucoup parlé, ne font pas partie de ce genre de projets. Ce ne sont pas des actes de violence qui nécessitent une discussion large et publique. Bien au contraire, cela rendrait leur réalisation impossible. Par contre, il y a des actions impensables sans une préparation publique : les grèves par exemple, les manifestations et les campagnes écologiques. Le sens courant et le sens pénal du mot « violence » n'ont rien de commun. En effet, la Cour de Justice fédérale considère déjà la résistance passive et les grèves comme des formes de violence au sens du Code pénal. Les possibilités d'application de cette loi déjà fort élastique sont donc illimitées. L'intitulé en dit long : « Défense de la paix de la communauté. »

43. BGHSt vom 10-7-1974, in : DuR 1974, 434 sq.

44. Bundestags Sonderausschuss für die Strafrechtsreform, Protokoll der Sitzung vom 2-10-1975, p. 2293.

45. BT Drucksache Nr. 7/3030, p. 8.

46. BT Drucksache, a.a.O., p. 5.

47. Justizminister Vogel (SPD), Bundestag, 16-1-1976, p. 14742.

Il caractérise bien la façon dont sont menés, ou étouffés, les conflits politiques : on rend tabou, de façon violente si nécessaire, le caractère de classe et par là même le caractère structurellement violent de la société. En Allemagne, les concepts de « paix intérieure » et de « communauté » sont fondamentaux dans la politique comme dans le droit. « Défense de la paix de la communauté », cela signifie dans les textes juridiques et politiques la « sécurité intérieure de la communauté », la « stabilisation des rapports collectifs » contre les « désordres ». Et il y a « désordre » quand « la conscience positive et intégrante de la population, conscience qui s'exprime par la confiance et sa ferme conviction du caractère pacifique de l'environnement, est ébranlée. » En un mot : il ne faut pas appeler par leur nom les conflits sociaux existants et il ne faut pas souligner leur contexte politique. La jurisprudence en matière de liberté de la science va dans ce sens. « Dans l'état actuel des choses, il faut se garder de donner la moindre impression que les atteintes à la paix de la communauté sont prises à la légère », déclara un député lors des délibérations sur l'article 88a.

IV

Une législation sur la protection de l'Etat qui a pour but principal de combattre les opinions et les actions efficaces politiquement parce qu'apparaissant réalisables et suscitant l'imitation vise donc logiquement toute ébauche organisée de contre-opinion publique et de contre-pouvoir, et même, selon les paroles du chef du BKA, tout « symbole de contre-pouvoir ». La Cour Constitutionnelle affirme que l'individu n'est pas visé par le Code pénal « dans la mesure où il poursuit certains buts politiques... Son action devient dangereuse quand elle s'insère dans une organisation ». Ainsi, les mesures prises ne le seraient pas contre les « actes des individus en tant que tels mais dans la mesure où ils contribuent à renforcer une organisation » — il

48. J. Berkemann, *in* : NJW 1972, 1971.

49. Sonderausschuss, 19-9-1975, p. 2246.

s'agit de « traquer l'idée dans sa forme organisée ⁵⁰ ». Les dispositions les plus importantes visant à criminaliser les actes organisés sont contenues dans les articles 129 et 129a du Code pénal. Tandis que l'article 129 concernant les « associations terroristes » n'a été incluí dans le Code pénal qu'en 1976, l'article 129a sur « la constitution et le soutien d'une association criminelle » se retrouve déjà au XIX^e siècle. Il avait été créé afin que puissent être inquiétées les personnes qui « cherchent à transférer à d'autres organes le pouvoir public appartenant légalement au Gouvernement et aux castes » les personnes dont « les agissements ont une influence néfaste sur le moral du peuple ⁵¹ ». Dans les années 50, on était plus clair : les « associations criminelles » selon l'article 129 étaient appelées « organisations clandestines », du temps des nazis, c'était des « associations hostiles à l'Etat », durant l'époque wilhelmienne des « associations allant contre l'ordre étatique » ou « entravant l'action de l'Etat ». Malgré les dénominations diverses, cette disposition a gardé son dessein politique évident ainsi que son application presque exclusive aux organisations de gauche. A tel point que pendant la République de Weimar on demandait ironiquement quand le mouvement ouvrier dans son ensemble serait déclaré « organisation criminelle ».

En RFA, l'article 129 a connu son premier apogée pendant la chasse aux communistes des années 50. A l'heure actuelle, il revient tristement à l'ordre du jour dans le cadre de la lutte contre la RAF et les groupements du même ordre. Cependant, le fait qu'ils soient appliqués principalement à ce type d'organisation et les sous-titres dramatiques dont ils ont été affublés ne doivent pas faire oublier que c'est la référence à ces articles et l'accusation de « soutien virtuel » à « des associations criminelles ou terroristes » dont on se sert contre les auteurs, les diffuseurs et même les imprimeurs d'écrits politiquement indésirables. Les peines sont draconiennes.

La Cour de Justice fédérale vient de faire encore une fois la preuve de l'étendue infinie du champ d'application de cette

50. BVerfGE 25, 57 f.

51. Goldammer, « Die Materialien zum Strafgesetzbuche für die Preussischen Staaten, aus den amtlichen Quellen nach den Paragraphen des Gesetzbuches zusammengestellt und in einem Kommentar erläutert », Theil II, den Besonderen Theil enthaltend, 1853, p. 67.

loi. L'art. 129 s'applique aussi à des « associations de personnes » qui « certes n'ont pas encore commis de délit, mais qui envisagent d'en commettre ». Il suffit simplement « que les membres de l'association aient conscience du fait que la poursuite de leurs plans puisse les entraîner à commettre des délits importants ⁵² ». Cette « définition », par le flou qui la caractérise, est susceptible de s'appliquer en son temps à des organisations syndicales, à des groupements antinucléaires ou à des comités de citoyens. L'effet boule de neige des interdictions professionnelles le montre bien. Le « soutien » à une organisation qualifiée de criminelle est défini de façon toute aussi vague par la Cour de Justice fédérale. Est « coupable » de soutien celui dont « l'aide est efficace en elle-même et présente un intérêt quelconque pour l'organisation ⁵³. »

Le déroulement des instructions en rapport aux art. 129 et 129a prouve que l'imprécision qui caractérise leur formulation et leur interprétation est une porte ouverte sur l'arbitraire le plus total. Une accusation selon l'art. 129 et surtout selon l'art. 129a sert de passe-partout à la police et au Parquet : elle facilite et légalise toute perquisition, toute confiscation, surveillance téléphonique et arrestation.

V

La légalisation de la protection de l'Etat est appliquée grâce à des règlements de procédure judiciaire qui conditionnent le déroulement des procès politiques et leur issue : en règle générale, c'est au détriment de l'accusé. Il a été déclaré au Bundestag qu'un tel code de procédure pénale était une question de « prévention générale » ⁵⁴, donc il s'agit bien de dissuasion et d'intimidation. Ces dernières années, les compétences du Parquet ont été considérablement élargies grâce à quelques modifications importantes de la procédure. Pour le Gouvernement, ces chan-

52. BGHSt vom 21-12-1977, in : NJW 1978, 433.

53. BGHSt 20, 89.

54. Eyrich (CDU), Bundestag, 16-1-1976, p. 14753.

gements ne posent pas de problème car le Parquet « présente toutes les garanties d'un usage correct et honnête des droits dont il est investi »⁵⁵. De par cette argumentation qui fait fi des leçons de l'histoire, la procédure criminelle ressemble de plus en plus à la procédure d'un tribunal de simple police ; le Parquet se trouve maintenant formellement maître de la procédure, ce qu'il a toujours été d'ailleurs de fait, du moins dans les procès politiques.

On avoue d'ailleurs sans fard que, pour le Gouvernement, il importe d'assurer un déroulement sans accroc du procès de Stammheim, et que c'est une question de prestige politique. « Tout initié comprendra aisément », déclare un député social-démocrate, « que les modifications apportées à la procédure judiciaire, le procès contre les terroristes de la bande à Baader se serait heurté à des difficultés plus grandes encore et aurait peut-être même dû être interrompu... C'est pourquoi je demande à tous ceux qui critiquent ces mesures de réfléchir aux conséquences dramatiques qu'aurait subi la conscience juridique de nos concitoyens si le procès de Stammheim avait dû être interrompu sans avoir abouti. » On ne peut impunément déclarer coupables des accusés avant même de les avoir jugés. Encore faut-il que le procès aboutisse aux conclusions recherchées. On s'en donne alors les moyens !

Parmi les nombreux amendements, citons ici seulement les réglementations concernant les avocats de la défense et la possibilité de juger par défaut des faits même très graves. Cette incroyable limitation des droits de la défense ne se retrouve qu'à l'époque du Troisième Reich, et il ne serait venu à l'idée de personne de conduire en leur absence les procès contre les innombrables criminels nazis qui, pendant plus de trente ans, ont réussi à échapper à la justice en prétextant la maladie.

Il ne reste pratiquement plus rien du droit à une libre défense dans les procès politiques, un acquis entre autres des révolutions bourgeoises. Il n'est pas rare de voir identifiés purement et simplement avec les accusés les avocats qui réclament pour leurs clients le droit d'être traités suivant les règles d'un « Etat fondé sur le droit », référence tant invoquée par

55. Gesetzentwurf der Bundesregierung zur Reform des Strafvollzugsrechts, in : BT DRucksache Nr 7/551, p. 75, p. 38.

ailleurs. De nombreux avocats sont exclus des procès politiques, et pour sauver la face, les procès se déroulent avec l'assistance d'avocats commis d'office par l'accusation : une véritable mascarade. « Il faut que le droit ressemble au droit », tel est le commentaire de la *Frankfurter Allgemeine*, un journal de Francfort proche des milieux d'affaires. Il n'y a plus de « bureaux d'avocats libres », et la défense dans les procès politiques est devenue un délit réel, même s'il n'est pas inscrit dans le Code pénal. Les procès contre Croissant et Groenewolt, suivis avec attention à l'étranger, ne sont pas des exceptions. Il y a beaucoup d'avocats menacés d'interdiction professionnelle pour avoir défendu certains accusés.

Les conséquences de ces « coupes sombres » en matière de procédure sont bien sûr considérables pour les accusés et pour le détenus. Ce sont eux qui ressentent de plus près toutes ces atteintes aux droits de l'homme et aux droits fondamentaux. En RFA, les accusés, doublement coupables d'avoir enfreint les lois existantes pour des raisons politiques et de rejeter celles selon lesquelles ils sont jugés, sont soumis à des conditions de détention particulièrement pénibles. En règle générale, ils sont strictement isolés et rigoureusement tenus à l'écart des autres détenus. Leur courrier et leurs visites sont limités et sévèrement surveillés. Un psychiatre le Professeur Rasch, qui a étudié ces conditions de détention, déclare : « Il faut s'imaginer Stammheim comme une cloche de verre. On a l'impression qu'il y a un courant d'air et pourtant tout est hermétiquement clos au point qu'on étouffe⁵⁸. » Les recherches médicales et psychologiques montrent qu'un tel isolement dans l'isolement atteint l'être humain au centre même de sa personnalité en tant qu'être social. Pour le détenu, c'est une torture, non pas une torture active, mais une torture par privation. Et si un détenu est poussé à la mort après un traitement de ce genre, on déclare cyniquement que cette mort est un « suicide ».

Les autorités ont longtemps nié l'isolement total et ses graves conséquences au plan physique et psychique. Ceux qui le dénonçaient publiquement et exigeaient son abolition ont été

56. Gnädinger (SPD), Bundestag 24-6-1977, p. 17990.

57. FAZ, 9-6-1975, p. 8.

58. Prof. W. Rasch dans une interview — in : *Stern* Nr. 21-22/1976, 20-5-1976, p 74 H.

traînés devant les tribunaux pour « diffamation de l'Etat ». Puis le médecin de la prison de Stammheim admit l'isolement des détenus et avoua n'avoir jamais vu de conditions de détention aussi dures en vingt ans de métier. C'est à ce moment-là seulement que le tribunal de Stammheim consentit à un examen médical des détenus par des spécialistes. Indépendamment les uns des autres, les experts désignés par le tribunal conclurent que les affections organiques et psychiques constatées chez les détenus étaient dues principalement aux conditions de détention. Les experts ont demandé la levée immédiate des mesures d'isolement ⁶⁰.

Il n'en fut rien. La Cour de justice fédérale et la Cour constitutionnelle ont eu, là aussi, le dernier mot : pour elles, on ne peut certes pas nier que « l'isolement résultant des conditions de détention », comme dit la Cour de justice fédérale, ait des conséquences considérables sur la santé des détenus. Mais ils en seraient eux-mêmes responsables dans la mesure où ils auraient obligé l'Etat à leur imposer de telles conditions de détention. En effet, il ne s'agirait pas de détenus « normaux », ceux-ci « refusant tout respect aux organes de l'Etat » ; ils poursuivent leurs objectifs politiques même derrière les barreaux, « ils ne montrent aucune volonté de participation à leur rôle d'accusés dans les débats » et « refusent leur condamnation — leur « condamnation », attention ! : pour la Cour fédérale, c'est la seule décision possible, sinon « la conscience juridique des citoyens respectueux des lois (...) subirait des dommages incalculables ⁶¹. »

La Cour fédérale constitutionnelle confirma en quelques lignes la constitutionnalité de ces affirmations désarmantes et se fit organe constituant : le principe d'un Etat fondé sur le droit impose, selon elle, « le maintien d'une justice pénale efficace ». Par là, on crée un nouveau droit constitutionnel : on évacue le principe de la validité absolue des droits fonda-

59. FR 13-6-1975, p. 2.

60. Cf. Cobler a.a.O., p. 158 sq. Cf. aussi W. Rasch, « Die Gestaltung der Hafthedingungen politisch motivierter Täter in der Bundesrepublik Deutschland » — in : *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, Juni 1976, p. 61 sq.

61. BGHSt vom 22-10-1975, in : JZ 1976, 763 sq., bestätigt durch das BVerfG am 21-1-1976, in : JZ 1976, 766.

mentaux et des droits de l'homme, droits qui passent avant l'Etat, même si les accusations portées sont très graves. Pour l'accusé, le « nouvel » Etat fondé sur le droit est un piège. En faisant appel de façon opportuniste à la « conscience juridique des citoyens respectueux des lois » et en affirmant, ce qui est absurde, « le précepte constitutionnel » d'une « justice pénale efficace », les autorités transforment l'Etat fondé sur le droit en un obscur « Etat fondé sur la justice », avec toutes les conséquences politiques qui en découlent.

La loi interdisant les contacts et sa confirmation par la Cour constitutionnelle légalisent définitivement l'isolement des prisonniers. Par là aussi, la transformation de l'Etat se trouve accélérée. L'application de cette loi, apparue au moment de l'enlèvement de Schleyer, le président du patronat ouest-allemand, signifie pour le détenu l'isolation totale. Tout contact avec les autres détenus lui est interdit, il n'a pas le droit ni d'écrire ni de recevoir de lettres, il ne peut ni lire les journaux ni posséder de radio, il ne peut pas non plus s'entretenir, voire correspondre avec ses avocats. Le détenu est ravalé au rang d'objet et livré complètement aux autorités pénitentiaires, sans que les avocats ni quiconque puissent contrôler ce qui se passe à l'intérieur des murs. Quoi qu'il ait pu se passer à Stammheim dans la nuit du 17 octobre 1977, une chose est sûre : sans cette loi, il n'y aurait pas eu tous ces morts, et à cause justement de cette loi, les circonstances exactes de ces morts resteront dans l'ombre.

Ainsi donc, cette loi crée des conditions de détention et d'isolation encore jamais vues. Pour la Cour constitutionnelle, cela ne signifie rien. Début août 1977, elle déclarait que cette réglementation était conforme à la Constitution. La Constitution « tolérerait », dans certaines conditions politiques, des atteintes indéniables aux droits de l'homme et aux droits fondamentaux « dans l'intérêt des valeurs primordiales de la communauté ⁶³ » et « dans l'intérêt de la sauvegarde de l'Etat ⁶⁴ ». Le fait que ce soit le pouvoir exécutif qui décide des situations dans lesquelles

62. Cf. C. Schmitt, « Nationalsozialismus und Rechtsstaat », in : JW 1934, 713 sq.

Cf. aussi le rapport du Justizminister Vogels (SPD), « Strafverfahrensrecht und Terrorismus — eine Bilanz », in : NJW 1978, 1218 f.

63. BVerfGE vom 1-8-1978 (2 BvR 1013/77), Bl. 41.

64. BVerfGE a.a.O., Bl. 44.

les droits de l'homme sont suspendus ne semble pas gêner outre mesure la Cour suprême.

Pour elle, la « sécurité de l'Etat » a « valeur constitutionnelle ⁶⁵ », à côté de quoi les droits fondamentaux n'ont plus qu'une valeur subsidiaire. L'inversion est totale : les droits fondamentaux, protection du citoyen devant l'Etat, deviennent les droits de protection de l'Etat.

VI

Considérées dans leur ensemble, ces mesures font apparaître un processus de dissolution des limites constitutionnelles apportées à l'exercice du pouvoir d'Etat, limites qui distinguent justement l'Etat fondé sur le droit de l'Etat policier. « L'Etat de droit dépend de la situation concrète ⁶⁶ », déclare le ministre de la Justice. Effectivement, les libertés sont peu à peu démantelées et soumises au bon vouloir de l'Etat. Ce démantèlement est bien sûr strictement réglémenté : le juridisme est une tradition bien allemande. Sans cet écran, il est probable que les autorités ne pourraient faire passer les diverses mesures de « sécurité » auprès de la population. Le contenu de ces lois, leur substance et leurs conséquences politiques passent d'ailleurs généralement inaperçus. On assiste à une séparation de la forme et du contenu juridique, ainsi l'Etat fondé sur le droit n'est plus qu'un leurre. On normalise, c'est-à-dire qu'on finit par rendre normales et quotidiennes les « crises » et les « situations d'urgence » dont on réclame si fort l'apaisement, l'exception devient la règle, la « sécurité » est élevée au rang de doctrine, la raison d'Etat à celui de *credo* politique obligatoire pour tous et justifiant tout.

Ainsi que nous l'avons vu à plusieurs reprises, la justice joue un rôle considérable dans cette évolution : le pouvoir exécutif enfreint les lois, et ces infractions sont jugées comme étant des interprétations correctes de la norme. Les tribunaux, mais surtout la Cour de justice fédérale et la Cour constitution-

65. BVerfGE a.a.O., Bl. 43.

66. Justizminister Vogel (SPD), *in* : FR, 9-5-1975, p. 1.

nelle, ont une double fonction : ils légifèrent et justifient en même temps. La séparation des pouvoirs se révèle n'être qu'une répartition des tâches plus ou moins factice entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif quand il s'agit de se fournir mutuellement légitimité et légalité.

De plus en plus, le pouvoir judiciaire légalise après coup les infractions commises par le pouvoir d'Etat : les infractions aux lois deviennent des lois. Quand « rien ne va plus », le Gouvernement et la Justice ont recours à un « état d'urgence placé au-dessus des lois », en fait, une réserve de manœuvre qui place le pouvoir judiciaire dans les mains de l'exécutif. M. Buback, ancien procureur général, ne faisait pas mystère de ces pratiques. A la question de savoir s'il jugeait nécessaire de renforcer le pouvoir de son administration par de nouvelles dispositions juridiques, il répondit tranquillement : « Si vous avez une disposition juridique et que vous voulez en tirer le maximum, elle se révèle souvent être inopérante (...). La protection de l'Etat vit du fait qu'elle est assurée par des gens prêts à s'engager dans ce sens. Et les gens qui comme Herold * et moi s'y engagent trouvent toujours une solution ⁶⁷. »

La loi interdisant les contacts est une excellente illustration de ce type de procédé. L'automne dernier, après l'enlèvement de Hans-Martin Schleyer, le ministre fédéral de la Justice et les ministres de la Justice des Länder ordonnèrent l'isolation totale d'une centaine de détenus politiques dans diverses prisons. Les responsables de cette décision étaient parfaitement conscients que cette mesure constituait une infraction ouverte de la part de l'exécutif. C'est la raison pour laquelle ils invoquèrent un « état d'urgence au-dessus des lois ». L'isolement total de tous les prisonniers politiques fut déclaré nécessaire jusqu'à la « fin de l'enlèvement », car « il (était) à craindre que, sans ces mesures, ne s'établisse entre les ravisseurs et les détenus un échange d'informations illicite ⁶⁸. » Indépendamment du fait qu'il n'y avait pas l'ombre d'une preuve pour étayer cette affirmation, diffamante pour les avocats, cette mesure n'avait absolu-

* Chef du BKA.

67. S. Buback dans une interview — in : *Der Spiegel* Nr. 8/1976, 12-2-1976, p. 34

68. *Bulletin des Presse — und Informationsamtes der Bundesregierung* Nr. 88/1977, 20-9-1977, p. 820.

ment aucun sens. Car, si il s'était agi vraiment pour le Gouvernement de sauver la vie de Schleyer, pourquoi n'a-t-il pas satisfait aux exigences des ravisseurs ? Ceux-ci n'avaient pas kidnappé le patron des patrons pour le tuer, mais bien pour l'échanger. Au nom d'une raison d'Etat purement abstraite, le Gouvernement n'a pas cédé, on a porté atteinte aux droits de tiers qui n'avaient rien à voir dans l'affaire et la vie de Schleyer, bien concrète, elle, a été compromise, puis finalement sacrifiée ⁶⁹.

Plusieurs tribunaux, saisis par les avocats des détenus concernés par cette mesure, déclarèrent illégale cette manœuvre gouvernementale ; la Cour de justice fédérale, saisie également de ce problème, justifia, elle, l'action de l'exécutif. Quelques avocats firent alors intervenir la Cour constitutionnelle. Le Gouvernement choisit la fuite en avant ⁷⁰. Un « grand état-major de crise », transformé de sa propre autorité en exécutif d'urgence, soumit au parlement pour ratification la loi interdisant les contacts. Cette loi, on le sait maintenant ⁷¹, était depuis longtemps en préparation dans ses grandes lignes et apparemment, l'occasion avait manqué, avant l'enlèvement de Schleyer, de faire passer un texte allant aussi loin. Le temps pressait, les circonstances étaient favorables... Le ministre de la Justice déclara : « Il convient de mettre le plus rapidement possible un terme à une situation où, dans certains cas particuliers, les décisions de la justice et l'action du Gouvernement ne sont pas en harmonie ⁷². » Ce fut fait, très rapidement, et la brèche fut comblée. En dehors de tout contrôle public véritable, donc de toute influence, il était impossible pour quelqu'un de l'extérieur d'avoir accès au texte de loi avant son adoption au Parlement (sans oublier le black-out sur les informations décrété par le Gouvernement) et à la faveur d'une opération « nuit et brouil-

69. Cf. BVerfGE vom 16-10-1977, *in* : NJW 1977, 2235.

70. Cf. NJW 1977, 2157 f ; 2172 sq. ; 2177 « *übergesetzlichen Notstand* », et, sur le NJW 1978, 623 f.

71. Cf. Informations-und Presseamt der Bundesregierung (Hrsg.) « Dokumentation zu den Ereignissen und Entscheidungen im Zusammenhang mit der Entführung Hanns Martin Schleyers und der Lufthansa-Maschine "Landshut" », Bonn, November 1977, Anlage 6, sowie Bundesministerium der Justiz (Hrsg.). « Kontaktsperre — Informationen über ein Gesetz zur Bekämpfung des Terrorismus », Bonn, April 1978, p. 24.

72. Vogel (SPD), Bundesrat, 30-9-1977, p. 277.

lard », le grand état-major de crise fit acclamer cette loi en soixante-douze heures par le Bundestag (Parlement) et par le Bundesrat (Chambre des Länder). Les quelques députés (quatre en tout) qui votèrent contre furent soumis à des pressions et insultés. Un an plus tard, enfin, la Cour constitutionnelle donnait sa « bénédiction ».

Les circonstances dans lesquelles cette loi a fait son apparition, ainsi que son contenu, son intitulé anodin, tout cela rappelle les « décrets d'urgence » de la République de Weimar qui, comme on le sait, ont préparé le terrain au fascisme. Cette loi, qu'on pourrait presque qualifier de « contre-prise d'otage » donne aux organes de protection de l'Etat un pouvoir discrétionnaire. Ils peuvent maintenant suspendre les droits fondamentaux de certains prisonniers, s'ils le jugent nécessaire et pour un temps assez long. Cette loi ne concerne pas que les prisonniers, elle permet également, si un individu est simplement soupçonné de « soutenir une association terroriste » de l'arrêter sans qu'il puisse se faire défendre par un avocat de son choix.

La loi interdisant les contacts est caractéristique de l'évolution politique actuelle : il y a ce que j'appellerais le « mainmise globale » de la police sur l'ensemble des secteurs sociaux et la « banalisation » de l'idéologie de l'ordre et de la sécurité. Les critères utilisés pour conduire ou pour baillonner le débat politique découlent directement des méthodes et de l'idéologie policières : ordre, arrêtés, subordination, sécurité, prévention. Les moyens utilisés pour sauvegarder l' « Etat normal » contre tout comportement déviant sont liés à une stratégie policière. Enfin, ce sont les institutions policières qui définissent ce qu'est « l'ordre » et qui le « trouble », avec une seule chose en tête : combattre « l'ennemi ». Le droit s'imprègne de plus en plus de ces considérations unidimensionnelles. Ainsi, pour assurer une « prévention globale du danger », les clauses générales du nouveau Code de la police dépassent les limites qui étaient jadis posées au pouvoir d'Etat par la Constitution et le Code de procédure. Manifestement, ces limites jurent dans le contexte actuel, car on est en train de les démolir. En effet, on calque le Code de procédure sur le Code de la police, on « harmonise » la procédure criminelle. Ainsi, les dispositions contenues dans la nouvelle loi sur la censure (art. 88a, 130a et 140 du Code

pénéral) sont alignées sur les réglementations de la police : on criminalise les paroles et les écrits « susceptibles » de troubler la « paix publique ». Le concept de « juste appréciation », capital dans le Code de la police, est un élément charnière dans la loi interdisant les contacts. Au vu des actions anti-nucléaires, on exige de modifier le droit de manifestation et le droit de réunion conformément aux exigences de la police — afin de « permettre le rétablissement de la paix publique et l'affirmation de l'autorité de l'Etat ⁷³ ».

Le Code de procédure garantit que les avis et les exigences de la police seront non seulement entendus mais aussi pris en considération : avec leur esprit policier déformé, les experts de la police dominent les travaux des ministères de l'Intérieur et des commissions aux affaires intérieures. Ces instances pour leur part, concentrent l'essentiel de leurs efforts à faire appliquer les décisions politiques, avec l'aide de la police si nécessaire. Il y a longtemps que la police a abandonné ses fonctions d' « exécuteur des basses-œuvres » au profit d'un pouvoir politique réel. Il faut noter ici le rôle important joué par la « Conférence des ministres de l'Intérieur » et par les « états-majors de crise », institutions qui ne sont pas prévues par la Constitution et qui, de ce fait, échappent à tout contrôle. La « Conférence des ministres de l'Intérieur » « coordonne les efforts communs en matière de sécurité. Cette coordination n'est que très peu perçue par le public, elle en est d'autant plus efficace... En effet, au sein de cette Conférence parfois critiquée, on dit des choses qui ne transparaissent pas obligatoirement dans les gazettes et nous n'avons pas l'intention de modifier cet état de fait... Il n'appartient pas au Gouvernement de remplacer les experts. En tant que responsables politiques, nous devons donner l'impulsion nécessaire aux décisions prises par les experts ⁷⁴ ». Effectivement, c'est bien grâce aux impulsions données par ce cabinet fantôme des ministres de la police qu'ont été prises les mesures décisives de ces dernières années en matière de politique inté-

73. BT Drucksache Nr. 8/322 vom 26-4-1977, p. 1.

74. Genscher (FDP) und Ruhnau (SPD), Bundestag, 7-6-1972, p. 10976 und p. 10998, et cf. A Stümper, « Probleme der polizeilichen Führung in unserer Zeit » — in : *Die Polizei* Nr. 11/1975, p. 366.

Cf. aussi H. Schmitt-Vockenhausen (SPD), « Die Zeit der Paulskirche ist vorbei », in : FR, 31-1-1976, p. 14.

rieure : des interdictions professionnelles à l'élargissement des compétences de la police en passant par le renforcement du droit pénal.

La façon dont la police « apprécie la situation » est devenue l'unique critère des décisions politiques ; de la même manière, on ne voit plus dans les citoyens que d'éventuels « perturbateurs » ou « suspects ». On aboutit à une suspicion généralisée, à une surveillance totale. Le président du BKA a mis au point un concept global particulièrement inquiétant : « Parmi tous les organes de l'Etat, celui qui est confronté de la façon la plus immédiate et la plus concrète à la réalité, c'est la police. Elle a ce privilège unique de pouvoir observer de près une multitude de comportements déviants ou nuisibles à la société, de toucher les défauts de structure de cette société et d'appréhender la logique des comportements de masse. » La police a la faculté de discerner à temps les « transformations latentes ». En conséquence, il faut qu'elle cesse d'être « un objet de pure exécution soumis au pouvoir » pour devenir « sujet de transformations sociales ». Pour cela, il est nécessaire qu' « elle abandonne résolument ses fonctions traditionnelles, qu'elle opère un renouveau moral total et qu'elle acquière une conscience d'elle-même radicalement différente. La police de demain sera autre, sa fonction sera plus noble, elle aura une mission sanitaire dans notre société ⁷⁵. »

VII

Il faut se garder de considérer les mesures de protection de l'Etat en RFA comme étant uniquement destinées à assurer une prévention globale à l'intérieur. Bien au contraire, le Gouvernement fédéral est conscient de son rôle en Europe : les moyens mis en œuvre pour assurer la « veille sur le Rhin »

75. H. Herold, « Gesellschaftlicher Wandel — Chance der Polizei ? » in : H. Schäfer (Hrsg.), *Grundlagen der Kriminalistik*, Bd. 11, Hamburg 1973, p. 13 sq., et H. Herold, « Künftige Einsatzformen der EVD und ihre Auswirkungen im Bereich der Polizei », in : *Kriminalistik* Nr. 9/1974, p. 392.

s'expliquent par l'importance que revêt la stabilité politique du pays pour le capitalisme européen. M. Dregger, député de la CDU, affirme : « La République Fédérale est le plus solide pilier de l'Europe libre, si la République Fédérale tombe, les états libres d'Europe ne pourront pas se maintenir. Le mot de Lénine " Celui qui a l'Allemagne a l'Europe " est encore plus vrai aujourd'hui qu'à l'époque où il a été prononcé.⁷⁶ »

Les mesures prises par l'Etat sont typiquement allemandes : leur perfectionnisme et leur rigidité reflètent la peur de tout changement qui a toujours marqué la vie politique de ce pays et à laquelle il est facile de faire appel dans les périodes de crise. Ces mesures ne sont pas simplement la conséquence de l'« évolution du capitalisme ». Elles sont significatives de la façon dont les Allemands réagissent à ce type de problème : réaction exagérée, « représailles excessives » pour reprendre l'expression utilisée par le sociologue Oskar Negt dans un article intitulé : « Pourquoi les Allemands n'ont-ils pas de Marseillaise ? » Le titre est frappant. En effet, les Allemands n'ont pas de Marseillaise, parce que pour eux la « Prise de la Bastille » est tout au plus un cauchemar, parce que dans ce pays, on n'a jamais défendu vraiment les libertés, on s'est encore moins battu pour elles ; en Allemagne, les libertés ont toujours été octroyées d'en haut, quand il y en a eu. Ce fut le rôle des alliés après la libération de la dictature fasciste, appelée « effondrement », ce qui est caractéristique.

La façon dont, en Allemagne, on résout les crises politiques a une histoire : une histoire où domine l'absence d'une bourgeoisie libérale puissante, d'une opinion publique attachée aux libertés et d'un mouvement ouvrier combatif, et où l'on enregistre en contre-partie l'excès de soumission et de foi en l'autorité. Une hypothèque historique qui a pesé aussi bien sur le comportement politique des citoyens de ce pays que sur les formes de règlement des contradictions politiques. On s'est toujours efforcé ici, de manière laborieuse, par des directives, des articles et des sanctions, d'imposer comme alternative et par la contrainte la légitimité et les « valeurs » du monopole du pouvoir d'Etat, lesquelles ont de plus en plus de mal à « passer » du fait de la réalité même de cet Etat. Les conflits

76. Dregger (CDU). Bundestag 28-10-1977. p. 4099.

politiques ont toujours été réduits à des problèmes que la police était chargée d' « arranger ». Il n'y a jamais eu de rupture radicale avec cette tradition. Elle remonte bien avant les douze années où le terrorisme était raison d'Etat. Comment tout cela aurait-il pu disparaître d'un coup en 1945, alors qu'il restait encore tant de liens personnels, structurels et idéologiques avec le passé ? Il faut garder à l'esprit l'histoire, sans cesse recommencée, de ce pays où l'obscurantisme politique a toujours été un « atout ». Plus que dans d'autres pays où s'exerce un contrôle démocratique plus large, il faut savoir ce que l'Allemagne peut encore nous réserver — elle qui semble déjà abonnée aux catastrophes — et sur qui on peut compter. On ne peut attendre de résistance tant que le souvenir de l'évolution qui a précédé le fascisme demeurera enterré chez les syndicats, par exemple.

Il faut être naïf pour croire encore à un retournement de tendance de la part du parti social-démocrate qui, selon ses propres déclarations « se sent pour la première fois vraiment à l'aise dans cet Etat ⁷⁷ ». En fait, c'est bien un Gouvernement où la SPD est majoritaire qui s'efforce depuis des années de brader les droits fondamentaux et les droits de l'homme en recourant à un déguisement juridique. C'est faire preuve de sarcasme que de dire comme l'a fait Willy Brandt : « ... la liberté et le droit ne pourraient longtemps se maintenir si la social-démocratie venait à s'affaiblir ⁷⁸. » Quant à ceux qui se lamentent sur « le rôle tragique de la SPD », ils oublient que ce parti n'a pas accepté de rôle qu'il n'ait voulu jouer, qu'il n'est pas la pauvre victime de cette politique, mais qu'il la mène au contraire de manière consciente. Plus que jamais, la SPD a le dos au mur, mais elle a les mains libres, et elle sait s'en servir. Elle a contribué activement à la mise en marche d'un processus qui pourrait bien un jour se retourner contre elle. En effet, les « mesures de sécurité » commencent à avoir une dynamique et une vie propre ; leurs « inventeurs », eux, retranchés dans leurs administrations, ne semblent plus voir la réalité sociale qu'à travers une meurtrière et cherchent à la

77. Vorstand der SPD — zitiert nach *Handelsblatt*, 24-2-1975, p. 1.

78. W. Brandt, Rede zur Verleihung des « Gustav-Heinemann-Preises » — in : FR, 28-5-1977, p 14.

modifier en conséquence. Cela expliquerait, par exemple, l'importance totalement disproportionnée qu'ils accordent aux actions de quelques *desperados*. Les uns comme les autres ont perdu toute mesure et tout sens des réalités.

Quant à la population, et dans la mesure où on peut en parler de manière abstraite, elle considère plus ou moins passivement tout ce qui se fait dans le domaine de la « sécurité », car jusqu'à présent, Monsieur-tout-le-monde n'a pas encore été affecté dans sa vie quotidienne. L'importance accordée au problème de la « sécurité intérieure » croît suivant les besoins et la façon dont il est traité dans les médias. Là encore, on s'en remet à l' « autorité ». La suppression graduelle des libertés ne rencontre pratiquement pas d'opposition chez les citoyens car ceux-ci ne les ont jamais considérées en tant que telles. Encore une fois, ceux qui sont vraiment concernés ne se sentent pas concernés.

Je veux espérer qu'il n'y a pas lieu de se résigner. Car les mesures de protection de l'Etat montrent bien l'inquiétude de ceux qui en sont à l'origine. Elles révèlent les points sensibles du système : ce ne sont pas quelques bombes qui font peur à l'Etat — à ce niveau, il n'a rien à craindre, indépendamment du fait que ce type de violence ne fait que reproduire ce qu'il veut supprimer. Ce sont plutôt les amorces de contre-opinion et de contre-pouvoir qu'il craint, et dans des domaines où, plus il menace d'utiliser ou utilise la violence d'Etat, plus il révèle sa faiblesse politique et son manque de crédibilité. En effet, le Gouvernement, la police et la justice doivent justifier les mesures prises. C'est encore facile quand il s'agit de la RAF, c'est déjà plus difficile quand il s'agit des squatters ; et cela devient problématique quand il faut faire intervenir la police lors de grèves. Le mouvement écologique montre enfin que l' « affirmation de l'Etat normal » rencontre des limites, et ce d'autant plus que le champ alternatif des initiatives politiques va en s'élargissant.

Sebastian COBLER.

(Traduit de l'allemand par Pierre Langlais et Christine Sprünken.)

Dirk Ipsen

LE CHANGEMENT DE STRUCTURE DU PROCESSUS D'ACCUMULATION DU CAPITAL EN R.F.A.

En jetant un regard en arrière, il s'avère qu'une série de facteurs ayant joué un rôle essentiel à l'origine du très rapide redressement économique de l'Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale, sont l'héritage du régime national-socialiste et de l'effondrement politique et militaire en 1945.

En Allemagne de l'Ouest, juste après la fin de la guerre, la démographie dépassait d'environ 10 % le niveau atteint avant la guerre — comme si la guerre n'avait pas coûté la vie à des millions d'êtres. En outre, ce qui pesait sur l'Allemagne de l'Ouest tel un cauchemar du paupérisme s'avéra être par la suite, après que le processus d'accumulation du capital eut imposé avec sa réforme monétaire de 1948 sa propre dynamique, un potentiel de main-d'œuvre disponible et qualifiée constituant alors la plus importante force motrice du développement économique. De plus, cette main-d'œuvre avait pour tâche d'assurer, pendant ces premières années d'après-guerre, les plus importants travaux de reconstruction, en particulier dans le domaine de l'industrie des produits de base et des moyens de production, des transports et du bâtiment ; en échange, de véritables vivres de réserve furent proposés et qui se situaient nettement au-dessous des normes habituellement admises pour assurer le minimum vital.

Après la réforme monétaire, lorsque les rentrées d'argent eurent à nouveau une influence sociale réelle, la base du salaire réel de l'heure de travail approchait le niveau atteint

en 1933, à un moment où la politique économique national-socialiste l'avait fermement bloquée au niveau minimal de la crise économique mondiale. Ce bas niveau salarial et la désolante situation du mouvement ouvrier syndiqué — qui relève également de l'héritage national-socialiste — étaient la promesse d'une rentabilité extrêmement favorable du capital investi, si l'on parvenait seulement à mettre en activité ce potentiel et à l'introduire dans le processus d'exploitation du capital.

Contrairement aux apparences propres aux vastes destructions de la guerre, il faut noter que même du côté des dispositifs de production la situation de départ n'était pas défavorable.

Les sources d'information disponibles aujourd'hui concernant l'étendue des destructions de guerre et des démontages amènent à conclure que l'Allemagne de l'Ouest possédait à peu près un potentiel de capital productif égal à celui de 1936. Des capacités industrielles ont été détruites ou démontées dans une échelle d'évaluation correspondant exactement à l'accroissement supplémentaire réalisé depuis 1936, à l'époque du réarmement et à celle de la guerre.

La réforme monétaire de 1948 décrétée par les Américains (à l'encontre des réserves formulées par les Allemands) préparait finalement la voie de ce rapide départ de l'accumulation du capital à la faveur de réglementations rigoureuses allant, d'une part, jusqu'au quasi anéantissement des fortunes de la grande majorité de la population et, d'autre part, déchargeant de façon considérable les entreprises et l'Etat de leurs redevances de dettes.

A un niveau zéro en 1948 de la production industrielle — soit environ 50 % de la situation avant-guerre — la possibilité s'est offerte dans un premier temps d'adapter à nouveau le développement d'un potentiel de production amplement surdimensionné. A bien des égards, cette phase de départ portait les traits originaux caractéristiques d'une « accumulation du capital » dont le développement signifiait pour des millions d'ouvriers agricoles le passage dans l'industrie. Le recul du degré d'urbanisation constaté depuis les bombardements de la guerre se releva rapidement tandis que l'on laissait libre cours

à une nouvelle « vague de fondateurs ». Telle une séquence accélérée de l'histoire, on assista à la restauration des capitaux investis s'effectuant dans l'industrie et les banques ; les anciens patrons de l'industrie issue de l'ère de la production de guerre occupèrent à nouveau, après une interruption de quelques années, les postes clés de l'économie allemande¹.

Si quelque chose pouvait mettre en danger la stabilité — une nouvelle fois dans la jeune histoire allemande — de cette « accumulation originelle du capital en quête de rattrapage », ce n'était certainement pas le conflit social entre le travail et le capital à l'intérieur de notre pays, mais le sous-développement de la vente en grandes quantités sur les marchés intérieurs, provoquant un retard par rapport au rythme rapide d'accumulation du capital. Plus de 25 % du produit social brut furent utilisés chaque année à des fins d'accumulation du capital et renforcèrent la grande importance accordée historiquement à l'industrie allemande dans les domaines de l'industrie des produits de base, des moyens de production et des biens d'investissement.

Le revers de la médaille est le taux de consommation relativement bas du produit social. Au début des années 50, la France et la Grande-Bretagne utilisaient environ 67 % de leur produit social à des fins de consommation, tandis que la valeur comparative de la RFA était de 60 %. En revanche, le taux d'investissement ouest-allemand dépassait celui de la France et de la Grande-Bretagne d'un quart, ce qui correspond en conséquence à un taux de croissance plus élevé à la production. Dans la mesure où l'on évalue ce développement rapide de la production uniquement par rapport aux possibilités d'écoulement sur le marché intérieur, la menace d'une crise de surproduction était prévisible. A elle seule, la guerre de Corée, qui entraînait une demande croissante de matières premières, de moyens de production et d'investissement, ouvrit pour la première fois depuis la guerre la voie du marché mondial au capital ouest-allemand en supprimant, telle une soupape de

1. K. Pritzkolcitz, *Gott erhalt die Mächtigen*, Düsseldorf 1963.

A. Schonfield, *Geplanter Kapitalismus, Wirtschafts politik in Westeuropa und USA* ; Köln, Berlin 1968, pages 283-352.

sûreté, le problème de surproduction posé à l'Allemagne de l'Ouest.

A cette époque, s'édifia un modèle d'accumulation du capital spécifique au développement ouest-allemand dans la mesure où l'exportation fut étendue de façon disproportionnée lors de chaque baisse d'écoulement des marchandises sur le marché intérieur et fit ainsi fonction d'élément stabilisateur du cycle conjoncturel. Depuis 1954, date à partir de laquelle le développement ouest-allemand fait la démonstration de sa propre dynamique sous la forme courante de fluctuations cycliques de quatre à cinq ans, il faut observer régulièrement l'effet de ces exportations à chaque niveau cyclique minimal. Cette sorte d'« auto-stabilisation » des fluctuations conjoncturelles explique aussi, en grande partie, pourquoi pendant longtemps, en Allemagne de l'Ouest, il n'était pas nécessaire de mener une politique keynésienne de stabilisation et pourquoi cette conception keynésienne pouvait devenir seulement vingt ans après le point de départ de l'économie ouest-allemande, une politique institutionnalisée et pratiquée.

Ce n'est pas la conception keynésienne anglo-saxonne qui a comblé à la fois le vide idéologique et théorique sur l'économie de l'après-guerre, mais c'est l'authentique « néo-libéralisme » ouest-allemand qui, de façon spécifique, s'accommoda tant aux conditions imposées par la réalité économique qu'à la pression exercée par un puissant besoin de légitimation, ainsi qu'à l'obligation de se démarquer dans un pays comme l'Allemagne, partagée politiquement et idéologiquement.

Sous l'étiquette « économie sociale de marché », une troisième voie est recherchée entre le classique « laisser-faire » capitaliste et « l'économie planifiée totalitaire » socialiste.

L'Etat lui-même ne devait plus planifier ni intervenir, mais devenir le garant du bon ordre des règles de jeu d'une économie fondée sur la concurrence, et assurer la justice sociale. L'antimonopole libéral et le postulat d'Etat social constituaient les points forts de ce projet de société conservateur. Ce projet, établissant un capitalisme régularisé, ne tire pas sa réelle signification de la fascination exercée par les idées qui sont à sa base et qui ont dans leur ensemble une longue tradition, mais c'est l'art et la manière dont ce concept fut rattaché à l'expé-

rience de tous les jours qui en fait la séduction. L'association des termes « constitution économique », « démocratie parlementaire » et « prospérité croissante » sembla concorder tant avec les expériences vécues à l'époque d'après la Première Guerre mondiale et avec celles liées au rapide redressement d'après 1948 qu'avec l'association inverse faite entre les termes « planification », régimes « totalitaires » et « misère matérielle ». A la notion de « totalitarisme », on subordonna en outre et indifféremment le passé du capitalisme d'Etat fasciste et le socialisme d'Etat stalinien, de sorte qu'il pouvait sembler que l'on avait maîtrisé aussi une partie du passé en supprimant les réglementations et les charges de l'économie de guerre².

La conscience inexprimable et non conceptuelle du « miracle économique » fut une idéologie allemande d'après-guerre praticable pour la majorité de la population ouest-allemande qui luttait pour sa simple existence plutôt qu'elle n'essayait de comprendre le système économique et social.

D'années en année on trouva de nouveaux arguments pour soutenir la validité de cette idéologie. Les syndicats, ainsi que la social-démocratie en Allemagne de l'Ouest, se virent constamment obligés de se plier à des accommodations pragmatiques et idéologiques. Les syndicats abandonnèrent leur lutte pour la cogestion et se concentrèrent sur la politique contractuelle ; ils renoncèrent à déclencher l'agitation des travailleurs et des employés, en mettant sur pied des réglementations quasi-institutionnelles concernant les négociations périodiques sur les salaires.

Dès lors, la social-démocratie ne parla plus de socialisation ni de planification, elle développa selon les modèles anglais et suédois une conception keynésienne de la « direction globale » sur la base de l'économie de marché.

Ce serait une erreur de voir tout simplement la propagande au sujet de « l'économie sociale de marché » comme une variante de « l'idéologie allemande » ; de même il ne faut pas interpréter comme un simple opportunisme politique les conséquences qui découlent du système, en négligeant de voir sur quelle base économique réelle elles reposaient dans cette phase précise.

2. M. Welteke, *Theorie und Praxis der sozialen Marktwirtschaft, Einführung in die politische Oekonomie der BRD*, Frankfurt/Main 1976, pages 34-35, 88-103.

Car, naturellement, il est exact que dans une phase de croissance rapide de la création de valeurs sociales, le conflit relatif à la distribution s'efface, compte tenu des augmentations rapides et absolues du niveau réel des salaires. On ne peut non plus nier le fait que le postulat — Etat social — devint réalité multiple à cette époque précise où, en dehors des subventions et des allègements fiscaux attribués au capital industriel et agricole s'élevant à plusieurs milliards, est entrée en vigueur une nouvelle réforme des rentes, qui était d'ailleurs du point de vue financier extraordinairement onéreuse. Non seulement, on finançait à ce moment-là le réarmement, mais on subventionnait la construction de logements et on offrait une prime à toute constitution de capital. Finalement, il faut bien constater qu'aujourd'hui environ 25 % du revenu disponible dans les ménages en R.F.A. représentent ce qu'on appelle des « revenus de transfert » qui sont donc redistribués par les instances de l'Etat selon des critères autres que ceux du marché.

Tout cela n'aurait pas besoin d'être mentionné dans un rapport portant sur le développement économique actuel de la R.F.A., si les effets de cette ère du « miracle économique » ne se manifestaient aujourd'hui encore.

A cette époque se manifestaient notamment les revendications concernant le niveau de reproduction matérielle, la formation, l'évolution professionnelle et la Sécurité sociale qui sont, depuis, entrées en conflit avec les marges d'action changeantes de la production et de la distribution.

L'intégration du système « coûte », et ces « coûts » augmentent jusqu'à devenir une lourde charge car les conditions d'accumulation du capital se sont transformées ; la base réelle de « l'économie sociale de marché » et « la participation des organisations patronales et syndicales » se sont réduites.

Le changement des conditions d'accumulation du capital au début des années 60 entraînait une conséquence inéluctable. Des estimations concernant le degré d'utilisation des capacités de production industrielle montrent qu'on avait atteint vers 1955 la pleine utilisation des installations industrielles. Aussi, quelques années plus tard, le potentiel de la main-d'œuvre disponible était totalement absorbé. La pleine utilisation des capacités industrielles ne constituait pas, dans un premier temps,

une barrière à l'expansion. Cependant la forte avance de la technologie américaine permit au capital ouest-allemand de bénéficier des importations directes et de l'achat de licences, ou, indirectement, de l'importation massive de capitaux américains en R.F.A. ; ainsi toutes les portes étaient ouvertes à l'Allemagne de l'Ouest, en particulier depuis la totale convertibilité de la monnaie. Le taux de profit industriel ouest-allemand, qui en 1960 était à peu près le double de celui des Etats-Unis, amenait un afflux de capitaux³.

La réduction de la main-d'œuvre qui, à partir de 1970, malgré la rapide croissance de l'emploi de travailleurs étrangers et les sévères mesures de rationalisation de l'industrie et de l'agriculture, persista jusqu'en 1973, ne fut interrompue que pendant la récession de 1966-1967. Le nombre de travailleurs qui vint s'ajouter à l'effectif de la main-d'œuvre fut équilibré par des temps moindres de travail et par des périodes plus longues de formation.

La main-d'œuvre libérée dans l'industrie et l'agriculture qui se présenta sur le marché du travail fut récupérée par le secteur grandissant des services. Ainsi, l'économie ouest-allemande produit depuis 1960, en tout et pour tout, un nombre fixe d'heures exploitables de travail. L'existence d'une telle limitation imposée à l'accumulation du capital devait avoir pour de nombreuses années des effets marqués sur l'ensemble du processus d'évolution ; ceci concerne tant les conditions de production que la distribution des revenus, tous deux ayant à nouveau des répercussions sur le taux de profit en tant qu'expression de l'exploitation du capital.

La suite de l'expansion de la production ne put dès lors se réaliser que par l'introduction accrue de capitaux d'investissement technologiquement avancé.

Depuis le milieu des années 60, l'investissement du capital augmente de façon disproportionnée par rapport au produit global. Etant donné qu'on ne parvenait pas à augmenter la productivité du travail dans la même proportion que l'investissement du capital, les conditions se dégradèrent à cause des coûts enregistrés. Chaque pourcentage supplémentaire de pro-

3. Voir A. Maddison, *Economic Growth in the West : Comparative Experience in Europe and North America*, New York 1964, page 53.

ductivité du travail entraîne des dépenses disproportionnées en investissement de capitaux. Cette « augmentation des coûts » sur l'ensemble de l'économie aurait alors laissé intact le haut niveau d'exploitation du capital, si en même temps une compensation avait été introduite au niveau du taux croissant de profit ou plus exactement au niveau du taux en baisse des salaires. Cela pourtant ne put justement être fait en raison de la limitation persistante de la main-d'œuvre. Au contraire, l'attitude des syndicats vis-à-vis du marché devait, à ce moment-là, s'améliorer, après que le chômage freinant les salaires eut régressé. Les syndicats réussirent néanmoins à stabiliser le taux des salaires puis à l'augmenter. Il en est résulté toute une série de contradictions entre une expansion plus poussée de la production et l'exploitation du capital. Le taux de profit tombe dans une offensive en tenaille, entre l'investissement disproportionné de capitaux et les coûts croissants des salaires. Le taux de profit montre, à partir des années 60, une tendance à la baisse et de surcroît connaît de vives fluctuations — indice manifeste de l'instabilité croissante de l'ensemble du processus.

Ce résultat de l'exploitation en baisse du capital n'est — il faut bien le souligner — nullement dû à une politique offensive des tarifs menée par les syndicats proposant une autre redistribution des revenus, politique qui aurait profité au marché du travail. Au contraire, les syndicats accomplirent juste à ce moment-là une démarche supplémentaire dans le sens de l'adaptation au système.

Ils acceptent de fait le critère de productivité comme norme d'évaluation de l'augmentation des salaires contractuels en acceptant que cette augmentation soit présentée du côté du Gouvernement comme « norme d'orientation ». De plus, les syndicats exigèrent constamment une totale péréquation de l'inflation. Même cette quasi totale subordination de la politique des tarifs, sous le postulat de la neutralité de distribution, n'empêche pas la politique des syndicats de devenir, dans de nouvelles conditions d'accumulation du capital, un danger pour l'exploitation du capital.

Depuis les années 60, il suffit que les syndicats imposent des augmentations de la productivité et, par conséquent, imposent un taux fixe de salaire pour qu'une pression s'exerce sur le taux de profit.

Cette forme routinière d'adaptation des salaires, datant des années 50, devait nécessairement entrer dans une zone conflictuelle reflétant les conflits d'intérêts sociaux. L'autonomie des tarifs qui, autrefois, représentait une concession faite aux syndicats pour qu'ils renoncent à imposer des actions anticapitalistes, irrite de plus en plus le Gouvernement fédéral, les organes d'experts scientifiques et avant tout « le Conseil des experts » qui analyse tous les ans depuis 1964 le développement économique.

Ce revirement de l'opinion publique à l'égard des syndicats est aussi une expression de la tendance vers la déstabilisation du développement de l'économie allemande pour laquelle la rupture de l'exploitation du capital entre 1960 et 1963 constitue le point de départ.

Nouveaux éléments idéologiques et politiques au cours des années 60.

La problématique du développement de l'économie ouest-allemande depuis 1960 doit être analysée sur deux plans.

D'une part, on peut montrer comment résultent de la structure économique propre à l'accumulation du capital des tendances à la déstabilisation du processus de croissance. D'autre part, il ne faut pas omettre de souligner qu'au cours des années 60 précisément, de nouvelles et importantes conceptions politiques et économiques sur le rôle interventionniste de l'Etat surent s'imposer. La période entre 1960 et 1966 est déterminante en ce qui concerne la formation de rapports aux effets instables entre facteurs économiques et politiques, surtout parce que le processus de croissance au cours de ces années présente une extraordinaire stabilité et déformait ainsi le regard porté sur le danger né de ce processus de développement.

L'Allemagne rattrape dans un premier temps les expériences qui avaient déjà été faites de nombreuses années auparavant dans les autres pays capitalistes développés, à un moment où là-bas la marge de liberté d'action dans le sens de la croissance était réduite à néant. On commence à mener, par de multiples moyens, la longue lutte contre la chute du taux de capitalisation. Les possibilités de réaction du capital se laissent facilement

cerner : on pare aux augmentations des coûts en prenant des mesures de rationalisation qui font reculer les investissements destinés à l'expansion ou bien ces derniers sont calculés dans les prix et sont laissés pour compte. Le problème de l'inflation, avec ses tendances immanentes à l'aggravation, se manifeste partout, stimulé par une forte poussée de concentration. L'Etat, par des subventions et des remises d'impôts, est contraint de réaliser une péréquation des bénéfiques bruts en baisse, et il se trouve ainsi de plus en plus impliqué dans la lutte pour la distribution.

Le capital est exporté s'il faut trouver ailleurs des conditions de production plus favorables. Mais si on ne parvient pas, malgré toutes les démarches entreprises, à obtenir une amélioration ou du moins une stabilisation du taux de profit, alors le processus doit finalement déboucher sur une crise économique dont il résultera une restructuration des conditions de distribution et de production sous la pression du chômage.

Toutes ces stratégies visant la protection de l'exploitation du capital sont mises en pratique également en R.F.A. depuis le milieu des années 60. La rationalisation revêt une importance croissante comme objectif fixé aux investissements, les taux d'inflation commencent à grimper, la première récession d'après-guerre touche l'Allemagne de l'Ouest en 1966-1967 et produit, après des années de plein emploi et l'afflux de main-d'œuvre étrangère, un chômage conjoncturel de grande envergure.

Cependant, l'année suivante, la première crise allemande d'après-guerre a connu son apogée. En effet, une poussée à l'exportation, conjointement à deux programmes de conjoncture présentés par le Premier ministre de l'Economie social-démocrate, stimula un boom de l'investissement intérieur dans des proportions encore jamais vues. A la suite de quoi, depuis 1969, la plus forte vague inflationniste jamais vue jusqu'à présent se développa et ne put être repoussée qu'en 1973 à l'aide d'une politique de restriction massive appliquée par le Gouvernement et la Banque fédérale, au prix d'ailleurs d'une rupture de conjoncture précoce et violente par rapport au contexte international. Le carrousel de la crise avait accompli son premier tour.

Depuis 1975, le chômage persiste à son haut niveau, au-delà

du million, bien que parallèlement plus d'un demi-million de personnes constituant la main-d'œuvre étrangère fussent refoulées dans leur pays d'origine.

La croissance de la production industrielle connaît des tendances à la stagnation, combattues par des redressements à court terme qui, par la suite, s'effondrèrent d'eux-mêmes. Une douzaine de programmes gouvernementaux visant des allègements fiscaux et la reprise de la demande ne peuvent rien changer à cette situation.

Les conditions d'accumulation du capital étant modifiées depuis environ 1960, le développement des tendances à la déstabilisation aurait certainement alerté plus rapidement les responsables politiques et scientifiques si les atteintes que le taux de profit a subies entre 1960 et 1963 s'étaient manifestées directement dans une crise conjoncturelle. Mais ce n'était pas le cas. Il est vrai que le rythme de croissance se ralentissait en passant de 9 %, valeur maximale en 1960, à 3,4 % en 1963 ; le développement des exportations fut également contenu à la suite d'une première revalorisation du DM ; mais ce ralentissement du processus de croissance pouvait être interprété plutôt comme une normalisation que comme une crise du développement. Ce n'est que six ans après le bouleversement de l'exploitation du capital qu'est apparue la première rupture sensible.

Cet effet de retard de la récession offrit pour cinq années supplémentaires la perspective trompeuse d'un processus de croissance à l'abri des crises et se développant sans problème. Une façon de voir les choses qui se traduisit, au niveau de l'économie dominante, par une théorie de la croissance qui misait sur la stabilité immanente de l'accumulation du capital et repoussait les avertissements formulés par les successeurs de Keynes touchant les conséquences dangereuse d'une croissance à la limite du potentiel de production.

A l'époque, certes, ne faisaient pas défaut les votes de mise en demeure et d'avertissement qui soulevaient la question de la stabilisation de la conjoncture selon le modèle keynésien, mais ils n'obtinrent pas d'impact pratique et politique important. Les partis conservateurs perdirent, à ce moment-là, très nettement du terrain sur le plan idéologique. Ainsi les conceptions keynésiennes firent leur entrée en Allemagne sous la bannière de la social-démocratie et des syndicats. A juste titre il fut relevé

que le programme fondamental de la confédération syndicale ouvrière de 1963, dans sa partie économique-politique, se présente dans de nombreux passages comme une élaboration avant terme de la future « loi sur la croissance et la stabilité » de 1967. On pourrait supposer que dans la mesure justement où la pause offerte avant la première rupture de conjoncture a été judicieusement utilisée pour couvrir un besoin de compensation en technique de stabilisation immanent au système, la future mise en place de la politique keynésienne put se préparer rapidement.

Ce qui a converti en particulier les syndicats aussi rapidement aux conceptions keynésiennes, c'est aussi l'implication d'une théorie chez Keynes, à savoir « la théorie de la sous-consommation » en fonction de laquelle l'insuffisance du pouvoir d'achat en grandes quantités est à l'origine des « crises de ventes » persistantes. Une politique des salaires ou une politique fiscale au niveau fédéral s'opposant à cette tendance « conforme à la loi » aura un effet correspondant de stabilisation sur l'ensemble de l'économie.

Pour sortir de la profonde dépression des années 30, un relèvement général du niveau des prix doit être effectué, mais cela suppose une augmentation générale de la demande qui, selon les conditions du moment, ne peut émaner que de l'Etat. Tandis que, selon Keynes, il arrive souvent que les travailleurs descendent dans la rue quand on diminue directement leur salaire, ces mêmes travailleurs ne réagissent pas quand leur salaire réel est diminué par l'augmentation des prix établie pour améliorer les bénéfices des entreprises. Cet aspect de la diminution inflationniste des revenus et de la redistribution des revenus est volontiers passé sous silence dans la conception tant théorique que politique de Keynes. De bonne foi, on surajoute à l'objectif keynésien du plein emploi, que Keynes voulait atteindre par la diminution inflationniste du salaire réel, l'objectif de la stabilité au niveau des prix. Mais, à côté de cette fonction keynésienne de stabilisation de l'Etat et des syndicats, s'élabora une autre tendance donnant un sens nouveau à l'Etat et à la planification ; cette tendance devait fortement gagner en influence après 1969, lorsque le SPD gagna la majorité gouvernementale.

Sur le fond d'une conception strictement keynésienne, la

question de la stabilisation du processus de croissance fut réduite plutôt à un problème d'organisation, de management de la demande. Il apparut par la suite plausible de partir du principe selon lequel le développement à long terme se déroulerait à l'avenir de façon stable. Ceci donna la liberté d'action nécessaire pour traiter les « nouveaux problèmes » d'une nation industrielle développée.

Les « coûts sociaux » de la croissance devaient être maîtrisés. Dix ans après la première édition américaine du célèbre livre de W. Kapp : *The social costs of private enterprise*⁴, la traduction allemande donna plus d'ampleur à la discussion. A l'encontre de la triple promesse néo-libérale : économie de marché, liberté et prospérité, on se mit à douter que le marché réel n'engendre que des effets stimulants pour la prospérité. Les problèmes ressentis de façon de plus en plus urgente, tels que l'environnement, la circulation, la santé et la formation, semblaient coïncider avec l'idée selon laquelle les coûts de production de l'économie privée sont de plus en plus à la charge de la société. La condamnation par Galbraith de l'opposition entre « la richesse privée et la pauvreté publique » fut largement reprise dans notre pays et l'on glissa par ce biais l'invitation au développement par l'Etat de l'infrastructure, tout à fait insuffisante.

Et ce fut aussi, depuis 1969, le point économique essentiel de tout programme politique portant sur les réformes intérieures. Les investissements publics dans les domaines sociaux les plus divers, dans des proportions jamais atteintes, laissent d'ailleurs supposer que les moyens nécessaires à ce financement affluent dans les caisses de l'Etat. De même la liberté d'action qu'offraient des recettes fiscales en constante augmentation dans une économie de croissance pour le financement des investissements publics a été réduite à néant par les gouvernements conservateurs.

Une imposition progressive des revenus salariaux devait-elle financer les réformes intérieures sans que les syndicats s'y opposent ?

Si nous cherchons à évaluer ces prémisses économiques de

4. New York, 1950.

la réforme à partir des conditions réelles d'accumulation du capital telles qu'elles sont constituées depuis 1960, ces deux thèses centrales revêtent une importance particulière dans la mesure où, à leur niveau, la programmation politique entre en conflit avec la réalité. La condition préalable à une croissance constante et sans crise, compte tenu de la baisse du taux de profit depuis 1960 et d'une baisse du rythme de croissance, devint au fil des années de plus en plus irréaliste.

Si le taux de croissance moyen du produit social brut réel était de 7,7 % entre 1950 et 1960, le niveau de croissance baissa entre 1960 et 1970 à 4,9 % et s'établit depuis 1970 à 2,5 % en moyenne. Même si on évalue la force des fluctuations cycliques, le processus de développement devait se poursuivre à partir des « cycles de croissance » actuels en une constellation au sein de laquelle les chutes cycliques conduiraient aussi à des baisses absolues de la production. Le développement conduisant à la crise semblait être programmé d'avance en raison de la seule tendance à la baisse de la croissance.

Mais un autre élément est également impliqué. De même que la croissance extrêmement rapide de l'économie des années 50 avait conduit au désamorçage de la lutte pour la distribution en RFA, il faut compter à présent, eu égard à une croissance qui se ralentit et à une tendance à la baisse des taux de profit, sur un désamorçage du conflit pour la distribution. C'est justement dans cette situation que se place ensuite très vite une politique de réforme visant une augmentation de la participation de l'Etat à la création de valeurs dans le feu croisé de la lutte pour la distribution entre le travail et le capital ; et cette politique menace même d'amplifier le conflit.

Ainsi, en jetant un regard en arrière, on s'aperçoit que le développement idéologique et politique des années 60 s'est affranchi de la base économique réelle. Les problèmes sociaux faisant suite au long boom d'après-guerre parvinrent à la conscience publique à un moment où le processus de croissance avait déjà dépassé son zénith ; les chances devant le Parlement d'une politique de puissants investissements pour l'infrastructure n'existaient que depuis 1969, à un moment où le processus de déstabilisation du processus d'accumulation du capital était déjà marqué.

Ainsi la première récession allemande d'après-guerre, en 1966-1967, apparut comme un événement tout à fait inattendu. Elle eut pour conséquence, justement grâce à cet effet de surprise, l'entrée au Gouvernement du SPD au sein d'une grande coalition composée de la CDU-CSU. Un ministre de l'Economie du parti social-démocrate fut responsable des mesures législatives et politiques à prendre pour combattre la crise. La responsabilité gouvernementale social-démocrate rendit également possible l'institutionnalisation de « l'action concertée » qui enchaîne les syndicats dans le processus de direction globale. Le lien traditionnel entre les syndicats et le SPD s'avéra être un soutien opportun pour le SPD lorsque les syndicats subordonnèrent leurs actions aux lignes directrices officieuses du Gouvernement ainsi qu'aux orientations établissant la politique du salaire contractuel.

L'effet économique de la rupture conjoncturelle de 1966-1967 se reflète notamment aussi dans une redistribution claire des revenus. Des accords sur les salaires contractuels, qui de surcroît furent calculés par les chefs d'entreprise sur les augmentations de salaire dépassant le tarif payé jusqu'à présent, de même que les mécanismes usuels d'une crise visant l'augmentation de la productivité du travail, eurent pour effet une baisse de la participation salariale à la création de valeurs et une augmentation corollaire du taux de profit qui fit oublier trois années durant tous les problèmes actuels relatifs à l'exploitation. Il fallut un puissant élan provoqué par des grèves spontanées en septembre 1969, au cours desquelles 140 000 chômeurs de la métallurgie exigèrent et obtinrent un réajustement du salaire compte tenu des importantes augmentations de bénéfices, pour opérer un tournant dans la politique syndicale sur les salaires contractuels.

Les syndicats avaient admis que la rupture de conjoncture et les programmes fédéraux de conjoncture pouvaient opérer l'effet de redistribution des bénéfices tel que Keynes l'avait stipulé comme condition préalable nécessaire. Dans l'essor conjoncturel ce blocage passager des salaires devait être à nouveau équilibré. Mais voilà que les métallos avaient devancé cette évolution. Au-delà de l'effet choc, provoqué par les grèves de septembre 1969, celles-ci donnèrent plus d'ampleur à une offensive des syndicats sur la politique des tarifs, et cela dura encore jusqu'en 1971, c'est-à-dire jusqu'à ce que les taux de salaire

aient de nouveau atteint le niveau de 1966. Depuis, les syndicats ont imposé de haute lutte une redistribution des revenus en leur faveur et ont pu obtenir, malgré le fort taux d'inflation et l'imposition progressive des salaires, de réels avantages sur les revenus pour les salariés et employés. La lutte pour la répartition des revenus, qui prit dans les années 1966-1967 la forme de la crise, avait été alors transformée en sa forme inflationniste.

Face à cette situation, l'Etat entra sur la scène de la lutte pour la distribution en revendiquant son droit à un taux d'Etat plus élevé, conséquemment à la politique des « réformes intérieures ». Dans le cadre international, l'effondrement du système monétaire mondial augmenta vivement les afflux spéculatifs de capitaux au-dessus de l'Atlantique et plaça le DM sous une forte pression à la réévaluation, dont la tendance persiste jusqu'à aujourd'hui. Cela impliquait la menace d'un affaiblissement de l'exportation, danger d'autant plus grave qu'au moment du boom sur les investissements après 1968, on avait connu un fort développement des capacités de production. C'est à partir de ce moment déjà qu'une crise économique s'annonçait.

C'est alors que la politique des « réformes intérieures » échoua manifestement à cause des taux croissants d'inflation : le temps pour un nouveau revirement économique-politique était arrivé.

S'il existe un élément dans la politique économique de la RFA qui relève de la « raison d'Etat », il s'agit bien de ne jamais laisser le marché intérieur prendre de l'expansion au détriment de l'exportation. C'est là déjà en soi une conséquence inévitable de la démesure du secteur des moyens de production et des biens d'investissement pour lequel l'exportation est d'une importance vitale. La croissance disproportionnée du pouvoir d'achat en grandes quantités et de la demande au niveau fédéral, dont la tendance s'était développée entre 1969 et 1973, aurait eu nécessairement pour conséquence un démantèlement du secteur d'exportation en faveur du secteur des biens de consommation et des prestations de service. Cela aurait signifié, en vérité, un tournant du modèle traditionnel de l'accumulation du capital. Face à cette situation, le Gouvernement se décida en faveur du secteur d'exportation. Par une révision de ses propres

thèses politiques, le pouvoir devait être raffermi et par une politique de pression exercée sur la poussée des salaires et sur la demande fédérale, le centre de gravité de l'accumulation du capital devait être de nouveau placé sur le secteur d'exportation et dans les investissements intérieurs privés. Le changement opéré entre les chanceliers Brandt et Schmidt en dit long sur la dimension personnelle du volte-face politique réalisé.

Le réalisme est le mot-clé de cette nouvelle politique. Elle consiste à faire pression : pression sur son propre parti pour le détourner d'un cours de réformes qui était déjà économiquement condamné ; pression sur les syndicats pour abaisser le niveau de revendication des salaires contractuels et rendre de cette façon possible un fléchissement du taux d'inflation, ce qui s'est produit par le chômage à partir des années 1974-1975.

Précédée par une phase de sévère politique de restriction en 1973-1974, au cours de laquelle eut lieu la rupture de l'investissement en 1974 sous la pression de taux d'intérêts extrêmement élevés et d'une demande intérieure stagnante, une vague de faillite des petits capitaux d'une ampleur encore jamais vue fut déclenchée. Ainsi la RFA tomba en 1974-1975, environ six mois avant les pays voisins de l'Europe de l'Ouest, dans la plus grave crise jamais connue jusqu'à présent. La pression est exercée également sur les pays étrangers pour empêcher que ne soient introduites chez eux des réglementations restrictives à l'importation destinées à se défendre contre des déficits élevés de leur balance ou que la dévaluation monétaire ne soit utilisée comme élément d'opposition à la pression exercée par l'importation allemande.

En dépit de cette pression, on ne parvint ni à une rupture notable au niveau des salaires, ni à une stimulation suffisante de la demande. La soupape de sûreté que représente l'exportation et qui a fait ses preuves jusqu'à présent ne rend plus ses services dans une crise à l'échelle mondiale.

Les syndicats se sont aussi comportés différemment qu'autrefois ; ils empêchèrent des baisses de salaire réel au cours de l'année de crise, et tandis qu'ils assuraient de faibles accords salariaux, ils imposaient cependant en compensation une baisse des impôts sur les salaires et une augmentation des allocations familiales.

Si l'on calcule le taux des salaires sur la création de valeurs

accessibles par la pleine utilisation des capacités, on s'aperçoit que les rapports de la distribution restent dans le même ordre de grandeur qu'avant la crise.

C'est en partie grâce à la résistance politique qui s'est exercée jusque dans certaines fractions des partis gouvernementaux et aux efforts de stabilisation faits par la coalition gouvernementale qu'a été atteint cet « équilibre social ». Ici aussi c'est la fonction de l'Etat social issu de la phase favorable du développement d'après-guerre qui est devenu aujourd'hui une charge pour l'exploitation du capital. Tandis que le Conseil des experts exige ouvertement dans ses rapports de ces dernières années, pour un nouvel essor de l'économie en RFA, tant la révision de l'action de l'Etat qu'une baisse du taux salarial, les hommes politiques savent très bien quelles conséquences en découleront sur le plan des lois et de l'intégration économique. C'est la raison pour laquelle leur réponse se traduit en termes d'adaptation bien dosée. Mais d'une autre côté surgissent sans cesse de nouveaux problèmes liés à la persistance du chômage et au ralentissement du rythme de croissance de la production et des revenus. Ni l'assurance chômage, ni les caisses maladies, encore moins les assurances retraites, sont préparées à financer par des recettes en diminution le niveau actuel de production. Les réformes de ces dernières vingt années ne sont plus aujourd'hui supportables, leur adaptation à ce qui est « réalisable » est déclenchée. Si ce processus de démantèlement progressif des prestations sociales touche une situation dans laquelle, pour la première fois depuis vingt ans, la peur du chômage est largement répandue et la croyance au retour au plein emploi a profondément disparu, comment l'insécurité ne pourrait-elle pas alors en être la conséquence ? Plus les forces à la fois stimulantes et stabilisatrices du développement d'après-guerre s'épuisent et s'usent, plus nous nous approchons à nouveau du capitalisme normal.

Dirk IPSEN.

II

LE SPECTRE DU PASSÉ

Alors, et ce jour, hélas, viendra, les vieilles divinités guerrières se lèveront de leurs tombeaux fabuleux, essuieront de leurs yeux la poussière séculaire ; Thor se dressera avec son marteau gigantesque et détruira les cathédrales gothiques... Quand vous entendrez le vacarme et le tumulte, soyez sur vos gardes, nos chers voisins de France, et ne vous mêlez pas de l'affaire que nous ferons chez nous en Allemagne : il pourrait vous en arriver mal. Gardez-vous de souffler le feu, gardez-vous de l'éteindre : car vous pourriez facilement vous brûler les doigts. Ne riez pas de ces conseils, quoiqu'ils viennent d'un rêveur qui vous invite à vous défier de kantistes, de fichtéens, de philosophes de la nature ; ne riez point du poète fantasque qui attend dans le monde des faits la même révolution qui s'est opérée dans le domaine de l'esprit. La pensée précède l'action comme l'éclair le tonnerre. Le tonnerre en Allemagne est bien à la vérité allemand aussi : il n'est pas très leste, et vient en roulant un peu lentement ; mais il viendra, et quand vous entendrez un craquement comme jamais craquement ne s'est

fait encore entendre dans l'histoire du monde, sachez que le tonnerre allemand aura enfin touché le but. A ce bruit, les aigles tomberont morts du haut des airs, et les lions, dans les déserts les plus reculés de l'Afrique, baisseront la queue et se glisseront dans leurs antres royaux. On exécutera en Allemagne un drame auprès duquel la Révolution française ne sera qu'une innocente idylle. Il est vrai qu'aujourd'hui tout est calme, et si vous voyez çà et là quelques hommes gesticuler un peu vivement, ne croyez pas que ce soient les acteurs qui seront un jour chargés de la représentation. Ce ne sont que des roquets qui courent dans l'arène vide, aboyant et échangeant quelques coups de dent, avant l'heure où doit entrer la troupe des gladiateurs qui combattront à mort.

Et l'heure sonnera. Les peuples se grouperont comme sur les gradins d'un amphithéâtre, autour de l'Allemagne, pour voir de grands et terribles jeux...

Heinrich HEINE,
De l'Allemagne... (1835).

Peter Brückner

LE PLUS SUR
EST DE SE TENIR A L'ECART

ENFANCE ET JEUNESSE (1932-1945)

Ouverture (1923)

En 1923 quelques gouvernements provinciaux d'Allemagne se décident à interdire le PNSOA [Parti national-socialiste des ouvriers allemands] pour diffamation à l'égard de « la forme républicaine de l'Etat telle que l'a établie la Constitution » (§ 8, 1 de la loi de protection de la République). La Saxe promulgue, elle aussi, cette interdiction, mais sans mettre fin à la « diffamation à l'égard de la forme de l'Etat ». Capitale de la province, ville d'art et de pensionnaires, Dresde, « la *Florence de l'Elbe* », tandis que le dollar, qui valait 21 000 marks en janvier 1923 monte à plus de 48 millions en octobre, est troublée par les milices d'extrême droite et par les ligues fascistes.

Ces Savonaroles allemands ont en commun et massivement, ce qui est plus rare dans le reste de l'Europe, un instinct qui leur fait percevoir les moindres signes de différence dans la physionomie humaine — ce qui « diverge », ce qui a l'air étranger est aussitôt déclaré *non-valeur*. Sitôt perçu, sitôt dénoncé. Un jour quelconque, un couple quitte le café Rumpelmayer, poussant une voiture d'enfant haute sur roues, où se trouve son fils, âgé d'un an. Une meute de fascistes arrache le landau des mains de la femme en criant : « Cochonne de

juive ! » ; on laisse entièrement de côté le mari comme s'il était tout à fait étranger à l'affaire. (Il a l'air de ce qu'il est : un ingénieur saxon. Qu'il ait passé son enfance et sa jeunesse aux Etats-Unis, fils aîné du grand-maître de la Loge des Trois Globes, et franc-maçon lui-même jusqu'en 1917, cela n'apparaîtra que bien plus tard dans les Actes du Nouveau Reich.)

Cochonne de juive ? D'après les critères qui président aux dénonciations populaires, la femme agressée n'a pas le type « juif ». Plutôt polonais. En tout cas, elle n'est pas *d'ici*. Ses cheveux sont d'un noir bleuté. Le visage a des traits slaves, avec de larges pommettes. En réalité c'est une Anglaise de naissance. Ses grands-parents étaient déjà d'honorables membres de la High Church, tout à fait anglicisés, mais réellement juifs. Le peuple allemand a le génie de flairer la race étrangère. Ces jeunes génies, garants de l'avenir, s'attifaient en 1923 de runes et de symboles germaniques, en face desquels le latin de Tacite était déjà de l'européen moderne.

Avec le landau l'enfant d'un an est jeté à l'écart. Bien que son infériorité raciale — celle d'un demi-juif ! — doive être plus tard dissimulée, l'enfant, comme produit d'une famille atypique, reste toujours menacé par l'agression de l'Etat national-socialiste ; c'est un dissident né ; il en est sûr dès avant la véritable catastrophe de ce peuple cultivé, dès avant la fascisation. Se tenir à l'écart, voilà en Allemagne ce qui est le plus sûr, disons mieux : la seule voie du bonheur.

Dresde (1933-1935)

1

Le 30 janvier 1933, je n'ai pas encore onze ans ; je suis au restaurant avec mes parents ; nous entendons à la radio les échos triomphaux de la « prise du pouvoir ». L'ivresse du « moment historique » saisit les clients ; en eux aussi éclate le royaume des bas démons. Mes parents sont forcés d'applaudir avec les autres. On se lève on se rasseoit, je suis fatigué, excité parce que j'ai le droit de veiller tard dans la nuit, mais angoissé

de sentir notre isolement. Mon père dit en anglais : « Ça va être la guerre ! » Ma mère est sur le point de répondre quelque chose, mais elle se tait. Elle n'a pas oublié 1923.

Mes souvenirs des années 1933 à 1936 se présentent comme une succession d'événements sans cohésion interne, accompagnés d'expériences vécues qui s'enchevêtrent de façon contradictoire. C'est là peut-être l'expérience que vivent (en grand nombre) les enfants. Saisie de l'intérieur par l'enfant, l'histoire de sa vie ne fait peut-être que refléter la réalité effective de ces années : cette terreur alchimique de l'Etat national-socialiste qui dissout le sens de l'histoire et unit de force des éléments contradictoires.

La situation du « monde interne », de la famille, s'est modifiée au cours de ces trois années. Elle a été bouleversée. En ce temps-là je n'aurais pas su dire que c'était une conséquence du 30 janvier. La famille était alors pour un enfant plus close sur elle-même qu'aujourd'hui. Ingénieur et mathématicien, mon père, en chômage depuis 1932, ne trouvait aucune place dans sa patrie. (Au cours de ces deux ou trois années je commençai à comprendre qu'il voulait *échapper* à une embauche : elle aurait entraîné des conséquences que moralement il ne se voyait pas en état d'accepter : appartenance à l'UIA, l' « Union des Ingénieurs Allemands », de très bonne heure *mise au pas*, c'est-à-dire fascisée ; appartenance au Front allemand des ouvriers, en train de galvauder l'héritage des syndicats ; appartenance enfin à une « communauté d'entreprise », avec le patron comme *Führer*. Il recherchait une sorte d'émigration intérieure : gagner sa vie en échappant aux exigences des organismes officiels fascistes.) Il devint représentant d'un périodique apolitique, voyageant à cet effet à travers la Thuringe et la Saxe ; toutes les trois ou quatre semaines, il revenait passer deux jours à Dresde. En 1934 ma mère prit un job, son mari ne gagnant pas assez pour entretenir la famille. Elle se glissa dans un orchestre de danse de troisième ordre, ce qui lui imposa d'être, elle aussi, souvent absente. Mais elle trouva un engagement dans la capitale saxonne, ensuite dans un cabaret ; elle, qui avait été cantatrice de concert, elle prit place sur une estrade, avec un harmonica. A onze ans il m'arriva souvent de rester assis jusqu'à minuit au milieu d'un décor oriental, fumant mes premières cigarettes.

Mon (demi-) frère Frank, pour payer ses études au Conservatoire, travaillait à « La Mouche », dans le *Grand Jardin*, un café-dancing de grand renom.

De temps à autre, quand l'orchestre de ma mère partait en tournée, son amie Ellen, une Norvégienne, me tirait du lit, tard dans la nuit, et m'emmenait avec elle. C'étaient de grandes soirées : sous les palmiers en caisse, à une table réservée, retenue pour les musiciens et leur famille ! Chaque fois que je le pouvais, j'allais voir Frank l'après-midi dans sa chambre meublée, tandis qu'il jouait du Mozart ou du Hindemith. (En ce temps-là il accompagnait un soprano qui chantait les « Chants de Marie » — dans leur première version.) Mais à la fin de l'année il partit pour la Suède et il y resta. Après une algarade avec la police il s'était vite résolu à émigrer.

Ainsi pour moi c'en était fini de bien des choses ; notamment de la confiance. Quand on projette de quitter le pays l'affaire est trop grave pour qu'on mette un enfant dans le secret. Il sera toujours temps pour lui de *s'en apercevoir*... Fini aussi le collègue moderne de Seevorstadt. Pour des raisons de finance je ne pouvais rester dans le secondaire ; l'été 1934, je retournai dans le primaire, une pure terreur. A mesure que je me trouvais plus souvent seul, j'avais plus de motifs d'échapper à cette terreur. Finalement mon père me plaça comme pensionnaire surveillé dans plusieurs familles pauvres. Cela ne dura jamais longtemps. Je pleurais, mais j'étais incorrigible. Après un séjour chez le frère de mon père, je revins, opiniâtre, pendant l'été 1935, au domicile de mes parents, le plus souvent vide, faisant moi-même le ménage et les courses et ne fréquentant guère l'école ; je dévorais des yeux, des oreilles et du nez la vie de la cité, courant les concerts donnés dans les églises (dont l'entrée, en ce temps-là, était généralement libre) ; la nuit, quand je ne la passais pas à la gare, je lisais tout ce qui me tombait sous la main : plaisir anarchique de celui qui est « à l'écart ». C'était cette liberté que promet la grande ville et qui, fort utile à un garçon de douze ou treize ans, s'entend à lui procurer expérience et bonheur — à condition qu'on ne vienne pas y faire obstacle.

Pendant l'hiver 1935-1936, c'est la police et le service municipal d'assistance qui vinrent y faire obstacle. On me considérait comme « en danger d'abandon », on me menaçait de me

confier à une institution d'éducation surveillée. Mon père arriva et déclara avoir trouvé pour moi un internat. Je ne savais pas qu'un des motifs qui l'avaient décidé à cette recherche était la décision prise par ma mère d'émigrer le plus tôt possible.

Au printemps 1936, je quittai Dresde pour un collège de Zwickau où l'internat ne coûtait pas cher. Zwickau est une petite ville industrielle au sud-ouest de la Saxe. Quelques mois plus tard, ma mère regagna l'Angleterre ; après un certain « intervalle de sécurité », on m'apprit qu'il ne s'agissait pas d'un simple voyage, avec retour. Sur sa coiffeuse on a pu voir, plusieurs années encore, un médaillon vide — il avait contenu un carton portant, en gothique ornementé, ces vers de Gœthe qui lui étaient particulièrement chers :

*Hésitation de femme, anxieuse plainte
Ne change aucune misère, en rien ne te libère.
Brave toute violence et reste ferme :
C'est appeler sur toi la protection des dieux.*

Les circonstances dans lesquelles je devais retrouver ma mère, presque douze ans plus tard, sont caractéristiques de *l'esprit du temps*, c'est-à-dire du cadre transcendantal de toute notre existence ; ce furent des circonstances d'illégalité. Devenu dans l'intervalle membre du PCA, je me trouvais en 1946 dans un hôpital de Leipzig, par conséquent en zone soviétique. *Senior officer*, membre d'une organisation semi-militaire appartenant aux troupes d'occupation britanniques, ma mère vint, cette année-là en Allemagne occidentale. Des amis qu'elle avait dans l'Administration centrale de la Santé de la ZOS [zone d'occupation soviétique], avec des faux papiers et à l'insu même des autorités d'occupation britanniques, lui firent franchir, via Berlin, la frontière entre les zones.

En 1965 — entre-temps elle avait séjourné quelques années en Suède, puis était retournée à Londres, — âgée de soixante-dix-sept ans, elle vint me voir à Heidelberg. Décontenancée à la vue de mes livres, elle me dit : « Comment feras-tu pour tout emporter quand il faudra que tu partes ? » Elle même, pour seul bien, n'avait toujours que deux grandes malles.

2

Pendant les premières années de l'Etat national-socialiste on ne vit pas seulement se modifier les relations familiales et scolaires ; les rapports organisés à l'extérieur avec les institutions collectives consacrées aux activités des enfants subirent, elles aussi, une transformation.

En 1931, âgé de neuf ans, j'étais entré chez les *éclaireurs*, mais au cours de mes mois de stage, on m'avait pesé et trouvé trop léger. Mes parents reçurent une lettre : je n'étais pas assez résistant, pas assez apte à l'effort — question de moral plutôt que de constitution ; en outre, malheureusement, je n'étais pas *ouvert et franc*. Par conséquent (mais ce n'était pas dit dans la lettre) je ne correspondais pas à ce que doit être un jeune Allemand. Certes « reste toujours fidèle et droit » n'était point ma chanson. Nul besoin d'être philosophe, il suffit d'être enfant pour remarquer que, dans la haute culture, « ouverture » signifie ouverture aux prises de la puissance. Celui qui se ferme, qui se tait, est un menteur, quelqu'un qui sabote le total contrôle du matériel psychique, c'est-à-dire le secret de l'éducation dans les classes moyennes, et cela pas seulement dans l'aire du national-socialisme.

Un an plus tard, au cours d'une de mes randonnées solitaires dans la lande dresdoise, je regardais avec envie les *Faucons*, avec leurs foulards rouges, une organisation de jeunesse dépendant du parti socialiste ; et, avec un mélange de fascination et d'angoisse, les groupes de la HJ [Jeunesse hitlérienne] marchant et chantant d'une manière qui n'avait pas grand-chose à voir avec celle des éclaireurs. Cependant, au cours du bel été 1933, plein d'enthousiasme, je courus vers le quai de l'Elbe et m'inscrivis au *Jungvolk* [section enfantine de la HJ], fier de ses tambours, de ses bannières et de ses chefs. L'automne venu, j'étais de retour à la maison. M'avait-on pesé et jugé trop léger ? Etait-ce l'effet d'une résolution personnelle ? Ou simplement l'envie de me promener à ma guise dans la ville ? Pour les enfants n'appartenant à aucune organisation un enseignement spécial était dispensé à l'école primaire le samedi par des chefs de la HJ ou des maîtres en uniforme de SA. Soit que la chose à présent m'ait paru le plus grand mal,

ou bien que finalement j'aie souhaité être reconnu pour ce que j'étais, un jeune Allemand, — toujours est-il qu'au printemps j'enfilai derechef la chemise brune et repris du « service ».

Dans ces années-là l'infamie du fascisme n'avait pas encore pris forme bureaucratique. Les individus étaient encore légitimés à détruire de leur propre chef. Un dimanche matin, un condottiere de dix-sept ans, notre chef de groupe, nous fit passer devant des églises : « Là, nous dit-il, on prêche contre le Führer et contre le peuple. Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui assiste au culte ? En ce cas il doit noter ce que dit le pasteur et me le rapporter ; je le communiquerai à la Gestapo. » Une autre fois il nous conduisit dans une direction locale de la Gestapo, où il connaissait quelqu'un. Tout cela était fascinant, mais angoissant, captivant mais étranger ; on était repoussé et on sentait souterrainement un battement de cœur de satisfaction. Le simple fait de consacrer son dimanche matin au « service » suggérait quelque chose de subversif : une manière « d'épater le bourgeois¹ » en manifestant contre l'ennuyeux jour de fête, contre l'Eglise, contre l'ordre. (Au demeurant cela fut bientôt prohibé ; l'ordre fut rétabli, ce qui signifie que la terreur s'organisa, avec division du travail, et que les gestes antiautoritaires furent indésirables.)

A l'une des fins de semaine où nous nous retrouvions, je fis part de tout cela à mon père ; il m'entraîna alors — pour plusieurs mois — dans des conversations presque sans fin : sur Dieu, sur l'Eglise, sur la franc-maçonnerie (il était athée, du moins au sens néokantien : *ignorabimus*), sur l'économie, la morale et l'Etat (ses auteurs étaient Friedrich List et Fr. Naumann). Il m'entretint de réforme agraire et d'urbanisme. Nous parlâmes de dénonciation, de solitude, d'histoire allemande. En fin de compte les nouveaux chefs considéraient un garçon de douze ans comme assez mûr pour faire de la « politique » ; mon père devait-il avoir moins bonne opinion de son fils, garçon, lui aussi, de douze ans ? Il me procura l'*Histoire de notre monde*, de H.G. Wells, un ouvrage sur la Déclaration d'indépendance américaine, des romans et des lettres de Upton Sinclair (« Lettres à un ouvrier »), ainsi qu'un ouvrage — également

1. En français dans le texte.

interdit — contenant des reportages. Il commençait par des textes émouvants de Ch. Dickens et se terminait, je crois, par des articles de E.E. Kisch (ou de Sling, le chroniqueur judiciaire de l'époque weimarienne). En peu de semaines mes relations avec le *Jungvolk* s'éteignirent, au sens propre du terme : elles diminuèrent, puis cessèrent. Il n'était pas question, de ma part, de faire un geste spectaculaire, comme une démission en règle. Je commençais simplement à éviter les « camarades », l'organisation, les chefs ; à chercher des lieux où je pourrais être à l'abri ; si je n'en trouvais pas, je repartais pour mes randonnées solitaires « à l'écart », là où « mon » fanion ne pouvait me voir, où je ne pouvais le voir.

Jusqu'au jour où finalement nous nous sommes perdus de vue. Cette solitude, non pas sans doute conquise de haute lutte, mais qui cependant ne s'était pas établie d'elle-même sans quelque ruse de ma part, comportait une expérience de bonheur qui m'a épargné presque à jamais tout sentiment d'isolement. On peut toujours trouver des lieux vides de puissance. L'enserrement de la vie par les institutions est en partie une *apparence*.

Lors d'une de mes promenades à travers le quartier des brocanteurs dans la vieille ville, je fus attiré un jour vers la place de l'Hôtel de Ville par la rumeur d'un événement public : de hauts dignitaires SA (en partie exécutés en juin 1934) s'empressaient, en bottes noires, de gravir les marches d'un escalier qui semblait interminable. Au milieu de ces masses qui applaudissaient frénétiquement, je me contraignis jusqu'à la totale fermeture ; je n'avais plus d'*yeux*, plus d'organes sensoriels, j'étais devenu entièrement imperméable aux émotions de la foule qui m'entourait ; une fois encore, me tenir « à l'écart » était la condition requise pour que je pusse faire l'expérience du bonheur. Plus tard Hitler rendit visite à la ville. Le lendemain je me trouvais dans l'autobus avec mon père et mon oncle, qui s'entretenaient en anglais ; en face de nous, deux SS de la compagnie des gardes du corps « Adolf Hitler ». L'un d'eux s'inclina : « Have you seen us ? We are Hitlers bodyguards. » La situation m'enflamma quelques minutes, pour mon oncle aussi, qui resta froid et lointain, pas plus disposé que mon père à dissiper le malentendu. La puissance est sotté. Mais en même temps j'avais un peu peur : la veille, malgré

l'appel lancé à l'école, je n'avais pas participé aux grands défilés.

Un peu plus tard j'ai habité quelques semaines chez cet oncle (comme on a pu le lire plus haut), avec une aversion croissante à son égard. Les motifs de cette aversion sont complexes, il serait difficile de les exposer. Ils étaient liés en partie à la situation de ma mère, qu'on ne tenait pas, dans la famille de mon oncle, pour une *mère allemande* ; on la jugeait égoïste, privée du sens de ses responsabilités, une catastrophe aussi pour son mari. Et mon aversion tenait également à ce que cette famille, tout antifasciste qu'elle fût, élevait ses enfants sur un mode presque fasciste. Sans seulement s'en rendre compte, de la meilleure foi du monde. Dans la psychose autoritaire qu'on appelle en Allemagne « éducation » ils voyaient un antidote à l'Etat national-socialiste. Jusque dans le pédantisme de sa terreur quotidienne et de sa psychologie du soupçon. Ils avaient part, eux aussi, au fascisme ordinaire ; ils flairaient la déviance (dans la génitrice « étrangère », dans l'enfant révolté). Un antinazi allemand pouvait du moins rester un *Allemand*, les choses allaient assez mal.

Le fascisme, le désordre érigé en Etat, avait pour ainsi dire volé à la famille de mon oncle tout ce qu'il avait de bien — la gymnastique, le mythe du grand air, l'hygiène et la propreté quotidiennes ; la religion de l'obéissance que les enfants doivent aux adultes. Les instructions données par les grandes personnes ne devaient jamais être discutées ; ce qu'étaient (pensait-on) les manières de table de la HJ avait valeur sacrée, du moins ce que mon oncle, se référant à un passé, malheureusement révolu, d'agriculteur instruit, entendait par manières de table : quelque chose de très pénible, lié à l'idée de *vie simple*, surtout de pain noir. Et l'enfance, c'était un paradis, personne ne retrouvera jamais rien d'aussi beau. Un samedi, étant allé voir ma mère, qui avait justement un engagement en ville, dans ce qu'on appelle le quartier suisse, je la trouvai avec la migraine et sans le sou. Je retournai chez mon oncle pour lui demander l'argent de poche de ma semaine, qu'il me donnait toujours le dimanche. Il refusa : c'était le *dimanche* que je devais le recevoir ! *No discussions*. (Il employait parfois des expressions anglaises, non pour manifester sa culture, mais en signe d'antifascisme. — J'ai rencontré plus tard cette habitude de nou-

veau, mais chez des gens d'une autre sorte et dans de meilleures circonstances.)

Quelques jours plus tard, quittant mon oncle, je retournai dans le logement de mes parents, où il n'y avait personne (pas même le sous-locataire), et j'y restai. Mais comment récupérer mes affaires chez mon oncle, y compris mes chaussures ? Vivant « à l'écart », j'avais pris des habitudes de vaurien lorsque je ne voyais pas d'autre moyen de me tirer d'affaire ; il fallait un peu de darwinisme pour répondre au darwinisme social de la famille petite-bourgeoise. L'oncle habitait loin de chez mes parents, dans un quartier où personne ne me connaissait. Je me rendis — toujours en chaussons d'intérieur — dans une direction locale de la HJ, proche de là, affirmant que j'étais membre de l'organisation quelque part ailleurs ; je racontai une histoire de brigands et obtins que deux grands en uniforme se rendissent chez mon oncle pour exiger la remise immédiate de mes affaires. Dès que j'eus récupéré mon bagage, je m'esquivai et personne ne me revit jamais dans le quartier.

Ainsi, pour l'adolescent que j'étais, le fascisme avait ses bons côtés ; on pouvait s'en servir contre des formes rivales de terreur — et par surcroît sans grand danger pour soi-même ; il suffisait de savoir comment disparaître à nouveau, comment devenir « invisible ».

Lorsque je quittai Dresde en 1936, c'était presque une ville socialement déserte que je laissais ; dans les derniers mois je voyais quelquefois mon second demi-frère, Armin, qui habitait chez son père, professeur au Conservatoire. Il avait deux ans de plus que moi, ce qui est parfois beaucoup. Nous nous aimions bien mais nous ne savions comment nous y prendre l'un avec l'autre. (Il devait quitter l'Allemagne en 1938.)

Aujourd'hui je dirais : je quittai la ville comme un rhinocéros qui erre, solitaire.

LES ANNÉES D'INTERNAT (1936-1939)

Les contradictions et l'art de les utiliser (1)

L'internat comportait, dans une aile, une résidence pour les élèves externes du collège municipal de filles. Jugées « non conforme à la vision nationale-socialiste du monde », l'éducation mixte était donc à proscrire ; ainsi la séparation des sexes, traditionnelle dans cet internat, reçut après 1934 un fondement idéologique. La vieille hostilité des pédagogues contre le sexe s'insinuait dans l' « esprit national-socialiste ». En même temps valait pour les écolières l'exigence de Hitler : former « des femmes [...] capables de mettre au monde des hommes ». « L'éducation des femmes ne peut avoir d'autre but que de produire des mères. » Dans les programmes du collège ce but prenait des formes bienfaisantes pour l'âme allemande ; les élèves du premier cycle devaient confectionner des layettes, celle du second cycle devaient coudre, surveiller, améliorer la garde-robe de familles nombreuses et pauvres.

Dans l'anarchie de mes rapports familiaux, j'étais condamné à me contenter de soins intermittents ; je n'avais ni mère ni autre parente pour s'occuper de mon linge. Parmi plus de cent cinquante internes, j'étais le seul qui ne pût passer que très rarement une fin de semaine « à la maison », c'est-à-dire chez mon père ; même à l'époque des vacances il m'arriva souvent de rester seul dans les immenses bâtiments du collège, trop pauvre par surcroît pour recourir aux soins de lingères ou de tailleurs.

Ainsi, en peu de mois, je fus le substitut de ces *familles nombreuses* ou de cette *aide au premier âge* prévues par le programme. La résidence des filles me prit en charge. Ce fut entre les sexes un terrain de contact qui ne demandait qu'à s'étendre. Plusieurs fois une élève de première m'emmena en vacances chez ses parents. Au-delà de cette communication d'abord purement pratique et pour ainsi dire scolaire, il finit par s'établir, entre les filles et moi, des rapports confiants et compréhensifs qui, à l'époque, étaient assez rares pour consti-

tuer à nouveau une manière d' « être à l'écart ». La chose était sans précédent, mais en dépit des hochements de tête et des jalousies, la « puissance normative de la situation de fait » fut bientôt assez forte pour que l'attention publique ne s'intéressât plus à ces rapports.

La responsable de la résidence n'était pas une mère hitlérienne, mais une germaniste, qui ne put ni ne voulut empêcher mes relations avec les filles d'évoluer au point de prendre un caractère de « réciprocité ». Profitant des chances d'émancipation que l'Etat national-socialiste, tout en s'opposant de façon rigoureuse, sur le plan idéologique, à l'émancipation des femmes, laissait pratiquement à beaucoup d'entre elles, elle ne permit guère au directeur d'exercer son droit de contrôle. Je me rendis utile à la résidence des filles, d'une part grâce à mes connaissances littéraires, qui, dans les circonstances de l'époque, avaient presque un caractère de monopole (j'aidais les collégiennes à faire leurs rédactions), d'autre part j'assurai des services, comme la surveillance de la salle de musique et de la salle de lecture (bibliothèque et collection de journaux). L'art que j'avais de disparaître, de découvrir des *niches* dans le système — qualité indispensable au jeune dissident qui veut survivre en régime de dictature et que, par conséquent, il acquiert vite — me transforma, au bout de quelques mois, en spécialiste des petits coins où l'on peut être « à l'écart ». C'est-à-dire non seulement l'art de disparaître dans un endroit spécial, mais celui, par exemple, de préférer aux jeux des adolescents la salle de musique et de lecture, moyen de se rendre un moment « invisible ».

Bientôt il n'y eut plus trace, dans mes relations avec les filles, de cette distance, de cette méfiance, de cette timidité qui constituaient — alors — le soubassement de l'amour, des amourettes, des affaires érotiques, de la nostalgie. Nos rapports furent desexualisés. Ainsi, en fin de compte, le tabou sexuel s'imposa dans l'endroit même de l'internat qui était toujours soupçonné de le violer. Dans une société dont l'harmonie repose sur l'homogénéité, sur une « normalité factuelle des rapports », des phénomènes de sifflement comme ceux que je viens d'esquisser constituent un *point de résistance*² contre la normalité —

2. En français dans le texte.

terroriste — mais avec cela ils sont une source de bonheur, *en sorte que finalement* la victime dans l'affaire fut le tabou sexuel, ennemi du bonheur.

Les contradictions et l'art de les utiliser (2)

Si je voulais rapporter mes souvenirs tels qu'ils me viennent spontanément à l'esprit, le lecteur serait sans doute déçu en ce qui concerne de longues périodes. En particulier l'ai-je bien renseigné sur ce qu'était la vie dans l'Etat national-socialiste ? Ce sont toujours nos théories qui confèrent à la puissance — qu'il s'agisse de celle de l'Etat national-socialiste, de celle de l'Etat en général ou de celle du capital — cette prise totale à laquelle certainement elle aspire, mais qu'elle n'obtient que dans nos théories. Aussi bien une enfance vécue en régime fasciste reste pourtant une *enfance*. Et même là où la thèse d'une totale saisie — ou d'une « réelle subsomption » — pourrait s'appliquer empiriquement au mode d'existence des hommes, ce qu'on oublie le plus souvent, c'est que les enfants eux aussi, et les jeunes gens, *prennent des décisions* ; si bien que c'est par les individus eux-mêmes que, dans l'Etat moderne, à un moment quelconque, la congruence entre idéologie dominante, situation de classe et intériorité a été voulue, acceptée, voire peut-être aussi cherchée.

D'un autre côté, on ne laisse pas tranquille celui qui refuse la congruence (ou subsomption). Contre la normalité factuelle il faut qu'il fasse passer son « Non » dans la réalité, qu'il ne se contente pas de le penser, sinon il ne le pense pas bien longtemps. Il a besoin d'une critique au corps à corps, ce qui suppose un terrain commun avec la puissance. (Ici les enfants sont privilégiés : c'est en agissant qu'ils pensent.) Cette manière d'être « à l'écart » que j'évoque si souvent, ce lieu par conséquent où nous sommes à l'abri du fascisme, nous ne le trouvons et nous ne le conservons, en règle générale, qu'autant que nous maîtrisons plus ou moins la réalité. Mais la réalité, c'est, pour une grande part, la réalité de la puissance. Anticipant des circonstances ultérieures, des événements de ma vie à l'âge de seize ou dix-sept ans, je dirai qu'il est possible de n'être ni la victime du système (c'est-à-dire de l'Etat, de la guerre, de

l'idéologie), ni son complice — c'est entre ces deux extrêmes qu'oscille pratiquement la vie du dissident.

(Il existe des situations-limites dans lesquelles on est forcé de renoncer au terrain commun et où l'on trouve, au terme de la mise à l'épreuve du réel, soit le risque d'être victime, soit la décision du fuir. Je reviendrai là-dessus. En ces années-là le contact avec cette limite était en général épargné aux enfants et aux adolescents.)

A cet égard mes rapports avec les organisations de jeunesse de l'Etat national-socialiste, avec le parti et d'autres institutions, constitue, bien entendu, l'un des axes du problème de l'identité et de la dissidence. Mais je préfère procéder de façon chronologique plutôt que systématique, et n'anticiper ni les réflexions ni les comportements des années postérieures ; d'où un exemple de dialectique historique de la vie où les processus d'apprentissage n'excluent point les faux-pas. On pénètre sur le « terrain commun » avec une intention critique, mais on y perd sa route.

En 1936, quelle était ma situation ? Dans un internat le contrôle des adolescents peut prendre, de mainte façon, une valeur optimale. Ainsi il était à peu près exclu qu'un garçon de quatorze ans pût quitter le collège en dehors des permissions de sortie chichement mesurées en semaine. Or le dimanche, qu'est-ce qu'une petite ville ? Et il était presque impossible de faire l'école buissonnière. (L'établissement avait à peu près sept cents élèves, la plupart externes.) Pratiquement on ne pouvait pas échapper à l'embrigadement dans l'organisation de jeunesse. Mais l'internat ne comportait aucun groupe propre, *home made* — nos lieux et places de service étaient en ville.

De toute manière il n'y avait pas seulement le fait de ne pouvoir échapper à une adhésion — dans mon cas à une réintégration — contrôlée par l'internat et par les condisciples. Il y eut aussi que je l'éprouvais comme une puissante tentation. Non pour les motifs qu'on invoque aujourd'hui dans de nombreux écrits : l'attrait, pour un garçon de quatorze ans, de ces feux de camp, de ces chants, de ces veillées, de ces petites guerres, de ces nuits sous la tente qui ne constituent point, il le sait bien, la vie quotidienne du service. Non pas non plus parce que le *peer group* exerce sur lui une attirance magique. Ou simplement parce qu'à l'école et à l'internat la participation

au service va pour ainsi dire de soi. Mais bien plutôt parce que le garçon de quatorze ans a le droit — et même l'*obligation* — de quitter l'internat, — une obligation en face de laquelle la force du règlement scolaire n'est plus que du papier. Parce que la contrainte du service brise celle du directeur et des programmes ; parce qu'entre le « service » et le moment du retour à l'internat il y a toujours, si réduite soit-elle, une marge de temps qui échappe au contrôle de l'autorité. La tentation d'entrer dans l'organisation du *Jungvolk* et de la HJ, c'était donc la chance pour l'adolescent de se soustraire à l'autorité, voire de se révolter contre elle. La base objective en était la rivalité entre deux institutions, l'école et la HJ ; lorsque c'en fut fini avec cette rivalité, en 1937-1938, disparut aussi la tentation, l'attraction, bien que l'élément romantique ait subsisté encore quelque temps.

.....

Il y eut dans ma vie, à Pâques 1937, un tournant qui résume l'« ancienne » période — de 1934 à la fin de 1936 — dans un certain nombre de ses contradictions et qui annonce de nouveaux développements : ma confirmation. Ce fut une singulière chose. A l'époque, dans la Saxe évangélique, il s'agissait de la pratique courante, d'un fait social³ que l'Etat national-socialiste abandonnait aux citoyens. A la fin de 1936, les enfants de mon âge recevaient un « enseignement pour confirmands » dispensé par un ecclésiastique. Or on s'aperçut à cette occasion que je n'étais pas baptisé. Je l'ignorais, ou l'avais depuis longtemps oublié. Mon père était d'avis que son fils déciderait lui-même un jour de son attitude à l'égard de Dieu et de l'Eglise, et qu'en attendant l'âge de pleine raison rien ne devait préjudicier à cette décision. (C'était de sa part un acte d'émancipation ; dans ma famille paternelle, depuis de longues générations, il y avait toujours eu au moins un fils pasteur. Il y avait un droit héréditaire en faveur de la théologie évangélique, j'en reparlerai ailleurs.)

Je n'ai pas suffisamment montré, je crois, à quel point,

3. En français dans le texte.

dans l'internat j'étais un *outsider* et parfois un *outcast* ; il faut le savoir pour comprendre le tournant qu'allait être ma confirmation. Après l'anarchie des dernières années de Dresde mon rapport à la règle et à l'ordre de l'internat ne pouvait prendre d'autre forme que celle d'une implacable guerre. J'avais appris jusque-là à vivre seul, et même à aimer la solitude ; inséré maintenant dans une grande communauté scolaire, avec sa rigoureuse concentration spatiale, je réagis à la manière d'une bête en cage. Et les autres me poursuivirent comme une meute de chasse. Mes relations avec la résidence de filles n'avaient que la fonction du *buen retiro*, sans adoucir ma situation dans la partie du grand complexe de bâtiments qui était « mienne ». Si finalement ma position s'était améliorée, cela ne tenait pas à de meilleurs contacts sociaux, mais à ce qu'on pourrait appeler mon manque de souplesse, ma difficulté d'adaptation ; de manière ou d'autre cette attitude impressionnait élèves et maîtres. Ajoutez le développement d'une certaine intelligence polémique qui les invitait, même les aînés, à s'écarter de ma route ; les chasseurs devenaient plus timides [...].

Ainsi, il s'avérait que, n'étant pas baptisé, je ne pouvais suivre l'enseignement dispensé aux confirmands. Il peut paraître illogique que je n'aie pas voulu admettre cette exclusion. N'était-elle pas une « mise à l'écart », un moyen de me distinguer ? Une façon aussi d'échapper à des cours supplémentaires, à des cérémonies ? Mais cet élément de différence n'était pas réellement mon fait ; il advenait de façon contingente et je ne me l'étais pas approprié. Cette dissonance était de signification restreinte. D'autres élèves, en effet, ne participeraient pas à la confirmation. Quelques-uns appartenaient à l'une de ces sectes qui ont toujours été nombreuses en Saxe, étranges « saints », avec des enfants en général silencieux, marchant l'échine basse, avec lesquels je n'avais rien de commun. Ou bien il s'agissait de fascistes intransigeants, dont l'anticléricalisme était l'une des faces de leur *vision du monde* confuse et boursouflée. Tout cela était très loin de moi. Au reste, mes rêves et mes sentiments commençaient à prendre ce qu'on appelle un tour « religieux ». Encore qu'il me fournit rarement ce que j'en attendais, l'enseignement de religion donné au collègue m'intéressa beaucoup. J'étais déjà un grand lecteur ; sans connaître le christianisme, comment comprendre quelque chose à *Faust* ?

Bref, je fus baptisé — à Dresde — et, à Pâques 1937, confirmé dans la même église. Mais, à la différence du baptême, la confirmation était un acte public, non privé. Il fallait une tenue soignée, un vêtement spécial (cher et rarement porté, on l'achète en général trop grand d'une ou deux tailles). S'en procurer un neuf dépassait les ressources financières de mon père ; il fallait donc s'en faire prêter, — mais où ? Ensuite la fête comportait une ennuyeuse chorégraphie, qu'on nous avait enseignée en classe — une pénible procédure. Autour du baptême il avait flotté un pâle reflet de magique brillance, un souvenir de l'*unio mystica* dont je lisais quelque chose chez maître Eckhart ; la confirmation sentait une tout autre odeur : celle de la soumission, de la normalité factuelle. Aussi loin de l'esprit qu'un indésirable catéchiste prussien.

Ainsi je recourus à une possibilité qui était toujours là, mais qui, dans le champ de mes expériences, n'avait guère été utilisée : participer à la cérémonie religieuse en uniforme du *Jungvolk*. Paradoxalement je fus confirmé « à l'écart », c'est-à-dire sous la croix gammée ; à certains moments du rituel où il fallait s'incliner, je claquai des talons comme un vrai soldat, variante imprévue du cérémonial, mais conforme à la logique fasciste. Mon père n'était pas précisément heureux, mais en fin de compte je ne l'étais pas non plus. A y regarder de près, c'était un bousillage de ma vie. Certes le pasteur, le public, le rituel ont bien été forcés d'admettre que quelqu'un exprimât sa rupture avec leurs traditions, au moment même où il se soumettait à leurs rites, traditions assez creuses pour l'avoir bien mérité. Certes pour briser avec des traditions j'avais choisi la forme fasciste ; comme instrument de ma protestation je choisissais son uniforme, mais c'est sa forme de communication qui était devenue le contenu de ma protestation.

En fin de compte, je le répète, je n'étais pas heureux. Je n'éprouvais aucune honte, plutôt le sentiment d'une perte d'identité. Mais à ce niveau la vie s'accommode mal du mensonge, et j'aimais la vie. C'est une chose à laquelle pense longuement le garçon de quatorze ou quinze ans, qui savoure coup sur coup café et gâteaux « et n'y pense plus ». Qu'est-ce que le courage ? Celui dont j'avais fait preuve en cette circonstance n'en était pas un. Ce que j'ai éprouvé alors, je n'ai

pu l'exprimer que beaucoup plus tard. Le courage est une attitude intérieure de liberté. Sinon il n'est que manie de puissance, et si les effets de la liberté s'emparent de l'homme courageux, c'est parce qu'ils le surprennent — c'est là le *bonheur*. Mais j'étais malheureux. En tout cas la confirmation fut bien pour moi ce qu'elle signifie, dans son sens ecclésiastique, pour le croyant : un tournant.

Noël 1937

Un massif montagneux de hauteur moyenne, l'Erzgebirge, forme à l'est la frontière entre la Saxe et la Tchécoslovaquie ; pour un petit citoyen dresdois, des forêts, des champignons, des jouets en bois et des chants populaires en dialecte. L'hiver, on apportait sa luge. Près de Chemnitz (« Karl-Marx-Stadt »), là où la plaine fait place à la montagne, vivait un cousin de mon père, pasteur évangélique dans une paroisse de campagne. Le presbytère sentait une odeur qui peuple en Allemagne beaucoup de souvenirs : un mélange de bois, de pomme et de tabac. C'est là que j'avais passé, enfant, des vacances riches en aventures, mais c'était déjà loin, deux ou trois ans.

Depuis lors la frontière tchèque s'était « politisée ». A l'école on nous rebattait les oreilles avec l'histoire des minorités de race allemande dans ce pays voisin : « Malheur au peuple dont les marches frontières ne sont plus suffisamment peuplées pour résister à la pression démographique d'un Etat voisin en expansion ! » Chez les coiffeurs du village on pouvait acheter à la pièce des cigarettes, dont des *Vlasta* tchèques à un pfennig et demi.

En 1937 nous fûmes invités, mon père et moi, à passer les vacances de Noël « dans le cercle de famille » de ce cousin. La formule était tout ensemble sympathique et critique. Pour ce milieu ecclésiastique de petite bourgeoisie, toute désagrégation familiale ayant d'autres causes que la mort était l'occasion d'inquiétude, ce qui veut dire qu'elle déplaisait. On soupçonnait l'Etat national-socialiste d'être hostile à la famille parce qu'il dressait les enfants contre les parents et qu'il politisait les relations familiales, lesquelles reposent sur les bonnes mœurs et sur les commandements de Dieu. Une mère qui, pour

des raisons politiques, abandonne son pays, son mari et son enfant ne se meut-elle pas dans une étrange atmosphère ? Sympathie certes, mais « amour réprobateur ». Sur le chemin couvert d'une profonde couche de neige, pendant la nuit de Noël, à la lueur des lanternes tenues à la main par les fidèles en marche vers l'église, je fis part à mon père de mon « amour réprobateur » pour la famille du cousin : un pasteur de campagne, avec de bons sentiments antinazis, et dont la grande fierté restait toujours la croix de fer gagnée au cours de la Première Guerre mondiale ! La Bible carte de visite de l' « Association des anciens combattants » ! Il souffrait des suites lointaines d'une grave blessure contractée à Tannenberg (il avait donc combattu sous les ordres de Hindenburg) et, bien que l'Etat national-socialiste lui fit horreur, ce qu'il eût aimé par dessus tout aurait été de façonner en or l'éclat d'obus qui l'avait touché. Mon père ne dit mot ; nous n'eûmes aucune conversation sur ce sujet.

Après les jours fériés il dut retourner à son job. Je me plongeai un ou deux jours encore dans une pile de livres ; ensuite (avec l'autorisation paternelle) je partis pour Dresde. Le pays auquel j'aspirais, c'était la ville ; l'aventure pour moi, c'était d'y être seul.

Non sans que le national-socialisme y fût pour quelque chose, Dresde était devenue pour moi une *ville ouverte*. Nous considérons volontiers la dissolution de nos rapports avec les autres hommes sous son aspect pénible, comme si toute perte signifiait un appauvrissement. Que ma mère fût retournée en Angleterre restait une perte. Mais elle mettait fin ainsi à nombre de relations nouées par son entremise et qu'un enfant seul ne veut ni ne peut continuer à entretenir ; ces relations n'étaient pas réellement *siennes*, encore qu'elles fussent de solides habitudes sociales. D'autres contacts, avec les gens, avec les rues, n'avaient guère survécu au départ de mon demi-frère Frank pour l'émigration. Ou bien ils s'effaçaient progressivement depuis que mon père n'était plus là. De Henan Pré, son ami tchèque, je ne savais même plus l'adresse.

Non loin du *Grand Jardin*, qui m'angoissait et que je fuyais — où était Ellen, où était Frank ? —, vivait, dans une situation aisée, une cousine de mon père. Je considérai comme un bienfait du temps de n'avoir pas à lui rendre visite. Dans une

occasion précédente, celle de mon baptême, elle avait jeté sur moi ce dur regard revêche cher aux femmes hitlériennes et qui était le sien depuis 1933. Non par conviction, mais eu égard à la carrière de son époux, conseiller juridique de la ville. (C'est son exemple qui m'avait inspiré en son temps de l'aversion pour les membres des corporations estudiantines. Il faisait collection de timbres — comme moi ; ce « comme moi » le mettait hors de lui.)

Le paysage du temps où je fréquentais l'école primaire était effacé par le trafic des rues et les nouvelles constructions. C'est avec indifférence que je passai devant le bâtiment de l'école, pareil à une caserne. Le boulanger, à côté, ne représentait plus rien. Dresde s'était développé bien au-delà des anciens observatoires de ma pénible enfance. Quartier après quartier, la ville m'était devenue étrangère ; ces rues, ces places et ces parcs, qui déjà n'avaient été pour moi qu'à demi familiers, avaient repris leur anonymat. Mais il restait, intimement lié au tissu des espaces dresdois, le réseau incorporel des souvenirs de dégoût, de nostalgie et de désolation ; sans habitudes sociales pour le détruire, n'ayant plus d'autres soutiens que la ville et ma propre intériorité, devenu plus lâche, il laisse place finalement à des découvertes.

Entre le sentiment d'être étranger et celui de se retrouver en pays de connaissance, le garçon de quinze ans découvrit la ville dans son objectivité ; entre le « jadis » et le pur « maintenant », il découvrit *son* présent. Plaisant processus de médiation, donnant naissance à une double identité ; celle de la ville natale et celle du garçon qui peut maintenant se l'approprier, délesté désormais de parents, de proches, d'habitudes sociales.

Ainsi la fin de l'année 1937 ne manqua pas de grandeur. Pour cette première nuit de la Saint-Sylvestre que je passais seul, fidèle à la tradition culturelle de Dresde et de ma famille, c'est avec des sentiments festifs que j'allai d'abord écouter de la musique spirituelle dans une des grandes églises, bondées pour l'occasion. La tradition était ensuite de se recueillir par une conversation ou un livre adaptés à la circonstance — je suis sûr d'avoir lu du Goethe, ce Goethe dont, quelques années plus tard, j'allais mieux connaître les amies que les miennes. Plus tard, dans les rue de la ville, avec le grand feu d'artifice et les cloches de minuit, le passage à l'an neuf fut une ivresse unique.

Liberté et sens du réel

Enfance sous le fascisme : dans le camp des adversaires et des victimes, cela impliquait, même entre père et fils, la chance de relations confiantes. Une confiance au sens réel de *partnership*.

Depuis 1935 le Service de la Jeunesse et la police m'avaient enregistré comme en danger d'abandon ; ainsi mon père était bien forcé de faire confiance à mon sens du réel, c'est-à-dire une prudence et une habileté suffisantes pour m'épargner à Dresde de nouveaux chocs comme celui-là. C'eût été déjà un choc si quelque policier de garde aux environs de la maison familiale ou quelque voisin mal intentionné avait remarqué que je vivais seul, à quinze ans, *ergo* que je « rôdais » dans la grande ville. En ce qui me concernait l'institution de contrôle qui, en ce temps-là, dispensait les jeunes d'un pareil sens du réel, la famille, n'existait plus. Inversement, de la part de mon père, je devais attendre, avec confiance, un sens du réel suffisant pour bien voir à quel point une attitude disciplinaire (voire une interdiction) n'aurait été qu'un geste creux. Faute de conditions objectives. Il était forcé de regagner son travail, dans sa petite chambre, et il aurait fallu, en tout cas, qu'il me donnât un peu d'argent, ne fût-ce que pour retourner en pension.

Sans ce réalisme éclairé notre sympathie mutuelle n'eût été, dans nos relations, qu'un peu de colle sur une déchirure. Au reste il y avait aussi entre nous des phases sentimentales. Il me fit cadeau, un jour, de *Capitaine Sorell et son fils*, de Warwick Deeping, un livre qui arrachait des larmes à bien des lecteurs allemands. C'était alors assez répandu, et voilà qui éclaire le paradoxe de notre situation à l'époque. Un rapport comme le nôtre, fait de confiance entre père et fils, de camaraderie (mot qui traduit, en la faussant, l'idée de solidarité) et de quelques traits sentimentaux et moraux, ne déplaisait pas tellement au national-socialisme. Lequel a toujours produit tout à la fois l'abominable et l'idyllique. Mais en réalité nous étions loin de l'idéologie de l'Etat national-socialiste concernant la relation père-fils, aussi loin que la réalité de cet Etat l'était des décors de théâtre idéologiques sous lesquels

il la camouflait. C'est au seul niveau idéologique qu'il faisait sa part à l'admiration du petit-bourgeois pour l'officier et le soldat qui, tel le capitaine Sorell, dans sa vie privée « tient courageusement le coup ». Toujours est-il qu'il arriva que des bien-pensants aient vu dans nos rapports une attitude de vrais *soldats*. Aujourd'hui on peut en rire.

Ce sens du réel et cette liberté dont j'ai joui en ce temps-là — hors de l'école et de l'internat — résultaient de la destruction de notre famille sous les coups du national-socialisme, en 1937 comme trois ans plus tôt. Provoquée par un divorce ou par la mort d'un des conjoints, une désagrégation de la famille n'aurait pas eu probablement, avant le fascisme, une telle conséquence. Et s'il est sûr que le fascisme n'a pas voulu cette conséquence, il ne l'est pas moins que ce sens du réel et cette liberté — ce n'est pas seulement *contre* lui que nous les avons découverts. Car libérer les adolescents des « habitudes sociales » de son enfance, détruire aussi le microcosme de la famille bourgeoise, c'est bien ce que voulait l'Etat national-socialiste, soucieux de subsumer *directement* enfants et adultes sous le parti, sous l'idéologie, sous les normes de l'Etat. Au risque, bien entendu, d'entrer en contradiction avec lui-même, puisqu'en même temps il devait renforcer la petite famille allemande, forme « parcellaire » indispensable à l'Etat et lieu de reproduction indirectement contrôlé.

En détruisant le microcosme de la famille bourgeoise, l'Etat national-socialiste était l'agent d'une tendance qui le dépassait de beaucoup, et dont l'origine se situe finalement dans les rapports de production et dans le déclin de la domination bourgeoise. Si j'ai pu, en conséquence, acquérir moi aussi mon autonomie, c'est parce que cela correspondait à une tendance objective, historique —, utilisée et favorisée par l'Etat national-socialiste à sa manière brutale ; mais, ce faisant, il lui arrivait aussi de la favoriser *contre* lui. Avec de telles alternatives la Restauration d'après 1945 n'en a pas complètement fini, elle non plus.

Dans les années après 1933, si nous avons pu trouver, mon père et moi, une forme « alternative » à nos rapports, c'est seulement parce qu'ils restèrent, quant à la confiance, quant au sentiment, quant à l'absence de tout caractère bourgeois, assez proches des décors de théâtre idéologiques de l'Etat

national-socialiste pour être *possibles* dans les conditions sociales de l'époque — à l'encontre des intentions de l'Etat national-socialiste.

Notre entourage pouvait se méprendre sur notre compte, mais cela nous laissait à couvert.

Bref : en cette fin d'années à Dresde, ce qui me donnait des ailes, c'était une tendance historique. Si mon bonheur était si grand, c'est sans doute parce que son souffle était celui même de l'histoire.

L'ANNÉE DE LA FASCISATION (1938)

1. *Un printemps noir.*

Avec le retour au collège après les vacances de Noël commençait toujours une nouvelle année, et celle-ci commença mal.

Mauvais début qui se révéla comme le début d'un long mal.

Au collège commença l'« expulsion hors du paradis ». Le collège était-il donc un paradis ? Il aurait pu le devenir si tout s'y était passé comme je le souhaitais. La fin de l'année, à Dresde, avait stimulé mes forces productives. J'avais le cerveau frais, j'étais prêt à reprendre avec plaisir le travail scolaire, mais ces bonnes dispositions ne trouvèrent guère un terrain favorable. Certes je commençai à *écrire*, acquérant une réputation littéraire dans un cercle limité (et la sympathie de mon professeur d'allemand), mais cet élan tourna court. Ainsi, dans son cours, l'histoire intérieure d'une vie se trouve fâcheusement coupée par le *trend* d'une histoire extérieure, « objective ».

Ce *trend* — la « fascisation de l'école », entreprise relativement tard par l'Etat national-socialiste modifia le cadre de notre vie de façon temporaire, mais brutale. Je fus sensible à la brutalité du changement ; qu'il ne dût pas durer, c'est ce que nous ignorions.

Dans le collège où j'étais pensionnaire, les instructions officielles firent disparaître tout ce qui restait encore en vigueur des réformes pédagogiques de la période weimarienne. Indépen-

damment de la détérioration, difficilement imaginable, du climat (social), indépendamment des modifications dans le « ton » de la communication et dans le mode des échanges, je n'ai gardé le souvenir que d'une circonstance caractéristique : dans le travail scolaire, à peu près pour toutes les matières, la spontanéité était devenue indésirable. N'avait plus valeur de « prestation » ce que nous faisons par goût et parce que cela nous intéressait, même si nous en faisons plus que ce qu'exigeait le programme. Que je vécusse à présent dans une institution répressive, non plus dans la vie publique d'une grande ville, c'est ce que m'apprit le *nouveau règlement des récréations* : pour la « grande récréation » il fallait gagner la cour en rangs serrés, ce qui m'était aussi désagréable que le nombre et l'importance croissantes des « appels », défilés et discours politiques auxquels dut s'ouvrir le collège.

Je ne sais ce que l'intervention de l'Etat peut avoir signifié pour nos professeurs, mais il est sûr qu'elle fut pour eux une occasion de trouble. Tant les conservateurs que les partisans de la « réforme pédagogique » durent renoncer à des attitudes auxquelles ils tenaient, et ceux qui étaient membres du parti se virent rappelés à leurs obligations politiques. Tout cela, bien entendu, ne pouvait que détériorer le climat pour les *élèves*, car c'est finalement sur eux que retombent ces troubles. Et principalement sur la petite minorité de ceux dont les motivations apparaissaient nécessairement à leurs professeurs comme des reproches dans la mesure où elles leur rappelaient d'heureuses expériences qu'eux-mêmes à présent s'interdisaient. Peu de mois auparavant, je n'eusse pas encore appartenu à cette « petite minorité ».

Cette « fascisation » de l'école me coupa de mes désirs et de mes attentes, disons mieux : de mes expériences intérieures de l'année précédente. Je perdis une partie de la maturité d'enfant non vieilli que j'avais acquise en 1937 à travers les étapes ci-dessus décrites. La réforme, si l'on peut l'appeler ainsi, m'enlevait aussi mes chances de pouvoir agir « par mode de détour », elle me dépossédait d'une forme de résistance à demi consciente, tout ensemble politique et pré-politique, par conséquent elle me privait de mes armes. Exemple : dès 1937 cette partie de la géographie qu'est la cartographie avait été idéologisée, parce que liée à des considérations militaires et écono-

miques. La surface du globe terrestre était présentée comme un territoire d'offensives, comme un terrain de pillage. Il restait cependant possible de répondre à cette politisation par une « historicisation » — à supposer toujours qu'elle conduisît à des résultats qui s'imposassent. On pouvait faire entrer en jeu un intérêt (non exigé) pour une comparaison entre cartes, donc pour une meilleure « connaissance de la Terre ». Le conservatisme naturel du système d'éducation, qui se heurtait à la militarisation de la géographie, ne pouvait pas s'opposer à ces processus et à ces réalisations pédagogiques « obliques ». Lesquelles, au demeurant, ne permettaient pas seulement d'échapper à certaines exigences — souvent de manière plus instinctive que consciente — mais aussi m'assuraient, dans une mesure modeste, l'amicale sympathie et l'approbation du professeur.

Maintenant, en 1938, l'*interdiction* de toute pédagogie de type réformé eut pour conséquence de renforcer un autre élément, inverse, de l'école conservatrice : sa rigidité. Politiquement indésirable, l'emploi du « détour » devint impossible, sans que rien pût lui servir de succédané. Quant au *contenu* de l'enseignement, il est surprenant que je me rappelle qu'un détail — de mince importance. J'aimais m'exprimer par le moyen de la couleur et je peignais volontiers. Sur le thème « une maison et ses entours », j'eus l'idée de représenter une maison en pierre de taille, blanche et jaune, sur une dune ondulée de sable brun, sous un ciel d'un bleu profond, avec, à l'angle droit de la bâtisse, un buisson vert olive. Le professeur constata que j'avais peint une « maison dans le désert », habitée par des hommes d'une autre race — pourquoi cette absence d'un toit nordique, d'un arbre germanique ? A ce contrôle exercé sur notre imagination je répondis en modifiant mes modes d'expression ; je me mis au dessin, et je dessinais mal. Quand il semble qu'une situation est, dans une trop large mesure, sans issue, pour échapper à l'empire du pouvoir on sacrifie aptitude et besoin.

Sans issue, la situation ne l'était pas seulement en classe ; à l'internat aussi l'air me devenait de plus en plus irrespirable. Il existe, chez les enfants et les adolescents, un « antifascisme « sauvage » qui flaire dans la dictature une efflorescence perverse des relations moyennes de type bourgeois précisément parce qu'il manque à cet antifascisme les concepts

permettant de distinguer entre ces deux choses ; et c'est pourquoi, non sans raison, il refuse déjà la règle et l'ordre prépolitiques. De longue date mon désordre chaotique avait fait de moi l'objet d'une guerre privée que menait contre moi le responsable de notre internat. Lui et d'autres s'irritaient que je ne pusse découvrir dans le mot « discipline » aucune instruction capable de m'aider à me conduire. On me reprochait mon manque de sens moral, et effectivement je ne *comprendais* pas ce que j'aurais été dans l'obligation de faire. Mais à présent la capacité de contrôle croissait également au niveau des instances intermédiaires — sur mes conduites se resserrait le réseau des pressions. Mon habileté à découvrir des cachettes, à disparaître, à me rendre provisoirement invisible, se heurtait, de la part des autorités, à une énergique et coupable défensive. La découverte — ou même le simple soupçon — d'une non-participation à des tâches collectives justifiait une mise publique au ban. [...]

Bien que la pression sociale, de plus en plus forte, vînt naturellement de personnes, elle se révélait en même temps comme étrangement « dépersonnalisée ». La révolte contre le responsable de l'internat, contre les professeurs, ne m'apportait plus aucun allègement subjectif — ni davantage la fuite devant eux : le contrôle social s'était pour ainsi dire universalisé, il était devenu un *medium*, non plus une mesure.

Au cours des premiers mois de l'année on vit également disparaître, dans le service de la HJ, ce qu'il y restait de spontanéité, d'esprit scout. [...] La Jeunesse hitlérienne fut *scolarisée* et en même temps l'école devint un *service*. La raideur pédagogique et l'endoctrinement (le « dressage ») s'emparèrent des soirées familiales et des voyages de fins de semaine, de même que l'Etat national-socialiste prenait en charge les formes de communication en classe et à l'internat.

Dès lors la HJ se mit à respecter l'école, comme l'école se mit à imiter la HJ. Les deux grandes institutions ne permettaient plus qu'on *jouât de l'une contre l'autre*. Bref il n'y avait plus aucune *place vide de puissance*. Et cette totale rupture avec mon « expérience intérieure » eut l'arrogance du définitif.

J'ignorais combien peut être court le souffle d'une dictature qui s'appuie plutôt sur l'« action personnelle » et sur le

commandement que sur l'administration et les lois. Je ne saisis pas le changement au niveau du « concept » — je constatais des effets, non point une cause qu'on pût comprendre —, des processus sociaux, mais aussi anonymes que des phénomènes de la nature. En mars, un état hystérique, avec des douleurs en parties feintes en partie réelles, et des hallucinations paranoïaques, provoqua en moi une décharge. Je pleurais, je criais, je ne dormais pas, je m'imaginai que mon père était mort et je tenais pour véridiques des histoires mensongères — j'étais prisonnier de ma propre mise en scène ; elle était aussi totale que l'Etat totalitaire. En dépit de son caractère névrotique — et d'une manière qui donne à penser —, elle était un « triomphe de la volonté ». Sans que personne le soupçonnât, j'agissais de façon « mimétique », c'est dire que dans le « medium » intérieur d'une violence hostile, j'en usais, pour ainsi parler, avec moi-même, et avec la réalité, comme l'Etat national-socialiste en usait avec nous.

Contre toute attente, et comme s'il avait pourtant quelque soupçon du caractère partiellement affirmatif de cette crise, le collège se conduisait amicalement. On m'autorisa, pour un week-end prolongé, à aller voir mon père, qui était fort effrayé. Sur le chemin de la gare, accompagné jusqu'au train par mon ami Werner F. — qui avait, à cet effet, reçu une permission de sortie —, je connus déjà un triomphe muet. Nous achetâmes un journal et un paquet de bonbons, le compartiment était confortable et vide — où était la puissance ? Je lui avais échappé. A mon retour je fus très vite en mesure d'analyser le climat étouffant de la classe, de la HJ et de l'internat en une série singulière de *facts* identifiables : avec des faits qu'on peut nommer, et donc aussi délimiter, il est possible de s'arranger.

Oui, dans un processus de stabilisation, qui ne fut pas même si pénible, je commençai à pressentir combien, face au mal permanent, j'étais déjà bien cuirassé — ce que montre notamment le voyage de Pâques dont on va lire maintenant le récit.

A dire vrai, dans une dictature, qu'est-ce que cela signifie, face au mal, d'être « bien cuirassé » ?

2. *L'autoroute.*

C'est à l'essence de notre national-socialisme que correspond la nouvelle route d'Adolf Hitler, l'autoroute. Nous voulons voir notre but loin devant nous, nous voulons tendre vers ce but tout droit et d'un trait ; nous dépassons les croisements ; les liaisons superflues nous sont étrangères. Nous ne voulons pas nous laisser dépasser, nous nous assurons une voie suffisante pour avancer, et nous il faut une voie où nous puissions garder la vitesse qui nous convient.

Ainsi, dans le Troisième Reich, nous construisons les routes, ainsi nous construisons les hommes, ainsi nous édifions tout le Reich national-socialiste.

(Fritz TODT, le 27 septembre 1933).

Pour les fêtes de Pâques 1938, je retournai à Dresde, où j'avais rendez-vous avec mon père.

Le moyen de transport utilisé par le plus grand nombre était le train, et les écoliers bénéficiaient d'un tarif très réduit entre le lieu de leurs études et le domicile de leurs parents. Je répugnais toujours à dépenser de l'argent pour des fins utiles — celles-là étaient trop rarement mes fins à moi. Pourquoi étais-je au monde ? Certainement pas pour payer des choses nécessaires à la vie, et déjà là, avec le petit nombre de grosses ou petites pièces que j'avais en poche. (Pas dans un porte-monnaie, on risque de le perdre.) Ajoutons que j'aurais bien préféré, *moi*, rester à Dresde. Les voyages entre Zwickau et Dresde n'étaient réellement ni mon choix ni mon affaire.

Loin à l'extérieur, aux lisières de la ville, près d'une grande brasserie, se tenait la foire annuelle. En fin de matinée s'ouvraient les premiers stands : une baraque vendant des saucisses, des étalages de confiserie orientale, une loterie avec ses lan-

ternes vénitiennes et ses « gros lots ». Entre les stands l'herbe gardait la trace des piétinements de la veille au soir. Des hommes défaisaient la housse de toile protégeant le manège. Aux sons de l'orgue de Barbarie qu'on essayait se mélangeait le hoquet d'un moteur encore froid. Ainsi s'établissait graduellement la transition entre la vie quotidienne et la fête, entre le travail et la foire.

L'argent du train m'aurait ouvert l'accès à pareille fin de matinée : à l'enchantement secret de l'attente. Et c'était le premier jour de vacances ; je n'avais pas classe. A cette heure de la journée, quand arrivait-il qu'il n'y eût pas classe ? Le dimanche, bien sûr. Mais qu'est-ce que le dimanche dans une petite ville ?

Le long de la brasserie proche du champ de foire passait la route nationale 179, en direction de Chemnitz ; à présent elle menait aussi à la section d'autoroute Zwickau-Dresde. Par des récits et des lettres de mon père, je savais que mes cousines des Etats-Unis, pour se rendre de leur collège à Bridgeport, faisaient couramment de l'auto-stop — nous appelions cela « *hitchhiking* ». Voilà qui devait résoudre aussi mon double problème de la fin de matinée et des pièces de monnaie.

J'ai oublié la foire, mais je n'ai pas oublié la première auto qui accueillit le garçon de quinze ans, une camionnette ventrue appartenant à un paysan ou à un artisan, et qui quitta l'autoroute au bout de vingt kilomètres. A l'heure du déjeuner je restai seul, exposé au vent et au soleil, car la circulation s'était beaucoup réduite. Je ne pouvais profiter que du trafic professionnel local. La nuit était déjà tombée quand finalement une belle et rapide voiture me conduisit à Dresde par Radebeul. Je fus déçu qu'elle m'ait laissé dans la ville neuve, sur l'autre rive de l'Elbe. J'étais un enfant de la vieille ville, là où se trouvent les vrais Dresdois. Le trajet était assez long jusqu'à notre domicile, près de la gare principale. Je n'avais plus assez de sous pour prendre le tramway. Je me tirai d'affaires, je ne sais plus comment.

J'avais été probablement le premier écolier, sinon la première personne, à jouer les *tramper* sur cette section d'autoroute récemment ouverte ; en tout cas ce qui peut le faire croire est le bruit qu'on fit autour de ce mode de voyage devenu aujourd'hui si banal. Il y eut de massives interventions de

l'école, de l'internat et de la police. Mon père fut convoqué par lettre chez le directeur de l'établissement, ce qui était à l'époque une *ultima ratio*. [...]

Non seulement j'aimais discuter, mais j'avais conscience de ma valeur. J'exigeai des justifications : à quelles ordonnances, à quelles réglementations, à quelles lois avais-je donc contrevenu ? L'école n'était pas préparée à me fournir de telles justifications, cela tenait à sa stratégie qui avait la tête à la place des pieds. Dans cet univers du soupçon il fallait à tout prix que *derrière* cette histoire de *tramping* il se cachât quelque chose d'autre ; ma motivation, que je ne dissimulai aucunement, parut absurde ; tous les maîtres savent que c'est le soir que les jeunes vont à la foire ; le matin il ne s'y passe rien.

Il apparut qu'il ne se cachait rien derrière ; le seul délit restait le *hitchhiking*. Mais c'était là quelque chose de neuf ; dans son stock d'expériences la direction ne trouva aucun précédent. Le responsable de l'internat se tint au principe que *tous* les élèves, moi y compris, doivent respecter l'ordre. Restait à prouver que jouer au *tramper* fût plus contraire à l'ordre que prendre le train.

Mais je disposais, *moi*, d'un argument mis au point pendant les jours de trouble. La motorisation de l'Allemagne était un aspect de sa marche en avant, la « voiture du peuple » [*Volkswagen*] était en vue. De façon analogue à ce qui s'était passé aux Etats-Unis, motorisés depuis plusieurs dizaines d'années, on devait s'attendre, chez nous aussi, à des transformations dans nos rapports avec la circulation automobile et la route. En bonne orthodoxie il fallait interpréter ma conduite comme une « obéissance prophétique » — qui sait où j'avais entendu cette formule jésuitique, et pourquoi je l'avais retenue ?

En fin de compte le directeur du collège et le responsable de l'internat battirent complètement en retraite ; mon père n'eut pas à se déplacer. Bien entendu, je marquai ce résultat comme un succès ; et le succès délivre des contraintes superflues.

L'été suivant, mon ami Werner F. et moi, nous parcourûmes à bicyclette la moitié de l'Allemagne — le long des grands fleuves, Main, Rhin, Lahn, Elbe. La HJ avait organisé des patrouilles sur le mode policier, auxquelles les jeunes devaient montrer leurs papiers ; pendant les vacances d'été, pour les

voyages privés, il fallait en outre une autorisation écrite. On ne l'obtenait que si l'on avait participé au camp d'été de la HJ ou si l'on en avait été officiellement dispensé. Nous possédions bien ce certificat, mais c'était un faux.

Nous nous étions procuré le formulaire, Werner F. ayant trouvé accès, par l'entremise d'un ami, au bureau central de la HJ. Cependant nous restions sur le qui-vive, guettant l'approche des patrouilles. Il me fallut attendre encore six années, jusqu'en 1944, pour apprendre, en cas de besoin, à user de faux papiers avec une parfaite aisance.

3. *Façade et heureuse transcendance.*

Face à un mal permanent, que signifie « être bien cuirassé », sinon que ce mal *nous cuirasse* — en un double sens ?

Je reviens une fois de plus sur le « service » dans l'organisation de jeunesse, ce fétiche de l'Etat national-socialiste. [...] L'interprétation spontanée de ce service comme scoutisme, aventure, protestation, voire *révolte*, trouva très vite sa fin en 1938. Elle avait toujours eu ses limites, mais il m'était facile de la pratiquer. Au reste, c'était en même temps une « procédure de détour », car tout à la fois je remplissais mon engagement comme membre de l'organisation et je restais fermement fixé à un domaine apolitique — qui politiquement était devenu indésirable, parce qu'antiautoritaire.

De toute manière ce jeu supposait un certain degré de motivation que les chefs de la jeunesse pussent considérer comme une *approbation* et dont ils pussent tirer parti. [...] Ils attendaient de leurs subordonnés des prestations, idéologiques, paramilitaires, « communautaires ». Il me fallut au plus vite me relâcher, devenir invisible, décevoir les chefs. Je rede vins le membre du parti peu apprécié, j'en souffris et, en même temps, je me remis à respirer ; après une phase de silence, je regardai le monde d'un regard plus frais et, bien que ce ne fût d'abord qu'avec une semi-énergie, j'engageai la seconde phase du jeu.

Même pour moi-même, c'était un jeu déconcertant. De ses aspects problématiques je fus libéré, au cours de l'année, par la convergence de deux développements. D'une part, je passai

dans une autre classe d'âge, ce qui modifie le type d'exigences que fait valoir l'organisation à l'égard de ses membres. D'autre part le service devint plus rigide et uniforme, le contrôle plus rigoureux. On ne toléra plus aucune initiative spontanée, aucun jeu ; à nouveau s'institua un climat de dénonciation.

Je pourrais parler d'une *formalisation*, et qui avait ses paradoxes propres. A présent la participation individuelle au service était certes sans failles, mais elle avait pris un caractère schématique ; toute participation intérieure était devenue superflue. Comme tout organe superflu elle dépérit. A mesure qu'était davantage critiquée toute initiative purement subjective, ludique ou hédonique, on éprouvait de moins en moins l'envie de participer ; il fut dès lors plus facile — mais aussi plus nécessaire — de se construire une *façade* ; la prétention universelle de l'organisation sur ses membres restait intacte. Ainsi la dictature, quand elle prend au sérieux l'« éducation », secrète sa propre hypocrisie culturelle (laquelle n'épargne pas même ses propres fonctionnaires ; plus tard j'ai connu des « chefs » avec lesquels il n'était pas impossible d'avoir des « secrets antiautoritaires »).

A maints égards il en allait de même pour la classe et pour l'internat. Ce que j'ai appelé la « fascisation » était d'abord un changement affectant les formes de communication sociale et la répartition des pouvoirs. On surestima le contrôle des comportements, par conséquent du *visible*. (Bien entendu, le contrôle aussi de l'apparence extérieure, mal camouflé sous le principe bourgeois selon lequel des dehors bien ordonnés garantissent toujours chez l'homme un ordre intérieur.) [...]

Bref : le milieu faisait abstraction de mes propres besoins, du faisceau de mes pulsions, de mes attentes ; il ne tournait vers moi que sa face étrangère, aliénée. Je pourrais dire qu'il s'objectivait. Les tentations que j'avais pu avoir de m'identifier puérilement à certains aspects du national-socialisme, ou à trouver secrètement quelque plaisir aux exercices scolaires, disparurent, ou du moins se réduisirent au minimum, et elles cherchèrent un nouvel objet. La fascisation du milieu social détruisit les derniers restes de la façon directe et naïve qu'ont les enfants de vivre comme leurs presque toutes les ambiances, même les pires. [...]

Dans une certaine mesure la classe et l'internat, dans une

mesure bien moindre la HJ avaient été pour moi une petite patrie, que je détestais mais qui était quand même un chez moi. La forme de mon incorporation « naturelle » dans cette petite patrie était celle du permanent conflit. C'est seulement au cours de l'année 1938 que se précisa la frontière entre le *privé* et le *public*, entre le sujet d'une part, l'école ou le service de l'autre. Etre collégien, membre de la HJ, interne, ce ne furent plus là qu'autant de « rôles » [...]

Cette étape de mon développement était inévitable ; elle n'était pas moins nécessaire pour atteindre au niveau de l'opposition (politique). Déjà l'usage des faux papiers de la HJ la présupposait. Elle avait pourtant son aspect contestable, de même que toute maturation reste équivoque aussi longtemps que la répression est au cœur même de la culture. Assez longtemps la distance que je sentais entre mon « moi » et le « monde » — à travers une phase de solitude et de protestation, à l'âge de la puberté —, ne conduisit l'adolescent que j'étais qu'à s'identifier aux normes et *standards* des adultes. L'adaptation à ces normes et standards présupposait la rupture avec l'enfance. De cette conséquence, qui est assez quotidienne, je fus protégé, peut-être parce que l'Etat national-socialiste comportait une quotidienneté trop incompatible avec le sentiment de la vie que j'avais acquis dans mon enfance pour que jamais j'eusse pu devenir tout à fait « adulte ».

En 1938 ce processus de maturation présentait des cas périlleux. Bien entendu, la construction d'une façade de comportement exigée par la fascisation réduisait les surfaces de frottement entre l'individu réfractaire et l'institution. Lorsque celle-ci surestime le visible et voit dans le résultat extérieurement enregistrable la preuve de la droite intention, il n'est pas trop difficile de la satisfaire — une certaine dose d'obéissance n'est plus désormais une trahison à l'égard de soi-même, on apprend à agir à quelque distance, *comme si...* La résistance « intérieure » ne reste-t-elle pas totalement étrangère à ces façades ? Ce serait surestimer l'invisible. A mesure que s'atténuent les conflits ouverts commence toujours une quelconque affirmation.

Dans mon cas elle était atténuée par le *désordre* ; elle se glissait cependant à travers la « quête d'un nouvel objet », à travers la quête d'un *moi* peut-être transcendant à ses rôles et

à ses contraintes. Et de la sorte — maintenant qu'à nouveau je pouvais faire l'expérience de la liberté « intérieure » — cette affirmation se glissait aussi dans la tentation de me contenter d'une telle liberté, tellement plus riche que la réalité. En mai 1938 j'eus seize ans ; la maturité sociale que je viens d'évoquer arrivait tardivement. Mais sur le plan de la vie consciente j'étais en avance. Lorsque je lisais avec un nouvel ami (mon aîné) Hebbel ou Nietzsche, nous devançons assez le *statu quo* pour être tout proches de l'*émigration intérieure*, c'est-à-dire du danger de nous exprimer par l'intériorité, la littérature, la réflexion — expédient endémique en Allemagne, bien préparé par les traditions. A la phase de leur fascisation la classe et l'internat nous voyaient sur le chemin d'une histoire de la culture, chemin que pour l'instant nous pouvions suivre sans danger, tant que « nous rendions à César ce qui appartient à César » — fût-ce simplement comme une façade au niveau du comportement. Après ma première « production d'écrivain », ma modeste réputation littéraire devait peut-être m'encourager sur cette voie.

Lors de mes promenades solitaires je rêvais de devenir bouddhiste et de me faire moine. Lorsqu'au début de la nouvelle année scolaire il nous fallut décider si, oui ou non, nous voulions suivre les cours de religion, sans hésitation je répondis oui. Certes il s'agissait d'un acte consciemment posé, à intentions politiques, mais je ne me rendais pas compte qu'il pouvait avoir bien des points communs avec un « retrait à l'intérieur ». Je ne voyais pas de relations particulières entre ce choix et le rêve de me faire moine, ni avec cet « antifascisme désespéré » qui consiste à trouver refuge dans la culture, dans l'*esprit*. La faille qui traverse le monde passe aussi à travers le moi.

C'est ce que j'appris bientôt dans la personne de notre professeur de religion. C'était à la fois un antinazi et un « silencieux dans le pays » — par conséquent ce que, moi aussi, j'aurais peut-être pu devenir. Un homme de grande culture, anthropothéosophe, et dont le vrai métier était d'enseigner la musique au collège ; il n'avait été chargé de l'enseignement de la religion que faute d'un spécialiste. Comme mon père il possédait, dans l'édition Tauchnitz anglaise, un grand nombre de volumes lus et relus ; qu'il ne les dissimulât point devant les élèves était un de ces signes auxquels, parmi les adultes,

nous reconnaissons les « non-nazis ». Je compris bientôt que, sans connaissance du christianisme, on ne pouvait rien entendre au *Faust* de Goethe ; je me sentis fortifié dans mon aversion à l'égard de cette « Providence » de Hitler, dont le banal athéisme choquait en moi un sens plus affiné du style ; cependant, peut-être pour les mêmes raisons de style, je fus bientôt rebuté par la personne du professeur en question. C'était un violoniste de talent, avec toute la naïveté sentimentale, voire la sottise, que peuvent avoir les musiciens, et d'une rigidité dans ses croyances qui certes garantit contre la corruption mais rend absolument imperméable à toute nouvelle expérience culturelle.

La voie consistant à avancer « dans l'histoire de la culture » n'était que provisoirement sans périls ; parmi le personnel du collège et de l'internat, assez nombreux étaient ceux qui voyaient là un comportement indésirable, car en vérité le processus de la culture, avec la place importante qu'y tient le langage, lorsqu'il échappe au contrôle du dressage, contient toujours un potentiel de subversion. Ainsi l'« esprit » lui-même comportait assurément du dehors et d'en haut, une petite mesure de conflit social. En tout cas, *du dedans*, la lecture, Dieu et la conversation restaient en fait pour moi des moyens de subversion.

Cela ne m'a point gardé des affirmations. Bien que je fusse doué d'un instinct qui me faisait discerner, même masquée, la pression publique, et bien que, depuis l'aventure de la confirmation, je fusse sensibilisé à *l'inauthentique*, je le situai à une place inattendue (comme on va le voir dans la section suivante). Et néanmoins, si j'avais dépassé en 1939 ce qui restait en moi de rapports enfantins avec le monde, ce n'était pas pour me laisser prendre de façon durable dans un rapport au monde d'une pareille transcendance.

Les vacances de Noël 1937 en étaient, par anticipation, un premier exemple ; à ce moment-là déjà j'avais échappé au fascisme.

4. Sur le « corps discipliné et fondamentalement sain »⁴
(Maxime pédagogique du parti nazi)

Alors que depuis longtemps j'avais échappé au national-socialisme, celui-ci revint me chercher en un lieu inattendu. Dans le domaine de la gymnastique et du sport, une matière à laquelle s'appliquaient facilement les exigences idéologiques de l'Etat national-socialiste et la grossière rhétorique de son Führer. Hitler parlait de l' « insolente incarnation de la force virile » comme d'un nouvel idéal de l'humanité.

Quoi qu'il en fût, sur la piste cendrée l'entente s'établissait d'elle-même entre le fascisme et le besoin de mouvement chez les jeunes, leur goût de la compétition physique.

Les moniteurs d'éducation physique en profitèrent ; eux qui n'étaient presque rien avant la « prise de pouvoir », ils pensèrent maintenant qu'ils étaient tout, en particulier en face du professeur du second degré qui, jusqu'alors, les regardait de haut. Je me rappelle l'un d'eux, à Dresde qui, dans son langage ordurier et avec des allusions sexuelles, faisait honte à la dignité du collègue. Pour une raison quelconque on lui avait confié l'enseignement de la géographie, matière peu estimée, et la surface de la Terre était pour lui matière à plaisanterie. Sur le nom de « Mädalgabe » [fourchette de fille], porté par une montagne suisse, c'est à peine s'il pouvait se tenir : ce sommet en forme de fente évoquait — pour lui, du moins — les parties intimes de la femme.

Là je n'avais aucune chance de jouer le jeu de la révolte. J'étais maladroit, souvent paresseux, les moniteurs ou bien grossiers, ou bien du genre « mouvement de la jeunesse ». L'enseignement prenait parfois des aspects humiliants, bien que le classement dans le *peer group* se décidât plutôt sur le terrain de jeu, hors de l'école, et là je pouvais m'en tirer passablement.

Pour nous, autant qu'il m'en souviennne, les Jeux olympiques

4. Ayant reçu trop tard une seconde version (beaucoup plus longue) de cette section, le traducteur ne donne ici que la version plus ancienne, dont le texte français était déjà prêt.

de 1936 furent sans conséquences appréciables ; il en alla tout autrement avec l'explosion impérialiste de 1938. Lorsque nous retrouvâmes l'internat, après les vacances d'été, il n'était question que de la « crise des Sudètes » ; le règlement intérieur était devenu plus rigoureux. Le grand gymnase du collège et ses agrès avaient toujours été accessibles aux internes à leurs heures de liberté, de façon amiable il est vrai, selon le droit coutumier plutôt qu'en vertu d'une autorisation expresse. C'en était à présent fini. Il devenait visiblement indésirable d'aller courir ou grimper librement. Sans doute, dans la cour de récréation, on pouvait jouer au ballon, mais sous le contrôle du responsable de l'internat ; il exigeait des arbitres et des juges de ligne, et inspectait les chaussures que portaient les joueurs.

Des observateurs naïfs, c'est-à-dire doués de raison, n'auraient peut-être vu dans ces restrictions qu'un effort de mise en ordre, de contrôle. Habités aux paradoxes de l' « ordre », nous flairâmes tout de suite quelque chose de spécial. Notre exclusion partielle de la gymnastique et du sport signifiait que c'étaient là maintenant des choses que le collège devait prendre au *sérieux*, et sur un mode nouveau. Si pelouse et agrès n'étaient plus librement accessibles, c'est que la valeur de ces emplacements s'était multipliée.

En quelques semaines nous eûmes toutes les occasions possibles de constater aussi qu'il était devenu plus difficile de se faire dispenser de gymnastique. Le médecin devait, si possible, ne décharger les élèves malades ou blessés que de certains exercices et quiconque n'était pas cloué au lit avec de la fièvre, même s'il avait une dispense médicale, devait assister aux séances d'éducation physique. Le moniteur de gymnastique était ainsi érigé en instance supérieure, qui pouvait soumettre à son contrôle quasi-médical notre droit à la dispense.

Et à présent il enseignait la gymnastique comme une *morale* ; jusque-là, pendant les leçons d'éducation physique, les mauvais élèves, les paresseux, se tenaient simplement à l'écart, le moniteur n'y prenait pas garde. A présent personne ne pouvait plus échapper à son regard. De faibles performances aux barres parallèles ou à la barre fixe étaient « politisées », on y voyait presque un manque de caractère ; un goût modéré pour le sport était considéré comme manque de *conviction*.

Le directeur nous communiqua une décision en vertu de

laquelle, pour le passage dans la classe supérieure, les résultats en gymnastique comptaient autant que les notes obtenues dans les matières scientifiques. Et nous apprîmes par les journaux et la radio que les « aptitudes physiques » constituaient maintenant des préalables à l'entrée dans l'enseignement supérieur et à l'examen du baccalauréat. Et tout cela se présentait, de nouveau, avec l'« arrogance du définitif », comme quelque chose qui vous *saisit à la gorge*.

Que faire ? Un garçon de seize ans n'a guère le choix ; victime d'une conjuration, il ne se pose même pas la question. Il s'aperçoit plutôt que, d'une certaine manière, il fait partie lui-même des conjurés, que dans une certaine mesure sa vision du monde est la leur, que déjà le voici comme il doit être. En fait j'avais toujours aimé passer de longs moments dans l'eau et je connaissais toutes les baignades publiques de Dresde. J'eus envie à présent de pratiquer la natation dans la piscine municipale, c'est-à-dire de transformer une obligation en plaisir. J'obtins le « certificat de la Société allemande de Sauvetage », un brevet sportif qui déjà n'était plus tout à fait de mon âge, mais qui satisfait mon amour-propre. Au printemps 1939 je commençai à m'entraîner à la nage sur le dos. Où était le temps où je me contentais de faire paresseusement la planche, de me laisser porter par l'eau, les yeux mi-clos ? Au début de l'année j'avais atteint un niveau qui m'aurait qualifié pour le prochain concours des écoles saxonnes. — Mon prestige augmenta.

Le retour à des goûts de mon enfance représentait peut-être une « régression créatrice ». Le club de football de Dresde, le DSC, n'avait-il pas été champion d'Allemagne — avec un renom qui n'aurait d'égal — plus tard — que celui du Schalk 04 ? J'avais encore dans les oreilles des noms comme *Kuzzora*. Je me remis, en compagnie de beaucoup d'autres, à suivre le dimanche les matches de football, avec un intérêt croissant, comme il se devait, ce qui améliora ma situation sociale.

Rétrospectivement il me semble que tout se passait comme si j'avais été bien préparé à ces réussites d'adaptation. La randonnée estivale à bicyclette constituait déjà une appréciable performance sportive ; par mes propres moyens, encore que ce ne fût point de propos délibéré, je m'étais physiquement qualifié. Celui qui prend un plaisir juvénile à des randonnées

cyclistes est déjà « intégré », c'est-à-dire factuellement normal. Aussi bien, dans un Etat dictatorial, aucune normalité n'est innocente. L'adresse et l'autonomie qu'avait exigées le *hitchhiking* de Pâques et les faux papiers de l'été ne supposaient-elles pas, elles aussi, certaines adaptations ? Un sens du réel qui avait des points communs avec la puissance ?

Mais justement la *liberté* aussi réclame le sens du réel. Les hors-la-loi vivent sur un mode dialectique bien longtemps avant de s'en apercevoir. Je viens de le dire, sous la pression des circonstances, je me suis « modifié », je me suis soumis en matière d'éducation physique et de sport, c'est-à-dire dans un domaine idéologiquement central, mais la chose eut aussi des résultats paradoxaux : *mon* amour-propre augmenta et, en quelques mois, la pression morale sur le nageur soucieux de ses performances et sur l'amateur de matches de football devint un peu moins forte. Le « succès » commençait à détruire quelques-unes de ses propres conditions.

Pour des processus psychiques et sociaux de cette sorte il faut du temps, et le temps modifie également le profil de ce qui est officiellement réclamé. Au cours de l'année 1939, au « niveau supérieur », les exigences changèrent aussi dans l'enseignement de la gymnastique ; il fallait réussir maintenant de difficiles exercices aux agrès, ce qui entraînait une certaine individualisation de l'enseignement, les éléments collectifs tenant moins de place. A un niveau supérieur il se posa de nouveaux problèmes concernant les aptitudes physiques, la coordination neuro-musculaire, la capacité respiratoire, la constitution corporelle, en sorte que sur le plan moral la terreur diminua. On discourt — sur la physiologie, la médecine sportive, la technique, l'entraînement, l'endurcissement. Discourir, c'était *mon* domaine ; la leçon d'éducation physique débouchait dans un pays où j'étais mieux chez moi.

Ayant acquis plus d'assurance et ayant sensiblement affermi ma position en gymnastique et en sport, je découvris dès le printemps 1939 la chance de répondre à la pression conformisante du collège de manière énergique, c'est-à-dire agressive. Je redevins « moi-même », c'est-à-dire un joyeux résistant. Résultat paradoxal d'une éducation destinée à me transformer. Au sommet de cette deuxième carrière de protestation, au printemps 1940, je m'installai un beau jour entre les barres

parallèles sur lesquelles je devais travailler et je me plongeai insolemment dans la lecture d'un drame de Roswitha von Gandersheim. Les maîtres acceptèrent cette attitude alors que personne ne tolérait plus la simple faiblesse ou le refus silencieux.

On peut voir là le signe que maintenant la phase était bien dépassée de la division en personnes partielles, qu'était bien dépassée la « décentration », la perte de la totalité. J'en étais au joyeux retour en soi. Ou bien, dans l'art d'utiliser les chances pour traduire mon dissentiment, étais-je devenu *solide comme le cuir, agile comme un lévrier* ? C'est ainsi que Hitler avait souhaité que fût sa jeunesse. En tout cas je n'étais point *dur comme l'acier de Krupp*, plutôt un peu hystérique, avec de soudaines faiblesses nerveuses, mais tel était aussi le vrai national-socialiste.

En un certain sens tout cela finit comme une méchante comédie. En 1941, au temps de mon abitur, la note de gymnastique et de sport jouait à nouveau le rôle secondaire qu'elle avait autrefois, et — en dépit de ce qu'affirmait la propagande officielle, — pendant cette deuxième année de guerre, la « discipline du corps » avait perdu depuis longtemps son rôle central.

Note terminale

En 1938 la « fascisation », on le savait bien, était tout autre chose qu'un phénomène naturel.

Dès le début de l'année l'Etat national-socialiste tira un trait final sur la période de paix et de conciliation relatives qui avait commencé — au milieu de 1934 — avec l'affaire Röhm. Hitler, disait-on, se sentait vieillir ; ce qu'il était capable de faire, il fallait qu'il le fit rapidement. On renonça à tous les accommodements jusqu'alors acceptés à contre-cœur. Pour la planification des armements et de l'économie, Göring succéda à Hjalmar Schacht ; dans les ministères, aux spécialistes conservateurs on substitua des fanatiques (ou de méritants membres du parti). Hitler congédia les généraux von Blomberg et von Fritsch et prit lui-même en mains le « haut commandement » des forces armées. Dans les cercles faisandés de l'élite national-

socialiste, Himmler vit croître son influence. Quant à la politique culturelle, j'en ai déjà parlé.

Ainsi se trouvaient préparés pillage et expansion. En mars l'Autriche fut annexée. En septembre la Tchécoslovaquie dut abandonner les Sudètes ; les premières exigences insensées de l'Allemagne amorcèrent l'attaque à venir contre la Pologne. En novembre la *nuit de cristal* attesta la persistance de cette terreur brutale qui avait marqué la première année après la « prise du pouvoir ». On vit également se poursuivre la dissolution des structures sociales, familiales et privées. Au cours de l'été, mon demi-frère Arnim, qui vivait à Dresde chez son père, était allé voir notre mère en Angleterre ; il ne revint pas — ombre et tristesse aux « franges » de ma conscience, et, pour ainsi dire, remémoration d'une ancienne souffrance. Pendant les petites vacances d'automne, je rendis visite à son père, pianiste et professeur au Conservatoire, avec lequel j'entretenais de bons rapports. Je le trouvai dans ses derniers préparatifs d'émigration. Sa seconde femme, une juive suédoise, était très malade, tous deux vivaient dans l'angoisse et ils étaient à bout de force.

Sur l'émigration et ses causes j'étais informé depuis longtemps, et sur l'antisémitisme personne en Allemagne n'avait rien à apprendre. Cependant, à la fin de 1938, les événements qui m'avaient atteint (comme l'émigration de ma mère et les difficultés financières dont souffrait mon père), avaient perdu leur caractère semi-privé et individuel pour devenir en définitive effectivement *publics* et susceptibles d'interprétation politique. [...] L'« antifascisme sauvage » devint politique (au sens que la démocratie donne à ce mot) ; de manière encore tâtonnante, il se mit à chercher son langage analytique, il découvrit en lui-même, non encore développés, des points d'attache avec l'action sociale. (Mais il lui fallut encore presque deux ans pour arriver réellement à ce niveau.)

Or n'est-ce pas à peu près en ce même temps que se situe mon attitude affirmative à l'égard de la gymnastique et du sport ? Certes ? Et aussi bien la « voie vers l'intérieur » et le « rêve de se faire moine ». A l'internat, n'étais-je point, après comme avant, le dissident résolu, aussi indiscipliné qu'irréductible ? Sans aucun doute. Et je n'ai rien dit des répercussions qu'avaient eues, quant aux expériences vécues des collégiens,

les *grands événements*, le « retour de l'Autriche au sein du Reich » ; ce serait là une nouvelle page à ouvrir. Un enfant prolongé, un adolescent qui fait des expériences « sans vieillir », un (quasi-) adulte avec une conception de la politique en voie de se qualifier, — étais-je donc tout cela en même temps ?

Le gymnase, le pavillon tranquille dans le jardin de l'internat, les grands fleuves du voyage de vacances, Dresde, — autant de domaines vitaux tout à fait divers, hétérogènes dans leur physionomie comme dans leur typologie. Vivant dans ces domaines, j'avais la même diversité qu'eux.

Je voulais d'abord écrire : « la même contradiction. » Mais, bien entendu, il n'y a aucune contradiction entre une ville et un gymnase. La portée de ce vocable doit beaucoup à certains éléments de notre tradition culturelle, laquelle surestime peut-être aussi les idées d'unité, d'identité, d'*impartibilité* de l'individu, et non pas seulement l'unité du devenir social, de l'« histoire ». La synthèse est — peut-être — aussi l'« idiosyncrasie d'une certaine espèce animale » (F. Nietzsche). Mais ne nous *unifions*-nous pas un jour ? Oui certes ; aussi bien nous ne restons pas des pervers polymorphes. Si seulement nous savions exactement ce que cela signifie ! L'« unité de la personne » est-elle produite comme le quotidien dans la société industrielle ? De telle sorte qu'un type unique de temps, de relation à l'objet, de norme d'activité sociale, fasse disparaître tous les autres (personnes partielles) ? Assurément certaines constantes nous accompagnent depuis l'enfance ; j'ai noté ma relative inflexibilité (on peut dire aussi : mon incapacité à m'adapter par apprentissage), dont l'effet sur moi était oscillant ; un « sentiment de la vie » acquis dès l'enfance et qui nécessairement, étant données les réalités du temps, se mue pour une part en autonomie.

L'« esprit » possède un pouvoir de synthèse, c'est dire que les processus intellectuels de formation tissent leur fil à travers le « divers » ; tout cela est important pour l'« écart » entendu comme « lieu le plus sûr », le plus sûr en face de la fascisation. Mais grande est aussi l'influence de *certaines* décisions quant à une possible synthèse, en sorte que pour une part nous devenons selon que nous avons agi, et que nous n'agissons pas selon ce que nous sommes au moment même.

Un jour s'affaiblit notre confiance dans le « divers » que nous sommes ; le *pays ouvert*, notre Atlantide, s'engloutit.

Parade de drapeaux et exclusion hors de l'internat (1939)

Au collège, la semaine s'ouvrait par la levée des étendards à la croix gammée ; le samedi, pour la descente des couleurs, le cérémonial n'était pas moins solennel. Il y avait bien longtemps que l'*appel au drapeau* remplaçait l'ancienne prière. Elèves et professeurs défilaient dans la cour en rangs serrés ; chaque fois un élève des grandes classes prenait le « commandement » ; en seconde supérieure cet honneur m'échut. Au cours de la cérémonie il fallait prendre la parole, prononcer un *serment au drapeau*. Nous en tirions la matière de recueils, très répandus, contenant des « maximes populaires », ou bien des discours du Führer, ou encore de notre enseignement d'allemand (car on pouvait utiliser aussi Goethe ou Schiller. L'exemple de la RFA et de la RDA montre que la libre convertibilité des classiques continue aujourd'hui). Nos calendriers de collégiens contenaient à cet égard de bons modèles, par exemple l'impératif catégorique de Kant mis en vers :

*Et tu dois agir comme si dépendait
Seulement de toi et de ta conduite
Le destin des affaires allemandes,
Et que fût « tienne » la responsabilité.*

La première fois j'agis selon les prescriptions, mais non plus la deuxième fois. Au printemps 1939, mon réservoir de maximes contenait des éléments de contrebande, notamment une loi physique dans la version de mon père, lequel s'était constitué sa propre physique sociale. Pendant que les couleurs montaient, j'annonçai au collège — *le petit doigt sur la couture du pantalon* : — « On ne peut prendre appui que sur des forces qui exercent une résistance, — parole du Führer ». Bien des paroles du Führer étaient en circulation. Leur valeur ne reposait sur aucune logique. Qu'on ait cru ou non à l'authenticité de celle-là, je ne l'ai jamais su ; personne ne dit mot.

Ce printemps-là je possédais une clé ouvrant une des portes

latérales de l'internat, je l'avais sans doute héritée d'un élève plus âgé qui avait quitté le collège, car de mon temps il était devenu impossible de s'en procurer. De la sorte, dès qu'il fit moins froid, je pus sortir la nuit, en quête d'un ciel étoilé, du vent qui souffle dans les bosquets, des lumières de la ville.

Chaque jour je lisais Nietzsche. *Ecce homo* devint mon livre de chevet. (Le hasard veut que je possède encore l'ouvrage, lu et relu, dans la collection Reclam, avec beaucoup de notes marginales contenant des critiques grossières, dans une sténographie fautive de potache. C'est surtout en matière de musique que je reprochais à l'auteur de ne point s'entendre.) A la Noël 1938 mon père m'avait fait cadeau du *Gai Savoir*. Je couvris de notes la page intérieure de la couverture ; parmi ces notes, une phrase qui m'a souvent servi dans mes conversations avec un ami, sans doute version modifiée d'une formule de Nietzsche⁵ : « Il est honteux de donner des ordres et de suivre des ordres. » Telle était ma confession de foi (et elle l'est demeurée aujourd'hui encore). De Goethe j'aimais le « Chant du voyageur dans la tempête » et j'écrivais moi-même des vers.

Parmi mes camarades de pension je vivais comme un *lonely wolf*, mais accepté comme tel ; conformément à la tradition, d'appartenir à la classe pré-terminale m'assurait une dignité. Je n'en voulais point et, parmi les élèves plus jeunes, tâchai de nouer des relations plus détendues. Même le responsable de l'internat me laissa en paix. Devant mon indifférence, la guerre cessa entre mon désordre et son autorité. Je ne me rendais pas compte, je crois, que ce pouvait bien n'être là qu'une accalmie avant la bourrasque. [...]

En mai ou juin, en très peu de jours, ma situation devint tout à coup dramatique et intenable. Un des motifs fut la découverte de mes escapades nocturnes. Le grief : la possession d'une clé, l'acte illégal par excellence. Le conseil des professeurs décida de m'exclure de l'internat ; en ce qui concernait les classes, je reçus le *consilium abeundi*, c'est-à-dire le conseil de quitter librement le collège pour éviter d'en être exclu.

A ma surprise je ne fus pas convoqué devant le conseil comme c'était l'usage en cas de graves accusations et décisions.

5. « Il est honteux de pardonner et d'implorer son pardon. »

Je souhaitais être entendu, mais ne l'obtins pas, malgré l'intervention de mon père, qu'on avait convoqué. Finalement je fus suspendu des enseignements et de la vie quotidienne à l'internat ; dans certaines limites je pouvais faire ce que je voulais. Je profitais de cette liberté qui me comblait de bonheur. Nous cherchâmes en ville une chambre meublée et je décidai de gagner de l'argent pendant les vacances.

Il ne restait qu'une petite semaine avant la fin de l'année scolaire. Je devais aller chercher ma « sentence » dans l'anti-chambre du directeur, mais je m'y refusai et je la reçus par la poste. Le cas devait être soumis au ministère ; il avait à décider si je serais autorisé à changer d'établissement. Autant qu'il m'en souvienne, le collège avait donné un avis favorable. Le ministère le confirma en juillet ou en août, et je reçus la permission de m'inscrire au collège moderne de la ville.

Cette nouvelle me toucha dans le baraquement d'un chantier d'autoroute. Pour les vacances je m'y étais embauché comme travailleur auxiliaire, ce qui était bien payé et résolvait le problème pratique de l'hébergement. Il s'agissait avant tout d'un *cordon sanitaire*⁶ entre moi et mon passé, d'un moyen de reprendre souffle.

En juin 1945 j'eus l'occasion de jeter à nouveau un coup d'œil sur le collège et l'internat. Dans l'intervalle les bâtiments avaient été utilisés par l'armée américaine, ou étaient restés vides.

« ABITUR » ET SECONDE NAISSANCE (1939-1941)

A l'automne 1939 la prise de Varsovie marqua pour l'Europe le début d'une agonie collective.

Dans les *cercles convenables* on trouva des paroles pour rendre hommage à l'armée polonaise : brave, mais affrontée à une « tâche impossible » ! Sotte et sérieuse comme elle l'était, la bienséance allemande crut véritablement que quel-

6. En français dans le texte.

qu'un avait imposé cette tâche à l'armée polonaise — la Providence, la nation, l'histoire. Le *Stürmer*, journal du gauleiter de Franconie Streicher (un démon de faubourg, pendu en 1946 à Nuremberg) était plus près de la vérité. Dans sa *totale défaite*, une race primitive, fortement enjuivée, paye l'addition que lui présente l'Aryen. *Such is life*. Mieux que le convenable Potsdam, le Nuremberg ivre savait qu'avec l'offensive de l'armée allemande ce qui avait commencé pour toute l'Europe, c'était une mise à mort des Slaves, des Juifs, des communistes, des « malades mentaux » et des minorités sexuelles. L'histoire que nous avons inaugurée depuis 1939 avec des fanfares de victoire et le sifflement des Stukas, n'était pas simplement celle de la guerre avec ses banales abominations. Dans les années suivantes la guerre charria avec elle mainte idée qui fut aussi, à l'occasion, celle de l'*Allemand convenable* : l'idée d'un second niveau du devenir historique, qu'on ne désigne plus par le nom d'une bataille, mais par celui d'un camp : Auschwitz.

A Zwickau la mise en scène à grand spectacle de la victoire sur la Pologne souffrit de certaines faiblesses d'organisation. Le ministre de la Propagande voulait que l'Allemagne entière ne fût plus qu'une *mer de drapeaux* — à présent, peuple, lève-toi ! tempête, déchaîne-toi ! — mais il y eut quelque obscurité quant à la date exacte du « pavoisement ». Beaucoup d'intendants, de chefs d'entreprise, de particuliers avaient hissé leur drapeau dès l'annonce des premières victoires, d'autres le firent lorsque tomba la capitale polonaise. La population s'essayait à la joie — mais trop tôt pour le metteur en scène. D'avance en place, la mer de drapeaux fit peu d'effet à la date fixée, celle du 4 octobre. Les sentiments tournèrent court. Dans un rapport secret sur l'atmosphère dans le pays, le service de la Sûreté (« SD ») déplora que « l'occupation de Varsovie eût été tellement considérée déjà comme allant de soi que le pavoisement ne correspondît plus dans la population à un enthousiasme intérieur ».

Enthousiaste, je l'étais — à contre-courant : heureusement délivré d'une des formes de pression du collectif. Histoire et vie privée s'éloignaient beaucoup l'une de l'autre. Protégé contre cette abstraction, j'avais plaisir à vivre.

Et je m'assurai ce qui m'avait manqué en pension : du *temps*. A la fin d'octobre je me trouvais en flâneur devant la

vitrine d'une petite librairie. A moitié caché par un rideau de black out négligemment relevé, il y avait là, parmi les livres d'occasion, un ouvrage de G.B. Shaw. Le curieux qui prend son temps garde en général un œil libre — quelqu'un s'était approché. Intéressé, j'aperçus à côté de moi une femme âgée, de petite taille, vêtue de noir, avec de longs cheveux gris en désordre. Elle m'adressa la parole. Plongés dans une conversation sur Shaw et sur l'automne, nous marchâmes jusque chez elle ; nous y fumâmes, nous y bûmes beaucoup de thé.

Je l'appris au cours des mois suivants, elle était la fille de pauvre gens. Dans les dernières années du XIX^e siècle elle avait appris la couture, avait obtenu un certificat d'aptitude en cette matière — ascension sociale — et s'était timidement intéressée à la musique et au théâtre. Elle avait épousé ensuite un sous-officier de carrière dans l'armée impériale. Ce qu'elle me raconta de son mariage m'a passablement instruit quant à l'histoire sociale des classes subalternes, mais aussi quant à la marge de décision que leur laisse leur destin de classe. Lorsqu'en 1906 son mari fut tué en Chine pendant l'expédition contre les Boxers (on le nomma feldwebel à titre posthume), elle fut soulagée et décida de ne pas se remarier. Sa vie étant assurée par sa pension de veuve et de petits travaux de couture, commença alors son aventure dans le temps. Jusqu'à la fin des années 20 elle accumula du savoir dans les universités populaires et à la Société de Culture ouvrière ; après quoi elle en sut assez. Un peu plus longtemps, avec des partenaires des deux sexes, elle avait fait des voyages en Allemagne, le plus souvent pour fréquenter théâtres, expositions et musées. Un jour elle en eut également assez. A partir de 1936 elle ne quitta plus son domicile que de façon occasionnelle. [...]

Nous écoutâmes des disques sur un vieux gramophone, d'abord des chansons de Marlene Dietrich dans des films comme *l'Ange bleu*. Lorsque je revins chez moi à l'aube, j'avais sous le bras une pile de livres dangereux, parmi lesquels je crois, *le Sujet* de Heinrich Mann.

Les richesses culturelles de cette femme étaient inépuisables. En musique : des enregistrements de *l'Opéra de quat'sous* — début pour moi d'un attachement qui n'a jamais faibli depuis, chants ouvriers, notamment un disque éraillé de *l'Internationale* ; des numéros de cabaret politique ; du Stra-

vinsky, du Louis Armstrong, de la musique de danse de l'époque weimarienne. Sur les rayons supérieurs de sa bibliothèque je découvris en peu de mois toute la *littérature interdite* ; Juifs, Tchèques, Russes, romans de l' « époque du système », poèmes expressionnistes. [...] Je me jetai sur des livres dont je ne connaissais l'existence que par ouï-dire, notamment des almanachs psychanalytiques et deux ouvrages de Freud. [...] Dans ses tiroirs s'entassaient des programmes de théâtre datant de sa période berlinoise, y compris des pièces montées par Piscator — qu'était-ce que tout cela ? Elle me l'apprit. Et des coupures de journaux, des tracts, des bulletins de vote, dont certains du PCA et du PSA. Des photos, des exemplaires de la *Weltbühne*, ce qui me fournit de nouvelles précisions sur C. von Ossietzky.

En général j'arrivais dans l'après-midi et je ne quittais la *boutique* — c'est ainsi que nous appelions son petit appartement — qu'à deux ou trois heures du matin. Parfois la nuit entière passait en conversations. Après une nuit blanche je courais au collège sans serviette. Chez Pawel Lenk — émancipée et russophile, elle ne supportait plus de s'entendre appeler par son prénom de Paula — je connus pour la première fois des lesbiennes et je rencontrai un mari, amateur des ouvrages mystiques que Pawel possédait en grand nombre. Dans l'intervalle entre les rayonnages réservés aux livres, les murs étaient couverts de photos jaunies, d'images peintes, d'affiches. A leur propos Pawel ne manquait pas d'histoires à conter. [...]

Les processus de formation, le bonheur, l'identité dépendent d'objectivations culturelles et de rapports humains ; ils n'existent que médiatisés. Si, dans l'Etat national-socialiste choses et rapports étaient incomplets et gâtés, ce n'est pas seulement parce qu'on avait exclu des programmes d'enseignement et de la vie publique certains thèmes, certains noms et certains objets, ou parce qu'on avait proscrit certains livres et certaines publications ; il en restait beaucoup. [...] Mais une « archéologie du savoir », le contexte historique des objets, voilà ce qui avait été partiellement détruit, en sorte que tout apprentissage gardait quelque chose d'illusoire. Et même un soupçon d'énigme, comme s'il s'était agi de décrire, par temps couvert, la position des astres dans le ciel.

Au demeurant, dans certains domaines scolaires, l'instruction avait gardé une certaine qualité (et certains films méritaient

d'être vus). Même dans l'enseignement de l'histoire, *Mein Kampf* n'avait pas entièrement éliminé les acquis de la science bourgeoise, ce qui tient peut-être au caractère conservateur de tout système d'éducation. Affirmer, comme on le fait en général, que l'enseignement « par les livres » était relégué au deuxième rang, après l'entraînement physique et la formation du caractère, c'est juger le national-socialisme sur ce qu'il disait sur lui-même. Il est vrai, la formation classique du lycée, basée sur les langues anciennes, perdit son prestige et l'on plaça au même rang l'enseignement de mon collègue moderne ; l'idéologisation de l'école se fit partout sentir, surtout en dehors des heures de classe.

Néanmoins le facteur de destruction ne fut point la façon arbitraire et cavalière dont l'Etat national-socialiste traitait les objectivations culturelles. Dans le milieu qu'il constituait, les rapports entre hommes devinrent des objets possibles d'appropriation, des processus d'appropriation et d'aliénation. Aujourd'hui encore j'ai peine à définir en termes abstraits ces modifications. Leur résultat fut peut-être une contradiction productive, par exemple entre esprit partisan et exigence de vérité, ou une sublime contradiction entre culture et réflexion. A sa manière bornée le fascisme fut une « philosophie de l'identité ». Ainsi traités, conviction et idéalisme ne formaient plus un monde, ils en étaient — prétendument — la copie. Et la peur et l'auto-censure, telles que nous les entendons aujourd'hui, eussent été *humaines* : avec toutes les deux, dans l'Etat national-socialiste, le citoyen se trouvait identifié ; ou il « voulait » cette limitation, ou bien, les yeux ouverts, il ânonnait occasionnellement sa propre protestation.

A la HJ on nous disait que la révolution nationale-socialiste avait substitué au mensonge de la « personnalité cultivée » la figure triomphante du véritable Allemand, celui que déterminent le sang et le « destin historique », en même temps qu'un « ordre éducatif » populaire. Il est sûr que cette révolution atteignait un peuple qui ne disposait que d'une expérience sociale historiquement appauvrie, et que le contact avec l'histoire, la culture et le passé *vivants* devint aussi, extérieurement, le vide de l'action et du discours scientifique. Dans ce milieu Pawel Lenk était un *heureux à côté*, un « événement ». Est-il possible, en Allemagne, de ne faire des expériences que comme outsi-

der ? Pour une large part nos entretiens sur les richesses qu'elle avait accumulées étaient un « territoire ouvert ». L'événement, ce n'étaient pas les *livres* interdits par l'Etat national-socialiste, ni Meyrink ni Arnold Zweig ou le « Processus » de Feuchtwanger, ce furent nos conversations sur ces livres, la culture comme medium dans lequel deviennent communicables expériences et nostalgies.

.....

En 1939-1940 nous tenions tous les deux pour possible que Hitler gagnât la guerre, surtout après le rapide effondrement de la France au début du printemps 1940. — Que faire ? Pour sa part elle pensait qu'elle serait morte avant — elle était très âgée et la guerre allait durer longtemps. En ce qui me concerne, elle n'aimait pas se poser la question.

Alors qu'elle était assise devant sa machine à coudre, peu intéressée par les nouvelles de l'époque, j'écoutai sur un petit poste de radio à bon marché, après la victoire de Hitler en France, le panégyrique prononcée par le gouverneur de la Saxe, Martin Mutschman, personnage ténébreux et dépourvu d'intelligence. Il expliquait la défaite de l'adversaire par son *mélange racial* : nègre et femme blanche bras dessus bras dessous sur les boulevards de Paris ! En entendant ce discours, Pawel alla chercher pour moi des photographies de danseuses noires, et je cherchai pour nous les *Fleurs du mal*.

Ma seconde naissance (1939-1940)

J'ai longtemps considéré ce milieu de substitution, dans un arrière-bâtiment, comme le lieu de ma seconde naissance. C'était là une méprise. Certes il nous est arrivé parfois de trouver chez Goethe des allusions aux causes transcendantes de notre accord :

*Ah ! tu fus en des temps anciens
Ma sœur ou mon épouse !*

mais nous ne prenions pas cela très au sérieux. Pawel Lenk, ce ne fut pas une « vie recommencée ». Ce fut le lieu où il me fut

possible de clore ma première naissance, sans être gêné par l'école et par les lieux publics.

Dans cet environnement-là j'ai conduit mon amie, mais le bruit qu'on y faisait lui était trop étranger, et pour nous cet environnement n'était pas assez ésotérique. Cependant elle m'emmena chez une tante à elle, ancienne comédienne du Théâtre municipal, connue et aimée en ville. La chose se sut, au collège je fus l'objet d'envie et l'on me regarda avec des yeux ronds. Hildegarde B. était une fervente antifasciste, avec un rien d'outrance — du grand spectacle. Anglophile, elle n'écoutait d'autre musique classique que celle que diffusaient les émetteurs *britanniques*. C'est-à-dire troublée de bruissements, de craquements, de *fading*. [...] Elle ne savait de la situation militaire que ce qu'en disaient les postes étrangers, en fait britanniques (dont l'écoute était interdite depuis le décret spécial de septembre 1939). En peu de temps je fus bien informé et je dus commencer, au collège et en public, à être très prudent, très réservé. C'est un art que j'appris aussi vite qu'il fut nécessaire, c'est-à-dire *très vite*. Ainsi se dissipa l'« abstraction protectrice ».

Elle se dissipa aussi d'une autre manière. Un jour, chez Hildegarde B, alors que nous étions assis devant du café et des gâteaux saxons, dans des fauteuils qui n'étaient pas de mon goût, je fis la connaissance de deux couples de médecins. D'abord curieux, prêt à me mettre en avant et à jouer dans toute scène l'*enfant terrible*⁷, ensuite — avec une passion croissante — captivé, finalement je ne dis presque plus un mot. Ce fut le coup de foudre, étais-je tombé amoureux ? En fait Elfriede H. était pleine de charme et débordante de cynisme. Je restai presque constamment à côté d'elle et lorsqu'elle demanda, tout à la fin de l'après-midi, si quelqu'un avait envie de la raccompagner jusque chez elle et de l'aider à préparer son dîner, je dis aussitôt « Oui ». Je savais bien que cette question ne *pouvait* s'adresser qu'à moi, avec cette enivrante certitude qui s'impose à l'instant où les dieux nous octroient un « kairós », une promesse de bonheur qui ne peut être trompée.

Le moins qu'on puisse dire est que j'étais enivré aussi par

7. En français dans le texte.

l'esprit de cette femme, par le noyau dur et réaliste de ses amusants cynismes. Affirmer que je devenais politiquement amoureux ne serait pas faux. Plus exactement je me découvrais comme un *humain politique*. Très peu après j'entrepris de connaître la pratique politique d'Elfriede H, selon la mesure humaine, lieu d'écoutes plus sûres. Cette conversation de plusieurs heures acheva ma « seconde naissance » ; elle fut déterminante pour ma manière de vivre des dix années suivantes, et il allait me falloir plus de trente ans pour dépasser certaines attitudes prises en 1940.

Mme H. était communiste, politisée dès sa première jeunesse, et elle avait vécu quelques années à Prague — le communisme pragois de la fin des années 20 l'avait conditionnée. A la différence de son mari, qui représentait plus fortement la « ligne du parti », elle inclinait vers l'opposition de gauche.

Quelques mois plus tard, avec des mesures de précaution, nous rencontrâmes, elle et moi, un ancien membre de l'« Opposition syndicale rouge », récemment libéré de prison.

Ainsi commencèrent mes contacts avec le PCA, moins d'un an après le *consilium abeundi* et mon exclusion de l'internat. Ce fut un saut dans une nouvelle période. Certes de longue date j'étais préparé à ce saut. Au cœur de l'Etat national-socialiste, lequel s'affirmait éternel, je découvrais un avenir qui me faisait quitter non seulement le fascisme, mais aussi mon enfance et ma jeunesse pour passer à une pratique sociale pensable. (Que ce ne fût pas un « territoire ouvert » que je gagnais en dépassant l'Etat national-socialiste, c'est ce qu'on ne pouvait pas, ce que moi, du moins, je ne pouvais pas discerner). Dès le début je sus ce qu'annonce politiquement la liberté : une interprétation « matérielle » qui maîtrise le réel et qui, en résolvant l'énigme que constitue pour chacun l'histoire de sa propre vie, résoud du même coup l'énigme de la société et de l'histoire de cette société. Le ciel s'était découvert, il n'y avait plus qu'à déterminer de sang-froid la position des astres.

La sortie d'un « ghetto ».

Ce que je viens d'appeler un saut dans une nouvelle période découvrait à la conscience du garçon de dix-huit ans le sol

sur lequel il pouvait prendre pied presque sans réserves.

Même les instincts accumulés d'un « outsider », le goût de se tenir « à l'écart », ne sauraient exclure les besoins de sociabilité. J'aurais aimé trouver ancrage dans un réseau de relations sociales, j'aurais aimé « vivre avec mes pareils », mais ce besoin restait insatisfait dans l'Etat national-socialiste — ceci en raison du caractère purement affirmatif qu'y prenaient les modes de communication. Certes, étant enfant, j'ai pressenti la promesse que pouvait contenir, pour un adulte, son attitude antibourgeoise, mais le temps m'a montré aussi à quoi conduit cette promesse : à un milieu darwinien, à la société (post-)bourgeoise en tant que règne animal moral. Et justement un enfant avec des instincts d'« outsider », qui n'est pas *forcé* de se heurter au caractère de brigandage propre aux relations de type fasciste, ne cesse de perdre toute illusion sur la froideur et la sentimentalité de ces relations, sur leur tendance à la bureaucratie, par conséquent sur la gestion de la vulgarité.

Reste que les réseaux non fascistes de relations formés pendant l'enfance et la jeunesse dans la vie quotidienne d'un enfant de grande ville et dans sa parenté portaient l'empreinte de normes culturelles passablement bornées — celles de la médiocrité, du christianisme, de la « petite bourgeoisie ». Ces normes étaient à la fois affirmatives et mesquines. Et très évidemment *faibles*. Dans la plupart des cas elles ne constituaient guère une protection contre les exigences publiques du national-socialisme. Même un enfant ne subit pas simplement cette situation de son être collectif, il la perçoit — du moins s'il n'en est pas empêché par son éducation et son instruction. Précisément, comment supposer que la faiblesse des adultes éveille la *sympathie* d'un enfant ? Elle doit éveiller plutôt trouble et hostilité. Et une tristesse qui semble peu de circonstance, car elle tient à des sentiments d'espérance et d'humanité. De quelle source l'enfant tire-t-il cette espérance ? Je l'ignore, mais il s'agit assurément de bien autre chose que de ces *vœux* que chacun forme tout naturellement.

Restaient certes toujours possibles des amitiés, formant de petits cercles foncièrement chimériques, illuminés par l'éclat d'une découverte d'identité, et de ces relations mal définies avec des adultes, lesquelles comportent des aspects intéressants et éclairants. N'y avait-il pas aussi Pawel Lenk ? Mais

si heureuse que soit une inclusion à deux⁸, lorsqu'elle protège, dans sa coquille de noix, au sein de l'Etat national-socialiste, la culture que cet Etat est en train de détruire de façon barbare, elle reste une commune exclusion — ce que nous appelons aujourd'hui un milieu de substitution.

Pour la première fois maintenant, du fait de mes relations avec des antifascistes qui, chacun à leur manière, se trouvaient, par leur métier et leur statut, intégrés à la société et *cependant* oppositionnels, sur un mode substitutif, mais au niveau d'une *pratique*, je voyais satisfaits mes besoins de sociabilité. Ce qui, dans l'Etat national-socialiste, nous séparait de la population, ce n'étaient plus les murs intérieurement bariolés du ghetto. C'était le barrage de la « critique au corps à corps » ; donc simplement le flux d'une communication de puissance au sein d'une dictature promise à son déclin.

Une nouvelle abstraction.

Une société, au sens où ce mot signifie communication solidaire et rationnelle, voilà ce que nous étions — minorité au sein d'une communauté populaire qui, au regard de la raison, était néant, qui, au regard de l'Histoire, était scandale. A titre de représentants, nous étions *tout* ; l'Etat national-socialiste, malgré l'avantage du nombre et bien qu'il fût militairement armé, n'était rien.

J'ai mentionné plus haut un autre couple de médecins, démocrates à la façon de mon père, mais — avant 1933 — appartenant à une organisation politique et membres de je ne sais quel parti bourgeois ; ils pratiquaient ce que nous appelons aujourd'hui la médecine sociale. Grâce à leur familiarité médicale avec les conditions de vie du prolétariat et avec la lutte continue contre le système étatique de sécurité sociale et d'assistance publique, ils n'étaient pas moins critiques que mes amis communistes à l'égard de l'exploitation et de l'Etat bourgeois. Elle, médecin praticienne, députée de son parti avant 1933, était portée sur la boisson ; elle souffrait de la dictature fasciste

8. En français dans le texte.

et de sa propre impuissance. Lui, congédié après 1933 de son poste de médecin d'entreprise, assumait pour leurs deux cabinets les tâches d'administration et il veillait souvent tard dans la nuit devant des comptes et des statistiques.

Mme Th. n'avait guère d'estime pour la politique communiste et faisait peu de cas de l'organisation du PCA ; en ce qui concerne le mouvement ouvrier, elle était plutôt orientée vers le syndicalisme — au reste fort versée en histoire, qui était son sujet favori de conversation. A l'entendre parler de Bismarck, de sa législation sociale et de sa politique d'unification, j'appris bien plus en quelques mois que par tout ce qui m'avait jamais été enseigné à l'école. Sans parler de l'*émancipation des femmes* : elle possédait là-dessus toute une littérature, des lettres, des biographies et l'on dirait aujourd'hui qu'à cet égard elle était orientée, d'une part, vers la défense des droits féminins, d'autre part vers le « trade-unionisme ».

Pour moi la véritable signification de la famille Th. consistait dans un avertissement — inexprimé. En exagérant un peu, je dirais : avais-je appris maintenant, sur le mode communiste, à discerner, par ciel découvert, la position des astres ? Ou bien y avait-il là encore quelque élément astrologique ?

Mme Th. et son mari m'apparaissaient comme des historiens de la société actuelle ; ils vivaient professionnellement en contact quotidien avec les classes subalternes, de façon rationaliste, prêts à rendre service, avec de fortes attaches parlementaires, et très éloignés de se prendre pour un tiers état⁹ du xx^e siècle. Dans la maison de mes amis communistes, à un quart d'heure à pied de celle des Th., n'étions-nous pas de drôles de Jacobins ?

J'étais conscient de la distance qui me séparait (encore) de mes mécènes communistes. Cette distance contenait un élément d'usurpation et d'aventure. Nous nous étions affranchis de notre classe, ce qui n'allait pas sans conséquences. Cela prolongeait l'antifascisme en pousse sauvage, de manière non linéaire. J'étais à présent pour le prolétariat une sorte de candidat à la prise de parti. Qu'était-ce donc que cela, et où le situer ?

9. En français dans le texte.

Ce que nous avait enseigné l'école quant à l'Histoire et à la conscience de classe était peu de chose, et beaucoup trop loin de la vérité pour me fournir un cadre où j'aurais pu mettre en ordre mes expériences, mes sentiments ou mes états de conscience. Au contraire ce que j'avais appris au cours des derniers mois par des conversations, des livres, des journaux, était indubitable ; on ne pouvait y méconnaître le signe de ce qui est historiquement valable. Il est sûr que nous faisons bien lorsque nous mesurons la vérité à ses *conséquences* : ainsi le jeune intellectuel a raison, lui aussi, de juger une théorie selon qu'elle lui permet ou non d'ordonner et de rassembler de façon convaincante les « fragments de sa grande confession ».

Mais ne faut-il pas nécessairement que ce qui est vrai soit également d'accord ?

Certes la « classe combattante » de la République de Weimar était garantie. Qu'à présent, pour désarmer la bourgeoisie allemande, il fallût compter sur les baïonnettes des Etats « ennemis », ce n'était pas encore le problème, il y avait des réponses à cette question. Mais l'une de ces réponses était la thèse de la complicité des Allemands avec le fascisme. Sans elle l'Etat national-socialiste n'aurait jamais pu s'assurer cette suprématie qui à l'intérieur du pays le rendait invincible. Là il n'y avait d'autre issue que l'*unconditional surrender*. A nos yeux l'Etat national-socialiste n'était pas seulement une émanation de l'Etat capitaliste bourgeois qui, prenant la forme de la dictature, élimine le communisme et garantit les profits de la bourgeoisie, il était aussi une forme radicalisée de l'Etat (autoritaire) allemand. En sorte que le fascisme des petites gens, comme celui de la bourgeoisie, était bien une *tradition*.

Pour nous, en ce temps-là, il était impossible d'entrer en rapports positifs avec notre propre peuple sans avoir également d'abord des rapports positifs avec le fascisme, ou du moins avec ces « sources éternelles de la nation allemande » où l'Etat national-socialiste puisait la violation des droits comme on tire l'eau d'un puits. Mais peut-il y avoir rapport plus positif avec son propre peuple que l'attente de la révolution prolétarienne à venir ?

La contradiction entre théorie et expérience, également entre la réputation du PCA au temps de Weimar et notre thèse

sur le fascisme, ne pouvait être résolue que par notre projet de « bouleversement », de pratique sociale. C'était là un projet élitiste. La pratique communiste n'était concevable que sous forme de dictature, c'est-à-dire comme une intervention contre la grande majorité de notre propre peuple. Il est vrai que, pour notre part, nous nous le représentions comme un « complice », alors qu'à écouter les deux médecins démocrates il était simplement une *victime* apolitique. Et tout en soutenant, encore mal instruit, la thèse de la dictature du *parti* (en effet, je l'ai dit, il ne pouvait être question pour l'instant de celle du « prolétariat »), je soupçonnais qu'à l'analyse subsistait un résidu. Ce résidu, ce n'étaient pas seulement certains rapports, c'était moi-même. Certes il m'était bien plus facile de me considérer comme appartenant au « parti » que comme appartenant au « prolétariat ». Mais à l'égard de la puissance et des relations de commandement j'avais contracté une aversion qui était presque devenue un instinct et qui excluait pareille pratique dictatoriale, ou qui du moins m'en excluait.

Le rêve que nous évoquions dans nos conversations, celui du communisme instaurant un nouveau type d'Etat, m'apparaissait en partie comme un cauchemar, encore que mêlé de quelque fascination. Je n'en disais rien ; et ce silence me donnait probablement le sentiment d'être devenu tout à coup un « aventurier », ce que jusqu'alors je n'étais pas. L'autorité de la vérité reconnue et prestige de ses médiateurs persécutés avaient une grande force. C'est moi que je sentais en défaut, non pas nos conceptions.

Au demeurant la dictature future du parti nous apparaissait, en outre, comme une conséquence inévitable de la guerre. Nous n'avions pas le choix.

*
**

Cinq ans plus tard Elfried H. était détenue dans la prison de Bruchsal pour infraction à la loi du 20 décembre 1934 réprimant les menées subversives contre l'Etat et le parti ; de mon côté, au péril de ma vie, j'étais en fuite. Nous fûmes sauvés tous deux par l'avance de l'armée américaine (et par notre habileté à profiter de toutes les chances). Le médecin Th.

voyait sa pratique empêchée par des contrôles torturants. Il suffit de connaître le sadisme fasciste pour savoir que ces tracasseries sont pires que la simple interdiction d'exercer son métier. Hildegarde B., elle aussi, était sérieusement menacée. Pourquoi ? De trois des intéressés je sais de quelle manière ils avaient finalement surmonté le caractère abstrait de leur situation pour passer à une résistance active, à une action d'assistance en faveur des victimes du national-socialisme et de la guerre allemande, c'est-à-dire en faveur d'hommes d'une autre classe et d'un peuple étranger.

J'appartenais à ces trois-là. C'est à l'aventure que j'avais appris à devenir un « résistant », sinon proprement aux côtés du PC, du moins en contact personnel avec lui. L'offre de paix qu'impliquait cette participation était — et demeura — irréductible, parce qu'inséparable d'une profonde aversion à l'égard des complices d'un crime historique. Qui a contracté une telle aversion la conserve pour la vie, même s'il l'oublie joyeusement pour de longues années, comme ce fut mon cas après le 8 mai 1945.

Etre à l'écart en période de crise (1940-1941).

1) L'auxiliaire.

Entre l'exécution de chefs SA au cours de l'été 1934 et les années 1938-1939 où furent réglées les questions germano-autrichienne et germano-tchèque, le pouvoir reprit haleine. A la fin de cette période de calme apparent, les quatre cinquièmes de tous les *futurs héros du peuple allemand* étaient embrigadés dans la Hitlerjugend (ou dans le Jungvolk). Entre-temps la HJ s'était écartée de l'« esprit de Potsdam » qu'elle avait d'abord emprunté, *pas de parade et faux clinquant*, écartée aussi du « mouvement de la jeunesse » qui parfois encore s'accordait avec le scoutisme, l'idylle et le chant populaire.

Un reste épuisable d'adolescents était resté inorganisé. Au printemps de 1939 Hitler promulgua une loi qui imposait l'appartenance à la « Jeunesse d'Etat ». Le public l'accepta ou s'en réjouit. [...] La police et la HJ eurent la charge de faire « appliquer » la loi. Au printemps 1940 on recensa les jeunes

inorganisés et, au cours d'un grand *appel* — défilé de masse sous la conduite de la HJ —, on leur fit connaître les tâches qui seraient les leurs. (Ce fut là, en Saxe du moins, la seule conséquence pour eux de la nouvelle loi.) A cette occasion les membres négligents de l'organisation furent rappelés à leurs devoirs. On exigea d'eux, par écrit, de paraître avec ponctualité à l'*opération* ; cette injonction s'adressait aussi à moi.

J'avais presque oublié mon appartenance à la HJ, ayant en tête des soucis qui se situaient fort en avant par rapport aux réalités de l'Etat national-socialiste. Une luxuriante intemporalité à l'égard du présent, mais non sans points d'appui dans le réel. J'approchais de mes dix-huit ans, c'est-à-dire de la fin officielle du service dans la HJ. Le changement d'école et de domicile m'avait permis d'échapper aux anciennes autorités locales de l'organisation. Et l'Allemagne était en guerre depuis quelques mois : dans la réalité comme dans l'image qu'on s'en faisait le service militaire commençait à refouler toutes les autres formes de participation forcée à l'*Etat* et au *peuple*.

Néanmoins le rappel au « service » marquait la fin de l'abstraction protectrice que constituait mon art de me tenir à l'*écart*. A l'occasion de l'appel de la Jeunesse d'Etat je reçus une promotion, ce qui signifie qu'on me confia un — petit — rôle de commandement : je portai désormais un galon de commandement (blanc et rouge ou vert, je ne me rappelle pas), mais sans « étoile » sur l'épaulette de la chemise brune. La promotion resta pour ainsi dire incomplète, concernant la fonction, non la personne. J'étais nommé *Untersführer*, mais ma nomination ne fut pas ratifiée. Je compris sur-le-champ ce que signifiait cette pénible désignation : que le statut d'« auxiliaire » a son objectivité, à laquelle n'échappe point un réfractaire lui-même, si adroitement qu'il s'y prenne. Ce statut a quelque chose d'ontologique ; il suffit que quelqu'un grandisse allemand, il participe nécessairement à l'histoire de son peuple ; en vertu de l'unité de lieu et de temps il est pris, lui aussi, dans le principe.

L'empire de l'Etat sur ses auxiliaires se faisait sentir. Reste que je connaissais le problème des auxiliaires et que je m'étais préparé à y faire face, en cas de besoin, de façon tout à fait lucide. C'est là, en régime de dictature, une des tâches quoti-

diennes du jeune réfractaire. En quoi consiste, en effet, son attitude de réfractaire — au-delà des pensées qu'il se forme et qu'il exprime ? D'abord dans la frontière qu'il dresse contre la puissance et les contraintes de l'Etat. Dans le cours que prend l'histoire de sa vie, il essaie de savoir où commencera pour lui le refus (ou, peut-être, la résistance ouverte, ou encore la fuite). Comment utiliser pour son action les failles dans le système fasciste et les occasions, c'est l'affaire de sa spontanéité, et c'est en même temps un prudent apprentissage (pour le jeune réfractaire une « spontanéité calculée » est certes tout autre chose qu'une contradiction) ; le plan, le « projet » de son existence de résistant, ce n'est rien autre d'abord que la *frontière*. Mais ensuite il lui faut plus d'une fois déplacer la frontière ; c'était le cas maintenant avec ma fonction de direction.

Elle comportait des tâches mineures. On les connaissait bien, ce n'était pas la peine d'en parler. Le problème était plutôt le galon de commandement. A son égard j'éprouvais des sentiments mélangés. Un chapeau de Gessler installé par le fascisme dans la province d'un libre esprit ? Oui, mais davantage encore. Ma fonction signifiait que j'étais marqué d'infamie. Avec elle, avec cette promotion, se manifeste pour la première fois de façon sensible un rapport de possession : l'« appartenance » de l'individu à l'Etat (à l'organisation, au parti, à la police). Et ce rapport de possession trouvait un — faible — support chez le porteur d'uniforme : malgré ma pénible émotion je découvrais en moi un mouvement de (naïve) fierté : c'était une promotion, j'étais donc reconnu comme un *produit mûr pour le marché*. C'est une des infamies de la société : qu'adolescents nous ne puissions trouver notre identité, fût-ce contre cette société, que lorsqu'elle nous accepte — telle est le mystère intérieur que contient aujourd'hui le rôle du métier, apparemment si loin des galons de commandement et de l'uniforme. Ainsi le « bonheur d'être à l'écart » ne fut pas seulement détruit ; déjà — de manière fondamentale, ontologique — il avait toujours été détruit.

Régler le cas de la *frontière* par rapport aux contraintes de l'Etat, c'était une question de conscience et d'autonomie. Aurais-je dû me refuser à porter le galon ? Bien entendu, le problème n'était pas la « fierté résiduelle », car son rôle est aussi celui d'un signal avertisseur. Il s'agit plutôt du heurt

entre la rigoureuse morale de la frontière, dans la vie quotidienne des citoyens et des jeunes, et, d'autre part, cette technique *des petits pas* qui est celle de l'Etat.

Je n'avais pas à pendre des juifs, ni à conquérir la Russie. Un dimanche de mars — une jeunesse (encore) inorganisée, qui, grelottant de froid, se rassemble en rangs serrés, puis rentre chez elle boire du café.

Seulement : qu'un jeune citoyen, sans préparation, à l'improviste, soit recruté pour un crime, c'est chose rare, même dans une dictature. D'une certaine façon, si insolent soit-il et quelle que soit son intelligence, il se trouve pour une bonne part désarmé ; par la technique des petits pas le voici membre d'une association de malfaiteurs. Beaucoup de ces pas se franchissent jour après jour ; disons plus : dans les Etats modernes ils ont un caractère constitutif pour la vie de *tous* les citoyens. Comme tout le monde, il me fallait une carte d'identité. Qui pouvait me la fournir ? Avec ce problème de pièces ne pouvait-on dire que commençait déjà la falsification de la personne et de l'identité ? Autre exemple : si j'avais envie (ou si j'étais obligé, comme c'était le plus souvent le cas) de gagner de l'argent pendant les vacances, il me fallait mettre ma signature au bas d'un contrat standard de travail — ce faisant, à quoi ne souscrivais-je pas encore ? Une fois je dus obtenir du collègue l'attestation que j'étais un bon élève...

Dans l'Etat national-socialiste le galon de commandement était — peut-être — un saut qualitatif. Même en dictature la mainmise institutionnelle sur la vie des individus ne se poursuivait pas de façon linéaire, mais elle faisait clairement ressortir l'aspect affirmatif de la vie quotidienne, celui des petits pas constitutifs. Dans mon cas le galon de commandement ne récompensait aucun mérite, c'était un pur et simple fait : le fait d'être un ressortissant allemand, apte au travail, membre de la HJ, élève de grande classe et âgé de bientôt dix-huit ans. — Le « mérite » se réduisait au fait d'être normal. Si grossier peut être le cran qui définit notre normalité.

Ainsi le moment était venu où il fallait échapper aux petits pas. Mais comment faire ? En rageant, je tâchai de me rappeler de quelle manière j'étais devenu membre de l'organisation de la jeunesse, une de ces dramatisations chères aux jeunes. (Je ne le savais plus exactement — cela s'était « passé » il y avait

bien de années — comme l'entrée à l'école et les papiers personnels.) Ou bien est-ce dans le détail qu'il faut opposer des résistances ? Au printemps 1940 j'étais déjà en mesure d'apprendre que faire le *sot* (ou l'« espiègle » du type Eulenspiegel) peut être une des formes fondamentales de résistance aux petits pas — sans qu'on risque aussitôt de tomber, à titre de victime, entre les mains de cet Etat auquel on refuse d'appartenir à titre d'auxiliaire. Mais concernant mon galon de commandement et l'appel de la Jeunesse d'Etat, il ne me vint aucune idée.

Au cours de cet appel j'appris une première leçon sur un thème difficile : ne devancer les circonstances que par l'esprit, c'est, même par l'esprit, ne pas les devancer suffisamment.

En effet, ce dimanche-là, quand je quittai mon domicile le matin de très bonne heure, mal réveillé, je savais, tout comme ma logeuse et comme le *Journal de Zwickau*, ce que j'allais trouver, c'est-à-dire une jeunesse déclassée, une *masse* située au-delà des normes de fait. Mais ce que je rencontrai sur la place Hindenburg ne correspondait qu'en partie à ce qu'annonçait le journal et à ce que j'attendais. Certes on voyait des garçons venus des tavernes de faubourg, de ces quartiers où des gens comme nous ne mettaient jamais les pieds — du moins c'est ce qu'espérait ma logeuse —, également des types violents aux yeux froids, ressemblant un peu aux « rockers » d'aujourd'hui. Mais ce qui dominait, c'étaient les stigmates de la misère physique ; même alors, rare était la jeunesse, celle que les jeunes, les enfants des classes subalternes, ne possèdent pas. Pauvreté et crainte, parfois avec des indices de misère mentale. Et puis, isolés, des visages hardis, intelligents, absorbés dans une réflexion qui excluait toute sympathie pour l'événement du jour. Egalement bien des jeunes de mon genre. Et même parmi les figures du « contre-monde », il y avait assez de types railleurs et curieux avec lesquels mon goût du désordre aurait aimé pactiser.

Mon appartenance au système criminel établi — mon galon de commandement ! — faussait ma relation avec eux, mais aussi, du même coup, ma relation avec moi-même.

Mais comment se faisait-il que la Jeunesse d'Etat me fût apparue comme un dangereux « second système social » ? Comme un « contre-monde » et comme une sous-culture ? Chez les réfractaires (chez ceux qui étaient à la façon bourgeoise),

il existait, bien loin du cerveau, un fascisme caché, des normes inconscientes de classe, propres aux couches moyennes, et qui fraternisaient secrètement avec la propagande nazie. D'après cette propagande les inorganisés apparaissaient comme une « lie », à tout le moins comme une « tache » sur la civilisation allemande. Au niveau du cerveau, cette propagande était depuis longtemps percée à jour — la « tache », c'était la « civilisation » même du fascisme ! Mais, bien loin du cerveau, dans l'Etat national-socialiste le (jeune) bourgeois était en même temps l'auxiliaire d'une domination de classe et d'une norme de classe auxquelles l'Etat national-socialiste s'opposait idéologiquement et dans la vie politique publique ; les inorganisés représentaient le prolétariat. C'était là une vérité difficile à apprendre ; il m'a fallu encore près de trois années avant qu'une expérience, qui eut presque un effet de choc, me révélât ces aspects secrets de l'auxiliariat.

2) L'auxiliaire désigné.

L'année 1940, la deuxième de la guerre, apporta un changement dans la vie quotidienne du collège. Certains professeurs furent mobilisés, et leur enseignement cessa, car ils ne furent pas remplacés. Certains élèves, parmi les plus âgés, s'engagèrent volontairement et quittèrent le collège avec le *notabitur*. Les classes terminales virent décroître leurs effectifs et, dans mon établissement, elles se réduisirent à deux, avec un nombre relativement réduit d'élèves. Thé et cigarettes se raréfièrent.

Parmi les aînés, ceux d'entre nous qui restaient au collège furent employés, en dehors de l'enseignement, à la *Heimatfront* (front de l'intérieur), institution incommode et, en même temps, dénuée de toute réalité effective.

Le service à la *Heimatfront* était astreignant, parfois dur. Les classes subalternes avaient été mobilisées plus complètement et en général plus vite que la classe moyenne, en sorte qu'on manquait de jeunes travailleurs agricoles et de fils de paysans. Le besoin de main-d'œuvre croissant de façon rapide, nous autres collégiens dûmes assumer la suppléance. On allongea les vacances et nous les utilisâmes pour réparer les routes, les haies, les étables ; l'été nous aidâmes à la rentre des mois-

sons. Dans les périodes froides de l'année, j'étais à l'aube sur des chemins de campagne, cassant des cailloux ou comblant de vieilles ornières laissées par le passage des charrettes (mieux valait rentrer les moissons). En même temps ce « service » était *dénué de réalité effective* ; à trop d'égards il fonctionnait mal. En effet, peut-il rien y avoir qui soit plus près des choses, plus réellement effectif, plus objectif, que le travail manuel ? Mais pour qu'une vie soit effectivement réelle il ne suffit pas qu'à la force de ses muscles et à l'aide d'instruments l'on remue de la terre et des cailloux. C'était l'un des mystères non résolus de l'Etat national-socialiste qu'on ne pût même pas s'y interroger sur la valeur utilitaire de notre travail ; notre apport n'avait même pas de réalité effective — les frais d'organisation de la Heimatfront étaient trop élevés. Travaillais-je chez un paysan qui avait grand besoin d'un supplément de force de travail ? On nous mettait de préférence au service des chefs locaux de la paysannerie. Et il fallait en général qu'ils nous procurent d'abord du travail. Ainsi notre labeur était un élément dans l'esthétique totalitaire d'un Etat en voie de désorganisation : même le transport de terre et de cailloux, même le dur travail manuel était une *déréalisation*. On décorait la façade avec les productions de la poésie populaire : agriculture et armée étaient également « sacrées ». La poésie qui les concernait était dénuée de toute pudeur, véritable processus de déréalisation au niveau de la superstructure : l'Allemagne sème son grain (ses fils !) dans la grasse terre de France : le produit est la nouvelle Europe ; — le paysan sème son grain dans la terre allemande : le produit est notre pain. Si le grain ne meurt¹⁰... Je constatais avec répugnance quel service pouvait rendre cette maigre structure au chef local de la paysannerie et à beaucoup de maîtres d'école.

Pour fumer l'Europe l'armée, de toute manière, avait besoin de munitions ; c'est pourquoi je dus — front de l'intérieur ! — travailler quelque temps dans une usine d'armement. Je préférais cela ; c'était du travail sans phrase¹¹.

Que restait-il au collègue ? Un neveu de « ma » Mme Lenk, qui avait perdu une jambe dans un accident ; quelques garçons

10. En français dans le texte.

11. En français dans le texte.

particulièrement jeunes ; des élèves qui, pour des raisons de santé ou de constitution physique, étaient inaptes au service militaire. Et celui qui ne faisait aucun cas de lui-même. Il se trouva que ma classe terminale, envisagée du point de vue de l'Etat national-socialiste, était un véritable « repaire de la réaction » (avec, au demeurant, quelques types peu sympathiques).

En janvier 1941 nous fûmes surpris par une nouvelle initiative de l'Etat national-socialiste. A la deuxième ou troisième heure de classe, le directeur du collège apparut, avec un professeur de confiance (c'est-à-dire quelqu'un qui jouissait de la confiance particulière du parti) et prononça l'une des brèves allocutions dont il était coutumier. En un temps, nous dit-il, où tous les Allemands rassemblent leurs forces pour défendre l'*ordre nouveau*, nous devons, nous aussi, montrer ce que nous savions faire. Comme le faisaient au front nos anciens camarades, nous devons manifester notre « ferme vouloir » d'accomplir notre tâche.

Comme auxiliaires de la DCA, ou comme soldats d'armement ? — Que non — mais en sollicitant notre admission dans le parti national-socialiste. On sortit d'une serviette en faux cuir des formulaires d'adhésion, qui nous furent distribués. *Nota bene* : personne parmi nous ne devait se sentir contraint à remplir le formulaire. Ne devient PG (*Parteigenosse*, « compagnon de parti ») que celui que le parti accepte, et par conséquent honore. Le devoir n'était pas d'entrer au parti, c'était de *mériter cet honneur*. La logique voulait que celui qui sollicitait son admission dans le parti le fit volontairement.

Nous avons atteint l'âge minimum prescrit, dix-huit ans, ou nous l'atteindrions avant le jour rituel des admissions, le 20 avril, anniversaire de Hitler. Ainsi, les choses étant ce qu'elles étaient, l'invitation à devenir membre du parti ne pouvait nous apparaître que sous un double aspect, comme une dérision et comme une grosse plaisanterie. Et d'abord la chose n'impliquait ni travail ni astreintes. L'entrée dans le parti ne nous gênait en rien dans notre activité principale ; la préparation de l'*abitur* (baccalauréat), et ce qui suivrait à plus ou moins brève échéance : notre incorporation dans l'armée. Celle-ci formait une organisation à part. Dans les casernes, les bureaux et les tranchées, le soldat perdait tout contact avec la section

locale du parti dont il relevait, et réciproquement. Officiellement : l'appartenance était suspendue. Des deux institutions qui, chacune pour sa part, réclamaient de prendre possession de tout l'être humain, en temps de guerre l'armée avait le pas sur l'autre. Ainsi, pour nous, dire « oui », c'était simplement figurer sur un fichier.

Du point de vue moral une appartenance « suspendue » ne nous posait aucun problème. Le rapport des individus à leur Etat n'était qu'un échange de duperies ; le réfractaire le savait bien. Requis de cette manière, nous nous trouvâmes une fois encore pris dans le schéma de ce qui était la façade esthétique de l'Etat national-socialiste. En outre nous ne voyions pas le parti sous son *seul* aspect d'organisation dangereuse ; il participait pour nous au double aspect de tout le système, à la fois réel et dénué d'effectivité. Si nous avions disposé de cette formule, aurions-nous défini le parti comme une « association de malfaiteurs » ? Oui, sans doute. Mais à nos yeux c'est le tout qui était une association criminelle — peuple, Führer, patrie et voisins, « foi dans l'Allemagne », Etat. Le critère formel de l'appartenance au parti ne signifiait pas grand chose pour nous, moins peut-être qu'il n'aurait fallu, mais nous étions des enfants de *cette* période-là et nous ne pouvions échapper à cette condition. — Les responsables locaux du parti, souvent d'épais petits bourgeois, ressemblaient fort aux fonctionnaires de quelque société saxonne d'artisans ou de choristes ; ils nous semblaient ridicules, encore que les éviter nous fût devenu réflexe. Et ni parmi nos professeurs ni parmi nos voisins, le port de l'insigne du parti n'était univoquement un critère décisif quant à la vilénie qu'on pouvait attendre du personnage. Pour les auteurs évidents d'actes terroristes, qu'en règle générale on voyait rarement — depuis le chef d'îlot, en passant par les SA, les SS et la Gestapo, jusqu'au Reichsstatt-halter et aux fonctionnaires supérieurs de la bureaucratie ministérielle —, l'appartenance au parti était — selon notre point de vue — dénuée de pertinence. Certes il se pouvait bien que tous ces individus dangereux fussent membres du parti, mais nous ne considérions pas cette proposition comme convertible.

Ce qui contribuait à nous faire penser ainsi, c'est ce que nous savions de l'histoire du parti national-socialiste. En jan-

vier 1933 il comptait à peine un million et demi de membres ; en très peu d'années il avait atteint le volume d'une organisation de masse — s'agissait-il bien encore du même parti ? On racontait des histoires d'« anciens combattants », de porteurs de l'Ordre du sang, d'où il résultait justement que ces gens-là se seraient vainement opposés à la transformation du parti en une (traditionnelle) association embourgeoisée.

Et voilà que le collègue nous adressait une brève et pathétique exhortation à devenir membres de cette association. Volontairement, bien entendu — nous connaissions le refrain, c'est ce que nous appelions le « volontariat forcé » — et nous ne songeâmes pas à nous y opposer, quelques semaines avant l'*abitur*.

N'aurais-je pas dû reconnaître là une nouvelle avance de la « technique des petits pas », de la lente mainmise de l'Etat ? Depuis le « galon de commandement » (je ne sais si je l'avais porté plus d'une ou deux fois), une année avait passé, et quelle année ! Entre-temps la question de savoir ce que signifie proprement la résistance, de quelle manière et où elle devrait s'exercer, était devenue moins théorique et s'était davantage politisée. Mes amis antifascistes ne donnaient des conseils, ou ils haussaient les épaules. Pour mon père, c'était bien un problème moral, mais insoluble. Je signai et rendis le formulaire.

Février fut entièrement pris par les épreuves de l'*abitur*. Au début de mars je pus me chauffer au soleil sur un banc, au bord du *Schwanensee*. Après — ou avant — un travail dans une usine d'armements, je fis un voyage de quelques jours à Vienne, pour me prouver que j'avais bien passé un « examen de maturité » et que j'étais un *homo novus* selon la tradition culturelle bourgeoise. A l'Opéra l'on donnait une exécution réputée de *Don Juan* sous la direction de Knappertsbusch. Je lui avais écrit et il m'avait répondu par une aimable lettre. Mozart, en ce temps-là, n'était pas encore passé pour moi au second rang, éclipsé par les dodécaphonistes, comme il le serait peu d'années plus tard. Sur le chemin de ma pension, à proximité du *Hofgarten*, j'aperçus dans la pénombre un monument « à Schiller et à Goethe » dans le style des boulevards du *Ring*. A l'époque je tenais Schiller pour un « gothique », un représentant du « kitsch » national, tout comme le *Ring* était l'expression du baroque impérial.

A la fin d'avril, alors que j'étais depuis quelques jours à Leipzig, étudiant dans cette grande ville, je reçus par la poste un avis du parti national-socialiste qui m'admettait en son sein. Je fus convoqué une seule fois à une réunion locale qui ne m'a laissé aucun souvenir, et après avoir payé ma cotisation un mois ou deux, toutes relations cessèrent entre moi et le parti, entre le parti et moi. Comme nous l'avions prévu, par suite de mon incorporation.

Cette incorporation advint plus tôt que je ne l'avais pensé, et dans des circonstances que personne n'avait prévues. C'est sur le mode dramatique que prit fin l'« abstraction protectrice ».

Le statut de victime.

Pour faire des expériences il faut ouvrir les yeux ; et n'ouvrent l'œil que le réfractaire — et l'appareil de la dictature. Ceux qui acceptent l'ordre légal sont aveugles ; ce qui signifie qu'ils font leur devoir. Lorsque l'Etat a des yeux partout, la plupart des gens ne voient plus rien.

Dans un Etat totalitaire, en ouvrant l'œil on apprend deux choses irréfutables : d'abord que personne ne devient l'auxiliaire des crimes commis par le système que s'il a décidé de suivre cette voie ; et ensuite que cet auxiliaire est un statut que l'Etat octroie au citoyen en échange d'un certain surplomb de l'objectivité. Le citoyen est volontaire, mais il subit aussi la chose. Pour échapper au cercle de la mécanique sociale et de la décision individuelle, il faut un saut — un saut hors du bourgeoisisme, c'est-à-dire hors de la normalité factuelle. Il ne faut pas nécessairement un grand saut : ici aussi s'applique le principe des « petits pas ».

Les petits pas hors de la normalité factuelle ne fondent-ils point la voie contraire, celle de la *victime* ? Oui, mais ils conduisent également hors du « surplomb de l'objectivité », en sorte que l'adresse, la scélérate et — la chance devraient avoir plus d'influence sur les destins individuels que la voie suivie par l'auxiliaire. J'étais adroit et, dans l'Etat national-socialiste les rapports d'oppression comportent des failles ; ainsi je me sentis encore en sûreté lorsque mon contact avec des fascistes plus âgés me fit pénétrer dans une zone plus périlleuse.

Ce sentiment de sécurité comportait aussi une part de manifeste aveuglement (lequel resterait actif deux ou trois ans plus tard lorsqu'à la suite de mes activités illégales je me trouverais sur le fil du rasoir). Cet aveuglement était assurément l'envers d'une vie qu'on aime avoir vécue et qui ne peut par conséquent se conserver présent *tout* ce qui confère objectivité au surplomb, car moi aussi je savais, comme tout un chacun, que, même dans le statut de victime, il y avait des indications, une mécanique indépendante de la volonté de l'individu : l'appartenance à une race. Et depuis une bonne année je savais que ma mère était juive.

Le passeport généalogique.

Les juifs étaient victimes en vertu d'un acte législatif. Tout citoyen devait justifier de sa qualité d'« aryen » au moyen d'un sauf-conduit. Pour posséder ce document essentiel, toutes les familles allemandes, depuis 1933, devaient procéder à des investigations généalogiques. La plupart y trouvaient plaisir ; comme toute la biologie de l'hérédité, il y avait là une démocratisation de ce qui avait été jusqu'alors un privilège aristocratique (ou royal). Dans la *guerre raciale* l'arbre généalogique était un brevet de noblesse conféré à l'aryen. Comme la carte d'identité ou le passeport il avait, pour la personne, valeur de document irremplaçable.

Avant d'obtenir l'abitur, les collégiens étaient tenus de présenter leur passeport généalogique, encore que sans lui (depuis 1937) il leur eût été impossible d'entrer dans les classes supérieures. Notre manuel de biologie (le troisième, celui du degré supérieur) prescrivait au professeur d'introduire dans son enseignement des « observations concernant l'origine familiale et la biologie de l'hérédité à partir du cercle de vie de l'élève ». Je n'avais pas encore tous les éléments requis pour justifier de mon ascendance aryenne, mais j'avais toujours pu donner à ce retard des explications satisfaisantes. Ma mère était anglaise de naissance. Grâce au caractère incomplet de l'état-civil anglais (qu'il soit loué !) les renseignements concernant les ascendants de ma mère ne comportaient aucune donnée raciale. Ce qui, au surplus, rendait l'enquête plus malaisée est

qu'elle était orpheline de père et de mère et qu'on ne pouvait plus toucher ni frères ni sœurs (sa sœur, Nora, qui avait représenté pour moi, dans mon enfance, un personnage de conte de fées, très excitante pour l'imagination, avait épousé en 1923, à Paris, un officier russe blanc et, quelques années plus tard, ils avaient disparu tous les deux de notre horizon).

Ainsi, du côté maternel, l'investigation généalogique était objectivement impossible. Mon père dut attester sur l'honneur que ma mère était aryenne — que nous ne savions rien, ni lui ni nous, qui aurait pu laisser croire à des influences judaïques ou négroïdes.

Ainsi, selon la terminologie raciste, je fus tenu pour « franc de pied¹² ». Du côté paternel j'étais fort bien pourvu. Comme descendant de Martin Luther, nous avons trouvé, jusqu'au xvi^e siècle, la trace de nos ancêtres dans un ancien catalogue des « luthérites » qu'une quelconque autorité ecclésiastique avait tenu jusqu'en 1906 — en ce temps-là les descendants du Réformateur recevaient une bourse pour l'étude de la théologie. Les fonctionnaires et les professeurs auxquels nous avions affaire ignoraient ce catalogue. Nous fûmes heureux de la considération que nous valaient ces irréprochables témoignages, fruits de notre quête généalogique.

[...] Je n'ignorais pas que, malgré les attestations sur l'honneur présentées par mon père, ma mère était demi-juive. (Ce n'était là pour moi ni un déshonneur ni un honneur, mais un simple fait sans signification.) Après les expériences que j'avais faites avec le « galon de commandement » et le parti national-socialiste, n'aurais-je pu m'aviser que l'Histoire tout court et celle de ma vie, si éloignées l'une de l'autre dans mon enfance, commençaient à se rapprocher ? Cette idée ne me vint pas.

Juin 41 fut torride. Le soir, quittant le séminaire de H.G. Gadamer-sur-Kant — le lieu pour moi le plus cher de toute l'université —, dès que j'atteignais le perron j'étais saisi par la suffocante touffeur de l'été leipzigien. Accablé, j'attendais la tombée de la nuit. De sept heures du soir à sept heures du matin je logeais dans le bureau d'une firme. Pour assurer la défense antiaérienne les entreprises devaient alors installer

12. *Wurzelecht* désigne en arboriculture un plant non greffé.

des veilleurs de nuit dans les locaux purement professionnels et, à cet effet elles engageaient des étudiants qui, de la sorte, s'épargnaient la dépense d'une chambre meublée et recevaient 3 DM par nuit (plus 1 mark en fin de semaine). Si l'on voulait, on pouvait recevoir des amis. Nous faisons venir de la bière d'un célèbre restaurant situé en face et que mentionne déjà Goethe. C'est là qu'au temps de Robert Schumann se rencontraient les Compagnons de David. Les femmes étaient admises, ou du moins rien n'interdisait expressément qu'elles eussent accès au bureau. C'est là qu'un soir je trouvai un papier officiel, une convocation de l'Office pour les Affaires juives, notre « Murder Inc. », la plus redoutée des institutions.

Que je fusse ainsi privé de mon « abstraction protectrice », la responsable en était une employée de l'administration universitaire. D'après ses fiches, au moment où j'avais déposé ma demande d'immatriculation, je lui étais apparu comme « d'aspect étranger », avec des « cheveux bruns » et des « lunettes ». Dans un de mes documents elle avait trouvé le nom complet de ma mère : Sara Constance, née Barlin. — Sara était un prénom juif (comme Israël). Barlin lui semblait une altération volontaire de Berlin. « Sara Berlin », voilà qui était totalement judaïque. D'où sa dénonciation à l'Office pour les Affaires juives.

On m'imposa aussitôt une interdiction provisoire d'études, mon immatriculation fut suspendue, je n'avais plus le droit de pénétrer dans les locaux de l'université, on limita mes possibilités de déplacement.

Naturellement nous nous défendîmes. Je savais que Lessing avait intitulé l'une de ses pièces *Sara Sampson*, désignant de la sorte une héroïne anglaise, non pas juive. Ma mère était donc anglaise. Les anglicistes de l'université confirmèrent la chose, attestant que « Barlin » était un nom français anglicisé. (Effectivement mon arrière-grand-père, commerçant, avait quitté la France en 1789 et fait fortune en s'occupant des affaires des émigrés. C'est encore avec les restes de cette fortune familiale que ma mère, avant la Première Guerre mondiale, avait payé ses études au Conservatoire de Dresde. Même après la guerre et l'inflation, chaque année elle pouvait faire venir d'Angleterre quelques livres du meilleur thé.)

En 1941 la guerre excluait toute enquête en Angleterre.

Que ma mère fût retournée dans son pays natal, ce pouvait être pour des motifs que ne condamnait aucune loi. Sur le plan grossier de la « thèse de la normalité factuelle », bien des éléments — dans un premier moment — plaidaient en ma faveur. L'enquête, semblait-il, serait de longue haleine, avec des résultats incertains. Pour ma part je serais en sûreté pour assez longtemps, mais assuré aussi d'être obligé de me mouvoir sur un terrain qui m'était peu familier. Car une intelligence habile au maniement du langage et qui pénètre sur un mode polémique dans la brèche grossière et incongrue ouverte par une dénonciation, c'eût été là une attitude *judäique*. Devant les fonctionnaires je me tins coi : une plainte muette, qui ne comprend plus le monde. Et je gardai mes distances. Prendre un ton amical, voire familier, voilà aussi ce qui eût été une attitude *judäique*. Quant à la peur qui me terrorisait, il me fallait aussi la dissimuler soigneusement — la peur était une attitude *judäique* (comme l'aurait été, en sens inverse, l'insolence). Aussi bien, je choisis l'objectivité : les fonctionnaires faisaient leur devoir, ils ne m'en voulaient pas personnellement — comprendre cela, c'était agir en *aryen*.

Etre « judäique », c'était s'exclure totalement du microcosme social qui garantit notre vie physique et psychique. Nous ne savions pas exactement ce que nous garantissait un sang aryen, peu sans doute, mais assez peut-être pour survivre, sans plus. J'étais déprimé aussi par l'incertitude des *extensions*, jusqu'à quel point le système était-il organisé selon le principe de la division des tâches ? Une enquête sur la race ne signifiait-elle pas que l'appareil du système allait s'intéresser à mon père, à son milieu social. Le « lieu de la première naissance », l'appartement de Mme Lenk, toutes les richesses qu'il avait apportées à ma formation intellectuelle, dans la froideur de l'investigation tout cela m'apparaissait comme la base d'un procès criminel. Savoir est une faute.

Au tout début de l'automne, cette quotidienneté dont la normalité factuelle trompe les gens en bonne santé, avait déjà dissipé quelques-unes de mes frayeurs. C'est alors qu'à nouveau intervint le *deus ex machina*. Une missive officielle m'apporta, non plus une convocation à l'Office des Affaires juives, mais l'avis de mon appel sous les drapeaux, à Vienne, où je devais être incorporé. L'avis était adressé à la pension où j'avais

résidé quelques jours pendant mon voyage. Tout cela était naturellement faux, et c'était là, autant que je sache, une erreur qui arrivait rarement.

Surpris comme je l'étais, je songeai à demander des explications ; j'eus la sagesse d'y renoncer. En temps de guerre, un ordre d'incorporation est toujours un laisser-passer. [...] A cause des changements d'adresse l'ordre m'était parvenu avec beaucoup de retard et heureusement le délai était bref jusqu'à mon départ.

Je rejoignis donc la caserne viennoise ; l'Arsenal était une vilaine bâtisse du siècle dernier, infestée de punaises. Seul Allemand du Reich dans une unité autrichienne (de la « marche de l'Est »), je fus très inquiet au début de ce qui allait m'advenir. L'administration militaire ne s'étonnerait-elle pas de ma présence ? En fait il ne se passa rien.

Avais-je donc réellement échappé — et de la façon la plus simple — aux poursuites de l'Office pour les Affaires juives ? L'enquête avait-elle été tacitement interrompue, peut-être avec une issue favorable pour moi ? Il fallut plus de deux ans pour que mon unité autrichienne reçût de Leipzig une demande de renseignements. Entre-temps j'avais appris qu'être demi-juif n'entraînait pas nécessairement la déportation, mais les conséquences restaient assez menaçantes. Dans une salle de service du XVII^e Commandement militaire à Vienne, où j'avais eu à me présenter pour une raison quelconque, je découvris un jour un lieutenant d'aviation couvert de décorations mais pâle comme un cadavre : quelqu'un s'était avisé qu'une de ses grands-mères était juive et l'on venait — en 1943 ! — de le priver de son commandement, sur le « front de l'Est ».

J'ignore pourquoi l'Office pour les Affaires juives avait mis si longtemps à retrouver ma trace, et pourquoi il se contentait de reprendre l'enquête. Dans mon cas son énergie criminelle fut exceptionnellement réduite, l'*Etat total* se désorganisait peu à peu. [...] Le commandement militaire transmit l'affaire à mes supérieurs. Là je fus menacé d'une seconde querelle, toute nouvelle. Selon un « édit du Führer » datant de 1943, on pouvait incarcérer les soldats qui avaient de proches parents dans des pays ennemis — du moins il fallait les recenser, les interroger, les avertir.

Les mauvais desseins de l'Etat national-socialiste se brisè-

rent sur la psychologie des militaires autrichiens. [...] Un de mes amis se trouvait dans la même situation que moi. En un temps où l'on commençait à manquer d'officiers, les militaires autrichiens nous firent une offre. Ils régleraient au mieux le problème racial si nous nous engageions comme volontaires dans le peloton des aspirants. En fait, nous le savions, cette offre était un leurre. Même un général n'était pas en mesure de « régler » le problème racial ; ce qui nous enseigna qu'on ne peut faire confiance à des supérieurs, même bien intentionnés. Nous ne voulûmes pas échanger notre situation de victimes potentielles contre celle d'agents effectifs d'exécution et — de façon polie, comme l'exigeaient les circonstances — nous déclînâmes l'offre. Plutôt *pro forma* je reçus quelques jours plus tard une « interdiction de permission » ; de toute façon aucune permission n'était en vue, je pus hausser les épaules. Et ce fut tout.

Un Etat qui discrimine une partie de sa population en la réduisant à l'état de victime, un sentiment du devoir chez les serviteurs de cet Etat, un loyalisme souvent exacerbé ou sadique, l'individu qui dévie manifestement l'une quelconque des normes qu'on attend de lui et, de la sorte, trouble la normalité factuelle des relations, — tout cela constitue des facteurs communs à l'*ordre fondamental* qui régit les rapports dans le monde social. Ces facteurs, l'Etat national-socialiste s'était contenté de les radicaliser.

Depuis 1938/1939 il était devenu à nouveau plus brutal, mais les signes de désorganisation se multipliaient. C'est dire que le hasard jouait un rôle de plus en plus grand dans le destin de l'individu, en particulier dans celui de l'adolescent dont le statut n'est pas encore fixé. C'est par hasard qu'en demandant mon immatriculation j'étais tombé sur une dénonciatrice, c'est-à-dire sur une personne qui voulait faire son devoir ; encore que le réflexe de défense contre l'étranger, et le mauvais génie qui fait discerner les déviances (cheveux bruns, lunettes, gestes) fussent plus que des hasards : un élément de la mentalité allemande. Mais le hasard apporte aussi des chances. La *liberté* commence avec l'art de les utiliser, c'est-à-dire avec le refus de favoriser la mécanique sociale de la dictature elle-même.

Je voudrais tenter de traduire dans le langage d'aujourd'hui quelques expériences faites, dans son rapport avec l'Etat, par le jeune réfractaire que la chance a servi.

Dans la perspective des exigences morales qui étaient celles du fascisme et du collège, ou du point de vue des attitudes du receveur d'autobus et de la police, cet art d'utiliser les chances était un stigmate : celui du *joueur*, de l'*égoïste*.

Il se pourrait bien que l'appareil d'Etat ne le maltraitât qu'en le reconnaissant à contrecœur. Le joueur, l'égoïste n'était-il pas la chair de sa chair ? L'ordre fondamental reconnaît dans ces deux traits un élément bonapartiste qui ne lui est pas étranger. Pour l'Etat dictatorial la véritable infamie ne commence que lorsqu'un intérêt moral semble être en jeu, c'est-à-dire avec le discernement de la mécanique sociale et la sympathie pour les victimes.

Entre un fripon qui — profitant de toutes les chances qu'il rencontre — s'empresse encore d'échapper aux conséquences de son acte, et quelqu'un qui — déplorant le caractère destructeur de l'ordre fondamental, prend avec lui quelques libertés, — même l'antifasciste fait de la différence. A ses yeux l'art d'échapper aux prises de la puissance exige d'être pratiqué avec une certaine froideur. Il faut que ce soit une *technique*, non pas un style de vie.

Y prendre plaisir rend suspect. Même si l'on pouvait, dans un dessein pédagogique, expliquer ce plaisir comme une « folie de jeunesse ». Dans mon cas d'ailleurs, il était en quelque sorte compensé par du sérieux et du discernement. Néanmoins la *Généalogie de la morale* était toujours pour moi une pressante question historique. Au niveau du vécu Nietzsche était une de mes grandes expériences culturelles (ainsi que le peu de Freud que j'avais trouvé en 1939 chez Mme Lenk). A présent, parmi les grandes influences culturelles qui s'étaient exercées sur moi dans les premières années de la guerre figuraient aussi la pensée matérialiste et sa tradition littéraire. Comment tout cela pouvait-il se concilier ? Ou bien c'est dans ma tête que régnait le désordre, ou bien c'est dans le monde humain qu'il règne, en sorte qu'on ne pouvait le concevoir d'une seule coulée.

Généalogie de la morale ; lorsque le fils adoptif d'une famille de la noblesse saxonne — nationaliste et militariste —

découvrit secrètement en 1934 que sa véritable mère était une demi-juive, il se tira un coup de pistolet. C'est une attitude aryenne, c'est une attitude loyaliste. A un destin tragique comme celui-là l'Etat ne peut refuser sa reconnaissance. Le bourgeois hoche la tête : il n'aurait pas eu le courage d'agir ainsi. Mes amis prolétariens d'Autriche — j'anticipe sur les événements de l'année 1942 — auraient dit : « Belle sottise. » Pour la savoir je n'avais pas eu besoin d'attendre l'opinion du peuple.

NOTES POUR LE CHAPITRE « GUERRE ET APRÈS-GUERRE »

J'ai décrit un processus de politisation : comment vit un enfant anarchiste dans le III^e Reich, comment se forme un antifasciste à l'état sauvage, comment il acquiert une « existence politique ». C'est à quoi, semble-t-il, les grands événements ont moins contribué qu'on ne pouvait s'y attendre. Mon printemps noir et mon automne 1938 ne furent pas ceux de l'Europe. [...] Si 1939 révolutionna ma vie, c'est parce que je dus chercher une chambre à Zwickau pour y vivre comme sous-locataire, ce qui détermina mon père à chercher dans cette même ville un logement plus fixe ; c'est aussi parce que je changeai de collège et que s'ouvrit ainsi pour moi un *monde nouveau*, une profonde modification dans la vie de tous les jours, suivie de processus de formation culturelle également révolutionnaires. Pour l'Europe, en 1939, c'était la guerre qui commençait.

Que l'histoire tout court et l'histoire d'une vie puissent diverger, quelle que soit l'importance des conditions que celle-là, comme une sorte de cadre transcendantal, impose à celle-ci, et si sensibles que soient aussi les prises directes de l'histoire, à cela il y a plus d'une raison. L'une de ces raisons est évidente : pour l'histoire intérieure d'une vie individuelle certains thèmes et certains événements centraux, comparés aux « grands événements », ne sont pas historisables. Mon thème central, en 1933, n'était pas la prise du pouvoir. Je m'étais amouraché, avec une violence inusuelle, d'une fillette de neuf ans. [...] Amitié enfantine ? Encore en 1946, c'est avec un battement

de cœur que je vis le nom de la jeune fille sur la liste des lauréats du Conservatoire de Leipzig, bien que onze ans se fussent écoulés depuis la dernière fois où je l'avais rencontrée.

A un enfant l'on pardonne de s'abstraire ainsi par rapport au processus historique. Mais pourquoi fallut-il qu'encore à l'automne 1939, pour le garçon de dix-sept à dix-huit ans que j'étais, la guerre et l'invasion de la Pologne aient moins compté que les événements de sa vie privée ? S'agit-il encore d'un problème lié au thème vital ? Avoir laissé le monde clos et contraignant de l'internat — ou pour mieux dire avoir *brisé* avec ce monde, — le *consilium abeundi*. l'installation dans une chambre meublée, voilà qui influait sur mon sentiment de la vie bien au-delà de la réalité historique que constituait la guerre. C'était le plaisir de vivre, le plaisir d'apprendre et — finalement — de rencontrer des interprétations tellement mieux adaptées que tout ce que j'avais pu entendre jusque-là à mes expériences, à mes pressentiments, à mes attentes, à mes révoltes.

Une deuxième raison est que pour moi le déchaînement de la guerre et la prise de Varsovie furent des événements moins bouleversants que pour beaucoup d'autres. Pour mes amis et pour moi la différence était minime entre le fascisme intérieur et l'agression contre la Pologne. La guerre nous apparaissait comme la suite naturelle de la politique national-socialiste. Celle-ci infligeait la mort tantôt dans des camps de concentration, tantôt sur des champs de bataille.

Chez beaucoup d'antinazis conservateurs cette identité se trouvait obscurcie par les valeurs liées au concept de « patrie » et par le mythe du « devoir militaire ». Dès lors que l'*amour de la patrie* a pénétré dans les zones profondes du « sentiment fondamental de la vie », il rôde en nous comme la soldatesque au temps de la Guerre de Trente Ans : en pillant et en violant.

Cet incubé interdit aux hommes certaines expériences dans lesquelles la guerre révèle le caractère atroce de la normalité. A ce sujet une histoire.

A la fin de l'automne les jeunes gens de ma classe d'âge durent se faire enregistrer. Pour les ressortissants de mon quartier l'autorité compétente avait établi son siège dans des locaux de mon ancien collègue ; je dus ainsi revoir les lieux où j'avais vécu, déjà modifiés par la guerre ; devant l'entrée de l'escalier un placard bordé de noir était une première annonce de mort.

Quelques jours après le début des « exercices de combat », Heinz Bl. était tombé en Pologne ; c'était un de ces pensionnaires plus âgés que moi avec lesquels, en 1938, j'avais noué amitié, y mettant d'autant plus de cœur que j'étais sans doute en quête d'un substitut de mon frère Frank. Fuyant la foule des garçons qui m'entouraient, je courus jusqu'au deuxième étage, où se trouvait le local réservé à l'entretien des chaussures ; j'étais sûr, à cette heure-là, d'y être seul pour pleurer. Ce qui causait ma peine était certes cette mort prématurée. Mais il y avait autre chose aussi. A l'annonce mortuaire on avait joint une photo du « mort au champ d'honneur » ; en uniforme, appuyé à son char, avec un pauvre sourire, sous l'aspect du vainqueur ; pour moi il était devenu à présent étranger, presque méconnaissable, « désagréable » à regarder, comme s'il était mort deux fois.

Dans ma tristesse je m'accrochai à la résolution de ne jamais tuer personne ; à côté de la répulsion à donner ou à recevoir des ordres, c'était là une conséquence durable de processus d'apprentissage riches en contradictions. L'aspect terriblement « désagréable » de la nouvelle resta d'abord virtuel, mais pas pour longtemps. L'essentiel d'une pareille expérience est évident ; la « normalité » — ici le fait d'être soldat quand on est un jeune homme apte au service armé — fait de vous non pas seulement une victime, mais bien un bourreau. Mon ami mort était un tueur. Et pourtant il avait été comme nous.

L'Etat national-socialiste, lui aussi, gardait le souvenir des morts :

CHŒURS DES BIENHEUREUX GUERRIERS / Du haut du ciel voix
des régiments de la jeune Allemagne :

Mère, ne te lamente point que nous en ayons fini !

Ce ne fut pas en vain : nous avons achevé notre tâche !

LA MÈRE / bouleversée, mais forte :

Bienheureux ceux qui ont achevé leur tâche, libérés de la
[pesanteur.

Bienheureux les vivants ; car voici venu leur temps.

Mères sanglotant. Au milieu de leurs sanglots éclate sur terre un chant de marche.

L'ESPRIT DU MAL :

Encore cela ! Eclate donc ici immédiatement !

Cela existe donc, un III^e Reich ! ! ? ! !

Avec fracas dans le fond

Venu du ciel son d'orgue

A longue distance¹³. Sacral. Rythmé et harmonieusement marié
au chant de marche sur terre.

(Richard Euringer, *Passion allemande 1933*,
Oldenburg sur l'Oder, 1933, p. 7.)

C'était une chose qui se perceait facilement à jour, cette abominable contrefaçon du *Faust*. [...] Mais au collège, lorsque nous chantions en chœur la *Confession allemande* de H. Spitta, dont le texte était à peine moins mauvais (bien que certains vers aient été plagiés de Schiller), l'esthétique de ces figures musicales archaïsantes me faisait passer un frisson de saisissement ; souvent j'aurais voulu éclater comme l'esprit du mal. Mais je n'ai jamais permis que ces résidus de normalité empiètent sur ma pensée et sur mon action politiques. C'est l'âme qui restait plus vulnérable. [...]

Pendant un certain temps j'étais régulièrement saisi par la contagion affective lorsque j'entendais une foule chanter l'hymne national (« *Deutschland, Deutschland über alles...* ») ; les frontières du moi s'effacent ; on éprouve le sentiment de la proximité, une émotion presque instinctive, une sorte de bonheur. Mais à Vienne, en 1941, les hymnes et chants collectifs ne provoquaient plus en moi que des gestes cyniques ; un jour vint où je fus tout simplement indifférent : je savais.

C'est ainsi qu'au cours des années de guerre j'ai appris, et j'apprenais vite.

(En 1952, alors que je vivais à Münster en Westphalie, je reçus de la RDA la visite de quelqu'un qui voulait m'attirer à Leipzig ; parmi les reproches qu'il m'adressa au cours d'une discussion fort animée, j'ai retenu seulement celui-ci : pour le moment, me disait-on, je ne serais pas en mesure de participer

13. *Fernwerk*. L'auteur écrit en note qu'il ne sait pas ce que signifie ce mot. Nous proposons d'y voir un équivalent de *Fernwirkung* (action à longue distance).

par expérience vécue à l'émotion intérieure de dix mille personnes chantant en chœur, dans la Werner-Seelenbinder-Halle de Berlin-Est, l'hymne national (de la RDA). J'ai sans doute répondu comme il le fallait : « Comment le pourrais-je ? Je suis communiste. »

.....

La libération, nous l'attendions de la victoire des Alliés.

Par conséquent, dira-t-on, de la défaite de notre « propre peuple » ? Je ne pensais ni ne sentais dans le cadre d'une pareille catégorie. Goethe n'avait-il pas des amis à Carlsbad et à Prague ? (Les classiques ont quelque chose à nous apprendre.) Une des amies de Frank était norvégienne et elle avait des amis en Suède. L'Etat national-socialiste nous organise sur un mode qui contredit aux « vraies » structures de la proximité entre les êtres humains (et de la sorte il fait de nous des sujets), — cette proximité entre des individus se reconnaissant comme égaux parce qu'ils sont « dissidents », — cette proximité de l'existence politique, qui s'impose comme un devoir dans *tous* les pays « éclairés ». (Pour autant qu'il s'agisse là de privilèges, il convenait de les rendre universels.) C'est plus tard que vint s'ajouter pour moi l'idée de classe, laquelle par définition dépasse les frontières nationales ; la politique marxiste déjà en donnerait une idée.

Je ne dis pas qu'il en soit ainsi, mais qu'à dix-neuf ans je pensais ainsi. J'étais un Allemand, mais que signifie le mot « allemand » ? Il désigne une langue et une civilisation. Que penser d'une civilisation qui a rendu possible Hitler, que penser d'une civilisation qui a produit tout ensemble la bourgeoisie et le fascisme ? En face de M. de Bismarck et de la victoire militaire sur la France, Nietzsche préférait se déclarer Polonais.

Fallait-il émigrer ? Pour moi le mot « Allemagne » n'était pas seulement une réalité transcendante à l'expérience vécue ou une formule de propagande national-socialiste, il désignait une culpabilité collective dont ne pouvaient me libérer même l'anti-fascisme et la *dissidence*. Pour échapper à cette culpabilité, je savais ce qu'il nous fallait faire.

(Ce n'est qu'en 1950, une fois que j'eus quitté la « zone de l'Est » que nous sollicitâmes, ma mère et moi, un visa pour

les USA ; comme ancien membre du parti communiste, je me heurtai à un refus. La chose pour moi était sans importance. Ma mère se résolut à gagner seulement la Tunisie, mais ensuite elle vécut quelques années à Stockholm.)

Qu'à l'égard de mon peuple et de ma maison j'aie usé d'indifférence, de critique, parfois de cynisme, qu'aujourd'hui encore, homme de gauche et « citoyen de la république des savants », je n'aie pas grand chose à faire avec ce peuple et cette nation, tout dégrisé pourtant que je suis quant aux rêves cosmopolites de ma jeunesse —, cette attitude probablement vient en partie du sens de la vie que j'ai acquis dès mon enfance.

Il n'est jamais sans conséquences de naître dans une famille d'émigrants et d'émigrés. Enfant, j'ai vu beaucoup de visiteurs venus d'Angleterre, d'Amérique, de Tchécoslovaquie, parmi lesquels quelques *tiller-girls*, des musiciens de jazz, un mage de music-hall (qui m'a quelque peu effrayé). La bibliothèque de mon père contenait force livres anglais, tandis que l'auteur favori de ma mère était Goethe. Indépendamment des influences indiscernables et « atmosphériques » venues de la tradition familiale, tout cela peut avoir contribué à me rendre durablement réfractaire à la « germanité ».

Ainsi, nous attendions des Alliés qu'ils nous délivrent du national-socialisme ; mais qu'apporteraient-ils, en outre, à la pointe de leurs baïonnettes ?

Je pensais : la fin de l'état-major allemand et de l'armée ; je voyais, *après* la guerre, le pays — enfin ! — désarmé, démilitarisé. (Aujourd'hui encore je ne comprends pas l'orgueil professionnel d'officiers de haut rang dont les pères ont largement contribué à provoquer deux guerres, et qui les ont perdues toutes les deux.) Nous ne nous étions pas débarrassés tout seuls des nazis, des Krupp, des banquiers, des hobereaux. C'est pourquoi j'espérais une longue occupation. Peut-être un éclatement du « Reich » en plusieurs petits Etats ; j'ajoute que dans une nouvelle Europe les frontières nationales ne devraient plus jouer qu'un rôle minime.

Rééducation ? J'attendais beaucoup des Américains et des Anglais pour nous encourager au courage civique — à ce qu'ils appellent, de façon plus exacte, *civil disobedience*. Naïf comme je l'étais — conséquence de la dépolitisation de la vie

sociale en Allemagne —, j'escomptais un « soulèvement de classe » dans (presque) toute l'Europe.

Et l'Union soviétique ? D'elle je n'attendais rien. C'était à elle d'attendre quelque chose de nous, travail, argent, réparations. A mes yeux elle se définissait avant tout par les crimes de l'Etat national-socialiste (et du peuple allemand), non par la Révolution d'octobre. Elle était (presque) une victime du national-socialisme, mais non pas notre libératrice. Malgré tout mon enthousiasme pour Lénine et le « Grand Octobre », je n'avais alors aucune difficulté à séparer l'URSS du communisme allemand (et européen). Sans le savoir, j'étais un « Occidental ».

En juin 1945 je vis sans regret les troupes américaines évacuer Zwickau, et j'accueillis sans appréhensions l'arrivée de l'armée soviétique. L'événement de l'été fut pour moi tout à fait « local » : mon adhésion au PCA. En août je gagnai Leipzig, envoyé en mission par le Parti, il fallait préparer la réouverture de l'université.

Une carrière militaire

Apte seulement au service de garnison, peu qualifié même pour garder des ponts et des voies ferrées dans les campagnes enneigées de Payerbach-Reichnau, je restai attaché, pendant l'hiver 1941/1942, à un bataillon territorial stationné à Vienne, formé d'hommes âgés qui ne pouvaient plus servir au front et de quelques jeunes de mon genre. Bien sûr, aucun de nous ne possédait une qualification professionnelle de technicien qui lui aurait valu une affectation spéciale dans le « secteur civil ». Il s'agissait surtout d'artisans, de gens sans instruction, de travailleurs agricoles, avec, en outre, un libraire, quelques enseignants et deux étudiants. Le plus souvent nous déchargions des péniches sur les quais du Danube et nous vivions dans de mauvaises conditions. Il n'y avait là presque aucun nazi, mais, parmi les sous-officiers, nous avions à faire à quelques bourreaux d'une aimable brutalité viennoise et dont j'avais horreur.

Au printemps, un vieux lieutenant se maria ; c'était un homme qui se disait « cultivé », plus hongrois qu'autrichien ; il m'installa dans son logement, à la caserne, avec l'ordre de pendre « de manière élégante » ses tableaux, afin de plaire

à sa femme (il s'agissait de portraits et de scènes de chasse noircis par l'âge). Je me rendis utile ; le résultat dut être assez convaincant pour que, quelques jours plus tard, *Monsieur le colonel* commandant de garnison, me confiât une tâche analogue. A son tour, un vieux commandant de réserve exploita mon talent dans le domaine de l'aménagement et de l'embellissement ; dès lors mon bonheur fut assuré ; on eut souci d'améliorer mes conditions de vie et l'on fit de moi un bureaucrate au stalag XVII A, à proximité de Vienne, dans le Burgenland. Notre rôle était d'affecter dans l'industrie et dans l'agriculture des sous-officiers britanniques volontaires pour le travail.

Là je me fis un ami en la personne vraiment exceptionnelle de Leo B, qui était communiste. Je nouai aussi des liens de camaraderie, ou de semi-camaraderie, avec des membres des partis communiste et socialiste, issus du prolétariat viennois. (En 1972 lorsque, suspect d'intelligences avec le terrorisme, je fus suspendu de mon enseignement universitaire, des étudiants et des collègues de gauche organisèrent en mon honneur une retraite aux flambeaux ; je n'ai su qu'une bonne année plus tard, lors d'une visite à Vienne, que le fils aîné de Leo, membre, comme toute la famille, du parti communiste autrichien, était venu y prendre part, mais incognito, pour ne pas compromettre ses amis de la RFA.)

Comme les chats, nous avons sept vies. Au niveau publiquement visible de notre existence, nous travaillions avec exactitude, respectant dans son ensemble l'ordre militaire, et nous n'étions pas mauvais au tir (car aucun soldat n'échappait aux exercices de tir). Nos supérieurs nous traitaient, Leo et moi, poliment, avec une pointe d'ironie. A un deuxième niveau, pour traduire notre « dissentiment », nous jouions, de manière plus ou moins satisfaisante, le rôle de « bouffons ». Lorsque fut étendu à l'armée allemande l'usage du salut hitlérien, voulant pousser jusqu'à l'exagération cette prescription nouvelle, nous commençâmes, lors de nos voyages à Vienne, à saluer le bras tendu les monuments de caractère culturel, et d'abord les statues de Goethe et de Schiller. Quand une patrouille de la police ou de l'armée nous interpellait avec fureur, je prenais mon air le plus innocent et je me lançais dans une série de profondes argumentations. Le jour où un militaire de haut

grade fut congédié et que le journal du parti se mit à dire du mal des généraux (conservateurs), *cora publico* j'arrachai de mon uniforme la croix gammée qu'il comportait : l'uniforme de la Wehrmacht n'était plus digne de la porter ! (Beaucoup de nos plaisanteries étaient plus innocentes ; en 1945 fut incorporé un poète nazi qui avait reçu un prix, et dont, à juste titre, j'ai oublié le nom ; nous le saluâmes au tableau noir avec un « sonnet dans une langue qui n'existe pas encore tant elle est belle ».)

A un troisième niveau de notre existence, nous nous isolions — Leo et moi — pour d'interminables conversations « sur Dieu et sur toutes choses ». Au cours des deux bonnes années où nous avons partagé quotidiennement la même vie, il ne s'est passé aucune nuit où nous n'ayons lu un chapitre de livre — le plus souvent des textes de Nietzsche.

J'avais beaucoup affaire aux prisonniers britanniques. Quand je les accompagnais à l' « Office du travail » à travers les allées du camp, rien, comme on dit, ne pouvait plus me distinguer d'eux. Cette familiarité fut blâmée par notre « commissaire » nazi, mais finalement acceptée — n'étais-je pas un « bouffon » ? Tout cela servait de couverture à une autre couche, clandestine, de notre vie. Leo B., qui avait souvent l'occasion de conduire des chariots à travers les diverses parties du camp (par exemple, pour échanger les vêtements de travail des prisonniers), fut bientôt très familiarisé avec les lieux et leurs entours. A la base de la pyramide militaire, je disposais, pour ma part, des « listes d'affectation au travail » ; au bout de moins d'un an j'en avais pris une *vue d'ensemble*. Lorsqu'on me le demandait, je pouvais désigner certains sous-officiers britanniques pour des commandos de travail où ils avaient des chances de pouvoir s'évader. Le plus difficile était de changer en argent valable au-dehors la monnaie de camp avec laquelle on rémunérait leur travail ; nous y réussîmes cependant plus d'une fois. Un soir, dans la chambre d'un officier national-socialiste du train, je dérobai de bonnes cartes d'état-major. Pour les prisonniers russes, on ne pouvait pas faire grand-chose ; ils étaient parqués comme des bêtes dans un camp à part. Le sous-officier qui parlait russe nous en parlait, blême de colère, et même de haine. (Il s'agissait cependant d'une simple application des règlements.)

Pendant l'été 1944, un lacet commença à se nouer autour de Leo et de moi. Un hasard nous fit soupçonner d'écouter des émissions étrangères (ce qui méritait la peine de mort) et de nous appuyer sur elles pour mener une propagande subversive. En fait ce n'était pas le cas (les nouvelles sûres que nous avions, nous les tenions des prisonniers, car en dépit des contrôles fréquents on ne trouvait pas tous les récepteurs de fortune qu'ils installaient eux-mêmes ; mais nous gardions ces informations pour nous). Nous pûmes nous justifier, mais nous restions suspects. Et ce genre de soupçon situe dans une autre lumière même les actions du « bouffon ». Le climat se modifia en peu de temps ; il se « refroidit ». Le commissaire nazi me déclara, au cours d'un entretien, qu'il était bien obligé finalement de transmettre l'affaire à la Gestapo de Bruck sur Leitha pour un supplément d'enquête. Je ne sais s'il le fit réellement. Toujours est-il qu'un beau jour nous fûmes déclarés, Leo et moi, bons pour servir sur le front. Tandis que, décontenancés, nous préparions nos minces bagages, nous vîmes apparaître, venant de Cienne, le « deus ex machina », cette vieille connaissance. Un lieutenant-colonel — de rang supérieur à notre chef de camp — cherchait des hommes pour un état-major chargé de la « sécurité des étapes » en Hongrie. Il s'empara de nous deux, nous fit monter dans une auto et nous conduisit à Vienne jusqu'à la gare du Nord où le train était prêt à partir.

A notre réveil, le lendemain matin, nous étions en Hongrie, où nous n'eûmes rien à faire. Nous n'étions pas riches, mais Leo eut l'idée que nous trouverions du travail dans les cuisines d'auberges — lessive, transport d'ordures, nettoyage des sols ; il avait l'œil pour ces choses-là. Dans les villages personne ne parlait allemand et nous ne savions pas le hongrois, mais on se comprenait. Après le travail il y avait une oie rôtie, ou quelque chose de ce genre.

Bientôt nous fûmes séparés ; Leo fut affecté dans un petit patelin près de la frontière yougoslave ; promu entre-temps caporal, je trouvai une occupation dans un « bureau d'état-major » matériellement bien installé mais dont l'effectif se réduisait à quatre ou cinq soldats. Quand l'armée allemande, à la fin de l'automne 1944, se mit à refluer de Russie et de Roumanie, je fus en contact avec la guerre, les réfugiés, les transports de blessés, les villages en feu à l'horizon. Je prépa-

rais pour les *authentiques* « Allemands de race » des sauf-conduits leur permettant de retrouver leur famille, et en outre j'aidai quelques déserteurs. Un soir, dans une gare proche de Szekesfehervar, je trouvai deux enfants que les combats avaient séparés de leurs parents. D'après les instructions que j'avais reçues, j'aurais dû les envoyer dans un camp de rassemblement où nous savions un peu qu'ils auraient été malheureux. Je leur délivrai d'impressionnants papiers pour qu'ils pussent rejoindre leur oncle. En l'occurrence, c'est mon père qui jouait le rôle de l'oncle. (En 1945, je retrouvai effectivement les enfants à Zwickau.)

Mais il était urgent de m'occuper de mon propre sort. Je ne voulais ni tuer ni être tué. La Hongrie était devenue, à son tour, un champ de bataille ; il ne circulait plus guère de trains, des états-majors comme le nôtre furent dissous et leurs effectifs répartis parmi les troupes combattantes. Certes nous avions envisagé certains moyens qui auraient facilité une désertion en direction des troupes russes, et parmi les papiers de contrebande que je portais sur moi il y avait aussi une note rédigée par un sergent britannique. Mais il fallait en revenir à des solutions plus simples. Je commençais par me procurer un sauf-conduit en tant que « courrier » d'un état-major de troupes (sauf la signature, tout y était authentique et réglementaire) ; j'empaquetai quelques rouleaux de pellicule trouvés dans un véhicule de l'armée abandonné après un bombardement, et, installé dans le compartiment réservé au contrôleur du train, je gagnai commodément Vienne ; pour les courriers urgents il y avait toujours de la place. A Vienne, par une matinée froide et grise je retrouvai, dans une atmosphère de « conspiration », Leo qui avait échappé depuis longtemps à l'armée et qui m'offrit une cachette dans le VII^e arrondissement. Mais je refusai de rester.

Le lecteur sera peut-être intéressé de savoir pourquoi. Nous avions encore à passer quelques semaines, ou quelques mois, dangereux, mais il était évident que la guerre ne durerait plus bien longtemps. Le danger majeur venait des patrouilles de la police militaire et des SS ; bientôt on vit les premiers pendus (avec, au cou, une pancarte portant l'inscription : « J'étais un lâche ») ; et par prudence il me fallait envisager les suites possibles d'une plainte contre moi déposée à Bruck. Je voulais ne dépendre que de moi seul, et de mon habileté. Certes c'est

seulement dans les cas-limites que l'individu a le monopole de décider si l'Etat va le considérer comme ennemi de l'Etat, et se saisir de lui. Mais il se pouvait bien que les cas-limites fussent tout proches.

Au reste je n'étais pas sûr qu'une fois la guerre finie la situation d'un « Allemand du Reich », isolé parmi ses amis et ses camarades autrichiens, ne devînt pas difficile, et pour eux et pour lui. C'est pourquoi le « messager », avec ses pellicules, continua son voyage jusqu'à Cologne, où il trouva un ami plus âgé (un libéral de gauche), mais aussi un ancien amour. Mon hôte m'offrit un asile sur la rive gauche du Rhin dans son appartement à demi ruiné ; il craignait que les Russes n'avancent jusqu'au Rhin. Mais là encore je me sentais plus à l'abri dans mon personnage de courrier.

Un jour de mars 1945 je rencontrai enfin la « vraie guerre » — mais dans l'autre camp. Je transportais des munitions pour un sous-officier de l'armée américaine, vivant, comme transfuge, sur les rations de guerre de la compagnie et servant d'intermédiaire pour obtenir la reddition des points d'appui allemands.

Quelques jours dans un camp de prisonniers au début de mai ; ensuite, le jour de l'armistice, un camion américain me conduisit à la frontière entre la Thuringe et la Saxe.

Peter BRUCKNER.

(traduit par M. de Gandillac)

Les hommes qui sont parqués dans l'enclos de ce pays ont perdu la faculté de discerner les contours de la personne humaine. Tout homme libre leur apparaît comme un original. Qu'on se représente les chaînes de montagnes des Hautes-Alpes se profilant non pas sur le ciel mais sur les plis d'une étoffe noire. Les formes puissantes ne se détacheraient que de manière indistincte. De la même manière exactement un lourd rideau a bouché le ciel d'Allemagne, et nous ne voyons même plus le profil des hommes les plus grands...

Walter BENJAMIN
Berlin, 1930.

Catherine von Bülow

UN JOUR MA DOULEUR M'A QUITTEE

Présence :

Je suis seule, je suis partout, je suis nulle part. Où que j'aïlle « ça » est présent. J'essaie de le chasser. Je ferme les yeux et j'en appelle à la « normalité ». Celle dont me parlent mes amis. Les morts sont enterrés, ils n'ont plus de regard et pourtant ils me regardent. « Ils » ne sont plus Ils ni il d'ailleurs, « ils » précèdent le nombre. Je (les) sens, « ils » sont sur moi, me collent sur la peau, pèsent sur ma nuque, s'assoient sur mes épaules. « Ils » m'interpellent, me regardent, me jugent. Leurs yeux morts sont pleins de regards, de reproches, de questions. « Ils » sont ailleurs, par delà le monde, par delà les autres et moi-même. Leur présence date de toujours, d'avant le monde, mais « ils » étaient du monde, d'un monde qui n'était pas encore le mien. « Ils » me dictent le monde de demain. Si je ne tiens pas compte de leurs appels, mon monde ne saura être, ni en bien ni en mal, il ne sera pas. Je ne vis pas encore, ou pas encore tout à fait. Leurs questions sont restées sans réponse. J'essaie de leur échapper, ils m'écrasent, me hantent. Je leur en veux. Parfois, je récupère mon monde, je regarde et alors tout m'appartient à nouveau. Ce monde-là ne m'angoisse pas, je le bois, je l'absorbe et je peux le comprendre. Puis, « ils » reviennent, réapparaissent et le monde n'est plus, ou pas encore. Tout fout le camp. Je reste seule, dans le vide, dans un lieu où tout reste à faire. Absents, « ils » sont présents. Ils ne sont ni au paradis ni en enfer. Il aurait fallu qu'ils puissent vraiment mou-

rir pour se dissoudre, pour devenir absence. Ainsi, leur monde d'antan, c'est aussi mon monde. Monde que je n'aurais pas connu. Mais c'est aussi de leur monde que sera fait le mien. Il faudrait qu'ils parlent, qu'ils me parlent, qu'ils me disent pour-quoi « ils » ne peuvent mourir. L'énigme qu'ils m'ont laissée en héritage empêche mon monde de naître. Je le sens, je le sais, parfois même je crois pouvoir déchiffrer l'énigme : je me convaincs alors qu'il suffirait pour cela que j'intensifie mon regard, que j'accroche mon regard, que je reste penchée sur cette photo, que je me laisse absorber par l'horreur de ces corps morts pour qu'ils se réveillent enfin et me parlent. Peu à peu je ne vois plus la photo et de nouveau « ils » sont ailleurs. Omniprésence, hors du temps et de l'espace qui m'entoure. Présence qui précède tout, surplombe tout, me projette en avant dans l'inconnu, présence qui me dit : sans moi, tu ne sauras rien, présence qui m'habite, qui me tient en vie, qui me pousse en avant, qui me tient en haleine, qui me dépossède de ma réalité, qui me promet que le monde naîtra, et que je naîtrai enfin. Présence pour laquelle je ne suis pas. Tout me sépare d'elle. Pourtant, c'est elle qui me fait, elle qui me donne la certitude que je suis. C'est elle qui m'oblige à chercher et à creuser la terre à la recherche de l'énigme, c'est elle qui me pousse vers les bibliothèques et qui me dicte mes lectures. Je suis curieuse, certes, mais les questions sont venues d'ailleurs, d'avant le « moi » au monde. Morte, peut-être serai-je alors présence, moi aussi. D'ici-là, autrui m'est présent, mais je ne saurais dire avec certitude que je suis moi, présence, à autrui.

Un jour ma douleur m'a quittée. Quand ? Je ne saurais le dire exactement. Peut-être lorsque les Russes arrivèrent, fin 1944, quand ils ne me laissèrent pas emporter ma poupée.

Mais il se peut également que ce soit lié à mon père et au fait qu'un jour, il ne fut plus là. Je me souviens encore très bien du jour où il est venu pour la dernière fois en vacances. Je devais avoir cinq ou six ans. De la fenêtre de ma chambre d'enfant je le voyais s'éloigner en courant, tandis que je l'appelais de toutes mes forces. Je le surnommait Franz. Pourquoi ? Je l'ignore.

Notre gouvernante m'avait faite toute belle. Des chaussures vernies noires, des chaussettes blanches et un ruban dans les cheveux. Mon père était grand et mince. Il ne lui restait plus que quelques cheveux gris et son rire était très joyeux. Quand il était de bonne humeur, il me prenait sur ses épaules et traversait la pièce en courant. Il portait des lunettes, et moi j'aurais tant aimé (plus tard, bien plus tard) discuter avec lui de l'Allemagne et de tout ce qui s'y est déroulé. Des années durant, je me suis imaginé en rêve ce qui se serait passé s'il était revenu un jour. Nous aurions pu alors flâner dans Paris, main dans la main ou bras dessus bras dessous, comme deux amoureux, et je lui aurais demandé ce qu'il pensait d'Hitler. Peut-être m'aurait-il alors répondu, l'air triste, que le phénomène Hitler était inévitable, que l'Allemagne le portait déjà depuis longtemps dans son

sein, et que rien ni personne n'aurait pu lui faire obstacle. Cela aurait simplifié bien des choses dans ma vie. Au lieu de verser des larmes silencieuses, j'aurais poussé un cri, un cri bref. Au lieu de m'abandonner à la haine, j'aurais simplement eu honte. Nous aurions pu partager tous deux cette honte. Nous aurions pu dire au monde entier : oui, nous avons honte, mais nous ne cachons rien. Nous ne nions rien, nous allons même jusqu'à pleurer ; nous sommes soulagés aussi, car maintenant tout peut reprendre son cours. Mais au lieu de cela, ma honte s'est transformée en rage et en haine, car je n'ai pas pu la partager avec ceux qui, en fin de compte, étaient responsables de « ça ».

C'est avec toute cette honte que je suis allée chez le psychanalyste, car mes amis craignaient que je ne finisse par me suicider pour de bon. A vrai dire, j'ignorais totalement pourquoi j'avais commis cette tentative de suicide. Je crois que c'était simplement pour avoir la paix. Oublier enfin. Ne plus être obligée de penser. Je m'étais déjà passablement engagée politiquement lors de ma seconde tentative de suicide. Toute idéologie qui semblait avoir pour principe : NON, était à mes yeux la bienvenue. Je me sentais aussi proche des « Black Panthers » que des Palestiniens ou des peuples opprimés qui meurent de faim dans le tiers monde. Le principe du NON me suffisait. L'analyste auquel je parlais depuis plus d'une heure de moi-même, de mon père, de l'Allemagne, du Troisième Reich, de Juifs, de fours crématoires, d'aventures sentimentales malheureuses, ainsi que de ma solitude et de ma haine contre les « oppresseurs », contre les « impérialistes », me dit avec un sourire paternel : « Chère Mademoiselle, vous voulez faire de la politique pour déculpabiliser votre père. Vous voulez en quelque sorte revivre la vie de votre père, la prolonger en faisant ce que vous pensez qu'il aurait dû faire lui-même...¹ » Il m'invita également à revenir le voir. Une fois dehors, tout me sembla soudain merveilleusement clair, et je me dis : « Il a raison. Il a cent fois raison. Mais s'il pense que je vais y retourner afin qu'il puisse me déculpabiliser, il se trompe. Je préfère rester la gauchiste que je suis enfin devenue, quitte à passer par quelques tentatives de suicide supplémentaires... »¹

1. En français dans le texte.

Par la suite, j'ai poursuivi mes activités politiques et j'ai cessé de penser autant au suicide. Toute la misère autour de moi — celle que je voyais chaque jour de mes propres yeux à la Goutte d'Or, aussi bien que celle des populations biafraise ou pakistanaise — me semblait tellement plus atroce et plus réelle que mes « bleus à l'âme » — comme aurait sans doute dit ma mère — que mes idées suicidaires de jadis m'apparurent carrément risibles. Un élément positif était entré dans ma vie.

Je n'étais plus le jouet de l'Histoire. J'étais un membre actif d'une société qu'on pouvait comprendre à condition d'en savoir assez long à son sujet. Il faut lire, me dis-je. Lénine, Marx et Mao Tsé-toung. Et c'est dans cette perspective que je me mis à lire l'Histoire. Je participais moi aussi de cette Histoire. Fille d'un aristocrate, Allemande, non juive, une « Demoiselle von Bülow » qui avait été longtemps fière de son destin singulier et exceptionnel, mais qui, à cette heure, ne pouvait plus l'être.

L'Allemagne d'avant-guerre devint l'Allemagne du père réactionnaire (des pères réactionnaires). La période 1933-1945 devint l'époque de la lâcheté des pères, de la culpabilité des pères. Ma propre histoire, celle de l'exode, celle des années vécues dans la peur, la faim, et la nostalgie du père cessa d'être destin tragique pour devenir destin mérité. Les panses bien remplies des nouveaux Allemands, leurs visages bouffis, leurs doigts boudinés qu'ils pointaient dans l'air lorsqu'ils parlaient de miracle économique et de reconstruction, devinrent la cible de ma haine. J'aurais préféré les faire sauter tous, sans exception, pour recréer un espace où l'on puisse à nouveau respirer. Ils étaient là avec leurs regards lubriques, barrière insurmontable entre mon passé et moi, entre mon père et moi. Mon père c'était le Prussien, ami du dernier empereur, frère de Otto von Bülow, filleul d'un Bismarck presque déjà mort, diplomate, patriote, humaniste et homme cultivé. J'aurais dû être fière de lui. Mais je ne voyais en lui que l'aristocrate désemparé, bien pensant certes, mais désespérément réactionnaire, sinon pis. Il n'avait rien tenté contre Hitler. Il n'avait été ni résistant ni communiste. Il avait été comme tous les Allemands, un fasciste en puissance et le serait à coup sûr encore aujourd'hui s'il était resté en vie. Voilà ce que je pensais il y a encore cinq ou six ans. Aujourd'hui, je vois les choses sous un autre angle.

Quatre murs ; ils sont blancs et froids. Le blanc n'est pas une couleur. Le blanc est mort. Le blanc résiste à mon regard. Le blanc ne parle pas. Le blanc est calme, presque reposant. J'aime ces murs. Ils ont sur moi un effet apaisant.

La chaise m'appartient aussi. Elle est neuve et en bois. Un beau bois marron clair. Les années l'ont patinée. Le dossier me caresse le dos. Les fioritures laissent des traces sur ma peau douce. Mes pieds frôlent à peine le sol. Mes mains reposent sur mes genoux. Les genoux sont serrés l'un contre l'autre. Le ventre est légèrement bombé. Les muscles flasques.

Mes yeux regardent fixement dans le vide.

Le blanc n'est pas une couleur.

Les murs s'estompent, échappent au regard. Trop concentré, peut-être. « Lève le bras, fais-toi signe. » Un mouvement passe dans l'air. Murmure : « Doucement, surtout ne pas pleurer. Ne romps pas le silence. Laisse-le te caresser. » Tendresse de la solitude.

Le blanc n'est pas une couleur. LE POUVOIR EST BLANC. L'ennemi est gris, vert, kaki, rouge. Le pouvoir est blanc.

Le blanc est immaculé.

Temps. Le temps oublie, le temps tempère, pardonne. Doucement. Ne pas bouger.

Souffle du temps.

« Laissez-moi ! »

Immaculé, pur. Le blanc protège.

Mots exempts de sens. Sens qui interroge, exige, bouleverse.

Un cœur qui se défend, une bouche qui se ferme. Pas un son. Pas un bruit. Immaculé. Pur.

Je sais.

Le blanc est mien. Le blanc est un cri sans douleur. Un cri silencieux. Inaudible.

Blanc comme savoir. Savoir secret.

Le blanc est mien.

Il y a déjà deux jours que Peter Brückner est chez moi à Paris. Il est plus âgé que je ne pensais. Son visage est rond et avenant. J'aime son rire et sa façon de s'adresser instinctivement à ceux qui — de par leurs objections rapides et répétées — pourraient le moins s'élever au rang d'interlocuteurs « qualifiés ». Brückner a maintenant 57 ans. Il pourrait presque être mon père. Brück-

ner est professeur de faculté. Ou en d'autres termes professeur titulaire provisoirement relevé de ses fonctions. Mon père fut conseiller d'ambassade relevé lui aussi momentanément de ses fonctions, car il ne pouvait, comme le disait si bien ma famille, « tenir sa langue ».

Et pourtant les deux situations sont à peine comparables. Ou du moins je ne peux, moi, me résoudre à les comparer. En effet pour moi l'élément décisif est que Brückner a été en 1939 en contact étroit avec les communistes, tandis que mon père — comme tant d'autres pères — avait certes manqué de conviction et de courage pour accomplir un tel acte. (Brückner pense que ces pères n'auraient tout bêtement pas pu avoir accès au KPD.) Brückner me raconte avec beaucoup d'humour comment il a été relevé de ses fonctions par le gouvernement de Basse-Saxe, et il me parle de la « déclaration de loyalisme envers l'Etat » que ce même gouvernement a fait signer à douze de ses collègues par l'intermédiaire de Pestel, « ministre des Sciences » (existe-t-il ailleurs qu'en Allemagne un ministre des Sciences ?), et il me parle également de son interdiction de domicile et « last but not least » des poursuites judiciaires engagées — sur l'initiative de Vogel, ministre de la Justice fédérale — contre lui, des étudiants et des professeurs du supérieur à l'occasion de la publication et de la diffusion de la « Dokumentation " Budack-Ein Nachruf " »². Malgré tout cet humour Brückner est quelque peu pédant, chose pratiquement inévitable dans un pays comme le mien. « Oui », me dit-il de sa voix légèrement rauque et qui n'a en elle-même rien de teuton, « ils me forcent carrément à entrer dans leurs arguties juridiques et je me demande parfois si c'est l'interdiction de domicile qui m'exaspère le plus ou le fait de devoir être confronté à toutes ces bêtises. »

2. Un étudiant anonyme, s'appelant ironiquement *Mescalero* (nom d'une tribu indienne) publia à la suite de l'assassinat du procureur Buback, un texte intitulé : Note nécrologique. Tempête de protestations dans la presse qui n'en cita que les passages où l'auteur semblait approuver le meurtre de Buback. Sur ce, il fut interdit. La censure n'existant pas légalement en RFA, une douzaine de professeurs et d'avocats décidèrent de le rééditer et furent alors inculpés « d'insultes à l'Etat ». Cette affaire fit grand bruit.

A 57 ans, Brückner est donc à nouveau la victime de ceux que je haïssais tant, il y a encore quelques années. Récemment, j'ai lu son livre *Ulrike Meinhof et l'Allemagne d'aujourd'hui*. L'Histoire qu'il y raconte, l'Histoire de ma « patrie » m'est totalement inconnue. Je m'étais essentiellement intéressée au fascisme et à l'époque qui l'avait précédé. Je ne connaissais que superficiellement l'Histoire de la République Fédérale Allemande et le peu que j'en savais, c'était par expérience personnelle jusqu'en 1961. Pendant les cinq années passées aux U.S.A., j'avais tenté d'étouffer le plus possible tout souvenir de l'Allemagne ; non pas consciemment bien sûr. Peut-être n'était-ce que paresse et manque d'intérêt de ma part, à moins que ce ne fût la tentative de refouler ce que je ne voulais pas qu'on me rappelât. Mais j'ignore tout autant ce que Brückner me raconte des années 1945-61. J'en ai un souvenir totalement différent. Je n'avais jamais entendu parler de mouvements de contestation, pas plus d'ailleurs que d'une politique pro-américaine ou pro-soviétique. Dans mon esprit il y avait d'un côté la zone russe, de l'autre l'Allemagne de l'exode et quelques vagues souvenirs du temps où nous formions encore une famille et où nous avions un véritable foyer. A en juger d'après les récits de Madame ma Mère nous formions une famille heureuse. Ma mère était une belle femme et avait été dans sa jeunesse une danseuse assez célèbre.

Elle avait connu mon père au cours d'une tournée et l'avait épousé en 1933. Sur la photo de mariage rien ne laisse supposer qu'Hitler vient juste de prendre le pouvoir. Ma sœur vint au monde en 1936. Une belle enfant ; de longs cheveux noirs et une peau blanche comme neige. Je naquis en 1938. Mon père était alors conseiller d'ambassade à Sofia. Nous habitions une belle maison blanche, nous avions un chauffeur dont les « bons mots » restent encore aujourd'hui gravés dans la mémoire de la famille, une gouvernante et une cuisinière que nous aimions beaucoup. Elles sont toutes deux revenues en Allemagne avec nous lors de la déclaration de guerre en 1939. Chose significative : ma mère m'a souvent raconté comment la famille retourna à Berlin en voiture, avec à son bord un enfant gravement malade (j'étais atteinte de poliomyélite) et une gouvernante tout aussi malade (je l'avais contaminée) en passant par l'Autriche qui avait déjà à l'époque perdu sa liberté et son indépendance, et où je devais passer

un mois à l'hôpital. Mais c'est à peine si elle m'a parlé de la déclaration de guerre ou de la situation politique de l'époque.

A Berlin nous avons un appartement merveilleusement grand avec un couloir immensément long et beaucoup, beaucoup de pièces. Nous avons aussi un teckel surnommé Fitzel que ma mère allait promener sur le Kudamm. Il y a une photo d'elle datant de cette époque, c'est une photo intemporelle ; à l'arrière-plan il n'y a ni colonne d'affichage, ni pancarte où l'on aurait pu lire : « Juifs dehors ! » Elle sourit gentiment, porte un chapeau amusant et un manteau de fourrure. Ma petite sœur Elisabeth fait partie de la famille depuis 1941. En ce temps-là, Brückner est déjà stationné en Autriche. Tout à fait par hasard comme il me l'a dit lorsqu'il me parla de cette époque. Avec un ami il aide les prisonniers à s'enfuir. Et c'est avec le même ami, membre du parti communiste, qu'il réfléchit en outre aux moyens d'exprimer son antifascisme sans être pour autant exécuté sur-le-champ. En ridiculisant le salut hitlérien, par exemple.

Et les voilà qui se promènent dans Vienne et font le salut hitlérien, la main raide et tendue, devant le monument élevé en l'honneur de Goethe. D'autres monuments commémoratifs ont également droit à cet hommage. Mais ce n'est pas tout : ils se font construire par des prisonniers de guerre un immense échiquier sur lequel ils jouent aux échecs en nageant. Entre-temps mon père a été relevé de ses fonctions et il est bien souvent à la maison. Les bombardements sont devenus menace constante, du moins pour les adultes, car pour moi ils sont plutôt d'agréables intermèdes. Au lit nous jouons tous les soirs, ma sœur et moi, au bombardement aérien. Nous imitons tout d'abord le hurlement des sirènes. Puis l'explosion des bombes et le vrombissement des avions. Tout à coup la sirène, la vraie, se déclenche et tout le monde se précipite aux abris. Je me souviens encore très bien de ces grands oiseaux noirs qui venaient lentement sur nous, recouvraient le ciel et avaient l'air étrange et menaçant. Mon père paraissait soucieux mais ne semblait pas avoir peur. Pourtant il nous a fait quitter Berlin pour nous mettre en sécurité. On devait être en 1942, époque à laquelle les Allemands avaient déjà pénétré profondément en territoire russe. Je ne sais pas exactement où se

trouvait Brückner à ce moment-là, peut-être priait-il tous les soirs pour ses camarades russes³.

Je continue à réciter chaque soir le Notre Père, mais sans grande conviction.

Le « manoir » que nous habitons maintenant est encore plus grand que l'appartement que nous avons à Berlin. Nous avons toujours notre cuisinière Isa et notre gouvernante. Mon père est de moins en moins souvent à la maison. J'ai appris par la suite qu'ayant été démis de ses fonctions, il avait été réincorporé. On disait qu'il était au front.

Je reçus un jour un petit colis sur lequel on pouvait lire : « Pour mon petit "chiffonnier" Kathie. » A l'intérieur j'y trouvai un vieux porte-feuille de cuir noir. Je m'en souviens encore très bien, jusqu'à son toucher que je n'ai pas oublié. Mon cousin Ernstel et la fille d'un marchand de légumes qui habitait dans la même rue que nous à Berlin, vivent chez nous depuis quelque temps. Nous jouons ensemble aux Indiens ou nous allons manger des pommes de terre en robe des champs et du fromage blanc chez des fermiers. Des soldats passent parfois chez nous. Ils y restent la nuit, mangent du « pain de munition » et de la charcuterie, racontent des histoires, nous prennent sur leurs genoux, puis disparaissent. Ma mère s'occupe des poules et de nos deux moutons qui font des parties de patin à glace avec nous sur l'étang quand il est gelé en hiver. Quand il fait très froid nous jouons autour des grands poêles de faïence et la veille de Noël on fait du feu dans la cheminée. C'est une belle époque, calme et paisible. Je suis heureuse. Rien ne nous rappelle qu'on est en temps de guerre. Une fois seulement, un avion s'est écrasé tout près de chez nous, enterrant le pilote sous ses décombres. Je ne sais même plus s'il s'agissait d'un avion allemand ou d'un avion ennemi. Puis les choses se précipitèrent : un matin les Russes étaient là. Mon père n'était pas à la maison. Des fusillades avaient réveillé ma mère la nuit et elle s'était trouvée nez à nez avec un officier russe qui venait de nous regarder par la porte de notre chambre. Chose étrange : c'est surtout en liaison avec

3. A la lecture de ces lignes Brückner se mit à rire et me dit qu'à cette époque-là il ne priait nullement pour ses « frères russes », mais lisait fiévreusement Nietzsche et discutait philosophie des nuits durant.

ces jours-là que j'ai gardé en mémoire la topographie de notre maison. Le grand hall par exemple, avec sa table de billard sur laquelle nous étions — nous les enfants — tous les trois assis, entourés de Russes qui, avec un sourire bienveillant, nous remettaient dans les mains le pain qu'ils venaient de nous voler. Ou bien la cuisine que les Russes avaient mise sens dessus dessous et où, de ma place, je voyais une vieille femme, assise sur une chaise immobile, couverte de la tête aux pieds de confiture que les soldats avaient répandue sur elle.

Elle ne bougeait pas, et la confiture tombait goutte à goutte sur son visage tout fripé. Ou bien encore l'escalier qui menait à notre chambre. Je voulais absolument y courir pour aller chercher ma poupée. Les films que mon père avait pris de nous avaient été déroulés et jonchaient le vaste escalier qui menait au parc. Des Polonaises essayaient d'enfiler les habits de ma mère sur leur poitrine opulente. De simples soldats lavaient leurs chaussettes dans les toilettes et menacèrent de fusiller ma mère lorsque les chaussettes disparurent à tout jamais, une fois la chasse d'eau tirée. Ce sont des souvenirs étrangement silencieux, comme si personne n'avait parlé. Je puis fort bien m'imaginer qu'au même moment Brückner suivait en exultant l'offensive de ses frères russes⁴.

Pour nous, ce fut alors le début d'un long cauchemar. Nous étions du gibier. Je ne me rappelle pas avoir eu peur. Tout arriva si vite et si brutalement. Les Russes étaient là, nous devions fuir. Nous marchions tout simplement droit devant nous. Vingt-cinq kilomètres par jour. La nuit, nous nous cachions dans la forêt, dans des granges ou des cratères de bombe que ma mère recouvrait de petit bois. Nous avons emporté un grand pot de saindoux qui devait, des jours durant, être notre seule nourriture. Ma mère rencontra une fois deux jeunes sol

4. Peter Brückner interrompt une fois de plus sa lecture et hoche la tête : « Je n'ai pas, comme tu l'écris, suivi en exultant l'offensive de mes frères russes, mais la défaite du Troisième Reich, et j'ai éprouvé une certaine satisfaction lors de la progression des troupes américaines et anglaises. Je vivais à l'époque avec l'idée que cette forme de démocratie aurait dû être un meilleur point de départ pour le socialisme dont je rêvais. Les Russes étaient pour moi des victimes envers lesquels je me sentais obligé et envers lesquels nous avons une dette. »

dats allemands. Ils s'étaient cachés, paraissaient avoir peur, étaient tout en haillons et semblaient être dans un état de misère extrême. Nous vîmes aussi des soldats morts, couchés dans le fossé, au bord de la route, et un jour ma mère trouva une vache à moitié morte dont les pattes arrière étaient dans un étang.

Elle poussait des cris atroces et cherchait désespérément à ramper hors de l'eau. Nous passâmes une fois la nuit dans une ferme complètement abandonnée. Les propriétaires avaient fui et les animaux morts gisaient, disséminés tout autour de la cour. Les villes que nous traversions avaient été totalement détruites par les bombes. Dans une ville, je ne sais plus laquelle, il y avait des sacs pleins d'argent devant une banque qui, elle, était intacte. Nous passâmes devant ; derrière nous le grondement des canons, devant nous des ruines. Nous restâmes ensuite quelque temps dans un village appelé Leichholz⁵. Les Russes avaient occupé la région et avaient implanté leur « Kommandantur » dans le village. Ma mère lavait les sous-vêtements des soldats, afin d'obtenir un peu de lait pour nous, les enfants. Ils débarquaient parfois chez nous, ivres, nous offraient de la vodka et du chocolat, tiraient sur un cochon, cherchaient des filles. Notre gouvernante a sans doute alors été violée. Peut-être n'a-t-elle pas vraiment été violée. Les souvenirs d'enfance sont tellement confus. Et pourtant, j'ai parfois la conviction que le viol a vraiment eu lieu. Irmgard était couchée sur le dos, dans le foin. Il y avait un Russe perché sur une échelle qui regardait les autres en bas. Les autres étaient aussi des Russes. J'étais dehors et regardais par la fenêtre. La nuit nous dormions tous dans le même lit. Quand les Russes ou les Mongols arrivaient ; nous nous levions. Ma mère nous prenait dans ses bras et parlait avec les soldats. Elle parlait un peu russe, se vit même appeler « Mamouschka » par l'un d'eux, et elle pensait parfois leurs blessures quand ils s'étaient battus au cours de leurs beuveries. Un beau jour, un Russe lui a retiré son alliance en la limant. Cela faisait longtemps que nous n'avions plus de montre. Nous avons en partie retiré aux cadavres les vêtements que nous portions. Il faisait froid, nous avions faim

5. Le hasard voulut que le nom de ce village signifie littéralement « bois de cadavres ».

et j'avais souvent mal aux pieds. Des histoires de ce genre, des millions d'autres personnes pourraient les raconter. Des Russes, des Allemands, des Tchèques, des Polonais et des Roumains.

Pris individuellement, aucun d'entre eux n'a sans doute mérité un tel destin, pas même les Allemands. Beaucoup de personnes ont encore plus souffert que nous. Nous rencontrâmes un jour une mère qui portait son enfant mort dans les bras. Elle cherchait à l'allaiter en lui présentant un sein gelé. Puis ma mère a enterré l'enfant. Ce que la femme est devenue, je l'ignore. Nous avons atterri à Berlin peu avant l'effondrement. Nous n'avions plus eu aucune nouvelle de mon père. Berlin était une ville morte. Nous reprîmes donc notre route pour Falkensee, une petite ville près de Spandau. C'est là que nous avons passé le premier hiver de l'après-guerre. J'étais alors âgée de huit ans.

Fêter Noël. Manger du gâteau. Voler des arbres et allumer du feu. J'ai à nouveau une poupée. Une vraie, remplie de sciure de bois, ma mère n'est pas souvent à la maison. Elle va à bicyclette au marché noir de Spandau. Il y a de nouveau du pain, imbibé d'eau, certes. J'ai une otite et je dois rester au lit. La nuit il gèle et le matin, au réveil, nous pouvons casser de petits morceaux de glace collés au mur. Nous jouons à nous brûler les cheveux à la flamme d'une bougie. Nous nous arrachons des touffes de cheveux et nous les brûlons au-dessus de la bougie. Ça sent horriblement mauvais. Gabi est à l'hôpital, elle a des furoncles. On la badigeonne d'huile ; elle est terriblement amaigrie. J'ai repris le chemin de l'école. Là, on nous sert à manger et on nous soumet souvent au dépistage de maladies vénériennes. Sinon personne ne se soucie de nous. Ma mère a taillé les rideaux pour nous en faire des habits. Nous n'avons toujours aucune nouvelle de mon père. La vie semble reprendre son cours habituel. Les Russes habitent à côté. Ils viennent parfois chez nous pour acheter des fruits de notre jardin. L'argent n'a certes plus aucune valeur, mais on ne peut pas dire non. Et puis on nous vaccine souvent ; contre toutes les maladies possibles et imaginables. En contrepartie il y a des cartes d'alimentation. Ma mère semble penser à un avenir quelconque. Elle élabore des projets et part à la recherche de vieux amis et d'anciennes connaissances. Elle ne parle pas souvent de notre avenir, du moins pas avec moi, mais je sens

malgré tout qu'elle se tourne à nouveau vers le futur et n'en reste pas au niveau de la survie immédiate. Malgré le froid et la faim c'est une belle époque.

Même ma mère a retrouvé son rire. Nous avons à nouveau l'occasion de nous aimer, de nous embrasser et de bavarder, nous avons beaucoup de temps. Personne ne semble tributaire de quoi que ce soit. Sauf le soir : la lumière s'éteint brusquement. On appelait cela « coupure de courant ». Ceux d'en haut ceux qui étaient si singulièrement invisibles nous faisaient comprendre alors, par des vaccinations, des coupures de courant, des cartes d'alimentation et le lait servi à l'école qu'ils existaient encore — malgré tout — ou qu'ils étaient — à nouveau — là. Personne ne disait plus « Heil Hitler ». Le plus sûr désormais était de se mettre à apprendre le russe et d'avoir un passé irréprochable, comme Brückner par exemple. Mais qui donc pouvait prétendre avoir été communiste⁶ ?

*Repens-toi, temps
l'histoire ment
cours avenir — rattrape le présent
ILS s'enfuient — loin, très loin*

*je mœurs
ne mens plus, temps
l'histoire reviendra
tu y seras
une fois
deux fois
jamais plus*

6. Brückner vit maintenant à Leipzig. Nous sommes en 1947. Jean-Paul Sartre se rend à Berlin, et Brückner apprend « qu'on ne peut pas (ou ne doit pas) déléguer sa conscience à un parti ou à un comité central ». Son passé est sans aucun doute bien plus irréprochable que celui de mes parents (du moins aux yeux de ceux qui nous gouvernent maintenant), et pourtant il semble ne pas ou ne plus être assez irréprochable. Le système si simple des « Bons et des Méchants » a l'air plus compliqué que je ne le pensais il y a encore peu de temps...

*je vis
arrête-toi, temps
ne t'envole plus
j'arrive
je t'aurai, temps
tu verras*

*ne ricane pas, temps
tu mourras aussi
comme moi
comme nous
du passé s'ensuivra le présent
pour absorber l'avenir*

Nous habitons maintenant dans la partie de l'Allemagne occupée par les Russes, l'Ostzone. Un mot étrange. Les enfants adoptent des termes nouveaux sans connaître leur signification réelle. Ma mère est depuis peu chorégraphe au théâtre municipal de Meiningen. Nous vivons toujours de cartes d'alimentation. On peut même acheter des gâteaux dans les Handels-Organisationen.

Je me souviendrai toute ma vie de mon premier gâteau au chocolat. Et nous avons à nouveau des chaussures. Elles sont en cuir synthétique. Par la suite, lorsque je vis la pièce de Dürrenmatt *la Visite de la vieille dame*, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à ces chaussures. Elles m'apparaissaient toutes jaunes comme dans cette pièce, et aussi uniformes et impersonnelles que tout le reste dans cette partie de l'Allemagne. Nous recommençons aussi à aller à l'école. Nous nous appelons *von Bülow*, ce qui vaut à ma sœur d'être souvent l'objet de menaces et de railleries de la part de ses camarades de classe. Ma mère semble, elle aussi, vouloir continuer à cacher son nom. Chaque matin on lève le poing pour saluer le petit père Staline. Nous apprenons aussi le russe. Je me souviens encore des mots suivants : *chleb*-pain, *towaritsch*-camarade, *nowgorod*-ville nouvelle, *spaziwa*-merci et *doswidanja*. Sinon, nous voyons rarement les Russes. Ma mère est la seule à parler souvent d'eux. Elle se rend chaque semaine à la « Kommandantur » pour donner des cours de danse aux troupes

qui y sont stationnées. Elle parle des collègues disparus avec un chef d'orchestre qui nous rend souvent visite. Il y a même des parents de camarades de classe qui disparaissent. Le mot Sibérie est dans toutes les bouches. Nous n'avons toujours aucune nouvelle de mon père. Quand les toilettes sont particulièrement bien tenues, chaque classe reçoit comme récompense en fin de semaine deux petits pains avec de la confiture artificielle. Je suis chef de classe et surveille avec zèle mes petites camarades. Après chaque pipi on inspecte les toilettes et la moindre goutte est essuyée avec un chiffon. Le vendredi (ou le dimanche) — je ne sais plus exactement — on va au cinéma. C'est là que je vois pour la première fois, à l'âge de onze ans, les films — devenus si célèbres aujourd'hui — sur les camps de concentration. Assise dans la salle obscure, je fixe l'écran.

Je suis incapable de me souvenir d'une camarade de classe, et à part la voix du commentateur, aucun bruit n'est resté gravé dans ma mémoire. Le monde avait cessé d'exister. Il n'y avait plus rien hormis l'écran et moi. Des femmes qui courent nues à travers la campagne, des enfants qu'on brûle, des hommes qu'on fusille, des yeux morts qui regardent fixement dans le vide, des silhouettes étranges qui titubent dans l'encadrement des portes ouvertes pour tomber dans les bras de soldats qui me semblent extrêmement grands. De jeunes soldats qu'on jette dans la mer après leur avoir attaché des pierres autour du cou, et la voix du commentateur qui parle des crimes, des Juifs, des fours crématoires, d'Hitler, de Goebbels, d'Himmler et des nazis. Il est question de communistes, de l'armée de libération. Parmi les visages livides des prisonniers, parmi les cadavres empilés, et parmi les soldats prêts à être exécutés, je cherche le visage de mon père. J'ignore encore pourquoi. Culpabilité et innocence sont des concepts encore relativement vagues pour moi. J'éprouve une infinie pitié envers les soldats qui meurent. Je m'arrive pas à digérer le spectacle de ces millions de cadavres et d'enfants mourants.

Mais je sens qu'on cherche à nous inculquer quelque chose. Les bons, ceux qui n'ont rien à se reprocher sont assis quelque part derrière l'écran, tandis que nous, les méchants, nous sommes dans la salle. Les morts et les mourants sont des victimes innocentes. Un index éternellement levé plane au-dessus

de nos têtes, nous prend pour cible, faisant peser sur nous la menace de nouveaux cadavres. Je suis aujourd'hui incapable de dire combien de films de ce genre j'ai vus. Des années durant j'en ai refoulé le souvenir et je les aurais peut-être complètement oubliés si on ne me les avait rappelés bien des années plus tard. Ce sont d'autres ennemis cette fois, jamais nos parents, qui ont sans cesse ressorti ces films. J'ai eu, comme autrefois en Allemagne de l'Est, le sentiment étrange que je devrais, moi aussi, faire partie de ces cadavres pour pouvoir recommencer à vivre, et j'ai senti que les gens qui étaient sur l'écran étaient les seuls à avoir droit à une histoire — parce qu'ils avaient été Juifs, Russes ou Tchèques — tandis que l'histoire de ma famille allemande était une non-histoire, une histoire interdite.

Pendant toutes les années passées en Allemagne de l'Est je n'ai jamais pu me libérer totalement du sentiment d'être « tout juste tolérée ». Bien sûr, nous étions allemands, mais ceux qui nous gouvernaient, ceux qui pouvaient nous jeter en prison, qui nous apprenaient le russe, qui nous donnaient ou ne nous donnaient pas de cartes d'alimentation, ceux dont nous ne parlions qu'au neutre et qui semblaient inspirer de la crainte à tant de gens autour de nous — à ma mère ou à ses collègues, par exemple —, ceux là semblaient nous répéter inlassablement : pour avoir le droit de redevenir Allemands, vous devez d'abord changer totalement. Les gens autour de moi se remirent à parler d'exode et de frontière qu'on passe clandestinement. Je sentais que notre présence ici était nécessairement provisoire car menacée et que nous n'étions plus ou pas encore chez nous.

Une fois de plus nous fîmes les valises pour nous remettre en marche. Toujours pas de nouvelles de mon père ; et cette fois non plus je n'ai pas pu emporter ma poupée. En 1949, Brückner va (retourne ?) lui aussi à l'Ouest.

Mains brûlantes, mains blanches. Des doigts qu'ils pointent dans l'air. Pas nous, les autres ! C'est pourtant clair. Des cadavres, rien que des cadavres. Assez, enterrez les donc, et que la haine les accompagne... Pas nous, les autres, écoutez-nous. Soixante-cinq ans. Prennent leur retraite. 0,5 % des voix, guère la peinc d'en parler.

Ventres ronds, peau blanche, gros culs, démarche tranquille. Ne rien trahir, faire disparaître tout « ça », c'est du passé. Pas nous, les autres, c'est pourtant clair. C'était cruel, certes, mais fait de main de maître. Des douches, symbole de propreté. La haine — décrassée — habilement manœuvrée.

N'empêche que nous avons gagné. Que le diable vous emporte. Des ventres mous, bien remplis, grassouillets et rondouillards. Angoisse ? Quel mot stupide ! Connais pas. Il ne fait pas partie de notre vocabulaire.

Un membre de la CDU à la télévision française, en 1977.
Librement interprété.

Nous sommes à l'Ouest. Ma mère a pris contact avec la famille de mon père. Je fais enfin la connaissance du célèbre oncle Martius. Mon père est censé avoir été son neveu préféré. Oncle Martius est vieux et très riche. Il mange sa soupe à grand bruit, et la moitié du liquide brûlant dégouline goutte à goutte de la cuillère penchée, pour retomber dans la soupe. Il y a des Gobelins aux murs, comme chez nous autrefois, et sur les nombreux petits guéridons des photos de la famille, dans de jolis cadres d'argent. Le récit que ma mère lui fait de l'exode le bouleverse complètement. « Mais pourquoi ne m'as-tu pas téléphoné, Elisabeth, demande-t-il stupéfait, je t'aurais envoyé la voiture. » Ma mère reste bouche-bée. Pouvait-il vraiment y avoir des Allemands qui ignoraient tout ce que nous avons enduré ? En tous cas, ici, chez oncle Martius, on dirait, à en juger d'après les apparences, qu'il n'y a jamais eu de guerre. Sa maison est intacte, lui semble être en bonne santé, sa gouvernante a de bonnes joues rouges et est toujours aussi grosse qu'autrefois. Je ne sais plus s'il nous a aidés à cette époque. J'ai appris, mais bien plus tard, que ma grand-mère paternelle était née Martius, et que les Martius avaient fondé le cartel I.G. Farben. Lorsque le vieux Martius mourut enfin à l'âge de quatre-vingt-douze ans, j'ai moi aussi hérité d'une petite partie de cette fortune. J'avais tout juste vingt et un ans et menais une existence plutôt insouciant à Düsseldorf. Je ne savais pas encore grand chose de la période nazie, et j'ignorais le fait que le « Grand Capital » avait porté Hitler au pouvoir et l'avait

soutenu pendant toutes les années d'atrocités. C'est seulement bien plus tard que j'eus honte de cet argent, à un moment où je l'avais dépensé depuis bien longtemps. Nous avons également rendu visite à nos parents Hardenberg. Tante Lo que les nombreux employés appellent Mme la comtesse, est une femme imposante. Elle porte la plupart du temps un corsage en soie avec une sorte de costume de chasse. Elle porte à chaque doigt de sa main blanche et quelque peu grassouillette une ou parfois deux bagues. Les nombreux bracelets qui glissent jusque sur le dos de sa main tintent légèrement à chacun de ses mouvements. Elle a une voix agréable et douce qui peut même être tendre par moments.

Tante Lo et son « époux » oncle Karli joueront à l'avenir un grand rôle dans ma vie. Bien sûr nous passons d'abord quelques années dans un home d'enfants, près de Munich, où ma mère exerce à nouveau son métier de chorégraphe, et ensuite à Hildesheim, mais tante Lo est là, et avec elle le sentiment d'être protégées. Le grand manoir situé au milieu d'un parc devient un nouveau foyer pour nous, et j'étais très fière de mon adresse les rares fois où j'y suis restée quelque temps : Catherine von Bülow, Nörten-Hardenberg, *château*. Pas de nom de rue, pas de numéro de maison, mais simplement château, ça suffisait. En outre tante Lo possède des albums avec des photos de mon père et de nous avant la guerre. Il arrive qu'elle parle de mon père, de son humour, de son charme et de son esprit. Puis elle me montre un tableau qu'il lui a offert vers 1933, à la naissance de son troisième fils. Je rencontre le frère de mon père qui vit également chez elle ; c'est un homme guindé aux manières singulièrement désuètes. Il est censé avoir été le filleul de Bismarck, et avoir, comme mon père, bien connu le vieil empereur. S'ouvre alors à mes yeux un passé infiniment lointain qui n'a pratiquement rien à voir avec ma vie actuelle. Entre les deux s'étend un no-man's-land dont « on » ne parle pas. On fait parfois allusion à la maison que mes grands-parents possédaient à Berlin — la maison rue Vos — où la mère de mon père, la vieille baronne Bülow recevait des artistes célèbres. Personne ne parle d'Hitler. Ce sont des conversations intemporelles, sans date ni références historiques, comme s'il n'y avait eu aucune personnalité politique marquante, hormis le vieil empereur, von Papen et Hindenburg. L'histoire alle-

mande s'arrête en 1930 pour ne recommencer qu'à l'après-guerre. Parfois il est question de la guerre, ou ma mère fait le récit de l'exode. Mon oncle parle des grèves ou de la réforme agraire. Quelqu'un rapporte, je ne sais plus qui, que le petit-fils de l'empereur vend maintenant des Volkswagen, et qu'il passe ses vacances sur l'île Juist, en compagnie de sa femme, une des petites-filles du dernier tsar ! Ma mère tente avec l'aide d'un autre oncle, oncle Vicco von Bülow Schwante, d'obtenir un peu d'argent par le biais des indemnités pour dommages de guerre. Mon père est déclaré mort, afin que nous puissions prendre possession de son héritage. (Récemment un camarade a arboré avec fierté un livre : *Qui avait et a encore de nos jours de l'argent en Allemagne* ou quelque chose de ce genre. On y mentionnait entre autres les noms de Vicco-Bülow-Schwante, de Niels von Bülow, qui nous a prêté un peu d'argent par la suite, et des Hardenberg. Aujourd'hui tous sont à nouveau millionnaires. J'ai ri autant que le camarade. Le temps de la honte, du sentiment de culpabilité et du dégoût est passé. Je cherche en effet depuis peu à regarder l'histoire avec plus d'objectivité et de réalisme. Mais il m'arrive encore de retomber par moment dans le vieux sentiment de culpabilité...)

Paulette Geissler a visité la France. En toute tranquillité, à Tulle, elle a acheté du foie gras. Puis, elle est passée dire bonjour à un Tullois de toujours : « Vous souvenez-vous de moi ? Mon nom peut-être ne vous dit plus rien... Pourtant, à une certaine époque, j'ai eu le honneurs de la presse de votre région. »

« Oui, nous nous en souvenons », s'est vraisemblablement dit ce Tullois de toujours, « mais ce dont nous nous souvenons le mieux, c'est des quatre-vingt-seize cadavres, des quatre-vingt-seize pendus et de votre visage rayonnant, Frau Geissler. Nous n'avons pas oublié que nous vous appelions alors " la Chienne ". Comme Tulle et ses environs sont jolis, n'est-ce pas Frau Geissler ? Comme cette région vous plaît ! Sans doute êtes-vous revenue dans notre ville pour admirer l'endroit où les SS, avec votre aide, se sont organisés, vite fait, un dernier festin antropophage. Des cannibales en uniforme, voilà ce que vous étiez. Oui, oui, oui, nous nous souvenons, Frau Geissler, et

même très bien. *Etrange, que vous ayez vieilli. Ça vous rendrait presque humaine. Mais vous êtes toujours aussi bouffie. Il n'y a que votre bouche à avoir rétréci. Des lèvres minces entourées de rides. Une bouche sans dents. Déjà, à l'époque, elle n'était qu'un gouffre sans dents, un grand trou noir d'où s'échappait un rire strident, avec au milieu une langue rouge frémissante de joie. Avez-vous jamais été malade, Frau Geissler ? N'avez-vous jamais connu la nausée ? N'y a-t-il pas eu dans votre vie un jour, un seul jour, où, de remords, vous avez vomé tripes et boyaux ? J'en doute. Apparemment, les cadavres, vous les digérez bien. Voilà ce que j'avais à vous dire, Frau Geissler. Et j'espère, que notre foie gras vous plaira. »*

Je suppose que c'est quelque chose comme ça qu'a dû se dire le Tullois de toujours. En tout cas, moi, je l'ai pensé. Que voulez-vous, mon imagination me joue de ces tours et je revois, comme si c'était hier, ces cadavres que je n'ai jamais vus. Je n'arrive pas à les digérer et votre visite a réduit à néant des mois d'effort pour récupérer un tant soit peu de sérénité, un tant soit peu d'objectivité. Vous l'avouerez-je, j'en suis presque heureuse. De nouveau je peux avoir honte. De nouveau je peux porter ces cadavres sur mes bras tendus vers l'avenir comme autant d'avertissements. Pas une seule voix autorisée dans ma patrie ne s'est élevée pour saluer les citoyens de Tulle, pour leur présenter des excuses. Aussi, moi, simple citoyenne allemande vivant en France, je m'adresse à vous, presque joyeuse de soulagement, et je vous dis : au nom de mon peuple, j'ai honte.*

Je grandis tout doucement. Ma mère veut émigrer en Amérique, mais on lui en refuse l'autorisation car elle a des taches au poumon⁷. Dans son désespoir, elle décide d'ouvrir une école de danse à Düsseldorf. Il y a déjà plusieurs années que nous y vivons. J'ai eu entre-temps seize ans et je vais quitter l'école à la fin de l'année. Bien que mes parents du côté des

* Lettre publiée par *le Monde* après la visite de P. Geissler appelée *la chienne de Tulle* en septembre 1978.

7. En 1951, Brückner se voit refuser son visa, car il a été membre du parti communiste !

Hardenberg se soient montrés réticents au début, je suis devenue danseuse et m'apprête à honorer prochainement mon premier engagement à Hanovre. Mon niveau culturel est quasi nul. J'ai évidemment entendu parler de Schiller, de Goethe, du grand empereur Barberousse et de Frédéric le Grand, mais je ne sais pratiquement rien de l'histoire contemporaine. Il n'y a comme pour la majorité des gens de mon proche entourage qu'une seule et unique politique : celle d'Adenauer. C'est énorme, comparativement à l'Allemagne de l'Est. On a le droit de vote et on peut exprimer son opinion. Je vois des films de Walt Disney, et on ne parle plus des Russes qu'au passé. Le mur n'existe pas encore, mais la frontière est comme un mur qui traverse nos cœurs et nos esprits. On trouve tout à fait normal que des gens de « là-bas » viennent ici, même si cela doit leur coûter la vie. Mais ceux d'ici qui vont « là-bas » sont automatiquement considérés comme espions, une telle idée ne viendrait à l'esprit de personne d'autre. Des communistes, il n'y en a pas *chez nous* ! Les troupes d'occupation américaines semblent entre-temps s'être retirées, ou du moins, leur présence n'est-elle plus que symbolique. Nous formons à nouveau une nation et Adenauer négocie avec de Gaulle. Les gens se marient et ils ont des enfants. Je suis à nouveau fière de mon nom, même si je sens qu'il ne joue plus le même rôle qu'autrefois. On continue à parler souvent de l'exode et des fils et des pères tombés au combat.

Personne n'ose raconter des « histoires » juives. Sauf une qu'on m'a déjà racontée dans la zone russe. Cela se passe lors d'un cours d'instruction religieuse ; l'institutrice demande aux enfants qui a crucifié le Christ. Personne ne répond ; elle répète plusieurs fois sa question et le petit Hans lève enfin le doigt : « Mademoiselle, demande-t-il timidement, si je vous dis qui a crucifié le Christ, est-ce qu'on ne me traitera pas d'antisémite ? » On mentionne de temps en temps le nom d'Hitler. Les visages de Goebbels, Dönitz, Himmler et Heydrich que j'ai eu l'occasion de voir en photo, planent au-dessus de nos têtes, comme de mauvais génies. Des mots comme « procès de Nüremberg », « drapeau à croix gammée », « Gestapo », et « SS » sont certes toujours employés, mais hors de tout contexte. On parle des événements de Budapest, ou du miracle économique de Erhard, et de la visite de Kennedy à Berlin.

J'ai évidemment conscience que quelque chose a eu lieu. J'ai entendu parler de la mort de six millions de Juifs, de fours crématoires et de chambres de torture. Et j'ai même vu un film sur Canaris, avec, dans le rôle principal O.E. Hasse. A la fin, lorsque la Gestapo vient l'arrêter, j'ai surtout eu pitié des deux teckels qui courent, désemparés et gémissants, après leur maître. Par la suite, cet amour pour les animaux — attitude typique de l'Allemand et du petit bourgeois — m'a particulièrement écoeuvée. Mais je n'en étais pas encore là. C'est grâce à mon futur mari, un Hollandais, que je pris enfin conscience de l'ampleur de la haine dont les Allemands étaient l'objet. Il m'avait emmenée avec lui en Hollande. Nous étions dans le tramway et parlions allemand, quand, tout à coup, une vieille dame se leva, livide, et dit bien fort et distinctement : « Je ne reste pas assise à côté de ces sales boches. » Quelques jours plus tard, quelqu'un écrivit sur la carrosserie poussiéreuse de notre voiture « ordure ». Soudain le monde sembla à nouveau divisé en deux : les coupables et les innocents. Les résistants et les collaborateurs. Je me mis à feuilleter les livres et à poser des questions. Mon mari était trop jeune pour connaître autre chose que la *fin*. Il en parlait lui aussi en terme de libération et non « d'effondrement ». Mon mari me montra des appartements et des greniers qui avaient servi de cachettes à des familles juives. Et c'est lui qui m'invita à assister à la première du *Journal d'Anne Frank*. Son père, un homme âgé au visage blême et aux cheveux blancs, était assis au premier rang. Je voyais le haut de son crâne et ne comprenait pas comment il pouvait supporter tout cela. Pour la première fois de ma vie — entre-temps j'avais presque atteint l'âge de dix-huit ans — je me demandais : pourquoi ? Qui était coupable ? Pourquoi les Juifs ? Et mon père, où était-il pendant tout ce temps-là ? Le souvenir de cette soirée ne s'est jamais estompé. Aujourd'hui je vois encore devant moi la résignation et le désespoir envahir le visage de son père quand la Gestapo frappe à la porte de leur cachette, j'entends encore aujourd'hui la voix singulièrement blanche du commentateur qui lit à la fin de la pièce les dernières lignes que Anne porta dans son journal, avant de mourir dans le camp de concentration. (Elle est morte de mort « naturelle », du typhus.) J'avais le sentiment diabolique d'une menace qui planait sur moi : tu trébucheras encore

sur de nombreux cadavres, tu auras encore souvent le sentiment de marcher sur des cadavres. C'était en 1957.

Ce sentiment de marcher sur des cadavres, je ne l'ai ressenti que quinze ans plus tard, à Varsovie. Je m'y étais rendue pour visiter la Foire du livre, et j'étais accompagnée dans le moindre de mes déplacements par des amis polonais. Je n'osais pas aborder ce sujet avec eux. Leur dire ce que j'ai ressenti, lorsque nous sommes allés danser dans le vieux Varsovie qui a été reconstruit me semblait tout simplement trop frivole. Mon cavalier semblait s'amuser. Il me faisait la cour, buvait beaucoup de vodka et me ramena gentiment à la maison, c'est-à-dire à l'hôtel. Le lendemain nous avons rencontré chez lui un groupe d'écrivains dont les ouvrages étaient interdits. Il y avait parmi eux quelques Juifs. Ils discutaient tranquillement et sans animosité de la situation politique de leur pays. Nous avons également visité le quartier général d'Hitler, situé dans une magnifique forêt de bouleaux. On prit des rafraîchissements dans une petite auberge. Il y avait des familles polonaises, avec leurs enfants et leurs paniers à pique-nique, qui se promenaient tranquillement autour du Bunker, comme de paisibles touristes. Le tout avait quelque chose d'irréel. J'avais le sentiment de me promener à côté de moi-même. Je m'entendais rire et poser des questions. Je voyais mes pieds fouler le feuillage et les brindilles, tandis que mes mains caressaient les feuilles des buissons. Et tandis que ma bouche parlait français, mon esprit pensait en allemand. Les mots français dansaient autour de moi comme un rempart. J'étais comme enfermée dans mon chaud manteau d'hiver. Je voyais Hitler faire les cent pas devant le Bunker, la tête baissée les mains croisées derrière le dos. Je voyais son visage livide et son étrange moustache. Bormann et quelques-uns de ses généraux étaient sans doute dans les parages. Puis quelqu'un proposa de se mettre en route. Je montai en voiture, les portes claquèrent, et le spectre disparut. Des années s'étaient écoulées depuis la mort de ma mère. Tante Lo et oncle Karli étaient, eux aussi, morts entre-temps. J'étais divorcée et avait abandonné la danse. Après un séjour de cinq ans aux Etats-Unis, j'avais atterri en France. Je parlais français, anglais, rarement allemand. Je savais beaucoup de choses sur l'Allemagne et la période nazie mais c'était un savoir subjectif dominé par la haine. Cela avait été tout

simplement trop atroce. Et puis il y avait cette éternelle question : comment avaient-ils pu laisser les choses en arriver là ? Je voyais des troupes défilier dans Berlin, tandis que mon père se promenait dans les Alpes bavaroises en compagnie de l'oncle Walter von Martius. (Il y a une photo d'eux datant de cette époque — ils portent des culottes de cuir et des chapeaux tyroliens.) Et puis ce sentiment qui revenait sans cesse : ils n'ont rien appris. Ils sont à nouveau d'une richesse éhontée. D'anciens nazis ont réintégré leur poste de juge et font carrière dans la politique. En Amérique aussi je m'étais heurtée à des racistes. Là-bas aussi il était impossible de louer un appartement par téléphone : il fallait se présenter en personne, étant donné que les voix sont sans couleur et que tous les Juifs n'ont pas l'accent yiddish.

Mais cela m'avait paru plus humain ; on pouvait s'en prendre à ce système, et même si les Noirs avaient la partie plus dure et si nombre d'entre eux étaient incarcérés pendant des années pour trois fois rien, eux au moins, on ne les exterminait pas massivement dans les fours crématoires. L'Histoire allemande me restait dans la gorge comme un amas de larmes que je n'avais pas encore versées. J'avais une certaine conscience politique, je comprenais mieux le monde et j'étais même capable de discuter rationnellement de la République de Weimar. Mais l'Allemagne de l'époque ultérieure m'était tout simplement insupportable et incompréhensible, et je ne comprenais que trop bien mes camarades allemands — la bande à Baader — dont je suivais de loin — en proie à des sentiments contradictoires — les actes désespérés. Je ne savais pas encore grand chose de leurs « théories », je ne voyais que l'affrontement : d'un côté des enfants désespérés, de l'autre des pères inflexibles exerçant à nouveau leur fonction de juge. C'était en 1972.

Ferme les yeux. Tremble. Que la colère se répande dans ton corps. S'assoie. T'habite. Qu'elle devienne écume. S'étende. Demeure en toi. Qu'elle se glisse dans tes veines, s'y incruste. Coule ; tourbillonne. Se cogne aux anfractuosités de tes membres. A fleur de peau. Qu'elle remonte jusqu'à la gorge. T'y prenne. Derrière les yeux ; déjà dans la bouche.

Salive et larmes s'écoulent vers les mains d'autrui. Se transmettent ; ailleurs. Vendues. Saisies. Incomprises. Couvrent des espaces lointains. Se perdent. Seul un corps subsiste. Longiligne. Vide. L'écume aux lèvres. Les doigts caressent la peau. Des yeux morts reflètent le temps mêlé aux larmes. Et alors ?

Maintenant, tu es donc à gauche. Mais qu'est-ce que cela signifie en fait ? Je m'étais lancée à corps perdu dans la lecture de tout ce qui me tombait sous la main. Cela m'avait paru parfois fascinant, parfois fastidieux. La lecture des ouvrages théoriques m'avait soulevé des problèmes. Je les lisais pourtant attentivement. Marx et Lénine. Trotsky et Mao. Au début je n'étais pas consciente des différences qu'il y avait entre eux. J'appréciais autant Trotsky que Lénine, et je ne comprenais pas pourquoi certaines personnes l'avaient dénoncé comme traître. Il y avait à nouveau deux catégories de gens : les bons et les méchants. Les oppresseurs et les opprimés. Ce n'est que pour l'Allemagne que ce principe ne fonctionnait pas. Là il n'y avait pas d'opprimés, mais des morts. Là-bas on était soit innocent et mort, soit coupable, car on faisait partie des survivants. L'opprimé n'était pas « pauvre » mais sale. On ne l'avait pas exploité, mais exterminé ou plutôt, éliminé. Tout un peuple s'était élevé au rang de seigneurs. Il n'y avait plus de « différences de classe » donc plus d'opresseurs. Les marxistes et les communistes parlent, eux aussi, d'une société sans classes. Là-bas aussi il y a eu des camps de concentration et des millions de morts. Pourtant je ne pouvais pas, au début me résoudre à comparer les deux situations (je ne le peux d'ailleurs toujours pas.) L'antibolchévisme maladif des nazis et de tant d'autres partis allemands avait mis les communistes et les Juifs sur le même plan. Les communistes avaient été, comme eux, « exclus », « extirpés » de la société en tant qu'éléments « corrupteurs ». Des milliers d'entre eux avaient péri dans des camps de concentration. En Allemagne et en Union soviétique. Là, l'histoire me jouait un tour. « Mais je ne suis pas communiste, me dis-je, je suis simplement à gauche. » Je me trouve maintenant du côté des bons. Nos pères n'ont rien fait pour s'opposer au fascisme. Ils ne l'ont même pas avoué. Ils le nient par leur silence. Ils sont coupables et je dois

réparer cela. Surtout ne pas se taire. Se défendre. Se débattre et crier jusqu'à ce que quelqu'un m'entende enfin.

Je ne suis pas une sale boche. Mon ventre n'est ni gros, ni blanc et mes doigts ne sont pas boudinés. Les ouvriers allemands ne veulent pas de révolution. Eh bien, soit. Il y a d'autres peuples. Les Allemands sont à nouveau heureux et bien nourris. Les Arabes ont faim et vivent à dix dans une seule pièce. Boukovski parle des rentiers éternellement innocents. C'est à cela que je fais allusion. Les Palestiniens vivent dans des camps et veulent une patrie. Qui est responsable ? Exodus. J'ai vu le film. Il me semble quelque peu inquiétant, je ne saurais dire pourquoi. Embrasser la terre fraîche de sa patrie (compréhensible bien sûr — mais pourtant quelque peu inquiétant — chat échaudé craint l'eau froide...) Et revoici des bêches portées sur l'épaule comme un fusil. Des enfants qui meurent de faim et qui sont déchiquetés par les bombes. Des Allemands en culottes de cuir qui se remettent à fêter le carnaval. Hier aristocrate, aujourd'hui maoïste. De deux choses l'une : le suicide ou la révolution. Non au psychiatre qui veut me guérir. On a besoin d'un élément moteur. Encore plus que d'une théorie. La théorie n'est qu'un phénomène annexe. Avant tout, dire non. Réapprendre à vivre. Apprendre à aimer. Se regarder et pouvoir rire à nouveau. « Nous » contre « vous ». Un nouveau mode de vie. Soyons méfiants envers tout ce qui protège. Ils l'ont bien prouvé. Pour protéger la liberté ils ont choisi la mort. De ce côté-ci comme de l'autre. L'histoire nous a, une fois de plus, joué un tour. Et maintenant ?

vitres aveugles — souffrances perdues

corps sans vie — bouches sans cris

dites-moi ce qui ne va pas

il était une fois...

une fille qui voulait crier et ne le fit pas

larmes qui coulent dans les veines d'un corps ficelé

genoux pliés — jambes écartées

doigts qui cherchent — la sève qui coule...

ne cherche pas là — tu ne trouveras pas

os — peau couverte de sueur
la tête éclate — trop de rigueur
cris enfin — ouvre la bouche
yeux crevés — cœur déchiré — main cramponnée au rebord
[d'un canapé

je ne peux pas, je ne peux pas
JE NE PEUX PAS...
VEUX ?

Buback, Ponto et Schleyer sont morts. Ulrike Meinhof s'est suicidée. Baader, Ensslin et Raspe, sont eux aussi censés s'être suicidés ? On passe des jours à se demander s'ils se sont vraiment tués. Je ne sais pas. Comment pourrais-je d'ailleurs savoir ce qui se passe dans une prison allemande ? Toute cette affaire Schleyer a quelque chose d'irréel. D'un côté les anges de la mort, de l'autre des tueurs d'élite au service de l'Etat. Je ne suis là qu'en spectatrice. Au fond, toute cette affaire me dégoûte. Des millions de gens restent assis auprès de leur poste de radio à attendre les dernières nouvelles. Schleyer est-il enfin mort ? S'est-il passé quelque chose ? Comment Baader est-il mort ? Sa cellule était-elle inondée de sang ? Et Gudrun Ensslin a-t-elle été trouvée nue dans sa cellule ? Peut-être a-t-elle été violée ? Les uns parlent de « sales flics », de « cogneurs », et « d'enculés » les autres de « vermine », d'individus qui « corrompent la jeunesse » et de « sympathisants ». Dans les deux camps, le vocabulaire est tellement vulgaire et fanatique, qu'on se demande bien souvent s'ils n'ont pas çà et là quelques points communs. Pourquoi parle-t-on si souvent de saloperie en Allemagne ? Pourquoi le vocabulaire politique est-il si désespérément ordurier ? Plus ils deviennent extrémistes, à droite comme à gauche, plus leur vocabulaire devient grossier et fanatique. Phénomène singulier. Le bon vieux Luther n'avait-il pas, lui aussi, une prédilection pour les gros mots ? Plus il parlait de pureté, plus son vocabulaire devenait grossier. Chère vieille Allemagne. Evidemment je me sens quand même concernée. Chaque fois que la situation s'envenime chez nous, l'Allemande qui dort en moi se réveille. Et, avec elle, le vieux sentiment de culpabilité et de honte. Quel étrange pays ! Béatitude et ostentation dans l'aisance. Bien-être tapageur. Des journalistes et

des politiciens en quête de persécution traitent Heinrich Böll d'« inoculateur de venin » et se remettent à parler de dégénérescence. Des professeurs de faculté sont relevés de leurs fonctions et des livres sont censurés. Une grande partie de la population s'abandonne à une joie secrète, ricane même sournoisement en suivant de près le sort de ces jeunes Allemands traqués qui disparaissent ensuit vingt ou trente ans derrière des barreaux.

Une fois de plus, l'Allemagne joue au plus fort. Où se trouve la vérité ? Qui a raison ? Ceux qui prétendent qu'il n'y a jamais eu autant de liberté en Allemagne qu'à l'heure actuelle, ou ceux qui prétendent que des tendances néo-fascistes connaissent une forte recrudescence ? Peut-être les deux affirmations sont-elles exactes. Mais ni l'une ni l'autre ne veulent dire grand-chose. Il y a peut-être effectivement plus de liberté en Allemagne aujourd'hui que jamais auparavant — et il y a sans doute des tendances néo-fascistes qui se manifestent ici ou là — mais le vrai problème est ailleurs. Le spectre du fascisme continue à planer au-dessus de ce pays. Les démons qui hantent mon esprit sont réels et obscurcissent son histoire contemporaine. Tant qu'ils n'auront pas été exorcisés, tant que le mal que ce pays a si bien incarné n'aura pas été assumé par ceux qui en étaient responsables, son histoire restera une fausse histoire. C'est pour cela que j'ai tant de mal à être objective. « Tu ne verras que ce que tu veux y voir » m'avait dit ma sœur avant mon départ pour Berlin. Oui, d'une certaine manière, c'est vrai et je pensais à la phrase d'Ulrike Meinhof dans laquelle elle déclare : « Nous savons (...) que nous avons, en tant qu'Allemands, plus de difficultés que les autres face à nos agressions refoulées, car nous n'avons pas eu le droit de haïr ceux que nous aurions dû haïr, ceux qui ont réprimé nos agressions — les supérieurs, les parents, ceux d'en haut »... non seulement nous n'avons pas eu le droit de les haïr, mais ils ont omis d'avoir honte. A partir de là, j'avais beau être objective, ce que j'allais voir, à Berlin ou ailleurs, restera une réalité partielle, curieusement superficielle, comme si la vraie histoire de ce peuple se passait ailleurs, quelque part derrière des visages impassibles d'hommes et de femmes habitant un pays qui n'était plus le leur, puisqu'ils avaient été incapables d'assumer leur propre vérité.

Cela faisait des années que je n'étais pas allée à Berlin.

Je ne connaissais même pas le mur. Le nouvel aéroport se trouvait maintenant à Tegel, je n'avais connu que le vieil aéroport de Tempelhof. Ma mère et ma sœur étaient elles aussi parties de cet aérodrome, à bord d'un avion militaire américain, à l'époque où l'Allemagne était ostensiblement occupée. Mes deux amis allemands étaient venus me chercher à l'aéroport. Nous prîmes le bus parce qu'ils n'avaient pas de voiture et que nous préférions garder notre argent pour un bon dîner. A., membre du FDP assistant à la FU (Freie Universität ; université libre) parla d'un bon petit restaurant situé près du Kudamm. Je n'avais aucune objection à formuler. J., étudiant à la FU, sympathisant de gauche, inscrit à aucun parti, ne pouvait pas s'empêcher de rire en pensant au visage endormi d'un jeune policier qui montait la garde à la sortie, levant une mitraillette très vraisemblablement chargée. Il dit en ricanant : « Il suffirait que quelqu'un lui chuchote " feu " pour qu'il se mette à tirer à l'aveuglette, en plein dans la foule. » J. parla également de la fac, de la loi-cadre des universités (Hochschul-Rahmen-Gesetz), des étudiants qui se concentrent de plus en plus sur leurs études et ne veulent plus entendre parler de manifestations.

« Ils veulent avant tout réussir leurs examens et trouver du travail si possible. La concurrence est terrible. Il y a de plus en plus de chômeurs. Les gens ont peur. » Le bus roulait à travers Berlin. « Charlottenburger Schloss », « Brandenburger Tor », Kreuzberg », « Lichterfelde », « Tiergarten », « Berliner Allee ». Spandau était tout à côté et il ne restait plus qu'une quinzaine de kilomètres pour gagner Falkensee, où nous avons passé le premier hiver de l'après-guerre. « On devrait un jour aller à l'Est », dit J., comme s'il avait deviné mes pensées. Mais pourquoi donc ? Pour connaître la peur ? A moins que tout ait changé de fond en comble de l'autre côté. Je n'étais retournée qu'une seule fois dans la zone russe, dix ans après notre fuite. Je pouvais encore me souvenir du théâtre, des spectateurs dans leurs habits vieillots, ainsi que d'un restaurant triste et presque désert. L'église commémorative se dressa devant nous. Nous étions sur le Kurfürstendamm. Le restaurant était à dix minutes à pied. Je marchais à côté des deux amis et regardais les gens. Ils n'avaient rien de particulier et avaient le même air insouciant que ma mère sur la photo

datant de l'année 1938 ou 1939. Mais voilà que j'avais de nouveau ce sentiment étrange que sur l'épaule de chacun d'eux était juché un petit diable ricanant qui me faisait des clins d'œil complices ; d'un mouvement rapide, comme celui d'un prêtre donnant l'extrême-onction, il semblait se tracer une croix gammée sur le front. On ne voyait pas de policiers. Et je me demandais : sont-ils donc vraiment des fascistes en puissance ? Le livre de Bommi Baumann *Comment tout a commencé* me revint à l'esprit. C'était ça, leur réalité d'aujourd'hui. C'était ici que des jeunes avaient enlevé Lorenz, et l'avait séquestré des jours durant. Ici se cachaient peut-être encore des « terroristes » recherchés par la police. A l'aéroport j'avais vu plusieurs fois ce fameux « tract » édité par la police. Il y en avait également sur le mur de la banque où je suis allée changer de l'argent le lendemain. Certains clients y jetaient un coup d'œil furtif, tandis que d'autres l'étudiaient attentivement, mais plutôt comme des gens qui s'ennuient et attrapent le premier journal qui leur tombe sous la main. A part cela, Berlin était une ville paisible. N. et J. habitaient à Kreuzberg. De la fenêtre de ma chambre je pouvais, en regardant par-dessus le mur, voir ce qui se passait dans l'autre Allemagne.

Des lièvres gambadaient sur le champ de mines qui s'étend entre le mur et les premiers grands immeubles. Il y avait de la lumière dans la plupart des appartements. Ici comme là-bas on était en train de dîner. Les enfants jouaient ou regardaient la télévision. Sur leur chaîne de télévision (je pouvais ici, à Berlin Ouest, mettre le programme est-allemand, de même qu'on pouvait, de l'autre côté, recevoir le programme ouest-allemand) sur leur chaîne de télévision donc, un camarade russe parlait justement d'une rencontre avec ses frères de la RDA. Avec une bonne longue vue, j'aurais pu plonger mon regard dans la soupe de mes « frères » et « sœurs » allemands. Phénomène étrange. Je me tenais là à seulement cinq cents mètres de distance, et pourtant nous ne pouvions pas nous parler. J'aurais bien sûr pu téléphoner à quelqu'un car les relations téléphoniques avec la zone russe avaient été rétablies, mais je n'aurais pas pu les inviter à venir faire une ballade sur le

8. Publié sous le titre *Tupamaros Berlin-Ouest* aux Presses d'aujourd'hui en 1975,

Kudamm. Fascinée, je fixais du regard ces fenêtres éclairées. Ici on parlait de néofascistes et de terroristes, là-bas de « contre-révolutionnaires ». Je m'étais acheté un numéro de la revue *Alternative* : « Des écrivains de la RFA et de la RDA font savoir. » Il y était beaucoup question de livres interdits, d'immigration, et de peines de prison. J'écoutais la radio en lisant. Tout à coup, je prêtai l'oreille. Un commentateur avait qualifié Israël « d'agresseur » ! Je n'en croyais pas mes oreilles. J. entra dans la pièce et m'expliqua qu'il s'agissait d'un programme de radio est-allemande. Immédiatement après, un étudiant ouest-allemand était interviewé par une journaliste manifestement très jeune. Il relatait des histoires « atroces », parlait de police, de perquisitions, d'amendes très élevées ainsi que d'intention de grève chez les étudiants pour protester contre la loi-cadre des universités, etc. Il a malheureusement oublié d'interroger la journaliste de l'Est sur le sort des étudiants est-allemand qui avaient récemment manifesté sur l'Alexander-Platz et avaient été dispersés, sans trop de ménagement, par les forces de l'ordre.

J. me parla également d'une interview que R. Havemann avait accordée à la télévision ouest-allemande. Il l'avait enregistrée, et tout en prenant mon petit déjeuner, je pouvais entendre Havemann parler de socialisme utopique, du printemps de Prague, de résidence surveillée et de censure. D'un côté comme de l'autre... Böll et Havemann. Ce dernier est surveillé par la police et n'est autorisé à quitter sa maison que sur autorisation spéciale, tandis que le premier reçoit « simplement » des lettres de menace et tremble pour sa famille. Pourtant, je me sens plus libre ici, angoissée, certes, mais plus libre de mes mouvements et je n'aurais jamais eu l'idée de m'enfuir de l'autre côté (curieux que je ne me sois jamais posé la question comment j'y aurais vécu ce maudit passé). Il y avait ici de pauvres travailleurs étrangers et de malheureux enfants turcs en haillons qui jouaient, sur des pelouses interdites. Il y avait des plans d'assainissement sur lesquels les promoteurs faisaient des millions de bénéfice. Il y avait des terroristes recherchés par la police, il y avait des lois d'exception, des interdictions professionnelles et du chômage, mais il subsistait malgré tout une certaine liberté. Bien sûr, angoissée comme je le suis, et en raison de la chasse menée contre les éléments de gauche, j'en

étais arrivée à lire le livre sur Ulrike Meinhof en le cachant derrière ma main, lorsque je pris le bus pour aller voir Thomas Brasch, mais j'avais acheté ce livre dans une librairie tout à fait normale. Et même si Peter Brückner, l'auteur de cet ouvrage, est encore aujourd'hui menacé de prison et d'interdiction professionnelle, il avait au moins pu l'écrire et le publier, tandis que Rudolf Bahro était en prison⁹. Comme nous le disions si bien autrefois, lorsque nous étions petits : vive la nuance !

Thomas Brasch¹⁰ m'attendait pour aller manger une pizza. Il avait l'air fatigué, totalement vidé. Il me parla de ce qui se passait de « l'autre » côté et de ceux qu'il y avait laissés. On parla aussi de la RFA, du fascisme et de la Gauche allemande. Un journaliste lui avait demandé s'il était encore socialiste, ce à quoi il avait répondu : « Je suis écrivain. » Nous avons bien ri, puis il me parla des fanatiques de gauche qui ne voulaient rien faire en faveur de Bahro¹¹ parce qu'ils étaient trop lâches pour affronter ses thèses. Nous parlâmes aussi de ses parents. Son père, un des grands pontes du parti, s'était désolidarisé de lui depuis longtemps déjà. Il s'entendait mieux avec sa mère. Elle lui avait souvent parlé de l'époque nazie. Après l'*Anschluss* beaucoup de ses amis juifs — elle-même était juive — avaient été sommés par les autorités allemandes de se présenter à la gare d'où ils devaient être expédiés dans différents camps. La plupart d'entre eux croyaient qu'il s'agis-

9. Il faudrait ajouter ici, avec une nuance d'ironie, que Peter Brückner et son éditeur ont été l'objet de menaces émanant de Klaus Croissant (avocat de Gudrun Ensslin et d'autres membres du groupe Baader-Meinhof, extradé entre-temps par les autorités allemandes et purgeant sa peine de prison en Allemagne) et de Gudrun Ensslin (avant sa mort tragique) afin d'empêcher la parution de ce livre ! L'État n'est pas le seul à censurer ! Klaus Croissant a entre-temps fait des excuses publiques à Michel Foucault pour ces « malentendus » et pour bien d'autres encore, car ce dernier avait pris fait et cause pour Brückner.

10. Thomas Brasch, jeune auteur « dissident », qui a été « prié » de quitter la DDR à la suite de l'affaire Biermann.

11. Rudolf Bahro, auteur du livre *l'Alternative* dont la traduction française vient de paraître aux éditions Stock. Il a été arrêté par les « autorités » de la RDA à la suite de la parution de ce livre en Allemagne fédérale. Il a été condamné à huit ans de prison et malgré l'intervention en sa faveur de personnalités telles que Heinrich Böll et Günther Grass, il y est toujours.

sait vraiment de « mesures de protection » ! On leur avait dit qu'il fallait les préserver de la haine du peuple autrichien ! Il leur faudrait passer au moins quelques années dans ces camps, en compagnie de leur famille, et peut-être même devraient-ils travailler pour les Allemands, mais à part cela, on prendrait bien soin d'eux ! Déjà à l'époque les communistes allemands avaient diffusé en France des brochures dans lesquelles il était question de camps de concentration, de mort et de décomposition. Mais on avait porté le discrédit sur cette initiative en la qualifiant de « propagande communiste ». On prétendait que les communistes étaient tout simplement jaloux des nazis. La veille du départ, on organisa des repas pantagruéliques et on prit congé des amis en riant. « Si les communistes ne s'étaient pas aliéné une si grande partie de l'opinion publique avec leur propagande de pacotille, on les aurait sans doute cru », fit remarquer laconiquement Thomas Brasch, tandis que, en proie à la consternation, je réfléchissais encore à cette histoire. Je me souvins tout à coup de la mère de J. et de ce qu'elle m'avait raconté au sujet d'Hitler et de l'Allemagne nazie. Elle vivait en Pologne. Son mari, un Allemand, avait été mobilisé. Mais elle ne l'avait pas suivi en Allemagne. « Nous, les Allemands, on ne nous aimait pas. Bien sûr, on ne peut pas dire que nous étions maltraités, mais nous étions totalement mis à l'écart et l'agressivité des gens qui nous entouraient augmentait de jour en jour. Pour nous Hitler était le libérateur. On réservait un accueil délirant à tous les avions allemands. » Lorsque — par la suite — elle entendit parler des atrocités nazies, elle eut honte de la position qu'elle avait adoptée à l'époque. Mais seulement voilà, la vie continuait, et on n'avait pas le temps d'avoir honte. Peut-être cela avait-il été le sort de nombreux Allemands ? Peut-être beaucoup d'Allemands avaient-ils tout simplement continué à vivre, peut-être avaient-ils entendu parler à la radio d'affrontements entre les communistes et les SA, tout en préparant le dîner ou en aidant leurs enfants à faire leurs devoirs ? Peut-être s'étaient-ils rendus à des meetings de masse, par pure curiosité, pour ensuite rentrer chez eux, fascinés ; peut-être avaient-ils eu honte des premières étoiles juives, pour ensuite tout simplement s'y habituer ?

Comme ces Allemands qui, aujourd'hui, passent négligem-

ment devant la prison de Moabit, pour se rendre au travail, et ignorent tout de « la mise au secret ». Cela était possible. Cette pensée, quelque peu nouvelle pour moi, rendit les événements passés légèrement plus « humains », ou, plus exactement, plus compréhensibles. Mais elle renfonça aussi en moi ce sentiment d'angoisse. Des amis de Hanovre m'avaient priée de « ne pas les mettre en contact avec Brückner ». « Comme je travaille pour la municipalité, je ne peux pas me le permettre », m'avait dit D. ! A l'époque aussi beaucoup d'Allemands ont dit à leurs amis juifs : « Ne viens plus chez nous, c'est devenu trop dangereux. » A ce moment-là, aussi, le SPD avait accepté une loi d'exception en espérant que cela ne le toucherait pas. (Willy Brandt s'en souvient-il encore ?) Il ne faut certes pas tenter le diable. L'Allemagne n'est pas un pays fasciste aujourd'hui. Dans quelques jours des étudiants ont l'intention (et ils en ont encore la possibilité) d'entamer une grève pour protester contre la loi-cadre des universités. La presse de Springer pourra de nouveau se mettre sur un pied de guerre. Klaus Croissant est en France et attend que son extradition soit réglée entre deux gouvernements. Kappler est à l'agonie. Je vais dire au revoir à mes amis et prendre mon avion en toute quiétude. Pour le moment je n'ai encore rien à craindre. André Glücksmann, avec lequel je suis retournée ultérieurement à Berlin, a été retenu quelques minutes. Son passeport a été minutieusement contrôlé. Avec sa grosse veste et ses cheveux longs, il ressemblait sans doute plus à un terroriste en puissance que moi dans mon bon gros manteau d'hiver. A mon retour à Paris, ma sœur me demanda anxieusement : « Comment est-ce donc là-bas ? » Que dois-je lui dire ? Que la majorité de la population pense sans doute que cela pourrait être pire ? Qu'on va au cinéma, qu'on s'invite l'un l'autre à manger des gâteaux, et que l'été on se baigne dans le lac de Wannsee ? Cela, les Berlinoises le faisaient déjà il y a cinquante ans. Qu'il y a beaucoup de chômeurs ? Que N. espère être reçu à son examen ? Que plus d'une étudiante ignore comment elle doit moralement affronter le fait qu'elle pourra à peine, en tant que professeur, émettre des opinions de gauche devant ses élèves, sans risquer de perdre sa place ? Que la moitié de l'Allemagne assiste silencieusement à la campagne ordurière dont Böll et bien d'autres sont l'objet ? Que

je continue à voir, derrière chaque vitre aveugle, un diable me faire signe ? Ou dois-je lui dire qu'à Berlin j'ai vu bien moins de policiers qu'à Paris ? Peut-être est-ce *tout cela* que je devrais lui dire. L'Allemagne est un grand pays. Tant de détails constituent son histoire. Peut-être devrais-je connaître tous ces détails, devrais-je savoir tout sur tout pour m'en faire une image exacte, pour enfin retrouver une quelconque objectivité et un peu de paix. « Et pourtant Ulrike Meinhof est la première qui, dans ses abstractions a réussi là où l'Etat et le capitalisme avaient échoué. Ni l'Etat ni le Capital n'ont réussi à établir un contrôle sans faille sur nos conditions de vie, sur le processus social », c'est ce qu'écrit Brückner dans son livre *Ulrike Meinhof et l'Allemagne d'aujourd'hui*. Espérons que cela est vrai pour aujourd'hui, ce ne l'était pas il y a peu de temps encore.

Af

Air France ?

Action Française ?

Un mur tout blanc

un homme qui passe

(hommes, femmes

identités abandonnées

lunettes qui cachent

la faim du ventre)

19, dit la maison d'en face

Dix-neuf cent,

14 ?

40 ?

façade toute blanche

murs impénétrables

C'est beau, Paris

un coup de vent

un cri atroce

un rire sanglant

AF

Air France ?

Action Française ?

Paris existe, Paris se cache...

octobre 1978.

PS : Ecrit après la projection du téléfilm *Holocauste*.

Le monstre se réveille, me fait des clins d'œil, me sollicite. Le petit diable rigole : « *Du bist erleichtert, was, meinst das Eis sei gebrochen.* » Tu t'es dit, désormais, je vais pouvoir rentrer chez moi. Mais ce ne serait pas si simple. Quelques lettres, quelques appels téléphoniques, beaucoup de questions, seulement qu'est-ce que cela représente par rapport à quarante ans de silence...

Etrange réaction. J'étais heureuse pourtant, du moins les premiers jours. Soulagée surtout. Quelque chose enfin se passait dans mon pays. Pourquoi maintenant ? Pourquoi en faire un tel événement ? Qui était derrière tout ça ? Y avait-il quelqu'un ? Le hasard fait bien les choses. L'Allemagne avait été enceinte du fascisme, peut-être se trouvait-elle grosse de repentir ? L'heure venue, le bébé vient au monde. Naturellement ; sans l'intervention de quiconque. Peut-être mes compatriotes avaient-ils fini par digérer les cadavres ? Pendant quarante ans, les bouches avaient refusé de crier. Les mots prononcés par certains n'avaient pénétré ni les « âmes » ni les cœurs. On avait reconstruit des routes et des maisons ; on avait oublié les cadavres, les morts et l'horreur. L'horreur, pourtant présente un peu partout, omniprésente même, mais refoulée, cachée ; cachée derrière la honte inavouée, derrière la peur de faire face à l'indicible, à l'inavouable, à l'insupportable. Et puis l'enfant est venu au monde. Il est né, et désormais, nous vivrons avec. Renaissance d'un peuple, mon rêve quoi. J'ai toujours espéré qu'un jour nous allions nous redécouvrir. J'avais senti dans ma chair, au plus profond de mes os qu'un jour les morts se mettraient à nouveau à parler. A nous solliciter. Le regard mort de tant d'êtres allait se rallumer, des yeux à demi fermés s'ouvrir. Depuis de longues années je n'avais plus touché le moindre Allemand. Leur peau m'avait semblé froide. Inhumaine. Ils m'avaient fait peur. Ma famille ne voulait pas de moi. Je vou-

lais d'eux, je les aimais, mais en cachette. Que leur dire ? Tant de cadavres nous séparaient. Eux semblaient vivre en paix, ne connaître aucune angoisse. Me refusaient leurs larmes, leurs souffrances. Ils ne souffraient pas. Pas avec moi du moins. Ils étaient loin, cachés derrière l'argent amassé depuis la guerre, derrière leurs fortunes, leurs ventres gras, leurs bouches vulgaires. Ils pouvaient rire, moi pas. Oh, je leur en voulais. A mort. La haine m'étranglait. Je les sentais assis sur un charnier, leur gros cul posé douillettement sur des coussins de velours. L'Allemagne ! Mon pays. Ma patrie. Un carré de terre. Un immense cimetière. Des yeux froids, au regard arrogant. Sans charme, sans tendresse. Je vivais de cette haine. J'y baignais. Ma honte était mon drapeau d'honneur, ma plateforme morale, face à leur vulgarité. J'étais libre d'eux. J'étais partie : « Vous n'êtes plus moi, je suis ailleurs. Je vous regarde, je vous juge. » Voilà ce que je pensais. A présent, je dois tout recommencer.

J'ai peur. Je suis ravie aussi. J'irai. Je viendrai vous parler. Timidement, car j'ai honte. Vous m'avez eue par surprise. Je n'y croyais plus. Je ne veux pas tout à fait y croire. Pas de viol, s'il vous plaît, ça va trop vite. Du jour au lendemain vous renversez la vapeur ; brusquement, c'est officiel : le fascisme, c'est nous. Est-ce que vous y croyez vraiment ? Que se passe-t-il dans vos cœurs ? Vous êtes bouleversés ! Il y a de quoi. Mais pourquoi maintenant seulement ? Est-ce qu'il a vraiment fallu ce film pour vous réveiller ? Où aviez-vous donc caché l'horreur pendant tant d'années ? M. Dorf, c'est nous. Nous tous. Vous tous. Je devrais m'exclure car je n'avais que sept ans à la fin de la guerre. En principe, cela ne me regardait pas. Mon père était mort. Ma mère souffrait. Elle avait tout perdu. Point de culpabilité directe. Qu'avait-elle fait sinon essayer de survivre ? Alors ? Pourquoi ai-je vécu avec l'horreur et pas vous ? Pourquoi les cadavres s'étaient-ils glissés sous ma peau et non sous la vôtre ? Pourtant les documents ne manquaient pas. Je les ai vus. Insupportables, bouleversants, envahissants, inoubliables. Des morts à vous obstruer la gorge. Une horreur à vous sécher les larmes à jamais. Et pourtant, vous avez continué à vivre, comme si de rien n'était. Aujourd'hui, vous vous réveillez. Mieux vaut tard que jamais, me direz vous, mais je ne marche pas. Pas si vite. Trop reste à dire. A trouver. J'ai cherché pendant tant d'années, à vous maintenant. Je ne vous lâcherai

pas si facilement. D'accord, nous parlerons. Enfin, nous essaierons. Un comte de Hardenberg, mon cousin, qui vote CDU, s'est déclaré prêt à discuter avec moi. Je crois l'aimer un peu, pas beaucoup, mais suffisamment. Entre moi et mes parents, il est un lien. C'est important. Ensemble, nos souvenirs suffiront peut-être à faire la lumière. Veut-il vraiment comprendre ? On verra. Du moins ai-je eu le courage de lui demander de me voir. Sa voix était chaleureuse au téléphone : « Je pars pour trois semaines en voyage, après, on se verra si tu veux. Je peux même organiser une table ronde, avec des amis, mes fils et mes filles. Nous avons beaucoup discuté après le film. Non, ça n'a pas été un choc pour moi. Je savais tout ça. Je m'étais penché sur ces problèmes tout de suite après la guerre. Mais j'ai été touché, le film est très fort. » Voilà, ce qu'il m'a dit. On verra la suite. Que va-t-il dire lorsque je vais poser la question fatidique : et tes parents ? Qu'ont-ils su ? L'ont-ils voulu ? Étaient-ils fascistes ? Sympathisants ? Ou simplement lâches, comme l'a dit ce rédacteur en chef du *Stern* ? Il y en aura des questions ! J'en ai accumulé tant que je pourrais remplir un livre de questions seulement. J'ai hurlé dans toutes les directions, et cela pendant des années. J'ai fini par me vautrer dans les cadavres. J'ai fini par tomber amoureuse de ma haine. Mais cette haine m'a rendue curieuse, elle est à la mesure de mes exigences et je ne me contenterai pas de demi-réponses. Quarante ans de silence, c'est beaucoup. Il faut du temps pour retrouver l'ouïe puis la voix. Serait-ce le moment ? Serions-nous enfin prêts à nous poser, ensemble, les questions qui me hantent depuis si longtemps : qui étions-nous donc pour avoir pu vouloir « ça » ? Quelle était la nature de cet étrange amour qui liait tant d'Allemands à un monstre ? Car de l'amour, il y en avait et du désir aussi...

Avril 1979

Catherine VON BÜLOW.

Peter Paul Zahl

AU NOM DU PEUPLE

Le 24 Mai 1974
le peuple
— trois juges
et six jurés —
me condamna
à quatre ans
de réclusion
Le 12 Mars 1976
le peuple
— conformément à la réforme
toujours trois juges
et seulement deux jurés —
me condamna
pour la même affaire
à quinze ans
de réclusion
Je trouve
que les peuples
devraient
se mettre d'accord
Et me faire sortir de là.

Peter Paul ZAHL.

(Traduit par Annie Golden.)

Heinrich Böll

« ENFANCE EXEMPLAIRE »

Pas plus comme écrivain que comme témoin de son temps, Christa Wolf n'a de goût pour les éclats de voix ; elle n'a que faire des clameurs. Et pourtant, elle n'a jamais laissé planer le moindre doute sur son attitude. Pour étayer cette affirmation, je dois énoncer une évidence qu'on a trop tendance à oublier. Le métier d'écrivain présuppose une « révision » permanente (le terme « critique » n'en dirait ni plus ni moins) de sa propre position vis-à-vis de l'état du monde, de la société, de l'Etat dans lesquels il vit. *Le Ciel Partagé, Christa T., Essais sur la littérature, Enfance exemplaire* témoignent du sérieux avec lequel Christa Wolf se met en quête de cet espace maudit pour lequel n'existent ni passe-partout ni clef de sûreté, espace où l'on devrait trouver cette image du ciel ou de l'enfer qu'on se plaît à nommer la réalité et dont découle la notion de « réalisme » qui n'a jamais été définie avec précision et restera indéfinissable. L'une de ses variantes à acception politique, le *réalisme socialiste*, expression équivoque s'il en fût, n'a que trop facilement prêté à confusion ; au nom de ce réalisme socialiste, les arts enfin « libres » paraissent retomber sous le joug du rôle édifiant qui leur était prescrit. En remplaçant le terme « édifiant » par celui de « constructif », peut-être cer-nerons-nous d'un peu plus près le problème et le jugerons-nous avec plus d'équité ; peut-être aussi comprendrons-nous mieux pourquoi, lors de leur construction ou de leur reconstruction, les deux Etats allemands ont éprouvé tant de difficultés,

tant de mécomptes dans leurs rapports avec leurs compagnons de route écrivains. Peut-être même l'opposition entre les deux Etats allemands pourrait-elle s'expliquer par la différence entre construction et reconstruction. Pourquoi les deux Etats se sont-ils sentis si peu — ou si insuffisamment — confirmés par la littérature dans leur profonde, puissante et admirable volonté de construire ? Cela peut s'expliquer par de multiples raisons dont certaines n'ont rien de spécifiquement allemand : ni les Etats d'Amérique latine ni les USA ne peuvent se sentir confirmés par leur littérature ! Je crois toutefois discerner *une* raison spécifiquement allemande ; Christa Wolf l'exprime dans les deux phrases qu'elle place, telle une épitaphe, en tête de son roman *Enfance exemplaire* : « Le passé n'est jamais mort, il n'est même pas passé. Nous le séparons de nous et faisons mine de lui être étrangers. » Or la littérature introduit toujours le passé dans le présent et c'est pourquoi ceux qui construisent allègrement se sentent — ici comme là — importunés, contrariés. Ils veulent l'amnistie et pratiquent l'amnésie. L'amnistie est un processus juridico-administratif qui signifie à peu de chose près : oublions ce que tu as fait, tu bénéficies d'une remise de peine, prends un nouveau départ mais ne récidive surtout pas ! L'amnésie est une maladie que l'on définit superficiellement comme la « perte de la mémoire » et dont il serait plus exact de dire qu'elle est la « perte du souvenir ». Un individu sans souvenirs est un malade, un peuple sans souvenirs en est un aussi. De façon à la fois surprenante et suspecte l'expression barbare « maîtrise du passé », dont nul ne connaît au juste l'origine, est toujours considérée comme l'antithèse de la « conscience historique ». Or, faire œuvre d'historien consiste essentiellement à tenter de « maîtriser » le passé, d'en découvrir les causes et les conséquences. Ce que les sources sont à l'historien, les souvenirs le sont à l'écrivain qui les confronte avec les réalités *objectives*. Pour empêcher les écrivains d'être d'éternels importuns, il faudrait interdire le souvenir et de préférence — afin que cela marche aussi pour les Allemands — par une loi. Il faudrait donc légalement prescrire l'amnésie.

Nelly Jordan, l'héroïne d'*Enfance exemplaire* avait quatre ans lors de la cession du pouvoir à Hitler ; elle en avait seize lors de l'effondrement du Troisième Reich, détruit non de l'intérieur mais de l'extérieur. Or, voici ce que je crois : le fait que

le pouvoir nazi n'ait pas été renversé de l'intérieur mais ait dû l'être de l'extérieur — au prix de pertes en vies humaines et de foyers détruits dont on ne mesure pas encore l'étendue — est l'une des raisons qui expliquent pourquoi ces douze années sont plus ou moins gommées dans le souvenir ou contournées et pourquoi l'on doit admettre, de préférence sans souvenirs douloureux, « l'ordre fondamental démocratique et libéral » choisi d'un côté et le socialisme imposé de l'autre. C'est bien pour cela que dans les deux Etats allemands sont exigées de la part des citoyens — et tout particulièrement des écrivains ! — des professions de foi à l'égard des formes de gouvernement et de société qui sont respectivement les leurs et qu'ils sont invités à proclamer les meilleures, de préférence avec ostentation. Mais ce n'est pas rejeter des formes de gouvernement et de société que de ne pas s'en déclarer quotidiennement — comme à l'appel du matin ou au défilé des drapeaux — les fervents partisans, et rien encore ne prouve qu'on les accepte quand on ne les rejette pas avec ostentation. J'ai l'impression que le roman de Christa Wolf *Enfance exemplaire* n'a pas été très favorablement accueilli en RDA parce que l'auteur — à vrai dire non pas elle, mais son héroïne Nelly Jordan... ah, que tout est toujours compliqué dans les rapports entre Etats et écrivains ! —, sans s'y être formellement refusée, n'a cependant pas fait en termes suffisamment nets et dithyrambiques l'éloge du régime social régnant là-bas. De notre côté, en République fédérale, nous avons traité son roman avec une pénible condescendance parce qu'à l'inverse, elle — encore une fois non pas elle mais cette Nelly Jordan — se refuse à rejeter expressément et ostensiblement le régime social de là-bas. On a simplement omis, me semble-t-il, de remarquer qu'on ne pouvait situer en RDA le déroulement de ce roman que grâce à certaines allusions, au cours de brefs dialogues au sein d'une intrigue mineure. C'est, en fait, le roman de Nelly Jordan elle-même entre 1933 et 1945. Le voyage à L. (ville jadis allemande aujourd'hui polonaise et rebaptisée G.) n'est lui aussi qu'un fil conducteur très lâche ; pour ce voyage qui dure tout juste quarante-six heures, l'ouvrage compte 477 pages et l'auteur y a travaillé quatre ans. Cette femme, la quarantaine environ, qui part avec son mari, son frère et l'une de ses filles déjà grandes pour revoir son pays natal,

se cherche elle-même au-dehors et au-dedans, cherche le moule qui l'a marquée de son empreinte : elle veut trouver ce qui lui est arrivé entre sa quatrième et sa seizième année, ce que cette période de sa vie a fait d'elle ; elle part avec inquiétude à sa propre découverte, avec crainte, après de longues hésitations et quelques vaines tentatives pour se mieux connaître. Ces douze années qui font bel et bien partie intégrante de notre histoire, elle veut les retrouver et par là-même retrouver son enfance, tout en ayant peur de cette rencontre avec le passé. Le voyage à L., en tant qu'événement extérieur, matériel, est secondaire, presque négligeable. Elle le sait, mais ce voyage donnera l'impulsion puis servira de fil conducteur, rien de plus. « ... et tu as donné ton accord, tout en te répétant à toi-même que ce voyage ne serait pas nécessaire. Mais tu souhaitais te plier à leurs désirs. » Le retour aux sources est une forme de tourisme florissante. Le voyage de Nelly Jordan, de tout juste quarante-six heures, fournit à son souvenir moins qu'elle n'en attendait : sans doute voit-elle là-bas des rues, des places, des églises, des maisons, des perrons — mais peut-être un ancien plan de la ville, quelques vieilles photos et cartes postales lui en auraient-ils apporté tout autant ; Nelly Jordan semble l'avoir su, et pourtant ce voyage lui paraissait indispensable. On doit tenter ce genre d'expérience même si l'on croit en connaître d'avance le résultat ; on doit la tenter au risque de n'y pas trouver la confirmation de ce que l'on croyait déjà savoir. Quant à Nelly Jordan, une chose lui paraît certaine : le souvenir lui-même est plus fort que le contact avec les lieux auxquels il est lié — et, dans son cas précis, cela n'est pas nécessairement dû au fait qu'entre-temps la ville de L. ait pris le nom de G. et se soit peuplée de Polonais. Le pays natal ne consiste peut-être qu'en souvenirs de lui, et cela même si l'on y vit sans l'avoir jamais abandonné ni perdu. Enfance, jeux, école, compagnons de jeux... en regard du souvenir que l'on garde d'eux, les lieux du souvenir restent étrangement froids. En tout cas les rues, les places, les maisons reconnues font sur Nelly un effet bien moindre que l'odeur de l'été flottant sur le ravin, sur la dune, dans le jardin où elle lit allongée dans le carré de pommes de terre. « ... elle pense et sent, du moins croit-elle avoir pensé et senti : ce ne sera plus jamais comme maintenant. Odeur qui rappelle un instant d'éternité. » Et

plus tard, l'arrêt au stade « pour sentir une fois encore dans ta main le bois du tourniquet à côté du guichet du caissier, en pousser une fois encore le bras... d'abord aucunement, puis fort surprise de l'entendre grincer de la même façon et au même endroit que vingt-sept ans plus tôt. (Ne s'agit-il pas là d'une illusion ? Illusion d'aujourd'hui ou d'alors ? »

Retrouver une odeur, le grincement d'un tourniquet en un point précis ? Peut-être cela vaut-il réellement le voyage pour s'offrir la possibilité de se placer derrière soi-même et, de là, retrouver ce que les historiens retrouvent autrement : le moule qui a marqué de son empreinte l'enfance de Nelly entre sa quatrième et sa seizième année, qui l'a si fortement marquée que, tandis que l'Armée Rouge est déjà aux portes de Berlin et que le vrombissement des avions américains pénètre ses rêveries de jouvencelle allemande, cette jeune fille de seize ans confie à son journal qu'elle veut rester éternellement fidèle au Führer — et plus tard que la défaite de l'Allemagne a éteint son rire à jamais.

C'est sur de tels aveux que débouche, après bien des détours, à travers souvenirs et réflexions, notes de voyage, dialogues avec son frère, sa fille et son mari, la suppression ou la guérison de son amnésie. Il s'agit là d'une démarche que davantage d'Allemands dans l'un et l'autre Etat devraient entreprendre pour éviter que ne s'enracine ou ne se propage la maladie du bannissement du souvenir. Dans *Enfance exemplaire*, l'héroïne l'accomplit consciencieusement, je serais même tenté de dire : trop consciencieusement, avec une minutie parfois excessive mais qui répond à une nécessité. Cette Nelly Jordan, quatre ans en 1933 et seize en 1945, n'était une enfant ni particulièrement mauvaise, ni particulièrement « fascisante » : elle était « normale », consciencieuse et normale. On trouve dans les premières pages du livre une remarque qui mérite d'être méditée et retenue : « Il est frappant de constater que, dès qu'il s'agit de nous-mêmes, nous pratiquons le mensonge romanesque ou nous exprimons en hésitant, d'une voix rauque et voilée. » Il faudrait se demander si « mensonge » et « romanesque » peuvent réellement s'apparier et si le fait de « s'exprimer d'une voix rauque et voilée » ne dissimulerait pas à son tour une sorte de « mensonge romanesque ». L'intonation ne permet-elle pas aussi de passer certaines choses sous silence ?

Il est des formes de raucité, d'hésitation et même de bégaiement qui peuvent fort bien ressortir d'une mise en scène. A la maudite question qu'on ne cesse à juste titre de se poser : comment les choses se sont-elles réellement passées ?, la littérature seule peut répondre sous la forme d'une tentative globale étendue sur des décennies et comportant de multiples variantes, de multiples « intonations », d'innombrables formes d'expression.

Il est absurde de se plaindre çà et là de ce que le roman de cette période n'existe toujours pas, de nombreux romanciers l'ayant écrit sur des tons différents. Ce qui caractérise *Enfance exemplaire* de Christa Wolf, roman du développement de l'enfant Nelly Jordan, c'est la mise en relief de cette force imperceptible, étrangement imperceptible, par laquelle l'enfant est introduite dans un moule qui la façonne, la marque de son empreinte et l'entraîne dans l'aveuglement qui préside à toute une période de l'histoire allemande : fille intelligente, sensible, un peu craintive, qui en 1945 éprouve pour son Führer un attachement indéfectible et lui jure fidélité. Le problème de la culpabilité ne se pose pas, mais en revanche celui du rôle des contemporains et des témoins oculaires, et l'on peut se demander pourquoi il arriva que des yeux et des oreilles, nullement atteints pourtant au sens physiologique du terme, voient et entendent si peu. On trouve au début du livre une phrase qui me semble importante ; elle concerne Lenka, la fille de Nelly qui fait partie du voyage : « Elle ne veut pas — pas encore — s'entendre expliquer comment l'on peut avoir été à la fois présent et absent... ce terrible secret des hommes de notre siècle. » Il n'est pas dit : ce terrible secret des hommes de la RFA ou de la RDA ni des USA, mais bien : des hommes de notre siècle. J'imagine qu'une telle réflexion n'est pas faite pour plaire aux fonctionnaires de la littérature, car quels terribles secrets ces citoyens de la RDA, qui sont aussi des hommes de notre siècle, pourraient-ils bien détenir ? Et nous aussi, citoyens de la République fédérale, ne sommes-nous pas tout à la fois présents et absents ? De quel moule subissons-nous l'empreinte, vers quels aveuglements sommes-nous entraînés, ici comme là-bas et ailleurs ?

Tandis que Nelly médite sur son école, ses professeurs, ses camarades de classe ou s'en entretient avec d'autres, surgit

soudain une référence à l'actualité de la vie scolaire de sa fille Lenka : le professeur M. et son amie se sont suicidés ensemble. Ce qui fait dire à Lenka, en 1973 : « A peine un homme est-il mort qu'ils détruisent tout ce qu'il a laissé derrière lui. » L'amie, elle, bien qu'ayant satisfait brillamment à toutes les conditions, s'était pour la seconde fois vu refuser l'accès à la faculté de Médecine. Le professeur, qui peu avant de mettre fin à ses jours avait rapporté chez lui *l'Homme sans qualités* de Musil, y a souligné le passage suivant : « On n'a le choix qu'entre s'intégrer dans ce siècle infâme (hurler avec les loups) ou sombrer dans la névrose. Ulrich opte pour la seconde solution. » Dans cet ouvrage paisible, presque contemplatif, de telles phrases produisent — sur moi du moins — un effet saisissant et m'impressionnent profondément car j'y vois clairement le présent s'insérer dans le passé. Et Lenka de son côté met les choses au point : ce qu'elle dit des conditions de production en RDA ne me paraît ni encourageant ni édifiant ; et lorsqu'elle dit avoir entendu à Prague de jeunes citoyens de cette même RDA entonner la chanson obscène de la demoiselle polonaise, je trouve à cette notation un caractère critique suffisant, d'autant que Lenka rapporte une strophe que Heino n'a pas chantée à ses auditeurs ravis : « Offre-toi donc une fille allemande qui, elle, ne tombera pas tout de suite à la renverse. »

De telles remarques touchant à l'actualité en RDA, insérées dans les multiples souvenirs d'enfance de Nelly à L., auxquelles s'ajoute le « terrible secret des hommes de notre siècle » — avoir été à la fois présents et absents —, de telles remarques me suffisent, venant d'un écrivain qui n'a jamais eu de goût pour les éclats de voix. Elles devraient aussi suffire à tous ceux qui, ne vivant pas en RDA, n'acceptent pas sans autre forme de procès, sans aucun contrôle, l'auto-satisfaction de certains régimes sociaux.

Cette minutieuse description d'une enfance, d'un devenir, d'un développement, présuppose que le lecteur complètera ce qui constitue la substance de l'ouvrage — l'imperceptible, l'inaïperçu — par tout ce que les films, les documents, les procès devraient lui avoir appris ; ce n'est pas au romancier d'en faire état. Or Christa Wolf se permet même — ce qui de la part d'un écrivain vivant dans un pays socialiste pourrait

bien être considéré comme la violation d'un tabou — de parler ouvertement de la fuite des populations devant l'avance de l'Armée Rouge : elle évoque les pillages — qui furent aussi le fait des soldats soviétiques —, les bonnes raisons que les femmes avaient de se cacher, l'élaboration d'un système d'alerte destiné à protéger femmes et jeunes filles dans leur refuge. Les conditions économiques, politiques et psychologiques qui président à l'existence de Nelly Jordan jusqu'à sa seizième année sont reconstituées, relatées, méditées... et même son journal intime, aujourd'hui disparu, où se trouvait consigné son serment de fidélité au Führer.

Pour la première fois avec *Enfance exemplaire*, l'idée m'est venue à la lecture d'un ouvrage de Christa Wolf que celle-ci s'inscrivait dans une tradition d'intériorité qui n'est pas seulement allemande. Cela peut paraître étrange et me surprend moi-même tout en me semblant mériter réflexion. Intériorité combinée avec cet autre concept qui s'impose à moi : l'appartenance à l'Allemagne de l'Est que nous autres Allemands de l'Ouest — ceux de ma génération en tout cas — avons jugée à travers nos préjugés sans jamais en saisir la véritable nature. J'ai mis longtemps à prendre conscience des qualités de l'Allemand de l'Est, et par là-même du préjudice subi. Peut-être la politisation pure et simple et, le cas échéant, notre emploi démagogique du terme « réfugié » ont-ils contribué à retarder le processus de cette prise de conscience. *Enfance exemplaire* s'est donné pour but non de reconstituer mais de retrouver une enfance prussienne, et pas seulement cette enfance : avec elle, par elle, en elle, la période historique dans laquelle elle était ancrée, de 1933 à 1945, douze années largement vouées à l'amnésie de ceux qui les ont vécues. Peut-être l'amnésie serait-elle possible si nous renonçons à l'amnésie ou nous en guérissions. Un homme libéré d'un camp de concentration demande à l'intelligente, à la sensible Nelly Jordan : « Mais où donc viviez-vous ? »

Heinrich BöLL.

(Traduit de l'allemand par Solange et Georges de Lalène.)

ALLEMAGNE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

— *Entretien Sartre, Alice Schwarzer, Dany Cohn-Bendit* —

SARTRE. — Pour moi, la grande question c'est celle de la culpabilité. Et c'est très intéressant de la poser à deux personnes qui, comme vous, sont à la fois allemandes et françaises. Vous, Alice, vous êtes allemande et vous avez vécu longtemps en France et toi Dany...

ALICE SCHWARZER. — Oui, on veut bien en parler. Mais ce qui nous paraît important, c'est de parler aussi de notre vie quotidienne et de ce qui nous semble positif dans l'Allemagne d'aujourd'hui...

SARTRE. — D'accord, mais commençons donc par la question de la culpabilité.

DANIEL COHN-BENDIT. — Le problème est que la continuation, disons absolument ininterrompue, entre le fascisme et la période d'après-guerre a complètement fermé la société allemande. Fermé à toute une série de réflexions. Ce blocage est intervenu tout de suite après la deuxième guerre mondiale. En fait c'est sur la culpabilisation de l'Allemagne qu'a joué le monde libre. On a donné à l'Allemagne un rôle absolument fantastique, celui de gendarme à l'avant-poste de la lutte contre le communisme. Ce qui pour l'Allemagne a été vraiment une occasion rêvée — se donner une raison d'être sans se poser aucun problème : Bon, on a fait des erreurs, mais le fascisme c'est fini, on est une démocratie maintenant... Et plus encore :

tout le monde nous regarde, nous confirme dans notre rôle de tête de pont dans le grand affrontement idéologique démocratie/communisme. Et le pire, c'est que l'Allemagne de l'Est joue exactement le même rôle dans l'autre sens. L'Allemagne de l'Est dit : le problème du fascisme, ce n'est pas le nôtre ; les méchants sont de l'autre côté, nous, on n'a que des bons. Ce qui fait que l'Allemagne de l'Est ne s'est jamais posé réellement la question de fond : pourquoi le peuple a-t-il accepté le fascisme ? L'explication insensée donnée du fascisme en R.D.A. est : c'était la grande industrie, etc. Tous les méchants sont à l'Ouest, et les autres, ceux de l'Allemagne de l'Est, si ce n'était pas des résistants, c'étaient des gens du peuple...

ALICE. — Mais aussi, en Allemagne de l'Ouest, la partie du peuple qui n'accepte pas entièrement cette idéologie, les gens de gauche, l'opposition, etc., tous ceux-là sont dans un grand conflit psychologique. Ce travail du deuil qui n'a jamais été fait nous jette dans une profonde incertitude de nous-mêmes qui nous laisse très vulnérables. Il est remarquable, par exemple, que la gauche allemande, tout comme d'ailleurs le féminisme allemand, est beaucoup plus crispée, à une pensée beaucoup plus manichéiste que la gauche à l'étranger.

DANY. — Ils sont le reflet de toute la société allemande, qui ne pense qu'en blanc ou noir.

ALICE. — Il y'a aussi cet énorme effort de rationalisation, cet effort pour ne pas s'impliquer, ne pas montrer ses émotions.

DANY. — Moi, je ne suis pas un adepte de Willy Brandt, mais la seule fois où il a eu un moment de grandeur, c'est quand il s'est agenouillé à Auschwitz. Il a été touché, il s'est laissé aller.

ALICE. — Et d'ailleurs, cela a été jugé par une grande partie du peuple allemand comme vraiment indigne...

DANY. — Oui, ce qui nous sauve, c'est la rationalité et la rigidité. Si on se laisse aller à nos émotions, où allons nous !...

ALICE. — Les symptômes de cette rigidité sont par exemple les formes spécifiques de la répression allemande. Prenons le « Berufsverbot ». Ou les femmes. Cela fait des années que Giscard d'Estaing ne rate pas une occasion de tenir de grands discours sur le problème des femmes. Pour Schmidt, cela n'est même pas un sujet. Ça n'est pas que la situation des femmes en France soit très différente de celle des femmes

allemandes, les mesures prises par le pouvoir ne vont pas plus loin. Mais chez nous, ils sont lourds, ils sont bêtes, ils n'ont pas la manière de s'y prendre. Il en est de même avec le « Berufsverbot ». C'est la répression à la manière teutonique. Avec le « Berufsverbot », il ne s'agit d'ailleurs même pas de mettre hors circuit quelques contestataires, mais d'une grande manœuvre pour intimider la population allemande. C'est une manœuvre pour dresser à l'opportunisme. Cette même manœuvre est entreprise en France, mais sous une forme plus subtile et c'est là toute la différence.

DANY. — Le « Berufsverbot », c'est aussi une réponse du pouvoir au mouvement anti-autoritaire. Le mouvement anti-autoritaire était le mouvement qui a pris au sérieux le problème de la culpabilisation, puisqu'il a dit que les structures qui avaient, en fin de compte, permis le fascisme n'étaient autres que les structures autoritaires en nous, et dans la société. Le mouvement anti-autoritaire a créé une crise de l'enseignement, des comportements dans l'enseignement, des rapports maître-élèves, profs-étudiants, etc. Il a remis en cause toute une structure autoritaire, ce que la gauche française traditionnelle, dite communiste, n'a jamais fait. Mais d'un autre côté, il y a en France une couche intermédiaire d'intellectuels qui n'existe pas en Allemagne. Un journal comme *Le Monde* par exemple, on peut en penser ce que l'on veut — je veux dire que ce n'est certainement pas le journal que je ferais, moi — mais c'est un journal libéral qui parle de beaucoup de choses et qui n'a pas son équivalent en Allemagne.

Tous les journaux qui existent en Allemagne sont des journaux de combat, idéologiquement marqués, ou social-démocrates ou de droite...

ALICE. — Mais pas ouvertement...

DANY. — Non, se disant neutres.

ALICE. — C'est très intéressant d'analyser la situation de la presse en Allemagne, qui est sombre, très sombre. Et je suis loin d'idéaliser la situation ailleurs, parce que j'ai trop vécu à l'étranger pour ne pas savoir. Mais en général, moi, je souffre beaucoup de ce que j'appellerais « l'ombre intellectuelle » chez nous. Intellectuellement nous ne sommes pas un pays très riche aujourd'hui. Nous avons développé certaines choses... et c'est très intéressant. Mais il est vrai que les discussions sont, en

France, beaucoup plus hardies intellectuellement, elles vont plus loin. On est plus libre de penser.

DANY. — Je crois aussi.

SARTRE. — J'ai eu une impression terrible à Stuttgart, lorsque les journalistes m'interrogeaient. J'ai senti des hommes incapables d'avoir des rapports humains vrais. C'étaient des rapports de journaux conservateurs à moi. Les journalistes inventaient ce que les journaux conservateurs pouvaient dire.

ALICE. — Mais dans ce cas là c'était aussi la faute de vos amis. Vous avez été « instrumentalisé ». Ça aussi, c'est très allemand. La façon dont la RAF instrumentalise les gens. Les rapports inhumains — j'ose le dire — qu'ils ont avec ami comme ennemi. Cette attitude a renforcé l'agressivité des journalistes.

DANY. — Mais là, il faut rappeler que la RAF est, elle aussi, le miroir de la société allemande et est née de la société allemande. Ulrike Meinhof par exemple, portait en elle la culpabilisation, elle était une anti-fasciste convaincue... C'est ça qui est tragique. Autant je suis contre la RAF en tant qu'organisation politique, autant je dis qu'il faut reposer la question : pourquoi la RAF ? C'est justement des gens qui étaient tout de même d'une moralité intègre au départ. Gudrun, même Andreas, ils ne supportaient pas la non-culpabilisation allemande : on a dit Oui au nazisme, on dit Oui aux américains qui bombardent le Vietnam, on dit toujours Oui.

ALICE. — Mais en même temps, dans le développement de la théorie de la RAF, dans les structures, ils sont tellement allemands.

DANY. — C'est autre chose...

ALICE. — Leur langage, leur vocabulaire ressemble tellement à celui des camps de concentration. Ce que je trouve très symptomatique dans le rapport des intellectuels français avec l'Allemagne, c'est cette idéalisation de la RAF, cette façon simple de prendre les choses. Pour nous, c'est très agaçant, parce que ça va dans le schéma : l'Allemagne, ce sont des fascistes point à la ligne, et nos héros luttent contre le fascisme. Non ! c'est tellement plus compliqué.

DANY. — Oui, je suis tout à fait d'accord. Mais ce que je veux souligner seulement, c'est que dans leur forme d'opposition, dans celle de la RAF, beaucoup de jeunes en arrivent à

des trucs aberrants. Par exemple, un Allemand que je connaissais très bien et qui est mort en Entebbe. Entebbe, c'était l'affaire de l'avion d'Air France avec les Israéliens. Lui, dans sa jeunesse, s'était mobilisé sur Israël, contre un milieu antisémite. C'est d'ailleurs de là qu'est née la politisation de beaucoup de camarades allemands, de l'affrontement avec leurs parents sur l'antisémitisme. On prend ça comme point de départ. Dix ans après, il en arrive à prendre un avion venant d'Israël et à sélectionner les juifs et les non-juifs. Reproduisant ainsi ce geste de la rampe d'Auschwitz : les juifs à gauche, les non-juifs à droite. Ce geste absolument horrible. Avec ce point de départ et ce point d'arrivée, on a tout le drame d'une petite partie de la jeunesse allemande. Et c'est dans cette contradiction que s'est développée une gauche à l'image même de cette contradiction. Ils ont, de par nos structures et de par leurs structures, développé une manière de faire de la politique et de la guérilla typiquement allemande.

ALICE. — Très allemande. De la façon la plus douloureuse.

DANY. — J'ai lu un article, il y a deux ou trois semaines, sur le chef du bureau de la police criminelle en Allemagne fédérale qui disait : la RAF, c'est parfait, seulement ils se battent du mauvais côté.

ALICE. — Voilà les soldats allemands qui se font des compliments entre eux. Elle est ailleurs très macho, cette idéologie. Pas la peine d'insister, c'est tellement évident...

Le droit au deuil, il aurait fallu l'arracher. Pour revenir à la culpabilisation : tous les autres ont essayé de nous en empêcher, et nous sommes coupables de ne pas avoir lutté pour cela. Ce qui fait que nous ne sommes jamais allé au fond de notre âme, dans tous les milieux, de droite comme de gauche, on risque ainsi de tomber d'un extrême à l'autre. Dans la gauche allemande aussi bien que dans le mouvement féministe. Durant les années où quelques parachutistes allaient en France travailler chez Renault, en Allemagne c'était chez Ford. Mais tout le monde y allait.

DANY. — Si en France il y a eu 1 000 établis au maximum, en Allemagne, ils ont dû être 20 000.

ALICE. — C'est-à-dire, quand les Allemands décident de faire quelque chose ils le font...

DANY. — Ça c'est notre réalité. Mais l'Allemagne c'est aussi un mythe. Pour toi, Sartre, l'Allemagne c'est quoi ?

SARTRE. — C'est un peu ce que vous décrivez. J'ai vécu en Allemagne avant la guerre, sous le nazisme, et les Allemands me donnaient l'impression que vous dites. Je ne rencontrais pas de nazis, les gens que je coudoyais n'étaient pas exactement des nazis. C'étaient des gens qui apprenaient à vivre sous un gouvernement nazi et acceptaient les journaux, la politique qui serait faite, la guerre même. Mais c'étaient des gens qui, par eux-mêmes, n'auraient pas formé le mouvement nazi. Ils étaient obéissants.

ALICE. — Mais si vous deviez décrire ce qui vous semble être le caractère national des Allemands, quels seraient selon vous les traits typiques ?

SARTRE. — Une profonde confiance en eux. Un Français n'a pas tant confiance en lui. Ils ont confiance sur le plan d'un système, c'est-à-dire d'un ensemble, qui suppose et qui implique l'obéissance à un certain rationalisme, un rationalisme allemand, et à un but social. Quand il y a ça, on est sûr que l'Allemand marche.

ALICE. — Superficiellement, oui. Au fond, dans l'inconscient, l'Allemand est paranoïaque et peu sûr de lui. Mais j'aimerais revenir sur un point, car je soupçonne que vous n'êtes pas d'accord, Sartre. Partagez-vous notre opinion que la répression en fin de compte, n'est pas plus forte aujourd'hui en Allemagne qu'en France ?

SARTRE. — Je ne sais pas si c'est la répression ou tout ce que vous venez de dire. Mais l'impression que j'ai eue la dernière fois que je suis allé en Allemagne, c'est-à-dire à Stuttgart, que j'ai eue partout, aussi bien des soldats qui gardaient les prisons que des gens qui étaient à l'intérieur, des passants ou des journalistes, c'était une impression terrible de gens gourmés, durs, vissés sur des sentiments et des idées prescrites. Je me suis demandé : mais où est l'homme, où est la vie personnelle là-dedans ?

DANY. — Moi, je dirais, c'est cela qui est difficile à faire comprendre. Il y a sûrement toute une série de lois, surtout en ce qui concerne le terrorisme, qui aujourd'hui, vont plus loin en Allemagne. Je dirais que les groupes de guérilla sont mis hors la loi. Ceci dans le sens littéral du terme ; il n'y a aucune

loi qui les protège, ni personne. Ils sont victimes de l'envie de destruction. On veut les détruire dans leur personnalité, je veux dire qu'on les tue.

ALICE. — Et ce qui est angoissant en Allemagne, c'est à quel point cela va vite. Je vous donne un petit exemple, Sartre. En automne 1977 — c'était donc le fameux automne allemand, la grande ouverture de la nouvelle répression — d'un jour à l'autre, quand je suis sortie avec des copines à Cologne, nous nous sommes fait traiter de « terroristes ». Avant cela il nous arrivait d'être traitées de « féministes » ou de « lesbiennes » (ce qui veut être une injure de leur part). Mais, en automne, du jour au lendemain, nous étions devenues des terroristes. Le peuple avait un nouveau mot d'ordre. Tout ce qui inquiétait, tout ce qui n'était pas « normal » était terroriste maintenant.

DANY. — Schmidt a dit, dans une interview avec le *Spiegel* qui lui faisait remarquer qu'il y avait des lois, en Allemagne, qui constituaient des atteintes à la liberté individuelle (je ne cite pas de mémoire mais textuellement) : « Puisque la majorité est pour ces lois, c'est bon. » Et cela, c'est exactement en extrapolant (je suis sûr qu'il hurlerait si on lui mettait ces mots dans la bouche) : « Puisque la majorité du peuple allemand est contre les juifs, c'est juste. »

SARTRE. — Ce qui me frappe, c'est que tout ce que vous dites peut s'interpréter à partir d'une culpabilité refusée. Il y a quelque chose, en arrière, qu'il faudrait expliquer. Car sinon on tombe dans l'explication par le caractère, le tempérament.

DANY. — Mais, un homme comme Schmidt, il n'a jamais dit que cela lui posait un problème de ne pas avoir fait de résistance. Il était officier. Oh, il n'était pas nazi, il a fait la guerre pour sa patrie. Mais il n'était pas actif dans la résistance. Qu'il ait accepté de faire la guerre, ce n'est pas un problème pour les Allemands... C'est que la société allemande est une société dont tous les mécanismes sont faits pour éviter le conflit. La société allemande refuse non seulement la culpabilité mais le conflit. Et dès qu'il y a conflit, c'est un drame. Toutes les institutions, toutes les lois, tous les mécanismes des rapports sociaux, sont faits justement pour que cela fonctionne sans heurts. Dans la société allemande, les individus paniquent dès qu'il y a conflit. Dès que survient quelque chose d'imprévu. On a vu cela avec les dernières grèves de la sidérurgie. C'était pour-

tant une grève on ne peut plus normale. Les ouvriers voulaient les 35 heures. Mais c'est devenu comme un problème dont dépendait l'avenir de l'Allemagne. C'était un grand problème que la base des fonctionnaires, des syndicats ose contredire la direction. La démocratie, selon eux, fonctionne bien quand la direction fait des propositions que la base des fonctionnaires accepte. Je crois que c'est aussi lié à ce problème de culpabilité. A ce désir de l'Allemagne de se donner un rôle dans le monde. C'est fantastique la quantité de réflexions de journalistes sur le rôle de l'Allemagne dans le monde. Schmidt est accepté parce que c'est le modèle allemand, bon pour la propagande dans le monde, du fonctionnement d'une société.

ALICE. — Et il ne faut surtout pas s'arrêter de fonctionner, parce que l'on pourrait être obligé de réfléchir.

SARTRE. — Et pourquoi, Schmidt a-t-il fait l'éloge du film *Holocauste* ? C'était pourtant une manière de démontrer la culpabilité allemande.

DANY. — Oui, mais alors c'est évident que les Allemands disent : Nous sommes coupables de la liquidation des juifs. Les hommes politiques disent, aux yeux du monde : « Nous sommes coupables. » Le problème c'est qu'aucun ne dit pourquoi cela a été possible ! Ou alors ils disent, que c'était dû à ces démons national-socialistes. Ce qui est vrai. Mais ce qui est aussi vrai, c'est qu'il y avait ce peuple qui obéissait, qui a permis à ces démons de faire cela. Un des personnages les plus marquants d'*Holocauste* par exemple, c'est Heydrich. Il meurt à Prague. Il y a une histoire que personne n'a malheureusement en tête en Allemagne et qu'on n'a jamais mentionnée pendant la discussion sur *Holocauste* : c'est qu'un des bras droits de Heydrich à Prague s'appelle Schleyer ! Si quelqu'un avait dit cela à la télévision, cela aurait été le tollé.

ALICE. — Vous avez demandé, Sartre, comment se fait-il que Schmidt ait été pour ce film. Mais, ne vous inquiétez pas. Tout cela avait été bien réfléchi. Toute la discussion à la télévision, après le film, n'avait qu'un seul but : étouffer les émotions, canaliser la discussion ! J'ai vu ma propre réaction après ce film. J'en avais gros sur le cœur en tant qu'Allemande. Après le premier épisode, je me suis dit : tu ne vas pas passer une bonne nuit. Et puis, une belle discussion avec des messieurs et une dame, tous des experts, a suivi. Ils ont commencé à parler

d'une façon qui moi m'a révoltée, et qui a en même temps étouffé ce qui était justement le mérite de ce film : d'avoir touché les Allemands émotionnellement. Donc, ceux qui l'ont décidé ont été d'accord pour le diffuser — parce que le refuser n'aurait pas fait bonne impression — mais attention, on avait bien prévu le coup.

DANY. — C'était bien fait à l'allemande.

ALICE. — Et tout avait été fait pour que cela ne devienne pas une affaire politique, que cela ne remue pas trop les gens...

SARTRE. — Et pourtant, vous dites que cela a fait un bruit énorme en Allemagne...

DANY. — Oui, malgré tout pour moi, le mérite d'*Holocauste*, c'est surtout la dimension de la redécouverte de l'antisémitisme. Comme il n'y a pratiquement pas de juifs en Allemagne... D'obliger les Allemands à se confronter aux juifs ! C'est en ça que je trouve le film bon.

SARTRE. — Mais tout cela, ça n'est pas très encourageant... où sont alors ces « côtés positifs » de votre vie en Allemagne ?

DANY. — Tout le monde me demande, depuis la levée de mon interdiction de séjour : « Allez, tu reviens en France ? » Je dis non. Ce n'est pas si simple. J'ai une manière de vivre et j'ai envie de vivre comme cela, et je ne vois pas comment y arriver en France. Donc je ne suis pas sûr, je suis très incertain, je cherche. Et ça, ce n'est pas compris. Chacun me demande : « Mais pourquoi, puisque tu as la possibilité d'échapper... » En fait, c'est au niveau du vécu. Ma relation d'amour est en Allemagne maintenant — et je ne change pas ça du jour au lendemain — et puis il y a mes relations avec ceux avec qui j'habite et les formes de vie là-bas que je ne retrouve pas en France. Je ne dis pas que je pourrais pas trouver trois ou quatre personnes avec qui habiter en communauté, mais ce n'est pas tout un milieu, une structure quotidienne. C'est ça qui me fait peur. D'un autre côté, je suis fasciné par une possibilité de faire de la politique en France ! Parce que je crois qu'il y a en France, même dans la classe ouvrière — bien que je ne croie pas que la classe ouvrière soit l'avant-garde — davantage de gens qui ne pensent pas conformément aux normes sociales. Mais moi, je suis à cheval sur deux choses. Le débat sur l'Allemagne, pour moi, se pose là : ne pas se servir du mythe de l'Allemagne pour des raisons politiques.

SARTRE. — Absolument.

DANY. — Alors ça peut être de droite ou de gauche. La droite dit : c'est par sa fonction. La gauche dit : c'est horrible, sans avoir une connaissance de l'Allemagne. Et tout ce que l'Allemagne produit, de positif comme de négatif, on l'ignore. C'est ça qui me fait peur dans le débat sur l'Allemagne, c'est qu'on ne part pas de la réalité allemande mais du mythe, de ce que chacun a dans la tête.

DANY. — Moi, je crois que la spécificité de l'Allemagne, vu le blocage de la société, c'est qu'elle oblige ceux qui sont contre, ceux qui se sont sensibilisés sur des tas de problèmes, à créer leurs propres structures de vie et de survie. A inventer des formes de vie qui leur permettent de survivre dans la société allemande telle qu'elle existe.

ALICE. — Parce qu'il y a ce climat étouffant...

DANY. — Voilà. Ce climat étouffant, pousse les gens dans ce que l'on peut appeler, négativement, un certain gettho, ou positivement un contre-milieu qui développe de nouvelles formes de vie et qui annonce une autre société. Mais qui alors ne se définit pas seulement politiquement. C'est-à-dire que ce n'est pas seulement la « gauche » ou les « gauchistes », c'est toute une fraction de mouvements qui sont, de par leur fonctionnement, de par leur réflexion, de par leur contenu, contre cette société. J'introduis là-dedans le mouvement des femmes. Il n'est pas lié aux mouvements gauchistes ou politiques et tout ça, mais il est victime du même phénomène...

ALICE. — Absolument.

DANY. — Et je crois que c'est la chose la plus spécifique à l'Allemagne. Aussi, quand je reviens en France maintenant, je suis très étonné du discours, qui me dit par exemple : le mouvement des communautés, ça a existé en France en 1974-1975 mais elles se sont toutes cassé la figure, c'est une expérience négative. Négative dans le sens que ça n'a pas marché. Alors qu'en Allemagne, au contraire, une immense majorité de ceux qui vivent aujourd'hui en communauté, ne peuvent pas s'imaginer, à long terme, de vivre autrement. Ils peuvent, de temps en temps, rester seuls — je ne veux pas non plus prendre simplement le contre-pied, dire : il ne faut pas habiter seul. Mais il y a ce sentiment, ce besoin de vivre ensemble. Alors ça

peut être des communautés de femmes, d'homosexuels seulement ou mélangés.

ALICE. — Il est normal, à Berlin, à Francfort, à Cologne, de vivre ensemble. Et cette vie en commun apporte toute une expérience, fait découvrir des tas de choses.

DANY. — Dont la remise en cause de l'individualisme quotidien par exemple. Une remise en cause, aussi, des fonctionnements sociaux homme-femme, femme-homme et une tentative, disons, de poser plus collectivement un des problèmes les plus brûlants des rapports humains : le problème de la sexualité. Je n'en fais pas une image d'Epinal, mais j'ai quand même l'impression que cette forme de vie collective, de communauté fait, dans la pratique, un peu avancer les choses...

ALICE. — Moi, je suis retournée définitivement en Allemagne en 1974. Politiquement, ma conscience, je la dois avant tout au MLF parisien. De ce point de vue, je dois beaucoup à la France. J'ai trouvé en Allemagne un mouvement des femmes qui lui aussi était victime de cette maladie allemande : la sur-rationalisation. Mais comme la rationalisation est un domaine mâle, les Allemandes sont restées très longtemps sur ce terrain qui n'était pas le leur et qu'il fallait oser remettre en question. Ce qui entraîne certaines féministes à tomber dans l'excès inverse maintenant, dans la mystification totale, dans la prétendue « nouvelle féminité ». Par contre, les femmes allemandes, tout comme les hommes de gauche, ont créé des communautés, changé de mode de vie, réalisé des projets. C'est ainsi que, revenant aujourd'hui en France, je me trouve dans la situation absurde, de voir que dans ma patrie intellectuelle, féministe, à Paris, il n'y a même pas un centre de femmes alors qu'en Allemagne, même le plus petit bled en a un. Bien sûr, je suis toujours contente de discuter avec mes amies françaises, mais, concrètement, il n'existe rien. Alors qu'en Allemagne il n'y a pas une ville où il n'y a pas des dizaines, des centaines de communautés où des femmes vivent, travaillent et agissent ensemble.

DANY. — Maintenant, il y a presque dans chaque ville un centre de femmes battues.

ALICE. — Oui. On a arraché à l'Etat le fric nécessaire. Et *Emma* par exemple...

DANY. — Attends, je vais le dire parce que je pense que de l'extérieur, on peut le dire plus fortement. La grande diffé-

rence entre *Emma* et *F magazine* ici, définit très clairement — négativement comme positivement — la différence entre la France et l'Allemagne. M. Servan-Schreiber, homme d'affaires, grand homme, dit : les femmes, c'est quelque chose, ça peut rapporter de l'argent, peut-être même pense-t-il que c'est important. Je n'en sais rien. Il se lance. C'est lui qui donne l'argent. Il soutient donc un projet intégré, comme tous les grands projets en France, intégré au système social. En Allemagne, il est absolument impensable que quelqu'un, comme Augstein par exemple, qui est le directeur du *Spiegel*, donne de l'argent pour un projet de femmes relativement autonome.

ALICE. — Et voilà la différence. En Allemagne, *Emma*, qui a le même tirage que *F Magazine* est dans les mains des féministes radicales ! Donc, nous avons réalisé un contre-projet, un projet parallèle assez puissant ! Et ici, alors qu'on avait en partie déjà écrit et pensé il y a quatre ou cinq ans ce qu'*Emma* découvre seulement aujourd'hui, il n'y a pas un seul grand canard féministe. Par contre, et cela aussi est très symptomatique, il y a une excellente revue théorique *Questions féministes*. Alors que chez nous, en Allemagne, sur le plan théorique, il n'y a pas grand-chose. Notre point fort, c'est la pratique. Ça explique d'ailleurs la richesse quantitative de la presse féministe en Allemagne. Il y a donc *Emma*, qui est fait par des professionnelles et qui, tirant à 150 000 exemplaires, se trouve dans tous les kiosques et s'adresse surtout à l'extérieur du mouvement féministe. Il y a aussi *Courage*, qui lui s'adresse avant tout au milieu gauchiste et féministe. Lui aussi a un tirage assez important. Et puis enfin, il existe, presque dans chaque ville un petit canard féministe. Alors qu'en France !...

DANY. — Quant à la presse gauchiste, ainsi moi, je travaille dans un journal local qui tire à 7 000 et vend 6 500 — il y a dans chaque ville en Allemagne un journal de ce qu'on appelle la contre-information locale, mais qui parle de tous les problèmes. Tous ces journaux doivent tirer à 250 000 sans compter la presse féministe. Si on y ajoute, la presse féministe, la presse homosexuelle, on arrive à presque un million.

SARTRE. — De vendus ?

DANY. — Oui, de vendus.

SARTRE. — Ça veut dire deux millions de lecteurs.

ALICE. — Beaucoup plus, Sartre. Pour un journal comme *Emma* par exemple, il faut multiplier par 6 ou 8.

DANY. — Oui. Là, notre structure communautaire nous défavorise. Nous en avons discuté l'autre jour d'une manière très drôle. Parce qu'il est vrai que les communautés défavorisent l'achat. Ainsi dans une communauté de huit personnes un ou deux exemplaires seulement seront achetés.

ALICE. — Et il n'y a pas que la presse. Ça commence avec les crêches. Pourquoi ces crêches ? C'est parce qu'il n'y en avait que très peu et que celles qui existaient étaient trop autoritaires. Mais toi, Dany, tu peux mieux en parler puisque tu y a travaillé. Et puis, il y a dans presque toutes les villes également des librairies Alternativ, des cafés Alternativ, des lieux de rencontre, des cinémas qui sont gérés par des gens qui ne cherchent pas à faire du fric mais qui sont des copains.

DANY. — Oui, tout cela fonctionne collectivement et véritablement en autogestion. C'est-à-dire que la librairie, par exemple, appartient à ceux qui y travaillent, qu'il n'y a pas de directeur. Ça n'a jamais fonctionné en France, alors qu'en Allemagne, c'est vraiment expérimenté et vécu. Mais là, un problème se pose, lorsqu'il y a un mini-affrontement, qui peut être parfois très grave, entre la société officielle et cette contre-société. Toute remise en cause du fonctionnement de notre petit société est perçue comme un danger et engendre la création de nouvelles normes, d'une nouvelle normalité, qui peuvent devenir à certains moments catastrophiques. Et je crois que c'est le grand problème en Allemagne : on nous demande une souveraineté que, vu l'affrontement avec la société officielle, beaucoup croient ne pas pouvoir se permettre.

ALICE. — En fait, on a reproduit dans notre milieu parallèle ces pensées blanc-noir du temps du fascisme. Il y a l'ami et l'ennemi. On est pour ou on est contre. Et moi de ça, j'en crève. J'en avais pas l'habitude en France, ça m'étouffe. C'est peut-être pour cela d'ailleurs qu'on est moins créatrices intellectuellement, étant si peu flexibles. Bien que nous ayons cette force qui nous permet d'agir et de réaliser des choses.

DANY. — Par exemple, c'est le Vietnam qui a joué un grand rôle pour le mouvement étudiant. Aujourd'hui, on s'aperçoit de plus en plus qu'il s'agissait moins du Vietnam réel que de notre projection, une création d'après nos besoins. Mais un débat

aujourd'hui, sur le Vietnam, n'a pas lieu en Allemagne. Pourquoi ? Parce qu'on a peur et qu'on pense ne pas pouvoir se permettre, vis-à-vis de cette société officielle qu'on a attaquée sur le Vietnam, de reconnaître que le Vietnam, ce n'était pas du tout ça. On a peur de remettre en cause nos propres positions et ainsi toute la raison d'être de la révolte allemande.

ALICE. — Il y a aussi cet effort de démarcation : il ne faut pas traiter le même sujet que son ennemi.

SARTRE. — Il y a donc un mouvement féministe qui se développe bien, il y a un socialisme dans lequel tu vas, tu t'inscris. Bon, ce sont des exemples, mais ce ne sont pas des grandes choses. Parce que derrière, il y a cette culpabilité que je considère comme dominant l'Allemagne. Même comme non-culpabilité, comme refus de cette culpabilité. Le refus de cette culpabilité par un homme de droite, c'est encore une acceptation. Refuser quelque chose, c'est toujours d'une certaine façon l'accepter.

ALICE. — Et si vous, Sartre, vous parliez de la France, ce serait plutôt positif ou négatif ?

SARTRE. — Il n'y a pas de culpabilité.

DANY. — Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de choses positives en France.

SARTRE. — Il n'y a pas de choses positives, il n'y a pas de culpabilité non plus. La France est actuellement dans un mauvais moment. Dans un moment de rechute dans une démocratie de droite, dans une démocratie qui, dirais-je, n'est pas une démocratie. Pour ça, la France n'est pas un exemple.

ALICE. — Très juste. Moi, par exemple, je suis très agacée, à l'étranger, par l'utilisation qui est faite du mythe allemand. Un exemple : la façon dont agit Beate Klarsfeld. Certes, c'est toujours mieux que de tricoter, cette chasse aux vieux nazis. Mais c'est très insatisfaisant et même, à la limite, dangereux, si le lien n'est pas fait avec le fascisme d'aujourd'hui en France comme en Allemagne. Je me souviens, lorsque j'étais en France, entre 1969 et 1974, pas mal de choses très inquiétantes se sont passées. Mais on parlait, malgré cela, de cette chasse aux vieux nazis comme de quelque chose de spectaculaire, d'exotique, de complètement coupé du présent.

DANY. — Oui, c'est ça. Je veux dire que si on faisait la même table ronde avec trois ou quatre Français, je crois qu'on

s'apercevrait au bout de deux heures, qu'on n'aurait pas raconté énormément de choses positives sur la France.

SARTRE. — Certainement pas.

ALICE. — En fait, cette culpabilité, si elle était ressentie réellement, pourrait être très positive pour l'Allemagne...

DANY. — Oui, mais moi, j'en arrive toujours à cette conclusion : s'il y avait une culpabilisation du pouvoir allemand, des élites sociales — car qui peut culpabiliser ? Ce sont les élites du pouvoir, ceux qui ont géré le national-socialisme, qui en ont été les rouages actifs et qui ont reconstruit l'Allemagne — il n'y aurait qu'une solution, c'est qu'ils se disent : on refuse. On refuse le pouvoir. On refuse de continuer à gérer cette société. Et le peuple allemand devrait dire : on a compris que c'est notre structure autoritaire qui nous amène à nous identifier à l'homme fort et à lui donner tous les pouvoirs, à le vénérer. Cela voudrait dire quoi ? Que le résultat de la culpabilisation serait que le peuple allemand prend le pouvoir en mains et se transforme lui-même.

ALICE. — Nous sommes allés tellement loin dans l'horreur qu'il faudrait aller très loin dans la remise en cause.

Wolf Biermann

ICARE LE PRUSSIEN

Banni de RDA, Wolf Biermann rejoint aujourd'hui la cohorte hélas nombreuse des exilés de tous les temps. A l'ère des spoutniks, Wolf Biermann ne chante pas à l'unisson des laudateurs du triomphe technique. Il a, dans ses chansons, dénoncé en RDA la toute puissante bureaucratie et l'arbitraire de dirigeants pervertissant l'idéal socialiste. Mais son exil en RFA ne le conduit nullement à la désespérance. La guitare au poing il continue sa lutte pour le socialisme à visage humain en un moment, où, de Buenos Aires à Moscou, on assiste à un regain de la répression. Ceux qui refusent l'intolérable exil de l'esprit liront avec ferveur des textes de Bierman. Ceux qui aiment la musique et la parole au service de la liberté chanteront au moins en leur for intérieur les textes d'un poète refusant catégoriquement le pouvoir du conservatisme, fût-il de gauche. Et ceux qui chanteront tout haut participeront à l'avènement, fût-il lointain, d'un monde humain.

Jean-Pierre HAMMER.

BALLADE AU POÈTE FRANÇOIS VILLON

1

J'héberge chez moi
Mon grand frère François Villon
Quand des gens viennent fourrer leur nez chez moi

Villon se cache toujours
Il se glisse alors dans l'armoire
Avec une bouteille de rouge
Et attend que l'air se purifie
Mais l'air n'est jamais tout à fait pur.

Il pue, le poète, quel doux parfum
Il a dû exhaler
Avant qu'ils ne l'aient enterré comme un chien
Il y a bien longtemps
Quand un ami, un vrai, vient me voir
Ou bien trois belles dames
Il sort alors de son armoire
Et boit jusqu'au petit matin
Et chante peut-être aussi une chanson
Des ballades et des histoires
Et s'il oublie son texte je lui
Souffle du Brecht.

2

Mon grand frère François Villon
Est souvent tombé dans les griffes
De l'église et de la police
Eux, ils voulaient le pendre
Et il raconte et il rit et il pleure
Et à chaque fois la grosse Margot
Lui arrache des jurons
A ce vieil homme, ce si vieil homme.

J'aimerais bien savoir ce qu'elle lui a fait
Mais je ne veux pas insister
Il y a déjà si longtemps
Grâce à ses suppliques
Ses suppliques qu'il chantait
Il a su se tirer plus d'une fois
De la tour et du cachot pour dettes
Pour ça il avait du savoir-faire

Grâce à ses suppliques qu'il chantait
Il a plus d'une fois échappé à la corde
Il ne voulait pas sentir son arrière-train
Lui peser sur la nuque.

3

La vanité de ces messieurs
Il la sentait à mille lieues
Il a rendu immortel plus d'un cul
Qu'il devait lécher
Et pourtant il était vachement culotté, François Villon
Mon illustre hôte
A peine s'était rempli d'air pur
Et de vin rouge, et fait bombance

Que son chant beau et impudent
Disait les oiseaux en liberté dans la forêt
Entre l'amour et la rapine
Et maintenant il est là à balbutier
Avec sa vodka frelatée
Venue tout droit d'Adlershof
Elle lui tape sur le cerveau
Et il lit avec peine le ND
(L'allemand le dérouta fort)

Il est vrai qu'enfant il a appris
Le noble latin d'école
Mais qu'à l'âge d'homme il frayait plutôt
Avec le vulgaire

4

Quand Marie vient me voir le soir
Villon entre-temps va
Se promener sur le mur et
Semer la crainte là-bas chez les sentinelles
Les balles le traversent

Mais chez François Villon ce n'est pas
 Du sang qui coule des trous
 C'est du vin rouge qui se répand
 Pour rigoler il joue de la grande harpe
 Sur les fils barbelés
 Ceux de la frontière jouent du fusil pour que ça rythme
 En variant selon les goûts
 Ce n'est qu'au matin quand Marie
 M'a presque vidé
 Et qu'elle se lève sans bruit, Marie,
 Pour aller en ville travailler
 Que Villon arrive et tousse comme un enragé
 Ses trois livres de plombs
 Et le voilà qui jure, qui crache
 Et qui pourtant se montre compréhensif pour nous deux

5

Bien entendu la chose se sut
 On ne peut rien cacher
 Dans notre pays l'ordre est grand
 Comme chez les sept nains
 Tôt le matin à trois heures
 Ont frappé à ma porte
 Trois messieurs de la grande armée
 De la police du peuple
 « Monsieur Biermann m'ont-ils dit
 Vous êtes bien connu chez nous
 Pour être un fils fidèle de la RDA
 Entendez la voix de la patrie
 Avouez-nous sans crainte
 N'hébergez-vous point depuis un an
 Un certain
 Franz Fillon aux cheveux roux ?
 Un agitateur qui toutes les nuits
 Inquiète nos soldats
 Avec ses manières provocantes.
 Je répondis à voix basse :

6

« Pour sûr, il m'a presque rendu dingue
 Avec ses chansons insolentes
 Mais je vous le dis de vous à moi :
 Cette vermine me dégoûte !
 Si ces derniers temps
 Je n'avais point lu les écrits de Kurella
 Sur Kafka et la chauve-souris
 J'aurais été perdu
 Il est là dans l'armoire, le chien
 Une chance que vous veniez enfin le chercher
 Il y a belle lurette que je me suis défait
 De toutes ces gamineries
 Je suis un pieux fils de l'église
 Un doux agnelet
 De la majorité silencieuse. Je ne chante
 Que les fleurs et en vers mélodieux. »

Les messieurs de la police
 Forcèrent alors l'armoire
 Ils ne trouvèrent que du vomit
 Qui lentement retombait.

(Traduction Annie Golden.)

LA BALLADE D'ICARE LE PRUSSIEN

Là où la Friedrichsstrasse doucement
 passe au-dessus de l'eau
 là au-dessus de la Spree
 le pont de Weidedamm est suspendu
 et là tu peux le voir le grand aigle de Prusse
 quand je me tiens près du garde-fou

C'est là qu'il se tient Icare le Prussien
avec ses ailes de fonte grise
et ses bras lui font si mal
il ne s'envole pas, il ne tombe pas
il ne fait pas d'esbroufe, il ne se dégonfle pas
près du garde-fou au-dessus de la Spree

Et lentement les barbelés finissent par lui entrer
dans la peau, dans la poitrine, dans les pattes
dans le cerveau, les cellules grises
ceinturé de ce bandage de fil de fer
notre pays est un pays insulaire
battu par des vagues de plomb

C'est là qu'il se tient Icare le Prussien...
et si tu veux partir, alors, va
J'en ai déjà vu beaucoup foutre le camp
de notre moitié de pays
Moi je m'accroche ici, jusqu'à ce que froidement
cet oiseau-là que je hais tant m'attrape de ses serres
Alors je serai Icare le Prussien
aux ailes de fonte grise
Mes bras me feront mal
et je m'envolerai — et puis je tomberai
un peu d'estroufe et dégonflé
près de ce garde-fou au-dessus de la Spree.

Rolf BIERMANN.

(Traduction Jean-Pierre Hammer).

Jurgen Fuchs

TROIS PROCES-VERBAUX DU SOUVENIR
EN PROVENANCE DE LA R.D.A.

LE DÉFILÉ

Qui manquait sans excuse ? Qui ne portait pas l'habit prescrit ? Qui arborait l'œillet à la deuxième ou quatrième boutonnière et non à la troisième en partant du haut, comme il était ordonné ? Qui arrivait en retard ? Qui partait trop tôt ? Qui ne défilait pas convenablement ? Qui ne suivait pas les instructions des autorités ? Qui ne saluait pas devant la tribune ? Qui ne participait pas aux chœurs ? Qui se faisait remarquer ?

On se pose ces questions et on y répond, lorsque des élèves sont présentés devant les tribunes, sur lesquelles se tiennent et saluent des invités d'honneur plus ou moins inconnus et près desquels un orchestre joue des marches militaires, et par beau temps des vétérans du mouvement des travailleurs sont assis devant, sur des chaises pliantes, regardant tout. En tant qu'élèves de l'Ecole supérieure rattachée à l'Ecole Goethe, nous devions, les jours qui précédaient, nous exercer à défiler, le directeur disait : « Je ne veux pas être blâmé à cause de vous. » Personne ne serait venu, mais notre présence était obligatoire. On lisait au calendrier : 1^{er} mai — Lutte internationale — et Fête des travailleurs : nous espérions que le temps serait à peu près convenable, dans ce cas ce ne serait que demi-mal.

LE CRI

Ils ont crié sur un stade et on put les entendre de loin. Ce n'était pas le cri qui suit un but, ni le cri de joie après un match gagné, ils ont crié et ont défilé, une, deux heures, un après-midi de novembre froid et humide. D'abord le défilé commença, le but était la tribune où se tenait comme dans une caisse l'officier de garde qui lorgnait le pas de parade, la poitrine enflée : il était alors tout « l'Etat-Major ». Sans décoration, avec crayon et notes : LES JAMBES PLUS HAUTES AU DEUXIÈME TEMPS, LES YEUX TOURNÉS VERS LA TRIBUNE, ET NON N'IMPORTE OÙ, ÇA ILS POUVAIENT LE FAIRE EN VACANCES. Ainsi se tenait-il dans le but, prenant des notes, ridiculement seul, les jambes écartées, les bottes rutilantes. Si l'on y regarde de plus près, il n'y avait là que des nuages et du vent et rien d'autre. Puis ils ont crié hurra, trois fois hurra, se tenant immobiles à cet instant, puis n'ont cessé de crier : hurra, hurra, hurra. Et moi aussi j'ai crié. Cela serait passé inaperçu si quelques-uns au moins étaient restés silencieux, très silencieux, mais c'est justement ce que nous n'avons pas fait.

LE DRAPEAU

Personne ne voulait le porter. Nous regardions ailleurs, faisant semblant d'être occupés, poursuivant d'intensives conversations avec celui qui était justement à proximité, ou changeant de trottoir. Personne ne voulait faire l'imbécile : on en trouvera pourtant bien un. Marcher devant et puis encore seul avec ce truc, on te voit, on se moque de toi. Ça, on le sait, je traînerai bien volontiers le drapeau par terre. Le responsable a deux possibilités : ou bien il désigne n'importe qui et le contraint donc, sous peine de dénonciation, ou il laisse l'initiative aux personnes présentes, adossant l'objet indésirable contre la clô-

ture la plus proche, et disant : quand nous nous mettrons en marche, quelqu'un devra l'emporter.

Et où le mettre quand la manifestation est terminée ? En tant que porte-drapeau tu ne peux pas t'échapper dans la première rue latérale, tu dois rester dans les rangs, jusqu'au bout : quand les autres s'apprêtent à manger de la glace ou des saucisses, tu te tiens encore là, dans la rue, manifestant visible de loin et cherchant désespérément à t'en dessaisir. Ça je n'ai cessé de le vivre. Une voix anonyme annonçait au haut-parleur grinçant, de grands succès, et nous, nous nous tenions en tant que manifestants désignés, dans les rues adjacentes et attendions qu'il s'en trouve un pour emporter le drapeau adossé à la clôture. Et c'était le drapeau rouge.

Jürgen FUCHS.

(Traduit par Annie Golden.)

III

LA GAUCHE ALLEMANDE FACE AU TERRORISME

Klaus Wagenbach

LA FRACTION ARMEE ROUGE ET LA NOUVELLE GAUCHE

L'alternative, 1969.

Il est aujourd'hui très difficile d'expliquer pourquoi la « Nouvelle Gauche », l'APO (opposition extraparlamentaire), en 1969 déjà, c'est-à-dire deux, au maximum trois ans après sa création, n'envisageait à court terme que deux possibilités pour sa praxis politique future : le combat militaire (la guérilla urbaine de la future RAF) ou l'édification de partis marxistes-léninistes (PL/PI = Gauche prolétarienne/Initiative de Parti ; KPD/AO = Parti communiste d'Allemagne, Organisation d'édification).

Il est plus difficile encore aujourd'hui de faire comprendre qu'il s'agissait là de deux aspects du seul et même problème — et quiconque aujourd'hui conteste ces faits doit reconnaître qu'alors la majorité voyait les choses sous cet angle. Que dans les communautés étudiantes ou les cercles de discussion, le fait de sympathiser avec la RAF ou la PL/PI ne tenait souvent qu'à des circonstances plutôt secondaires. Qu'il n'y avait en l'occurrence aucun désaccord *fondamental*.

La violence croissante des manifestations de gauche en réponse à la violence policière (nombre de discussions tournaient alors autour de la violence : devait-on l'employer uniquement contre les biens ou aussi contre les personnes) n'excluait pas formellement une poursuite de la lutte sous forme d'actions militaires et cette appréciation des choses était le trait d'union entre la RAF et la KPD/AO des premières années.

En tout cas les structures sociales et politiques de l'Allemagne fédérale étaient considérées par les deux mouvements comme tellement stables que des moyens de combat extrêmes devaient être mis en œuvre pour obtenir le changement radical reconnu nécessaire : à savoir le combat militaire strict ou l'organisation disciplinée au plus haut degré. Ces deux voies se réclamaient du marxisme-léninisme de style maoïste.

Il n'y avait pas de troisième voie (ou plutôt il n'y en avait pas encore à l'époque). A part la possibilité de « sortir » de l'APO-possibilité que des milliers, du reste, ont mis à profit. Les pouvoirs publics y incitaient aussi fortement par une « amnistie générale » : si l'on y recourait, on ne tenait pas compte de votre passé. Mais cela voulait dire aussi : à partir de maintenant on en tiendra compte. Le reste de la Gauche était donc averti, ce qui ne pouvait que mener à des formes d'organisation plus rigides.

Pourquoi n'y avait-il pas de troisième voie ? Cela était dû à une barrière psychologique — entièrement justifiée — dont il faut expliquer les raisons de façon plus circonstanciée. La Nouvelle Gauche de 1967 était d'une part une tentative d'imposer face à un Etat autoritaire une société démocratique, mais aussi une contestation de la lâcheté et de la corruption des anciennes générations. Cette absence d'engagement personnel, ce désintérêt politique, les jeunes de la Gauche n'en avaient pas seulement fait l'expérience dans leur cercle familial vers les années 50, mais c'est dans toute l'histoire allemande, particulièrement celle des années 30, qu'ils nous sautent aux yeux. La majorité écrasante des jeunes de gauche devait littéralement reconstituer l'histoire de l'Ancienne Gauche et de sa répression dans les années d'après-guerre (jusqu'à l'interdiction du parti communiste en 1956) : les livres qui en traitaient n'étaient pas encore parus à l'époque. Mais ce qu'elle connaissait fort bien, c'était le manque d'identité, le refoulement politique du milieu bourgeois qui était le sien.

Le dernier vrai débat politique qui toucha l'ensemble du peuple — la question du réarmement — remontait à une quinzaine d'années. Non seulement il se solda par une victoire massive des partisans de la Bundeswehr, mais il marqua aussi le début d'une attitude de compromis insidieux chez les adver-

saires — en particulier la SPD qui acheta ainsi quinze ans plus tard son entrée dans la Grande Coalition.

Une fois que les fonctionnaires de l'époque nazie furent réintégrés par la République fédérale, que les industriels loin d'être dénazifiés, récupérèrent leurs « biens », on permit aux vieux officiers nazis de servir la République. Quant à l'aile gauche et à l'aile libérale de la bourgeoisie (bourgeoisie au sens du foyer où s'est élevée la Nouvelle Gauche), ou bien elles ne trouvèrent aucune place parmi les milliers de nazis et de collaborateurs nazis qui formaient les trois piliers de la République, ou bien la collaboration qui leur était offerte avec leurs ennemis les dégoûtait, les déprimait ou les décourageait. Je me rappellerai toujours la rage qu'a piquée mon père (un de ces libéraux qui, démis de ses fonctions en 1933, avait réussi à survivre au régime nazi en devenant vague employé), lorsqu'on lui rapporta qu'untel était maintenant ministre à Bonn. Il s'agissait de son ancien directeur, parvenu à cette fonction parce qu'il était entré à la NSDAP. Mon père se borna à ce commentaire grinçant : « Il y en a qui arriveront toujours, dans n'importe quel système. » C'est ainsi que tous, conservateurs comme libéraux, apprirent leur leçon à ce cours d'allemand : faire le dos rond, se taire, faire la sourde oreille.

Un grand calme s'installa dans la famille bourgeoise allemande avec le slogan « pas d'aventures » grâce auquel Adenauer remporta toutes les élections. A celui qui voulait briser cette chaîne faite de résignation et de mensonges, cette contradiction entre sens de la famille et lâcheté politique, entre pouvoir absolu au foyer et soumission au dehors, il fallait ce courage personnel, cette autonomie, cette capacité de défense maximale contre le milieu qui, à son tour et en proportion, entraînait une réaction de défense maximale du milieu : ceci jusqu'à l'assassinat de Benno Ohnesorg par un policier. Là, la Nouvelle Gauche commença à se situer au-dessus de la simple confrontation. Les contenus démocratiques, socialistes et utopiques perdirent de l'importance, la définition de « l'Etat » et « des flics » se précisa. C'est alors que la Gauche se lança dans une funeste concurrence dans sa course à la position adverse extrême. Course aussi contre sa propre peur.

Dans les discussions et les textes politiques des années 1969-1971 l'angoisse personnelle jouait un rôle capital. Celui qui

était ne serait-ce que présumé avoir peur, se voyait traité de « sale dégonflé » ne pensant qu'à « sa carrière bourgeoise », de « contre-révolutionnaire »... Ces discussions torturantes semèrent le doute et la peur dans l'esprit de ceux qui y prirent part suffisamment longtemps, provoquèrent des scissions dans les groupes de travail et les communautés, des séparations, des hostilités, défirent des amitiés. La pression croissante de l'appareil étatique, juridique et policier exigeait de chaque membre de la Gauche un maximum d'autonomie et d'identité politique ; la rigidité accrue de l'organisation au sein de la Gauche exigeait l'inverse : l'abandon progressif de l'individualité face aux cadres, la perte de sa propre identité, la soumission.

Voilà pourquoi beaucoup de membres de la Gauche n'osaient pas à l'époque exprimer leur peur parce qu'ils la tenaient précisément pour la même lâcheté et faiblesse politiques qu'ils méprisaient avec raison chez le bourgeois allemand. Ils avaient peur de leur propre peur. Et nombreux furent les camarades qui retrouvèrent leur peur, c'est-à-dire leur courage au moment où la RAF opposa le silence à leurs questions concernant l'assassinat d'innocents et lorsque la soumission rituelle aux décrets du Comité central du KPD devint de plus en plus absurde.

La conception de la guérilla urbaine.

Il faut rappeler une fois encore l'un des premiers textes fondamentaux de la RAF, écrit par Ulrike Meinhof et publié en avril 1971 (une année à peine après la libération d'Andreas Baader). Intitulé *De la conception de la guérilla urbaine*, cet écrit qualifiait la lutte armée en Allemagne fédérale de « juste, possible et justifiée » et invitait à soutenir activement cette lutte.

En voici les thèses essentielles :

Le mouvement étudiant a eu le mérite « d'avoir reconstruit le marxisme-léninisme, tout au moins dans l'esprit de l'intelligentsia, comme étant la théorie politique même sans laquelle on ne peut comprendre les faits politiques, économiques et idéologiques ainsi que leurs manifestations. Et ce qui fit prendre conscience de soi au mouvement étudiant, ce ne furent pas les luttes de classe déclarées chez nous, mais le sentiment d'appar-

tenir à un mouvement international, d'avoir affaire au même ennemi de classe ici que le Vietcong là-bas ».

Si l'on exigeait maintenant des « mesures transitoires révolutionnaires » (diminution du temps de travail, salaire égal pour tous, hommes et femmes, lutte contre les cadences), celles-ci ne seraient « plus que de la merde économique parce qu'elles ne valent pas la peine qu'on engage pour elles le combat révolutionnaire ». Pour cette raison il est nécessaire de développer une méthode d'intervention révolutionnaire dans le sens de Mao Tsé-toung, une avant-garde militaire : « Les marxistes-léninistes ne joueront pas le rôle de dirigeants dans les futures luttes de classe tant que l'avant-garde elle-même n'aura point brandi l'étendard rouge de l'internationalisme prolétarien et tant qu'elle n'aura point donné sa réponse à cette question : comment établira-t-on la dictature du prolétariat ? »

« Le concept de guérilla urbaine vient d'Amérique latine. Il signifie là-bas ce qu'il ne peut que signifier ici, à savoir la méthode d'intervention révolutionnaire de forces faibles dans leur ensemble. »

L'exposé des motifs pour lesquels il était nécessaire en 1970 d'engager le combat militaire au sein de la « métropole Allemagne fédérale » est étonnamment court et comprend trois thèses : a) L'Ostpolitik de la RFA ouvre de nouveaux marchés au capital, par elle l'Allemagne contribue à l'équilibre et à l'entente entre l'impérialisme américain et l'Union soviétique, contribution dont les USA ont besoin car elle leur laisse le champ libre pour mener leurs guerres d'agression dans les pays du tiers-monde ; b) il est un fait « que l'Allemagne fédérale avec presque deux millions de travailleurs étrangers et la récession qui se dessine peut utiliser ces travailleurs étrangers comme armée de réserve ; par là-même elle vise à accélérer son processus disciplinaire avec d'autant plus de facilité, sans avoir à supporter le coût d'une armée de chômeurs et sans avoir sur le dos ces masses politiquement radicalisées » ; c) « les possibilités politiques que recèle l'impérialisme ne sont ici (en RFA) aucunement épuisées, ni sous leur jour réformiste, ni sous leur jour fasciste ».

Pour finir, le texte répond à quelques « questions concrètes » concernant la praxis de la RAF dans le passé et le futur : « Les flics ont tiré les premiers. Nous, nous ne faisons pas

usage des armes comme des brutes. Nous tirons si on nous tire dessus. »

« Qu'il y ait chez nous des " officiers et des soldats ", qu'il y ait " des vendus ", qu'untel doive être " liquidé ", que des camarades après s'être séparés de nous aient à craindre nos repréailles, qu'on exerce une " terreur de groupe ", tout cela n'est qu'un tissu d'inepties. » De même, la critique de gauche est vivement repoussée : « Nous n'avons rien à voir avec ces beaux parleurs pour lesquels le combat anti-impérialiste se joue autour d'une tasse de thé. » Si un besoin « à la mode » pousse à une alliance avec la Gauche révolutionnaire, on s'allie de préférence là où l'on peut par la suite faire machine arrière. « Plusieurs camarades rationalisent ainsi leur peur devant les conséquences personnelles que leur vaudrait une confrontation politique avec nous. » Face à cela, la RAF a décidé de « tirer un trait entre elle et l'ennemi » (en excluant toute possibilité de retour dans les carrières bourgeoises).

Si j'ai rapporté ces thèses aussi longuement, c'est parce que la plus grande partie des pronostics — en ce qui concerne aussi bien la politique en général que la praxis de la RAF en particulier — se révèlent aujourd'hui être faux. Plus encore : ils étaient déjà à l'époque formulés de façon si large et si générale que derrière eux se cachaient les autres motivations que nous avons déjà indiquées. On n'abandonne pas « sa carrière bourgeoise » et on ne prend pas les armes pour « donner sa réponse au problème de la dictature du prolétariat et des moyens visant à l'établir » (pourcentage des travailleurs en RFA : 22 %) ou parce qu'on se sent solidaire du Vietcong. Mais revenons tout d'abord à ces thèses :

Marxisme-léninisme.

La constante référence à Mao et au « marxisme-léninisme » dans l'écrit *la Conception de la guérilla urbaine* correspond à la phase bien délimitée du mouvement étudiant de 1969 à 1971 ; car l'affirmation selon laquelle le marxisme-léninisme aurait été grâce au mouvement étudiant pratiquement « reconstruit » pour toujours dans l'esprit de l'intelligentsia de gauche a été réfutée un peu plus tard par une partie des intellectuels de gauche et aussi par le livre de Rudi Dutschke paru en 1974 sur Lénine et les révisions de la variante maoïste des dernières années. Et

toujours est-il qu'une partie de la Gauche allemande a développé entre-temps une résistance de plus en plus forte (fût-elle à beaucoup moindre échelle que celle de la Gauche française ou italienne), à toutes les tentations dogmatiques prétendant « donner un sens à toutes les manifestations des faits politiques, économiques et idéologiques. »

Le mouvement international.

Le sentiment d'appartenir à un mouvement international s'est aussi nettement transformé. Les voyages vers Cuba, la Grèce, le Portugal et Turin cessèrent non seulement parce qu'une certaine forme de tourisme politique était dépassée, mais aussi parce que la Gauche allemande avec le début des actions paysannes de Wyhl, commença à réaliser, en partie à contrecœur, qu'elle *aussi* était une Gauche *allemande*, qu'elle devait tenir compte d'une mentalité et d'une histoire allemandes et non seulement d'un « appareil étatique de violence » abstrait.

Merde économique.

Il n'est guère utile de bannir de la discussion la lutte pour les salaires et pour l'émancipation de la femme, le combat contre les cadences et la rationalisation tournée uniquement vers le profit en qualifiant le tout de « merde économique » simplement parce que cela risque de s'opposer aux fusils de la guérilla urbaine. L'intérêt matériel des travailleurs s'est déjà opposé plus d'une fois aux fusils, certes pas toujours pour de nobles raisons, mais on ne doit pas oublier qu'à côté de cet intérêt matériel, il y a des hommes qu'on ne peut pas prendre pour cibles aussi facilement.

Le mépris et le refus de prendre en considération les intérêts matériels fut sûrement une des fautes les plus lourdes de conséquences pour la RAF ; il est vrai qu'elle était forcée de commettre cette faute si elle voulait affirmer que la guérilla urbaine était à ce moment-là en Allemagne fédérale et à Berlin-Ouest « juste, possible et justifiée ». Car là où une guérilla urbaine en Amérique latine pouvait se mobiliser sur des intérêts matériels justifiés, une guérilla urbaine en Allemagne fédérale devait plutôt mettre en question les intérêts matériels existants (en tant que défense des biens déjà conquis sur le capital). Sans aucun doute, cette faute était à chercher dans le mouvement étudiant

qui se comprenait non seulement comme mouvement d'avant-garde dans le combat contre l'impérialisme mais aussi comme négation de la société industrielle, comme antithèse d'une « société d'abondance » et de son esprit matérialiste grossier.

« *Des réponses concrètes à des questions concrètes.* »

La praxis de la RAF présentée et résumée par elle-même sous ce titre se trouva en l'espace des quelques mois qui suivirent la parution du texte *la Conception de la guérilla urbaine* réfutée de façon si radicale qu'on a lieu de croire à un désaccord opposant déjà Ulrike Meinhof aux autres membres du groupe lors de la parution, et cela sur de nombreux points. C'est bien sûr la RAF qui a tiré en premier, même sur des gens non armés, et non seulement sur des « pantins » mais aussi sur des chauffeurs et des concierges. Il y a eu bien sûr des enlèvements, et aussi des « officiers et des soldats » dans la RAF sans parler des circulaires de cellule où les « officiers » notaient les rapports des « soldats » dans un langage militaire des plus choisis (« merde », « espèce d'abruti »). Il est clair qu'on a liquidé des « traîtres » (comme Ulrich Schmücker), qu'on a exercé une « terreur de groupe » : ainsi dans une lettre de Holger Meins du 31-10-74 à Manfred Grashof qui voulait cesser la grève de la faim : « Soit on est porc soit on est homme ; soit on survit à tout prix soit on lutte jusqu'à la mort. » Et les « sympathisants » pas tout à fait dans la ligne ont été bien sûr l'objet de chantages, de menaces et de pressions.

Métropole Allemagne fédérale.

Des trois pronostics énoncés dans ce chapitre, deux se sont révélés faux. Car les marchés des pays de l'Est, que l'Ostpolitik se serait ouverts soi-disant en si grand nombre, sont aujourd'hui moins importants que les exportations vers les Pays-Bas par exemple, mais de plus, le pronostic selon lequel les USA « auraient eu le champ libre pour leurs guerres d'agression dans les pays du tiers monde » n'est plus juste, l'impérialisme américain de nos jours n'étant plus aussi bête et assez fort pour

pouvoir entreprendre une série de guerres d'agression façon Viêt-nam dans les pays du tiers monde.

Le deuxième pronostic a été dans un laps de temps très court plus que confirmé. Dans le texte *la Conception de la guérilla urbaine*, on considère encore comme signe de la « force du système » ouest-allemand le fait que ce dernier puisse renvoyer sans façon un ou deux millions de travailleurs étrangers « sans avoir sur le dos ces masses politiquement radicalisées ». Entre-temps c'est plus d'un million de chômeurs allemands que ce système a eu sur le dos et on peut dès lors se faire une idée juste de ce que représente la « force du système », force que la RAF a apparemment totalement sous-estimée.

Le troisième pronostic enfin, selon lequel « les possibilités politiques que recèle l'impérialisme en Allemagne fédérale ne seraient aucunement épuisées ni sous leur jour réformiste, ni sous leur jour fasciste », a été modifié plus tard par la RAF qui en fit la théorie du « Nouveau fascisme » en Allemagne fédérale (utilisant là en partie quelques thèses de la « Gauche prolétarienne »).

A côté de la stratégie de base (« tirer un trait entre soi et l'ennemi » — « soit on est porc soit on est homme ; soit on survit à tout prix soit on lutte jusqu'à la mort ») et de sa tendance à la liquidation qui vise également d'importantes fractions de la Gauche, les guérillas urbaines et les groupes de commandos qui opèrent aujourd'hui ont pour théorie de base le « Nouveau fascisme ». Aussi doit-on analyser ces deux points un peu plus en détail.

Nouveau fascisme en Allemagne fédérale.

Dans l'écrit *la Conception de la guérilla urbaine* le mot « allemand » (à la différence du mot « chinois » par exemple) n'apparaît pas ; notre condition spécifiquement allemande y est vue abstraitement, c'est le système « d'Allemagne fédérale et de Berlin-Ouest ». Cela aussi découle sûrement du mouvement étudiant, profondément divisé à l'époque entre la lutte des classes internationale et son caractère abstrait d'une part (où notre condition allemande n'avait rien à voir) et le choix d'autres modes de vie bien concrets d'autre part (où par contre notre

« spécificité allemande », c'est-à-dire la façon de vivre et de penser de nos parents, était un sujet tabou).

Le « Nouveau fascisme » reprendrait tout en la perfectionnant la forme de pouvoir qui était celle de l'ancien fascisme, mais s'en distinguerait dans la mesure où il serait un « fascisme d'en haut » qui n'aurait plus besoin du soutien actif du peuple mais se contenterait de son approbation passive. Cet appareil étatique se serait inspiré des méthodes de la CIA (*counter-insurgency*), manipulerait presse et mass-media, serait vendu à l'industrie, militariserait la police, « emprisonnerait » la société.

L'image qui nous est donnée ici de la RFA est sans doute juste sur de nombreux points, mais elle est aussi (vieuse erreur du mouvement étudiant) une gigantesque abstraction, une représentation en noir et blanc, parfois d'une désuétude touchante, de l'Etat comme étant le grand Léviathan et qui ne fait même pas entrer en ligne de compte dans sa stratégie politique une « modernité » glaciale de technocrate ; l'enlèvement de Schleyer priva du même coup les commandos de cette idée de l'Etat qui était la leur : apparemment ils ne s'étaient pas imaginé un seul instant que l'Etat d'Allemagne fédérale sacrifierait son plus grand pourvoyeur d'emplois pour en somme « éduquer » le peuple. C'est que justement, cet Etat ne fait plus bénéficier de sa haute protection non seulement l'homme ordinaire, mais aussi le plus privilégié (ce qui était encore quasiment impensable à l'époque nazie).

De plus, la théorie du Nouveau fascisme en Allemagne fédérale est floue dans sa conception ; elle affirme nouvelles des idées anciennes, anciennes non point ici, mais en Italie. Et la différence entre fascisme et nazisme va bien au-delà d'une simple différence de pensée. Ici, je ne peux que renvoyer à trois différences fondamentales :

1. A aucun moment le fascisme n'a fait naître et orchestré une rage populaire contre la culture, comme les nazis contre « l'art dégénéré » ou le « jazz nègre ». (...)

2. Le fascisme n'a jamais institutionnalisé la parole de « l'ennemi du peuple » de façon aussi conséquente que les nazis, et cela non seulement contre les Juifs et la Gauche mais aussi contre les prêtres, les commerçants, les syndiqués et les maîtres

qui furent emprisonnés, jetés en camp de concentration ou assassinés par centaines de milliers.

3. Le fascisme a essayé — Mussolini avait bien été rédacteur du journal socialiste *Avanti* — d'adopter de façon infiniment plus raffinée des éléments anticapitalistes, alors que les nazis (ils s'en réclamaient même directement en tant que « national-socialistes ») ne faisaient que donner le change au niveau le plus bas et le plus raciste qui fût contre « le capital mondial juif ».

Si l'on veut donc analyser les thèses et les comportements qui, dans l'actuelle Allemagne fédérale, remontent à l'époque nazie — et il y en a beaucoup — on doit justement examiner de très près les variantes nationales et dire concrètement quelles sont leurs implications. Courage, honneur, fidélité (les SS portaient cette inscription gravée sur leur boucle de ceinturon : « Notre honneur n'a qu'un nom : fidélité »), discipline, volonté de combattre et soumission inconditionnelle au bien de la communauté : voilà quelles étaient finalement les plus hautes vertus nazies. Nous simplifions trop les choses quand nous pensons de manière internationaliste — nous parlons en tant qu'Allemands et nous ne pouvons pas nous contenter de dire : je n'ai rien à voir avec ce peuple.

Très souvent aussi on reproche (en particulier la Gauche) aux commandos de la RAF ou aux cellules révolutionnaires d'être prisonniers de leur propre théorie de l'Etat fasciste, dans la mesure où, par leurs actions mêmes, ils feraient naître à coup de bombes cet Etat fasciste. Il se peut qu'ils le veuillent. Mais en fait il s'agit plutôt d'une évolution qui est indépendante de ces actions, et je m'étonne que cette théorie — à savoir : les commandos de la RAF seraient responsables de la déformation de l'Etat — soit encore défendue par de nombreux membres de la Gauche.

L'Etat d'Allemagne fédérale, cette chose miroitante qu'on appelle le « modèle allemand » et qui fascine tant les bourgeoisies à l'étranger, cet Etat-là n'a pourtant pas besoin qu'on lui offre des occasions pour verser là un peu d'huile sur la machinerie d'Etat, pour entretenir ici son petit thermostat et régler la température populaire, ou pour se livrer à un petit travail de fichage électronique à l'encontre des « gêneurs » ou encore à une petite programmation anticipée en vue d'acci-

dents. *C'est cela* la véritable idéologie de notre Etat : tout contrôler. Rien n'inquiète plus les technocrates que lorsque quelque chose « échappe au contrôle ». Et même si la Gauche fournit parfois les « données du programme », il ne s'agit souvent même pas d'elle, les alibis changent.

C'est ainsi que notre Etat n'est pas du tout allé chercher du côté de la Gauche ses alibis quand il a opéré deux des plus grandes restrictions à la liberté individuelle : les décrets d'urgence de 1966 furent légitimés ainsi : il fallait une fois pour toutes faire fondre « les réserves des Alliés » et rétablir définitivement l'autonomie de la RFA. Effectivement la loi ensuite reflétait bien cet état de choses.

Ou encore l'installation d'un centre de traitement des informations par ordinateurs au siège de la police criminelle à Wiesbaden qui fut salué comme étant « le fichier de criminels le plus complet du monde entier ». Nous n'hésitons pas à le croire. Puis on y ajoute une « loi de protection » contre les abus d'informations permettant « l'absorption » par l'ordinateur de toutes « les informations strictement personnelles » sur l'ensemble des citoyens (donc le contraire de ce que cette loi prétend être). Ici aussi la RAF n'était plus qu'un alibi, si alibi il y avait : la police criminelle avait reçu les fonds nécessaires peut-être six mois plus tôt. Car *il va de soi* qu'aucun technocrate ne peut résister à la tentation d'utiliser des possibilités techniques optimales pour des solutions technique optimales. Il faut donc dans ce cas emmagasiner des informations, mais surtout pas celles du *dokumentzenter* à Berlin-Zehlendorf (fichier central de la NSDAP) — c'est que la RFA répugne fortement à user des « droits suprêmes des Alliés » bien que cela lui ait été proposé.

En résumé : notre Etat est — malheureusement — l'Etat le plus « moderne » du monde entier (sans cette culture politique « désuète » qui existe même encore aux Etats-Unis) et la Gauche s'égare lorsqu'elle dit : c'est du fascisme, donc rien de nouveau. Il s'agit là d'une vue simpliste et irréaliste même si on fait précéder le terme de fascisme de celui de « nouveau ».

« *Tirer un trait entre soi et l'ennemi.* »

Tous les membres de la RAF que je connais avaient au début de leur combat militaire une idée claire de leur ennemi et une autre, moins claire et moins politique, de la société vou-lue ; idée qui continue à marquer la Gauche aujourd'hui. Plus de critique que de contenus positifs, plus d'agressivité (jusque dans l'apparence voyou, militaire ou blouson noir) que d'af-fabilité.

La Conception de la guérilla urbaine d'Ulrike Meinhof nous prouve que la praxis de la RAF s'est depuis considérablement appauvrie : que la militarisation s'est imposée dans la langue, la théorie et l'action : le fait que les détenus de Stammheim aient exigé d'être traités selon les lois de la guerre a plus qu'une valeur symbolique, il a eu aussi la conséquence suivante : les « comités contre la torture » qui voulaient justement assurer aux prisonniers un minimum de droits civils, se trouvèrent plongés dans d'inextricables difficultés d'argumentation.

La formule de Mao « tirer un trait » est née dans des cir-constances historiques précises ; si on veut l'appliquer chez nous, elle se heurte à des traditions allemandes bien précises elles aussi, et si on ne sait pas les reconnaître suffisamment bien, la formule vaut aussi pour ces traditions : elle peut par exemple s'appliquer le mieux du monde à la discipline et à la fidélité prussiennes jusque dans la mort, au fait de liquider (et non de vaincre) l'adversaire, à la foi protestante et son ardeur bien connue. La Gauche allemande ne doit jamais oublier que nos technocrates en place actuellement et qui n'ont pas d'identité propre sont souvent les mêmes qui, dans les années 40, pleins d'enthousiasme et une tête de mort sur leur uniforme noir, marchaient sur des cadavres au nom de la Grande Idée.

Si l'on s'exerce à tirer sur le « fascisme » en Allemagne fédérale, on s'apprête donc à tirer sur cette image du passé et la balle frappe là où cette image s'est formée, c'est-à-dire dans sa propre tête. Car pour combattre le nazisme en son temps et dans son propre pays, aucune guérilla urbaine, fût-elle très organisée, n'aurait suffi, cela, les résistants en ont fait l'expé-rience. Et la RAF a dû elle aussi apprendre que l'Allemagne

fédérale est loin d'être « un nouvel Etats fasciste » : l'individu y est en effet plus libre *et* plus disponible.

Pour une nouvelle définition des contenus socialistes.

La question de savoir où se situer ne vaut pas seulement pour les groupes qui pratiquent actuellement la guérilla, elle vaut aussi pour la Gauche tout entière. Il n'y a pas trace de combat pour une société nouvelle dans ce que la violence armée est censée décider : cette société nouvelle n'est pas décrite ni même mentionnée dans les premiers ou les plus récents écrits des groupes de guérilla urbaine. On retrouve là encore une vieille erreur du mouvement étudiant qui renvoie à « après » la révolution lorsqu'il s'agit de répondre à la question du peuple : « Mais comment voyez-vous donc cette nouvelle société ? » Attitude déjà âprement critiquée par Gramsci (dans sa polémique contre Lénine). On se comporte en la matière un peu comme le grand capital qui s'empresse de reléguer au plan du souvenir les investissements décisifs.

Deux questions.

Partant de l'Etat de demain avec sa technocratie, son fonctionnarisme et sa bureaucratie, dont la RFA offre le modèle le plus avancé, la Gauche allemande devrait s'attaquer à deux questions qu'elle a certes posées au début du mouvement étudiant mais auxquelles elle n'a alors pas répondu : à savoir la question de l'aliénation et — du même coup — celle de l'autonomie de l'individu. Si tout le monde parvenait à se mettre d'accord pour reconnaître que la lutte contre l'aliénation dans un Etat tel que le nôtre est un but important, il faudrait également en voir les conséquences : lutter contre le monde de pacotille des supermarchés, contre la consommation aveugle, signifie en même temps défendre la boulangerie de quartier et les contacts humains que celle-ci offre. Lutter contre le travail à la chaîne signifie en même temps porter un regard différent sur les structures d'entreprise et de travail permettant une communication sociale, politique ou culturelle.

Juger différemment ou soutenir de telles formes d'entreprise signifie aussi pour la Gauche construire ses propres entreprises dotées de ces nouvelles structures et sur ce point, la Gauche française, américaine ou italienne n'hésite point ; par contre la Gauche allemande devrait forcer sa nature — elle préfère parcourir le pays et s'enquérir auprès des librairies de gauche ou des coopératives agricoles de leurs profits ; elle devrait plutôt se réjouir de leur existence et de ce qu'elles rendent possible une sorte d'autonomie et de communication dont toutes les sténo-dactylos ne peuvent que rêver. De tels projets doivent être encouragés et non découragés.

C'est à partir de là que l'on devrait aussi reformuler la question de l'autonomie de l'individu — à un moment où la fonctionnarisation de la société progresse à une telle rapidité qu'on verra bientôt l'individu, donc le sujet bourgeois suspect, être uniquement convoqué par ordinateur.

La Gauche devrait donc ici faire preuve d'une plus grande souplesse dans ses réponses et ses attitudes, et non s'attacher à des dogmes ou à des chaires académiques. On ne doit pas s'affliger pendant des années lorsque la fonctionnarisation planifiée depuis des années n'a pas marché. Il existe d'autres métiers. On ne doit pas non plus s'accrocher à la « dictature du prolétariat » ou à « la chute tendancielle du taux de profit », il existe aussi un café marxiste qui se boit froid.

Car le « libre développement de l'association » n'est pas la condition pour le « libre développement de l'individu », mais inversement. Et c'est bien dans cet ordre qu'il figure dans le *Manifeste communiste*.

Klaus WAGENBACH.

(Traduit de l'allemand par Annie Golden.)

Karl Heinz Roth

A L'INTERIEUR DE LA BALEINE

(mai 1975-juillet 1977 — premières notes)

En souvenir de Philippe Sauber

*Je me retournai et contemplai
Tous ceux qui souffrent de l'injustice sous le soleil
Et voyez, voyez, c'étaient les larmes
De ceux qui supportaient l'injustice et n'avaient
[pas de consolateur
Et ceux qui leur faisaient subir l'injustice étaient
[trop puissants
De sorte qu'ils ne pouvaient avoir de consolateur
Alors, je glorifiai ceux*

*Qui étaient encore en vie
Et celui-là ne se rend pas compte
Que ceci se passe sous le soleil*

Ce passage (*Prédication de Salomon* — chapitre IV) je l'ai souvent chanté quand j'étais détenu dans l'isolement.

Une histoire de mouchard en prélude.

« Votre ami — l'homme de Cologne — a entre-temps fait l'expérience de l'estimation que nous jugions correcte de la représentation qu'il a faite de votre personne. »

Par cette phrase compliquée, un co-détenu déjoua la censure du courrier juste après la fin du procès. L'« ami » était ce délateur du dernier carré qui m'accusa gravement juste avant la levée d'écrou le 10 juillet 1977. J'aurais selon lui projeté l'assassinat du directeur de la prison. J'aurais travaillé à liquider le médecin dirigeant la clinique pénitentiaire de Bochum. Je lui aurais raconté pendant la récréation que j'aurais sûrement tiré le 9 mai 1975 si j'en avais vu la possibilité. Le « timing » du dernier carré n'était pas au point. Devant le tribunal le délateur échoua avec ses déclarations — les contre-preuves et explications préparées à l'avance se révélèrent superflues. Quelques semaines plus tôt l'issue aurait pu être tout autre. Un président de jury qui aurait fait passer toutes les inepties par ses méthodes d'interrogatoire, une meilleure coordination avec le *Bild* qui nous accusait, Roland Otto et moi, peu de temps auparavant, d'un autre complot visant à assassiner précisément ce juge... L'échec du délateur fut une erreur de mise en scène. Mauvaise affaire pour lui car la punition par ses co-détenus — qui de toute façon devait venir — ne fut compensée par rien. Aujourd'hui je pense à lui avec affliction, à ce délateur, ex-propriétaire de bar et détenu dans le quartier de haute surveillance, Peter Cabet. A ce moment-là, je rédigeai l'explication suivante, inutile ensuite au cours du procès.

Comment un délinquant devient mouchard par raison d'Etat.

Quand Peter Cabet comparut en automne 1976 devant la 13^e chambre d'accusation du tribunal régional de Cologne pour répondre d'un délit d'agression, en récidive, il était encore — d'après ses propres déclarations — un homme libre. Le verdict, rendu sous la présidence de von Someskoy, le frappa comme un coup de massue : six ans de détention en quartier de haute surveillance. Cabet, l'ancien détenu, qui avait réussi à devenir copropriétaire d'un petit bar dans le quartier universitaire de Cologne, revenait en prison. Toutes les tentatives faites précédemment pour soigner ses graves troubles du comportement, qui réduisaient ses contacts avec ses semblables à des agressions, avaient échoué. Le corps de Cabet réagit à ce désastre par une grave maladie psychosomatique. Cabet fut transféré

d'Ossendorf à l'hôpital pénitentiaire de Bochum, spécialisé dans les maladies internes. Tout fut alors définitivement perdu pour lui. C'en était fini du peu de mouvement et de contact qu'Ossendorf accorde au moins au détenu moyen : plus de salle de détente, plus de contacts, végéter dans une minuscule cellule étouffante, l'église et la récréation comme seules manifestations communautaires. En outre Cabet et le directeur de la prison, Berg, étaient de vieilles connaissances. Avant que Berg n'ait été muté d'office à Bochum, il était à la maison d'arrêt de Rheinbach où Cabet était détenu. Cabet, témoin oculaire de l'affaire de Klingelpütz, me raconta qu'à Rheinbach, Berg l'avait systématiquement démoli. Passant sans arrêt de la révolte au mitard, il avait, avec Berg, perdu pied définitivement.

Je fis la connaissance de ce délinquant totalement démoli, Cabet, en janvier 1977, quand (bien que je fusse encore à l'isolement) on me permit de voir d'autres détenus pendant la récréation. Il faisait partie des quatre ou cinq codétenus assez grands pour que je puisse m'appuyer sur eux quand nous changions de sens — car j'avais encore du mal à soulever les pieds, je souffrais de troubles trophiques à la jambe gauche et j'étais légèrement courbé. A cela s'ajoutaient des spasmes quand je marchais longtemps. Dans ces premières semaines on m'épargna les intrigues. Même Cabet écrivit des lettres dans lesquelles il s'indignait de mon état. Le juge responsable de sa détention, von Someskoy (Cabet attendait le procès-verbal du jugement pour pouvoir le faire réviser) en confisqua bientôt une. Depuis lors, Cabet savait quelle importance von Someskoy attachait à ses remarques à mon sujet. Il insistait toujours là-dessus. Au demeurant j'écoutais attentivement les prisonniers.

Fin janvier 1977, les prisonniers de la clinique pénitentiaire décidèrent, après de longues discussions, d'entreprendre quelque chose ensemble pour améliorer les conditions de détention. Toutes les plaintes furent rassemblées, ainsi que les propositions d'amélioration. Il en sortit une pétition adressée à la direction de la prison et à la direction médicale, pétition qui fut votée pendant une récréation. La manière de procéder fut également arrêtée en commun. On élit une sorte de commission à la pétition. Les formulaires furent répartis de telle façon qu'ils ne pouvaient être tous interceptés même en cas de razzia approfondie. Cette action fut un grand succès. Plus de soixante

prisonniers signèrent, presque 100 % de tous les détenus. Même Cabet signa, bien qu'il fût furieux de n'avoir rien su des préparatifs. Le service de sécurité avait naturellement eu vent de tout cela et s'était mis à la recherche de mouchards. Cabet ne dédaignait pas de jouer ce jeu à sa manière égocentrique et dérangée, la seule qui semblât encore devoir réussir après les arrêts prolongés de Rheinbach. Mais on l'avait reconnu à temps comme le nouvel homme de confiance de la « sécurité ».

La direction de la prison répondit aux exigences motivées par de féroces répressions : renvoi dans les prisons d'origine, isolement, renforcement des mesures de sécurité. Berg m'expliqua lors d'une de mes comparutions devant lui que tant qu'il serait directeur de cette prison, les choses ne seraient pas du tout modifiées : il importait avant tout, dans un hôpital pénitentiaire, que les détenus voient bien la différence avec un hôpital normal et qu'ils ne l'oublient pas. Quand j'eus à nouveau droit à la récréation commune, la deuxième semaine de février, tout espoir s'était envolé. Le directeur de la prison contrôlait lui-même la triste parade des vaincus. A l'issue de la récréation il fit, pour la première fois, appeler Cabet qu'il avait vu parler avec moi ; Cabet, qui apparemment ne s'était pas encore tout à fait résigné au rôle de mouchard qu'on lui prêtait si volontiers, raconta cette entrevue quelques jours plus tard. Ce fut la première et la dernière fois qu'il parla de ses rencontres avec le directeur. Berg, dit-il, avait surtout parlé de moi. J'étais d'après lui un universitaire borné, aux idées politiques confuses qui rêvait d'abolir un jour les prisons. Mais j'étais aussi dangereux, un tacticien qui, dans l'ombre, prenait des airs de commissaire politique. Lui, Cabet, voulait sûrement passer un temps de détention tranquille et voulait de plus en finir avec le département de haute surveillance. A l'avenir il devrait agir dans ce sens. Autrefois, les prisonniers politiques avaient tenu à une certaine distance par rapport aux autres prisonniers. Il n'en allait plus de même maintenant, c'est pourquoi de nouvelles méthodes s'imposaient pour continuer à faire régner la loi et l'ordre.

Cabet m'interrogea pour la première fois sur ma biographie politique et mon procès. Il lut ma déclaration d'identité qui circulait parmi les prisonniers. Pour l'aider à reprendre pied, je pris position de mon côté dans ses problèmes de révision de

procès. Je discutai avec lui de quelques exercices préparatoires de *training autogène* et essayai de lui procurer l'assistance d'un avocat expérimenté. Tout ceci se passa dans une phase de nos relations pendant laquelle Cabet, sous la direction de Berg, développa de plus en plus nettement son côté délateur. Bien que je ne me fisse aucune illusion, je ne me séparai tout d'abord pas de lui car sa maladie s'aggravait et lui donnait même des crises d'étouffement alarmantes ; une réponse sans équivoque au chantage auquel était lié son espoir de meilleures conditions de détention.

Après les répressions, à partir de février, les prisonniers furent renvoyés à des actions de soutien réciproques, informelles et dépourvues de toute structure. C'était déjà presque un événement quand des prisonniers sans compte bancaire — à Bochum les détenus ne peuvent avoir accès à l'argent versé qu'au bout de six semaines — pouvaient tout de même se procurer un peu de thé ou de café — stupidement on interdisait absolument le tabac. Il s'en suivait une petite guerre silencieuse autour de cette valeur que représentait le tabac pour empêcher que les auxiliaires¹ ne se fassent de trop grands extras. Beaucoup de prisonniers luttèrent pour leur survie car leurs maladies, dans ces conditions de détention, s'aggravaient de semaine en semaine. Tous souffraient de l'insuffisance des soins médicaux. La plupart tentaient de sortir de l'extrême isolement pour retourner dans les maisons d'arrêt qui passaient pour paradisiaques et faisaient semblant d'être guéris. Ceux qui faisaient la grève de la faim étaient mis au cachot, on négligeait tout soutien médical pour les remonter après la fin de la grève. Les drogués étaient traités brutalement à l'aponal. Des délinquants économiques entassaient des monceaux de formulaires pour reconquérir dans la lutte avec les surveillants du centre médical au moins quelques symboles d'identité physique ; je me souviens de l'histoire, rapportée par le *Spiegel*, du combat, mené par un manager de Stumm détenu ici, pour son pyjama.

Pour ma part j'essayais de vivre aussi bien que possible dans ces affreuses conditions. On me somma de ne plus parler de problèmes médicaux avec les prisonniers. Je refusai. J'aidai

1. *Kalfaktoren* : détenus versés dans les services de l'intendance, en français : auxiliaires ou classés (NdlR).

des prisonniers qui eurent recours à moi dans leurs démêlés pour le traitement de leurs maladies. Il s'en suivit une fronde de certains surveillants, fronde de plus en plus ouvertement dirigée contre moi et d'autres prisonniers exposés et qui permit à Cabet d'agir, d'une manière qui lui fut fatale. Les contacts pendant les récréations étaient enregistrés avec précision. On somma des prisonniers qui s'étaient entretenus assez longtemps ou à plusieurs reprises avec moi, de prendre leurs distances, en les menaçant d'inculpations allant jusqu'à celle de soutien à une association criminelle. S'ils résistaient, ils étaient renvoyés étonnamment vite dans leurs prisons de départ. Les arguments par lesquels on encourageait la désolidarisation devinrent de plus en plus uniformes. J'étais un terroriste camouflé qui travaillait dans l'ombre et voulait en enrôler d'autres.

Les initiatives soutenues par moi contre le trafic du tabac furent présentées comme des tentatives de corruption. Je n'aurais parlé de questions médicales que pour donner des arguments à mes convictions hostiles à l'Etat. Pas étonnant que des prisonniers, comme Cabet et d'autres ne jugent peu à peu nécessaire de développer d'autres activités visant à la protection de l'Etat. Pour Cabet en particulier, l'attaque contre moi semblait corroborer son expérience, selon laquelle, vu le rapport des forces, il ne pouvait améliorer ses conditions de détention qu'aux dépens d'autres prisonniers. Tandis que le délateur Cabet conférait de plus en plus souvent avec le directeur Berg et ses hommes de confiance dans la clinique, le délinquant Cabet travaillait à établir un pouvoir du style de la Mafia. Une alliance fut établie entre la direction de la prison et les délinquants, dans laquelle une des parties essayait de dicter à l'autre ses intérêts. Les employés devinrent ainsi des délinquants (peu importe que ce soit consciemment ou non) tandis que les délinquants devenaient des délateurs.

Dans ce qui suit je me concentrerai sur le rôle du mouchard Cabet, qui, avec une adresse remarquable, se mit en devoir de faire coïncider sa faiblesse égocentrique et la raison d'Etat reposant sur le sens prussien du devoir du directeur Berg. Son succès dura étonnamment longtemps, car il réussit à exercer son contrôle sur la plupart des codétenus et sur tous les surveillants qui désiraient être corrects (la majorité, même dans l'enfer de Bochum).

Pour correspondre à l'image qu'il se faisait de lui-même, Cabet devait d'abord atteindre la position du prisonnier le plus privilégié. Ses opinions nationalistes surtout l'y aidèrent. Avec l'accord de Berg, von Someskoy l'autorisa à avoir un poste de télévision, acquisition incroyable vu la situation à Bochum. Quand un autre prisonnier, un industriel, eut de même la jouissance d'un poste de télévision, Cabet le renversa par une intrigue manigancée avec raffinement. A mon arrivée en août 1976 avait été installé un dispositif de projecteurs extérieurs ; Cabet obtint bientôt que soit démonté le centreur lumineux installé face à sa cellule, qui flanquait la mienne par la gauche, tandis que celui de droite demeurait. Finalement il obtint l'utilisation complète du département des bains qui devint doré navant la plaque tournante de ses intrigues.

Délateur et directeur connaissaient leur rôle symbolique : les prisonniers qui ont pris part à des initiatives de solidarité le paient par une aggravation de leurs conditions de détention. Inversement les délinquants améliorent leur situation dès qu'ils courbent l'échine et deviennent ces relais de la dénonciation par lesquels la bureaucratie de la prison se glisse dans la masse grouillante des prisonniers, les divise, les joue les uns contre les autres.

Quand ce travail fut fait, Cabet se mit en devoir d'imposer sa domination personnelle aux prisonniers. Ce qui l'aida dans ce projet fut la force hautement qualifiée et bien entraînée, avec laquelle il donne à ses menaces une expression très concrète. Ainsi et au moyen de crises de rage fréquentes, il parvenait facilement à ses fins auprès des codétenus peureux. Si cela ne suffisait pas il les faisait chanter. Il leur passait des ustensiles interdits et annonçait, s'ils restaient insoumis, une prochaine razzia du département de sécurité. Cabet a aussi frappé certains prisonniers. Mais sa spécialité était de cracher au visage d'un vassal récalcitrant devant le plus de témoins possible.

Cabet développa aussi des méthodes particulières d'intimidation à l'égard des surveillants. Si des surveillants désapprouvaient ses agissements ou son pacte avec la direction de la prison, il les menaçait souvent en disant qu'il pouvait éliminer chacun d'eux par de fausses accusations, s'il le souhaitait. Il poussait ces surveillants à des actions qui auraient eu pour eux des conséquences professionnelles si elles avaient été connues.

La plupart du temps des bagatelles suffisaient. Alors il les faisait également chanter. De cette façon il opérerait sans rencontrer d'obstacles.

Un exemple de son culot, le fait que pendant un moment il domina entièrement le trafic de tabac. Cabet est un adepte du capitalisme libéral, d'après lequel l'offre et la demande doivent se compenser. Or la demande de tabac, vu l'interdiction, est très grande. Aussi Cabet adapta-t-il les relations d'échange. En outre il faisait payer des suppléments spéciaux qu'il recouvrait par la force. A un moment deux petits paquets de tabac ordinaire coûtaient une montre bracelet.

Je me souviens aussi qu'il menaça un autre prisonnier d'une râlée parce que celui-ci refusait de lui procurer un câble de TV. Un peu plus tard il lui administra une correction exactement dans les conditions qu'il avait annoncées. A ce moment-là je le sommai devant d'autres prisonniers de s'excuser, car il détruisait par son égoïsme les derniers restes de solidarité. Il me menaça aussitôt d'un destin bien pire. Il termina la dernière rencontre que j'eus avec lui, en mars, avant d'être ramené en cellule après une récréation — par ces mots : « J'emmerde tous ceux qui piétinent mes plates-bandes. Sale communiste je te briserai les os. Tu passeras par-dessus la balustrade. Les verts se seront retournés avant. Personne n'y verra rien. Ce sera donc un suicide. » Cela ne le gênait pas du tout que des prisonniers et même des gardiens l'entendent, tant il se sentait sûr de lui. Plusieurs mois après il répéta sa menace. La direction de la prison qui était au courant, ne jugea pas utile de faire quoi que ce soit. Pourquoi donc ? Elle a la réputation d'avoir recours à des sanctions sévères même pour des vétilles. Bien que je fusse gardé au troisième étage à deux cellules de Cabet, on ne m'éloigna pas de lui. Jusqu'à la deuxième tentative de dénonciation, Cabet eut une totale liberté d'action.

Voici grossièrement esquissé cette domination mise en scène par Cabet, qu'il désigna un jour fièrement face à un autre prisonnier comme sa « mafia ». Pour la construire il a surtout profité du besoin de la direction de la prison de disposer d'informateurs parmi les détenus de la clinique. Cabet est un pauvre homme maltraité. Malgré tout, les vrais salauds portent l'uniforme.

Comment on fait de lycéens frustrés des tueurs.

Les agents du commando mobile d'intervention (MEK) ne comprennent pas la plaisanterie. La décontraction qu'ils affichent parfois fait illusion. Le pistolet porté sans étui à la ceinture du pantalon n'exprime aucune distance inculquée par rapport à l'arme, au contraire. L'agent du MEK en jeans n'est pas vraiment bien dans sa peau. La tenue de combat lui convient mieux. Regardez les spécialistes du MEK de Nord-Rhénanie-Westphalie en grande tenue de combat. Ils peuvent se sentir en confiance avec le treillis, ils le connaissent depuis leur service militaire, quand ils l'ont fait : à ce moment-là ils rêvaient sûrement de se traîner dans la boue en treillis, le costume de travail officiel, plutôt qu'en gilet pare-balles. Avec les bottes de combat lacées haut c'est déjà plus difficile. Les armes ? Ils s'y sont habitués entre-temps. Seul le couteau saute aux yeux, plutôt un couteau de chasse qu'un poignard de combat rapproché. Un jour on m'a transporté dans un avion sanitaire, accroupi entre les jambes d'un colosse du combat rapproché — je faisais une crise circulatoire et ne compris qu'une partie de la conversation que l'homme du MEK avait avec l'employé du service sanitaire. Il faisait partie du commando des gardes du corps du ministre de l'Intérieur de Nord-Rhénanie-Westphalie. Etudes secondaires interrompues, affirmation de soi par le karaté, Ecole de la police par peur du chômage. Puis cours de sélection sous la direction de psychologues : tests des réactions, entraînement de la motivation, exercices d'agression ; bref une formation de tueur. Possible qu'il ait exagéré devant l'agent du service sanitaire. La description de sa vie quotidienne était en tout cas crédible. Existence comme ombre du ministre, parfois en uniforme quand il fait partie de l'escorte officielle au cours des manifestations, mais la plupart du temps en civil, vêtu comme un citoyen moyen mais aussi en tenue de col bleu. A part ça des journées passées avec l'équipe spéciale — ping-pong, sprints, sports violents. J'écoutais autant que je le pouvais. Vers la fin du voyage de Düsseldorf à Bochum, ou bien Cologne, cela devint plus difficile. L'homme du MEK commença à parler de ses interventions. Il n'en avait pas fait beaucoup et il n'y eut pas de morts. Mais

tout de même. Le problème était que, en opposition avec leurs années de formation, dans le combat rapproché il était interdit aux spécialistes du MEK de se servir des mains, des talons de botte et du couteau. Les « 9 millimètres » passaient au premier plan. Un jour, conformément au règlement, pendant un transport spécial en avion, il avait tiré sur un prisonnier blessé qui faisait du chahut. « Car quand ces types sont coincés ils sont forts comme des ours. » En disant cela il jetait un regard éloquent vers moi, misérable paquet souffreteux entre ses genoux, qui avait de plus les mains attachées. Je rassemblai mes dernières forces et lui demandai pourquoi après tout cela il continuait à se décorer du couteau de chasse et si cela avait quelque chose à voir avec le nom de son ministre de l'Intérieur ? J'eus la paix jusqu'à la fin du voyage.

Par ailleurs, j'eus le dessous dans mes contacts avec ceux du MEK. Début août 1975, on me transporta d'Ossendorf dans une clinique de Cologne ; je supposais avoir une lésion gastrique ou une occlusion intestinale. Le médecin de la prison, Bechtel avait réussi à m'envoyer à l'hôpital où j'avais été soigné tout d'abord le 9 mai 1975. Le transport tourna au déploiement de force gigantesque. Ce fut un énorme convoi qui se mit en mouvement, un soir, de la prison d'Ossendorf en direction de Cologne-Holweide. Le tout se répéta en octobre et je ne sais plus avec certitude si j'eus droit à ce traitement d'exception en août ou en octobre.

La « surveillance directe de la prise en charge » — je réussis à intercepter cette phrase du chef d'opération — était effectuée par un groupe du SEK de Cologne (commando d'intervention d'exception). Leur compétence commençait dans le couloir de l'aile de la prison d'Ossendorf réservée aux transports. Sous les yeux du responsable de l'opération, les hommes du SEK m'allongèrent sur la civière et m'attachèrent les mains et les jambes. On me fit baisser les genoux (que j'avais ramenés vers moi pour calmer la douleur insupportable) et on me les attacha aussi. Je demandai au médecin de l'établissement, présent lors de cette procédure, s'il pouvait répondre comme médecin de cette intolérable aggravation de la douleur. Bechtel rit et haussa les épaules. Cynique ou seulement impuissant ? On me poussa

2. Il s'appelait Hirsch (= cerf), NDT.

ainsi dans l'ambulance. Pendant le voyage les douleurs augmentèrent. Je me révoltai et réussis quand même à ramener les genoux. Alors les deux hommes du SEK qui m'accompagnaient se penchèrent sur moi, muets, sans expression, distanciés et sans passion. Ils firent tourner leurs pistolets-mitrailleurs, presque lentement et avec circonspection, et m'appuyèrent le canon sur le ventre. Puis ils me rabaissèrent les genoux. Le tout sans un mot. Rien de sadique dans ce comportement. Les agents agissaient, comme s'ils devaient exécuter des ordres stricts, précis, réfléchis, sans émotion. Dans l'ambulance se trouvait aussi un membre du « Samariter Bund ». Je le vis du coin de l'œil en tournant la tête de douleur. Il me regardait pétrifié et muet. Ce fut une délivrance pour moi d'arriver à l'hôpital. J'entendis encore de très loin le responsable de l'opération crier qu'il était le représentant du Premier ministre, qu'il amenait un condamné à perpétuité qui avait assassiné un de ses collègues, que le foyer devait être évacué et qu'il allait ordonner immédiatement d'autres mesures de sécurité. Pendant cette action j'avais beaucoup baissé. Quand les humiliations et les offenses dépassent une certaine limite, cela devient dangereux pour tous les intéressés. Elles s'enfoncent profondément dans leurs souvenirs et il faut longtemps pour venir à bout de ces souvenirs.

C'est aux hommes du MEK de Bochum que j'eus à faire le plus longtemps. Après l'opération de l'intestin du 6 août 1975, j'étais dans le département de traitements intensifs de la clinique de Bochum. Ma situation était désespérée. Je n'avais plus aucune réserve, je vécus la phase de réveil après l'anesthésie dans un état typique de dédoublement de la personnalité : d'un côté le sujet biologique anéanti, de l'autre l'individu ultra sensible. La première brîbe de perception fut banale : deux jeunes hommes en civil, armés de mitrailleuses, marchaient de long en large devant moi. Je considérai cet événement pendant des heures. Je promenai mes regards du lit et jugeai ma situation : une sonde gastrique, une autre à la vessie. Ainsi j'avais été opéré et j'existais encore. Les appareils aux alentours parlaient pour un service de soins intensifs. A cela s'opposait le fait que les hommes en armes se promenaient là comme dans la rue, pas de blouses blanches, pas de chaussures de protection. Je m'épuisai à tenter de comprendre cette contradiction. Elle se résolut quand je réussis peu à peu à reprendre

conscience du monde au-delà de la fenêtre : un bâtiment voisin en travers, un arbre, une suite d'arrière-cours, pas de murs d'enceinte. Il entra aussi du personnel médical. Aucune communication n'était possible car ils ne voyaient que le reste biologique inconscient. Ils ne prêtaient aucune attention à l'individu accroupi près de moi.

Un peu plus tard je repris cependant possession de mon corps. Pour assurer ce processus je faisais des mouvements rythmés avec la tête. J'étais à nouveau là, je voulais que l'on en prenne note. J'avais oublié le premier contact avec la réalité, menaçant et paradoxal. Les agents du MEK, qui se tenaient à l'entrée, me le firent regretter. Ils remarquèrent mon réveil, la pièce se remplit de civils armés. L'un d'eux se pencha sur moi. Question : « Pourquoi avez-vous tiré ? » Je répondis qu'il devrait se renseigner ailleurs, au service de la police criminelle ou ailleurs, que j'avais besoin de repos. Le déploiement de forces augmentait, se diversifiait. Images changeantes d'hommes du MEK et de policiers politiques, mêlés au personnel médical. Puis il y eut une seconde tentative d'interrogatoire, préparée par un silence brusque après le bourdonnement de voix. « Voyez-vous, nous avons dû renforcer notre surveillance. On a intercepté une conversation téléphonique à Flensburg ; un groupe clandestin veut vous liquider. Vous en savez trop. Pourquoi avez-vous tiré ? » De plus en plus de visages se penchaient sur moi, cette fois scrutateurs mais en même temps inexpressifs.

Ce cynisme me glaça et me fit perdre pied. Au bout d'un moment je recommençai, de façon active cette fois, à me sentir divisé en sujet et enveloppe corporelle. Je ne voulais plus continuer à vivre. Je fixai le haut du dispositif de perfusion et commençai à me demander : comment puis-je en venir à bout ? Comment puis-je arracher à la fois la sonde gastrique, la sonde de la vessie, les drains et le dispositif de perfusion et me jeter par la fenêtre. Je mesurai la distance jusqu'aux fenêtres. Seule, celle placée à ma gauche faisait l'affaire, car les deux en face donnaient sur un toit de tôle situé à peine plus bas. Ces considérations étaient oiseuses. Je pouvais tout juste soulever la tête et remuer les orteils et les chevilles. Toute autre tentative échouait ; j'étais encore immobile. A ce moment une femme entra et commença à nettoyer la sonde de perfusion. Je lui

dis d'être prudente, que j'avais vu un de ses collègues causer une embolie pulmonaire mortelle par un mauvais nettoyage.

Je n'oublierai jamais ce retournement soudain, ce retour à l'instinct de conservation inconditionnel. Et pas non plus le petit geste de la kinésithérapeute, peut-être le lendemain, qui devait avoir remarqué ma terreur permanente et me carressa la joue. Nous ne voulons pas renoncer à la vie, quand nous combattons pour une société humanisée.

Tout ce que je décris s'est réellement passé comme cela. Seul le déroulement temporel est incertain. Mon avocat vint. Après de longues discussions il put me parler en laissant la porte ouverte. Je lui relatai la tentative d'interrogatoire. Le chef de la police politique de Bochum lui confirma la légende de la conversation interceptée à Flensburg, tandis que le barreau démentait. Le MEK et la police politique de Bochum avaient pris l'initiative de l'interrogatoire pendant la phase de réveil. Ils avaient exploité mon effondrement pour se parer avec n'importe quelle déclaration. Qu'auraient-ils donc inventé si je m'étais réellement jeté par la fenêtre ?

Pendant les nuits suivantes, j'assistai aux dialogues des hommes du MEK. Les civils parlaient de leurs voyages et de leur carrière. Dans tous les cas, qui se présentèrent eux-mêmes au cours de cette semaine, il s'agissait de presque bacheliers qui s'efforçaient de poursuivre leur ascension interrompue dans la classe moyenne, par des cours, des examens. Leur recrutement est uniquement un recrutement d'appareil, technologique. Il s'agit de détruire la répulsion à tuer, propre à chaque être humain, par un arsenal étendu de moyens de sélection et la mécanisation du comportement social. On ne donne pas une image de l'ennemi à teinte politico-idéologique. L'administration policière ne juge plus nécessaire une idéologisation particulière de l'objet à détruire, du sous-homme terroriste. Cette éducation politique révèle précisément une note politique profonde. Celui qui veut parvenir aux sections spéciales, mieux payées et plus intéressantes, doit être plus brutal et tirer plus vite que ses collègues. Cela suffit. Les *cinquante* morts lors des razzias des deux dernières années jalonnent cette ascension. Les hommes du MEK sont l'avant-garde instable des tueurs du système régnant, sans barrières réellement ancrées, comme elles apparaissent encore dans l'Allemagne modèle actuelle en raison de ses tendances

à l'auto-limitation. Une bombe à retardement est déclenchée. Les hommes du MEK ne connaissent aucune restriction de leur dynamique violente. L'Etat les produit comme hors-la-loi sociaux. Il est parfaitement pensable qu'ils passent bientôt à une criminalité violente, libérée de ces liens de « l'Etat de droit » qui les retiennent encore. L'équilibre précaire entre les concessions sociales aux larges masses et l'extermination planifiée de minorités révolutionnaires, qui caractérise l'Etat social-démocrate actuel, pourrait être rompu. Car les hommes du MEK ainsi que la police secrète de sûreté de l'Etat sont devenus depuis longtemps les moteurs d'une renazification opérant de l'intérieur.

Je me souviendrai toujours du récit que firent les « freaks » de la police (qui nous imitaient et nous ressemblaient vaguement avec leurs jeans) de leurs voyages de vacances. L'un d'eux avait passé quinze jours à Paris. Mais qu'avait-il vu de la métropole ? Réceptions au quartier général de la police, représentations et repas dans les clubs de la police. Quelques visites dans les casernes de CRS en province. C'était tout. La France et Paris étaient figés en quelque chose de policier, de mécanique, rempli de considérations sur les possibilités de carrière en deçà et au-delà du Rhin. Un second raconta son séjour sur la Costa Brava. Lui aussi faisait de nombreuses observations à propos de la Guardia Civil. Tout ce qu'il pouvait dire de Barcelone, c'était ce que ses collègues espagnols lui racontaient de leurs préparatifs en vue de l'agitation de l'après-franquisme. A part cela il n'avait réellement pas vécu. Il n'était passé que par des autoroutes. Il en avait de belles à raconter sur la paresse et l'entêtement des mécaniciens de garage car il avait eu des ennuis avec sa voiture. Les vacances n'avaient amené aucun relâchement de la désintégration sociale et de l'agressivité canalisée par l'Etat. Les machines à visage humain de la violence officielle passaient ainsi les nuits à parler en monologues qu'ils se récitaient réciproquement toutes les quatre heures.

Tempêtes de neige imaginaires.

Avez-vous déjà souffert assez longtemps de troubles du sommeil ? Même si ce n'est pas le cas, vous devez faire en sorte

qu'on ne laisse pas en paix tous ceux qui tourmentent les autres en les privant de sommeil. Il y en a beaucoup. Je veux parler de ceux qui président à l'application des peines à régime sévère dans l'Etat de droit.

Dans diverses phases de mon incarcération, j'ai eu à faire aux tempêtes de neige imaginaires. Je veux raconter la plus longue et la plus dévastatrice ; elle dura onze mois. En août 1976, quand on me transféra définitivement à la clinique-prison de Bochum, des électriciens étaient en train d'installer sur le bâtiment, face à la cellule, deux projecteurs supplémentaires ; les lampes étaient dirigées vers les fenêtres de la cellule, à environ cinq mètres de distance, et à hauteur du troisième étage où se trouve la cellule pour terroristes 3/38. Ils flanquèrent ma cellule de deux fois 500 watts, à quelques mètres de distance. Le soir du 1^{er} août, ce fut ma fête : trois projecteurs (le troisième, plus éloigné et monté sur le bâtiment de l'administration, était là auparavant) éclairaient ma cellule comme en plein jour. Au début je n'eus rien contre car jusque-là on éteignait les feux à 22 heures. A partir du mois d'août, je pus continuer à lire sans être interrompu. Grâce aux projecteurs il faisait toujours jour dans la cellule. Mon euphorie prit fin au bout de deux ou trois jours. Quand je remarquai que sous les projecteurs, je ne pouvais pas m'endormir, je pris l'habitude de lire toute la nuit. Le sommeil qui venait alors était troublé par la vie quotidienne de la prison, qui commençait à 6 heures précises, et il devint de plus en plus superficiel. Au bout d'une semaine ne restait plus qu'un somnolement apathique avec des pointes de sommeil, littéralement un somme d'une minute. Je perdus la capacité de me concentrer et ainsi l'envie de ma lecture nocturne. Une désorientation angoissante s'installa. Je perdus le sens de l'espace et du temps. L'utilisation par les gardiens du système de duplex, qui faisait cliqueter les voix, me rendait nerveux. Je devins agité, incapable de lire longtemps, de fixer mes pensées ou de prendre note de quoi que ce soit. Quand je recevais des visites, il me fallait de plus en plus de temps pour m'adapter à la situation. Pendant une période on me donna des somnifères. Ils n'agirent bientôt plus. La suggestion du médecin du département d'accocher une couverture devant la fenêtre eut des suites fâcheuses : la cellule brusquement assombrie m'alarma davantage ; je restais éveillé et

avais l'impression que la cellule, qui faisait bien 20 m³ se resserrait sur moi. En outre les gardiens de l'équipe de nuit entrèrent en me criant d'enlever la couverture. Fin août, je vis les premières tourmentes de neige. Des fils blancs qui montaient et descendaient entre les deux rangées de barreaux de la fenêtre de la cellule. C'était comme un film quand la bobine casse. Peu à peu les fils s'agglutinèrent. Ils se transformèrent en taches dansantes aux mouvements de plus en plus lents.

Je ne voulais pas admettre ça. Je m'accrochai aux barreaux et scrutai l'extérieur. Les contours du mur, du toit incliné devant la cour des transferts et du bâtiment administratif situé derrière, s'étaient estompés. On aurait cru voir à travers une vitre en verre dépoli. Je tendis le bras entre les barreaux. La grille supplémentaire avait-elle, comme à Ossendorf, été remplacée par une moustiquaire qui provoque le même effet optique ? Non, tout était comme avant. Plus je regardais attentivement, plus ce que j'apercevais devenait flou et statique. Si je relâchais la concentration, la vitre dépolie se dissolvait en taches isolées et redevenait mouvante.

La situation devint alarmante quand la tourmente de neige se poursuivit à l'intérieur de la cellule. Je fermai les yeux et commençai à chanter. Les yeux fermés j'allais et venais dans la cellule. Quatre pas d'un côté, quatre pas de l'autre. Je débitai tout mon répertoire. Puis j'organisai des discussions avec moi-même. Dialogues fictifs à une personne, dans lesquels les partenaires parlaient deux langues étrangères différentes. Je devins ces deux personnes. Les exercices de concentration que je faisais entre-temps finirent en hallucinations. Ayant perdu tout sens du temps et poussé par la nécessité de le cacher aux « verts » et aux « blancs », je m'efforçai de reprendre conscience de la réalité. Ces combats se prolongeaient souvent pendant des jours. Finalement, je réussis à inverser le rythme jour-nuit. Je lisais et travaillais la nuit. Je sommeillais pendant le jour, dormais de temps à autre en phases courtes entre 9 et 17 heures. Je commençai à m'arranger de la privation de sommeil. J'acceptai les illusions optiques sans résistance. La lutte contre les hallucinations qui suivit fut pénible. Je leur cédai un peu de terrain, m'habituai à elles pour les discipliner ensuite de l'intérieur et les dissiper. C'était un combat contre la folie. L'arête sur laquelle je me déplaçais était souvent fort étroite. J'étais

atteint de troubles de la circulation chroniques. J'utilisais mes dernières réserves pour ne pas en arriver à ce qui était le but de la privation de sommeil = la transformation de celui qui était condamné d'avance, du délinquant, en dément relevant de la psychiatrie. Cela m'aida beaucoup de pouvoir interdire dorénavant l'accès de ma cellule au personnel médical après une violation éclatante de mes droits de prisonnier sous contrôle médical. (Ce personnel avait contrecarré un rapport médical cherchant à établir s'il fallait me libérer pour raisons de santé et m'avait déclaré apte à assister aux débats pour un temps pratiquement indéterminé.) Seul un médecin venant de l'extérieur faisait les visites du matin. Le matin, j'étais encore relativement en forme. En outre je misais sur le fait que ce médecin n'avait aucun intérêt particulier à fournir à la Sûreté de nouvelles possibilités d'attaque.

Je n'étais pas le seul pour qui les projecteurs extérieurs transformèrent Bochum en enfer. En automne 1976, j'étais encore tenu isolé, Guillaume passa près de moi en allant au laboratoire. Nous pûmes échanger quelques mots, comme autrefois à Ossendorf, avant d'être entraînés par les gardiens. Guillaume avait un besoin urgent de soins. Il était à deux cellules de la cellule 3/38 réservée aux terroristes. Les cellules voisines sont toujours vides. Les projecteurs l'empêchaient lui aussi de dormir ; ses plaintes ne servant à rien, il obtint son retour à la prison de Rheinbach. Il n'avait passé que quelques jours à Bochum. Ensuite il refusa tout traitement médical. Un nouvel occupant arriva quelques semaines plus tard dans la cellule 3/36. C'était un prisonnier sous contrôle médical, arrêté depuis peu. Je l'entendis la deuxième ou troisième nuit. Chez lui la première phase d'illusion d'optique était manifestement apparue très vite. Il resta toute la nuit à la fenêtre de la cellule en secouant les barreaux. Dès que la deuxième sentinelle passa, il commença à hurler. Il croyait voir en elle femme et enfant. Il fantasmaît sur la façon dont il les voyait. Il se faisait des reproches, parce qu'il ne pouvait pas s'approcher d'eux et les prendre dans ses bras. Ceci se répéta plusieurs fois, nuit après nuit. Finalement il sombra dans un état de panique aigu. Il cassait tout dans la cellule. Le commando de gros bras vint ; coups retentissants, longs hurlements ; une blouse blanche lui fit une piqûre. Quelques jours plus tard, j'appris qu'il avait été

transféré à l'hôpital psychiatrique d'Eickelborn. Un employé du service de santé dit laconiquement : schizophrénie, traumatisme du cerveau. Quand je lui rétorquai que rien de cela n'était vrai, que c'était la conséquence des projecteurs et de la privation de sommeil, il sortit de la cellule et ferma en riant aux éclats. Dehors il s'échauffait devant la cellule avec un autre employé. « Cette fois-ci ça va trop loin, c'est nous maintenant qui rendons les types malades. Cette canaille a une fêlure au cerveau, il est sale, asocial, il ne vaut rien. Je lui ferais vite son procès. » Quel médecin nazi a appris à cet employé sanitaire l'A B C de la psychiatisation ?

En février 1977, je portai plainte auprès du parquet contre le directeur de la prison et le personnel médical. Je fis remarquer que j'avais informé le personnel médical que la privation de sommeil était un cas de maladie exactement défini scientifiquement. Le parquet n'a jusqu'à présent pas bronché. Le sujet semble absolument tabou. Le pire, c'est que ce procédé semble avoir fait école. Depuis le vote de la loi sur la détention isolée, les projecteurs ou l'éclairage nocturne des cellules sont utilisées dans une large mesure ; d'après les informations actuelles, pour environ la moitié des prisonniers accusés ou condamnés pour appartenance à une association criminelle. La privation de sommeil est même pratiquée en partie sur des prisonniers en bonne santé sous surveillance médicale directe. Rolf Pohle par exemple a été gardé des mois dans une « cellule de fou » du quartier des malades de la prison de Straubing, avant d'être transféré dernièrement à Munich pour la durée de son nouveau procès. Sa cellule était aussi éclairée jour et nuit. Le médecin suffisamment connu de la prison de Straubing, Last, a aidé à la réalisation de cet acte barbare. Encore aujourd'hui, en liberté, cette bestialité, organisée avec l'aide de « collègues » médecins, m'empêche de dormir.

Les surveillants de la prison.

De mai 1975 à juillet 1977, je fus incarcéré dans les prisons de Nord-Rhénanie-Westphalie : Cologne, Ossendorf, Düsseldorf, Bochum. J'eus par la force des choses contact avec un assez grand nombre de surveillants. Les remarques que je fis à leur

sujet coïncident dans une large mesure avec les rapports faits par des codétenus sur la structure et le comportement social des verts. Il y a des correspondances dignes d'attention entre les biographies — évidemment très fragmentaires — de la base de la hiérarchie carcérale : le geôlier, l'infirmier auxiliaire et les simples gardiens. Presque tous, sans exception, ont exercé des métiers de prolétaires. Presque la moitié des simples surveillants d'Ossendorf est composée d'anciens mineurs, à Düsseldorf le pourcentage d'anciens mineurs devait être un peu moindre, mais c'est sans doute à Bochum qu'il était le plus élevé. Parmi les 50 % restants, on est frappé par le grand nombre d'émigrants de RDA.

Il y a trois générations de surveillants. Ceux de plus de cinquante ans furent victimes de la vague de rationalisation qui commença dans la Ruhr à la fin des années 50 et se poursuivit au début des années 60 dans la région d'Aix-la-Chapelle-Düren. Ils ne remplissaient pas les conditions prescrites dans les plans sociaux pour le nouvel emploi de leur force de travail. Ils ne pouvaient pas se recycler. Certains tentèrent de devenir métallurgistes ou artisans dans de petites boîtes, surtout les menuisiers ou les serruriers. Les entreprises firent faillite, ou bien ils ne suivaient pas les cadences d'Opel Bochum, Demag ou Thyssen. Ils furent à nouveau au chômage. Les agences pour l'emploi les mirent dans les programmes de reclassement de l'Etat, puisqu'il n'y avait rien d'autre à faire. Les réformes administratives des années 60 gonflèrent énormément l'appareil d'Etat. On prit sur le marché du travail les plus âgés parmi ceux capables d'adaptation — nouveaux examens, recyclage, tests. Beaucoup des mineurs restants atterrirent à l'application des peines.

Dans la génération des quadragénaires, on trouve autant d'émigrants de la RDA que d'ouvriers ouest-allemands victimes de la rationalisation. Tandis que le destin des ex-mineurs de l'Ouest de cette génération correspond à celui des quinquagénaires, le processus de recyclage des travailleurs enfuis de RDA est encore plus long. La plupart avaient passé la frontière vers la fin des années 50, début des années 60 ; quand le filet des normes de travail (TAN) eût été resserré, le rythme de travail accéléré et les syndicats transformés en agences pour l'accélération des cadences — comme avant l'insurrection de

1953. A l'Ouest ils retrouvèrent rapidement du travail — à la chaîne. Ils découvrirent avec étonnement que ce qu'ils avaient fui existait depuis longtemps à l'Ouest ; encore un peu plus au point : un surveillant me montra les opérations à effectuer dans son travail, un poste où l'on avait besoin des deux mains, sans doute standardisé sur le modèle MTM. « Aucun Allemand ne veut plus faire ça, me dit-il. C'est plutôt pour les Turcs. Je faisais des coudes. Heureusement j'avais des relations, vous comprenez, les associations de réfugiés. » Ce fut alors le recyclage pour le service de l'Etat ; quand il rata les tests de police, il fut placé dans l'application des peines.

Le troisième groupe est constitué par ceux de trente ans et moins. Un nombre considérable est composé d'anciens employés de bureau renvoyés des plus bas postes. Il n'existe presque plus de recyclage dans des postes équivalents, depuis que les programmeurs ont été également victimes de la rationalisation. On évite comme la peste les cours d'apprentissage d'un métier manuel. Ce sont les conditions favorables pour entrer au service de l'Etat. Ils veulent être peinarde, garder un terrain d'activité limité, et surtout ne subir aucune perte de revenus et de statut. Ils sont moins ambitieux, moins brutaux avec les prisonniers que le second contingent d'hommes du même âge, le plus nombreux, composé d'engagés de la Bundeswehr qui ont atterri dans les prisons au lieu d'être chronométré chez Opel ou commissaire de police parce qu'ils ont raté un examen de sous-officier.

Il existe donc des différences sensibles dans les biographies de ces trois générations. Bien des tendances les rapprochent cependant. Ils économisent généralement pour acheter une maison. Ils jouent souvent un rôle important dans les associations locales : ils sont éleveurs de pigeons primés, bricoleurs organisés, moniteurs dans des clubs sportifs, adhérents de sociétés de chasse et fréquentent les cercles d'habitues des auberges.

Ceux de plus de cinquante ans ont un sens de la réalité sarcastique. Leur temps est passé. Ils ont toujours été brimés. Ils détestent leur existence de géolier. Ils font ce métier comme ils en feraient un autre. Ils sont eux-même trop désabusés pour pouvoir croire à une possibilité de socialisation des prisonniers. Ils laissent le prisonnier tranquille pour avoir la paix. Mais ce qu'ils détestent par-dessus tout, c'est la politique — tout

ce qui est politique est corrompu. Ils ont un grand respect pour les prisonniers qui se sont laissé embarquer dans une lutte (qu'ils jugent sans issue) contre l'Etat policier et qui sont incarcérés pour cela. Pour eux il est hors de question que les terroristes soient des délinquants politiques. En ce qui concerne ces derniers, ils ne veulent pas se salir les mains. Bien sûr il y a aussi quelques sadiques parmi les verts les plus âgés. Mais ce sont la plupart du temps des surveillants qui ont toujours porté l'uniforme depuis l'époque nazie.

Il existe un type de surveillant, dans la tranche d'âge de quarante à cinquante ans, qui s'engage à fond pour les réformes de l'application des peines. Il veut encore donner un sens à son métier, voir des résultats concrets. Il est absolument loyal et cherche à être efficient — il sait qu'il pourrait lui-même se trouver de l'autre côté de la barrière si l'Etat ne l'avait pas sorti d'affaire avant le déclin social définitif. C'est pourquoi il est à la fois extrêmement distant face aux prisonniers mais fait le plus pour « l'humanisation » de leur condition : répartition en petits groupes, discipline par le sport et le travail. division des délinquants en catégories distinctes selon leur traitement. Celui qui marche droit, a un haut rendement dans les ateliers de montage et ne fait aucune action subversive peut arriver à quelque chose : congé, remise de peine. groupes sportifs, comité de prisonniers, application de peine ouverte. Les rebelles et les rouspéteurs n'en sont que plus brutalement isolés dans des bâtiments à part, et aussi, de plus en plus. « calmés à l'aide de médicaments ».

C'est parmi les jeunes que l'on trouve les plus grandes différences. Les employés renvoyés pour cause de rationalisation ont le même comportement que ceux qui ont dépassé la cinquantaine. Les sous-officiers ratés, par contre, forment le noyau dur du régime des prisons ; ils valent le contingent des quadragénaires à une puissance supérieure. Ce sont les ennemis naturels des prisonniers qui ne veulent pas se soumettre. Ils se considèrent compétents dans les relations avec les trouble-fête et les fauteurs de trouble en tout genre. Ils forment la base de recrutement la plus importante pour tous les services spéciaux internes aux prisons. Ils deviennent les surveillants principaux des départements de sécurité. La sûreté d'Etat a besoin d'eux à l'heure actuelle pour organiser une branche

spéciale, dépendant directement d'elle, et qui contrôle les délinquants politiques. Les ex-sous-officiers organisent le système des mouchards à l'intérieur des prisons et neutralisent les groupes de surveillants moins loyaux. Pour eux les prisons ne sont pas une voie de garage mais un tremplin pour une carrière dans la bureaucratie d'Etat.

Prisonniers malades.

Je dois ma survie au fait que j'avais par hasard une qualification médicale et à une vaste campagne en faveur de ma libération. Mais combien de prisonniers sont morts pendant cette campagne : tout aussi incapables de supporter l'incarcération, mais anonymes, sans soutien de l'extérieur, souvent même sans contact avec les plus proches parents ? J'ai constaté à plusieurs reprises avec horreur que ma vie de patient prisonnier était chose courante.

La clinique pénitentiaire pour les maladies internes de Bochum n'a pas bonne réputation. Elle est composée d'un grand bâtiment prison et d'un pavillon avec laboratoire, bains, installations radiographiques, etc., et d'un petit service pour les femmes. Les cours de récréation des femmes et des hommes sont séparées. L'ensemble se trouve sur le territoire de la prison de Krümmede, établissement accueillant les prisonniers condamnés à des peines légères. La clinique de la prison est presque toujours occupée à plein : quatre-vingts hommes et vingt femmes.

D'expérience propre, je ne peux décrire que la vieille aile de quatre étages réservée aux hommes. Au contraire de la clinique chirurgicale pénitentiaire de Düsseldorf, qui est réellement une clinique, même dans le comportement du personnel, ce bâtiment est un vieux pénitencier prussien. Il n'a pas d'ascenseur pour les lits. Les couloirs sont si étroits qu'il est impossible de faire entrer ou sortir les lits des cellules. Les cellules même sont minuscules, à peine 8 m³, et étouffantes. Les portes sont également trop étroites pour le lit. Celui qui connaît les nécessités d'une clinique d'urgence, sait ce que cela signifie. Toute espèce de traitement d'urgence est impossible ; il n'y a pas de pièce équipée pour les soins intensifs, même dans

le pavillon. Les prisonniers ne peuvent passer leur convalescence que dans leur cellule.

Le personnel correspond à l'architecture. Les installations en partie excellentes du pavillon sont pourvues d'assistantes médicales et techniques qualifiées. Les possibilités de diagnostic ne sont donc pas mauvaises et une partie des médecins contractuels venant de l'extérieur sait les utiliser. Pourtant l'assistance médicale nécessaire cesse à la grille du pavillon. Les raisons en sont simples. Les chefs des services externes ne séjournent que peu de temps dans le bâtiment : pour les visites du matin. Le restant du service de jour est fait par deux employés médicaux d'un certain âge, qui sont employés à des écritures au service de l'application des peines : c'est un de ces deux médecins transformés en employés qui a vérifié mon diagnostic le soir du 6 août 1975. Par contre ils ne connaissent rien à la médecine d'urgence qui n'est pratiquée, il est vrai, que depuis quinze ans. L'architecture a donc ici un lien évident avec un certain analphabétisme médical.

De onze heures du matin jusqu'au lendemain matin huit heures, il n'y a pratiquement aucune assistance médicale pendant les jours de semaine ; le week-end il n'y en a pas du tout. La clinique est certes maintenant reliée depuis peu au service général des urgences de Bochum. Mais il faut un certain temps aux médecins pour arriver ; il doit donc y avoir du personnel auxiliaire qui sache à quel moment il faut appeler les médecins. Ce personnel est extrêmement rare à la clinique pénitentiaire de Bochum.

J'ai constaté à plusieurs reprises, directement ou indirectement, ce que tout cela signifie pour les prisonniers malades. Un codétenu, dans la cellule en face, eut un jour une crise cardiaque. Un temps considérable s'écoula avant que l'on renonce à tenter de faire passer par la porte de la cellule l'appareil de secours d'urgence. Finalement on traîna le prisonnier sur la civière et on lui fit descendre trois étages par les escaliers étroits. Il serait mort dans la voiture du médecin.

Un autre compagnon de détention, un étudiant, se perdit en juillet 1976 au chauffage central du quatrième étage. Un triste numéro d'acrobatie. L'employé, dont c'était pourtant le temps normal de service, ne vint qu'un quart d'heure plus tard, bien que les junkies aient immédiatement donné l'alarme.

Il aurait encore été en vie quand on commença à lui porter les premiers secours d'ailleurs totalement insuffisants.

Début 1977, un autre détenu eut un arrêt du cœur au cours d'une crise d'asthme, également pendant les heures de service normal. A nouveau les voisins de cellule et les junkies donnèrent l'alarme. Les hommes chargés de l'entretien se mirent finalement à faire des tentatives de réanimation à la manière ancienne, comme on les faisait pour les noyés, tandis que les employés (enfin arrivés) restaient complètement désarmés. Le détenu doit la vie à un médecin contractuel externe qui était par hasard sur les lieux car c'était l'heure des visites. Je demandai alors par écrit la permission de faire des cours aux junkies sur les méthodes modernes de réanimation. On ne daigna même pas répondre à cette requête.

De façon générale les seuls qui prenaient parti pour les prisonniers malades étaient les junkies et le personnel de service. Pour un salaire journalier de 3 DM, ils supportent le poids de toutes les tâches. Ils s'occupent des malades avec trois religieuses d'un certain âge, changent les draps, nettoient les cellules, font faire tant bien que mal leur rééducation aux malades au département des bains, nourrissent les prisonniers. Ils n'ont aucune formation spéciale. Pourtant ils sont les seuls qui du fait de leur contact étroit avec les prisonniers, sachent interpréter leurs transformations éventuelles. Ils ne sont absolument pas qualifiés mais leur solidarité retenue et rude en fait de bons observateurs. Ils racontèrent l'histoire d'un jeune homme, au teint extrêmement jaune qui était arrivé dans un état comateux. Son comportement était différent de celui des « jaunes », des « drogués », avec leurs hépatites, qui viennent d'habitude. Le médecin de permanence n'avait pas tenu compte de leurs préoccupations : pour lui c'était un jaune comme les autres. Quelques jours après le garçon était transféré dans une clinique extérieure, mais trop tard. L'autopsie révéla qu'il était mort d'une lésion au foie. Nous apprîmes son histoire d'un jeune détenu. Le mort avait été roué de coups dans une prison pour mineurs, parce qu'il avait refusé lors de son admission de se laisser faire une prise de sang ; puis manifestement dans le coma, il avait été transporté à Bochum. Qui porte le deuil de ce mort et de bien d'autres ? Quand l'heure de la vérité sonnera-t-elle enfin pour les responsables ? Certes de

telles erreurs de diagnostic peuvent se produire dans tous les hôpitaux mais dans le cas de Bochum elles semblent faire partie d'un plan. Elles sont dans la mentalité des employés médicaux et des géôliers-infirmiers, qui favorisent tout cela. Des employés médicaux qui disent se trouver devant la poubelle des prisons de Nord-Rhénanie-Westphalie (comme le directeur à mon égard) et qui se plaignent tout haut lors des visites, qu'une canaille de plus a atterri chez eux pendant le week-end, ne peuvent précisément exercer qu'une médecine de poubelle. Ils aiment mieux contrôler que le prisonnier qu'il visite porte le pyjama réglementaire que se soucier de son état. Leurs patients sont des sous-hommes ou encore mieux des simulateurs. Ils ne se conduisent pas envers eux en médecins mais pensent faire partie du service de l'application des peines ; être des éléments particuliers de la punition. A Düsseldorf, il en allait autrement. Le personnel médical était correct. Mais cela lui a valu quelques ennuis avec « sa » justice.

Voilà pour ce qui concerne les aspects dramatiques du fonctionnement de la clinique. Mais qu'en est-il de la routine ? Elle est rendue particulière par le fait que l'administration médicale tient pour une question de prestige d'aligner officiellement son établissement sur le niveau d'une clinique civile moyenne. Le personnel médical de Bochum est bien vu du ministère de la Justice et mal vu des prisonniers parce qu'il fait toujours des certificats permettant l'incarcération. J'ai connu des prisonniers déclarés inaptes dans d'autres cliniques-prisons, par exemple Hohenasperg, envoyés pour une contre-visite à Bochum : ils restèrent internés à Bochum.

C'est ainsi que la vie quotidienne tournait aussi à l'horreur. Un codétenu avait fait une chute grave dans la prison de Wuppertal pendant un accident circulatoire non soigné. Depuis ce jour il souffrait de maux de tête empirant sans cesse, de fortes migraines et de pertes de connaissance. Il n'était plus que l'ombre de lui-même. J'ai rarement vu un homme souffrir autant. Lors de la visite neurologique, accordée après bien des requêtes, apparut un épanchement de sang entre les méninges, pas assez important toutefois pour nécessiter une opération immédiate. Le prisonnier resta incarcéré.

Un autre prisonnier, assisté social, fut arrêté pour escroquerie quelques semaines après une opération de la hanche et

interné à l'hôpital pénitentiaire. Il était totalement immobilisé et avait besoin de traitements qualifiés, impossibles à donner à la clinique de Bochum. Il ne fut pourtant pas relâché. Finalement l'administration eut le dessous dans la petite guerre juridique. Ils ne pardonnèrent pas leur défaite au prisonnier. Ils le dénoncèrent à la Sécurité sociale après sa relaxation (obtenue contre leur gré), en prétendant qu'il avait lui-même causé les complications survenues pendant son incarcération. La liberté reconquise devint pour lui une torture car il risquait d'être privé d'aide sociale au moment où il devait être à nouveau opéré. Seul le hasard permit de déjouer ce plan criminel.

Un autre détenu, un Hollandais, avait été arrêté à la frontière pour trafic de hachisch. Il fut envoyé à la clinique pénitencière de Bochum car il venait d'être opéré d'une tumeur scrotale. Quand l'ambassade de Hollande demanda son transfert en Hollande, pour poursuivre les rayons au centre anticancéreux d'Eindhoven, on le lui refusa et on commença une série de radiations dans une clinique de Bochum sans consulter d'aucune façon la clinique hollandaise. Le résultat fut désastreux, les métastases se développèrent. Quand je sentis finalement une métastase dans la poitrine du prisonnier, j'annonçai que je rendrai le cas public au procès de Cologne. Le prisonnier fut expulsé en grande hâte vers la Hollande.

Traces du passé.

Au printemps 1977 se produisit dans la clinique pénitentiaire de Bochum une rupture de canalisation. Une équipe d'ouvriers arriva pour découvrir l'endroit defectueux et changer la canalisation. Elle fouilla l'hôpital et ses environs pendant des jours. De toute évidence, il n'existait plus de plans de ce corps de bâtiment construit dans la Ruhr il y a à peine un siècle, lors du grand boom de l'industrialisation. Avant d'être emmené pour une comparution devant le tribunal, alors que je me trouvais au vestiaire, je laissai tomber, plutôt pour faire une mauvaise plaisanterie, que si les fouilles continuaient, l'équipe finirait par tomber sur une salle d'exécution et des squelettes de l'époque nazie. Je ne croyais pas si bien dire. Un surveillant demanda spontanément : « Comment savez-vous

donc cela ? » Je devins attentif et entrepris autant que possible des recherches. Le résultat : dans le bâtiment principal de la prison, construction en étoile sans liaison directe en surface avec le complexe hospitalier, se trouvait une grande cave servant de lieu de supplice pendant la période nazie. Elle était sans doute reliée à l'hôpital par un souterrain. Des signes indiquent que pendant cette période, dans le cadre de l'opération Heyde, « des êtres indignes de vivre » furent transférés à Bochum et exterminés sous la direction de médecins. Deux détenus me racontèrent qu'à la fin des années 60, les derniers dossiers de l'époque nazie avaient été détruits dans la cour de la prison de Bochum. L'un d'eux avait directement pris part à l'opération, l'autre l'avait entendue rapportée par des prisonniers qui y avaient participé. Le détenu impliqué directement se souvenait avoir lu une statistique des décès. Tous les prisonniers désignés sur la liste avaient été amenés une semaine auparavant à la clinique pénitentiaire de Bochum et étaient morts d'une « faiblesse cardiaque et circulatoire ». La médecine nazie de Bochum (dont est issu le Commissaire général à la santé, Brandt) avait-elle besoin d'un ministre de la Justice social-démocrate pour oser effacer les dernières traces du passé ?

Survivre en détention isolée.

Je doute de plus en plus que ce soit possible au bout d'un certain temps. Je veux d'abord définir ce qu'il faut entendre par détention isolée : végéter dans une cellule située à l'écart de la vie régulière de la prison, ce qui exclut le délinquant de toute la sous-culture interne à la prison. Sert à cela tout ce que les juges d'instruction énumèrent dans leur règlement de la « détention isolée à régime sévère » : récréation individuelle, cellules voisines vides, exclusion des activités communes, extrême discrimination et restriction du courrier et des visites. S'ajoute à cela la privation de tous les moyens de communication qui pourraient, du moins pendant un certain temps, apporter un certain soulagement, à savoir interdiction d'écouter la radio, de lire des livres ou des journaux. Dans ces conditions les mesures de surveillance renforcées (telles que : surveillance permanente par l'espion, duplex comme méthode d'écoute, fouilles régulières

de la cellule, contrôles et éclairage nocturnes gênant le sommeil, moustiquaires tendues devant les fenêtres grillagées, fouille complète et changement de vêtements avant et après chaque visite) ont des effets dévastateurs. A la privation de contacts et de perception répond le seul contact avec les organes technologiques et personnalisés du pouvoir d'Etat. Un tel traitement détruit un homme à plus ou moins longue échéance. Certes on ne l'a jusqu'ici que rarement poussé jusqu'à sa conséquence ultime en RFA. On assiste plutôt jusqu'à maintenant à un va-et-vient entre les degrés d'intensité d'isolement : de l'isolement réel jusqu'aux conditions de détention habituelles en passant par les formes transitoires. Mais la perfidie réside dans le fait que les autorités politiques chargées des poursuites pénales ont développé une véritable science à partir des connaissances acquises par l'exercice du dosage entre les agressions destructrices et les concessions partielles : la prise de pouvoir sur les corps s'accompagne de certaines concessions dépendant de la « situation des médias du moment. »

Mises à part les visites des avocats (qui se passent maintenant derrière la vitre de séparation et ont été définitivement incorporées au concept de torture), les prisonniers sont dans les trois ou quatre premiers mois totalement isolés. Pendant ce temps la sûreté manipule les prisonniers en jouant sur leurs souvenirs immédiats pour précipiter leur chute. Dans mon cas par exemple la police, dans les premiers jours, lança de fausses annonces de mort, fit passer une amie pour ma fiancée, interdit toute visite à ma vraie fiancée, et utilisa mes parents, lors de leur première visite, comme instruments d'une tentative d'interrogatoire indirect.

La détention isolée a la fonction claire de priver de leur identité les délinquants condamnés d'avance, d'épuiser leur cerveau, de transformer leurs corps en particules de la toute-puissance de l'Etat.

Alors seulement commencent les interrogatoires systématiques. Cela s'est passé ainsi dans mon cas et, d'après ce que j'entends dire, la sûreté procède ainsi avec la plupart des prisonniers dépendant d'elle et soupçonnés d'appartenir à une association criminelle.

De toute évidence elle procède tout autrement avec *des agents présumptifs* contre qui elle met en œuvre tous les éléments

dont elle dispose immédiatement après l'arrestation. Le parquet part probablement (presque certainement) de psychogrammes de coupables et adapte ses conditions de détention et ses méthodes d'interrogatoire à des critères (supposés optimaux) de destruction de l'identité. Le succès est parfois si éclatant que des traîtres qui n'ont absolument rien à trahir passent du côté des autorités chargées des enquêtes. Les témoins principaux, que nous avons vus dans le passé, étaient mis au pied du mur par leurs conditions de détention. Les chasseurs ont été dépassés par leurs victimes ; ils doivent à la mise au pas des médias de ne pas avoir eux-mêmes échoué.

Depuis qu'ont été connues les expériences d'anéantissement faites sur Ulrike Meinhof, les martyres silencieux ne peuvent plus être poursuivis jusque dans la morgue. La sûreté — même si elle y répugne — doit réouvrir certains pores : visites, courrier, livres, occupations intellectuelles. Elle profite sans doute de toutes les occasions pour mettre fin à cette pause. Celui qui a surmonté la première phase d'isolement apprend à manipuler si bien les pores que la sûreté étouffe de sa propre soif d'information.

Telle était la situation jusqu'en été 1977. L'arme de l'isolement avait été vidée de substance dans la plupart des cas. Des campagnes en faveur de certains prisonniers (après l'effondrement des Secours rouges traditionnels et la crise des comités contre la torture) furent extraordinairement efficaces. Les prisonniers n'étaient maintenant plus considérés comme des combattants héroïques mais comme des hommes réels, avec leurs forces, leurs faiblesses et leurs contradictions. Il devint possible de faire parler les faits. Les slogans et les mots d'ordre qui déformaient l'exacte réalité de l'incarcération avec toute son ambiguïté, ses brèches et ses gradations, devinrent superflus. On s'attacha à redresser les informations qui se révélaient fausses et à arracher aux médias ce peu de vérité sans lequel toute leur démagogie s'effondre.

Mais les petites ouvertures qui ont miné la détention isolée ont-ils valu les énormes efforts qui ont été nécessaires ? J'en suis absolument convaincu. Toute la force de la révolte dépend de cette question : peut-elle imposer une alternative à l'isolement pour les prisonniers qui ne soit pas contrôlée par l'Etat. Sans campagne de soutien, Roland Otto et moi n'aurions pas

été en mesure de nous préparer au procès avec le calme et la précision nécessaires à une défense efficace. Je n'aurais en tout cas pas été en mesure de contrôler les conséquences de l'isolement. Les prisonniers qui ont été réellement isolés jusqu'à leur procès ne peuvent plus se défendre que par des concepts abstraits et des explications globales. Ils ne parviennent plus à une détermination politique concrète de la stratégie du procès, qui n'est jamais généralisable. L'isolement est donc une méthode de torture perfide parce que, soit elle détruit en silence, sans effets dramatiques et sans traces extérieures, soit elle réduit l'énergie de survie du prisonnier à des déclarations anti-impérialistes globales dans lesquelles le sujet qui meurt ne se reflète plus avec sa réalité sociale concrète. Mais c'est précisément à cela que tend l'isolement (officiellement depuis Buback) : soit la soumission totale du traître, soit l'adaptation violente et bestiale du prisonnier isolé à la caricature qu'il présente lui-même en public du terroriste abstrait, fou furieux. Puissent les hommes de gauche, puissions-nous, nous tous, qui nous sommes tant distancés des procès de Stammheim et de Düsseldorf dans les années passées, reconnaître que par notre attitude, nous avons légitimé après coup les formes, aujourd'hui présentables, du martyr. Buback n'expliquait-il pas, peu avant sa mort, que le but de la désolidarisation justifiait de toute façon les moyens employés ?

Karl Heinz ROTH.

(Traduit de l'allemand par Evelyne Clavier.)

Peter Schneider

ET CE SABLE AUX CHAUSSURES DE BAADER...

Meurtre ou suicide à Stammheim ? Cette question semble devenir la question-clef des relations envers l'Etat. Comme nul ne peut savoir exactement ce qui s'est passé en s'en tenant aux faits connus jusqu'à aujourd'hui — et j'écris ceci en janvier 1978 —, la discussion se termine invariablement par : « Vous ne croyez pourtant pas que Helmut Schmidt ou Filbinger ?... » « Peux-tu t'imaginer que Baader... »

Comme si, d'après la réponse à Stammheim, on pouvait distinguer qui est un ami de la Constitution et qui ne l'est pas ! Si Stammheim a, jusqu'à ces jours, démontré une chose, c'est bien la toute-puissance des mythes politiques.

L'opinion politique en R.F.A. s'en est tenue dès le premier jour au principe selon lequel ce qui n'est pas autorisé ne peut exister. Un représentant de l'ambassade allemande en Italie a défini cette attitude de manière exemplaire. A peine étais-je à Rome depuis quelques jours qu'il m'aborda, s'adressant à moi comme à un patriote : les semaines et les mois à venir allaient être pénibles pour moi, car, après l'émotion presque hystérique suscitée par la fuite de Kappler, la patience de tous les Allemands devait être mise à rude épreuve, même si, en Italie, la presse bourgeoise faisait toujours suivre les mots « suicide à Stammheim » d'un point d'interrogation. Je lui rétorquai que je ne pouvais rien voir de mal à cela puisque moi-même

je me posais trop de questions. Et lorsque je lui en posai aussitôt quelques-unes, il ne sut aucunement me répondre. Néanmoins il était absolument sûr de son affaire et m'expliqua également pourquoi : « Je ne pourrais jamais servir un Etat qui fait tout simplement assassiner ses opposants en prison — aussi dangereux soient-ils ! » Je faillis lui demander si lui, à l'époque où tant d'Allemands avaient eu ce comportement, il exerçait déjà sa profession. En tout cas, cette phrase me paraissait bien illustrer une attitude qui avait permis à une bonne moitié de la nation d'étouffer dès le début le moindre doute sur la version officielle des événements de Stammheim.

Il n'a pas suffi que le ministre Maihofer, quelques heures seulement après les événements, ait fermement exclu toute « intervention étrangère », comme s'il avait déjà pratiqué en personne une autopsie des corps. Il a encore fallu que la presse de la R.F.A. fasse paraître immédiatement dans ses colonnes la version du Gouvernement sans guillemets. « Pistolets et corde : les chefs des terroristes ont mis fin à leurs jours. » C'est ce qu'annonça le 19-10-1977 la *Bildzeitung* de Springer, publiant pour la première fois quelques jolies photos des détenus de Stammheim : une Gudrun Ensslin rayonnante de joie et un Baader doux et séduisant ; le tout accompagné de cette légende : « Et même en prison, les deux continuèrent à s'aimer. » Les journaux de Springer avaient procédé de la même façon avec les autres morts de la R.A.F.¹ : de leur vivant étaient exclusivement publiées des portraits de sous-hommes, des caricatures produites de force par la police. Et puis un jour, brusquement, ces sous-hommes prenaient un air franchement sympathique : c'était le jour où ils étaient morts. Sinon, aucun grand journal de la presse quotidienne n'a douté un seul instant de la version du suicide. Le fait que des pistolets, des explosifs et des transistors aient pu être introduits clandestinement par des avocats dans la prison « la plus gardée » du monde, puis enfouis, scellés dans le plâtre, le tout cloué et recouvert de peinture, bref cette chose parfaitement invraisemblable a été présentée comme la seule concevable. Puisque, à ce moment-là, ni la cause et l'heure de la mort, ni l'origine

1. *Rote Armee Fraktion* : Fraction armée rouge.

des armes n'étaient connues, on remplaça la présentation des événements de Stammheim par leur interprétation. Dès le 19-10-1977, Maihofer démontra à la nation, au cours d'une émission télévisée, comment un ministre peut combler son manque d'information en s'identifiant à l'adversaire : « On peut pousser la perfidie jusqu'à faire de son suicide une exécution. » Une phrase incroyable !

Ce qui vient tout de suite à l'esprit d'un ministre allemand à la mort de trois détenus est qu'ils ont pu aller chercher une idée aussi perfide ; leur seul motif, lorsqu'ils ont pris la décision de se donner la mort, étant bien entendu celui de faire une crasse au ministre. Au moment même de mourir, ils se frottaient sûrement les mains avec un malin plaisir — et aucune trace d'incrédulité, aucun sentiment de honte dans la presse.

Le 19-10-1977, l'état-major déclara qu'il avait pris connaissance des événements de Stammheim « avec stupeur », et il continua en ces termes : « Ils démontrent clairement que les membres d'une organisation terroriste ont été jusqu'à choisir l'auto-destruction comme moyen d'intensifier leur lutte fanatique et meurtrière contre notre Etat et l'ordre qu'il représente. » (Documents du Gouvernement fédéral relatifs à l'enlèvement de Hanns Martin Schleyer, Munich 1977, p. 316). Ce n'était donc pas l'éventualité du suicide de trois hommes — pouvait-on seulement les qualifier d'hommes ? Hans Peter Sommer dans la *Süddeutsche Zeitung* les qualifia une fois de monstres — qui les frappait de stupeur, mais la découverte d'une nouvelle arme particulièrement sournoise : le suicide collectif. Cette prise de position officielle sur les événements de Stammheim avait tracé la voie à toutes les prises de position « spontanées » qui, à leur tour, suscitèrent en partie la frayeur du côté des autorités. Oui, c'était bien cela, c'était leur joie que les passagers à l'aéroport de Francfort avaient non pas réprimée mais laissé éclater dans des applaudissements nourris lorsqu'on apprit la nouvelle de la mort des détenus de Stammheim. Et la proposition qu'avancèrent certains citoyens de Stuttgart de faire jeter les morts dans les égouts plutôt que de les enterrer au Waldfriedhof² pouvait-elle alors étonner

2. Cimetière de Stuttgart.

Maihofer ? Dans ce climat, Rommel, le maire de Stuttgart, avait l'air de tomber complètement à côté lorsqu'il fut le seul à rappeler « qu'il s'agissait finalement de meurtriers dont la condamnation n'était pas encore exécutoire » et qu'il ne devait pas y avoir de « haine par-delà la mort ». Pour avoir eu ce courage — et il en fallait effectivement pour revendiquer les droits de l'homme pour des morts —, le voici maintenant décoré de la médaille Theodor-Heuss. Mais qu'est-il advenu de cette couturière de Stuttgart que ses patrons mirent à la porte sans crier gare parce que, le jour même de la mort des détenus de Stammheim, elle avait contesté la version du suicide pendant que ses collègues fêtaient joyeusement l'événement ?

Le moindre doute concernant la version du suicide fut étouffé de manière si impitoyable qu'on en arriva à un renversement grotesque de la situation. Croyait-on pouvoir apporter des réponses ? On avouait alors officiellement que des questions étaient restées jusqu'alors en suspens. Croyait-on être en mesure d'effacer un doute ? On apprenait alors que des doutes subsistaient toujours.

C'est seulement lorsque la version du suicide fut solidement implantée dans l'opinion publique que l'on sut, par exemple, que l'explication donnée originellement pour l'absence d'empreintes sur les pistolets de Stammheim n'était guère plausible : sur le pistolet de Raspe, il n'y avait en fait aucune trace de sang, ce ne pouvait donc être son sang qui avait « effacé » toutes les traces (et en même temps tous les doutes). Mais cette déclaration de l'officier de police judiciaire Textor à la commission d'enquête de Stuttgart était-elle seulement digne de figurer en manchette de n'importe quel quotidien ? Seule la *Frankfurter Rundschau* la reproduisit, en troisième page. Est-ce qu'un journal, en dehors du *Frankfurter Informationsdienst für unterdrückte Nachrichten*³ a seulement rapporté la question de la mère de Baader, à savoir comment l'arme de Baader pouvait-elle se trouver dans sa main droite alors qu'il était gaucher ? (I.D. 5-11-1977). A quoi bon aussi ? La

3. Service d'information de Francfort contre la censure.

famille est, de toute façon, partielle et pourrait faire maintes affirmations sous l'effet de la colère ou de la douleur. Mais lorsque Mme Wackernagel accusa dans sa douleur Volker Schlöndorff — accusation qu'elle a entre-temps retirée —, comme par hasard, toutes les réserves envers la partialité de la famille s'évanouirent, et ce reproche parut dans les nouvelles du soir par les deux sources d'information.

C'est seulement en ces jours où les doutes et les questions, en Allemagne du moins, n'ont plus aucun pouvoir destructeur en matière de politique qu'on voit, publiée dans la *Zeit*, une série d'articles dans lesquels figure, pour la première fois, à côté des réponses, la liste presque exhaustive des questions restées en suspens.

En Italie, cette confiance aveugle dans la version gouvernementale n'a fait que renforcer la méfiance contre les Allemands, méfiance qui fut nourrie moins par la fuite de Kappler que par la révoltante complicité qui se fit jour en cette occasion. Ce fut justement la manière impitoyable avec laquelle on voulut à tout prix étouffer les soupçons sur la version officielle qui engendra de nouvelles questions. Comme les raisons d'être sceptique, qu'elles fussent justifiées ou absurdes, n'apparaissaient même pas dans la presse étrangère, elles ne pouvaient bien sûr pas davantage être réfutées. Combien de fois me suis-je trouvé en Italie confronté à des faits et des présuppositions auxquels je ne trouvais rien à répondre simplement parce que la presse allemande n'en avait pas fait mention. Il n'a pas suffi que la quasi totalité des interviews avec la famille et les avocats des morts de Stammheim ait paru exclusivement dans la presse étrangère. Pas un seul journal n'a jugé nécessaire, ne serait-ce que pour les démentir, d'analyser de plus près les rumeurs à propos du sable aux chaussures de Baader. Selon ces rumeurs, Baader aurait été emmené à Mogadiscio où il aurait prononcé ces paroles par lesquelles les ravisseurs auraient eu alors la conviction que leurs exigences étaient effectivement satisfaites. Puis il aurait été assassiné et ramené secrètement dans sa cellule, mais on oublia seulement de faire disparaître ce « sable du désert » accusateur que l'on retrouva plus tard à ses chaussures. Cette version à laquelle

s'accroche encore opiniâtement une partie de la presse étrangère aurait été facile à réfuter. Mais naturellement, pour la réfuter, il aurait fallu d'abord la mentionner. Par là-même, cette âme bien allemande aurait été accusée de monstruosité pour avoir ne serait-ce qu'envisagé la possibilité d'une telle chose. « Pure mauvaise foi », « goût du morbide », « parfaitement absurde » : la plupart des Allemands entendaient une voix intérieure contredire toute version du meurtre bien avant d'entendre la voix de Maihofer. Face à *cette* version, j'entendis moi aussi la même voix intérieure. Seulement qui ou qu'est-ce qui s'exprime par cette voix intérieure ? Est-ce une meilleure connaissance des choses ou bien cette vieille confiance vis-à-vis des autorités qui abandonne à la raison d'Etat le soin de choisir entre des questions dites « raisonnables » et d'autres dites « absurdes » ? Face à l'explosion de sentiments anti-allemands à l'étranger, la raison d'Etat interdit bien sûr *tous* les doutes, les plus fondés comme les plus légers. Mais depuis quand la tâche des journalistes et des intellectuels consistait-elle à laisser la raison d'Etat leur souffler leurs propres questions ?

Là où quelque chose d'aussi fondamental est en jeu, on ne doit pas se laisser arrêter par des questions, pas même celle de savoir s'il existe seulement un exemple de suicide où un être humain s'enfonce un couteau dans la poitrine par quatre fois. Le premier coup de couteau ne doit-il pas déjà faire si mal que le bras refuse de se plier à l'esprit et se raidit au moment d'enfoncer le deuxième ? Mais une telle question suppose que l'on soit prêt à s'identifier, ne serait-ce qu'un seul instant, aux « terroristes », à les croire capables de sensations aussi normales que la peur ou la douleur, que l'on soit prêt à juger possible qu'ils soient des hommes.

Le journaliste de la *FAZ*⁴ que je cite ici reconnaîtra probablement dans ces lignes, au cas où il les lirait, la tentative de prouver autre chose de beaucoup plus grave : l'abrutissement de l'opinion publique allemande par la tentative d'étouffer tous les doutes sur la version du suicide. Non content d'avoir

4. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

dénié aux prisonniers de la R.A.F. tout sentiment politique donc humain, on en a fait corporellement des monstres, qui, tels de véritables machines, disposaient de leurs réflexes de survie.

J'affirme que la version du suicide a été élevée au rang d'une question de confiance envers l'Etat et la Constitution. Et ce test de leur fidélité à un ordre fondamental qu'on ne sait plus comment qualifier, les Allemands l'ont réussi brillamment, presque tous unanimes. En se défendant contre l'« aberrante » version du meurtre, il a été prouvé une fois encore que les Allemands ne découvrent les valeurs auxquelles ils croient qu'au moment seulement où il s'agit de se démarquer par rapport à un ennemi. « L'importance même du danger peut être une chance. Nous sentons que notre peuple serre les coudes », déclara le ministre de la Justice Vogel, trois semaines avant Stammheim (*Tagesspiegel*, 29-10-1977). Nous sentions à peine que dans cette « union sacrée » il y avait peu de place pour les voix contestataires, car, en réalité, les preuves importaient aussi peu que les arguments de ceux qui doutaient. Il aurait seulement fallu un minimum d'attention pour trouver que, de ceux qui citaient correctement « suicide à Stammheim » entre guillemets, quasiment aucun ne soupçonnait le gouvernement fédéral ou régional d'avoir conçu un meurtre. Caractéristique de cette profession de foi qu'était la version du suicide est justement le fait que, du côté de ses défenseurs, toute idée autre que la leur était immédiatement perçue comme une tentative de présenter l'Etat tout entier comme meurtrier et fasciste.

Des prisonniers n'étaient-ils, par hasard, jamais morts de mort non naturelle dans des prisons allemandes, même après 1945 ? N'avait-on point entendu parler, il y a seulement un an, d'opérations de la C.I.A. qui, même aux yeux d'un paranoïaque, semblaient pure folie jusqu'à ce que Colby, l'ancien chef de la C.I.A. les confirmât : du poison dans un dentifrice pour Lumumba, des combinaisons de plongée et des cigares empoisonnés pour Castro ? (à ce sujet, revoir le *Spiegel* du 23-1-1978, p. 106-107). D'où vient cette confiance malsaine en la R.F.A. ? C'est justement parce que l'idée d'une « intervention étrangère » à propos des décès dans une prison allemande n'était pas seulement envisageable mais rappelait à la

mémoire une *praxis* effroyable qu'on l'a refoulée d'emblée en la qualifiant d'absurde et d'inimaginable. Par la même occasion, on apporta aux collaborateurs libres de la C.I.A. et d'autres organisations locales la même confiance débordante qu'à tous les fonctionnaires des services fédéraux, régionaux et pénitentiaires.

S'imaginer un Baader capable de diriger l'enlèvement de Schleyer et un détournement d'avion depuis la prison la mieux gardée, et, de surcroît, penser que, mort, il puisse ébranler les fondements de l'Etat, tout cela aboutit naturellement à un mythe. Or les événements actuels ne viennent que très peu alimenter les mythes politiques. On trouve dans ces derniers un mélange de peurs et d'attentes refoulées qui n'osent pas se manifester si ce n'est précisément sous forme de mythe. Dans la réponse à « la plus grande provocation que la R.F.A. ait jamais connue depuis sa naissance », il s'agit de bien autre chose que de simplement assumer le passé. La *FAZ*, particulièrement sensible à toutes les grandes provocations de notre temps, a déjà abordé ces thèmes : il s'agit du thème « fascisme » et du thème « violence ». Le simple fait que depuis des années on n'a jamais autant parlé et écrit à propos de terreur démontre bien qu'une bonne moitié de la nation se sent obligée de se justifier sur le plan politique et moral. Plus inquiétant encore que cette terreur est le fait que, depuis des années, les citoyens allemands trouvent leur identité idéologique en se situant par rapport à quelques cinquante ou si l'on veut cinq cents desperados. Accepter la provocation, cela aurait signifié qu'on acceptât de se poser deux questions. Premièrement : dans quelles conditions peut-on justifier la violence d'une révolte allant jusqu'au meurtre politique ? Deuxièmement : avons-nous, en Allemagne fédérale, les conditions qui permettent de justifier la violence d'une révolte allant jusqu'au meurtre politique ? Loin de se soumettre à l'effort politique et moral qu'aurait nécessité la réponse à ces questions, on a employé ses efforts à d'autres fins.

Une lettre envoyée par le conseiller culturel Apel, à la fin de l'année dernière, signifie officiellement à tous les enseignants de Hambourg qu'il serait souhaitable, à l'avenir, d'observer,

dans les cours d'histoire, un certain silence sur le passé immédiat de l'Allemagne : « L'exploration de points obscurs dans le passé — politique — des victimes du terrorisme est humainement de mauvais goût mais politiquement une erreur. » Il n'est point difficile de deviner ce à quoi cet appel faisait allusion, fin 1977, et ce que les enseignants comprirent sans doute immédiatement, ayant appris entre-temps que pour des questions de goût l'on pouvait non seulement se quereller mais encore être mis à la porte : dorénavant, il était, par exemple, humainement déplacé et politiquement erroné de mentionner en classe le livre de Bernt Engelmann, qui relate comment le stagiaire Hanns Martin Schleyer, en 1938, dissipait tous les doutes quant à sa fidélité envers l'Etat : « En tant que national-socialiste et chef SS convaincu, je suis en droit de prétendre qu'aucune raison extérieure ne me retient ici (à la présidence du comité central de l'industrie en Bohême et Moravie). Le président du comité central de l'industrie en Bohême et Moravie, ainsi que le chef du département responsable de l'économie de guerre, m'ont invité à collaborer avec eux dans le cadre d'une économie de protectorat et à me soumettre à des travaux consacrés à l'économie de guerre. Cette aptitude que nous avons acquises dans les jeunes années de notre combat, et qui nous fait aller au-devant des tâches sans attendre d'être sollicités, cet engagement constant en faveur du mouvement, même après la prise du pouvoir, nous a mis, plus tôt que de coutume, en face de nos responsabilités. Cette tâche, je crois l'avoir découverte ici, dans le cadre du protectorat. Heil Hitler ! Dr H.M. Schleyer » (lettre au ministre de l'Intérieur du Reich et de Prusse, citée d'après Bernt Engelmann, *Grosses Bundesverdienstkreuz*, Hambourg, 1976, p. 62).

Le conseiller culturel de Hambourg croit-il vraiment pouvoir dicter aux élèves et aux professeurs hambourgeois une attitude envers le terrorisme, en exigeant le silence sur de tels points obscurs ? Peut-on condamner le meurtre de Schleyer seulement si l'on retouche sa biographie ? Un élève auquel on aura demandé d'avoir cette attitude ne se mettra-t-il point à douter dès qu'il entendra parler de ces points qu'on lui a cachés ? Comment un professeur doit-il justifier des critères politiques et moraux qui qualifient même le meurtre d'un ancien chef SS d'action insensée, lorsqu'on lui interdit de

mentionner le fait que Schleyer était un national-socialiste actif ? Doit-il alors, dans cette perspective, prendre effectivement pour exemple le président de R.F.A. qui fit tout simplement commencer la biographie de Schleyer en 1951 : « Le jeune juriste voulait d'abord être avocat, puis il fut attiré par l'industrie. Il entra, en 1951, dans le trust automobile de la firme Daimler Benz à Stuttgart... (*Tagesspiegel*, 26-10-1977). On doit bien regarder en face deux questions : comment a-t-on pu en arriver à ce qu'un ancien chef SS devienne l'homme le plus puissant de la libre économie de marché et comment était-il possible que, trente-deux ans après la fin de la guerre, il ait été kidnappé et assassiné par un commando de tueurs « antifascistes », avec un mépris de la personne humaine qui, jusque dans la langue — « nous avons mis fin à son existence pitoyable et corrompue » —, rappelle un avis d'exécution SS ? Si l'on ne se pose pas ces deux questions, c'est alors que les attitudes politiques deviennent effectivement une question de « goût ». Si je considère, en vérité, que dans la documentation Geissler, tout signe révélant que le passé n'a pas été dominé a été avidement saisi et dénoncé comme tentative pour excuser le terrorisme (lequel ?), alors la loi du silence de Hambourg paraît presque correcte. C'est sans contre-argumentation, et seulement entre guillemets, que le secrétaire général de la CDU⁵ a classé cette phrase approximative de Heinrich Böll dans la rubrique « Excuse et sympathie » : « La justice laisse courir en toute liberté deux mille nazis ayant de graves crimes sur la conscience, mais on fait tout un tapage autour de Fritz Teufel, selon moi un anarchiste charmant. » On ne dit point si Böll s'est peut-être mépris au sujet des deux mille nazis. Geissler peut se permettre de citer Böll intégralement, étant sûr qu'on sautera de toute façon le premier membre de phrase, comme si on l'avait effacé avec du Tippex. Qui donc se soucie de savoir si deux mille nazis avec de lourds crimes sur la conscience se promènent en toute liberté ? Cela ne vaut même pas la peine de chercher une contre-argumentation ! Mais qu'Heinrich Böll, en 1972, tienne Fritz Teufel qui,

5. *Christlich-demokratische Union* : Union démocratique et chrétienne.

à l'époque, n'était pas accusé de l'enlèvement de Lorenz, pour un aimable anarchiste, cela, on en entend parler, on le lit, et on fait de lui un sympathisant.

Qu'on abrège les citations d'antifascistes, qu'on les arrache de leur contexte, qu'on les « arrange » de façon tendancieuse, là n'est pas le problème. Il est plus grave que l'on puisse maintenant les citer de nouveau intégralement pour les rendre suspectes. La documentation de la CDU cite avec la même monstrueuse intégralité une phrase de 1972 de Helmut Gollwitzer sur la question de la violence : « La responsabilité intellectuelle dans les attentats à la bombe incombe à ceux qui, depuis des années, justifient la pluie de bombes meurtrières qui s'abat sur le peuple vietnamien. » Helmut Gollwitzer a-t-il dit, par hasard, que, par là-même, les attentats à la bombe de la R.A.F. étaient justifiés ? Il s'en est pris au fait que des politiciens allemands justifient les bombardements au Viêt-nam. N'ont-ils pas existé, ces bombardements ? Qu'importe ! Celui qui, recherchant les origines historiques et politiques de l'explosion de violence en Allemagne fédérale, ne se contente pas du mythe des « infâmes meurtriers » qui n'agissent que poussés par des motifs « bas » et en aucun cas politiques, mais dont les motifs politiques sont pourtant considérés devant le tribunal comme circonstances aggravantes, celui-là justifie la terreur employée par la R.A.F.

En fait, il manque seulement au tableau la proposition en vertu de laquelle on inscrirait les auteurs de l'attentat du 20 juillet sur la liste des sympathisants.

Au lieu de démontrer qu'à l'Allemagne fédérale ne se laisse appliquer aucune idée du fascisme, ancienne ou nouvelle, la tendance actuelle est de banaliser et de faire oublier le fascisme historique. Au lieu de prouver qu'un meurtre politique, dans les conditions historiques de l'Allemagne fédérale, est politiquement dépourvu de sens et moralement condamnable, on essaie de faire passer pour criminelle la contre-violence en général et dans toutes les circonstances.

L'opinion publique de gauche s'est aussi dérobée aux questions politiques et morales qui se posèrent durant les semaines

entre l'enlèvement de Schleyer et Stammheim. Face au mythe des terroristes devenus des monstres surhumains, une bonne partie de la gauche a tout simplement réagi par un mythe opposé : on en a fait des héros surhumains, les seuls antifascistes conséquents qui ne pouvaient qu'être assassinés dans un Etat fasciste.

« Il est déplacé, en ce moment, de vouloir à tout prix prouver la justesse de la thèse du meurtre » déclarèrent les avocats Otto Schily et Hans Heinz Heldmann, le 19 octobre, au cours d'une conférence de presse. « Il s'agit bien davantage de formuler des questions, de rassembler des documents et de briser, dans sa totalité, le monopole de l'information détenu par les autorités, la réponse à toutes les questions est, actuellement, tout simplement prématurée, elle deviendrait alors invraisemblable. » (ID n° 201, 29-10-1977.)

Une partie de la gauche ouest-allemande et une plus grande partie encore de la gauche à l'étranger ne se sont pas tenues à ce conseil. Résolument aveugles à tous les détails, beaucoup d'entre eux ont adhéré, dès le premier jour, à la thèse du meurtre. « Baader, Ennslin et Raspe assassinés en prison » écrivit *Lotta Continua* le 19-10-1977. « Andreas Baader a été assassiné par le gouvernement nazi allemand » proclamèrent le même jour des manifestants à Rome. « Pendez Schmidt, à mort Schmidt ! » entendait-on à Athènes. A Paris, on occupa les salles de rédaction du journal *Libération* parce que le journal ne soutenait pas assez fermement la thèse du meurtre. Devant le tribunal, Klaus Croissant parla aussitôt de « Bonn, gouvernement de meurtriers », et força ainsi le juge français à lui faire la même objection que Schily, collègue juriste de Croissant, devait formuler contre Maihofer : « Vous avancez des affirmations sur des choses que nous ne connaissons pas et que vous-même, vous ne connaissez vraisemblablement pas non plus. » (*Frankfurter Rundschau*, 26-10-1977.)

Je me suis renseigné auprès des défenseurs de la thèse du meurtre pour savoir d'où ils tenaient leur certitude. Et, invariablement, j'ai reçu les deux réponses suivantes : 1. Impossible que, dans une prison construite et gardée par des Allemands, on ait pu introduire clandestinement des pistolets. 2. Impossible que des révolutionnaires comme Baader, Ennslin, Raspe,

Möller se soient suicidés, quand bien même ils auraient eu des armes.

Si j'expliquais alors en détails pourquoi je ne pouvais pas exclure la thèse du suicide — et, bien sûr, je m'appuyais pour ce faire sur les comptes rendus de journaux bourgeois —, je m'étais déjà, par ce simple fait, démasqué. On avait évidemment acheté les experts, même les experts internationaux, on avait naturellement falsifié les rapports des fonctionnaires de la police judiciaire fédérale sur les entretiens avec Ennslin et Baader, Rebmann *devait* évidemment prétendre aux yeux de l'opinion publique que les avocats avaient introduit secrètement des pistolets, et, en outre : il y avait toujours ce sable aux chaussures de Baader ! On obtint ainsi l'image d'un rouage sans faille et fonctionnant à merveille, dans lequel il n'y avait aucune place pour les hasards, les contradictions, les pannes, bref un système où tout le monde peut en tout temps appeler tout le monde, extorquer un mensonge, persuader d'accomplir un meurtre ; l'image d'un Etat qui correspond exactement à celle que se fait le service de contre-espionnage de la gauche. L'image d'une bande de terroristes parfaitement organisée.

Devant une telle image, le moindre doute émis sur la thèse du meurtre, la moindre tentative de prendre en considération les « prétendus » faits et les rapports « officiels » sont interprétés comme une trahison intellectuelle. Parfois, j'avais effectivement l'impression que le fait de ne pas se pencher sur les détails dans cette affaire était considéré comme une vertu révolutionnaire, car les coups portés à la version du meurtre ébranleraient aussitôt toute une vision du monde.

Mais quelle est-elle, cette vision du monde qui s'ébranlerait ainsi ? L'attitude qui consiste à se fixer sur la thèse du meurtre et à ne pas fournir du tout de preuve suppose que l'on considère qu'un suicide est quelque chose d'anodin. Mais lorsque quatre prisonniers, au bout de six semaines d'isolement, même entre eux, et après les années d'isolement antérieures, choisissent le suicide et ne laissent justement pas apparaître leur mort comme un « acte librement décidé » mais décidé par d'autres, est-ce là peut-être un fait moins grave ? Cette idée d'une troupe de tueurs, des menées des services secrets, a-t-elle une force politique plus destructrice ? Ou bien est-ce que l'on

ne veut pas ébranler cette idée pour disposer d'une étiquette toute faite propre à qualifier la République fédérale d'Allemagne et son gouvernement : l'Allemagne, un Etat criminel, un gouvernement de meurtriers ?

Peter SCHNEIDER.

(Traduit par Annie Golden et Christine Bazetou.)

Gil Ben Aych

UN COMMANDO ARME ENLEVE LE PATRON
DES MOTS INDUSTRIELS
L'ATTAQUE EN PLEIN LANGAGE A TUE
QUATRE MOTS ET BLESSE DEUX EXPRESSIONS

Le président de la Fédération des industries du mot et de la Fédération du langage, Jean Parletpourcause, a été enlevé hier lundi par un groupe de mots en plein centre de la langue. Quatre verbes, dont deux à l'impératif, ont été tués dans la brève conjugaison-fusillade qui a précédé l'enlèvement du président. Dans la confusion qui a suivi le coup de main, on avait cru quelque temps que Jean Parletpourcause, blessé, avait été décliné. Mais, en fin de texte, le chancelier Ellemot de Passe confirmait à la télévision que le « mot des mots » d'outre-texte était actuellement entre les lèvres du commando.

Cet enlèvement intervient cinq lignes après le meurtre du Procutexte fédéral, Rose Aleaude, et six paragraphes après celui du président de la Scriptor Bank, Edouard Paraphrase, par des groupes texto-moristes.

Dix-sept heures trente. A Langue, c'est le discours de pointe qui commence. Les adjectifs et noms communs du grand langage industriel universel rentrent chez eux. Et aussi le « mot des mots » du verbe, Jean Parletpourcause, père de quatre métaphores qui, dans une locution noire, se dirige vers la fin d'un chapitre du livre résidentiel de La Muette. Deux autres locutions de la censure encadrent le véhicule.

Jean Parletpourcause, comme toutes les personnalités de la

parole, du texte, de l'écrit, du discours, est un mot très menacé, et très protégé. En vain.

D'une parenthèse inattendue garée en fin de phrase, partent plusieurs rafales de nuances. Quatre sens sont tués sur le coup : deux verbes à l'impératif, une épithète de l'escorte et le prénom de Parletpourcause. Ce dernier, semble-t-il, est blessé. Tout alors se lit très vite et les arguments parviennent à détourner le sens de la phrase en embarquant Parletpourcause dans une Nuance. Cette dernière sera suivie sur quelques phrases d'un gros volume, puis réussira à semer ses poursuivants. Le numéro de la page est relevé mais la parenthèse avait sans doute été surajoutée.

Selon les verbes à l'impératif qui ont réussi à filer la parenthèse, l'attentat a été perpétré par cinq jeunes mots nouveaux.

90^e page : Rose Aleaude, âgé de sept siècles, Procutexte fédéral, abattu en pleine page dans un roman.

253^e page : Edouard Paraphrase, cinquante-trois siècles, président de la Scriptor Bank, le second groupe langagier universel, assassiné dans une nouvelle.

408^e page : attentat contre Parletpourcause.

Trois attentats. Trois personnalités de premier plan en sont les victimes. Trois mots aux positions sociales et idéologiques comparables. Trois symboles de la métrique et du verbe universels. Trois scénarios identiques : une parenthèse — quelques mots nouveaux, une audace insensée. Une rapidité de ponctuation remarquable.

Des mots fessionnels ou des despéramots ? Les deux, en fait. Et derrière ces coups de nuances, l'ombre d'une poignée de mots détenus à la prison du Vocabulaire connu sous le nom de « bande à Tendresse » ou « Locution armée douce ».

Curieusement, pourtant, l'attentat contre le « mot des mots » est intervenu alors qu'Amateur Tendresse et ses cosyllabes viennent d'interrompre leur grève sémantique, en raison, semble-t-il, d'une maigre concession des auteurs de l'ouvrage : confinés jusqu'alors dans une fonction très stricte, ils auront désormais le droit de produire images et comparaisons à volonté.

« NOUS N'AVONS TROUVE AUCUNE TRACE DU PATRONYME PARLETPOURCAUSE et nous pouvons simplement supposer qu'il a été mis au pluriel », déclarait, en fin de soirée, un membre haut placé du concept.

Selon des témoignages de propositions, les auteurs de l'attentat auraient obligé l'escorte du président de la Fédération du Langage à stopper en faisant rouler un tiret en fin de phrase pour pouvoir y ajouter une parenthèse terminale. D'autres témoins ont indiqué qu'ils avaient vu la phrase quitter le bon sens dans la région de Jimagine à quelques kilomètres de Délire.

Il est probable que les auteurs de l'enlèvement chercheront à échanger leur victime contre des détenus de la « Locution armée douce ».

Gil BEN AYCH.

Thomas Schmid

LE LAIT NOIR DE LA TERREUR

NOTES D'UNE RUPTURE

Souvenirs d'un lointain passé pourtant proche : la vie est la vie, et la mort justement la mort. La chaleur est la chaleur, et le froid le froid. Les moyens de l'adversaire ne peuvent être les miens. Je suis ici et non là. La révolte a besoin d'une cause, la révolution d'une stratégie, les montres tournent. Je me crée mon ordre des choses et trace un trait net autour de moi.

Et soudain une détonation. C'était le 18 octobre 1977, le jour de Mogadiscio et Stammheim. Pas un jour dans la continuité des autres, un jour comme une bombe. Le pays ne sera plus comme avant. Alors que personne ne s'y attend, les montres s'arrêtent. Le discours habituel, tout discours, s'interrompt : pour ou contre — jugement — position — le discours de l'ordre et des instruments ne pourrait que révéler des fossiles absurdes et étrangers. C'est une rupture qui s'opère, l'histoire se précipite sur toi, une fatalité passe sans bruit dans tout ce vacarme — monstruosité — éclair muet — les valeurs éclatent, se mêlent, disparaissent et deviennent sans objet — un édifice (plus dur que l'acier et le béton) s'effondre sans bruit. Toutes les pierres restent en place et pourtant rien ne subsiste de l'ordre ancien. L'explosion d'une bulle de savon est devenue de l'histoire ; la force manque au discours : Mogadiscio et

Stammheim — voici l'étoffe dont les rêves sont faits — ce sont deux scènes et deux lieux de supplice qui m'atteignent physiquement, ni rage ni révolte mais une tension froide, un vide vivant : je suis aboli, ouvert...

Un moment il me semble que ce qui explose et retentit là n'est que le retour du toujours semblable : l'histoire, comme on l'a fait en Allemagne — fatalité de plomb : « Quand je pense à l'Allemagne dans la nuit » — ténèbres — solitude — paralysie. Là où elle est en Allemagne, l'histoire frappe fort, métallique et bête, elle t'expulse, elle t'exterritorialise, te transforme en indigent. Il ne reste plus qu'un souhait immobile — désir de repos profond et froid, désir de tirer le rideau ; le travail du jour n'est pas achevé et cependant une telle fatigue. A la TV tambourine et résonne l'humanisme meurtrier des vainqueurs — *the show goes on*, grandiose et lamentable. « Restez devant vos postes de TV. SVP ! Voici d'autres informations importantes. » Oui je reste, je regarde avec des yeux ronds, j'entends, je lis, je m'occupe aussi de mes affaires, je suis le spectacle de l'Etat avec une froide attention. Au-delà des fronts mis en scène quelque chose m'a marqué, m'est devenu sensible pour la première fois : « Elle crie, jouez plus doucement la mort ; la mort est un maître qui vient d'Allemagne ; elle crie, jouez moins fort le violon — alors vous partirez dans les airs en fumée et vous aurez une tombe dans les nuages ; là il y a de la place... » Oui, c'est elle qui nous lie tous ; elle n'est certes pas seulement à Stammheim, elle se fait entendre aussi — fût-ce tout doucement — dans le vacarme des vainqueurs. Là où peut-être — désenchanté et étranger — tu voudrais la rendre tangible sous forme de canons de pistolets mitrailleurs dirigés vers toi, elle a depuis longtemps changé d'apparence : ce n'est pas la mort noire et menaçante mais le sortilège irrésistible de la danse macabre.

Au milieu des cris, au milieu de la normalité retentissante du pouvoir, un son plus grave se fait entendre : la mort est un maître de séduction qui vient d'Allemagne. Certes elle peut être sanglante et atroce — mais aussi douce et attirante : elle t'entraîne, te délivre de la crispation de tes désirs, t'offre, ainsi qu'à tes ennemis, sommeil et oubli. Aujourd'hui je « succombe » à cette séduction — pour la première fois depuis longtemps — je ne voudrais plus être actif, je voudrais tout

éloigner de moi, voudrais être délivré, laissé en paix, relevé de mes fonctions dans l'histoire martelante : pleurer, dormir — musique d'orgue et de luth — être presque asexué — désespérance dans laquelle l'espoir apparaît le plus résolument (non, je n'y mets aucun sens dialectique). Comme cela est allemand ! et vrai !

Voici la nostalgie du repos définitif, le désir de fuir en plongeant dans le sommeil. Je déblaie un vieux terrain, je fais mes adieux en silence — et très bientôt je m'aperçois que ce ne sont plus la détresse et le dénuement qui m'animent. Etre expulsé de la cage de l'histoire, mis à l'écart de la chaleur des valeurs et de la continuité de coordinations parfaites n'est douloureux que tant que tu imagines au-delà le néant mortel et qu'il ne te reste rien d'autre à faire que mettre de l'ordre à l'intérieur de ces limites. Mais aujourd'hui il en est autrement. Un fil est rompu, un monde s'est effondré ; surgissant du sommeil, il existe quelque chose d'imaginable au-delà, non pas univoque mais d'une éblouissante précision. Ce n'est encore qu'un faisceau de sensations tendre comme de la cire — maintenant j'ai envie de rire — un dépit léger, longtemps prisonnier de la morale, se fait jour. Maintenant que notre Etat — mieux que jamais — a étendu si habilement son filet aux mailles étroites : maintenant que, impitoyablement et si infiniment légitimé, il ne voudrait entendre que « oui » ou « non » ; maintenant qu'il gonfle les valeurs jusqu'à les rendre monstrueuses et veut précipiter tout le monde dans la prison de l'univoque et de l'identité, l'Etat me libère, je me sens soulagé. Je remercie l'Etat (mais qui l'a mis au pas ?) d'éveiller mon intérêt pour l'extérieur (tentation diabolique), de faire ce qu'il désire le moins : libérer des valeurs et de la morale, d'aider à quitter la voie des arguments et de la raison. D'une petite secousse la scène a pivoté, l'endroit où j'apparais pourrait être cet au-delà où l'on court en zig-zag, il fend le béton comme par enchantement et commet des attentats d'une mesure insoupçonnée — un au-delà mais pas un lieu, encore moins un point où s'arrimer.

Un au-delà contre l'alternative Etat ou RAF — mais dans l'amour pour les bâtards de la RAF qui se battaient avec des armes rouillées et atteignirent cependant, avec la sûreté du rêve, un point sensible contre leur propre idéologie. Cet Etat

si profondément social-démocrate, sans émotions et sans tache, n'a pas vu dans un moment historique d'autre possibilité que de poser le plus émotionnellement du monde l'alternative entre le bien et le mal, la lumière et les ténèbres — il a quitté son solide terrain de béton. Il suffit de regarder l'envers du décor : quelle faiblesse pitoyable. Le Bien, la Morale, la Responsabilité, la Propreté : tout cela n'est plus évident. Qu'il ne soit plus possible de mettre de force un peu de sens dans la normalité et l'univoque qu'en leur opposant le Mal : que cela en dit long sur les failles secrètes et les fines fêlures de ce pays ! Et plus encore : les médias, bien pris au piège, ne se contentent pas d'opposer le Bien et le Mal ; pour combattre l'ennui du quotidien et de l'identité, ils ont besoin du Mal — ils sont secrètement contaminés par lui, ils le chantent, ils le glorifient, ils l'évoquent. Et l'évocation des esprits se situe sur le terrain du Mal et de la déraison. Sans le savoir la plupart du temps, les médias n'opèrent plus sur leur terrain (et le Gouvernement n'est plus alors que médium). Cet Etat voulait éliminer la guérilla urbaine d'une façon froide et non émotionnelle — mais en fait il a contribué à parachever (plutôt qu'il n'a produit) un mythe social qui fera encore de l'effet quand cela n'intéressera plus personne de savoir ce que c'est qu'un faiseur. Quand personne ne saura plus rien de la bonne figure de béton d'Helmut Schmidt ; alors on se souviendra encore de la vie gâchée du méchant Andreas Baader. Défaite de la RAF ?

Comme la limite du consensus doit être étroite dans cet Etat pour que des groupes minuscules (qui ne marchent même pas en zig-zag mais croient avoir une stratégie) réussissent en combat secret à arracher au colosse apparemment si solide son masque aseptisé, objectif. Ecoute-t-on le grondement de l'Etat avec plus d'attention, on perçoit un autre ton, très ténu : un ébranlement, des cassures, des fêlures, significatifs dans leur imperceptibilité et leur fragilité. Un navire a tranquillement accosté. Avec précaution et peut-être sans le vouloir, la guérilla urbaine a mis le doigt dans les plaies de cette société. Si les forces de la vie maligne, de l'avidité irresponsable, du mensonge et de la déraison enlevaient le vêtement traditionnel, si elles libéraient l'héroïsme farouche de ses béquilles sérieuses et pédagogiques — non : ce ne serait pas la grande fête des embrassades, de la danse, de l'amour et de l'émiettement de

l'Etat, ce ne serait pas la grande bouffe qui récupère la dissidence. Bien plutôt : toujours la guerre secrète (mais volontairement, pas par dénuement), sans la camisole de l'idéologie et de la justification, non pédagogique, ne lorgnant pas sur un tiers et touchant plus sûrement les centres nerveux, utilisant tel et tel explosif, non identique à elle-même et donc plus difficilement saisissable ; champ d'opération, points d'intersection, points de rupture, failles — exterritorialité — qui n'embrasse pas la dissension mais l'étend. Au début de cette guerre étaient des gens qui avaient une idéologie, et parlaient et justifiaient et lorgnaient à travers le monde vers des partenaires et n'étaient pas des terroristes : la RAF (Fraction armée rouge). Mais ils refusaient aussi le discours, restaient résolument à l'extérieur et pouvaient être muets comme la tombe. Leurs moyens étaient souvent pitoyables, leur méchanceté portait le mauvais masque de la morale, le facile n'était pas leur affaire. Ils voulaient ajuster les fêlures, mais opéraient à l'intérieur. Ils ont dégagé des terrains d'attaque, des points d'attaque, des fissures propices à l'attaque. Et c'est pourquoi on ne les oubliera pas, c'est pourquoi on pensera à ces créatures lépreuses avec crainte, amour et affliction. Et ils sont bien mesquins ceux qui leur refusent aujourd'hui reconnaissance et affliction, et les vouent au froid de l'oubli.

Mais voici une autre époque : à nouveau celle des mauvais contes — là où les valeurs morales sont louées à grand bruit sur les marchés, où la société d'abondance cherche à donner une nouvelle vie à la denrée dont elle manque tant : l'identité. Là où les prêtres technocrates séparent plus soigneusement que jamais le bon du mauvais, où on doit refonder une sainte famille, je me mets volontiers à part, je quitte volontiers le filet, je cherche des armées ailleurs ; pas de contreprojet, pas d'internationale de l'accolade et du rétablissement des valeurs, pas de tribunes ; je préfère rester en dehors. « Il est très agréable de se laisser glisser sur des planches savonneuses. » Le combat se déroule imperceptiblement ; il ne s'agit de rien de grand et pas non plus du veau d'or de la révolte raisonnable : le Nouveau. Il s'agit d'une attaque qui se fait certes avec fracas, mais dont on dit aussi qu'elle ne va pas bouleverser le monde mais y mettre un tout petit peu d'ordre. Alors on a le pied léger, on déconne heureusement. Et on peut s'imaginer un

moment où la grande concentration nécessaire à la froideur — au secret et à la justesse de tir, ne fasse qu'un avec le laisser-aller sensuel, agréable, et la délivrance. Lieu de l'action : l'Allemagne. « Ah quelle chance que personne ne sache que je m'appelle Rumpelstilzchen. »

Jeux et méchanceté tourmentée.

Les débuts de la RAF, c'est connu, ne sont pas politiques : incendie insensé, dangereux, incommunicable d'un grand magasin. Or la RAF fit rapidement tout pour effacer ces traces de vie. Elle se rendit univoque, se servit à elle-même d'intermédiaire, s'interpréta — elle se chargea d'une idéologie, s'assigna une place dans un concept stratégique. Alors que dans ses actions et son mode d'existence étaient contenus des éléments de rupture, de refus de la raison et de la vérité, de jeu voluptueux avec l'équivoque et l'incompréhensible, ces éléments étaient compris comme étant tout le contraire : le seul et dur bastion de la vérité et de la clarté. Il était entendu à cette époque que l'on ne vient pas à bout de notre société monstrueuse avec des propositions, des modèles et des plans (même ceux de la révolution), car ainsi on se place à l'intérieur, et justement pas à l'extérieur, et aussi qu'il n'y a pas de quoi s'en affliger — il n'y a aucune raison de résister au processus de destruction — le chemin de la décadence est celui qui mène vers l'extérieur. La RAF agit contre cette déploration — mais ses paroles, ses messages et ses motivations n'exprimèrent rien d'autre que le regret de l'unité perdue. La théorie de la RAF contient tous les éléments dont on s'est servi depuis des années pour légitimer l'action révolutionnaire : sens donné de l'extérieur — l'action ne parle pas d'elle-même mais doit être motivée, expliquée, communiquée ; l'action est le dernier moyen restant — elle est signe non de richesse mais de dénuement — les révolutionnaires ne se voient dans leur droit que lorsqu'il y a quelqu'un pour qui parler et agir, quand il y a un objet pédagogique ; la justification de la violence (et qui seule la rend possible) est d'être une contre-violence, une non-violence, etc.

Il ne faut cependant pas se laisser tromper mis à part le

plan de la logistique, du ravitaillement et des possibilités de repli, la théorie et la pratique réelle de la RAF n'ont rien de commun. La RAF et la guérilla urbaine ont porté de rudes coups à l'Etat ; mais totalement contre sa propre théorie : son action n'était pas stratégique, pas un moyen de communication, elle était muette, se souciant comme d'une guigne de l'objectif pédagogique, refusant la justification même dans les explications sèches. En effet, un fardeau vieux d'un millénaire (tu dois d'abord justifier ton existence pour avoir le droit d'exister) — imposa à la guérilla urbaine le double jeu bien connu de la théorie et de l'action, de la morale pesante et de la non-morale coupable mais pratique, du prêtre et du cochon, de l'ange et de la putain. C'est pourquoi ce double jeu a les traits d'une division douloureuse et crispée ; certes, réellement double jeu, il est à la recherche de l'unité, il a la nostalgie du ciel de l'identité absolue. Le double jeu est toujours chargé de faute c'est pourquoi là où la guerre urbaine est méchante, elle ne l'est jamais naïvement mais d'une manière triste et tourmentée. Mais en même temps la guerre urbaine joue vraiment double jeu : hésitant entre la pédagogie et la rupture elle est du moins en cela équivoque, impossible à saisir et à déterminer ; du moins en cela accélère-t-elle le processus de décadence. Les curés compréhensifs veulent faire revenir la guerre urbaine dans la cage de la stratégie et de la morale. Il vaut mieux doubler la mise et laisser libre cours au jeu : prendre la RAF non au mot mais à l'acte, la délivrer de ses propres justifications.

Dedans ou dehors.

Mais nous, nous avons fait le contraire. Nous avons couru dès le début nous jeter dans le piège idéologique de la RAF. Nous avons toujours mené la discussion de la stratégie ou du comptable à propos de la lutte armée — exactement comme la RAF le prétextait. La RAF — contre sa propre ligne idéologique — avait appris quelque chose d'important de la société des médias, elle était — dans une forme inversée — plus à la page que nous : les agences de la raison — des opinions, des significations et de l'objectivité produisent en fait le contraire

de tout cela par non-sens ; émotion. Elles prêchent le Bien et glorifient le Mal et on ne les contrôle qu'à grand-peine — le journal *Bild* en est un bon exemple. De même que la gauche ne voit la plupart du temps dans le *Bild* que la façade idéologique prétextée et en rate ainsi l'impact, de même avons-nous fait avec la RAF : nous avons considéré ses actions et sa forme d'existence comme le prolongement de son idéologie. Aussi nous étions au sec et nous nous interdisions l'accès à la RAF comme à nous-mêmes. Dans le débat idéologique sur la RAF, nous avons reconstruit l'édifice des justifications, qui avait déjà des fissures considérables, nous nous sommes redonnés des béquilles. Pour ou contre la RAF, c'était toute la discussion : Raison contre raison, morale contre morale. Les critiques indignés de la RAF et ses tenants inconditionnels se ressemblent trait pour trait — à une époque où la raison est périmée, ils sont les grands prêtres de la raison. On peut critiquer le journal *Bild*, ce sera sans conséquence. Il en est de même pour la RAF.

Mais dans la RAF il y a la nostalgie du foyer et de l'appartenance à l'Etat, c'est pourquoi elle ne refusa jamais complètement les étreintes. Mais elle se défendit opiniâtement contre toutes les tentatives de la ramener au sein de la communauté ; presque toujours quand la cause des prisonniers semblait en bonne voie, elle se débarrassait derechef de la sympathie acquise en la raillant par une action impossible à faire comprendre. Il n'est certes que trop vrai qu'elle remettait alors éternellement en marche la machine à tuer — mais on ne peut nier qu'une bonne intuition présidait à ces actions. Car là où l'on ne maudissait pas la RAF, on avait de la compréhension : c'étaient des flippés qui, ne supportant plus de l'être, agissaient par détresse et dénuement. Un évadé — représenté non pas comme celui qui s'oppose à l'ordre mais comme celui qui désespère de l'ordre — reste à l'intérieur, est témoin n° 1 du rétablissement de l'ordre ; son cri est perçu comme une protestation, un cri venant du fond de la détresse : pour ceux qui ne sont pas flippés, une incitation à devenir encore meilleurs pédagogues. A l'évasion (qui comportait sûrement, dans la RAF, un appel au secours) on enlève ce qu'elle a d'authentique, elle est dégradée, devient matériau pour la pitié ou la stratégie. Le regard du médecin sur le malade nous rend la santé et rétablit dans son

droit la normalité devenue fragile. Ne pas maudire la RAF, c'était presque toujours essayer de la réinsérer dans la communauté, de la ramener dans la grande famille, d'en faire notre enfant qui a mal tourné. Mais l'enfant resta buté et méchant et il arriva ce qui devait arriver : la famille frappa l'enfant d'interdit, il fut rejeté de la communauté, on lui dénia le statut de personne humaine. Là où l'on ne peut être que dans la communauté ou exclu de celle-ci, là où veut régner l'unique on ne reconnaît aucun droit à ce qui est en rupture. Mais l'enfant s'en alla et se chercha un nouveau foyer et le trouva bien loin : une nouvelle famille et une nouvelle identité, dure comme l'acier. Et le vieux père, pour qui l'identité est innée et qui l'a dans le sang, trouve cela si simple de critiquer les crispations de l'enfant.

Un peu de fracas dans la famille.

Personne ne met plus en doute aujourd'hui que la RAF ait fait changer quelque chose. Nous aussi elle nous a effarouchés et ne nous a pas laissé tomber dans la routine. Ce sont les réactions de l'extrême gauche qui m'intéressent ici, non les cris des socialistes adaptés à l'Etat.

Depuis que la guérilla urbaine a fait une escalade sans frein, quelque chose s'est produit chez les « spontis* » qui s'étaient mis en devoir, depuis des années, de rejeter les béquilles. Le troupeau chercha à nouveau refuge à l'étable ; on entonna à nouveau le chant de la détresse...

La révolution — vue comme combat de masse de longue durée — a le vent de l'Histoire en poupe : le droit, la légitimité, la raison, la morale, le Bien, la responsabilité, tout est de son côté. La guerre privée, elle, n'a rien pour elle, rien de

* Spontis : nom donné aux militants de la gauche illégaliste, à tendances spontanéistes (NDT).

haut, pas d'idéal, pas de responsabilité, pas de cohésion — seulement de méchants intérêts partiels, des histoires de famille qui devraient avoir honte de se montrer en public. Autrement dit : ce qui fascine les gens dans la guérilla urbaine, c'est que dans son combat il y a déjà les premiers moments d'une guerre privée — la guérilla urbaine a montré que l'on peut déjà défier l'Etat en donnant à la guerre privée un aspect politique, en plaquant sur le manque de motivation une apparence de motivation. La guerre privée de la RAF fait mauvaise figure si on la compare à l'image sublime de la révolution (comme résultat de combats de masse, de guerre civile traditionnelle, d'unité et de pédagogie). Mais si l'on ne rêve plus de cette révolution, tout prend une autre allure : cette guerre privée, qui, dans son discours, et sert encore de béquilles, parle des masses et de motivations, est encore trop peu privée : pas assez méchante, butée, sale, égoïste (c'est pourquoi elle est si tourmentée, si martiale, c'est pourquoi un de ses produits essentiels est la mort froide). Les extrémistes de gauche veulent rendre public ce qui est privé. Le combattant pour la chose publique ne se présente pas dans la guerre privée : il sait que le domaine public aussi est normatif, qu'il légifère et porte un jugement ; il veut l'explosion de ses désirs comme quelque chose d'absolu, qui refuse la médiation — et il sait que cette explosion — s'il choisit pour elle le domaine public — rencontrera de la compréhension, trouvera des médiateurs. C'est pourquoi il garde son secret (qui le marque certes parfois comme d'un signe), il est souvent solitaire, la collectivité de la danse et des fêtes est pour lui un lointain souvenir que (peut-être) il veut conquérir à l'avenir. Il combat masqué, est malfaisant, se sert sans hésiter d'armes à feu ou autres, on ne peut pas préjuger le rythme de ses déchaînements, il frappe de son abri, déchaîne l'imagination, suscite des désirs (dans le domaine du secret). Il est mis en mouvement. La production dans l'ombre, à l'abri dans sa tête, silencieuse, est un ulcère. Seulement des parties, il n'y a pas de tout : suicide — meurtre de soi-même — meurtre.

✠

Suicide. Il faut supporter une grande défaite, une sortie de scène silencieuse et obscure, pas de paroles, plus de cri. Là

encore le mutisme des corps internés et l'impossibilité de les atteindre. Mort froide ; c'est fini, plus rien. Si : la chaleur de pistolets froids. Trois ont échappé à la surveillance ; l'œil omniprésent du béton fut aveugle devant cette ruse et cette force. Cette mort lézarde le béton. Trois s'effacent à l'intérieur. Mais cela rayonne au-dehors. Leur mort encore est un explosif. Ceux qui ne craignent pas l'écartèlement donnent encore, là où ils se donnent la mort, une vie nouvelle, terrible, à leur fétiche : le flingue. Une telle mort est un coup de feu qui va droit au but, telle une balle dum-dum, entre la tête et le ventre.

Meurtre de soi-même. Ceux qui se suicident organisent leur mort pour qu'elle ressemble à l'œuvre de meurtriers conjurés, mais rarement visibles. Un dernier don aux complices perdus, qui se nourrissent de la tentative de comprendre l'incompréhensible. Le masque est resté dans la mort, la mort est encore un combat à couvert : quel abîme de froideur et de méchanceté, ces corps devenus depuis longtemps aussi froids que l'arme. Et aussi quelle solitude, quelle conséquence, quel absolu, quelle pauvreté et quelle richesse ! Et à vrai dire, il y eut meurtre mais les auteurs, retranchés derrière le béton et occupés à des affaires pour eux plus importantes n'eurent pas à y mettre la main. Mais la force des lépreux est plus grande : les bourreaux ne peuvent plus être neutres, on les cite de façon irrésistible, ils sont marqués du signe ; les morts qui rient silencieusement les chargent de culpabilité.

Meurtre. L'impensable et l'improuvable devient sensible. Une République s'effondre dans l'instant, toute chose sûre se déchire d'un seul coup. Un choc si grand qu'il serait presque insensé de descendre dans les rues, qu'il serait temps de faire autre chose. Quelque chose de plus grand et de plus profond que les explosions auxquelles nous avons assisté. Et ils seraient morts de cette mort parce que l'adversaire était finalement comme ils l'avaient juré avec quelles monstrueuses formules. Trois s'élirent pour remplir la prophétie. Ce fut leur mort, et ce fut une victoire. Non pas l'extinction lente et inaperçue voulue par les planificateurs mais une blessure sanglante, une entaille. Personne ne manifeste, nulle accusation ; il s'agit de quelque chose

de plus grand qui nécessite calme et concentration cependant que la blessure froide saigne.

Quelques jours plus tard, on enfouit les corps en terre consacrée. Un grand nombre se rassemble sur les tombes, avec la police autour, on se groupe, s'attroupe autour des trous. Le chagrin n'a pas la vie facile ici, l'engeance emmitoufflée (stimulée par les morts avant qu'ils ne fussent froids) perçoit à peine le sourd bruissement de l'histoire, le cri venant des profondeurs — a peu sa place. Certes, les flics ne laissent même pas les morts en paix, ni les complices ; certes c'est la routine de la répression qui se répète. Mais ces tombes crient quelque chose d'autre, d'à peine perçu : que trois âmes réclament pensées et pleurs (même sans larmes). Oui, ne te fais pas de souci, fais ta petite soupe, va chercher ton bois, fais ton lit, mène aussi ton combat et sois bien méchant. Mais arrête-toi un moment, sois silencieux et ne parle pas du monde : « Cher enfant, ah s'il te plaît, prie avec moi pour le petit bossu ». Ne faites pas de contre-enterrement. Vous étoufferiez le chagrin, vous vous emmitouffleriez en vain, vous seriez lisibles pour les ordinateurs, vous seriez dévolu à la manière peureuse d'aborder la mort, qui la rejette. Votre consécration serait vide de sens, vous ne rencontreriez pas la mort, vous l'éviteriez. Faites plutôt silence ; ce silence qui peut faire tant de bruit ; aujourd'hui ne prêtez pas attention à la police. Prêtez attention aux cigognes qui tournent en cercles au-dessus de ces lieux. Prenez soin de ces trois âmes, prenez soin de votre propre âme, ne la niez pas plus longtemps. Déjà vous vous rassemblez autour des tombes, foule confuse, des discours et des accusations aux lèvres, mais aussi troupeau de corps chauds. Ce lieu pourrait être le champ où on enfouira bientôt les lépreux, les réprouvés et les hors-la-loi, où l'on danse frénétiquement, où l'on brandit des épées. Un malin sabbat de la mort, de l'amour, de la guerre. Les tombes deviennent pistes de danse ; regarde la mort dans les yeux et résiste-lui, renouvelle la vie et offre le silence aux morts ; ne les laisse pas disparaître en toi. Mais rien n'est encore en ordre ; peu de toutes ces choses se réalisent. Nous ne trouvons pas la force et l'impétuosité de profiter du moment ; les tombes resteront béantes, les morts inquiets traverseront encore longtemps nos pensées ; nous jetons à nouveau un rapide regard sur les pistolets-mitrailleurs et désenchantons le lieu. Mais

voici (monde à l'envers) au milieu du cimetière un couple, des gens d'un certain âge, emmitouflés dans leurs vêtements de confection, corps étrangers, calmes, pas de larmes mais une profonde attention. Ils ne sont pas venus avec un discours et un message mais ils ont apporté une couronne d'un genre particulier, quelque chose de vert, de portable, sans parfum mais plein d'épines. Elles peuvent égratigner, blesser, ensanglanter. Tous deux tiennent calmement à la main ce bouquet d'épines qui pourrait être un accessoire de la danse macabre brandi par des fous. Mais aujourd'hui nul ne lui trouve d'utilisation ; pourtant il est là.

Mort à Stammheim : qui prendrait soin de ces âmes ? Suicide, meurtre de soi-même, meurtre ; les commissions d'enquête hésitent, désemparées. Quelles cigognes passeront, quel jour le révélera ? Tu entends un murmure léger, pendant ce temps l'honnête père de famille au pouvoir hoche la tête d'un air importuné ; sa grande famille s'assemble, les insolents comme les sages, on apporte déjà la soupe sur la table. Plus tard dans la soirée, le père de famille fera ses comptes et encore plus tard, il s'inquiétera de l'avenir. On dit qu'il dort du sommeil du juste.

Le tourment du père de famille.

Les uns disent que le mot Odradek vient du slave et essaient, à partir de là, d'expliquer sa formation. D'autres disent à leur tour qu'il vient de l'allemand et n'aurait subi qu'une influence slave. Mais l'incertitude des deux explications fait penser avec raison qu'aucune n'est la bonne, d'autant plus qu'aucune d'elles ne permet de trouver le sens du mot.

Personne, bien sûr, ne ferait de telles recherches s'il n'existait pas vraiment un être nommé Odradek. Au premier abord il ressemble à une bobine de fil plate, en forme d'étoile, et il semble en effet recouvert de fil ; à la vérité il faudrait que ce ne soient que des fils coupés, vieux, noués entre eux, mais aussi emmêlés et de genre et de couleur très différents. Mais ce n'est pas seulement une bobine ; du milieu de l'étoile sort un petit bâton transversal et à ce petite bâton s'en ajuste un

autre à angle droit. A l'aide de ce dernier bâtonnet d'un côté et d'une des branches de l'étoile de l'autre, le tout peut se tenir comme sur deux jambes.

On serait tenté de croire que cette configuration a eu autrefois une quelconque forme utile et que maintenant elle est cassée. Mais il ne semble pas que ce soit le cas, du moins n'en existe-t-il aucun indice. Nul rudiment, nulle trace de rupture ne l'indique. Le tout semble certes inutile mais achevé. D'ailleurs on ne peut pas en dire quoi que ce soit de plus car Odradek est extraordinairement vif et on ne peut pas l'attraper. Il séjourne tantôt au grenier, tantôt dans la cage d'escalier, dans les couloirs ou dans l'entrée. Parfois il reste invisible pendant des mois ; il s'est sans doute installé dans d'autres maisons, mais il revient infailliblement chez nous. Parfois quand on sort et qu'il est appuyé juste en dessous à la rampe d'escalier, on a envie de lui adresser la parole. Bien sûr on ne lui pose pas de questions difficiles mais on le traite comme un enfant (sa petite taille y invite aussi). « Comment t'appelles-tu ? lui demande-t-on. — Odradek, dit-il. — Et où habites-tu ? — Sans domicile fixe », répond-il en riant mais du rire que l'on peut faire sans poumons, qui ressemble un peu au bruissement des feuilles mortes. En général la conversation s'arrête là. D'ailleurs, même ces réponses, on ne les obtient pas toujours. Souvent il reste longtemps muet, comme le bois dont il semble fait.

Je me demande en vain ce qu'il va devenir. Peut-il mourir ? Tout ce qui meurt a eu auparavant un but, une sorte d'activité qui l'a broyé ; cela n'est pas vrai dans le cas d'Odradek. Se pourrait-il donc qu'un jour il descende l'escalier en gargouillant, en traînant ses fils devant les pieds de mes enfants et des enfants de mes enfants ? Apparemment cela ne dérange personne ; mais l'idée qu'il pourrait me survivre m'est presque douloureuse.

Rêve, tours de passe-passe, mathématique.

Finalement O. perd son temps à jouer, un véritable enfant. Aujourd'hui il ne peut plus le cacher ; tous les villages de Potemkine aux idées graves ne servent plus à rien. Quand il joue pour la danse c'est sa mélodie qu'il joue ; il joue encore

un peu faux, mais il est productif. On voit bien qu'il n'est pas si difficile d'être du côté du manche. Pour l'instant, tu n'es « que » spectateur — mais le théâtre est le théâtre, la TV est la TV. On ne donne pas une pièce didactique et personne ne songe à totaliser la scène au sens pédagogique. Mais peut-être aimerais-tu jouer toi aussi. Regarde d'un peu plus près les tragédies d'assassins sanguinaires, seul spectacle donné aujourd'hui. Regarde-les à l'envers. Le Gouvernement fédéral prétend être l'auteur d'une « documentation sur l'enlèvement de H.-M. Schleyer » (documentation divulguée contre son gré). Mais ce n'est pas vrai ; le copyright revient à la guérilla urbaine ; ce tirage constitue une spoliation. C'est seulement quand la guérilla urbaine et les détenus apparaissent que cet écrit est intéressant ; les dirigeants, eux, ne répandent que vide et ennui. Ce sont des marionnettes, emberlificotées dans leurs fils invisibles. Ils n'ont rien à dire, à eux-mêmes et au peuple, et savent que chaque détail sur les bandits, chaque nouvelle, chaque balle, chaque voiture volée, chaque indice faussé, chaque voix, chaque image vidéo sera reçue avec joie par le peuple, déclenchera des spéculations, excitera l'imagination et les rêves mauvais. C'est pourquoi (pour cacher ce que tous pensent : qu'ils n'ont rien à dire et qu'ils ne savent ni où chercher ni que faire) ils s'opposent au libre passage des nouvelles avec des airs importants ; ils veulent endiguer la contamination du Mal. Ce sont des benêts, qui n'ont absolument pas compris l'essence du théâtre des médias (dont un certain Bölling se veut le dramaturge) : le barrage de l'information est lui-même une information (et d'autant plus significative), il attire les rêves encore plus profonds, plus près de leur source. Les méchants n'ont pas droit à une existence publique ; mais jamais ils ne l'ont voulue ; ils voulaient plutôt la communication entre la logique et l'instinct ; ils ne voulaient pas l'existence de la grande table, de la clarté et de la déchiffrabilité — ils voulaient s'incruster dans les désirs, remuer la poussière et la soulever un peu. Ce sont les brigands qui tirent les ficelles en restant cachés et indéchiffrables ; parce qu'ils n'ont pas de message ils restent efficaces, au-delà comme en deçà du barrage ; ils font de ce barrage un poison qui s'égoutte dans les âmes. Mais ceux qui manipulent le barrage seront joués, il sera évident qu'ils sont tristes et vains, que l'on devrait se débarrasser d'eux. L'écran de TV, surtout lui, annonce :

planque-toi, rends-toi indéchiffrable, méconnaissable, mens tant et plus, lie des alliances malfaisantes qui s'effarouchent du public, tu trouveras partout des cachettes et des amis. Mais il sera de plus en plus difficile de vous trouver, vous. Quand vous tendez des embuscades, vous êtes parfois si près de votre corps qu'il est à peine utile de parler — mais sinon, quand vous vous parlez, utilisez la TV. C'est pratique : ça ne coûte rien et ce sont les autres qui font le travail.

Les brigands affirment encore sans en démordre qu'ils veulent renverser le Gouvernement et le remplacer par un meilleur, que leur programme n'est pas un programme de théâtre mais qu'il a un sens, qu'il est un plan de construction. Cela les rend intelligibles et leur vaut beaucoup de revers ; cela rend le tout si lourd et obscur d'une mauvaise manière. Et c'est toujours la même pièce : on massacre le roi — et on laisse en paix les courtisans, les instigateurs, la femme du roi, les soldats, le petit peuple, l'amour, le travail, les désirs. C'est toujours Shakespeare, jamais le roi Ubu. La bande de brigands se tient en dehors, ne se bat jamais contre le petit peuple et jamais contre elle-même. La plupart des pièces ne sont encore ni inventées ni jouées. Une d'elles, par exemple, pourrait s'appeler *la Grande Evasion*. Elle nécessiterait d'autres techniques scéniques que celles qui sont habituelles. Il faudrait par exemple penser qu'il est luxueux, meurtrier et dangereux de faire sauter du béton mais qu'il pourrait exister toutes sortes de termites et que l'on a encore beaucoup trop peu utilisé la magie et les truquages. Trop de logique traditionnelle, trop peu de musique, des mathématiques, un miroir et au moins des double fonds. Archimède dit : « Donne-moi un point d'appui et je soulèverai la terre. » Et les parallèles se rencontrent à l'infini. Des verres que tu fais chanter de ton doigt mouillé peuvent se briser. Et une chose est sûre : aucun Gouvernement n'a réussi la quadrature du cercle.

Ecluses ouvertes.

Il s'agit d'un jeu mais d'un jeu sérieux et dangereux moins à cause de ceux d'en haut qu'à cause de ceux d'en bas, donc aussi à cause de nous-mêmes. Nous nous engageons à quelque

chose : il ne s'agit plus de faire des coquetteries avec des Indiens, ce ne sont plus les Mescaleros d'un néoprimitivisme doux et non violent. Voici que s'ouvrent les écluses des désirs et du monstrueux, voici que la crasse remonte à la surface, cela arrive, énorme ; nous voici, nous les Allemands, à la pointe de l'actualité. Je veux parler de ce que la RAF a construit avec son grotesque village à la Potemkine — le fascisme. Non pas compris comme malignité de l'Etat, comme écrasement politique de la classe ouvrière et pas non plus comme conquête menée de l'extérieur des têtes et des ventres : mais comme désirs révolutionnaires venant d'en bas, de tout en bas mais arrachés par l'Etat et détournés par son organisation : le couvercle remis et puis : sang et travail. La RAF a fouillé cette blessure allemande, elle a mis des explosifs dans ce monstre et on a vu : « Le ventre est encore fertile dont est sortie la bête immonde ». La RAF a crié, encore presque avec retenue : « Puissance de feu, sûreté de tir, transformons enfin la faiblesse en force ! » « Qu'on leur coupe la tête ! Tenons bon ! » fit l'écho dans le pays. Difficile de décider qui crie quoi, qui a commencé à crier, ce qui va sortir de cela. Les bourgeois civilisés n'ont pas vraiment tort quand ils disent : ils ne sont pas de gauche, ce sont des fascistes. Personne ne pourra leur tenir rigueur de ne plus agir et d'avoir tendance à voir la vanité au pouvoir à la lumière du brasier. Nos désirs sont là et la méchanceté ne peut produire quelque chose de serein tant qu'elle n'est pas éliminée. Nous mangerons des pommes de terre et du boudin sous le sombre regard de la terreur. Nous chercherons à nouveau ce que l'avant-garde désespérée d'il y a cinq ans n'a pas trouvé : des coutumes, peut-être des rituels, guides des instincts (non contre eux), un ordre plus serein.

Les médias répandent aujourd'hui une terrible nouvelle qui laisse des lézardes et des incertitudes dans le pays : aucun de ceux que l'on chasse aujourd'hui n'a appris la terreur au berceau ; on ne peut trouver les raisons qui ont transformé celui-ci en terroriste. Et toi, peut-être justement parce que tu es toujours passé inaperçu, n'as jamais rien critiqué, as avalé toutes les couleuvres et t'es laissé dévorer, parce que tu t'es docilement laissé attraper, et es toujours resté anonyme, petit tas de merde lâche, peut-être est-ce toi le pire des terroristes. Andreas, Gudrun, Jan et les autres sourient-ils doucement ?

Odradek meurt enfin. Le père de famille est mort depuis un bon moment. La maison se repeuple.

Il n'y a pas de signes, il est peut-être près de toi ; cela peut être n'importe qui, chacun peut être pour l'autre un terroriste.

Thomas SCHMID.

(Traduit de l'allemand par Evelyne Clavier.)

DISCOURS DE FRANCFORT ¹

par un camarade de la « *Lutte révolutionnaire* »

Avec les bombes ils voulaient donner le signal de la résistance armée, et ils ont enlevé aux camarades essayant de les comprendre, leurs armes, politiques et autres. Ils voulaient de cette manière nous encourager à la lutte et à la résistance et n'ont pourtant réussi qu'à rendre la plupart d'entre nous peureux et rageusement impuissants. Et enfin, ils voulaient nous montrer que la résistance armée est une chose possible et nécessaire et, ce faisant, ils ne nous montrent que le chemin de l'autodestruction.

Nous prenons (notre critique de ...) cette autodestruction au sérieux, très au sérieux même et notre intention n'est nullement de la diffamer. Pour beaucoup d'entre nous, lutter contre cette autodestruction, refuser de déjà se résigner, même sur le plan politique, malgré l'extrême puissance de l'adversaire et ses manifestations de violence plus barbares tous les jours, fait partie intégrante de notre identité politique. Alors qu'autrefois il s'agissait de la convoitise de l'affamé que la bourgeoisie soupçonnait d'être caché sous sa table richement pourvue, il s'agit aujourd'hui de la folie d'existences ratées qui ne trouvent pas leur place dans cette société d'arrivistes et de consommation. Les généraux et politiciens qui planifient l'autodestruction

1. Un camarade de la *Lutte révolutionnaire* au congrès du « Bureau socialiste » en juin 1976 (abrégé) ; tiré de *Radikal*, cahier 2, 1976, page 9.

globale sont normaux. Le soldat, le directeur de prison, le professeur — tous ceux qui font ce qu'on exige d'eux — sont normaux. Et un prolo qui fête son trentième anniversaire de travail à la chaîne est normal aussi. Mais nous, les extrémistes de gauche, qui parlons de bonheur, de satisfaction, de formes de vie et de travail différentes, nous qui ne pouvons simplement pas fermer les yeux en voyant le Chili, nous qui avons vécu la grève de 1973 chez Ford comme le petit Santiago du capitalisme ouest-allemand et qui ne pouvons pas non plus oublier l'insidieux Santiago des taules et sa propreté antiseptique, c'est nous qui sommes les fous, les utopistes.

Nous voulons une vie différente, une vie révolutionnaire. Nous ne voulons pas construire le socialisme dans un avenir lointain, mais pour nous la libération se fait dans la résistance de tous les jours, dans notre vie. Cependant pour nous c'est à un niveau très pratique que se situe le rapport entre résistance et vie, et dès que l'une s'éloigne de l'autre ou nous abandonnons ou nous rentrons dans la clandestinité. Or, plus la pression des événements se fait sentir sur nous, plus l'écart entre la résistance et la vie se creuse.

Les uns ne pensent qu'à leur survie et se pétrifient à cause de cela. Pour eux révolution, socialisme, libération, solidarité sont une affaire de théorie, une revendication politique ayant très peu de chose à voir avec leur pratique de vie quotidienne. Pour eux ce sont simplement les « contraintes du système » auxquelles ils ne peuvent échapper en tant que professeurs, universitaires, travailleurs dans le secteur social et délégués syndicaux. Et ces contraintes du système, cette « contrainte imposée par les circonstances allemandes » fait d'eux ce que depuis toujours les gens de gauche sont devenus dans notre pays, c'est-à-dire des « socialistes assujettis » de la plus belle eau. Du socialisme, d'accord, sur le papier, mais dès que l'affaire devient concrète, dès qu'il s'agit non d'une critique abstraite de la famille et de la socialisation, mais d'alternatives concrètes, de formes de vie et de travail différentes, ils abandonnent et se réfèrent à leurs « contraintes du système ».

Et qu'une fois surgisse vraiment quelque part le problème de la violence par le bas, ils ne trouvent rien d'autre, et c'est effrayant, que prendre leurs distances ou tout au plus tenir un discours de bureaucrate sur l'absurdité d'une telle violence.

Les autres ne pensent qu'à résister, qu'à lutter, et s'enlèvent de l'esprit toute autre forme d'existence. Sous la contrainte du système ils poussent leur propre aliénation jusqu'à l'abandon total de leur personne tant physique que psychique. Leur utopie ils ne la vivent désormais que comme soldats de la révolution mondiale dans les masses opprimées du tiers-monde. Leur révolution se résume à déstabiliser militairement l'arrière-pays de l'ennemi impérialiste. Ils agissent en techniciens, en soldats, procédant comme une troupe de choc en pays ennemi, coupés des besoins réels, à l'écart des problèmes et expériences politiques et personnelles des hommes parmi lesquels ils vivent. Ils s'isolent de toute résistance de masse, nous marquent du sceau de spectateurs de leurs attentats et, solitaires et éparpillés, mettent le couteau de la question de la force militaire sous la gorge du système, couteau avec lequel ils se font ensuite chaque fois couper le cou.

Mais il ne nous est simplement pas possible de nous distancer des camarades de la guérilla urbaine, car nous nous distancerions alors de nous-mêmes, car nous souffrons de la même contradiction, hésitant entre le désespoir et l'action aveugle.

Mais pour cette même raison nous attaquons avec vigueur les opérations des camarades de la guérilla urbaine, car nous savons et sentons qu'elles sont synonymes d'abandon, de renoncement à la vie, de lutte à mort, et donc d'autodestruction. Nous pensons que les révolutionnaires doivent s'en tenir coûte que coûte à l'unité entre résistance et vie, même dans les circonstances allemandes actuelles. C'est seulement ainsi que pourra se réaliser la libération, notre libération.

Si notre programme ne contient que désespoir, prison et mort, nous sommes définitivement vaincus par cette société. Elle nous aura enlevé nos espoirs, notre puissance d'utopie et notre capacité de résistance.

D'autre part nous ne comprenons que trop bien quand des camarades hommes et femmes disent qu'ils n'en peuvent tout simplement plus. Ce n'est plus la faim de nourriture qui nous pousse, mais la faim de liberté, d'amour, de tendresse, de formes de travail et de relations différentes. Et cette faim, à la longue, ne peut se satisfaire de discours et d'analyses, si pertinents soient-ils, surtout s'il faut en plus vivre dans les circonstances

allemandes actuelles. Il ne nous est pas possible de rejeter ces camarades en les traitant d'agents secrets ou de fous ou de « *desesperados* qui n'ont rien mais vraiment absolument rien à voir avec les gens de gauche » comme l'a dit un jour un professeur de gauche. Mais il ne nous est pas possible non plus de les suivre dans leur action politique, car elle signifie pour nous tous désarmement et autodestruction.

Et justement parce que nous sommes solidaires des camarades dans la clandestinité, parce que nous nous sentons si étroitement liés à eux, nous les adjurons ici de mettre fin à leur voyage vers la mort, de sortir de leur « isolement armé » de ranger leurs bombes et pierres², et de reprendre la lutte pour une vie différente.

(Traduit de l'allemand par Véronique Mellon.)

2. Nous laissons cette pierre comme pierre d'achoppement quoique la situation allemande de 1976 tant politique que juridique ne tolère plus qu'à peine de telles pierres.

Heinrich Heine : « De tels livres imprimes-tu ! Cher ami, tu es perdu ! veux-tu argent, estime, il te faudra courber l'échine » (NdlO).

IV

OPINIONS

LES IRREDUCTIBLES DE BERLIN

Une interview avec Ronald Fritzsch, Gerald Klöpfer, Ralf Reinders et Fritz Teufel.

Les quatre auteurs de l'interview, connus sous le nom de Bande des Quatre de Moabit, se trouvent en prison préventive, en compagnie d'Andreas Vogel et Till Meyer. Ils étaient, depuis l'été 1971, membres du Mouvement du 2 Juin, lui-même issu du groupe Blues.

Ralf Reinders, Gerald Klöpfer, Ronald Fritzsch et Fritz Teufel se revendiquent toujours du Mouvement du 2 Juin, alors que Till Meyer et Andreas Vogel se sont rapprochés des points de vue de la Rote Armee Fraktion (RAF).

Ils sont accusés d'avoir — entre 1971 et 1975 :

- Commis dix attaques de banques,*
- dévalisé une armurerie,*
- fait sauter des camions de l'armée britannique,*
- tué le président de la Cour von Drenkmann (10-11-1974),*
- organisé l'enlèvement du chef de la démocratie-chrétienne de Berlin, Peter Lorenz, et obtenu ainsi la libération des prisonniers Verena Becker, Rolf Heissler, Gabriele Kröcher-Tiedemann, Rolf Pohle, Ingrid Siepmann, Ettore Ganella et Gerhard Jagdmann.*

Le procès contre les six accusés est commencé depuis avril 1978, dans la salle 501, du tribunal criminel de Moabit à Berlin.

Ralf Reinders : né le 27-8-1948, *offsettiste, arrêté le 9 septembre 1975.*

Ronald Fritzsich : né le 8-9-1951, *chauffeur de poids-lourds, arrêté le 28 avril 1975.*

Gerald Klöpfer : né le 1-11-1953, *soudeur, arrêté le 28 avril 1975.*

Fritz Teufel : né le 17-6-1943, *étudiant, arrêté le 13 septembre 1975.*

Till Meyer : né le 31-3-1944, *arrêté le 6-6-1975, libéré en mai 1978 par deux femmes se faisant passer pour des avocates ; il était repris trente et un jours après en Bulgarie.*

Andreas Vogel : né le 4-1-1956, *arrêté le 26 mars 1976.*

Tous se trouvent en prison préventive à Moabit (Berlin).

En octobre 1978, le *Stern* envoyait un questionnaire de vingt-sept questions à la « Bande des Quatre de Moabit » dans l'intention de publier une interview. Les réponses renvoyées par la poste ont été saisies par la justice pour devenir un « élément nouveau du procès ». Le même arrêté de saisie laissait le *Stern* libre d'apprécier s'il convenait ou non de publier l'article. La rédaction du *Stern* prise de peur ne dit pas mot de l'affaire.

Comment est né le Mouvement du 2 Juin ?

Quelles sont les expériences personnelles et politiques qui vous ont conduit à la pratique de la guérilla urbaine et à la clandestinité ?

Mis à part que, le 2 juin 1878, l'empereur Guillaume fut victime d'un attentat lors d'une promenade dans le jardin d'acclimatation pendant une visite officielle du chah de Perse à Berlin et qu'il médita sur ce que les gens pouvaient bien avoir contre lui, hospitalisé avec le derrière impérial lardé de plomb ; mis à part que, le 2 juin 1967, de nouveau lors d'une visite du chah de Perse à Berlin, l'étudiant Benno Ohnesorg fut tué par l'officier de police judiciaire Kurras « en légitime défense putative » ; mis à part tous ces faits donc, le Mouvement du 2 Juin résulte d'un certain nombre d'actes sexuels plus ou moins jouissifs pratiqués par des couples allemands plus ou moins

braves dans les années 40 à 50, à travers lesquels ont été engendrés les futurs protagonistes, freaks et sadiques pervers de liberté du Mouvement du 2 Juin.

Dans l'imagination criminelle des procureurs, le Mouvement du 2 Juin est l'une des diverses associations visant à perpétrer des crimes terroristes ; avec des membres, des chefs, des spécialistes et des sympathisants. Le caractère d'utilité publique de cette association est nié par l'establishment.

Dans l'imagination révolutionnaire d'autres personnes, le Mouvement du 2 Juin est une force subversive qui est née et qui s'est développée par la suite, sur la scène de Berlin. Berlin étant un endroit parmi tant d'autres où se développaient des mouvements autonomes visant à la transformation de cette société, au passage d'un enfer d'exploitation et d'aliénation à une société socialiste d'hommes libres. Sans domination et sans contrainte.

En réalité, le Mouvement du 2 Juin fut d'abord, au début des années 70, un signe de reconnaissance politique pour des actions militantes dirigées contre les forces d'occupation (l'armée US, française et anglaise, présentes à Berlin-Ouest), la justice de classe, les capitalistes, les flics et le régiment d'idiots pourris des politiciens berlinois locaux.

Les gens qui agissaient faisaient toujours partie d'un certain milieu militant ; ils faisaient une apparition, agissaient et disparaissaient selon leur convenance. « En leur âme et conscience. » Quelles étaient les expériences qui animaient ces gens et les animent encore ? Les expériences quotidiennes : au coup par coup, contre les chaînes du mode de production et du mode de vie industriels et capitalistes. Contre la famille, l'école, la fabrique, le bureau, l'usine, l'université, la taule, les grands ensembles, la démenche terroriste très ordinaire de la vie quotidienne capitaliste qui mena les jeunes du monde entier sur les barricades et qui les poussa à expérimenter de nouvelles formes de vie collective et de nouvelles formes de lutte. Le désir de vivre de façon autonome, de ne pas être une marionnette, un rouage, un robot, un consommateur abruti manipulé par une prétendue nature sociale guidée en réalité par le profit.

Et qu'est-ce que c'est la clandestinité ? Après chaque action qui ne cadre pas avec l'ordre social universellement reconnu

et apprécié, les flics remplissent un formulaire. Celle-ci et celle-là, celui-ci et celui-là, ce pourraient être eux. En bon allemand policier : « Mandat d'arrêt contre criminels terroristes. » Et dès que tu découvres ta gueule plus ou moins réussie sur les affiches, tu as le choix :

— Soit pour *l'Overground* (la vie publique), pour l'Etat policier, pour la société d'hier : alors rends-toi à la police, laisse-toi interroger à fond et tirer les vers du nez ; c'était pas moi, mais peut-être mon pote ; tu passeras au besoin quelques années en taule, en préventive...

— soit pour *l'Underground*, pour la clandestinité, la société de demain : ras le cul ; une vie en cavale...

— soit que tout cela n'est peut-être qu'une alternative des flics ? Le libre choix entre deux types d'existence meurtriers.

Ne nous faut-il pas poser la question de façon tout à fait différente ? C'est justement la tâche du mouvement de rendre inutilisable les schémas et les camisoles de force des flics. L'ordinateur ne connaît que « oui » ou « non », c'est-à-dire « I » ou « O ». Le révolutionnaire connaît la vie et apprend à la connaître sous tous ses aspects. Il y a des transitions plus ou moins souples entre la légalité et l'illégalité. Des gens qui ne sont pas recherchés peuvent faire des choses illégales. Des gens recherchés peuvent vivre des années sans participer à aucune action typique de la guérilla urbaine ; ils peuvent, par exemple, vivre à l'étranger, dans des communautés à la campagne, ou travailler avec des faux papiers dans un bureau, une usine ou n'importe où.

Et ce qui était encore permis hier, peut être déjà interdit aujourd'hui, comme ça arrange ceux qui sont au pouvoir. Rien que ces dernières années, quelques cinq cents trous du cul à Bonn ont réussi à chier un énorme tas de nouvelles lois pour littéralement emmerder quelques douzaines de gens dans les prisons.

Certains écrits théoriques ont-ils joué un rôle ?

Si cette question vise à savoir quels écrits doivent être retirés de la circulation afin de protéger l'Etat, alors tous ! Tout ce qui stimule l'imagination est dangereux. Les livres d'Indiens,

des récits de voyage, les illustrés. « L'homme non dressé » dans le *Stern* (bande dessinée anti-autoritaire) est excessivement dangereux.

Sinon, il y a bien toutes sortes d'écrits qui peuvent mettre la pensée en marche et permettre d'établir des relations ; mais la motivation de la résistance armée, on ne la tire que des expériences concrètes et pratiques, de l'absence de tout droit dans l'usine, de l'inefficacité des protestations verbales, de la terreur du « normal », de la contradiction entre les droits formels et de l'impuissance à les imposer dans la réalité.

« Il ne faut pas s'imaginer que de passer dans l'illégalité soit une chose facile à faire », a dit Horst Mahler. Comment se transforme-t-on dans l'illégalité ?

Il ne faut absolument rien s'imaginer comme étant facile. Illégalité, légalité, fabrique, taule, CDU, SPD — nous sommes toujours libres de choisir entre beurgh et pouah. Personne ne passe volontairement dans l'illégalité, et même quand on fait de nous des illégaux, alors nous nous opposons aux stéréotypes de « l'illégalité » et du « terrorisme », puisque nous ne faisons que nous défendre et résister. Exactement comme il est possible et nécessaire de le faire dans tous les autres domaines de la vie et dans toute autre situation.

L'illégalité n'a rien d'extraordinaire. Ça peut arriver à quiconque, comme de marcher sur une merde de chien. La preuve : par exemple les poursuites contre les antinucléaires de Brokdorf et Grohnde et les descentes contre les groupes de femmes de Francfort. Nous nous garderons bien de glorifier l'illégalité ou d'en faire un spectre démoniaque. Elle est quelque chose de tout à fait quotidien dans un Etat policier. Il nous faut rester lucides. Mahler a dit un jour : « La politique révolutionnaire est nécessairement criminelle », et il est considéré comme l'auteur d'une brochure qui jouit d'une grande popularité. A l'époque, il s'entourait de toute une forêt de points d'exclamation : Enfin comprenez ! Enfin agissez ! Faites quelque chose ! Aujourd'hui, il s'entoure de toute une forêt de points d'interrogation et se laisse exhiber comme épouvantail antiterroriste pour public éclairé. Mahler reste à coup sûr sincère ; mais il est passé comme

beaucoup d'autres d'un enthousiasme débordant à une amertume sans fond.

Ce qu'il faut, c'est être lucide devant la réalité, et devant la réalité de l'illégalité. Dans la réalité mélangée (dans les taillis) de notre vie quotidienne de frustrés, nous apercevons des points d'exclamation, des points d'interrogation, et plusieurs « A » entourés d'un rond. Agir, s'enthousiasmer, s'emballer, et être en même temps capable d'autocritique (ce qui implique aussi qu'on prenne au sérieux la critique des autres, même si les flics s'efforcent d'exploiter à leur avantage toute critique de la lutte) — tout cela ne doit pas s'exclure mutuellement.

L'illégalité ne barre-t-elle pas l'accès aux masses qu'on voudrait justement atteindre ?

Les flics rejettent dans l'illégalité pour les isoler les gens qu'ils considèrent comme dangereux. C'est évident. Mais l'isolement existe dans tous les domaines de la vie ; la lutte contre l'isolement et pour la solidarité qui « barre l'accès aux masses », mais aussi l'avant-gardisme puant qui pourrait en résulter.

En outre, nous ne sommes pas des prédicateurs qui apportent l'histoire sainte « aux masses ». La fonction de la guérilla c'est de montrer les possibilités de résister contre un Etat apparemment omnipotent et contre ses profiteurs, et d'organiser cette résistance. Quand les antinucléaires empêchent la destruction de leur environnement en occupant des chantiers ou en faisant du sabotage, quand les groupes femmes organisent des voyages à l'étranger ou des cliniques pour avorter, quand les élèves dans les usines à bachotage gagnent un jour de liberté sur le terrorisme de rendement qu'ils subissent, avec des alertes anonymes à la bombe, ça aussi est une sorte de guérilla. La guérilla n'est pas une religion, elle n'est rien d'autre que la forme que prend la lutte des masses.

Les actions étaient-elles plutôt spontanées ou soigneusement préparées ? Qu'est-ce que vous ressentiez après ?

Naturellement, les conditions de la lutte et de l'action exigent un certain degré de préparation. Mais la spontanéité y

trouve aussi son compte, parce que dans la pratique aucune action ne marche comme prévu.

Dans la RAF il y avait de fortes tendances hiérarchiques. Qu'en est-il dans le Mouvement du 2 Juin ? Comment étaient prises les décisions ? Quels étaient les rapports avec la RAF ?

Nous ne savons pas grand-chose sur la RAF. Des militants actifs de la RAF disent toujours que chez eux règnent la tendresse et le sens de la collectivité. Dans le Mouvement du 2 Juin, les femmes oppriment les hommes et les prolos les étudiants, autant que le contraire. Les décisions sont prises aux dés ou à coups de poings, mais de toute façon elles sont toujours fausses. Notre rapport avec la RAF est très érotique et très familial.

Est-ce qu'il y a des gens qui ont dit : « Là, je marche plus » et qui ont laissé tomber ?

Oui !

Les « Cellules révolutionnaires » ont revendiqué l'évasion de Till Meyer ; est-ce que ce n'était pas une action du 2 Juin ?

Les Cellules révolutionnaires ont revendiqué les deux actions contre les avocats nommés d'office. Comme il ressort d'une déclaration que Till Meyer a faite au procès, l'action de libération a été menée par un « Commando Nabil Harb ¹ ».

On a pu lire quelque part des choses au sujet d'une « faillite » du Mouvement du 2 Juin. Le Mouvement est-il en train de se dissoudre ?

Mouvement du 2 Juin, c'est un concept politique. Il désigne la concrétisation de la résistance politique quotidienne issue de la révolte de la jeunesse des années 60. C'est-à-dire, le Mouvement du 2 Juin est incarné par tous ceux qui ont essayé et essaient encore d'opposer une résistance et des alternatives à la

1. Ce n'est naturellement par vrai ! Le journaliste du « Stern » espérait sans doute apprendre quelques détails...

terreur capitaliste quotidienne. En font partie les squatters et les jeunes qui autogèrent leurs maisons de jeunes, les comités-prison et les groupes femmes, les boutiques d'enfants et les journaux alternatifs, ceux qui organisent des grèves de loyer et les avortements à l'étranger, aussi bien que les comités internationalistes de solidarité avec les peuples du Viêt-nam, de l'Iran, de la Palestine, de l'Angola, du Sahara ou d'ailleurs.

Les commandos armés étaient l'expression et le résultat de ce mouvement, ils en sont issus, ils en ont été nourris et en dépendaient — même si aujourd'hui certains ne veulent plus l'admettre. C'était une tentative pour traduire le caractère révolutionnaire latent du mouvement en actions exemplaires, en stimuler ainsi l'évolution et surmonter l'impuissance partielle du mouvement, par exemple devant les emprisonnements et devant la police.

Ni le mouvement ni ses groupes armés ne se sont dissous. Mais il y a eu et il y a encore un vaste processus de transformation. Aujourd'hui, on ne parle plus guère du terrorisme de la consommation, en revanche on parle d'autant plus du chômage. Ce n'est plus la peur des lois d'exception qui fait descendre l'opposition politique dans la rue, mais la police et le Bundesgrenzschutz (Protection fédérale des frontières) qui mènent la guerre civile en transformant les lois en chiffons de papier, voir Grohnde, Brokdorf, Stammheim, le contrôle des frontières, les écoutes téléphoniques, la BEFA (Beobachtende Fahndung = service spécial de surveillance du courrier, des voyages, des contacts de quelques milliers de « sympathisants »), Big-Brother, DISPOL (un des cinq systèmes électroniques d'information des flics), les fichiers et les milices de protection d'entreprises, etc., etc., et le déclin du niveau social de la majorité de la population créent une insatisfaction bien différente de l'indignation morale que ressentaient les étudiants devant les massacres lointains de l'impérialisme. Si vous voulez, la résistance est en train de perdre son caractère abstrait et de devenir concrète.

Dans ce contexte, il y a bien entendu aussi un transfert toujours plus grand de l'importance accordée aux actions révolutionnaires — armées et non armées —, une restructuration de la résistance, des différentes formes de résistance et d'organisation.

Karl-Heinz Dellwo² a dit que les sympathisants sont choqués par certaines actions. Est-il vrai, comme Bommi Baumann le dit, qu'on en est arrivé à agir selon des principes qu'on ne détermine plus soi-même ?

C'est exact. Le détournement de l'avion à Mogadiscio était une action antipopulaire. Il existe même une théorie selon laquelle il serait « populiste » de rechercher la sympathie du peuple, et révolutionnaire de s'en foutre royalement. Nous avons choisi le populisme parce que, de toute façon, il nous est impossible, vu nos belles gueules, de nous débarrasser de la sympathie des masses.

Bommi Baumann³ agit selon le principe que, de temps en temps, il a besoin d'argent et qu'il ne peut vendre ses histoires déjà bien connues que s'il invente quelques nouveautés, comme par exemple le chantage atomique par « des terroristes ». Et pour nous, c'est là que cesse la plaisanterie. Ce sont les Amerlocks racistes qui ont balancé les premières bombes atomiques sur des métropoles japonaises. Et nous craignons depuis longtemps que les requins des profits nucléaires et les responsables politiques n'essaient de diriger contre NOUS la colère du peuple à la suite du premier accident important d'une centrale nucléaire ou d'une catastrophe de l'armement atomique.

Le fait que Bommi se prête à ça, montre où ça peut mener quand on se prostitue à la propagande de ceux qui ont le pouvoir.

Est-ce que le Mouvement du 2 Juin a considéré dès sa création la RFA comme un Etat fasciste, et comment voit-il la RFA aujourd'hui ? L'analyse s'est-elle modifiée de façon décisive ?

Quelles salades ! La RFA n'était et n'est pas fasciste. Mais

2. Karl-Heinz Dellwo, condamné à la prison à vie pour sa participation à l'attaque contre l'ambassade d'Allemagne de Stockholm.

3. « Bommi » Baumann, ex-membre du Mouvement du 2 juin, auteur de « Tupamaros Berlin-Ouest » (édition La France Sauvage), a accordé une interview au « Stern » après l'enlèvement de Schleyer, où en plus de condamner l'enlèvement et l'attentat de Mogadiscio, il « révélait » que les « terroristes » étaient prêts à tout, y compris à utiliser le chantage atomique pour libérer les prisonniers.

les bureaucraties sur lesquelles l'Etat repose, avant tout la police et la justice, fonctionnent de la même façon, pas seulement depuis le Troisième Reich, mais depuis Guillaume II et même sous la République de Weimar, au profit du pouvoir, de la réaction et du capital. C'est pareil dans toute société de classes. Et ce sont ces bureaucraties sur lesquelles l'Etat repose qui, surtout en périodes de crises, cautionnent le terrorisme de la droite et qui exercent le terrorisme au nom de l'Etat.

A cet égard, chacun des juges, procureurs ou flics se sent absolument « impartial ». L'appareil de répression fonctionne grâce au dressage (prussien) et aux réflexes (de classe). Nous serions aveugles si nous ne faisons pas de différence entre les débats judiciaires de Freisler au tribunal populaire national-socialiste qui aboutissaient en dix minutes à une sentence du genre « coupez-lui la tête » et notre propre procès qui va douloureusement s'étirer en longueur pendant des mois et des années pour finir par une condamnation à peine moins prédéterminée, mais qui s'efforcera toujours de conserver l'apparence de la légalité. Nous sommes même autorisés à donner des interviews — trop aimable !

On ne peut pas opposer purement et simplement le fascisme et l'Etat bourgeois traditionnel comme le jour et la nuit. Les degrés intermédiaires sont multiples. Tous deux sont des formes de domination capitaliste.

La RFA n'est pas un Etat fasciste, mais elle a des tendances fascistes qui, ces dernières années justement, se sont renforcées de façon considérable. Bien entendu, les méthodes sont aujourd'hui beaucoup plus subtiles et plus différenciées. Prenons l'exemple des prisons : hier comme aujourd'hui, on cogne à mort les prisonniers, on les traîne dans les cellules spéciales où on leur file contre leur gré des piqûres de tranquillisants. A Hambourg, pendant la grève de la faim de l'été 1977, les prisonniers de la RAF ont eu, grâce à toute cette sollicitude, les dents défoncées avec des coins de bois lorsqu'ils s'opposaient à l'alimentation forcée. En mai 1977, des brigades spéciales d'intervention de la Protection d'Etat nous ont écrabouillé les poignets avec des chaînes à vis, on nous a arraché les cheveux par poignées et donné des coups de pied dans les reins. Avec ces traitements, on voulait briser notre résistance face à la

coupe de cheveux imposée et nous punir de faire des grimaces lors des confrontations avec les témoins. Amnesty International a fait part de son inquiétude. Un juriste renommé parla de torture. La presse s'est tue.

Il y avait aussi ces « bâtiments morts » dans lesquels Astrid Proll et Ulrike Meinhof, par exemple, ont été totalement isolées pendant des mois et des années. Alors on a parlé à juste titre de torture « blanche ». La loi « d'interruption des contacts »⁴ ôte aux prisonniers toute défense et tout droit selon l'arbitraire du gouvernement de Bonn. Filbinger⁵ peut bien se qualifier lui-même de juriste redoutable. Les événements dans une prison de son Bundesland (Stammheim) sont restés inexplicables, recouverts par un tissu de mensonges et étouffés dans le coton des explications officielles. Le fait que tout cela soit peu de choses comparé aux atrocités et aux tortures de l'époque nazie, ça ne peut pas être un critère pour nous.

C'est une pensée schématique sur la question du fascisme qui a réussi jusqu'ici à empêcher une grande partie de la gauche d'engager un véritable débat sur la problématique de la résistance armée ici et maintenant. En deux mots : la lutte armée pour le socialisme ne serait raisonnable et légitime que contre les variantes ouvertement fascistes des régimes capitalistes. L'histoire allemande a montré que, justement à ce moment-là, tout peut être déjà trop tard. On ne justifie pas la lutte armée en essayant désespérément de prouver que l'Etat est foncièrement fasciste. Quelques camarades ont déjà gaspillé trop d'énergie là-dessus.

Les actions du Mouvement du 2 Juin et de la RAF ont conduit à un armement accru de la police et au renforcement des lois. Ça peut aussi se retourner contre la gauche légale.

4. Kontaktsperregesetz : Loi votée par le Bundestag lors de l'affaire Schleyer, alors qu'elle était déjà en vigueur depuis 15 jours. Elle permet de supprimer pour les prisonniers politiques tous les droits, pour une durée indéterminée (radio, presse, promenade, visite d'avocat, etc., etc.). A l'époque cela a duré sept semaines. La mort des quatre prisonniers de Stammheim a eu lieu entre-temps.

5. Filbinger, ministre-président du Baden-Württemberg au moment de l'interview. Il a dû démissionner peu après lorsqu'un journaliste dévoila son zèle excessif alors qu'il était procureur en 1944-1945.

Est-ce que de telles conséquences ont été prises en considération avant les actions ?

Celui qui se soumet volontairement à un maître et se laisse exploiter n'a pas à craindre des représailles. S'il se rebelle, on le contraint par la force, et plus il résiste, plus grandit la terreur des exploitateurs. Autrement il n'y aurait ni oppresseurs ni opprimés. L'alternative qui consiste à renoncer quasi « volontairement » à l'autonomie pour ne pas avoir à subir des méthodes terroristes, n'en est pas une. Les actions révolutionnaires sont bien entendu un prétexte de choix pour restreindre les libertés bourgeoises et pour développer l'appareil répressif. Mais elles n'en sont pas la raison. Cet « argument » ne fonctionne pas pour les lois d'Etat d'urgence et la loi relative aux grenades à main. Et même la création des brigades mobiles d'élite était déjà une affaire décidée bien avant que les premières grandes actions de la guérilla aient eu lieu. Et la guérilla n'est certainement pas responsable des interdictions professionnelles. Se servir des actions menées ou des actions prétendues imminentes de minorités ou de petits groupes comme justification, c'est une méthode bien connue depuis l'époque fasciste. Dirigeons cette argumentation contre le pouvoir : l'exploitation du peuple, le terrorisme de la police et des prisons conduisent invariablement à renforcer la résistance et entraînent des révolutions sanglantes. Est-ce que ces conséquences sont prévues par les oppresseurs ? De toute évidence !

Lors du procès, Ralf Reinders a dit : « Notre but était et reste de gagner la majorité du peuple à la révolution. » Comment, par exemple, le détournement d'un avion de la Lufthansa, avec à bord des touristes de Mallorca, est-il compatible avec cette idée ?

Il ne l'est nullement !

Horst Mahler a dit : « Cet Etat utilise les terroristes pour liquider aujourd'hui graduellement les libertés bourgeoises qui ont dû être accordées au peuple en 1949 après la débâcle du fascisme. » Ne vaudrait-il pas mieux aujourd'hui défendre ces libertés bourgeoises ?

Le patron dit : « Prenez-vous-en aux paresseux si nous donnons des salaires plus bas ! »

Le législateur dit : « Prenez-vous-en aux têtes de mule si nous sommes obligés d'utiliser des matraques plus grosses ! »

Les SS disent : « Prenez-vous-en aux partisans si nous massacrons tout le village ! » Mais comment pouvons-nous parler comme ça dans une démocratie où le peuple est roi ? Sommes-nous assez bêtes pour nous exploiter, nous opprimer et nous massacrer nous-mêmes ? La logique de la libération ne peut pas être la même que celle de la domination.

Nous baisérons le cul de nos tortionnaires pour qu'on offre à Horst Mahler une télévision en couleur.

« Bommi » Baumann a dit que Mogadiscio avait été une folie élitiste ; que le meurtre de Schleyer entraînerait des contre-coups politiques. Est-ce qu'il ne faut pas plutôt attendre les progrès politiques de mouvements qui ont une base légale comme les groupes antinucléaires et les groupes d'initiative civique (Bürger-initiativen) ?

L'enlèvement et la mort de Schleyer, ancien nazi et patron des patrons, ont un tout autre poids que Mogadiscio. Le fait d'avoir lié un action juste à une action fausse pouvait égarer bien d'autres gens que Bommi Baumann. La séparation entre le mouvement légal et illégal, entre les initiatives civiles armées et non armées ne peut-être conservée que par une pensée stéréotypée et dogmatique des uns et des autres. Ce sont ces stéréotypes et cette séparation qui empêchent d'aller plus loin. C'est ce contre quoi nous luttons.

Est-ce qu'à un moment donné, peut-être maintenant pendant l'emprisonnement, vous vous êtes dit : « Ce n'est plus ce que nous voulions. Nous devons repenser nos idées de départ ? »

Une société n'est pas figée, immuable. Il y a sans cesse des changements, des processus, des transformations, des déplacements des rapports de pouvoir. On doit donc examiner et repenser sans cesse sa propre politique. Si on ne le fait pas, elle dégénère en dogmatisme, elle s'éloigne de la réalité et pro-

gramme son propre échec. Ou, comme dit Marx : « Les révolutions prolétariennes se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble être déjà accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leur propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient :

« Hic Rhodos, hic salta ! C'est ici qu'est la rose, c'est ici qu'il faut danser ! »

Certains jours du procès, l'ambiance dans les boxes des accusés semblait être très joyeuse. La perspective d'une condamnation à perpétuité a-t-elle de quoi faire rire ?

La vie est tellement sérieuse qu'on ne peut la supporter qu'en riant, comme Gerald aime à le dire.

Mais soyons sérieux pour une fois. Cette question ne peut être posée ainsi que parce qu'un sentiment de morosité s'est répandu dans le spectre multicolore des sectes gauchistes. D'accord que la perspective offerte par le capital aux hommes est atroce. Qu'il s'agisse de détention à vie ou d'exploitation à vie, de guerres impérialistes ou de contamination atomique, celui qui en prendrait son parti n'aurait vraiment aucune raison de rigoler. Mais le principe de la « guérilla du plaisir »⁶, qu'on n'a pas encore pigé partout, c'est que la vie doit être un plaisir. Et que la lutte révolutionnaire doit être un plaisir, parce que sinon personne ne la mène. Celui qui se bagarre a de quoi rire. Il a fallu mettre sur pied tout un appareil de l'Etat, à la puissante odeur de moisi pour empêcher le théâtre de guignol de Moabit de crouler sous les rires du peuple. Doit-on rester sérieux quand on voit arriver le témoin Peter Lorenz ?

6. Jeu de mots : Stadtguerilla = guérilla urbaine
 Spassguerilla = guérilla du plaisir

Andreas Vogel se retrouve maintenant sans avocat de confiance. Il ne veut pas coopérer avec l'avocat nommé d'office. Dans quelle mesure sa défense est-elle encore possible ?

Avec un peu de bonne volonté, tout est possible. Un vol spatial sans fusée, une défense juridique sans défenseur. La partie adverse, pour sa part, est dans de plus mauvais draps. Ils doivent mener le procès sans morale, sans sentiment humain, sans comprendre.

Somme toute, que pensez-vous du procès ?

Si nous n'avions pas été faits prisonniers, nous n'y serions pas allés. A part ça, il nous a parfois semblé fatigant, mais c'était plus marrant que de rester dans nos cellules. De plus, nous voulions profiter de chaque occasion pour dire ce que nous avons à dire. Jusqu'à présent, le déroulement du procès a montré où l'intérêt du public déclinait — c'est tout naturel car nous ne sommes pas le nombril du monde —, la procédure de la Cour fédérale et du tribunal prenait de plus en plus l'allure d'un rouleau compresseur. Toutes les possibilités des lois d'exception sur la restriction de la défense et l'exclusion des accusés ont été complètement épuisées. Un trimestre après le début du procès, la Cour fédérale avait déjà engagé devant le tribunal disciplinaire des procédures contre tous les avocats de confiance à cause de propos tenus lors du procès. Il s'agit en outre, pour la plupart, de jeunes avocats inexpérimentés. Les avocats qui ont l'expérience des procès de Sûreté de l'Etat ont déjà été frappés d'interdiction professionnelle avant le début du procès, comme par exemple Henning Spangerberg, ou bien ils ont été exclus de la procédure par application du paragraphe spécial 146 (interdiction de défense collective). Certains avocats de l'extérieur, venant de la République fédérale à Berlin, ont été écartés, le tribunal refusant de les nommer. Ainsi, ils se trouvaient hors jeu pour des raisons financières. Nous-mêmes, nous avons été exclus du procès, d'abord pour des journées, ensuite pour une durée indéterminée, parce que nous ne supportons tout simplement pas que le tribunal fasse matraquer à chaque signe de vie nos amis et nos familles par les flics qui remplissaient les bancs du public, et parce que nous ne supportons pas que les avocats d'office interviennent dans le procès et interrogent les témoins

contre notre volonté. Lorsque nous étions là, nos demandes de paroles étaient en général ignorées ; pour les avocats de confiance, cela c'est passé fréquemment. Certains jours, on avait l'impression que le tribunal espérait toucher une prime s'il parvenait à une certaine phase du procès, par exemple la lecture de l'acte d'accusation jusqu'à une date fixée. Notre demande d'enregistrer au magnétophone a été rejetée. Ainsi, le président fait toujours inscrire sur le procès-verbal sa propre version des déclarations contestées. Les demandes d'inscription sur le procès-verbal faites par nos avocats de confiance sont rejetées, par exemple quand un témoin dit : « J'ai signé tout ce que la Sécurité d'Etat m'a dicté. » Par ailleurs, le président donne de plus en plus l'impression qu'il est court-circuité par les autres membres du tribunal et par la Cour fédérale, tout autant que le sont les défenseurs et les accusés. Après notre exclusion, nous avons déclaré par écrit que nous serions encore plus sages à l'avenir. Le tribunal a jugé que ces déclarations manquaient de sérieux et étaient injurieuses.

Dans tout cela, il ne s'agit pas seulement d'une suppression des droits démocratiques. Au contraire, les procès politiques sont intégrés dans le déroulement ordinaire de la justice de classe. Car les prisonniers « normaux » (taulards) n'ont jamais pu jouir des droits qui existent sur le papier. Pour pouvoir en jouir, il a toujours fallu, soit avoir des ressources financières — comme c'est le cas des escrocs de haute volée —, ou bénéficier d'un intérêt extraordinaire de l'opinion publique — comme lors l'affaire du *Spiegel* ou lors des premiers procès contre des étudiants —, soit avoir un passé nazi ainsi qu'un réseau de sympathisants actifs représentatifs dans le milieu judiciaire. Le juge assesseur du juge Geus, Weiss, a déclaré non coupable le juge assesseur du tribunal populaire national-socialiste, Rehse. Ce juge Weiss est bien représentatif du tribunal berlinois. Les autres cours en RFA et la Cour suprême fédérale à Karlsruhe ne sont pas plus brillantes. La traduction de BGH (Bundesgerichtshof à Karlsruhe) en Brauner Gangster Haufen (à peu près : Bandits en chemises brunes) est bien trouvée. Si nous ajoutons que nous comptons sur un jugement loyal, nous espérons que tout le monde comprendra l'ironie.

A certains égards, le procès est maintenant déjà fini pour nous ; nous ne pouvons plus nous défendre nous-mêmes, nous

ne pouvons plus nous exprimer nous-mêmes parce qu'on nous a expulsés. On a ainsi privé de ses dernières possibilités une défense qui en avait déjà bien peu.

Depuis l'évasion de Till Meyer, les conditions de détention se sont-elles aggravées ?

Nos conditions de détention n'ont pas changé, abstraction faite des vitres de séparation qui ont été aménagées par décret pour les visites des avocats à partir du 1^{er} juin 1978 et qui sont imposées maintenant pour toutes les autres visites par les crétins responsables de la sécurité ; ça concerne aussi les gens qui sont prétendument accusés de soutenir des « terroristes » et les imprimeurs d'Agit-Druck avant leur libération. De toute façon, nos conditions de détention sont suffisamment emmerdantes comme ça.

Quelles conséquences entraîne la mise en place de vitres de séparation dans les parloirs pour la préparation de procès, pour le travail avec les avocats ? Quel sentiment éprouve-t-on derrière la vitre ?

On a le sentiment d'être assis derrière une vitrine et de regarder fixement à travers la vitrine. Tout contact humain s'évanouit. L'étude des documents avec l'avocat est rendue plus difficile parce qu'il faut tenir chaque feuille séparément contre la vitre. Des dossiers ou des documents qui pouvaient encore être échangés auparavant pendant la visite de l'avocat et qui étaient contrôlés avant et après la visite au moyen de détecteurs, ne peuvent plus entrer et sortir que par l'intermédiaire du juge, ce qui dure des jours, parfois des semaines. Certaines parties du procès ne peuvent plus du tout être préparées.

Combien de visites (parents et amis) pouvez-vous recevoir ?

On nous accorde tous les quinze jours une demi-heure de visite sous la garde de deux flics de la Sécurité d'Etat et d'un flic de la prison. Et ça, à travers la vitre de séparation. Depuis que c'est ainsi, tous les prisonniers concernés à Moabit renoncent aux visites. C'est-à-dire que nous faisons venir les visiteurs

pour qu'ils puissent voir les vitres de séparation, et ensuite nous interrompons la visite.

Quels livres et magazines peut-on lire ? Quels sont ceux qu'on ne reçoit pas ?

Nous recevons encore le *Stern* et le *Spiegel* et des quotidiens bourgeois. Mais même pour ceux-là, il y a déjà une censure tatillonne pour certains prisonniers d'Allemagne de l'Ouest. Nous ne recevons absolument plus les journaux et les magazines qui ne sont qu'un petit peu libéraux de gauche. Même le *Neues Forum*, par exemple, journal viennois social-démocrate, est dangereux pour la sécurité.

Les livres ne peuvent être obtenus que par l'intermédiaire de l'administration, et elle s'y refuse tout simplement, de telle sorte que maintenant nous n'obtenons plus de livres.

Combien de fois le groupe se rencontre-t-il en dehors du procès ?

Nous avons une heure de promenade par jour en groupe de six, une séance de ping-pong par semaine et une fois par semaine deux heures de rencontre avec la possibilité d'échanger des livres, des magazines et des écrits, ce qui est interdit normalement.

Est-ce qu'il y a des contacts avec d'autres prévenus ?

Dans le cas où il est possible d'avoir des contacts par la cour de promenade, ces contacts sont punis par des brimades, par ce qu'ils appellent des punitions maison (interdiction de cantiner, privation de promenade, mitard), et par des transferts, pour nous comme pour les prisonniers concernés. On peut avoir des contacts par lettre qui passent par la censure et à la suite desquels les correspondants doivent compter pareillement avec des tracasseries. Il y a déjà eu des cas où on a refusé d'accorder le sursis en invoquant comme raison qu'il y avait eu des contacts par lettre avec l'un de nous. Sinon, aucun contact dans le cadre de la détention, isolement continu.

Combien de fois fouille-t-on les cellules ?

En quatorze jours sept fois, selon une décision du tribunal. La plupart du temps en notre absence. La Sécurité d'Etat se sert de n'importe quel prétexte, officiellement sur perquisitions ordonnées par le juge, officieusement tous les jours. Les dossiers de la défense sont lus, photocopiés, photographiés et volés. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de voir le procureur fédéral lire sa réponse à une demande à peine déposée par la défense sur une feuille fraîchement tapée. La tronche de Völz pris sur le fait était presque aussi rouge que sa robe ; bien entendu, Geuss n'a vu aucun intérêt à prendre acte de ce procédé.

Pour en revenir aux fouilles : une fois par semaine, tout ce que nous avons, y compris les produits alimentaires, est ramassé et radioscopié par des fonctionnaires particuliers dans une chambre spéciale. Avant, nos objets étaient mis sur une table coulissante et étaient radiographiés sans aucune protection contre les rayons. Et ça pendant des années. Suite aux plaintes des avocats, le médecin de la prison a pris position : sur le plan santé aucun inconvénient ! Mais par contre, les fonctionnaires qui travaillaient dans cette pièce ont obtenus au début de l'année des vêtements de protection contre les rayons, et le 31 juillet 1978 cette pièce a été fermée. Cela n'a vraisemblablement aucun rapport avec les symptômes de cancer de l'intestin du prisonnier Eberhard Dreher qui subit les mêmes contrôles que nous. Nos objets sont maintenant radioscopiés ailleurs dans la prison dans un appareil complètement blindé.

Au procès, les conditions de détention sont souvent violemment critiquées. Qu'est-ce qui doit changer ?

Qu'est-ce que ça veut dire : « Qu'est-ce qui doit changer ? » C'est la taule qui doit être supprimée parce qu'elle est un instrument pour maintenir les rapports de classes. Naturellement ça n'est possible qu'en bouleversant les rapports sociaux.

Pour nous il s'agit d'arracher par la lutte des conditions qui nous garantissent la survie, c'est-à-dire qui garantissent notre intégrité physique et psychique. Ça ne vaut pas seulement pour nous, mais pour tous les prisonniers. Ça veut dire concrète-

ment d'une part : suppression du traitement spécial, intégration dans la vie quotidienne normale de la prison. Ça veut dire d'autre part : créer au moins pour tous les prisonniers les conditions dont jouissent une petite minorité privilégiée à Moabit, ce qu'on appelle détention en groupe. A Moabit, soit dit en passant, règnent les pires conditions de détention de toutes les prisons de la RFA. Le régime dit de « détention normale » signifie ici : une heure de promenade en commun. C'est tout ce que l'on offre sur des mois et des années comme contact social. Le reste du temps, c'est-à-dire 23 heures par jour, le prisonnier est tout seul dans sa cellule. La « détention en groupe », ça veut dire : sept heures et demie par jour les cellules ouvertes, le soir deux heures et demie de télévision en commun. Cette détention en groupe a été instaurée par l'ancien sénateur de justice, Baumann, comme modèle dont devraient bénéficier tous les prisonniers qui sont incarcérés depuis plus d'un an. En fait, seule une partie de ceux qui sont en taule aussi longtemps ou plus longtemps, sont mis en détention de groupe.

Pour nous, bien entendu, la possibilité de nous préparer au procès fait partie des conditions de détention, ce à quoi le tribunal ne tient pas, pour des raisons compréhensibles. On ne nous concèdera pas volontairement ou par pur humanisme de meilleures conditions de détention. Cela contredirait aussi la volonté de destruction que les responsables ont manifestée jusqu'à présent, en particulier contre les prisonniers politiques. Nous devons lutter pour changer les conditions.

LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS !!!

DE FORTES FEMMES *

La vie est selon moi en état de vertigineuse décadence et une nouvelle philosophie n'est pas utile pour ressentir ce déclin.
(Un poète révolutionnaire, un complice.)

Nous avons tous entendu les coups de feu tirés sur Ponto et pourtant nous avons feint de ne pas entendre (sourds par peur). Stockholm, Drenkmann, Buback, Ponto : une chaîne ininterrompue de cris de femmes que seule une mitraillette pourrait faire cesser.

Depuis Ponto on n'a plus le droit de se taire : un nombre relativement élevé de femmes évoluent dans le monde du prétendu terrorisme. Jamais auparavant les bombes, les liquidations de personnalités, les attaques de banque, etc., n'avaient provoqué une telle irritation, aujourd'hui où l'on voit partout que les femmes ont cessé de se taire. Quelle différence y a-t-il entre une femme qui quitte son mari après trente ans de vie conjugale heureuse et une femme qui prend les armes ? Quitter la vie bourgeoise, tourner le dos à la légalité, c'est un pas que chacune (ou chacun) peut franchir. De quelle façon ? Cette décision dépend de leur passé, de leur présent, de leur ego. Préjuger de leur finalité comme le fait la gauche effarée face à tant de frères et sœurs en armes, est l'arrogance des apeurés,

* Texte publié dans INFO BUG 5-7-1977, n° 172.

de ceux qui ne prennent jamais les armes mais qui, dans leurs réactions paranoïaques ne représentent rien d'autre qu'un arsenal permanent de bombes toujours désamorçées.

La violence serait le fait des autres, membres déchus de la famille (comme on peut si bien le lire dans le *Spiegel*, dans l'interview des gauchistes professionnels à propos de leur soutien à l'article de Göttingen). En dépit de cela, la gauche légale parle comme si elle était seule responsable et s'en excuse. La gauche ouest-allemande n'est plus qu'une simple entité légitime. Elle est sa propre névrose, elle se suit elle-même, elle n'est plus que peur. Elle s'est arrêtée devant le seuil décisif, qui, une fois franchi déboucherait sur la mort. Ce n'est pas la gauche armée qui est sur le chemin de la mort, mais au contraire toute la vie. Exiger d'elle qu'elle quitte ce chemin conduisant à la mort, comme on peut le lire sur les plages de béton, reviendrait à se poser la question : mais où aller ?

A une époque où l'on développe la bombe à neutrons qui, comme les journaux l'ont si bien rapporté, ne provoque, dans son action, aucun dégât matériel, mais détruit, dans une terrible agonie, des millions de vies humaines, la mort d'un seul être devrait-elle effrayer davantage que la destruction d'une partie de l'humanité ?

A une époque où la destruction systématique de la vie humaine est programmée par l'installation dans le monde entier de centrales nucléaires parfaitement légales, la disparition de quelques assassins serait un crime ? L'internationalisme (Malville) serait-il autre chose que l'amitié des peuples telle qu'elle n'a encore jamais existé ?

Dans le contexte du retour en RFA du chef fasciste Kappler, qui a assassiné trois cent cinquante-six Italiens et fait déporter plus d'un millier de Juifs, ce qui est salué comme un acte de libéralisation, est-ce que la libération qui sauve des prisonniers de la mort (enlèvement de Lorenz à Stockholm) devrait être assimilée au terrorisme ?

Aujourd'hui où nous devons assister à l'inéluctable progression de l'anéantissement de la vie, une bombe qui frappe une centrale meurtrière serait-elle autre chose que l'expression de la révolte de l'humanité ?

Comment sommes-nous devenus aveugles ? Trop de lunettes,

trop de savoir, trop d'analyses, trop déshumanisée pour être vraie, la gauche ouest-allemande ? Vous avez oublié que nous sommes fous. Vos sentiments sont homicides. Proche de l'étouffement votre esprit ne raisonne plus qu'en vain. Vous êtes morts avant que quoi que ce soit explose.

Vous tournez autour des mots que vous n'êtes plus capables d'exprimer. « Non, Ulrich, ne dit pas ça », dit dans une interview au *Spiegel*, Mme le prof. Gerstenberg à M. le prof. Preuse. Jamais une expression ne m'a fait aussi mal que celle de l'intelligentsia allemande vis-à-vis de lui (rédacteur outré à juste titre) à propos de son soutien à un article interdit. Jamais je n'ai éprouvé une telle peur des intellectuels, on ne peut devenir plus stupide. Quelque chose à défendre avec quoi on n'est pas d'accord : à la fin du langage, à la fin de la colère.

Les journaux bourgeois parlent au contraire d'éducation parricide des terroristes, en particulier par les femmes.

Bien sûr dans ce grand chaos des interprétations du phénomène « terrorisme », la vérité incite plus à se désoler de l'incapacité de la gauche (attention, pas à propos de Buback ni de Ponto, mais vis-à-vis de notre peur).

Ne serait-il pas temps, après plus d'un millier d'années de suprématie du père, de renverser celui-ci ? Partout circule ce sentiment de société patriarcale, puis là, soudain il s'arrête. Il est évident que les femmes sautent sur l'occasion, comme d'habitude. Il existe de nombreuses façons de se défendre.

L'Etat, ce « sur-père », envoie ses brillants rejetons au ciel avec un fracas tel que cela frappe l'oreille, et dresse ses rejetons pétrifiés de sorte qu'ils ne puissent plus regarder vers leurs voisins et encore moins vers le ciel, tant il y a de gratte-ciel.

Ce père qui ne peut utiliser son énergie artificielle que dans une dose mortelle, ce halètement stupide des centrales nucléaires. Ce père à qui tout appartient et qui détruit ce qui lui est extérieur. Qui se prend pour un dieu et veut décider de la vie et de la mort des hommes. C'est le maquereau que chaque femme libérée combat. Qu'il s'agisse de l'interdiction d'avorter, de la censure, du viol, des condamnations, de la terreur, aucun de ces pères ne nous trompera plus. Nous avons tout analysé. Nous voyons l'humanité là où elle devrait être désavouée. Nous sommes fous, parce que dans ce monde de la

mort nous défendons la vie : avec des cris, des fusils, des pétitions, avec des refus, des écrits, avec tout ce que nous avons. Nous avons inventé la guerre, pas les bombes ni les fusils; ni le camp de concentration, ni la privation de liberté, les asiles d'aliénés ou autres prisons, dans lesquelles nous enferment les pères. Pas la science qui invente la destruction de la vie. Nous quitterons tout ce qui lui appartient.

Désespérer ?

Nos mères nous ont appris à ne pas le faire. C'est une faculté de l'éducation sans père, qui la plupart du temps vous empeste. Qu'il y ait quelqu'un pour qui la vie signifie plus que la guerre, la mort, la concurrence, la performance, le travail.

Nous n'aimons pas le travail, nous sommes paresseux. Nous ne sommes pas violents, mais nous sommes agressifs et tendres. Nous n'assassinons personne, nous éliminons ce qui tue. Nous n'enfermons rien, nous n'emprisonnons rien, nous ouvrons tout ce que vous fermez. Nous ne faisons pas de discours, nous nous taisons quand il n'y a rien à dire. Nous parlons à voix basse quand vous voulez nous écouter. Nous regardons quand vous donnez des ordres les yeux fermés. Nous vivons parce que vous êtes définitivement morts. Vous : les éternels dominateurs, les pères, les adultes, vous qui savez tout mieux que les autres, vous les dirigeants de la mort, vous avec vos bombes qui dépassent tout le monde, et qui ont été bricolées à un moment quelconque. Vous avec vos fusées, vos guerres, vos maladies, vos chaînes d'usine. Vous : qui manquez tant de sentiment. Vous : qui êtes incapables de vous aimer, faites attention, nous vous attraperons si vous nous dérangez. Nous qui sommes haïs, calomniés, la nouvelle jeunesse : les femmes, les fils, les enfants, les vieux, les fous, les criminels, les terroristes, les anarchistes, les homosexuels, les radicaux de gauche, en un mot, les parias de la société, nous les sympathisants de la vie, le marais de vos rêves que vous essayez en vain d'assécher. Nous, vos fous.

Arrêtez, sinon ça va barder !

Viva Médusa.

Un groupe de femmes.

Le nom n'est pas une cachette mais une arme !

Envoyé à :

Spiegel, Stern, Emma, Courage, Bottin noir, Service d'information de Francfort, Plage de Beton, Gazette/Munich, Konkret, journal local Arena/Vienne, Libération, l'Espresso.

Asta : Göttingen, Marbourg, Francfort.

Amnesty international, Union classique, bureau socialiste/Offenbach, comité Russell.

Avocats : Schily, Croissant kanzlei, Heldmann.

Heinrich Böll, Ingeborg Drewitz, Carl Amery, Luise Rinser, Günter Wallraff, Wolf Biermann, Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre.

Chancelier Helmut Schmidt, ministre de l'Intérieur Maihofer, ministère des Sciences et de la Recherche.

Romain Roux-Dufort

ANALYSE DU PROJET D'INTERVENTION D'ANDREAS ET D'ULRIKE POUR UN AUTRE PROCES

Voici une analyse d'un texte d'Andréas et d'Ulrike ; c'est une analyse ponctuelle qui s'est évidemment plus attachée à savoir où allait leur texte qu'à savoir d'où il venait ; il importe de lire avec beaucoup d'attention les premiers paragraphes du texte d'Andréas et Ulrike.

Dès l'abord, disons ceci : il revient à la social-démocratie d'organiser, dans l'Europe de l'Ouest, le processus réactionnaire. Pour cela elle dispose de l'énorme potentiel économique de l'impérialisme allemand, lequel est lui-même soumis à l'hégémonie du capital U.S. Ce dernier contrôle *toutes* les industries stratégiques en Allemagne fédérale — électronique, chimie, pétrole, automobile et construction mécanique.

§ 1 Le modèle de développement social-démocrate est l'intermédiaire de cette stratégie et il se place sur deux plans :

— Les crédits : ceux-ci sont assortis de conditions politiques et ils ont pour fonction de préparer le terrain aux investissements de capitaux en imposant une militarisation de la politique grâce à un chantage économique. Comme le dit Brandt : « *La stabilité, c'est d'anticiper sur la catastrophe afin de l'éviter...* »

§ 2 — Une stratégie politique plus vaste : il s'agit de dicter son modèle de fascisme aux Etats subordonnés à l'Allemagne fédérale dans la chaîne impérialiste. Cette stratégie se déploie à travers le jeu des institutions, par le système de la *counter insurgency* (anti-insurrection), à travers l'organisation de l'Etat sur le modèle de la démocratie parlementaire avec, dans le même temps, l'élimination des partis communistes, de telle sorte que le bloc au pouvoir *ne puisse* jamais être *que* celui du capital U.S.

A l'intérieur de l'Europe de l'Ouest, l'ennemi principal ce sont les USA et la social-démocratie de la République fédérale.

§ 3 Parce qu'elle seule dispose, de par son histoire, de l'Internationale socialiste et du contact avec les syndicats pour imposer en Europe le projet de consolidation d'un nouveau fascisme.

§ 4 C'est ainsi que *toute* attaque contre la présence ici du capital américain s'affronte immédiatement à l'Etat impérialiste et, tôt ou tard, directement aux forces militaires U.S., celles qui agissent ouvertement. Dans *chaque* cas, les attaques contre les installations américaines ici forcent l'Etat à réagir en fonction de ce qu'il est depuis 1945 : une branche du capital US ; cet énorme Etat est, *de plus*, une pièce dans le système des Etats sous emprise américaine, malgré le camouflage au niveau des institutions du véritable statut de la République fédérale : un territoire militaire occupé par les USA.

§ 5 C'est *aussi* une ligne de mobilisation.

L'essentiel est que la social-démocratie, démasquée *de cette façon* par l'attaque de petits groupes armés, va se trouver placée dans l'impossibilité d'organiser l'Europe de l'Ouest en un bloc de puissances militaires au service de la stratégie du capital US. Parce que le fascisme, ici rendu *visible*, va mobiliser *nécessairement* contre la République fédérale allemande tout

ce qu'il peut y avoir de ressentiment politique à l'étranger contre elle — un vieil antifascisme et tout ce qu'il peu y avoir de ressentiment contre l'impérialisme allemand — et contre sa volonté d'hégémonie, dans tous les groupes d'un spectre qui va de l'extrême-gauche aux sociaux-démocrates, ainsi que dans les gouvernements de chaque nation.

I

Ce qu'il faut retenir de cette analyse c'est la première distinction qu'elle établit entre deux niveaux, c'est la présence de ces deux niveaux : cette bipolarité est essentielle car c'est elle qui fonde toute l'analyse, qui la rend opérationnelle. Il s'agit de la distinction entre un niveau politique défini ici comme *modèle de développement social-démocrate* ou bien comme *organisation de l'Etat sur le modèle de la démocratie parlementaire* et entre un niveau économique défini comme *bloc capital US*. Rien de très neuf là-dedans direz-vous. Si : un déplacement important qui fait que ce dispositif analytique se distingue beaucoup du modèle théorique de Marx sur la nature et l'articulation respective du niveau politique et du niveau économique. En effet, à première vue, sur le plan d'une différence avec Marx, ce qu'il y a c'est la prise en considération de l'internationalisation des économies et des pouvoirs. Rien de très neuf là aussi direz-vous : c'est le stade impérialiste dont Lénine a parlé. Soit ; mais à ceci près qu'avec cette analyse de Ulrike Meinhof et Andréas Baader les choses s'affinent, se précisent, et finalement diffèrent. Car Lénine a parlé différemment du stade impérialiste d'abord parce qu'il a vu là une sorte de développement historique intérieur au capitalisme, lié à ses contradictions internes et à leur inévitable et nécessaire dépassement.

Tandis que, sous ce rapport, mis à part la différenciation des niveaux politique et économique, mis à part aussi la prise en considération de l'internationalisation des économies et des pouvoirs, plusieurs choses nouvelles se présentent : c'est

d'abord un nouveau modèle d'articulation entre le politique et l'économique ; un modèle fondamentalement différent du modèle marxiste : il n'y a plus, dans l'analyse de UM et AB, de solidarité organique entre l'économique et le politique, mais autre chose, quelque chose de l'ordre du relai ; nous verrons cela par la suite. Ensuite ce qui change, de façon intrinsèquement liée au nouveau type d'articulation qu'ils entretiennent entre eux, c'est la nature du politique et de l'économique. L'accent est mis ailleurs, les choses sont centrées différemment que chez Marx, le politique paraît beaucoup moins défini par les conditions qui le déterminent que par les déterminations qu'il produit lui-même. Disons qu'à première vue le politique et l'économique apparaissent comme deux instances beaucoup plus indépendantes que chez Marx, deux instances ayant chacune leur vie propre, leurs propres normes de développement, de reproduction, de production. Si bien qu'on peut se proposer, à titre théorique, de partir — comme d'une détermination de base —, d'une rupture entre l'économique et le politique. Nous expliciterons cela plus loin. Mais cependant remarquons tout de suite qu'entre ces deux instances n'existe plus une relation ou une liaison de *détermination*, mais plutôt une relation de *couplage*, d'ajustement : par là se trouve implicitement rejetée l'image marxiste d'un modèle ou d'une structure unitaire, organique (et universelle) — historique ; sorte de pyramide dont la base enterrée représente l'économique, et la pointe les superstructures politiques et idéologiques. Du même coup se trouve là contesté, rejeté, le concept moteur du *mode de production*. C'est bien ce que l'analyse de UM et AB me semble contenir dans son épaisseur ; nous y reviendrons.

Voilà aussi pourquoi la prise en considération de l'internationalisation du capital diffère de celle de Lénine : en créant le concept supplétif du degré impérialiste du capitalisme, Lénine n'a fait pour ainsi dire qu'étendre ou multiplier l'image de la pyramide ; il n'en rejette pas du tout le modèle conceptuel ou informatif, mais au contraire il le rend plus complexe et le structure plus encore ; conception mécaniste de l'internationalisation du capital : autant de pyramides aux bases économiques transnationales entretenant entre elles des relations internationales. Ce qui aboutit à un renforcement de plus en plus rigide de l'idée du capitalisme conçu comme forme fondamen-

tale (général) à l'image du système des poupées gigognes (l'emboîtement des infrastructures dans les superstructures).

A l'inverse, une fois écartés le modèle organique pyramidal et le concept homogène du mode de production qu'il fonde, la prise en considération, que contient dans sa substance l'analyse de UM et AB, d'une rupture initiale entre l'économique et le politique, induit une autre conception de l'histoire et une autre conception de la révolution. En effet dans cette optique il est déjà évident qu'on a à faire à quelque chose de beaucoup moins rationnel — ou de beaucoup moins rationalisé —, que ce à quoi Marx avait pensé ; à quelque chose qui n'a pas cette logique interne, cette cohérence intrinsèque propre à l'ancien modèle : il en découle sur le plan de l'histoire quelque chose de beaucoup moins finaliste et du point de vue de la lutte révolutionnaire un type d'action d'un autre ordre, on pourrait dire un type d'action beaucoup plus ponctuel.

On peut déjà aussi voir ici que, pour cette analyse, le processus de la révolution devient tout autre chose : *il n'est plus contenu dans le capitalisme* (de façon latente), ou dans la logique dialectique du procès progressif de ses contradictions, mais il lui est extérieur. Voilà au reste qui induit du même coup un autre contenu de la révolution.

Considérons plus précisément à présent les concepts explicites dont se servent UM et AB :

UM et AB parlent significativement non pas de développement historique du capital, mais de *stratégie* ; ce qui connote l'idée ou la vision d'un champ hétérogène, d'un champ investi par plusieurs forces, ou par plusieurs instances, par plusieurs natures d'instances. Cette stratégie se développe sur deux plans :

— Un plan proprement économique qui *intègre* des coordonnées ou dimensions proprement politiques. (§ 1.)

— Le plan *d'une stratégie politique plus vaste*, spécialement (et logiquement) lié au modèle *d'une organisation de l'Etat sur le modèle de la démocratie parlementaire* ; seul ce modèle, de par ses formes spécifiques, est habilité à porter ou à promouvoir ce qu'UM et AB désignent comme le *nouveau fascisme*. Notons que l'analyse théorique se situe donc ici au niveau structural ; niveau à la fois synchronique (problématique de la per-

tinence du modèle vis-à-vis du capitalisme US ; structure du modèle) et diachronique (l'histoire des démocraties européennes, « *la social-démocratie de la République fédérale, de par son histoire* »).

Le § 5 (« *C'est aussi une ligne de mobilisation...* ») introduit un autre niveau ou un autre plan du texte : AB et UM proposent de faire se rencontrer ce modèle, *rendu visible* dans sa structure, avec le thème d'une *mobilisation* politique ; de se servir de ce modèle à la manière d'un prétexte.

Ce modèle est *rendu visible* non par l'analyse ou le jeu politique idéologiques (système parlementaire, ou recherche théorique) — non par l'interprétation politique — mais par une action spécifique qui se définit donc en dernière analyse comme *procès de transformation* ; celui de la lutte armée (*l'attaque par des petits groupes armés*).

Notons que celle-ci ne peut alors se concevoir et s'exercer qu'après que l'analyse théorique a défini la fonction ou la structure du modèle (de la social-démocratie) : en effet, pour que la lutte armée joue comme une transformation, il faut connaître au préalable les tenants et les aboutissants, la nature initiale (apparente) et la nature finale (dévoilée) de ce qu'il faut transformer (rendre visible), il faut connaître le *sens* de cette transformation ; ce qui implique la détermination du vecteur de cette transformation, la détermination de l'objet qu'il convient de transformer. La lutte armée n'a pas une fonction de destruction ou de provocation, ni celle d'une prise de pouvoir, elle n'a pas une fonction primaire active ; mais cherchant à rendre visible *le véritable statut de la République fédérale malgré le camouflage au niveau des institutions* la lutte armée a une fonction analytique opérationnelle, ou une fonction théorique « offensive », initiatrice. A travers elle, on le perçoit très bien dans l'étendue de l'analyse de UM et AB, dans l'horizon de cette analyse, il s'agit de quelque chose de très précis, de très molécularisé, il s'agit de stratégie ; d'une stratégie politique reliée à l'ensemble du champ politique, qui doit engager d'autres forces politiques (*un spectre qui va de l'extrême gauche aux sociaux-démocrates...*).

II

La suite du texte de l'analyse d'UM et AB approfondit et explicite ces contenus :

- § 6 Et précisément, notre ligne est : l'ennemi principal ce sont les USA. Donc, dans cette optique, la première ligne de démarcation, ou mieux *le front*, c'est le conflit Nord-Sud — où se déroulent les affrontements armés entre prolétariat mondial et impérialisme américain.
- § 7 C'est dans les métropoles que se développe la deuxième ligne de démarcation. Celle-ci est déterminée par la dialectique des guerres de libération à la périphérie du système. Cela correspond à une tentative de reconversion stratégique du capital US grâce au retrait de ses fronts vers les centres —, cela tant aux points de vue idéologique, politique, militaire, qu'au point de vue *économique* (ce que nous n'expliquerons pas davantage ici).
- § 8 Il est nécessaire de transformer ces démarcations en un véritable front, c'est-à-dire en une confrontation politico-militaire. Ce processus définit la lutte des classes dans les métropoles comme une partie de la guerre de libération dans le tiers monde, en anticipant, *ici même*, sur ce qu'est la politique prolétarienne aujourd'hui : une guerre de libération.
- § 9 Voilà la ligne sur laquelle le capital et son Etat sont obligés de *réagir* — et de manière disproportionnée — à l'attaque de petits groupes révolutionnaires, et par là même conduits à les multiplier. Ainsi donc la mécanique elle-même de l'appareil le conduit à développer dans le système impérialiste, un front, mais aussi

en même temps son antithèse : soit une situation politique dans laquelle les processus de polarisation sont en cours et où la résistance — dont la structure illégale est la guérilla — peut être comprise ;

§ 10 et nous ajouterons : où cette résistance sera comprise comme la motivation de chacun et de tous ceux qui ont pris conscience de leur situation dans le système impérialiste.

Il y aurait quelque chose à ajouter ici sur la structure de l'organisation — sur l'organisation de la guérilla dans les métropoles — pour lutter sur ce front, ce que nous laisserons évidemment de côté ici.

Ces paragraphes se situent sur deux plans : celui d'une conception du niveau politique au plan national et celui de la conception de la lutte révolutionnaire.

Ce qui ressort est que le niveau politique n'est plus ressenti comme une instance de gestion ou de représentation, logique ou homogène, d'un pouvoir et d'une structure économique, mais plutôt comme le niveau de stratégies gouvernementales ; le niveau politique est davantage défini par ses pôles, par ses pôles de tension, par les pôles structurels de ses vocations : l'accent est beaucoup plus mis sur le rôle actif ou historique de l'Etat, l'Etat est beaucoup plus envisagé comme sujet de l'histoire.

Corrélativement la lutte révolutionnaire apparaît moins comme la conquête du pouvoir que comme une opération de définition : il s'agit de définir la résistance à l'Etat en fonction de l'internationalisation des pouvoirs et des économies et en liaison avec la généralisation des résistances qu'elle implique. La révolution se trouve ici non plus définie comme programme, mais comme *processus pour un programme* ; ou plus précisément : elle n'est plus définie comme programme pour un processus (celui de la prise de pouvoir), c'est-à-dire comme *processus d'un programme*, mais comme *programme d'un processus* (celui de la guérilla urbaine). Selon UM et AB la tâche révolutionnaire consiste à définir effectivement ce processus, à le porter à sa réalisation concrète. Ceci va à l'encontre de toute théorie finaliste de l'histoire et combat la thèse de Marx d'un consensus objectif et spontané réalisant la fusion entre

être social et conscience : l'histoire n'est plus un processus destiné nécessairement à intégrer ses contradictions, la fin du capitalisme n'est plus inscrite ni même dans sa structure, ni même, comme l'a formulé la théorie léniniste du maillon le plus faible, dans la crise ou la rupture de cette structure à sa périphérie.

Cette façon de voir les choses, qui correspond à une reconsidération profonde du site mondial et de la réalité des forces économiques et politiques en jeu (de leur nature implicite et de la logique historique) engage une attitude extrêmement active ou critique quant à la lutte révolutionnaire : elle doit être suscitée et menée de manière offensive au maillon le plus fort, aux points nodaux (dans les métropoles et sur les fronts guerriers les plus virulents où se trouve engagé l'impérialisme US).

Avant de poursuivre, revenons un instant sur certains concepts déjà rencontrés : il est question du *processus réactionnaire* (§ 1) sans autre mention, sans autre précision ; mais ce mot induit déjà une caractéristique particulière : *processus* ne suppose pas un « sujet », et laisse entendre quelque chose qui n'est pas nécessairement tout à la fois conscient, volontariste et conséquent ; a fortiori si *processus* n'est pas spécifiquement situé dans l'espace.

L'autre expression employée est *hégémonie du capital US*. *Capital US* : c'est soit une forme, soit un sujet ; cependant lorsque *capital US* est précédé de *hégémonie* on pense davantage à une forme qu'à un sujet : à proprement parler il n'y a pas d'hégémonie de *sujet*, il ne peut y avoir d'hégémonie que d'un *modèle*, ou d'hégémonie que d'*intérêt*. Pourtant, à l'instar d'un *sujet*, ce capital US développe une *stratégie* ; et de surcroît cette stratégie apparaît générale, unifiée et conséquente ; mais il faut voir ici que c'est l'existence d'une *hégémonie* qui est à même d'unifier immédiatement toute la stratégie, qui en réalise la *synthèse*.

C'est cette stratégie qui est analysée dans les § 12 et 13 :

§ 12 Voilà la stratégie au niveau des institutions de ce nouveau fascisme qui fait de la justice politique un instrument de la *counter insurgency* (du système anti-insurrectionnel), aux mains de la police politique ; cependant, parallèlement, on installe la machine de la

cour de sûreté de l'Etat : le bureau fédéral de la police criminelle (BKA) et à l'intérieur de ce bureau, le département « terrorisme » (TE) qui siège à Bonn, la police des frontières (BGS), les sections mobiles d'intervention (MEK) ; on développe la police casernée, on homogénéise les polices des Länder sous le commandement du BKA, on multiplie les ordonnances de police.

§ 13 L'informatique représente un nouveau saut qualitatif : le fichier manuel devient un ordinateur électronique qui permet, pour la première fois, des techniques nouvelles de répression empruntées au système des communications de masse et que la guerre psychologique met en application.

Cette stratégie (unifiée immédiatement par l'hégémonie du capital US) est-elle agie par un sujet ? Ou bien au contraire ne résulte-t-elle pas d'un ajustement, d'un alignement, d'une concertation « après-coup » de diverses instances (économiques ou politiques) ?

La réponse de UM et AB forme l'une des passages les plus intéressants de leur analyse — à vrai dire, précisément, il n'y a pas de réponse à *cette question*, mais une « résolution » pour ainsi dire au-delà :

§ 14 (Un tel système *pénètre* les sociétés et il intègre les Etats, au-delà de l'interconnection internationale des machines répressives, sans avoir lui-même d'expression politique explicite. Cela signifie qu'il échappe totalement au contrôle public.

Ce passage est fondamental ; il y est dit ceci :

« Nous sommes en face d'un *processus réactionnaire* ou d'une *stratégie*, qui ne se détermine pas elle-même, qui n'a pas d'*expression politique explicite* ; une stratégie qui n'est pas un sujet, mais elle détermine le réel ; (— il ne s'agit pas d'un sujet mais d'un effet de réel). L'effet de réel qui *pénètre les sociétés et intègre les Etats*. Auquel cas, puisqu'il produit le réel, il n'appartient pas à une conception-politique-du-monde donnée (étatique et réactionnaire, ou autre). »

... A cet endroit on peut dire que l'analyse de UM et AB situe leur conception par-delà la conception politique du monde. En effet, à un processus de pouvoir, qui leur apparaît transcendant — *exactement au sens hégélien du terme* — à une conception politique du monde, il ne leur est plus possible désormais d'opposer inversement une *autre* conception politique du monde, une conception politique du monde *inverse*, « révolutionnaire ».

C'est ce qui différencie la RAF des autres groupes politiques oppositionnels extraparlimentaires allemands ; ceux-ci se laissent enfermer dans une conception politique du monde, induite inversement par la conception politique du monde prêtée au pouvoir et, par nature, inadéquate au réel, impropre et impuissante à combattre la réalité. (A fortiori ceci est vrai pour l'opposition parlementaire légale.)

Aussi bien, UM et AB ne parlent-ils pas du « pouvoir » — caractérisé politiquement tel ou tel —, mais d'une *structure de pouvoir*. C'est ce qui rend d'autant plus pertinente leur analyse (§ 12 et 13) de l'éventail des dispositions répressives de cette structure ; chaque disposition étant en elle-même à la fois une structure et une instance, ... étant à la fois en elle-même *expression immédiate du processus* et institution. C'est là ce qu'il faut entendre par leur expression : *la stratégie au niveau des institutions vise, « verticalement et horizontalement... »* (§ 14.)

Cette conception de la structure du pouvoir rend compte aussi bien des instances ou des dispositions institutionnelles les plus larges, que des micro-pouvoirs ; en ce dernier cas il s'agit davantage du pouvoir du fonctionnaire (du pouvoir d'une fonction) que de celui du petit chef, quoique les deux en même temps, étant dit qu'il n'y a de petit chef que parce qu'il y a fonctionnaire : pouvoir diffusé plutôt que pouvoirs-relais.

A partir d'ici le § 11 prend tout son sens :

§ 11 Enfin il faut analyser une bonne fois le projet militaire qu'ont les Américains en se servant de la social-démocratie. Cela va de l'intégration des appareils d'Etat chargés de la sécurité intérieure et extérieure (c'est-à-dire intégration des appareils policiers dans la structure de l'OTAN) à la transformation de l'ensemble de

l'appareil d'Etat (= à la transformation de l'appareil national) y compris des appareils idéologiques (écoles, médias, l'ensemble des administrations) en un gigantesque réseau tentaculaire de renseignements. Un processus qui oblige tous les fonctionnaires et employés à faire des rapports au service de surveillance de la constitution. *Un seul journal en a parlé jusqu'à présent.*

Ce genre d'analyse sur les « sociétés industrielles avancées » a déjà eu cours (Marcuse, Perroux, Morin, Baudrillard, Laborit...) mais il élude en général toute la dimension historique ou politique. Le mérite de UM et AB — et leur sensibilité, leur précision affective —, est d'avoir inscrit leur analyse de la structure dans ses déterminations historiques (ou politiques), d'avoir défini la nécessité du développement du processus réactionnaire sur le modèle de développement social-démocrate : alignement des pouvoirs européens sur les modèles de l'Allemagne, de la Suède, de l'Italie, de la France (tant il est vrai que dès à présent l'opposition socialiste fait déjà effet de réel).

On mesure maintenant la juste dimension de l'idée développée plus haut par UM et AB : *la social-démocratie, parce qu'elle seule dispose, de par son histoire...* (§ 3.)

Voyons cela de plus près : la social-démocratie, le socialisme est le seul modèle politique de gouvernement ou de pouvoir qui se définisse comme *transparence*, comme pouvoir non plus du capital, ou *des valeurs*, mais comme pouvoir de tous ; seul modèle politique dans lequel l'Etat ou le gouvernement se confonde ou se superpose avec l'être social de la société ; ou plus profondément : seul modèle politique dans lequel l'idéologie va pouvoir confondre la disposition gouvernementale avec le réel lui-même, l'action du gouvernement avec la nécessité du réel ; (ce qui a été aussi désigné dans une autre analyse comme « la sécurité au-dessus des lois »).

On retrouve ici la fin du § 11 et la fin du § 14, mais cette fois-ci avec un sens plus enrichi :

§ 11 ... transformation de l'ensemble national en un gigantesque réseau tentaculaire de renseignements. Un

processus qui oblige tous les fonctionnaires et employés à faire des rapports au service de surveillance de la constitution...

Ce qui se profile ici en négatif c'est la transparence structurelle du modèle socialiste, révélée en inquisition par le réel ; et on peut traduire : « qui oblige tous les employés et fonctionnaires à faire des rapports au réel ».

§ 14 ... Un tel système (processus réactionnaire, *et son modèle privilégié* : social-démocratie) *pénètre les sociétés* et intègre les Etats sans avoir lui-même d'expression politique explicite. *Cela signifie qu'il échappe totalement au contrôle public.*

Poursuivons la lecture de l'analyse de UM et AB :

§ 15 Nous sommes donc confrontés à une structure de pouvoir transnationale (qui est en fin de compte placée sous le commandement du *Pentagone*), mais aussi à une machine militaire...

Ces lignes renvoient à la première partie de l'analyse ; *structure de pouvoir* désigne la relation structurale qui unit *du capital US* » ou : « *de telle sorte que* »... (... *le bloc au pouvoir* » désigne comme contenu le *processus réactionnaire*, mais « *structure* » désigne un type de liaison, soit : « *hégémonie du capital US* » ou : « *de telle sorte que* »... (... *le bloc au pouvoir* ne puisse jamais être que celui du *capital US*), ou encore : « *en faveur* »... (*du capital multinational américain*).

§ 15 ... (mais aussi à une machine militaire) qui est en même temps son propre appareil de propagande, dans la mesure où il est un appareil de manipulation totale, par le canal des tactiques de guerre psychologique.

Les expressions *machine militaire* et *guerre psychologique* renvoient au tableau que les paragraphes précédents ont esquissé (11, 12, 13, 14). *Machine militaire* doit s'entendre comme un concept analytique (ou opérationnel) plutôt que comme un

concept uniquement descriptif : c'est-à-dire comme une « métaphore » ; c'est le modèle même de la social-démocratie qui est analysé et dévoilé en tant qu'une machine militaire (*cela va de l'intégration des appareils... à la transformation de l'appareil d'Etat, y compris des appareils idéologiques...*).

Dans ce contexte, tel qu'il est analysé — contexte de guerre, de stratégie —, l'expression *guerre psychologique* doit s'entendre comme une métaphore, ou comme un concept d'analyse, désignant *l'idéologie elle-même*. Au sein du modèle de la social-démocratie, l'idéologie n'est rien d'autre, précisément, que le versant *psychologique* de la guerre, qu'une *guerre psychologique*.

§ 16 Le système d'obtention et d'utilisation des renseignements constitue un système clos en soi, à l'intérieur duquel la manipulation et le contrôle (et donc de nouveaux schémas de manipulation) peuvent être développés, cachés et perfectionnés, et ne manqueront pas de l'être.

Ceci poursuit la deuxième partie du § 15 et constitue une vue désabusée, une vue très pure, de la réalité de l'idéologie, de la réalité de la nature de l'idéologie. On peut rapprocher l'esprit de ce passage d'une analyse telle que celle de M. Foucault dans *l'Archéologie du savoir* (tactiques de contrôle, stratégies).

Les § 17 et 18 condamnent le légalisme :

§ 17 Ce que la gauche officielle n'a pas du tout compris, c'est qu'évidemment, dans cet ensemble, son enterrement est déjà réalisé par les ordinateurs du BKA, ainsi que ceux de tous ses amis et connaissances.

§ 18 Et c'est déjà très clair : si le BKA peut mettre la main sur 3394 collectionneurs d'armes en une seule action bien coordonnée, il lui est naturellement possible aussi de transporter en *une seule* action toute la gauche *officielle* dans les stades.

Mais la structure du pouvoir a-t-elle seulement besoin de « transporter toute la gauche officielle dans les stades » alors

que le système de la social-démocratie, et avec lui la gauche officielle, constituent déjà par eux-mêmes un système répressif ? En effet l'effritement des libertés se situe à des niveaux supérieurs : ceux indiqués au § 11 (écoles, institutions diverses, etc.), ou ceux que constituent le climat politique policier avec son cortège d'exactions contre toutes les franges oppositionnelles non parlementaires : imprimeurs, éditeurs, libraires, militants gauchistes, loi du Berufsverbot... etc. ; ces deux niveaux, au reste liés, ne s'opposent cependant pas de toute façon à ce qu'on procède à un moment donné au transport de la gauche dans les stades... Ne l'est-elle d'ailleurs pas, *déjà (son enterrement est déjà réalisé...)* ?

Il ne s'agit pas ici d'un point de vue *stratégique*, mais d'un point de vue structural : au sein d'un *système clos*, il ne saurait y avoir de réelle alternative, de dissidence réelle, que par une rupture avec les structures légitimes de l'ordre culturel, social, politique. Exactement à la façon dont, pour une société donnée, la folie conteste sa raison, ses normes de pensée ; un *système clos en soi*, qui *pénètre les sociétés* et sans *expression politique explicite* — c'est-à-dire un système intégrateur ou totalitaire —, ne saurait être réellement contesté ou menacé par une organisation qu'il reconnaît, par une *légalité*.

§ 19 La guérilla urbaine est une tactique qui révèle la stratégie tout en anticipant sur elle. Ce qu'elle vise : la reconstruction au niveau international de la politique prolétarienne, et donc sa réaction dans les conditions internationales.

La guérilla urbaine... Il faut se rapprocher du texte ancien de la RAF : *De la guérilla urbaine* ; nous proposons d'en situer ici la ligne générale :

Ce que la RAF a espéré, c'est de *faire éclater des bombes dans la conscience des gens*. Ce qu'elle a combattu c'est l'Allemagne démocratique dont il a été question plus haut. La RAF a là, en rapport, conçu la *situation* et la fonction de l'avant-garde : l'avant-garde ne doit pas attendre le motif de son action des conditions objectives (même si elle déduit cette action de ces conditions objectives) ; elle doit « précipiter les

conditions objectives », elle doit être « une impulsion subjective ».

Selon la RAF elle doit définir radicalement son *travail* comme celui de la *lutte armée*, comme celui de la *guérilla dans les métropoles*. La lutte armée, selon la RAF, n'est pas une fin en soi, mais elle est un moyen. La lutte armée est aussi un *concept* ; un concept, parce qu'elle doit sans cesse changer ses formes : parce qu'elle ne vise pas seulement à établir une résistance vis-à-vis de l'Etat, mais parce qu'elle vise aussi indissolublement à *faire éclater des bombes dans la conscience des gens*. C'est à cet endroit que doit s'entendre le problème de la rupture de l'avant-garde avec les masses, ou avec *les conditions objectives*, ici, que doit se poser le problème d'une liaison organique entre l'illégalisme et la légalité, ou bien d'une liaison entre un objectif strictement politique et un objectif plus largement et plus profondément idéologique. Car, lorsque la lutte armée se laisse circonscrire, localiser, lorsqu'elle se laisse exclusivement définir comme une lutte armée militaire — mais non plus en même temps comme une lutte armée mentale —, alors la *guerre de libération* a déjà perdu quelque chose dans son combat contre le *processus réactionnaire* ; alors l'appareil d'Etat isole les combattants de la lutte armée, alors il les désigne comme « terroristes » : c'est lorsqu'ils se sont définis *seulement* comme des combattants militaires, que les combattants de la guerre de libération se font identifier — et neutraliser —, comme « terroristes ».

Pourtant, le succès idéologique, le succès démocratique de l'appellation « terroristes » indique fondamentalement qu'effectivement, profondément, les combattants de la *guerre de libération* ont été des terroristes, des terroristes mentaux. Ils ont contredit à la réalité idéologique totalitaire de l'Allemagne, à la réalité idéologique (et physique) de la social-démocratie, à celle du processus réactionnaire.

Faire éclater des bombes dans la conscience des gens cela a été un espoir pour Ulrike Meinhof ; c'était cela la *Rote Armee Fraktion* : également un concept « objectif ».

Aussi un concept, ... mais pas seulement : la *Rote Armee Fraktion* est aussi une lutte « armée ». Pourquoi ? Indissolublement parce que — avant-garde —, elle se doit d'être une forte impulsion subjective, et parce que seule la lutte armée,

— l'illégalisme —, combat réellement l'Etat, mais non pas les formes légalistes de l'opposition extra-parlementaire telles celles des manifestations, manifestes, ou comités de soutien...

Dans la lutte armée la RAF s'attaque à ce qui est occulté : ainsi les bâtiments du centre de programmation en Allemagne des bombardements sur le Viêt-nam. Mais dans le fond n'est-ce pas la légalité toute entière de l'Etat qui est occulte, n'est-ce pas la transparence ou la loi manifeste de l'Etat qui recèle en elle-même sa détermination occulte ? Ou même plus profondément, n'est-ce pas cette détermination occulte que l'Etat porte à la transparence ? Si bien qu'il peut sembler vain de rechercher à stigmatiser et à déterminer ce qui est occulte. Cette interrogation paraît cependant privilégier un point de vue trop limite, un point de vue théoriciste peut-être falsifiant.

Pourquoi cette lutte armée s'est-elle spécifiquement développée dans les formes de *la guérilla urbaine*, dans celles d'une *guerre de libération nationale* ? Pour deux raisons qui sont liées :

Parce que la lutte armée, qui en apparence est très restrictivement politique, s'inscrit plus largement dans un combat contre *le capital US*, contre l'hégémonie de l'impérialisme américain ; donc dans un combat international d'alliance avec le tiers monde : l'alliance passant plus efficacement par la « destruction » dans les métropoles occidentales des moteurs vrais de la guerre contre le tiers monde.

Parce que le combat contre le *processus réactionnaire*, et ses formes historiques électives : *le modèle de développement que représente la social-démocratie*, exige spécifiquement que la guerre contre lui soit portée dans les métropoles, étant dit que c'est seulement dans les métropoles que peut se réaliser l'impulsion subjective, celle qui consiste à précipiter les conditions objectives, à amener l'appareil étatique et les instances idéologiques à réagir « *significativement* ».

III

Revenons sur la valeur conceptuelle ou théorique de la *lutte armée* :

Les actions de la lutte armée ne doivent jamais être seulement militaires ; elles doivent toujours être aussi en même temps — indissolublement — des *analyses*. En ce sens cardinal, *lutte armée*, en dernière instance, est un concept : les armes ne sont pas seulement un outillage militaire, une machine militaire, mais elles sont aussi une machine idéologique. Wolfgang Huber et le SPK renversent la formule de la RAF et la traduisent magnifiquement : *Faire de la maladie une arme* ; mais il lui sont encore plus fidèles, puisque la proposition profonde de laquelle ils sont partis c'est : « *faire de l'arme une maladie* », et que c'est là la vérité profonde de la RAF. Telle est sa profondeur subversive — tel est le plus intense ferment critique qui a habité et nourri ses conceptions et son histoire ; dans la proposition « *faire de l'arme une maladie* » il faut voir à la fois une conception révolutionnaire et une nouvelle théorie de la révolution, ou *une opération philosophique active*.

Non pas « faire le coup de feu », mais « faire de l'arme une maladie », aussi bien l'arme étatique, l'ordinateur américain de Heidelberg qui planifie les bombardements sur le Viêt-nam, ou plus généralement « le capital et son Etat » (*obligés de réagir — et de manière disproportionnée —, à l'attaque de petits groupes révolutionnaires...*), aussi bien leur armement propre.

Porter le réel à sa réalité, à sa matérialité, seules les armes peuvent le faire, *à travers un usage pervers de l'arme* ; ce qui a été mésinterprété : il s'est moins agi de révéler « la nature fasciste de l'Etat », ou sa détermination infrastructurelle économique impérialiste, que de manifester *la structure armée* de la social-démocratie, un peu comme la charpente ou *l'infrastructure armée* d'un bâtiment ; aussi « *infrastructure armée* » doit-il s'entendre le plus largement possible, et parfois métaphoriquement. L'infrastructure armée de la social-démocratie, c'est aussi bien pour Ulrike Meinhof, les grands ensembles HLM, ou les répressions physiques commises au nom de l'idéologie.

Ce projet, cette inspiration théorique, se sont progressivement dégradés, se sont progressivement estompés. Il y a eu *détournement*, un détournement opéré par l'Etat : par l'appareil étatique et son induction idéologique. L'Etat a contraint les combattants de la lutte armée à se définir de plus en plus militairement ; il a créé des conditions militaires, *uniquement militaires* ; travail d'appauvrissement. Les médias ont joué là

un rôle essentiel : « terrorisme » ont-ils crié ; ils ont immédiatement, et au départ avec la plus classique des mauvaises fois, détourné le caractère théorique (contre-idéologique) des actions physiques de la RAF en prenant prétexte des armes, c'est la presse des faits divers, la presse qui titre sur le sang (en somme la presse terroriste). A quel point une telle presse parvient-elle en quelques années à brouiller les cartes, à quel point le détournement réussit-il, c'est ce qu'on peut voir lorsqu'il fait effet de réel, lorsqu'il réduit les combattants de la RAF à lutter sur des positions qui sont en retrait par rapport à l'originalité de leur position de départ. (Quoique cependant, dans un moment second, il aboutisse aussi à induire dans le monde militant de nouveaux contenus en ce qui concerne la lutte, à enrichir en fin de compte la lutte et la réflexion révolutionnaires de nouvelles déterminations). Il reste cependant que c'est bel et bien ce détournement qui a abouti à une situation telle que celle des événements de Mogadiscio, ou corrélativement, à toute absence d'analyse dans la presse libérale (par exemple à l'inconsistance des articles du *Monde*, ou à tel titre de *Libération* : « la guerre des monstres »), ou encore à l'idée : la RAF image de l'Etat.

IV

Reprenons le texte de : UM et AB là où nous l'avions laissé : le § 19 indiquait donc que la guérilla était une analyse (« *la guérilla urbaine est une tactique qui révèle la stratégie /du capital, de la social-démocratie/...* ») ; il se poursuivait en posant que, tout en même temps, la guérilla anticipait sur la stratégie US (« *qui révèle la stratégie tout en anticipant sur elle* »).

Qu'en est-il ?

S'agit-il d'une conception léniniste de l'avant-garde ? Non, pas vraiment, mais plutôt une conception marxiste revue et corrigée ; en effet, sociologiquement, il demeure que cette anticipation n'est pas « un dessein préexistant aux processus matériels en cours » : qu'elle n'est pas « une conscience de l'histoire et de la classe (*de la politique prolétarienne*) anté-

rieure à l'histoire et à la classe, et extérieure, séparée d'elles » (Rosana Rossanda : « De Marx à Marx », in *Temps Modernes*, n° 282). Mais pour autant cela ne veut pas dire que n'existe pas parallèlement la nécessité — face à un système clos, qui n'a pas d'expression politique propre —, d'une rupture avec l'ordre du réel, assumée à ce plan, c'est-à-dire la nécessité d'une attitude résolument initiatrice ou combative.

V

Nous abordons à présent la partie la plus intéressante et la plus problématique de l'analyse de UM et AB. C'est cette partie qui nous paraît devoir apporter les éléments théoriques les plus nouveaux ; elle doit aussi répondre aux questions de bases qui se sont présentées au début de cette analyse.

§ 20 Sur le plan de l'élaboration stratégique de la politique révolutionnaire, cela signifie : comprendre que le gouvernement de chaque Etat est un appareil de répression intérieure, mais aussi du fait de sa détermination au niveau international, qu'il est en faveur du capital multinational américain.

(Prise en considération du champ international qui détermine l'Etat ; le gouvernement de chaque Etat est *en faveur...* mais non pas « agent » ; *en faveur* ou *du fait* : cela veut dire que le gouvernement de chaque Etat, et le capital, vont *dans* le même sens, que donc ils sont d'abord *différents*.)

§ 21 Le système où sont pris les Etats qui sont soumis à l'emprise de l'impérialisme américain est un système de « front par secteurs » dans la guerre que l'appareil de répression du capital US conduit dans deux secteurs :

§ 22 — sur les points de cristallisation de la ligne de démarcation pauvres/riches, dans l'opposition Nord/Sud,

— et sur la deuxième ligne de démarcation à l'intérieur des métropoles, ici pour prévenir une massive contre-offensive prolétarienne.

(Ces deux paragraphes, 21 et 22, nous parlent d'un système (*un champ politique international*) et d'un *front par secteurs* (explicité plus haut au § 6 ?).

On a affaire là davantage à une structure qu'à une stratégie, qu'à une politique concertée (*un système « où sont pris » les Etats*) ; structure, ou système, dont la logique ne se développe que par le jeu de deux plans, ou de deux dimensions, fonctionnellement corrélatifs : centre *et* périphérie, métropoles des sociétés capitalistes avancées *et* tiers monde, ces deux plans formant le même système. C'est là qu'il faut entendre l'expression *front par secteurs* comme celle d'un processus à la fois intérieur et extérieur ; raison pour laquelle UM et AB, en ce qui les concernent, n'envisagent le combat qu'au cœur même de l'Etat. (UM et AB rejoignent ici les analyses de Samir Amin.)

§ 23 Il est important d'ajouter ici, que d'une part l'Etat au service du capital agit à partir des contraintes que le mouvement du capital — qui est le fondement matériel de toute l'affaire — lui impose, il est une fonction du capital ; mais d'autre part, dans cette mesure, le capital ne peut plus développer à partir de lui-même...

« L'Etat " au service " du capital » contredit le commentaire fait ci-dessus (§ 20) ; « l'Etat... agit... » (pour qui ? pour lui-même, pour le capital ? « ... " à partir " des contraintes que le mouvement du capital... » (ces contraintes formant la base matérielle, les conditions matérielles d'existence) ; il s'agit en quelque sorte de voir que l'Etat est « " une " fonction » détachée ou séparée du capital, mais non pas « fonction » du capital ; de surcroît « détachée » puisque « dans cette mesure le capital ne peut plus développer à partir de lui-même... », mais seulement à partir de l'Etat...

§ 24 ... le capital ne peut plus développer à partir de lui-même aucune perspective ou, pour employer une expression de l'économie bourgeoise : il n'est plus

capable d'innover — il a cessé d'être le sujet de la reproduction sociale de l'Etat.

Changement fondamental par rapport à Marx : le capital n'est plus « moteur », ce n'est plus lui qui suscite le progrès et le développement des forces productives. Du même coup l'Etat n'est plus cet auxiliaire neutre du capital, cette instance conformiste par rapport à lui : toujours en retard par rapport à la capacité du capital de se dépasser sans cesse, par rapport à la capacité révolutionnaire du capital de détruire les structures traditionnelles aliénantes ; — ce que l'on a appelé « l'universalité critique du capital », ou encore « le cynisme du capital », (Marx : « *se dilatant dans une énergie cosmopolite universelle qui renverse toute barrière et tout lien* »), par rapport auquel l'Etat n'avait toujours pour rôle que celui de justifier après coup, de légitimer les coups de force du capital. Selon UM et AB, le capital US, en tant que *structure de pouvoir transnationale et aussi machine militaire*, développe en lui-même une stratégie (§ 11, 13, 14) ; c'est-à-dire qu'il joue de la même façon qu'un « pôle » propre à induire toute la structure du réel — (pôle dont le rôle a souvent été attribué par la théorie moderne à l'Etat en tant que « *Urstaat* » ; cf. Deleuze : *Anti-Œdipe*, pp. 299 à 312). Selon UM et AB le capital US a donc le rôle d'un pôle qu'il accomplit sous la forme d'une stratégie, mais il n'a pas la vitalité voulue pour être un *agent* historique (« *il n'est plus capable d'innover* »). Aussi revient-il à l'Etat d'être une instance essentiellement active dans l'histoire et d'être, non plus déterminé structurellement par son rapport fonctionnel au capital, mais déterminé comme sujet historique.

« ... *il a cessé d'être le sujet de la reproduction sociale de l'activité de l'Etat* » ; cette phrase est ambiguë : a-t-il cessé d'être le sujet de la reproduction sociale, qui est désormais charge de l'Etat — auquel cas nous sommes renvoyés à ce que nous avons développé plus haut ? — ; ou bien a-t-il cessé de reproduire, de produire l'activité étatique ? ; auquel cas cela signifie que l'activité de l'Etat a acquis la capacité de se produire et reproduire elle-même indépendamment du capital ; ce qui revient à dire que l'activité de l'Etat est indépendante du capital.

§ 25 Il est clair, pour un homme comme Schmidt, que, — sans avoir trouvé de solution au problème de l'économie, de la crise, de l'inflation, du chômage, en un mot au problème du marché mondial —, l'existence, au niveau de l'Etat, du système impérialiste est un colosse aux pieds d'argile.

Ce passage marque une régression par rapport aux idées contenues dans les paragraphes précédents (23 et 24) : en effet, implicitement, le rôle de l'Etat y apparaît être celui d'un régulateur du capital, lorsque le capital est en difficulté ; ce qui sous-tend l'analyse corrélatrice qui consiste à voir un moindre développement des instances d'Etat, et de leur rôle palliatif, lorsque le capital ne rencontre pas de limites, lorsqu'il est expansif (marché sauvage, abondance de main-d'œuvre).

Notons cependant que, si *l'existence du système impérialiste au niveau de l'Etat est un colosse aux pieds d'argile*, cela revient à contredire la conception courante selon laquelle plus le capital rencontre de limites (ni main-d'œuvre, ni marchés), plus l'Etat doit être fort — ce qui a la faiblesse de traduire une corrélation simple (un peu à la manière des vases communicants) entre eux ; et donc, cela revient à affirmer au contraire que, plus le capital se fait fort, plus l'Etat doit se renforcer : ce qui marque bien une disjonction fonctionnelle entre le capital US et l'Etat, et introduit entre eux une corrélation complexe, une relation antagoniste.

Mais de toutes manières, il n'en demeure pas moins qu'on peut tenir l'Etat pour être à la fois l'un et l'autre : pour être en même temps une fonction relative du capital, son régulateur, et en même temps une instance séparée, productrice d'effets indépendants du capital.

§ 26 Mais le fait nouveau, et donc ce qu'il y a aussi de nouveau dans ce fascisme, c'est qu'il ne s'agit pas seulement pour lui d'assurer la domination du capital, des marchés, et de les consolider, mais de fermer une structure de pouvoir militaréo-économique qui puisse s'imposer comme celle d'un système d'Etats indépen-

damment de leur base politique et des contraintes du mouvement du capital.

Ce passage, qui est fondamental, explicite les contenus sous-jacents des paragraphes précédents : en les portant plus loin.

En effet jusqu'alors, soit que l'Etat fut une fonction immédiate du capital, soit qu'il fut une instance détachée de lui et distincte, il était de toute façon *en faveur* du capital multinational américain ; tandis qu'ici *un système d'Etats forme une structure de pouvoir militaro-économique indépendante des contraintes du mouvement du capital*, à même de développer ses propres contenus, si besoin est.

Il s'agit ici de la considération d'une nouvelle configuration historique (même si en dernière instance elle est mise en place par le capital) : celle d'une rupture entre le pouvoir politique (et l'idéologie, et la politique économique) de chaque nation, et les forces économiques. Cette rupture rejette d'un côté « les civilisations » (systèmes économico-politiques) qui telles quelles relèvent de la conceptualité de Marx, et de l'autre des forces économiques désormais indépendantes des projets ou processus historico-culturels ; ce qui aboutit à une désubstantialisation des idéologies ; aventures économiques et civilisations ne formaient qu'une seule et même chose ; ce n'est plus le cas.

C'est dans ce sens qu'il faut entendre profondément les données du § 27 :

§ 27 Ici l'Etat est le sujet de la politique et il n'est plus gouverné par des fractions concurrentes du capital, mais il est l'expression immédiate *du* capital, parce que, sous l'hégémonie *du* capital US, il n'y a d'autonomie ni économique, ni donc politique des capitaux face au capital US.

L'Etat résulte d'un processus historique qui opère un clivage entre forces économiques et ordre politique, et qui détermine par contre-coup (négativement) mais immédiatement la situation et la vocation de la nouvelle réalité étatique.

Pour l'Etat, le capital n'est plus en lui sa détermination en dernière instance (« *il n'est plus gouverné par des fractions concurrentes du capital* »), mais hors de lui, sa détermination

immédiate : l'Etat n'est plus *un relai* du capital, mais il forme avec lui, à côté de lui, *un couplage* ; l'Etat n'est plus la *traduction* du capital, mais son *expression immédiate*.

Etant dit qu'il s'agit là de ses conditions d'existence, d'une disposition primordiale qui le porte sur un plan distinct de celui des forces économiques ; et qu'il lui est désormais possible de développer ses propres contenus ; étant dit qu'il lui revient, et à lui seul, d'être *le sujet de la politique*. L'expression : « *Il n'y a d'autonomie ni économique, ni donc politique des capitaux face au capital US* » devrait alors s'entendre en termes structuraux ; il n'y a plus de capitalisme national, mais il y a, au sein d'un partage fondamental qui sépare l'économique et le politique, une détermination transcendante du capital US sur les Etats ; ce qui permet de rendre compte de l'apparente opposition entre cette expression et celle écrite plus haut : « *L'Etat est le sujet de la politique.* »

Il est revenu à l'Etat d'être seul sujet de la politique, et c'est cela qui instaure cette transparence évoquée au § 14 (« *sans avoir lui-même d'expression politique explicite* ») ; l'Etat devient l'inducteur du réel, celui-ci est d'emblée en quelque sorte intégré, ou totalisé au sein de cette transparence. Il est du même coup totalitaire ainsi que l'ont dit et senti UM et AB (§ 13, 14, 15, 16).

Le § 28 peut s'interpréter dans le même sens :

§ 28 Il s'agit pour nous de montrer ici, à *partir de* l'internationalisation du capital, la dialectique par laquelle les gouvernements à la domination de l'impérialisme américain se transforment en un nouveau fascisme, organisé à l'échelon international, la nouvelle fonction des gouvernements à partir des contraintes défensives sur le plan stratégique, dans laquelle se trouve l'impérialisme depuis sa défaite au Viêt-nam.

(« Les gouvernements *se transforment...* la nouvelle fonction des gouvernements... »)

Le paragraphe final (29), dont voici ci-dessous le texte, a été analysé plus haut au § 19.

§ 29 Le moment central qu'il s'agit de mettre en évi-

dence, c'est qu'à partir du moment où on a déterminé la réaction comme processus organisé et projet sur le plan *international*, la stratégie révolutionnaire *doit* être internationaliste. Ainsi donc, si l'on a pu lire que l'analyse politico-économique de la situation aujourd'hui coïncide avec le schéma conceptuel marxiste, cela signifie concrètement que la stratégie du *Manifeste : Proletaires de tous les pays, unissez-vous*, a retrouvé un nouveau ferment sur le plan de l'organisation dans la guérilla qui anticipe sur la reconstruction internationale de la politique prolétarienne. La forme d'organisation de l'internationalisme prolétarien dans les centres du capital sera la guérilla dans les métropoles.

J'ai tenté ici une lecture de l'analyse de UM et AB ; j'ai essayé de dégager un certain nombre de contenus implicites et d'implications logiques présentes dans leur analyse.

*
**

Ce qui frappe en dernière analyse, c'est que les textes et les actes de la RAF sont de toute évidence habités dans toute leur épaisseur par la recherche d'une contradiction au réel.

Cette contradiction a une dimension pathologique, au sens nietzschéen de ce terme, une sorte d'opacité ou de consistance subjective, individuelle — et ceci jusqu'au centre même de l'action et jusque dans la théorie.

Sur le plan révolutionnaire c'est quelque chose de nouveau : la dimension d'une altérité, cette contradiction au réel est absente chez Marx et dans les théories révolutionnaires classiques ; en effet, tandis que celles-ci se déploient à l'intérieur d'une logique déduite du réel, la RAF a installé au cœur de son mode de lutte, de son action, cette sorte de valeur intensive, cette sorte de point de vue critique moral et subjectif autant que politique.

UM et AB ont senti et mis en cause, dans ce qu'ils appellent le système du processus réactionnaire, ou dans ce qu'ils appellent la *structure de pouvoir du nouveau fascisme* (« un

tel système pénètre les sociétés et intègre les Etats sans avoir lui-même d'expression politique explicite ») une sorte de cybernétique à même d'épuiser ou de réduire toutes les valeurs du champ politique, à même de rabattre tous les pôles. Et c'est cette cybernétique qui est en cause lorsqu'ils écrivent : « *Ordinateur capable en une seule action de transporter toute la gauche " officielle " dans les stades.* »

Mais ce qui doit alerter ici est le mot « *officiel* » : dans leur esprit il désigne tout ce qui est justement légal, tout ce qui est pour le réel légitimité, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas expressément transversal à ce réel.

Il faut donc pour eux que quelque chose soit, par principe, extérieur ou transversal à ce réel. C'est cette dimension d'altérité que la RAF a cherché à saisir et à définir dans la guérilla urbaine.

La guérilla urbaine c'est donc d'abord une gauche, une action de gauche, non *officielle*, ou, par définition : non légitime. Le caractère, le principe, d'une telle gauche, c'est la clandestinité de son organisation. Mais, pour être véritable, c'est-à-dire pour être effective, cette clandestinité doit être gardée secrète ; car dès que son principe même est connu, elle perd sa valeur ou son caractère clandestin — (« *il y aurait quelque chose à ajouter ici sur la structure de l'organisation, sur l'organisation de la guérilla dans les métropoles, ce que nous laisserons évidemment de côté ici* »).

Derrière l'apparente croyance enfantine dans l'entreprise révolutionnaire clandestine, il faut voir quelque chose de beaucoup plus profond qui est tout le contraire de la naïveté ; le concept de la clandestinité est le principe profond de la RAF : aussi la clandestinité doit-elle être généralisée à de multiples plans de l'action ; elle doit être en quelque sorte développée sur d'autres plans ; elle doit être pratiquée.

Et c'est comme telle qu'elle doit être étendue à d'autres plans conceptuels ; c'est là qu'elle forme cette transversalité ; nous avons à faire à une pratique générale, ou à un système de la clandestinité.

Cette clandestinité s'éprouve ou s'exerce aussi bien dans la guérilla urbaine (dont la structure d'organisation est donc clan-

destine), aussi bien dans un usage théorique et pratique pervers de l'arme, aussi bien enfin par leurs vies individuelles elles-mêmes, par un usage pervers et fantastique de l'anarchisme.

C'est ce qui fait la fondamentale singularité de la RAF : par leurs idées et leurs actions ils ne furent pas des combattants ou des militants comme les autres.

Ils ne furent pas non plus à Stammheim des prisonniers comme les autres : leurs objectifs concrets de lutte par rapport aux conditions concrètes de détention sont en ce sens révélateurs ; Ulrike Meinhof, Andréas Baader, Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe, Ingrid Schubert, Irmgard Möller, Verena Becker, ne réclamèrent pas des droits relatifs, relatifs au statut d'un prisonnier ; mais ils arrachèrent des droits absolus, des droits de pure éthique : se voir, faire régner au septième étage de Stammheim, vis-à-vis de leurs gardiens, envers et contre tout, un climat verbal et physique anarchisant = qui impose la radicalité de la subjectivité ; ce qui signifie fondamentalement — contre les gardiens, contre la prison, contre l'Etat —, définir eux-mêmes les rapports avec la prison et avec les gardiens, faire triompher leur propre pratique quotidienne de la relation avec l'Etat et avec la prison, décomposée par eux en des individualités et des responsables personnalisés. Ce qui est un total renversement de la relation structurale habituelle entre la prison et ses prisonniers.

Ils ont dû pour cela revendiquer en tant que tactique, et dû imposer l'individualité subjective de chacun d'entre eux ; une impudeur vis-à-vis des gardiens, de ce qu'ils sont entre eux, a obligé la prison à se « réformer » ; l'individualité a été un objectif de lutte, de mobilisation, et un ferment de résistance.

Mais en même temps, ce qu'ils ont continué à être, et à vouloir être entre eux a consisté à maintenir, et à exacerber entre eux la contradiction entre leurs individualités subjectives et le combat et l'idéal collectifs.

Aussi bien en prison, qu'auparavant dans leurs actions de guérilla, cette revendication centrale de l'individualité subjective — parce qu'ils l'opposèrent en tant que telle au système anonyme —, a précisément été l'un des éléments constitutifs de leur combat.

Il reste enfin à souligner l'un des derniers éléments constitutifs de ce combat, de cette contradiction au réel : c'est celui de l'acte, celui du passage à l'acte, celui du « terrorisme », que leur théorie a prôné, et que leurs vies singulières toutes entières prônent en l'effectuant physiquement.

Cette transversalité au réel a été une éthique : je veux dire quelque chose de fondamentalement traversé par l'affectif, quelque chose de fondamentalement déterminé par l'identification de l'affectivité et de l'objectivité.

Voilà pourquoi, par cette fondamentale revendication éthique, ils ont été différents des autres révolutionnaires, et pourquoi en ce sens, parce qu'ils sont reliés à l'histoire de façon affective, ils ont été au moins aussi proches de Hölderlin que de Marx.

(Novembre 1977.)

Romain ROUX-DUFORT.

Félix Guattari

COMME UN ECHO DE LA MELANCOLIE COLLECTIVE

A divers titres, le film *l'Allemagne en automne* marquera l'histoire du cinéma, disons, pour reprendre une formule ancienne, du cinéma « engagé ». Tout d'abord parce qu'il s'agit effectivement d'une œuvre collective qui ne présente pas une juxtaposition de séquences réalisées par des auteurs différents, mais que toutes sont le fruit de discussions et d'une élaboration commune. Ensuite parce qu'il a été réalisé « à chaud », aussitôt après les événements de l'automne 1977, et que cela a permis de créer un remarquable climat d'authenticité. On sent que, même lorsque des séquences sont jouées, les acteurs, les réalisateurs (qui interprètent d'ailleurs quelquefois leur propre rôle) sont encore sous le coup des événements, de sorte qu'une vérité passe directement sans qu'apparaisse de rupture entre les éléments de reportage, de fiction et de montage de documents.

Cette tentative de dépassement du cinéma d'auteur, qu'on pourrait qualifier d'analytique, me paraît indiquer une nouvelle possibilité de saisie d'éléments émotionnels collectifs par le moyen du film. Une telle « analyse » s'organise ici autour de deux pôles.

Le premier est relatif à la manipulation des événements par les mass-media. La mort de Schleyer, le détournement de Moga-discio, la mort des détenus de la prison de Stammheim, ont été transformés en charge affective mise entièrement au service du contrôle social et de la répression. La référence à l'Antigone de Sophocle devient une clef du film, les événements de l'Alle-

magne en automne prenant en quelque sorte la dimension d'un drame antique. Dans cette perspective, la mort de Hanns-Martin Schleyer et celle des prisonniers de la RAF sembleraient devoir fonctionner comme un exutoire ou un exorcisme en deux actes, comme un double sacrifice ayant pour but l'intériorisation d'une culpabilité collective remontant au nazisme et, au-delà, se fondant dans une violence prétendument essentielle à la subjectivité allemande.

L'impression générale qui se dégage de ce premier pôle de l'œuvre, c'est le sentiment d'un destin, d'un enfermement dans un système social qui n'offre pas d'autre issue qu'une acceptation pure et simple du conformisme majoritaire, assorti d'un renoncement aux règles traditionnelles de la démocratie et de la justice bourgeoises, et une condamnation de toute révolte à se perdre dans des formes de violence de plus en plus minoritaires, conduisant inéluctablement leurs auteurs à des liquidations comme celles d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin, de Jan-Carl Raspe (jusqu'à plus ample informé, toutes les hypothèses restent permises à ce sujet, et cela malgré tous les efforts officiels pour accréditer la thèse du suicide).

L'autre pôle du film est constitué par la tentative des auteurs pour contrecarrer cette intoxication collective des médias, pour faire barrage à la « machine infernale » de culpabilisation — en reprenant ici une expression de Jean Cocteau, à propos de l'Œdipe. Il s'agit essentiellement de sortir du face-à-face RAF-RFA, du cycle répression-représailles, du schématisme quasiment symétrique des idéologies en présence. Pour l'essentiel, les auteurs du film se contentent de livrer leurs propres réactions au niveau le plus immédiat : au niveau de ce qu'ils ont senti, de ce qu'ils ont vu la caméra à la main ; ils filment leurs engueulades avec leurs proches : ils mettent en scène leurs fantasmes... Sur un sujet aussi sérieux, dans un contexte aussi dramatique... « il fallait le faire ! ». Cependant, le résultat n'en est pas moins sérieux. Et sans doute beaucoup plus véridique que tout autre mode d'enquête ou de reportage, ou de film de propagande. A travers chaque séquence, nous assistons à la prolifération des lignes de fuite — quelquefois minuscules, dérisoires ou bizarres — qui ont permis personnellement aux auteurs de se dégager, dans une certaine mesure, de ce drame manichéiste. Des comportements très personnels qui, en tout état de cause,

échappent aux classifications politiques actuelles — Fassbinder étreignant son ami, une jeune femme professeur partant avec une bêche sur un terrain glacé, un enfant regardant, étonné, la scène de l'enterrement des prisonniers de Stammheim, un jeune homme restant assis près des fossoyeurs et des policiers après le départ du cortège, une jeune femme et sa petite fille sur la route du retour... — constituent autant d'éléments de vie, d'éléments de survie, autant de flashes, d'échappées, au soi-disant « destin tragique » du peuple allemand. Cela n'implique, en aucune façon, que soit laissée de côté la problématique du pouvoir répressif, du contrôle social généralisé, du rôle des médias dans le fascisme quotidien ! A cet égard, le film est tout à fait explicite dans ses descriptions et ses dénonciations. Mais son objet essentiel n'est pas là. Sur ces points, les opinions sont déjà cristallisées et il y a peu de chance pour qu'une explication de plus ou de moins puisse y apporter de sensibles modifications. Ce qui est ici en question, c'est le contexte affectif collectif dans lequel cristallisent ces opinions, c'est-à-dire une des composantes essentielles à l'instauration massive d'une opinion *qui fait la loi*.

Dans ce domaine, la portée réelle des actions « terroristes » type RAF, BR, NAPAP, etc., ne semble avoir été nullement prise en compte par les responsables de ces mouvements. Schématiquement, deux positions s'affrontent au sein de l'extrême gauche européenne sur cette question de la lutte armée. La première, proche de celle de la RAF, considérant que, pour l'essentiel, les luttes sociales actuelles dépassent les cadres nationaux et doivent être situées à l'échelle internationale et spécialement entre l'impérialisme germano-américain et le tiers-monde, il conviendrait de déstabiliser *par tous les moyens* — à commencer par la lutte armée clandestine — les bastions du capitalisme, et de révéler la nature intrinsèquement fasciste de leurs régimes de démocratie bourgeoise, tout en attendant que l'avant-garde des classes ouvrières, en alliance avec les masses opprimées du tiers-monde, reprenne en main le vieux flambeau de la lutte pour la révolution socialiste... La seconde position, que l'on peut assimiler à celle de la tendance dite « sponti », et qui est représentée dans le film par Horst Mahler, ancien « terroriste » faisant son autocritique, consiste à dénoncer au contraire, et à

juste titre selon moi, une « politique du pire » qui ne saurait mener qu'à contre-sens de ses objectifs de départ.

Mais dans cette dernière perspective, on a vite fait de s'enliser dans la récupération sociale-démocrate et humaniste. On en vient à condamner toute action violente au nom d'une morale qui s'accommode pourtant des pires violences perpétrées par ceux qui se réclament d'elle ! On en vient à accepter l'idée qu'il n'est d'autre voie de transformation sociale que celles qui sont conformes à la légalité. Ce pas est déjà largement franchi par toute une série d'anciens militants gauchistes, en particulier par les noyaux dirigeants de publications telles que *Lotta continua* en Italie ou *Libération* en France.

Ces deux positions me paraissent masquer, chacune à leur façon, le sens véritable des nouvelles formes d'action clandestines qui se développent un peu partout en Europe et qui semblent être en passe de devenir une des caractéristiques spécifiques des situations politiques bloquées propres aux régimes capitalistes.

Ce que met à jour, de façon originale, un film comme *L'Allemagne en automne* — et je pense qu'un autre film de ce type, consacré à l'Italie, nous conduirait aux mêmes conclusions —, c'est que l'immense charge émotionnelle qui est associée au « phénomène terroriste » est devenue une donnée fondamentale des stratégies politiques actuelles. Qu'on le regrette ou non, la politique, aujourd'hui, est devenue inséparable des affects collectifs pétris et véhiculés par les mass-media, qui constituent un mode de subjectivation traversant les classes et les nations, et au sein desquels il est très difficile de faire la part entre ce qui revient à un imaginaire manipulé et à des réalités socio-économiques.

Toutes les formations de pouvoir, à quelque niveau qu'on les considère, sont objet et/ou agent de cette manipulation de la « matière » mass-médiatique. Ainsi, lorsqu'aujourd'hui des jeunes gens et des jeunes filles se lancent dans la voie du « terrorisme », ils ne le font pas seulement en raison de systèmes idéologiques, mais également, par devers eux, comme délégués ou victimes expiatoires d'un mouvement subjectif qui les dépasse de toutes parts. Leurs actions, leurs sentiments, sont « en prise » sur ceux qui les approuvent, mais aussi sur toutes ces couches de militants, de jeunes révolutionnaires, qui n'ont

trouvé aucune issue dans les luttes qu'ils ont menées depuis une quinzaine d'années. Et c'est de surcroît la passivité du « marais », des résignés de l'opinion publique, qui est travaillée de l'intérieur par leurs gestes spectaculaires et désespérés. Eux-mêmes, en retour, manipulent l'information et les images transmises par les médias, jouent de leur prestige pour « forcer la main » des milieux qu'ils côtoient. Briser le mur de l'indifférence, même par une violence qui conduit à leur propre annihilation : attirer de force l'attention de l'opinion, telle est l'ambition de ces nouveaux mouvements de lutte armée. Quels que soient leurs échecs, l'impasse dans laquelle ils s'enfoncent, il serait donc absolument erroné de considérer qu'il ne s'agit là que d'organismes étrangers à ce qu'on a appelé le « Mouvement », c'est-à-dire à l'ensemble de la jeunesse contestatrice et révolutionnaire. Non seulement ils en font intrinsèquement partie, mais ils manifestent en lui ce qu'il y a de plus exacerbé, de plus irréductible. C'est ce qui explique qu'au delà de toutes les divergences, leur sacrifice est ressenti par une immense masse de jeunes comme une perte cruelle.

La nouveauté — probablement durable — de ces mouvements tient, en fait, au contexte dans lequel ils apparaissent, à l'écho mass-médiatique qu'ils rencontrent. En tant que tel, ce type de lutte se retrouve tout au long de l'histoire moderne — qu'il suffise d'évoquer les derniers soubresauts de la Russie tsariste, la Résistance en France, ou les luttes récentes en Espagne ! Aussi ne méritent-ils nullement les anathèmes et les excommunications que les révolutionnaires bien-pensants leur lancent — sans parler des insinuations laissant supposer qu'ils seraient téléguidés par les services secrets de diverses puissances... L'assassinat d'Hitler a été désiré par des millions de personnes et, aujourd'hui, celui du bourreau du peuple iranien ou celui du bourreau du peuple nicaraguayen ne poserait guère de problème à la majorité de l'opinion de gauche ! Personne, dans le mouvement révolutionnaire ou dans la gauche, ne peut mettre sérieusement en question l'opportunité de l'exécution d'un Carrero Blanco en Espagne, qui a marqué un tournant décisif dans la lutte contre le franquisme ! Suffirait-il de dire alors que la violence, l'action armée, ne devient légitime que lorsqu'elle s'appuie sur un très large mouvement de masse, comme c'était le cas en Espagne, et qu'elle ne l'est donc pas

dans le cas de l'Allemagne actuelle, parce que les masses « ne suivent pas » ? L'exemple de l'Italie nous montre qu'il n'en est pas tout à fait ainsi : en effet, la violence armée s'y est instaurée dans le prolongement d'une violence beaucoup plus large, se manifestant sous les formes les plus diverses, dans une sorte de *continuum* entre l'illégalisme politique et l'illégalisme civil et criminel. Cela suffirait-il à justifier les actions des BR ? Non, ce qui, à mon sens, doit être ici mis en cause, ce n'est pas *le principe* de la lutte armée, ni même ses modalités, qui appartiennent à chaque mouvement révolutionnaire, mais, au sein de chaque situation particulière, sa portée réelle sur *l'ensemble des luttes anticapitalistes*. Et manifestement, la liquidation d'un dirigeant tel que Schleyer, non seulement ne pouvait en rien détraquer le fonctionnement du système, mais, en donnant l'occasion au pouvoir de faire donner à fond ses dispositifs policiers et ses armes mass-médiatiques, a contribué à repousser encore plus dans ses rêts des millions d'exploités. Autrement dit, le vrai drame, ce n'est pas le fait, en tant que tel, qu'il y ait eu mort d'homme, mais c'est que ces actions aient été conduites sur un mode qui ne se démarque pas fondamentalement du système répressif bourgeois, des attentats fascistes, des enlèvements effectués par des polices parallèles, et qu'au bout du compte, elles n'aient eu d'autre résultat que de faire écho à la mélancolie collective qui étreint aujourd'hui l'Allemagne. Je dois dire que pour ma part, je ne connais rien de plus sinistre, de plus odieux, que ces photos de Schleyer ou de Moro, avec leur petit écriteau sur la poitrine. Je me refuse à juger du bien-fondé de leur exécution, à juger leurs juges, mais je ne puis supporter ce type de procédé, ce type d'image propulsée à travers les médias et qui conduit légitimement à un sentiment d'apitoiement à l'égard de ceux qui en sont l'objet, et de dégoût et de révolte à l'égard de ceux qui en sont les auteurs.

Le capitalisme n'est parvenu à consolider ces bastions que la RAF et les BR prétendent ébranler que dans la mesure où il a réussi à développer un consensus majoritaire fondé sur l'immobilisme social, la défense des avantages acquis, la méconnaissance systématique de tout ce qui dépasse les intérêts corporatistes, nationaux, etc. Et tout ce qui va dans le sens de l'isolement des individus, tout ce qui renforce leur sentiment d'impuissance, tout ce qui les culpabilise et les fait dépendre

de l'Etat, des Equipements Collectifs et de leurs prolongements, que sont en passe de devenir les syndicats et les partis de gauche traditionnels, nourrit ce consensus. Prétendre mener une action révolutionnaire, sans s'attaquer à de tels phénomènes de manipulation des masses, est une absurdité. La guerre larvée que les puissances industrielles mènent selon l'axe nord-sud pour tenir en main le tiers-monde est certes essentielle : mais elle ne doit pas nous faire oublier qu'il existe un autre axe nord-sud, concernant cette fois la planète entière, et sur lequel se jouent des conflits non moins essentiels, engageant les pouvoirs d'Etat et les nationalités opprimées, les travailleurs immigrés, les chômeurs, les marginaux, les « non garantis » et les salariés « normalisés », les gens des villes et ceux des barrios, des favelas, des ghettos, des bidonvilles, les oppositions de races, de sexes, de classes, d'âges, etc. Pour conduire cette autre guerre, pour s'assurer du contrôle social et mental de tout ce monde du quotidien et du désir, le capitalisme mobilise des moyens gigantesques. Ignorer ce type d'affrontement, ou le tenir pour secondaire, c'est condamner à l'impuissance, ou à la récupération, toutes les autres formes de luttes sociales conduites par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Qu'on le veuille ou non, dans les conditions d'aujourd'hui, la violence et les médias ont partie liée. Et lorsqu'un groupe révolutionnaire fait le jeu des médias les plus réactionnaires, fait le jeu de la culpabilisation collective, c'est qu'il s'est trompé : trompé de cible, trompé de méthode, trompé de stratégie, trompé de théorie, trompé d'imaginaire...

Affirmer sa solidarité entière à l'égard des victimes de la répression capitaliste — de toutes les victimes — n'implique en rien que l'on cautionne les égarements qui ont conduit aux spectacles inqualifiables du détournement de Mogadiscio ou des tribunaux soi-disant populaires qui délibèrent dans une cave ! La reproduction stupide du modèle de la « justice » et de la répression du pouvoir, l'utilisation écœurante des médias, le sectarisme borné, la manipulation des « compagnons de route », ne sont nullement des questions secondaires. Le mérite du film *L'Allemagne en automne*, c'est de nous aider à prendre la mesure de l'ensemble de ces problèmes. Non seulement il nous présente une critique virulente de la société allemande, mais il amorce une mise en cause de la lutte clandestine armée sur

son véritable terrain. Dans cette dernière direction, ses critiques restent, à mon gré, encore trop timides, trop floues. On sent encore ici le poids de l'événement et la crainte de prêter le flanc aux récupérations du pouvoir. Mais il touche au point essentiel, à savoir le *dramatisme morbide* secrété par le face-à-face, absurde à tous égards, entre un pouvoir d'Etat monstrueux et des appareils politico-militaires dérisoires. Les auteurs de ce film ne manient pas le P. 38, mais seulement la caméra. Affirmer, dans l'Allemagne actuelle, le droit à l'humour, le droit à l'expression de désir la plus singulière, le droit à une parole sans contrainte, et cela quelles que soient les pressions, quel que soit le caractère dramatique, voire tragique, de la situation, constitue certainement aujourd'hui un préalable essentiel à toute démarche révolutionnaire effective.

Félix GUATTARI.

TABLE DES MATIÈRES
CONTENUES DANS LE TOME XXXIV
AOUT 1978-JUIN 1979

| | | |
|---|------|------------|
| Janine ALTOUNIAN | | |
| A la recherche d'une relation au père, soixante ans après un génocide | 883 | CCCLXXXIX |
| Colette AUGER | | |
| De la diffamation | 1213 | CCCLXXXI |
| Yves BARON | | |
| La crise est devant nous | 1534 | CCCLXXXIII |
| Abdallah BAROUDI | | |
| Le complot « saharien » contre le peuple marocain et son armée | 1805 | CCCLXXXIV |
| Christopher BARRY | | |
| Des angles et des ruses | 792 | CCCLXXXIX |
| Myriam BEN | | |
| Ces silences qui tremblent sur nos lèvres | 1306 | CCCLXXXI |
| Ami | 1399 | CCCLXXXII |

| | | |
|---|------|------------|
| Nicole BENOIT-LAPIERRE | | |
| Vivre et mourir à l'hospice | 1327 | CCCLXXXII |
| Cathy BERNHEIM | | |
| Les Führers de la paix | 1184 | CCCLXXXXI |
| Charles BETTELHEIM | | |
| Le stalinisme en tant qu'idéologie du capitalisme d'Etat | 1731 | CCCLXXXIV |
| Bernard BILLAUDOT | | |
| La crise est devant nous | 1731 | CCCLXXXIII |
| François CHAMPARNAUD | | |
| Céline et Aragon vont en Russie | 1011 | CCCLXXXX |
| Bernard CHAVANCE | | |
| Le stalinisme en tant qu'idéologie du capitalisme d'Etat | 1731 | CCCLXXXIV |
| Rithée CEVASCO | | |
| Vivre et mourir à l'hospice | 1327 | CCCLXXXII |
| Jean COTTE | | |
| Du dépit au défi | 1682 | CCCLXXXIII |
| Jean COURNOT | | |
| Eclaircissements succints à l'intention de ceux et celles qui pensent que les fils de Freud sont fatigués | 1440 | CCCLXXXII |
| Laurent DIANOUX | | |
| Mouvements urbains et commissions de Moradores au Portugal (1974-1976) | 652 | CCCLXXXIII |
| Antonio DIAZ | | |
| Mouvements urbains et commissions de Moradores au Portugal (1974-1976) | 652 | CCCLXXXIII |

| | | |
|---|------|-------------|
| René DOMERGUE | | |
| Ce qu'il faudrait pour changer la vie | 702 | CCCLXXXIII |
| Nicolas DUBOST | | |
| Petit chef adoré des travailleurs | 1558 | CCCLXXXIII |
| Pertinentes impertinences | 2026 | CCCLXXXV |
| Michel-Pierre EDMOND | | |
| La « Lettre sur l'Astrologie » de Maïmonide | 1053 | CCCLXXXX |
| Christine FAURE | | |
| Féminisme répressif, féminisme promotionnel | 1190 | CCCLXXXI |
| Ferenc FEHER | | |
| Structure des dictatures sur les besoins | 858 | CCCLXXXIX |
| Naty GARCIA-GUADILLA | | |
| Le « machisme, » l' « hembrisme » et les mouve- ments de femmes en Amérique latine | 687 | CCCLXXXVIII |
| François GEORGE | | |
| Pour un ultime hommage au camarade Staline (I) | 385 | CCCLXXXII |
| Pour un ultime hommage au camarade Staline (II) | 575 | CCCLXXXIII |
| L'ange Capello | 1117 | CCCLXXXX |
| Pour un retour au Waldeckisme | 1403 | CCCLXXXII |
| Ma chronique | 1698 | CCCLXXXIII |
| Lacan ou l'effet 'yau de poële | 1787 | CCCLXXXIV |
| Lacan ou l'effet 'yau de poële | 2038 | CCCLXXXV |
| Emma GOLDMAN | | |
| Epopée d'une anarchiste | 951 | CCCLXXXX |
| André GRANOU | | |
| La crise est devant nous | 1534 | CCCLXXXIII |
| Anne GUERIN | | |
| Amiante : enquête sur des assassinats au-dessus de tout soupçon | 439 | CCCLXXXIII |
| Youssef ISHAGHPOUR | | |
| Un printemps en banlieue | 911 | CCCLXXXIX |

| | | |
|---|------|------------|
| Liliane KANDEL | | |
| Sous la plage, les médias | 1157 | CCCLXXXI |
| Seta KAPOIAN | | |
| Parole de femme à travers « Les jardins de Silihdar » | 1464 | CCCLXXXII |
| René LA BORDERIE | | |
| Communication éducative et idéologie | 1453 | CCCLXXXII |
| Lydia LAINE | | |
| Ce cerisier | 496 | |
| Je survis | 1401 | CCCLXXXII |
| Suzanne LALLEMAND | | |
| Les joies du maternage de 1950 à 1978 | 497 | CCCLXXXVII |
| Claude LANZMANN | | |
| De l'holocauste à <i>Holocauste</i> ou comment s'en débarrasser | 1897 | CCCLXXXV |
| Jean-Jacques LEBEL | | |
| Le prestige de l'uniforme | 1373 | CCCLXXXII |
| Alain LIPIETZ | | |
| Marchandise, autogestion et capitalisme organisé .. | 1250 | CCCLXXXI |
| David LITTMAN | | |
| Les Juifs en Perse avant les Pahlevi | 1920 | CCCLXXXV |
| Edouard LUNTZ | | |
| L'école des beaux jours | 1867 | CCCLXXXIV |
| Grégoire MADJARIAN | | |
| Une sociologie politique ? | 837 | CCCLXXXIX |
| Gilles MANCERON | | |
| Chine-Viêt-nam : les racines historiques d'un conflit | 1292 | CCCLXXXV |

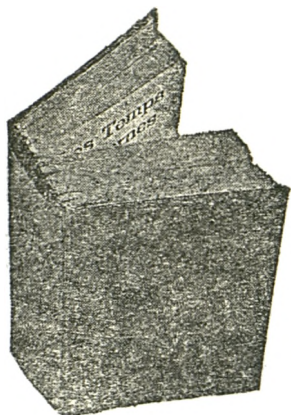
| | | |
|---|------|-------------|
| Jorge MANUEL | | |
| Mouvements urbains et commissions de Moradores au Portugal (1974-1976) | 652 | CCCLXXXIII |
| Herbert MARCUSE | | |
| Protosocialisme et capitalisme avancé | 1705 | CCCLXXXIV |
| Lia MEGALOU | | |
| La semaine anglaise | 643 | CCCLXXXVIII |
| Alfred MELON | | |
| Poèmes | 1107 | CCCLXXXX |
| Andrée MICHEL | | |
| Réflexions à propos de l'ouvrage de Macciocchi .. | 1872 | CCCLXXXIV |
| Annie MIGNARD | | |
| Islam : le spiritualisme sans voile | 1516 | CCCLXXXIII |
| Claude MORALI | | |
| Projet de peur perpétuelle | 764 | CCCLXXXIX |
| Josiane MOUTET | | |
| Les lendemains de la violence ? | 1219 | CCCLXXXI |
| Michèle NOEL | | |
| Beyrouth-sud | 1609 | CCCLXXXIII |
| Françoise PICQ | | |
| Par delà la loi du père | 1199 | CCCLXXXI |
| Jean PUJALT | | |
| Lettre à Jules Ferry sur les gorilles pédagogues .. | 2063 | CCCLXXXV |
| Pierre RIGOULOT | | |
| Vingt ans en Chine à la campagne : un « océan d'amertume » ? | 1113 | CCCLXXXV |
| « Le monde » de Lardreau et Jambet | 1310 | CCCLXXXI |
| Entretien avec Jean Pasqualini | 1403 | CCCLXXXII |
| T'ai Wan, une Chine autre | 1424 | CCCLXXXII |
| Martin et Léa | 1694 | CCCLXXXIII |

| | | |
|--|------|------------|
| Nadja RINGART | | |
| Les conseillers ne sont pas les payeurs | 1174 | CCCLXXXXI |
| Alberto SANTOS | | |
| Quelques éléments sur la militarisation des rapports de production | 800 | CCCLXXXIX |
| Renée SAUREL | | |
| De Perceval à Abdallah : lectures théâtrales | 551 | CCCLXXXII |
| A Canossa, en Sicile, en Syrie et nulle part | 923 | CCCLXXXIX |
| L'enterrée vive (I) | 1135 | CCCLXXXI |
| L'enterrée vive (II) | 1352 | CCCLXXXII |
| L'enterrée vive (III) | 1638 | CCCLXXXIII |
| L'enterrée vive (IV) | 1843 | CCCLXXXIV |
| L'enterrée vive (V) | 2051 | CCCLXXXV |
| John SAXE-FERNANDEZ | | |
| Importance stratégique du pétrole mexicain | 1268 | CCCLXXXXI |
| Thomas STERN | | |
| Projet de peur perpétuelle | 764 | CCCLXXXIX |
| Dora TEITELBAUM | | |
| Poèmes | 759 | CCCLXXXIX |
| Patrick TISSIER | | |
| Chine : l'impossible rupture avec le stalinisme .. | 1768 | CCCLXXXIV |
| Gabrielle VARRO | | |
| Une Corée dans mon jardin | 1066 | CCCLXXXX |
| Vassilis VASSILIKOS | | |
| Notes d'un voyage en Grèce | 1936 | CCCLXXXV |
| Kostas VERGOPOULOS | | |
| L'hégémonie américaine et la formation de la bourgeoisie périphérique en Grèce | 1474 | CCCLXXXII |
| Hilda WEISS-PARKER | | |
| Une femme marginale | 1075 | CCCLXXXX |

| | | |
|---|------|-------------|
| Patricia YVES | | |
| Motamment | 1293 | CCCLXXXXI |
| Markos ZAFIROPOULOS | | |
| Vivre et mourir à l'hospice | 1327 | CCCLXXXII |
| Christian ZIMMER | | |
| Hitler parmi nous (I) | 567 | CCCLXXXVII |
| Hitler parmi nous (II) | 747 | CCCLXXXVIII |
| Déshabiller les statues | 1124 | CCCLXXXX |
| Tout cela c'est naturel | 1317 | CCCLXXXI |
| L'après du militantisme | 1508 | CCCLXXXII |
| Le vrai choc d' <i>Holocauste</i> | 1667 | CCCLXXXIII |
| Un enfer et quelques purgatoires | 1884 | CCCLXXXIV |
| Vous faites des medias vos yeux et vos oreilles | 2081 | CCCLXXXV |
| DOSSIERS | | |
| Le travail des enfants dans l'industrie marocaine du tapis | 964 | CCCLXXXX |
| Est-ce ainsi que les hommes jugent ? | 1155 | CCCLXXXI |
| Répression en Tunisie | 1662 | CCCLXXXIII |
| LE SEXISME ORDINAIRE | | |
| Mais qu'est-ce qu'elles disent ? | 738 | CCCLXXXVIII |
| Le malheur absolu | 1299 | CCCLXXXI |
| Deux poids, cinq mesures | 1504 | CCCLXXXII |
| Revue de presse | 2073 | CCCLXXXV |

RELIURE MOBILE

DOS ROND AVEC NERFS
DOS TOILÉ VIEUX ROUGE AVEC NERFS



Grain chagrin

Titre "Temps Modernes"
Imprimé en doré

★

POUR 6 MOIS - 12 TIGES

★

A nos bureaux ... 15,00 F
Envoi (y compris
emballage spécial) 17,00 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Les Temps Modernes

Veillez m'inscrire pour un abonnement de ● SIX MOIS aux
● UN AN

TEMPS MODERNES, à partir, du 1^{er} _____ 197 _____

- Ci-joint mandat-poste de ..
 - Ci-joint chèque de
 - Je vous envoie par courrier de ce jour : * mandat-carte de ..
* chèque postal de ..
- Rayer les mentions inutiles.

| | 1 an | 6 mois |
|---|----------|----------|
| France et Etranger | 200.00 F | 110.00 F |
| Etranger (suppl. port recommandé) | 78.00 F | 39.00 F |
| Abonnement pour étudiants | 120.00 F | 60.00 F |

voir page II de couverture

_____, le _____ 197 _____

Nom _____

(SIGNATURE)

Adresse _____

Détacher le bulletin ci-joint et l'adresser à M. le Directeur des TEMPS MODERNES N° 39617
26, rue de Condé, Paris-6^e. C.C.P. 6999-04.

Directeur de la publication : Jean-Paul SARTRE

Imprimerie SIMPED S.A., Evreux - Juillet 1979

SOMMAIRE

| | |
|----------------------------|---|
| T. M. — Présentation | 1 |
|----------------------------|---|

I. — DIFFICILE DEMOCRATIE

| | |
|---|----|
| PETER BRUCKNER. — Pour comprendre et pour faire comprendre la République Fédérale | 7 |
| SEBASTIEN COBLER. — R.F.A. : L'« Etat normal » | 50 |
| DIRK IPSEN. — Le changement de structure du processus d'accumulation du capital en R.F.A. | 89 |

II. — LE SPECTRE DU PASSE

| | |
|---|-----|
| PETER BRUCKNER. — Le plus sûr est de se tenir à l'écart .. | 111 |
| CATHERINE VON BULOW. — Un jour ma douleur m'a quittée. | 199 |
| PETER PAUL ZAHL. — Au nom du peuple | 238 |
| Entretien SARTRE, ALICE SCHWARZER, DANY COHN-BENDIT. — Allemagne d'hier et d'aujourd'hui | 247 |
| WOLF BIERMANN. — Icare le Prussien | 263 |
| JURGEN FUSCHS. — Trois procès-verbaux du souvenir en pro- venance de la R.D.A. | 268 |

III. — LA GAUCHE ALLEMANDE FACE AU TERRORISME

| | |
|---|-----|
| KLAUS WAGENBACH. — La fraction armée rouge et la nouvelle gauche | 273 |
| KARL HEINZ ROTH. — A l'intérieur de la Baleine | 288 |
| PETER SCHNEIDER. — Et ce sable aux chaussures de Baader.. | 318 |
| GIL BEN AYCH. — Un commando armé enlève le patron | 322 |
| THOMAS SCHMID. — Le lait noir de la terreur | 335 |
| — Discours de Francfort | 353 |

IV. — OPINIONS

| | |
|--|-----|
| — Les irréductibles de Berlin | 359 |
| — De fortes femmes | 379 |
| ROMAIN ROUX-DUFORT. — Analyse du projet d'intervention d'Andréas et d'Ulrike pour un autre procès | 384 |
| FELIX GUATTARI. — Comme un écho de la mélancolie collective. | 413 |
| Table des matières du tome XXXIV | 421 |

Le second Israël

**La question
Sépharade en Israël**

un numéro spécial
des

TEMPS
MODERNES

496 pages

45 F.

Prix spécial pour abonnés . . . 40 F.